



Treaty Series

*Treaties and international agreements
registered
or filed and recorded
with the Secretariat of the United Nations*

VOLUME 2164

Recueil des Traités

*Traités et accords internationaux
enregistrés
ou classés et inscrits au répertoire
au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies*

United Nations • Nations Unies
New York, 2003

Copyright © United Nations 2004
All rights reserved
Manufactured in the United States of America

Copyright © Nations Unies 2004
tous droits réservés
Imprimé aux États-Unis d'Amérique

TABLE OF CONTENTS

I

*Treaties and international agreements
registered in November 2001
Nos. 37790 to 37800*

No. 37790. Spain and El Salvador:

- Treaty between the Kingdom of Spain and the Republic of El Salvador on jurisdiction, recognition and enforcement of judgements in civil and commercial matters. Madrid, 7 November 2000 3

No. 37791. Multilateral:

- Inter-American Convention for the protection and conservation of sea turtles (with annexes). Caracas, 1 December 1996..... 29

No. 37792. Austria and India:

- Agreement between the Government of the Republic of Austria and the Government of the Republic of India for the promotion and protection of investments. Vienna, 8 November 1999 105

No. 37793. Austria and Azerbaijan:

- Convention between the Government of the Republic of Austria and the Government of the Republic of Azerbaijan for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion with respect to taxes on income and on capital (with protocol). Vienna, 4 July 2000..... 143

No. 37794. Austria and Finland:

- Agreement between the Republic of Austria and the Republic of Finland for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion with respect to taxes on income and on capital. Vienna, 26 July 2000 227

No. 37795. Austria and Croatia:

- Agreement between the Republic of Austria and the Republic of Croatia for the avoidance of double taxation with respect to taxes on income and on capital (with protocol). Vienna, 21 September 2000..... 287

No. 37796. Austria and Cuba:

- Convention between the Republic of Austria and the Republic of Cuba concerning the mutual execution of judicial decisions in criminal matters. Vienna, 14 October 1999 347

No. 37797. Austria and Azerbaijan:

- Air Transport Agreement between the Austrian Federal Government and the Government of the Republic of Azerbaijan (with annex). Vienna, 4 July 2000 369

No. 37798. Germany and Poland:

- Agreement between the Federal Ministry for the Environment, Nature Conservation and Nuclear Safety of the Federal Republic of Germany and the Minister of the Environment of the Republic of Poland concerning the joint implementation of environmental protection pilot projects in the Republic of Poland with the aim of reducing cross-border environmental pollution. Frankfort on the Oder, 18 June 2001 427

No. 37799. Germany and Malawi:

- Arrangement between the Government of the Federal Republic of Germany and the Government of the Republic of Malawi concerning technical cooperation in the project "Promotion of Horticulture". Lilongwe, 28 August 2000 and 16 October 2000 445

No. 37800. Germany and Egypt:

- Agreement between the Government of the Federal Republic of Germany and the Government of the Arab Republic of Egypt on their mutual shipping relations (with annex). Alexandria, 5 November 1998..... 447

TABLE DES MATIÈRES

I

*Traités et accords internationaux
enregistrés en novembre 2001
N^{os} 37790 à 37800*

N^o 37790. Espagne et El Salvador :

Traité entre le Royaume d'Espagne et la République d'El Salvador relatif à la compétence judiciaire, à la reconnaissance et à l'exécution des sentences en matière civile et commerciale. Madrid, 7 novembre 2000 3

N^o 37791. Multilatéral :

Convention interaméricaine pour la protection et la conservation des tortues marines (avec annexes). Caracas, 1 décembre 1996..... 29

N^o 37792. Autriche et Inde :

Accord entre le Gouvernement de la République d'Autriche et le Gouvernement de la République de l'Inde relatif à la promotion et à la protection des investissements. Vienne, 8 novembre 1999..... 105

N^o 37793. Autriche et Azerbaïdjan :

Convention entre le Gouvernement de la République d'Autriche et le Gouvernement de la République azerbaïdjanaise en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir la fraude fiscale en matière d'impôt sur le revenu et sur la fortune (avec protocole). Vienne, 4 juillet 2000 143

N^o 37794. Autriche et Finlande :

Accord entre la République d'Autriche et la République de Finlande tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune. Vienne, 26 juillet 2000 227

N^o 37795. Autriche et Croatie :

Accord tendant à éviter la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune entre la République d'Autriche et la République de Croatie (avec protocole). Vienne, 21 septembre 2000 287

N° 37796. Autriche et Cuba :

- Convention entre la République d'Autriche et la République de Cuba relative à l'exécution mutuelle des décisions judiciaires en matière pénale. Vienne, 14 octobre 1999 347

N° 37797. Autriche et Azerbaïdjan :

- Accord relatif au transport aérien entre le Gouvernement fédéral d'Autriche et le Gouvernement de la République azerbaïdjanaise (avec annexe). Vienne, 4 juillet 2000 369

N° 37798. Allemagne et Pologne :

- Accord entre le Ministère fédéral de l'environnement, de la protection de la nature et de la sûreté des réacteurs de la République fédérale d'Allemagne et le Ministre de l'environnement de la République de Pologne concernant la mise en oeuvre en République de Pologne de projets pilotes communs pour la protection de l'environnement dans le but de réduire la pollution environnementale transfrontière. Francfort-sur-l'Oder, 18 juin 2001 427

N° 37799. Allemagne et Malawi :

- Arrangement entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et le Gouvernement de la République du Malawi relatif à la coopération technique pour le projet "Promotion de l'horticulture". Lilongwe, 28 août 2000 et 16 octobre 2000..... 445

N° 37800. Allemagne et Égypte :

- Accord entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et le Gouvernement de la République arabe d'Égypte concernant leurs relations maritimes mutuelles (avec annexe). Alexandrie, 5 novembre 1998..... 447

NOTE BY THE SECRETARIAT

Under Article 102 of the Charter of the United Nations every treaty and every international agreement entered into by any Member of the United Nations after the coming into force of the Charter shall, as soon as possible, be registered with the Secretariat and published by it. Furthermore, no party to a treaty or international agreement subject to registration which has not been registered may invoke that treaty or agreement before any organ of the United Nations. The General Assembly, by resolution 97 (I), established regulations to give effect to Article 102 of the Charter (see text of the regulations, vol. 859, p., VIII).

The terms "treaty" and "international agreement" have not been defined either in the Charter or in the regulations, and the Secretariat follows the principle that it acts in accordance with the position of the Member State submitting an instrument for registration that so far as that party is concerned the instrument is a treaty or an international agreement within the meaning of Article 102. Registration of an instrument submitted by a Member State, therefore, does not imply a judgement by the Secretariat on the nature of the instrument, the status of a party or any similar question. It is the understanding of the Secretariat that its action does not confer on the instrument the status of a treaty or an international agreement if it does not already have that status and does not confer on a party a status which it would not otherwise have.

*
* *

Unless otherwise indicated, the translations of the original texts of treaties, etc., published in this Series have been made by the Secretariat of the United Nations.

NOTE DU SECRÉTARIAT

Aux termes de l'Article 102 de la Charte des Nations Unies, tout traité ou accord international conclu par un Membre des Nations Unies après l'entrée en vigueur de la Charte sera, le plus tôt possible, enregistré au Secrétariat et publié par lui. De plus, aucune partie à un traité ou accord international qui aurait dû être enregistré mais ne l'a pas été ne pourra invoquer ledit traité ou accord devant un organe des Nations Unies. Par sa résolution 97 (I), l'Assemblée générale a adopté un règlement destiné à mettre en application l'Article 102 de la Charte (voir texte du règlement, vol. 859, p. IX).

Le terme « traité » et l'expression « accord international » n'ont été définis ni dans la Charte ni dans le règlement, et le Secrétariat a pris comme principe de s'en tenir à la position adoptée à cet égard par l'Etat Membre qui a présenté l'instrument à l'enregistrement, à savoir que pour autant qu'il s'agit de cet Etat comme partie contractante l'instrument constitue un traité ou un accord international au sens de l'Article 102. Il s'ensuit que l'enregistrement d'un instrument présenté par un Etat Membre n'implique, de la part du Secrétariat, aucun jugement sur la nature de l'instrument, le statut d'une partie ou toute autre question similaire. Le Secrétariat considère donc que les actes qu'il pourrait être amené à accomplir ne confèrent pas à un instrument la qualité de « traité » ou d'« accord international » si cet instrument n'a pas déjà cette qualité, et qu'ils ne confèrent pas à une partie un statut que, par ailleurs, elle ne posséderait pas.

*
* *

Sauf indication contraire, les traductions des textes originaux des traités, etc., publiés dans ce Recueil ont été établies par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

I

*Treaties and international agreements
registered in
November 2001
Nos. 37790 to 37800*

*Traités et accords internationaux
enregistrés en
novembre 2001
N^{os} 37790 à 37800*

No. 37790

**Spain
and
El Salvador**

Treaty between the Kingdom of Spain and the Republic of El Salvador on jurisdiction, recognition and enforcement of judgements in civil and commercial matters. Madrid, 7 November 2000

Entry into force: *1 September 2001, in accordance with article 5*

Authentic text: *Spanish*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Spain, 5 November 2001*

**Espagne
et
El Salvador**

Traité entre le Royaume d'Espagne et la République d'El Salvador relatif à la compétence judiciaire, à la reconnaissance et à l'exécution des sentences en matière civile et commerciale. Madrid, 7 novembre 2000

Entrée en vigueur : *1er septembre 2001, conformément à l'article 5*

Texte authentique : *espagnol*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *Espagne, 5 novembre 2001*

**TRATADO ENTRE EL REINO DE ESPAÑA
Y LA REPÚBLICA DE EL SALVADOR
SOBRE COMPETENCIA JUDICIAL, RECONOCIMIENTO
Y EJECUCIÓN DE SENTENCIAS EN MATERIA
CIVIL Y MERCANTIL.**

El Reino de España y la República de El Salvador, en lo sucesivo, las Partes;

CONSCIENTES de los profundos vínculos históricos que unen a ambos Países y deseando traducirlos en instrumentos jurídicos de cooperación;

RECONOCIENDO que un sistema concordado de competencias judiciales y un procedimiento armonizado de ejecución de resoluciones judiciales constituyen un soporte para el desarrollo de relaciones económicas recíprocas;

HAN DECIDIDO adoptar un Tratado sobre competencia judicial, reconocimiento y ejecución de sentencias civiles, y para tal efecto han convenido las disposiciones siguientes:

Capítulo 1°
Ámbito de aplicación

Artículo 1°

1. El presente Tratado se aplicará en materia civil y mercantil, con independencia de la naturaleza o denominación del órgano jurisdiccional.
2. Quedan excluidos del ámbito de aplicación de este Tratado:
 - a) Las materias fiscal, aduanera y administrativa.
 - b) El estado y capacidad de las personas físicas, regímenes matrimoniales, testamentos y sucesiones.
 - c) Las quiebras, concursos y convenios entre el deudor y los acreedores.
 - d) La seguridad social.
 - e) El arbitraje.

Capítulo 2°
Competencia

Artículo 2°. Competencia general

Las personas físicas o jurídicas domiciliadas en el territorio de una de las Partes quedarán sometidas a los órganos jurisdiccionales de dicha Parte y no podrán ser demandadas ante los tribunales de la otra Parte, cualquiera que fuere su nacionalidad, salvo que concurriera alguna de las competencias que se establecen en los artículos siguientes.

Artículo 3°. Competencias exclusivas

Son exclusivamente competentes, sin consideración al domicilio:

1. En materia de derechos reales inmobiliarios y de contratos de arrendamiento de bienes inmuebles, los tribunales de la Parte en que se hallaren sitios.

No obstante, en materia de contratos de arrendamiento de bienes inmuebles celebrados para uso particular durante un plazo máximo de seis meses consecutivos, son igualmente competentes los tribunales de la Parte donde estuviere domiciliado el demandado, siempre que el arrendador y el arrendatario fueren personas jurídicas y estuvieren domiciliados en la misma Parte.

2. En materia de validez, nulidad o disolución de sociedades y personas jurídicas que tuvieren su domicilio en una Parte o de decisiones de los órganos sociales, los tribunales de dicha Parte.
3. En materia de validez de las inscripciones en los Registros Públicos, los tribunales de la Parte, en la que se encuentre el Registro.
4. En materia de inscripciones o validez de patentes, marcas, diseños, dibujos o modelos y demás análogos sometidos a depósito o registro, los tribunales de la Parte en que se hubiere solicitado, efectuado o tenido por efectuado el depósito o registro en virtud de lo dispuesto en un Convenio internacional.
5. En materia de ejecución de resoluciones judiciales, los tribunales de la Parte del lugar de ejecución.

Artículo 4°. Competencias especiales

No obstante lo dispuesto en el artículo 2°, las personas domiciliadas en una de las Partes, podrán ser demandadas ante los tribunales de la otra Parte.

1. En materia contractual, ante el tribunal del lugar en el que hubiere sido o debiere ser cumplida la obligación que sirviese de base a la demanda. En materia de contrato individual de trabajo, dicho lugar será aquel en el que el trabajador desempeñase habitualmente su trabajo, pudiendo demandarse también al empresario, ante el tribunal del lugar en que radicase el establecimiento en que fue contratado.
2. En materia de alimentos, ante el tribunal del lugar de domicilio o residencia habitual del acreedor de alimentos o si se tratase de una demanda incidental a una acción relativa al estado de las personas, ante el tribunal competente según la ley del foro para conocer ésta, salvo que tal competencia se fundare únicamente en la nacionalidad de una de las Partes.
3. En materia de responsabilidad extracontractual, ante el tribunal del lugar del que se hubiere producido el hecho que la genera.
4. En materia de acciones civiles derivados de un hecho punible, ante el tribunal del lugar que conociere del proceso penal.
5. En los litigios relativos a la explotación de sucursales, agencias o cualquier otro establecimiento, ante el tribunal del lugar en que se hallaren sitios.
6. Cuando hubiere varios demandados, ante el tribunal del domicilio de cualquiera de ellos.
7. Cuando se tratase de una demanda reconvenzional derivada del hecho o contrato que se fundamentase la demanda principal, ante el tribunal que estuviere conociendo ésta.
8. En materia contractual, si la acción pudiese acumularse con otra en materia de derechos reales inmobiliarios, ante el tribunal de la Parte en el que estuviere sito el inmueble.
9. Cuando se trate de acciones relativas a la limitación de responsabilidad, en relación a las acciones de responsabilidad derivados de la utilización o explotación de un buque, ante el tribunal de la Parte que estuviere conociendo de este litigio.

Artículo 5°. Sumisión

1. Será competente el tribunal de la Parte ante el que hubiere comparecido el demandado, salvo que tal comparecencia tuviere por objeto impugnar la competencia.
2. Será igualmente competente el tribunal de la Parte al que se hubieren sometido los litigantes, para conocer de cualquier litigio surgido o que pueda surgir con ocasión de una determinada relación jurídica. Tal convenio atributivo de competencia deberá celebrarse:
 - a) por escrito o verbalmente con confirmación escrita, o
 - b) en una forma que se ajuste a los hábitos que los litigantes hubieren establecido en sus relaciones.
3. La sumisión expresa o tácita no será procedente, cuando con ella se excluyere la competencia exclusiva de los tribunales prevista en el artículo 3°, o si se trata de contratos individuales de trabajo, cuando la renuncia al foro propio fuere anterior al nacimiento del litigio.

Artículo 6°. Apreciación de la competencia

1. El tribunal de una Parte que conociere con carácter principal de un litigio, para el que fueran exclusivamente competentes los tribunales de la otra Parte, conforme al artículo 3° se declarará, de oficio, incompetente.
2. Cuando el demandado domiciliado en una de las Partes fuese demandado ante un tribunal de la otra Parte y no compareciere, aquel tribunal se declarará de oficio incompetente, si su competencia no estuviese fundada en alguna regla de este Tratado.

Artículo 7°. Litispendencia y conexidad

1. Cuando se formularen demandas con el mismo objeto y la misma causa entre los mismos litigantes ante dos tribunales de las Partes, el tribunal ante el que se formula la segunda demanda suspenderá de oficio el procedimiento en tanto no se declare competente el tribunal ante el que se interpuso la primera demanda.

Quando el tribunal ante el que se interpuso la primera demanda se declarase competente, el segundo tribunal declinará su competencia.

2. Si como consecuencia de un conflicto negativo de competencias se produjere una denegación de justicia, cualquier tribunal podrá conocer del litigio.
3. Cuando se presentaren demandas conexas en los tribunales de las dos Partes y estuviesen pendientes en primera instancia, el tribunal ante el que se hubiere presentado la demanda posterior, podrá suspender el procedimiento.
4. Este tribunal podrá también declarar su competencia, a instancia de un litigante, a condición de que su ley interna permita la acumulación de asuntos conexos y de que el tribunal que conociera de la primera demanda fuere competente para conocer de ambas.
5. Se considerarán conexas, a efectos de este artículo, las demandas vinculadas entre sí por una relación tan estrecha que será oportuno tramitarlas y juzgarlas al mismo tiempo, con el fin de evitar resoluciones que podrían ser inconciliables si los asuntos se fallasen separadamente.
6. Cuando ambos tribunales se declarasen exclusivamente competentes, la declinatoria se hará en favor del tribunal ante el que se hubiere presentado la primera demanda.

Artículo 8º. Medidas provisionales y cautelares

1. Podrán solicitarse medidas provisionales o cautelares ante los tribunales de una de las Partes incluso si en virtud del presente Tratado, fueren competentes en cuanto al fondo, los tribunales de la otra Parte.
2. Dichas medidas deberán ajustarse a la ley interna del tribunal requerido y, en todo caso, quedarán sin efecto si el tribunal que conociere del litigio las dejare sin efectos.

Capítulo 3º Reconocimiento

Artículo 9º. Resoluciones judiciales

1. Se entenderá por resolución judicial, a los efectos de este Tratado, cualquier decisión adoptada por un tribunal de una de las Partes, con independencia de la denominación que recibiere, así como el acto por el cual se liquidaren las costas del proceso.

Artículo 10°. Reconocimiento

Las resoluciones dictadas en un Estado contratante serán reconocidas en la otra Parte, sin que fuere necesario recurrir a procedimiento alguno.

En caso de oposición, cualquier parte interesada que invocare el reconocimiento a título principal podrá solicitar, por el procedimiento previsto en el Capítulo 4°, que se reconozca la resolución.

Si el reconocimiento se invocare como cuestión incidental ante un tribunal de una Parte, dicho tribunal será competente para entender del mismo.

Artículo 11°. Causas de denegación del reconocimiento

Las resoluciones no se reconocerán:

1. Si el reconocimiento fuere manifiestamente contrario al orden público de la Parte Requerida.
2. Cuando se dictaren en rebeldía del demandado, si no se hubiere entregado o notificado al mismo la esquila o cédula de emplazamiento, o documento equivalente, de forma regular y con tiempo suficiente para defenderse.
3. Si la resolución fuere inconciliable con una resolución dictada en un litigio entre las mismas partes en la Parte Requerida.
4. Si el tribunal de la Parte de origen, para dictar su resolución, hubiere desconocido, al decidir de una cuestión relativa al estado o capacidad de las personas físicas, a los regímenes matrimoniales, a los testamentos o a las sucesiones, una regla de Derecho Internacional Privado de la Parte Requerida, a menos que se hubiere llegado al mismo resultado mediante la aplicación de las normas de Derecho Internacional Privado de la Parte Requerida.
5. Si la resolución fuere inconciliable con una resolución dictada con anterioridad en un Estado no contratante entre las mismas partes en un litigio que tuviere el mismo objeto y la misma causa, cuando esta última resolución reuniere las condiciones necesarias para su reconocimiento en la Parte Requerida.

Asimismo, no se reconocerán las resoluciones si se hubiere desconocido las disposiciones del artículo 3°.

Tampoco se reconocerán las resoluciones si el Tribunal de origen no tuviere competencia de acuerdo con el presente Tratado.

Sin perjuicio de las disposiciones del párrafo primero, no podrá procederse al control de la competencia del tribunal de la Parte de origen; el orden público contemplado en el punto 1 del artículo 11 no afectará a las reglas relativas a la competencia judicial.

Artículo 12°. Prohibición de revisar el fondo

La resolución extranjera no podrá ser objeto de revisión, en cuanto al fondo.

Capítulo 4° Ejecución

Artículo 13°. Carácter de la resolución y órgano competente

1. Sólo se puede solicitar la ejecución de las resoluciones que sean ejecutorias en la Parte de origen, incluso si se tratase de resoluciones que no producirán efecto de cosa juzgada material.
2. La solicitud de ejecución se presentará:

En España, ante el Juzgado de 1ª Instancia en cuya demarcación residiere el demandado o en el que deba tener lugar la ejecución.

En El Salvador, ante el Ministerio de Justicia, quien a su vez la trasladará a la Honorable Corta Suprema de Justicia.

Artículo 14°. Ley aplicable

1. La ley del foro ante el que se inste la ejecución se aplicará para determinar los requisitos y procedimientos para la ejecución, así como para la ejecución material.
2. Dicha ley determinará las medidas cautelares que sean procedentes en relación al litigante contra el que se hubiere despachado ejecución, mientras se estuviere sustanciando algún recurso.

Artículo 15°. Ejecución parcial

Cuando la resolución extranjera se hubiere pronunciado sobre varias pretensiones y la ejecución no pudiera despacharse sobre la totalidad de ellas, el tribunal la despachará en relación a una o varias de aquéllas. El solicitante podrá pedir la ejecución parcial.

Artículo 16°. Multas y costas

Para que pueda despacharse la ejecución para el pago de multas coercitivas o costas, será preciso que la cantidad haya sido fijada, de manera líquida por el tribunal de origen.

Artículo 17°. Asistencia jurídica gratuita

El solicitante de la ejecución, que en la Parte de origen hubiese gozado del beneficio de asistencia jurídica gratuita, total o parcial, gozará de un beneficio comparable ante el tribunal competente para la ejecución.

Artículo 18°. Dispensa de caución o depósito

Al litigante que solicitase la ejecución no podrá exigírsele caución o depósito alguno por su condición de extranjero o por no ser residente o estar domiciliado en la Parte Requerida.

Artículo 19°. Documentación

El litigante que instare al reconocimiento o la ejecución deberá presentar:

1. Copia autenticada de la resolución acreditando, además, que es firme y ejecutoria y ha sido notificada.
2. Documento acreditativo cuando la resolución ha sido dictada en rebeldía, de que la demanda fue notificada, en forma, de acuerdo con la ley de la Parte de origen.
3. En su caso y si se tratase de la ejecución, el documento justificativo del beneficio de asistencia jurídica gratuita.
4. Si no se presentasen los documentos previstos en los dos párrafos anteriores, el tribunal podrá fijar un plazo para su presentación, que no excederá de sesenta días, aceptar documentos equivalentes o dispensar de ellos si se considerasen suficientemente ilustrado.
5. No se exigirá alguno de los anteriores documentos o del poder para pleitos, bastando con que no existan dudas acerca de su autenticidad.

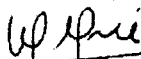
Capítulo 5º
Disposiciones finales

Artículo 20º. Entrada en vigor, vigencia y terminación.

1. El presente Tratado entrará en vigor el primer día del segundo mes siguiente al que tenga lugar el Canje de Instrumentos de Ratificación.
2. El Tratado tendrá una duración indefinida, pudiendo denunciarse mediante Nota diplomática, con una antelación de seis meses contados desde la recepción de la Nota.

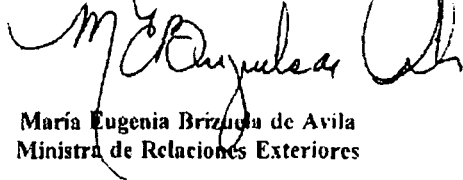
HECHO en Madrid, el 7 de noviembre de 2000, por duplicado, en idioma español, siendo ambos textos igualmente auténticos.

**POR EL REINO
DE ESPAÑA**



Josep Lluís Piqué i Camps
Ministro de Asuntos Exteriores

**POR LA REPÚBLICA
DE EL SALVADOR**



María Eugenia Brizuela de Avila
Ministra de Relaciones Exteriores

[TRANSLATION - TRADUCTION]

TRAITÉ ENTRE LE ROYAUME D'ESPAGNE ET LA RÉPUBLIQUE D'EL SALVADOR RELATIF À LA COMPÉTENCE JUDICIAIRE, À LA RECONNAISSANCE ET À L'EXÉCUTION DES SENTENCES EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE

Le Royaume d'Espagne et la République d'El Salvador, ci-après dénommés les Parties ;

Conscients des liens historiques étroits qui unissent les deux pays et désireux de les refléter dans un instrument juridique de coopération ;

Reconnaissant qu'un système concordant des compétences de leurs tribunaux et une procédure harmonisée d'exécution des décisions judiciaires constituent un support pour le développement de leurs relations économiques réciproques ;

Ont décidé de conclure un Traité relatif à la compétence judiciaire, à la reconnaissance et à l'exécution des sentences en matière civile et, à cette fin, sont convenus des dispositions suivantes :

CHAPITRE PREMIER. CHAMP D'APPLICATION

Article premier

1. Le présent Traité s'appliquera en matière civile et commerciale, quelle que soit la nature ou la dénomination de l'organe juridictionnel.

2. Sont exclus du champ d'application du présent Traité :

- a) Les matières fiscales, douanières et administratives
- b) Le statut et la capacité des personnes physiques, les régimes matrimoniaux, les testaments et les successions
- c) Les faillites, les liquidations et les conventions entre le débiteur et les créanciers
- d) La sécurité sociale
- e) L'arbitrage.

CHAPITRE 2. COMPÉTENCE

Article 2. Compétence générale

Les personnes physiques ou morales domiciliées sur le territoire de l'une des Parties seront soumises à la compétence des organes juridictionnels de ladite Partie et ne pourront pas être attirées, quelle que soit leur nationalité, devant les tribunaux de l'autre Partie, si n'est en vertu des règles de compétence énoncées dans les articles ci-dessous.

Article 3. Compétences exclusives

Ont compétence exclusive, indépendamment de toute considération de domicile :

1. En matière de droits réels immobiliers et de contrats de bail portant sur des biens immeubles, les tribunaux de la Partie sur le territoire de laquelle ils se trouvent.

Toutefois, en matière de contrats de bail portant sur des biens immeubles destinés à un usage personnel, conclus pour une période maximale de six mois consécutifs, sont également compétents les tribunaux de la Partie sur le territoire de laquelle le défendeur est domicilié à condition que le bailleur et le preneur soient des personnes morales et soient domiciliés sur le territoire de la même Partie.

2. En matière de validité, de nullité ou de dissolution de sociétés ou de personnes morales qui ont leur siège social sur le territoire d'une Partie ou de décisions de leurs organes de direction, les tribunaux de ladite Partie.

3. En matière de validité des transcriptions sur les registres publics, les tribunaux de la Partie sur le territoire de laquelle se trouve le registre pertinent.

4. En matière d'enregistrement ou de validité des brevets, marques, croquis, dessins ou modèles et autres éléments analogues devant être déposés ou enregistrés, les tribunaux de la Partie sur le territoire de laquelle le dépôt ou l'enregistrement a été demandé ou effectué ou est réputé avoir été fait conformément à une convention internationale.

5. En matière d'exécution des décisions judiciaires, les tribunaux de la Partie sur le territoire de laquelle est situé le lieu de l'exécution.

Article 4. Compétences spéciales

Nonobstant les dispositions de l'article 2, les personnes domiciliées sur le territoire de l'une des Parties pourront être attirées devant les tribunaux de l'autre Partie :

1. En matière contractuelle, devant le tribunal du lieu où l'obligation servant de base à la requête a été exécutée ou devrait l'être. En matière de contrat de travail individuel, ce lieu sera celui où le travailleur exerce habituellement son activité professionnelle, le chef d'entreprise pouvant lui aussi être attiré devant le tribunal du lieu où se trouve l'établissement où le contrat a été conclu.

2. En matière d'obligation alimentaire, devant le tribunal du lieu où le créancier d'aliments a son domicile ou sa résidence habituelle ou, s'il s'agit d'une demande accessoire à une action concernant l'état des personnes, devant le tribunal compétent selon la loi du for pour en connaître, à moins que cette compétence soit uniquement fondée sur la nationalité de l'une des Parties.

3. En matière de responsabilité extracontractuelle, devant le tribunal du lieu où s'est produit le fait dommageable.

4. En matière d'action civile fondée sur un fait passible de sanction pénale, devant le tribunal du lieu où l'affaire est jugée au pénal.

5. S'agissant des litiges portant sur l'exploitation de succursales, d'agences ou de tous autres établissements similaires, devant le tribunal du lieu où ils sont situés.

6. Lorsqu'il y a plusieurs défendeurs, devant le tribunal du lieu où est situé le domicile de l'un d'eux.

7. En cas de demande reconventionnelle visant le fait ou le contrat qui sert de base à la demande principale, devant le tribunal saisi de la demande principale.

8. En matière contractuelle, si l'action peut être jointe à une autre portant sur des droits réels immobiliers, devant le tribunal de la Partie sur le territoire de laquelle où l'immeuble est situé.

9. S'agissant d'actions en limitation de responsabilité dans le cadre d'actions en responsabilité intentées eu égard à l'utilisation ou l'exploitation d'un navire, devant le tribunal de la Partie saisi du litige.

Article 5. Attribution de compétence

1. Sera compétent le tribunal de la Partie devant lequel comparait le défendeur, à moins que cette comparution n'ait pour objet de contester la compétence du tribunal.

2. Sera également compétent le tribunal de la Partie que les parties au litige sont convenues de saisir pour connaître de tout différend né ou pouvant naître à propos d'une relation juridique déterminée. Une telle convention attributive de compétence devra être conclue :

a) par écrit ou verbalement avec confirmation écrite, ou

b) sous une forme qui soit conforme à la pratique en usage dans les relations entre les parties au litige.

3. L'attribution expresse ou tacite de compétence ne sera pas admise si elle a pour conséquence d'exclure la compétence exclusive des tribunaux prévue à l'article 3 ou s'il s'agit de contrats de travail individuels lorsque la renonciation au tribunal compétent est antérieure à la naissance du litige.

Article 6. Vérification de la compétence

1. Tout tribunal d'une Partie saisi à titre principal d'un litige qui relève, conformément à l'article 3, de la compétence exclusive des tribunaux de l'autre Partie se déclarera d'office incompetent.

2. Si le défendeur domicilié sur le territoire de l'une des Parties est attiré devant un tribunal de l'autre Partie et ne comparait pas, ledit tribunal se déclarera d'office incompetent, à moins que sa compétence ne résulte d'une disposition du présent Traité.

Article 7. Litispendance et connexité

1. Lorsque des demandes ayant le même objet et la même cause seront portées par les mêmes parties au litige devant deux tribunaux des Parties, le tribunal saisi en second lieu devra surseoir d'office à statuer tant que le tribunal saisi de la première demande ne se sera pas prononcé sur sa compétence.

Lorsque le tribunal saisi de la première demande se déclarera compétent, le second se déclarera incompétent.

2. Si un conflit négatif de compétence doit conduire à un déni de justice, n'importe quel tribunal pourra connaître du litige.

3. Lorsque des demandes connexes seront présentées aux tribunaux des deux Parties et seront en litispendance en première instance, le tribunal qui aura été saisi en dernier lieu pourra surseoir à statuer.

4. Ce tribunal pourra également se déclarer compétent, à la demande de l'une des parties au litige, à condition que son droit interne lui permette de joindre des affaires connexes et que le tribunal saisi de la première demande soit compétent pour connaître de l'une et de l'autre.

5. Seront considérées comme connexes, au sens du présent article, les demandes liées entre elles par une relation si étroite qu'il convient de les instruire et de les juger en même temps, afin d'éviter des décisions qui risqueraient d'être inconciliables si les causes étaient jugées séparément.

6. Si les deux tribunaux excipent de leur compétence exclusive, le déclinatoire de compétence jouera en faveur du tribunal qui aura été saisi de la première demande.

Article 8. Mesures provisoires et conservatoires

1. Des mesures provisoires et conservatoires pourront être demandées aux tribunaux de l'une des Parties même si, en vertu du présent Traité, les tribunaux de l'autre Partie sont compétents pour juger au fond.

2. Ces mesures devront être conformes au droit interne du tribunal saisi et, en tout cas, seront inopérantes si le tribunal qui aura à connaître du litige ne leur donne pas effet.

CHAPITRE 3. RECONNAISSANCE

Article 9. Décisions judiciaires

1. L'expression « décision judiciaire » s'entendra, aux fins du présent Traité, de toute décision adoptée par un tribunal de l'une des Parties, quelle que soit sa dénomination, ainsi que de l'acte établissant le montant des frais d'instance.

Article 10. Reconnaissance

Les décisions rendues dans un Etat contractant seront reconnues dans l'Etat représenté par l'autre Partie sans qu'il soit nécessaire de recourir à une procédure quelconque.

En cas d'opposition, toute partie ayant un intérêt qui invoquera la reconnaissance à titre principal pourra demander, conformément à la procédure décrite au chapitre 4, que la décision soit reconnue.

Si une demande incidente de reconnaissance est présentée devant un tribunal de l'une des Parties, celui-ci sera compétent pour en connaître.

Article 11. Causes de refus de reconnaissance

Une décision ne sera pas reconnue :

1. Si la reconnaissance est manifestement contraire à l'ordre public de la Partie requise.
2. Si elle a été rendue par défaut faute de comparaître du défendeur ou si l'acte ou l'exploit d'assignation ou tout autre document équivalent n'a pas été remis ou notifié audit défendeur d'une manière régulière et à temps pour lui permettre de se défendre.
3. Si elle est incompatible avec une décision rendue au sujet d'un litige entre les mêmes parties sur le territoire de la Partie requise.
4. Si, pour rendre sa décision, le tribunal de la Partie d'origine a méconnu une règle du droit international privé de la Partie requise lorsqu'il s'est prononcé sur une question touchant l'état ou la capacité des personnes physiques, les régimes matrimoniaux, les testaments ou les successions, à moins que le même résultat n'ait pu être obtenu par application des normes du droit international privé de la Partie requise.
5. Si elle est incompatible avec une décision rendue antérieurement dans un Etat non contractant, entre les mêmes parties, dans un litige ayant le même objet et la même cause lorsque cette dernière décision réunit les conditions nécessaires à sa reconnaissance sur le territoire de la Partie requise.

De même, ne seront pas reconnues les décisions méconnaissant les dispositions de l'article 3.

Les décisions ne seront pas non plus reconnues si le tribunal d'origine n'était pas compétent aux termes des dispositions du présent Traité.

Sans préjudice des dispositions du paragraphe 1, il ne pourra pas être procédé à l'examen de la compétence du tribunal de la Partie d'origine ; l'ordre public visé au paragraphe 1 de l'article 11 ne sera pas pris en considération lors de l'application des règles relatives à la compétence des tribunaux.

Article 12. Interdiction de la révision au fond.

Une décision étrangère ne pourra pas faire l'objet d'une révision au fond.

CHAPITRE 4. EXÉCUTION

Article 13. Caractère de la décision et organe compétent

1. Seule peut être sollicitée l'exécution des décisions qui sont exécutoires sur le territoire de la Partie d'origine, y compris celles qui ne seront pas revêtues de l'autorité de la chose jugée.

2. La demande d'exécution sera adressée :

En Espagne, au tribunal de première instance dans le ressort duquel se trouve le domicile du défendeur ou dans le ressort duquel l'exécution doit avoir lieu.

A El Salvador, au Ministère de la justice, qui à son tour la transmettra à l'honorable Cour suprême de justice.

Article 14. Loi applicable

1. La loi du tribunal saisi de la demande d'exécution s'appliquera pour déterminer les conditions et la procédure d'exécution, notamment en ce qui concerne l'exécution matérielle.

2. Ladite loi déterminera les mesures conservatoires qu'il conviendra de prendre à l'égard de la partie contre laquelle l'exécution est dirigée en attendant l'issue des recours éventuels.

Article 15. Exécution partielle

Lorsque la décision étrangère portera sur diverses prétentions et que l'exécution ne pourra pas être réalisée pour la totalité d'entre elles, le tribunal ordonnera l'exécution pour une ou plusieurs de ces prétentions. Le demandeur pourra demander l'exécution partielle.

Article 16. Amendes et frais

Pour assurer le recouvrement des amendes coercitives et des frais, il conviendra que le tribunal d'origine en fixe le montant liquide.

Article 17. Assistance judiciaire gratuite

Le requérant de l'exécution, qui a bénéficié en totalité ou en partie de l'assistance judiciaire gratuite sur le territoire de la Partie d'origine, aura droit à des facilités comparables devant le tribunal compétent en matière d'exécution.

Article 18. Dispense de caution ou de dépôt

La partie qui demande l'exécution ne pourra pas être soumise à l'obligation de verser une caution ou de remettre un dépôt du fait qu'elle est étrangère ou n'a pas sa résidence ou son domicile sur le territoire de la Partie requise.

Article 19. Pièces à produire

La partie qui demandera la reconnaissance ou l'exécution devra produire :

1. Une copie certifiée de la décision attestant que celle-ci est définitive et exécutoire et qu'en outre elle a été signifiée.

2. Une pièce attestant, en cas de décision rendue par défaut faute de comparaître que la demande a été signifiée sous une forme conforme à la loi de la Partie d'origine.

3. Le cas échéant, en matière d'exécution, la pièce attestant le droit à l'assistance judiciaire gratuite.

4. Si les pièces visées dans les paragraphes ci-dessus ne sont pas produites, le tribunal pourra fixer un délai de 60 jours au maximum pour leur présentation, accepter des pièces équivalentes ou accorder une dispense s'il s'estime suffisamment éclairé.

5. La production des pièces susmentionnées ou de la procuration ad litem ne sera pas exigée s'il n'existe pas de doute sur leur authenticité.

CHAPITRE 5. DISPOSITIONS FINALES

Article 20. Entrée en vigueur, durée d'application et dénonciation

1. Le présent Traité entrera en vigueur le premier jour du second mois qui suivra celui pendant lequel les instruments de ratification auront été échangés.

2. Le Traité aura une durée indéfinie et pourra être dénoncé par note diplomatique moyennant un préavis de six mois à compter de la date de réception de ladite note.

Fait à Madrid le 7 novembre 2000, en deux exemplaires, en langue espagnole, les deux textes faisant également foi.

Le Ministre des affaires extérieures,

Pour le Royaume d'Espagne :

JOSEP PIQUÉ I CAMPS

Pour la République d'El Salvador :

La Ministre des relations extérieures,

MARÍA EUGENIA BRÍZUELA DE AVILA

[TRANSLATION - TRADUCTION]

TREATY BETWEEN THE KINGDOM OF SPAIN AND THE REPUBLIC OF
EL SALVADOR ON JURISDICTION, RECOGNITION AND ENFORCE-
MENT OF JUDGEMENTS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS

The Kingdom of Spain and the Republic of El Salvador, hereinafter referred to as the Parties,

Aware of the deep historical ties between the two countries and wishing to translate them into instruments of cooperation in legal matters,

Recognizing that a uniform system for the jurisdiction of the courts and a coordinated procedure for the enforcement of judgements would sustain the development of their mutual economic relations,

Have decided to adopt a Treaty on jurisdiction, recognition and enforcement of judgements in civil matters and to that end have agreed as follows:

CHAPTER 1. SCOPE

Article 1

1. This Treaty shall apply in civil and commercial matters whatever the nature or designation of the court or tribunal.
2. This Treaty shall not apply to:
 - (a) Revenue, customs or administrative matters;
 - (b) The status or legal capacity of natural persons, rights in property arising out of a matrimonial relationship, wills or successions;
 - (c) Bankruptcy, winding-up proceedings and judicial arrangements or compositions between debtors and creditors;
 - (d) Social security;
 - (e) Arbitration.

CHAPTER 2. JURISDICTION

Article 2. General jurisdiction

Natural or legal persons domiciled in the territory of one of the Parties shall be subject to the jurisdiction of that Party and, whatever their nationality, may be sued in the courts of the other Party only by virtue of the rules of jurisdiction set out in the following articles.

ARTICLE 3. EXCLUSIVE JURISDICTION

The following courts shall have exclusive jurisdiction, regardless of considerations of domicile:

1. In matters relating to rights in rem in immovable property or to leases of immovable property, the courts of the Party in which the property is situated;

However, in matters relating to leases of immovable property intended for private use which are concluded for a maximum period of six consecutive months, the courts of the Party in which the defendant is domiciled shall also have jurisdiction, provided that the lessor and the tenant are legal persons and are domiciled in the same Party;

2. In matters relating to the validity of the constitution, the nullity or the dissolution of companies or legal persons having their domicile in one Party or to the decisions of their company organs, the courts of that Party;

3. In matters relating to the validity of entries in public registers, the courts of the Party in which the Register is kept;

4. In matters relating to the registration or validity of patents, trademarks, designs, patterns or models and other similar rights required to be deposited or registered, the courts of the Party in which the deposit or registration has been applied for, has taken place or is deemed to have taken place under the terms of an international agreement;

5. In matters relating to the enforcement of judgements, the courts of the Party in which the judgement has been or is to be enforced.

Article 4. Special jurisdiction

Notwithstanding the provisions of article 2, persons domiciled in one of the Parties may, in the other Party, be sued:

1. In matters relating to a contract, in the courts for the place where the obligation in question has been or is to be performed; in matters relating to individual contracts of employment, this place shall be the place where the employee habitually carries out his work or, in the case of the employer, the place where the contracting establishment has its seat;

2. In matters relating to maintenance obligations, in the courts for the place where the maintenance creditor is domiciled or habitually resident or, if the matter is ancillary to proceedings concerning the status of a person, in the court which has jurisdiction according to the law of the court which is to hear it, unless such jurisdiction is based solely on the nationality of one of the Parties;

3. In matters relating to extracontractual responsibility, in the courts for the place where the matter occurred;

4. In matters relating to civil proceedings based on an act giving rise to criminal proceedings, in the courts for the place where the criminal proceedings have been undertaken;

5. In the case of a dispute arising out of the operations of a branch, agency or other establishment, in the courts for the place in which the branch, agency or other establishment is situated;

6. Where there are a number of defendants, in the courts for the place where any one of them is domiciled;

7. In the case of a counterclaim arising from the same facts or contract on which the original claim was based, in the court in which that claim is pending;

8. In matters relating to a contract, if the action may be combined with another action in matters relating to rights in rem in immovable property, in the courts of the Party in which the property is situated;

9. In the case of matters relating to the limitation of liability in connection with proceedings concerning liability arising from the use or operation of a vessel, in the courts of the Party in which the proceedings are taking place.

Article 5. Agreement

1. A court of a Party before which a defendant has entered an appearance shall have jurisdiction, except in the case of an appearance entered solely to contest the jurisdiction.

2. Likewise, a court of a Party shall have jurisdiction if the parties to a dispute have agreed that the court is to have jurisdiction to settle any disputes which have arisen or may arise in connection with a particular legal relationship. Such an agreement conferring jurisdiction shall be either:

(a) In writing or evidenced in writing, or

(b) In a form which accords with practices which the parties to the dispute have established in relations between themselves.

3. Express or tacit agreement shall have no legal force if the exclusive jurisdiction of courts provided for in article 3 would thereby be excluded or if, in matters relating to individual contracts of employment, personal rights were renounced before the dispute arose.

Article 6. Examination as to jurisdiction

1. Where a court of one Party is seized of a claim which is principally concerned with a matter over which the courts of the other Party have exclusive jurisdiction by virtue of article 3, it shall declare of its own motion that it has no jurisdiction.

2. Where a defendant domiciled in one Party is sued in a court of the other Party and does not enter an appearance, the court shall declare of its own motion that it has no jurisdiction unless its jurisdiction is derived from a provision of this Treaty.

Article 7. Lis Pendens and related actions

1. Where proceedings involving the same cause of action and between the same parties to a dispute have been brought in two different courts, each in one of the Parties, the court in which the proceedings were instituted second shall of its own motion stay its proceedings until such time as the jurisdiction of the court first seized is established.

Where the jurisdiction of the court first seized is established, the court in which the proceedings were instituted second shall decline jurisdiction.

2. Where a denial of justice ensues as a result of a negative conflict of jurisdiction, any court may be seized of the litigation.

3. Where related actions have been brought in courts situated in the two Parties, the court in which the proceedings were instituted later may, while the actions are pending at first instance, stay its proceedings.

4. That court may also, on the application of one of the parties to the dispute, declare jurisdiction if the law of that court permits the consolidation of related actions and the court first seized has jurisdiction over both actions.

5. For the purposes of this article, actions are deemed to be related where they are so closely connected that it is expedient to hear and determine them together in order to avoid the risk of irreconcilable judgements resulting from separate proceedings.

6. Where exclusive jurisdiction is claimed by both courts, jurisdiction shall be declined in favour of the court first seized.

Article 8. Provisional, including protective, measures

1. Application may be made to the courts of one Party for provisional, including protective, measures even if, under this Treaty, the courts of the other Party have jurisdiction as to the substance of the matter.

2. Such measures must be in conformity with the law of the court to which application has been made and, in all cases, shall have no legal force if the court thus seized declares them to be without legal force.

CHAPTER 3. RECOGNITION

Article 9. Judgements

For the purposes of this Treaty, the term "judgement" means any judgement handed down by a court of a Party, whatever the judgement may be called, as well as the determination of the costs of the proceedings.

Article 10. Recognition

A judgement given in one Party shall be recognized in the other Party without any special procedure being required.

Any interested party who raises the recognition of a judgement as the principal issue in a dispute may, in accordance with the procedure provided for in Chapter 4, apply for a decision that the judgement be recognized.

If the outcome of proceedings in a court of a Party depends on the determination of an incidental question of recognition, that court shall have jurisdiction over that question.

Article 11. Grounds for refusal of recognition

A judgement shall not be recognized:

1. If such recognition is manifestly contrary to public policy in the Party in which recognition is sought;

2. Where it was given in default of appearance, if the defendant was not duly served with the document which instituted the proceedings or with an equivalent document in sufficient time to enable him to arrange for his defence;

3. If the judgement is irreconcilable with a judgement given in a dispute between the same parties in the Party in which recognition is sought;

4. If the court of the Party of origin, in order to arrive at its judgement, has decided a preliminary question concerning the status or legal capacity of natural persons, rights in property arising out of a matrimonial relationship, wills or succession in a way that conflicts with a rule of private international law of the Party in which recognition is sought, unless the same result would have been reached by the application of the rules of private international law of the latter Party;

5. If the judgement is irreconcilable with an earlier judgement given in a non-contracting State involving the same cause of action and between the same parties, provided that this latter judgement fulfils the conditions necessary for its recognition in the Party addressed.

Moreover, a judgement given shall not be recognized if it conflicts with the provisions of article 3.

A judgement shall also not be recognized if the court of origin did not have jurisdiction in accordance with this Treaty.

Subject to the provisions of the first paragraph above, the jurisdiction of the court of the Party of origin may not be reviewed; the test of public policy referred to in point 1 of this article may not be applied to the rules relating to jurisdiction.

Article 12. Prohibition against review of substance

A foreign judgement may not be reviewed as to its substance.

CHAPTER 4. ENFORCEMENT

Article 13. Type of judgement and court having jurisdiction

1. The enforcement of an enforceable judgement may be requested only in the Party of origin, even in the case of a judgement which will not have the effect of *res judicata*.

2. The application shall be submitted:

In Spain, to the Juzgado de Primera Instancia in whose district the defendant is domiciled or the judgement is to be enforced;

In El Salvador, to the Ministry of Justice, which shall in turn refer it to the Supreme Court.

Article 14. Applicable law

1. The law of the court in which enforcement is sought shall govern the determination of the procedure for enforcement, as well as the actual enforcement.

2. That same law shall determine any protective measures to be taken, while an appeal is pending, with respect to the party against whom enforcement has been authorized.

Article 15. Partial enforcement

When a foreign judgement has been given in respect of several discrete matters and enforcement cannot be authorized in respect of all of them, the court shall authorize enforcement in respect of one or several of them. The applicant may request partial enforcement.

Article 16. Fines and court costs

The payment of fines or court costs shall be enforceable only if the net amount of the payment has been determined by the court of origin.

Article 17. Free legal aid

An applicant who, in the Party of origin, has benefited completely or partially from free legal aid shall be entitled to a similar benefit in the court having jurisdiction for enforcement.

Article 18. Exemption from furnishing a security or deposit

A party who applies for enforcement shall not be required to furnish a security or deposit on the grounds that he is a foreign national or that he is not domiciled or resident in the Party in which enforcement is sought.

Article 19. Documentation

The party to a dispute who seeks recognition or applies for enforcement shall produce:

1. A certified true copy of the judgement which establishes also that it is a final, enforceable judgement and has been served;
2. In the case of a judgement given in default, a document which establishes that the document instituting the proceedings was served in due form according to the law of the Party of origin;
3. In the case of the enforcement of a judgement, a document showing, where appropriate, that the applicant is in receipt of free legal aid;
4. If the documents specified in the two preceding paragraphs are not produced, the court may set a time limit of no more than sixty days for producing them, accept equivalent documents or, if it considers that it has sufficient information before it, dispense with their production;
5. Where there is no doubt as to the authenticity of the documents, no legalization or similar formality shall be required in respect of the aforesaid documents or of a document appointing a representative ad litem.

CHAPTER 5. FINAL PROVISIONS

Article 20. Entry into force, duration and termination

1. This Treaty shall enter into force on the first day of the second month following the date on which the instruments of ratification are exchanged.

2. This Treaty shall remain in force for an indefinite period and may be terminated by means of a diplomatic note. The termination shall take effect six months after the date of receipt of the note.

Done at Madrid, on 7 November 2000, in two copies, in the Spanish language, both texts being equally authentic.

For the Kingdom of Spain:

JOSEP PIQUÉ I CAMPS
Minister for Foreign Affairs

For the Republic of El Salvador:

MARÍA EUGENIA BRIZUELA DE AVILA
Minister for Foreign Affairs

No. 37791

Multilateral

Inter-American Convention for the protection and conservation of sea turtles (with annexes). Caracas, 1 December 1996

Entry into force: *2 May 2001, in accordance with article XXII (see following page)*

Authentic texts: *English, French, Portuguese and Spanish*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Venezuela, 1 November 2001*

Multilatéral

Convention interaméricaine pour la protection et la conservation des tortues marines (avec annexes). Caracas, 1 décembre 1996

Entrée en vigueur : *2 mai 2001, conformément à l'article XXII (voir la page suivante)*

Textes authentiques : *anglais, français, portugais et espagnol*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *Venezuela, 1er novembre 2001*

1

Participant	Ratification
Brazil	22 Nov 1999
Costa Rica	17 Apr 2000
Ecuador with declaration ¹	6 Oct 2000
Honduras	1 Feb 2001
Mexico	11 Sep 2000
Netherlands	29 Nov 2000
Peru	18 Nov 1999
United States of America with declarations ¹	21 Feb 2001
Venezuela	20 Aug 1998

Participant	Ratification
Brésil	22 nov 1999
Costa Rica	17 avr 2000
Honduras	1 févr 2001
Mexique	11 sept 2000
Pays-Bas	29 nov 2000
Pérou	18 nov 1999
Venezuela	20 août 1998
Équateur avec déclaration ¹	6 oct 2000
Etats-Unis d'Amérique avec déclarations ¹	21 févr 2001

1. For the texts of the declarations made upon ratification , see p. 103 of this volume--Pour les textes des déclarations faites lors de la ratification, voir p. 103 du présent volume.

[ENGLISH TEXT — TEXTE ANGLAIS]

INTER-AMERICAN CONVENTION FOR THE PROTECTION AND CONSERVATION OF SEA TURTLES

PREAMBLE

The Parties to this Convention:

Recognizing the rights and duties of States established in international law, as reflected in the United Nations Convention on the Law of the Sea of 10 December 1982, relating to the conservation and management of living marine resources;

Inspired by the principles contained in the 1992 Rio Declaration on Environment and Development;

Considering the principles and recommendations set forth in the Code of Conduct for Responsible Fishing adopted by the Conference of the Food and Agriculture Organization (FAO) of the United Nations in its 28th Session (1995);

Recalling that Agenda 21, adopted in 1992 by the United Nations Conference on Environment and Development, recognizes the need to protect and restore endangered marine species and to conserve their habitats;

Understanding that, in accordance with the best available scientific evidence, species of sea turtles in the Americas are threatened or endangered, and that some of these species may face an imminent risk of extinction;

Acknowledging the importance of having the States in the Americas adopt an agreement to address this situation through an instrument that also facilitates the participation of States from other regions interested in the worldwide protection and conservation of sea turtles, taking into account the widely migratory nature of these species;

Recognizing that sea turtles are subject to capture, injury or mortality as a direct or indirect result of human-related activities;

Considering that coastal zone management measures are indispensable for protecting populations of sea turtles and their habitats;

Recognizing the individual environmental, socio-economic and cultural conditions in the States in the Americas;

Recognizing that sea turtles migrate widely throughout marine areas and that their protection and conservation require cooperation and coordination among States within the range of such species;

Recognizing also the programs and activities that certain States are currently carrying out for the protection and conservation of sea turtles and their habitats;

Desiring to establish, through this Convention, appropriate measures for the protection and conservation of sea turtles throughout their range in the Americas, as well as their habitats;

Have agreed as follows:

Article I. Definitions

For the purposes of this Convention:

1. "Sea turtle" means any of the species listed in Annex I.
2. "Sea turtle habitats" means all those aquatic and terrestrial environments which sea turtles use at any stage of their life cycles.
3. "Parties" means States which have consented to be bound by this Convention and for which this Convention is in force.
4. "States in the Americas" means the States of North, Central and South America and the Caribbean Sea, as well as other States that have continental or insular territories in this region.

Article II. Objective

The objective of this Convention is to promote the protection, conservation and recovery of sea turtle populations and of the habitats on which they depend, based on the best available scientific evidence, taking into account the environmental, socioeconomic and cultural characteristics of the Parties.

Article III. Area of Application of the Convention

The area of application of this Convention (the Convention Area) comprises the land territory in the Americas of each of the Parties, as well as the maritime areas of the Atlantic Ocean, the Caribbean Sea and the Pacific Ocean, with respect to which each of the Parties exercises sovereignty, sovereign rights or jurisdiction over living marine resources in accordance with international law, as reflected in the United Nations Convention on the Law of the Sea.

Article IV. Measures

1. Each Party shall take appropriate and necessary measures, in accordance with international law and on the basis of the best available scientific evidence, for the protection, conservation and recovery of sea turtle populations and their habitats:
 - a. In its land territory and in maritime areas with respect to which it exercises sovereignty, sovereign rights or jurisdiction included within the Convention Area; and
 - b. Notwithstanding Article III, with respect to vessels on the high seas that are authorized to fly its flag.
2. Such measures shall include:
 - a. The prohibition of the intentional capture, retention or killing of, and domestic trade in, sea turtles, their eggs, parts or products;
 - b. Compliance with the obligations established under the Convention on International Trade in Endangered Species of Wild Fauna and Flora (CITES) relating to sea turtles, their eggs, parts or products;

c. To the extent practicable, the restriction of human activities that could seriously affect sea turtles, especially during the periods of reproduction, nesting and migration;

d. The protection, conservation and, if necessary, the restoration of sea turtle habitats and nesting areas, as well as the establishment of necessary restrictions on the use of such zones, including the designation of protected areas, as provided in Annex II;

e. The promotion of scientific research relating to sea turtles and their habitats, as well as to other relevant matters that will provide reliable information useful for the adoption of the measures referred to in this Article;

f. The promotion of efforts to enhance sea turtle populations, including research into the experimental reproduction, raising and reintroduction of sea turtles into their habitats in order to determine the feasibility of these practices to increase populations, without putting sea turtles at risk;

g. The promotion of environmental education and dissemination of information in an effort to encourage the participation of government institutions, nongovernmental organizations and the general public of each State, especially those communities that are involved in the protection, conservation and recovery of sea turtle populations and their habitats;

h. The reduction, to the greatest extent practicable, of the incidental capture, retention, harm or mortality of sea turtles in the course of fishing activities, through the appropriate regulation of such activities, as well as the development, improvement and use of appropriate gear, devices or techniques, including the use of turtle excluder devices (TEDs) pursuant to the provisions of Annex III, and the corresponding training, in keeping with the principle of the sustainable use of fisheries resources; and

i. Any other measure, in accordance with international law, which the Parties deem appropriate to achieve the objective of this Convention.

3. With respect to such measures:

a. Each Party may allow exceptions to Paragraph 2(a) to satisfy economic subsistence needs of traditional communities, taking into account the recommendations of the Consultative Committee established pursuant to Article VII, provided that such exceptions do not undermine efforts to achieve the objective of this Convention. In making its recommendations, the Consultative Committee shall consider, inter alia, the status of the sea turtle populations in question, the views of any Party regarding such populations, impacts on such populations on a regional level, and methods used to take the eggs or turtles to cover such needs;

b. A Party allowing such an exception shall:

i) establish a management program that includes limits on levels of intentional taking;

ii) include in its Annual Report, referred to in Article XI, information concerning its management program;

c. Parties may establish, by mutual agreement, bilateral, subregional or regional management plans;

d. The Parties may, by consensus, approve exceptions to the measures set forth in paragraph 2(c)-(i) to account of circumstances warranting special consideration, provided that such exceptions do not undermine the objective of this Convention.

4. When an emergency situation is identified that undermines efforts to achieve the objective of this Convention and that requires collective action, the Parties shall consider the adoption of appropriate and adequate measures to address the situation. These measures shall be of a temporary nature and shall be based on the best available scientific evidence.

Article V. Meetings of the Parties

1. For the first three years following the entry into force of this Convention, the Parties shall hold an ordinary meeting at least once per year to consider matters pertaining to the implementation of the provisions of this Convention. Following that, the Parties shall hold ordinary meetings at least once every two years.

2. The Parties may also hold extraordinary meetings when deemed necessary. These meetings shall be convened at the request of any Party, provided that such request is supported by a majority of the Parties.

3. At such meetings, the Parties shall, among other things:

a. Evaluate compliance with the provisions of this Convention;

b. Examine the reports and consider the recommendations of the Consultative Committee and the Scientific Committee, established pursuant to Articles VII and VIII, regarding the implementation of this Convention;

c. Adopt such additional conservation and management measures as deemed appropriate to achieve the objective of this Convention. If the Parties consider it necessary, such measures may be included in an Annex to this Convention;

d. Consider, and as necessary adopt, amendments to this Convention, in accordance with Article XXIV.

e. Review reports of the Secretariat, if established, relating to its budget and activities.

4. At their first meeting, the Parties shall adopt rules of procedure for meetings of the Parties as well as for meetings of the Consultative Committee and the Scientific Committee, and shall consider other matters relating to those committees.

5. Decisions reached at meetings of the Parties shall be adopted by consensus.

6. The Parties may invite other interested States, relevant international organizations, as well as the private sector, scientific institutions and nongovernmental organizations with recognized expertise in matters pertaining to this Convention to attend their meetings as observers and to participate in activities under this Convention.

Article VI. Secretariat

1. At their first meeting, the Parties shall consider the establishment of a Secretariat with the following functions:

- a. Providing assistance in convening and organizing the meetings specified in Article V;
 - b. Receiving from the Parties the annual reports referred to in Article XI and placing them at the disposal of the other Parties and of the Consultative Committee and the Scientific Committee;
 - c. Publishing and disseminating the recommendations and decisions adopted at the meetings of the Parties in accordance with rules of procedures adopted by the Parties;
 - d. Disseminating and promoting the exchange of information and educational materials regarding efforts undertaken by the Parties to increase public awareness of the need to protect and conserve sea turtles and their habitats, while maintaining the economic profitability of diverse artisanal, commercial, and subsistence fishing operations, as well as the sustainable use of fisheries resources. This information shall concern, *inter alia*:
 - (i) environmental education and local community involvement;
 - (ii) the results of research related to the protection and conservation of sea turtles and their habitats and the socioeconomic and environmental effects of the measures adopted pursuant to this Convention;
 - e. Seeking economic and technical resources to carry out research and to implement the measures adopted within the framework of this Convention;
 - f. Performing such other functions as the Parties may assign.
2. When deciding in this regard, the Parties shall consider the possibility of appointing the Secretariat from among competent international organizations that are willing and able to perform the functions provided for in this Article. The Parties shall determine the means of financing necessary to carry out the functions of the Secretariat.

Article VII. Consultative Committee

1. At their first meeting, the Parties shall establish a Consultative Committee of Experts, hereinafter referred to as "the Consultative Committee", which shall be constituted as follows:
 - a. Each Party may appoint one representative to the Consultative Committee, who may be accompanied at each meeting by advisors;
 - b. The Parties shall also appoint, by consensus, three representatives with recognized expertise in matters pertaining to this Convention, from each of the following groups:
 - (i) the scientific community;
 - (ii) the private sector; and
 - (iii) nongovernmental organizations.
2. The functions of the Consultative Committee shall be to:
 - a. Review and analyze the reports referred to in Article XI, and any other information relating to the protection and conservation of populations of sea turtles and their habitats;
 - b. Solicit from any Party additional relevant information relating to the implementation of the measures set forth in this Convention or adopted pursuant thereto;

c. Examine reports concerning the environmental, socio-economic and cultural impact on affected communities resulting from the measures set forth in this Convention or adopted pursuant thereto;

d. Evaluate the efficiency of the different measures proposed to reduce the capture and incidental mortality of sea turtles, as well as the efficiency of different kinds of TEDs;

e. Present a report to the Parties on its work, including, as appropriate, recommendations on the adoption of additional conservation and management measures to promote the objective of this Convention;

f. Consider reports of the Scientific Committee;

g. Perform such other functions as the Parties may assign.

3. The Consultative Committee shall meet at least once a year for the first three years after the entry into force of the Convention, and after that in accordance with decisions made by the Parties.

4. The Parties may establish expert groups to advise the Consultative Committee.

Article VIII. Scientific Committee

1. At their first meeting, the Parties shall establish a Scientific Committee which shall be comprised of representatives designated by the Parties and which shall meet, preferably, prior to the meetings of the Consultative Committee.

2. The functions of the Scientific Committee shall be to:

a. Examine and, as appropriate, conduct research on sea turtles covered by this Convention, including research on their biology and population dynamics;

b. Evaluate the environmental impact on sea turtles and their habitats of activities such as fishing operations and the exploitation of marine resources, coastal development, dredging, pollution, clogging of estuaries and reef deterioration, among other things, as well as the potential impact of activities undertaken as a result of exceptions to the measures allowed in accordance with this Convention;

c. Analyze relevant research conducted by the Parties;

d. Formulate recommendations for the protection and conservation of sea turtles and their habitats;

e. Make recommendations on scientific and technical matters at the request of any Party regarding specific matters related to this Convention;

f. Perform such other scientific functions as the Parties may assign.

Article IX. Monitoring Programs

1. During the year following the entry into force of this Convention, each Party shall establish, within its territory and in maritime areas with respect to which it exercises sovereignty, sovereign rights or jurisdiction, a program to ensure monitoring of the application of the measures to protect and conserve sea turtles and their habitats set forth in this Convention or adopted pursuant thereto.

2. The program referred to in the preceding paragraph shall include, where appropriate, mechanisms and arrangements for the participation by observers designated by each Party or by agreement among them in monitoring activities.

3. In implementing the program, each Party may act with the support or cooperation of other interested States and relevant international organizations, as well as non-governmental organizations.

Article X. Compliance

Each Party shall ensure, within its territory and in maritime areas with respect to which it exercises sovereignty, sovereign rights or jurisdiction, effective compliance with measures to protect and conserve sea turtles and their habitats set forth in this Convention or adopted pursuant thereto.

Article XI. Annual Reports

1. Each Party shall prepare an annual report, in accordance with Annex IV, on the programs it has adopted to protect and conserve sea turtles and their habitats, as well as any program it may have adopted relating to the utilization of these species in accordance with Article IV(3).

2. Each Party shall provide, either directly or through the Secretariat, if established, its annual report to the other Parties and to the Consultative and Scientific Committees at least 30 days prior to the next ordinary meeting of the Parties and shall also make such annual reports available to other States or interested entities that so request.

Article XII. International Cooperation

1. The Parties shall promote bilateral and multilateral cooperative activities to further the objective of this Convention and, when they deem it appropriate, shall seek the support of relevant international organizations.

2. Such activities may include the training of advisors and educators; the exchange and training of technicians, sea turtle managers and researchers; the exchange of scientific information and educational materials; the development of joint research programs, studies, seminars and workshops; and other activities on which the Parties may agree.

3. The Parties shall cooperate to develop and to facilitate access to information and training regarding the use and transfer of environmentally sustainable technologies, consistent with the objective of this Convention. They shall also develop endogenous scientific and technological capabilities.

4. The Parties shall promote international cooperation in the development and improvement of fishing gear and techniques, taking into account the specific conditions of each region, in order to maintain the productivity of commercial fisheries and to ensure the protection, conservation and recovery of sea turtle populations.

5. The cooperative activities shall include rendering assistance, including technical assistance, to Parties that are developing States, in order to assist them in complying with their obligations under this Convention.

Article XIII. Financial Resources

1. At their first meeting, the Parties shall assess the need for and possibilities of obtaining financial resources, including the establishment of a special fund for purposes such as the following:

- a. Meeting the expenses that could be required for the potential establishment of the Secretariat, pursuant to Article VI;
- b. Assisting the Parties that are developing States in fulfilling their obligations under this Convention, including providing access to the technology deemed most appropriate.

Article XIV. Coordination

The Parties shall seek to coordinate their activities under this Convention with relevant international organizations, whether global, regional or subregional.

Article XV. Trade Measures

1. In implementing this Convention, the Parties shall act in accordance with the provisions of the Agreement establishing the World Trade Organization (WTO), as adopted at Marrakesh in 1994, including its annexes.

2. In particular, and with respect to the subject matter of this Convention, the Parties shall act in accordance with the provisions of the Agreement on Technical Barriers to Trade contained in Annex 1 of the WTO Agreement, as well as Article XI of the General Agreement on Tariffs and Trade of 1994.

3. The Parties shall endeavor to facilitate trade in fish and fishery products associated with this Convention, in accordance with their international obligations.

Article XVI. Settlement of Disputes

1. Any Party may consult with one or more other Parties about any dispute related to the interpretation or application of the provisions of this Convention to reach a solution satisfactory to all parties to the dispute as quickly as possible.

2. If a dispute is not settled through such consultation within a reasonable period, the Parties in question shall consult among themselves as soon as possible in order to settle the dispute through any peaceful means they may decide upon in accordance with international law, including, where appropriate, those provided for in the United Nations Convention on the Law of the Sea.

Article XVII. Rights of the Parties

1. No provision of this Convention may be interpreted in such a way as to prejudice or undermine the sovereignty, sovereign rights or jurisdiction exercised by any Party in accordance with international law.

2. No provision of this Convention, nor measures or activities performed in its implementation, may be interpreted in such a way as to allow a Party to make a claim, or to exercise sovereignty, sovereign rights or jurisdiction in contravention of international law.

Article XVIII. Implementation at the National Level

Each Party shall adopt measures in its respective national laws for implementation of the provisions of this Convention and to ensure effective compliance by means of policies, plans and programs for the protection and conservation of sea turtles and their habitats.

Article XIX. Non-Parties

1. The Parties shall encourage:
 - a. any eligible State to become party to this Convention;
 - b. any other State to become party to a complementary protocol as envisioned in Article XX.
2. The Parties shall also encourage all States not Party to this Convention to adopt laws and regulations consistent with the provisions of this Convention.

Article XX. Complementary Protocols

In order to promote the protection and conservation of sea turtles outside the Convention Area where these species also exist, the Parties should negotiate with States that are not eligible to become party to this Convention a complementary protocol or protocols, consistent with the objective of this Convention, to which all interested States may become party.

Article XXI. Signature and Ratification

1. This Convention shall be open for signature at Caracas, Venezuela, by States in the Americas from December 1, 1996, until December 31, 1998.
2. This Convention is subject to ratification by the Signatories in accordance with their domestic laws and procedures. Instruments of ratification shall be deposited with the Government of Venezuela, which shall be the Depository.

Article XXII. Entry into Force and Accession

1. This Convention shall enter into force ninety days after the date of deposit of the eighth instrument of ratification.
2. After the Convention has entered into force, it shall be open for accession by States in the Americas. This Convention shall enter into force for any such State on the date of its deposit of an instrument of accession with the Depository.

Article XXIII. Reservations

Signature and ratification of, or accession to, this Convention may not be made subject to any reservation.

Article XXIV. Amendments

1. Any Party may propose an amendment to this Convention by providing the Depository the text of a proposed amendment at least 60 days in advance of the next meeting of the Parties. The Depository shall promptly circulate any amendment proposed to all the Parties.

2. Amendments to this Convention, adopted in accordance with the provisions of Article V(5), shall enter into force when the Depository has received instruments of ratification from all Parties.

Article XXV. Withdrawal

Any Party may withdraw from this Convention at any time after 12 months from the date on which this Convention entered into force with respect to that Party by giving written notice of withdrawal to the Depository. The Depository shall inform the other Parties of the withdrawal within 30 days of receipt of such notice. The withdrawal shall become effective six months after receipt of such notice.

Article XXVI. Status of Annexes

1. The Annexes to this Convention are an integral part hereof. All references to this Convention shall be understood as including its Annexes.

2. Unless the Parties decide otherwise, the Annexes to this Convention may be amended, by consensus, at any meeting of the Parties. Unless otherwise agreed, amendments to an Annex shall enter into force for all Parties one year after adoption.

Article XXVII. Authentic Texts and Certified Copies

1. The English, French, Portuguese, and Spanish texts of this Convention are equally authentic.

2. The original texts of this Convention shall be deposited with the Government of Venezuela, which shall send certified copies thereof to the Signatory States and to the Parties hereto, and to the Secretary General of the United Nations for registration and publication, pursuant to Article 102 of the Charter of the United Nations.

In witness whereof, the undersigned, having been duly authorized by their respective governments, have signed this Convention.

Done at Caracas on this first day of December, 1996.

ANNEX I. SEA TURTLES*

1. *Caretta caretta* (Linnaeus, 1758)

Tortuga caguama, cabezuda, cahuama

Loggerhead turtle

Tortue caouanne

Cabeçuda, mestiça

2. *Chelonia mydas* (Linnaeus, 1758), including populations of this species in the Eastern or American Pacific alternatively classified by specialists as *Chelonia mydas agassizii* (Carr, 1952), or as *Chelonia agassizii* (Bocourt, 1868).

Tortuga blanca, aruana, verde

Green sea turtle

Tortue verte

Tartaruga verde

Soepschildpad, krapé

Common alternate names in the Eastern Pacific:

Tortuga prieta

East Pacific green turtle, black turtle

Tortue verte du Pacifique est

3. *Dermochelys coriacea* (Vandelli, 1761)

Tortuga laud, gigante, de cuero

Leatherback turtle

Tortue luth

Tartaruga gigante, de couro

Lederschildpad, aitkanti

4. *Eretmochelys imbricata* (Linnaeus, 1766)

Tortuga de carey

Hawksbill sea turtle

Tortue caret

Tartaruga de pente

Karét.

5. *Lepidochelys kempii* (Garman, 1880)

Tortuga lora

Kemp's ridley turtle

Tortue de Kemp

6. *Lepidochelys olivacea* (Eschscholtz, 1829)

Tortuga golfina
Olive ridley turtle
Tortue olivâtre
Tartaruga oliva
Warana

* Due to the wide variety of common names, even within the same State, this list should not be considered exhaustive.

ANNEX II. PROTECTION AND CONSERVATION OF SEA TURTLE HABITATS

Each Party shall consider and may adopt, as necessary and in accordance with its laws, regulations, policies, plans and programs, measures to protect and conserve sea turtle habitats within its territory and in maritime areas with respect to which it exercises sovereignty, sovereign rights or jurisdiction, such as:

1. Requiring assessments of the environmental impact of marine and coastal development activities that may affect sea turtle habitats, including: dredging of canals and estuaries; construction of sea walls, piers and marinas; extraction of raw materials; operation of aquaculture facilities; siting of industrial facilities; use of reefs; deposit of dredged materials and trash; and other related activities;
2. Managing and, when necessary, regulating the use of beaches and coastal dunes with respect to the location and design of buildings, the use of artificial lighting and the transit of vehicles in nesting areas;
3. Establishing protected areas and taking other measures to regulate the use of areas where sea turtles nest or regularly occur, including permanent or temporary closures, modification of fishing gear, and, to the greatest extent practicable, restrictions on vessel traffic.

ANNEX III. USE OF TURTLE EXCLUDER DEVICES

1. "Shrimp trawl vessel" means any vessel used to catch shrimp species with trawl nets.

2. "Turtle Excluder Device" or "TED" means a device designed to increase the selectivity of shrimp trawl nets in order to reduce the incidental capture of sea turtles in shrimp fishing operations.

3. Each Party shall require shrimp trawl vessels subject to its jurisdiction that operate within the Convention Area to use recommended TEDs that are properly installed and functional.

4. Each Party, in accordance with the best available scientific evidence, may allow exceptions to use of TEDs as required in Paragraph 3 only in the following circumstances:

a. For shrimp trawl vessels whose nets are retrieved exclusively by manual rather than mechanical means, and shrimp vessels with trawl nets for which no TEDs have been developed.

A Party allowing such exception shall adopt other measures to reduce the incidental mortality of sea turtles that are equally effective and that do not undermine efforts to achieve the objective of this Convention, such as limits on tow times, closed seasons and closed fishing areas where sea turtles occur.

b. For shrimp trawl vessels:

(i) exclusively using other trawl gear that has been demonstrated not to pose a risk of incidental mortality of sea turtles; or

(ii) operating under conditions where there is no likelihood of interaction with sea turtles;

provided that the Party allowing such exception provides to the other Parties, either directly or through the Secretariat, if established, documented scientific evidence demonstrating the lack of such risk or likelihood;

c. For shrimp trawl vessels conducting scientific research under a program approved by the Party;

d. Where the presence of algae, seaweed, debris, or other special conditions, temporary or permanent, make the use of TEDs impracticable in a specific area, provided that:

(i) a Party allowing this exception shall adopt other measures to protect sea turtles in the area in question, such as limits on tow times;

(ii) only in extraordinary emergency situations of a temporary nature may a Party allow this exception to apply to more than a small number of the vessels subject to its jurisdiction that would otherwise be required to use TEDs pursuant to this Annex;

(iii) a Party allowing this exception shall provide to the other Parties, either directly or through the Secretariat, if established, information concerning the special conditions and the number of shrimp trawl vessels operating in the area in question.

5. Any Party may comment upon information provided by any other Party pursuant to Paragraph 4. Where appropriate, the Parties shall seek guidance from the Consultative

Committee and the Scientific Committee to resolve differences of view. If the Consultative Committee so recommends, and the Parties agree, a Party that has allowed an exception pursuant to Paragraph 4 shall reconsider the allowance or extent of such an exception.

6. The Parties may, by consensus, approve other exceptions to the use of TEDs as required in Paragraph 3, in accordance with the best available scientific evidence and based on recommendations of the Consultative Committee and the Scientific Committee, to account for circumstances warranting special consideration, provided that such exceptions do not undermine efforts to achieve the objective of this Convention.

7. For the purposes of this Convention:

a. Recommended TEDs shall be those TEDs determined by the Parties, with advice from the Consultative Committee, to reduce the incidental capture of sea turtles in shrimp trawl fishing operations to the greatest extent practicable;

b. At their first meeting, the Parties shall develop an initial list of recommended TEDs, which they may modify at subsequent meetings;

c. Until the first meeting of the Parties, each Party shall determine, in accordance with its laws and regulations, which TEDs to require for use by shrimp trawl vessels subject to its jurisdiction in order to reduce the incidental capture of sea turtles in shrimp trawl fishing operations to the greatest extent practicable, based on consultations with other Parties.

8. At the request of any other Party or of the Consultative Committee or the Scientific Committee, each Party shall provide, either directly or through the Secretariat, if established, scientific information relevant to the achievement of the objective of this Convention.

ANNEX IV. ANNUAL REPORTS

The annual reports referred to in Article XI(I) shall include the following:

- a. A general description of the program to protect and conserve sea turtles and their habitats, including any laws or regulations adopted to achieve the objective of this Convention;
- b. Any pertinent new laws or regulations adopted during the preceding year;
- c. A summary of actions taken, and the results thereof, to implement measures for the protection and conservation of sea turtles and their habitats, such as: operation of turtle camps; improvement and development of new fishing gear to reduce incidental sea turtle capture and mortality; scientific research, including marking, migration, and repopulation studies; environmental education; programs to establish and manage protected areas; cooperative activities with other Parties; and any other activities designed to achieve the objective of this Convention;
- d. A summary of the actions taken to enforce its laws and regulations, including penalties imposed for violations;
- e. A detailed description of any exceptions allowed, in accordance with this Convention, during the preceding year, including monitoring and mitigation measures related to these exceptions, and, in particular, any relevant information on the number of turtles, nests, and eggs, as well as sea turtle habitats, affected by the allowance of these exceptions;
- f. Any other information the Party may deem relevant.

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

CONVENTION INTERAMÉRICAINNE POUR LA PROTECTION ET LA CONSERVATION DES TORTUES MARINES

PRÉAMBULE

Les Parties à la présente Convention:

Reconnaissant les droits et devoirs des Etats établis par le droit international, tels qu'ils sont reflétés dans la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982, en ce qui concerne la conservation et l'aménagement des ressources biologiques marines;

Inspirés par les principes contenus dans la Déclaration de Rio de 1992 sur l'environnement et le développement;

Considérant les principes et recommandations contenus dans le Code de conduite pour une pêche responsable adopté par la Conférence de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) lors de sa 28ème session (1995);

Rappelant que le texte d'Action 21, adopté en 1992 par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, reconnaît la nécessité de protéger et rétablir les espèces marines menacées d'extinction et de conserver leurs habitats;

Constatant que, conformément aux données scientifiques les plus fiables qui sont disponibles, les espèces de tortues marines du continent américain sont menacées ou en voie d'extinction, et que certaines de ces espèces pourraient même faire face à un risque imminent d'extinction;

Convaincus de l'importance qu'il y a à ce que les Etats de ce continent adoptent un accord visant à affronter cette situation au moyen d'un instrument qui facilite également la participation des Etats des autres régions ayant intérêt à la protection et conservation des tortues marines au niveau mondial, compte tenu de la nature hautement migratrice de ces espèces;

Reconnaissant que les tortues marines sont exposées à être capturées, blessées ou tuées, en conséquence, directement ou indirectement, d'activités humaines;

Considérant que la prise de mesures d'aménagement de la zone côtière est indispensable afin de protéger les populations de tortues marines et leurs habitats;

Conscients des particularités environnementales, socio-économiques et culturelles des Etats du continent américain;

Reconnaissant que les tortues marines migrent à travers des espaces maritimes étendus et que leur protection et conservation requiert la coopération et coordination des Etats au sein de l'aire de répartition de ces espèces;

Reconnaissant également les programmes et les actions que certains Etats de la région exécutent actuellement en vue de la protection et conservation des tortues marines et de leurs habitats;

Animés du désir d'établir, par le biais de la présente Convention, les mesures appropriées aux fins de la protection et conservation des espèces de tortues marines et de leurs habitats dans toute l'extension de leur aire de répartition dans le continent américain;

Sont convenus de ce qui suit:

Article premier. Emploi des termes

Aux fins de la présente Convention:

1. On entend par "tortue marine" l'une quelconque des espèces énumérées dans l'Annexe I.
2. On entend par "habitat de tortues marines" tous les environnements aquatiques et terrestres que ces espèces utilisent lors d'un stade quelconque de leur cycle biologique.
3. On entend par "Parties" les Etats qui ont consenti à être liés par la présente Convention et à l'égard desquels la Convention est en vigueur.
4. On entend par "Etats du continent américain" les Etats de l'Amérique du Nord, de l'Amérique Centrale et de l'Amérique du Sud, et de la Caraïbe, ainsi que d'autres Etats qui possèdent dans cette région des territoires continentaux ou insulaires.

Article II. Objectif

La présente Convention a pour objectif de promouvoir la protection et la conservation ainsi que le rétablissement des populations de tortues marines et des habitats dont elles sont dépendantes, sur la base des données scientifiques les plus fiables qui soient disponibles et compte tenu des caractéristiques environnementales, socio-économiques et culturelles des Parties.

Article III. Zone d'application de la Convention

La zone d'application de la présente Convention, dénommée ci-après "zone d'application de la Convention", comprend le territoire terrestre de chacune des Parties sur le continent américain, ainsi que les zones maritimes de l'océan Atlantique, de la mer des Caraïbes et de l'océan Pacifique, à l'égard desquelles chacune des Parties exerce sa souveraineté, ses droits souverains ou sa juridiction sur les ressources biologiques marines, conformément au droit international tel qu'il est reflété dans la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer.

Article IV. Mesures

1. Chaque Partie prend les mesures appropriées et nécessaires, conformément au droit international et sur la base des données scientifiques les plus fiables dont elle dispose, en vue de la protection, conservation et rétablissement des populations de tortues marines et de leurs habitats:

a) sur leur territoire terrestre et dans les zones maritimes à l'égard desquelles elle exerce sa souveraineté, ses droits souverains ou sa juridiction, situés dans la zone d'application de la Convention;

b) Sans préjudice de ce qui est établi dans l'article III, dans les zones de haute mer, à l'égard des navires autorisés à battre son pavillon.

2. Ces mesures comprennent:

a) L'interdiction de la capture, détention ou mise à mort intentionnelles des tortues marines, ainsi que du commerce dans le pays de ces espèces et de leurs oeufs, parties ou produits;

b) Le respect des obligations établies par la Convention sur le commerce international des espèces animales ou végétales menacées (CITES), concernant les tortues marines, leurs oeufs, parties ou produits;

c) Dans la mesure du possible, la restriction des activités humaines susceptibles de porter sérieusement atteinte aux tortues marines, en particulier pendant les périodes de reproduction, d'incubation et de migration;

d) La protection, conservation et, le cas échéant, le rétablissement de l'habitat et des lieux de ponte des tortues marines, ainsi que l'établissement des restrictions nécessaires en ce qui concerne l'utilisation de ces zones par le biais, entre autres, de la création de zones protégées, tel qu'il est prévu dans l'Annexe II;

e) La promotion de la recherche scientifique portant sur les tortues marines, leurs habitats et autres aspects pertinents, visant à la production d'une information fiable et utile en vue de l'adoption des mesures décrites dans le présent article;

f) La promotion d'efforts destinés à améliorer les populations de tortues marines, y compris la recherche en ce qui concerne leur reproduction expérimentale, leur élevage et leur réintroduction dans leurs habitats, afin de déterminer la faisabilité de ces pratiques en vue d'augmenter les populations tout en évitant de les mettre en danger;

g) La promotion de l'éducation en matière d'environnement et la divulgation de l'information, en vue de stimuler la participation des institutions gouvernementales, des organisations non gouvernementales et du public en général au sein de chaque Etat, en particulier des communautés impliquées dans la protection, conservation et rétablissement des populations de tortues marines et de leurs habitats;

h) La réduction au minimum possible de la capture, détention, blessure ou mise à mort des tortues marines survenant accessoirement au cours des opérations de pêche et, au moyen de la réglementation appropriée de ces opérations ainsi que le développement, l'amélioration et l'utilisation d'engins, méthodes et pratiques appropriés, y compris les dispositifs d'exclusion de tortues (DET) conformément aux dispositions de l'Annexe III, ainsi que la formation correspondante, en accord avec le principe de l'utilisation durable des ressources halieutiques;

i) Toute autre mesure, conformément au droit international, que les Parties concernées jugent appropriée en vue d'atteindre l'objectif de la présente Convention.

3. En ce qui concerne ces mesures:

a) Chaque Partie peut adopter des dérogations aux dispositions du paragraphe 2 a) en vue de satisfaire les besoins économiques de subsistance des communautés traditionnelles, compte tenu des recommandations du Comité consultatif établi conformément à l'article VII, à condition toutefois que ces exceptions ne portent point préjudice aux efforts déployés en vue d'atteindre l'objectif de la présente Convention. Afin de formuler ces recommandations, le Comité consultatif prend en considération, entre autres, l'état des populations des tortues marines en question, le point de vue de toute Partie en ce qui concerne ces populations, les impacts sur ces populations au niveau régional ainsi que les méthodes utilisées pour l'exploitation des tortues marines ou de leurs oeufs afin de couvrir les besoins de subsistance des communautés traditionnelles en question;

b) L'Etat Partie qui adopte une telle dérogation doit:

i) établir un programme de gestion fixant des limites en ce qui concerne le niveau des captures intentionnelles;

ii) inclure dans son rapport annuel, tel qu'il est prévu à l'Article XI, l'information se rapportant à ce programme de gestion.

c) Les Parties peuvent établir, d'un commun accord, des plans d'aménagement de portée bilatérale, sous-régionale ou régionale;

d) Les Parties peuvent, par consensus, approuver les dérogations aux mesures établies aux sous-paragraphes c) à i) du paragraphe 2, lorsque des circonstances spéciales l'exigent, à condition toutefois que ces exceptions ne portent point préjudice aux efforts déployés en vue d'atteindre l'objectif de la présente Convention.

4. Lorsque surgit une situation d'urgence qui porte préjudice à la réalisation de l'objectif de la présente Convention et qui requiert une action collective, les Parties envisagent l'adoption des mesures opportunes et adéquates pour faire face à cette situation. Ces mesures sont temporaires et doivent être fondées sur les données scientifiques les plus fiables dont ils disposent.

Article V. Réunions des Parties

1. Pendant les trois premières années qui suivent l'entrée en vigueur de la présente Convention, les Parties tiennent une réunion ordinaire au moins une fois par an, afin de considérer les questions concernant l'application de la Convention. Par la suite, les Parties tiennent une réunion ordinaire au moins une fois tous les deux ans.

2. Les Parties peuvent également tenir des réunions extraordinaires lorsqu'ils l'estiment nécessaire. Ces réunions sont convoquées sur la demande de l'une quelconque d'entre elles, à condition toutefois que cette demande reçoive l'appui de la majorité des Parties.

3. Lors de ces réunions, les Parties doivent, entre autres:

a) Evaluer l'application des dispositions de la présente Convention;

b) Examiner les rapports et considérer les recommandations du Comité consultatif et du Comité scientifique, établis conformément aux articles VII et VIII, sur l'application de la présente Convention;

c) Adopter les mesures supplémentaires de conservation et d'aménagement qui sont considérées appropriées afin d'atteindre l'objectif de la Convention. Si les Parties le con-

sidèrent nécessaire, ces mesures peuvent être incorporées dans une annexe à la présente Convention;

d) Considérer et adopter, le cas échéant, des amendements à la présente Convention conformément à l'Article XXIV;

e) Examiner les rapports présentés par le Secrétariat, au cas où celui-ci serait établi, sur les aspects relatifs à son budget et à ses activités.

4. Lors de leur première réunion, les Parties adoptent le règlement applicable aux réunions des Parties ainsi qu'à celles du Comité consultatif et du Comité scientifique et considèrent les autres questions concernant ces Comités.

5. Les décisions des réunions des Parties sont adoptées par consensus.

6. Les Parties peuvent inviter, afin qu'ils participent à leurs réunions, en qualité d'observateur, ainsi qu'aux activités mentionnées dans la présente Convention, d'autres Etats intéressés et les organisations internationales pertinentes, ainsi que le secteur privé et de la production, des institutions scientifiques et des organisations non gouvernementales ayant une expérience reconnue dans des questions se rapportant à la Convention.

Article VI. Secrétariat

1. Lors de leur première réunion, les Parties considèrent l'établissement d'un Secrétariat doté des fonctions suivantes:

a) Aider à la convocation et à l'organisation des réunions prévues à l'Article V;

b) Recevoir des Parties les rapports annuels prévus à l'Article XI et les mettre à la disposition des autres Parties et du Comité consultatif et du Comité scientifique;

c) Publier les recommandations et décisions adoptées lors des réunions des Parties et assurer leur diffusion, conformément au règlement qu'elles adoptent;

d) Assurer la diffusion et promouvoir l'échange des informations et matériels éducatifs sur les efforts réalisés par les Parties, en vue d'accroître la conscience publique sur le besoin de protéger et de conserver les tortues marines et leurs habitats, en même temps que le maintien de la rentabilité économique des différentes opérations liées à la pêche artisanale, commerciale et de subsistance et, d'autre part, l'utilisation durable des ressources halieutiques. Cette information porte, entre autres, sur:

i) les activités d'éducation en matière d'environnement et la participation des communautés locales;

ii) les résultats de recherches portant sur la protection et la conservation des tortues marines et leurs habitats et les effets socio-économiques et environnementaux des mesures adoptées dans le cadre de la présente Convention;

e) Stimuler la recherche de ressources économiques et techniques qui permettent la réalisation de recherches ainsi que l'exécution des mesures adoptées dans le cadre de la présente Convention;

f) Exercer toute autre fonction dont il serait chargé par les Parties.

2. Au moment de prendre une décision à ce sujet, les Parties considèrent la possibilité de désigner en tant que Secrétariat une des organisations internationales pertinentes qui se-

raient disposées à remplir les fonctions stipulées dans le présent article et qui en auraient les moyens. Les Parties définissent les sources de financement nécessaires pour que le Secrétariat puisse remplir ses fonctions.

Article VII. Comité consultatif

1. Lors de leur première réunion, les Parties établissent un Comité consultatif d'experts, dénommé ci-après "Comité consultatif" qui est composé comme suit:

a) Chaque Partie peut nommer un représentant, qui peut être accompagné lors des réunions par d'autres conseillers;

b) Les Parties nomment également, par consensus, trois représentants ayant une expérience reconnue dans le domaine couvert par la présente Convention pour chacun des trois secteurs suivants:

- i) communauté scientifique;
- ii) secteur privé et de la production;
- iii) organisations non gouvernementales.

2. Les fonctions du Comité consultatif sont les suivantes:

a) Examiner et analyser les rapports prévus à l'Article XI ainsi que toute autre information se rapportant à la protection et conservation des populations de tortues marines et de leurs habitats;

b) Requérir à toute Partie des informations supplémentaires et pertinentes sur l'application des mesures prévues à la présente Convention ou adoptées conformément à ses dispositions;

c) Examiner les rapports concernant les effets environnementaux, socio-économiques et culturels des mesures prévues à la Convention, ou adoptées conformément à ses dispositions, sur les communautés qui en sont affectées;

d) Evaluer l'efficacité des différentes mesures qui sont proposées en vue de réduire la capture et la mortalité accidentelle des tortues marines, ainsi que l'efficacité des différents modèles de dispositifs d'exclusion de tortues (DET);

e) Présenter aux Parties un rapport sur son travail, y compris, selon qu'il convient, des recommandations se rapportant à des mesures supplémentaires de conservation et d'aménagement destinées à promouvoir l'objectif de la Convention;

f) Examiner les rapports du Comité scientifique;

g) Exercer toute autre fonction dont il serait chargé par les Parties.

3. Le Comité consultatif se réunit au moins une fois par an, pendant les trois premières années qui suivent l'entrée en vigueur de la Convention. Par la suite, il se réunit selon ce qu'accordent les Parties.

4. Les Parties peuvent établir des groupes d'experts en vue de conseiller le Comité consultatif.

Article VIII. Comité scientifique

1. Lors de leur première réunion, les Parties établissent un Comité scientifique composé de représentants nommés par elles et qui se réunit, de préférence, préalablement aux réunions du Comité consultatif.

2. Les fonctions du Comité scientifique sont les suivantes:

a) Examiner le résultat des recherches consacrées aux tortues marines visées par la présente Convention, y compris des recherches en matière de biologie et de dynamique de leurs populations, et, le cas échéant, les effectuer;

b) Evaluer l'impact sur l'environnement en ce qui concerne les tortues marines et leurs habitats d'activités telles que les opérations de pêche et d'exploitation des ressources marines, du développement de la zone côtière, du dragage, de la pollution, de l'obstruction des estuaires et la détérioration des récifs, entre autres, ainsi que l'impact éventuel résultant d'activités entreprises sous le couvert de dérogations aux mesures prévues à la présente Convention;

c) analyser les rapports sur les recherches pertinentes réalisées par les Parties;

d) Formuler des recommandations en ce qui concerne la protection et la conservation des tortues marines et de leurs habitats;

e) Formuler des recommandations dans le domaine scientifique et technique, sur demande de l'une quelconque des Parties, en ce qui concerne des questions se rapportant de manière spécifique à la Convention;

f) Exercer toute autre fonction de nature scientifique dont il serait chargé par les Parties.

Article IX. Programmes de suivi

1. Au cours de l'année qui suit l'entrée en vigueur de la Convention, chaque Partie établit, sur son territoire et dans les zones maritimes placées sous sa souveraineté, ses droits souverains ou sa juridiction un programme destiné à assurer le suivi de l'application des mesures de protection et de conservation des tortues marines et de leurs habitats, prévues à la présente Convention ou adoptées conformément à ses dispositions.

2. Le programme mentionné au précédent paragraphe comprend, selon qu'il convient, des mécanismes et arrangements en vue de la participation d'observateurs, lesquels sont désignés par chacune des Parties ou par accord entre elles, dans les activités de suivi.

3. Dans l'exécution du programme, chaque Partie peut agir avec l'appui ou la coopération d'autres Etats intéressés et des organisations internationales pertinentes, ainsi que d'organisations non gouvernementales.

Article X. Application

Chaque Partie veille, sur son territoire et dans les zones maritimes placées sous sa souveraineté, ses droits souverains ou sa juridiction, à l'application effective des mesures de

protection et de conservation des tortues marines et de leurs habitats, prévues à la présente Convention ou adoptées conformément à ses dispositions.

Article XI. Rapports annuels

1. Chaque Partie prépare, conformément aux dispositions de l'Annexe IV, un rapport annuel sur les programmes qu'elle a adoptés en vue de la protection des tortues marines et de leurs habitats ainsi que sur tout programme qu'elle ait éventuellement adopté concernant l'utilisation de ces espèces, conformément aux dispositions de l'article IV, paragraphe 3 a).

2. Chaque Partie remet, directement ou par l'intermédiaire du Secrétariat au cas où celui-ci serait établi, son rapport annuel aux autres Parties, au Comité consultatif et au Comité scientifique au moins trente jours avant la suivante réunion ordinaire des Parties et le met également à la disposition des autres Etats ou entités intéressées qui en feraient la demande.

Article XII. Coopération internationale

1. Les Parties encouragent les actions de coopération au niveau bilatéral ou multilatéral en vue d'atteindre l'objectif de la présente Convention et, quand elles le considèrent approprié, font en sorte d'obtenir l'appui des organisations internationales pertinentes.

2. Ces actions peuvent comprendre la formation de conseillers et d'éducateurs; l'échange et la formation de techniciens, d'administrateurs et de chercheurs dans le domaine des tortues marines; l'échange d'information scientifique et de matériels éducatifs; le développement de programmes communs de recherche, d'études, de séminaires et ateliers; ainsi que toute autre activité qu'accordent les Parties.

3. Les Parties coopèrent en vue de développer et faciliter l'accès à l'information et à la formation en matière d'utilisation et de transfert de technologies durables d'un point de vue écologique et conformes à l'objectif de la présente Convention. Elles s'engagent également à développer les capacités scientifiques et technologiques endogènes.

4. Les Parties encouragent la coopération internationale dans le domaine du développement et de l'amélioration des techniques et des engins de pêche, compte tenu des conditions spécifiques de chaque région, en vue de maintenir la productivité des activités de pêche à des fins commerciales et assurer la protection, conservation et rétablissement des populations de tortues marines.

5. Les actions de coopération comprennent la fourniture d'assistance, y compris d'assistance technique, aux Parties qui sont des Etats en développement, afin de les aider à remplir leurs obligations conformément à la présente Convention.

Article XIII. Ressources financières

Lors de leur première réunion, les Parties examinent la nécessité et les possibilités de disposer de ressources financières, y compris l'établissement d'un fonds spécial, à des fins telles que les suivantes:

a) Couvrir les dépenses que pourrait entraîner l'éventuel établissement du Secrétariat, conformément aux dispositions de l'Article VI;

b) Aider les Parties qui sont des Etats en développement à remplir leurs obligations conformément à la présente Convention, y compris par le biais de l'accès à la technologie la plus appropriée.

Article XIV. Coordination

Les Parties font en sorte de coordonner leurs activités dans le cadre de la présente Convention avec les organisations internationales pertinentes, globales, régionales ou sous-régionales.

Article XV. Mesures commerciales

1. En appliquant la présente Convention, les Parties agissent conformément aux dispositions de l'Accord portant création de l'Organisation mondiale du commerce (Marrakech, 1994), y compris ses annexes.

2. En particulier, en ce qui concerne les matières sur lesquelles porte la présente Convention, les Parties doivent respecter les dispositions de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce, contenues dans l'Annexe I de l'Accord portant création de l'Organisation mondiale du commerce, ainsi que l'Article XI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (GATT 1994).

3. Les Parties s'efforcent de faciliter le commerce du poisson et des produits de la pêche mentionnés dans la présente Convention, conformément à leurs obligations internationales.

Article XVI. Règlement des différends

1. Toute Partie peut entreprendre des consultations avec une autre, ou d'autres Parties, sur tout différend concernant l'interprétation ou l'application de la présente Convention, en vue de parvenir dès que possible à une solution qui soit satisfaisante pour toutes les parties au litige.

2. Au cas où le différend n'est pas résolu au moyen de ces consultations dans un délai raisonnable, les Parties en question se consultent dès que possible en vue de résoudre le différend par voie de recours à tout moyen pacifique de leur choix, conformément au droit international, y compris, selon qu'il convient, ceux que prévoit la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer.

Article XVII. Droits des Parties

1. Aucune disposition de la présente Convention ne peut être interprétée comme préjugant ou limitant la souveraineté, les droits souverains ou la juridiction que les Parties exercent conformément au droit international.

2. Aucune disposition de la présente Convention, ni aucune mesure prise ou activité réalisée dans le cadre de de son application, ne peut être interprétée comme autorisant une Partie à revendiquer ou exercer souveraineté, droits souverains ou juridiction en violation du droit international.

Article XVIII. Application au niveau national

Chaque Partie adopte dans sa législation nationale des mesures destinées à appliquer les dispositions de la présente Convention et veiller à son application effective au moyen de politiques, plans et programmes pour la protection et la conservation des tortues marines et de leurs habitats.

Article XIX. Etats non Parties

1. Les Parties encouragent:

- a) tout Etat qui n'est pas Partie à la présente Convention mais peut l'être, à le devenir;
- b) les autres Etats à devenir Partie à un Protocole complémentaire tel que prévu à l'Article XX.

2. Les Parties encouragent également les Etats qui ne sont pas parties à la présente Convention à adopter des lois et des règlements conformes à ses dispositions.

Article XX. Protocoles complémentaires

Afin de promouvoir la protection et la conservation des espèces de tortues marines hors de la zone d'application de la Convention, où ces espèces existent également, les Parties devraient négocier avec les Etats qui ne peuvent être parties à la présente Convention un ou des Protocoles complémentaires, qui soient conformes à l'objectif de la présente Convention et ouverts à la participation de tous les Etats intéressés.

Article XXI. Signature et ratification

1. La présente Convention est ouverte à la signature des Etats du continent américain, à Caracas, Venezuela, à compter du 1er décembre 1996 jusqu'au 31 décembre 1998.

2. La Convention est soumise à ratification par les Etats qui l'ont signée, conformément à leurs lois et procédures nationales. Les instruments de ratification sont déposés auprès du Gouvernement du Venezuela qui est le dépositaire de la Convention.

Article XXII. Entrée en vigueur et adhésion

1. La présente Convention entre en vigueur 90 jours après la date du dépôt du huitième instrument de ratification.

2. Une fois que la Convention est entrée en vigueur, elle reste ouverte à l'adhésion des Etats du continent américain. La Convention entre en vigueur pour ces Etats le jour du dépôt de l'instrument d'adhésion auprès du dépositaire.

Article XXIII. Réserves

La signature, ratification de, ou l'adhésion à la présente Convention ne peut être soumise à aucune réserve.

Article XXIV. Amendements

1. Toute Partie peut proposer un amendement à la présente Convention, par voie de communication au dépositaire du texte de l'amendement proposé, au moins soixante (60) jours avant la date de la réunion suivante des Parties. Le dépositaire, dans les plus brefs délais possibles, transmet à toutes les Parties toute proposition d'amendement.

2. Les amendements à la Convention sont adoptés conformément aux dispositions de l'Article V, paragraphe 5, et entrent en vigueur une fois que le dépositaire a reçu les instruments de ratification de toutes les Parties.

Article XXV. Dénonciation

Toute Partie peut dénoncer la présente Convention, par voie de notification écrite adressée au dépositaire, au moins douze (12) mois à compter de la date de l'entrée en vigueur de la Convention pour cette Partie. Le dépositaire informe les autres Parties de la dénonciation dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de la réception de la notification. La dénonciation prend effet six (6) mois après la date de réception de la notification.

Article XXVI. Statut des annexes

1. Les annexes de la présente Convention en font partie intégrante. Une référence à la Convention renvoie également à ses annexes.

2. A moins que les Parties n'en conviennent autrement, les annexes de la présente Convention peuvent être amendés par consensus lors d'une réunion quelconque des Parties. Sauf accord contraire, les amendements aux annexes entrent en vigueur pour toutes les Parties un an après leur adoption.

Article XXVII. Textes faisant foi et copies certifiées

1. Les textes français, espagnol, anglais et portugais de la présente Convention font également foi.

2. Les originaux de la présente Convention sont déposés auprès du Gouvernement du Venezuela qui en envoie des copies certifiées aux Etats ayant signé la Convention et aux Etats Parties ainsi qu'au Secrétaire général des Nations Unies afin qu'ils soient enregistrés et publiés conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies.

En foi de quoi, les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention.

Fait à Caracas, le premier décembre 1996.

ANNEXE I. TORTUES MARINES*

1. *Caretta caretta* (Linnaeus, 1758).

Tortuga caguama, cabezuda, cahuama

Loggerhead turtle

Tortue caouanne

Cabeçuda, mestiça

2. *Chelonia mydas* (Linnaeus, 1758), y compris les populations de cette espèce dans le Pacifique oriental ou américain qui sont classées également par les spécialistes comme *Chelonia mydas agassizii* (Carr, 1952) ou comme *Chelonia agassizii* (Bocourt, 1868)

Tortuga blanca, aruana, verde

Green sea turtle

Tortue verte

Tartaruga verde

Soepschildpad, krapé

Autres noms communément utilisés dans le Pacifique oriental:

Tortuga prieta

East Pacific green turtle, black turtle

Tortue verte du Pacifique est.

3. *Dermochelys coriacea* (Vandelli, 1761).

Tortuga laúd, gigante, de cuero

Leatherback turtle

Tortue luth

Tartaruga gigante, de couro

Lederschildpad, aitkanti.

4. *Eretmochelys imbricata* (Linnaeus, 1766).

Tortuga de carey

Hawksbill sea turtle

Tortue caret

Tartaruga de pente

Karét.

5. *Lepidochelys kempii* (Garman, 1880).

Tortuga lora

Kemp's ridley turtle

Tortue de Kemp.

6. *Lepidochelys olivacea* (Eschscholtz, 1829).

Tortuga golfina
Olive ridley turtle
Tortue olivâtre,
Tartaruga oliva
Warana.

* Vu la grande diversité des noms utilisés communément pour désigner les différentes espèces de tortues marines, la liste contenue dans la présente annexe ne prétend point être exhaustive.

ANNEXE II. PROTECTION ET CONSERVATION DES HABITATS DES TORTUES MARINES

Chaque Partie considère et, si nécessaire, peut adopter, conformément à ses lois, règlements, politiques, plans et programmes, des mesures visant à protéger et conserver, sur son territoire et dans les zones maritimes placées sous sa souveraineté, droits souverains ou juridiction, les habitats des tortues marines, telles que:

1. Requérir des études d'impact sur l'environnement des activités touchant au développement des zones côtières et maritimes qui peuvent affecter les habitats des tortues marines, y compris: le dragage de canaux et d'estuaires; la construction de murs de soutènement, de quais et de marinas; l'extraction de matériaux; l'implantation d'installations aquacoles ou industrielles; l'utilisation de récifs; le dépôt de matériaux de dragage et de déchets, et autres activités connexes.

2. Aménager et, si nécessaire, réglementer l'utilisation des plages et des dunes côtières en ce qui concerne l'emplacement et les caractéristiques des édifices, l'utilisation de lumière artificielle et le transit des véhicules dans les zones de nidification.

3. Etablir des zones protégées et autres mesures destinées à réglementer l'utilisation des zones de nidification ou de répartition fréquente des tortues marines, y compris des périodes de prohibition permanentes ou temporaires, l'adéquation des engins de pêche et, dans la mesure du possible, des limitations du passage des navires.

ANNEXE III. UTILISATION DE DISPOSITIFS D'EXCLUSION DE TORTUES

1. On entend par “chalutier-crevettier” tout bateau de pêche utilisé pour la capture de toute espèce de crevettes au moyen de chaluts.

2. On entend par “dispositif d'exclusion de tortues” ou “DET” tout dispositif rattaché aux chaluts en vue principalement d'en augmenter la sélectivité afin de diminuer la capture de tortues accessoirement aux opérations de pêche au moyen de chaluts.

3. Chaque Partie doit exiger l'utilisation des dispositifs d'exclusion de tortues marines (DET) recommandés, qui soient installés de manière adéquate et qui fonctionnent, à bord de tous les chalutiers-crevettiers placés sous sa juridiction et opérant dans la zone d'application de la Convention.

4. Chaque Partie, sur la base des données scientifiques les plus fiables dont elle dispose, peut adopter des dérogations à l'utilisation des DET telle que prévue au paragraphe 3, uniquement dans les cas suivants:

a) Chalutiers-crevettiers dont les filets sont ramenés manuellement, et ce de manière exclusive, et sans aide mécanique et chalutiers-crevettiers utilisant des types de chaluts pour lesquels des dispositifs d'exclusion de tortues marines (DET) n'ont pas été développés. Dans ces cas, la Partie prend d'autres mesures en vue de diminuer la mortalité accessoire de tortues marines telles que limitation du temps de chalutage et restrictions des saisons et des zones de pêche dans les aires de répartition des tortues marines, qui soient aussi efficaces et qui ne portent point préjudice aux efforts déployés en vue d'atteindre l'objectif de la Convention.

b) Chalutiers-crevettiers:

i) qui n'utilisent, à l'exclusion de tout autre, que des chaluts dont il a été démontré qu'ils ne représentent aucun risque de mortalité de tortues marines survenant accessoirement à leur utilisation;

ii) qui opèrent dans des conditions qui excluent toute possibilité d'interaction avec les tortues marines,

compte tenu du fait que la Partie qui adoptée une dérogation concernant ce cas précis doit fournir aux autres Parties, directement ou par l'intermédiaire du Secrétariat, au cas où celui-ci serait établi, l'information scientifique bien étayée apportant la preuve de l'inexistence d'un tel risque ou d'une telle possibilité;

c) Chalutiers-crevettiers effectuant des recherches scientifiques dans le cadre d'un programme approuvé par la Partie en question; et

d) Lieux où la présence d'algues, de sargasses, déchets ou d'autres conditions spéciales, soit temporaires soit permanentes, rendent impraticable l'utilisation de DET dans une zone spécifique, à condition toutefois que:

i) toute Partie qui adopte une dérogation concernant ce cas précis prenne d'autres mesures en vue de protéger les tortues marines se trouvant dans la zone en question, telles que, par exemple, la limitation du temps de chalutage;

ii) ce n'est qu'en des situations extraordinaires d'urgence, de nature temporaire, que toute Partie est autorisée à appliquer cette dérogation à des bateaux de pêche placés sous sa juridiction, en plus d'un petit nombre, lesquels, en d'autres circonstances devraient utiliser les DET conformément à la présente Annexe; et

iii) toute Partie qui adopte cette dérogation doit fournir aux autres Parties, directement ou par l'intermédiaire du Secrétariat, au cas où celui-ci serait établi, l'information concernant les conditions spéciales et le nombre de chalutiers-crevettiers qui opèrent dans la zone en question.

5. Toute Partie peut apporter des commentaires sur l'information qui est fournie par toute autre Partie conformément au paragraphe 4. Selon qu'il convient, les Parties cherchent conseil auprès du Comité consultatif et du Comité scientifique en vue de résoudre les différences qui existent entre leurs points de vue. Si le Comité scientifique le recommande et si les Parties s'accordent à ce sujet, la Partie qui a adopté une dérogation conformément au paragraphe 4, reconsidère le maintien ou l'extension de ladite dérogation.

6. Les Parties peuvent, par consensus, approuver d'autres dérogations à l'exigence d'utilisation des DET stipulée au paragraphe 3, en accord avec les données scientifiques les plus fiables dont elles disposent et sur la base des recommandations du Comité consultatif et du Comité scientifique, afin de tenir compte de circonstances qui requièrent une attention spéciale, à condition toutefois que ces dérogations ne portent point préjudice aux efforts déployés en vue d'atteindre l'objectif de la présente Convention.

7. Aux effets de la présente Convention:

a) Les DET recommandés sont ceux que les Parties déterminent, sur conseil du Comité consultatif et du Comité scientifique, en vue de réduire autant que possible la capture des tortues marines survenant accessoirement aux opérations de pêche à la crevette au moyen de chaluts;

b) Lors de leur première réunion, les Parties élaborent une première liste de DET recommandés, laquelle peut être modifiée au cours des réunions suivantes;

c) Jusqu'à la tenue de la première réunion des Parties, chaque Partie détermine, conformément à ses lois et règlements, les DET dont elle exige l'utilisation à bord des chalutiers-crevettiers placés sous sa juridiction en vue de réduire autant que possible la capture des tortues marines survenant accessoirement aux opérations de pêche à la crevette au moyen de chaluts, sur la base de consultations effectuées avec les autres Parties.

8. Sur demande de toute autre Partie, du Comité consultatif ou du Comité scientifique, chaque Partie doit fournir, directement ou par l'intermédiaire du Secrétariat au cas où il serait établi, l'information scientifique pertinente en vue d'atteindre l'objectif de la présente Convention.

ANNEXE IV. RAPPORTS ANNUELS

Les rapports annuels mentionnés à l'article XI, paragraphe I, comportent:

a) Une description générale du programme de protection et de conservation des tortues marines et de leurs habitats, y compris toutes lois ou règlements adoptés en vue d'atteindre l'objectif de la Convention;

b) Toutes nouvelles lois ou règlements pertinents adoptés pendant l'année qui s'est écoulée;

c) Un résumé des actions entreprises et des résultats auxquels elles ont abouti en ce qui concerne l'application des mesures de protection et de conservation des tortues marines et de leurs habitats, telles que stations de protection et de conservation; amélioration et développement de nouveaux engins de pêche visant à diminuer la capture et la mortalité accessoires de tortues marines; la recherche scientifique, y compris des études de marquage, migrations, repeuplement; éducation en matière d'environnement, ainsi que programmes d'aménagement et d'établissement de zones de réserve, activités de coopération avec d'autres Parties et toutes les activités destinées à atteindre l'objectif de la présente Convention;

d) Une synthèse des actions entreprises afin d'assurer l'application de ses lois et règlements, y compris les sanctions imposées en cas d'infraction;

e) Une description détaillée des dérogations adoptées, conformément à la Convention, pendant l'année qui s'est écoulée, y compris les mesures de suivi et de mitigation se rapportant à ces dérogations et, en particulier, une information pertinente sur le nombre de tortues, de nids et d'oeufs touchés et sur les zones des habitats qui sont touchés par l'application de ces dérogations;

f) Toute autre information que la Partie juge pertinente.

[PORTUGUESE TEXT — TEXTE PORTUGAIS]

CONVENÇÃO INTERAMERICANA PARA A PROTEÇÃO E A CONSERVAÇÃO DAS TARTARUGAS MARINHAS

PREÂMBULO

As Partes nesta Convenção:

Reconhecendo os direitos e os deveres dos Estados estabelecidos pelo Direito Internacional, tal como refletidos na Convenção das Nações Unidas sobre o Direito do Mar, de 10 de dezembro de 1982, no que diz respeito à conservação e à regulamentação dos recursos marinhos vivos;

Inspirados nos princípios contidos na Declaração do Rio de 1992 sobre o Meio Ambiente e o Desenvolvimento;

Considerando os princípios e as recomendações que constam do Código de Conduta para a Pesca Responsável, adotado pela Conferência da Organização das Nações Unidas para a Agricultura e a Alimentação (FAO) na sua 28a. Sessão (1995);

Recordando que na Agenda 21, adotada em 1992 pela Conferência das Nações Unidas sobre o Meio Ambiente e o Desenvolvimento, é reconhecida a necessidade de proteger e recuperar as espécies marinhas em perigo e de conservar seus habitats;

Entendendo que, com base nos melhores dados científicos disponíveis, espécies de tartarugas marinhas no continente americano estão ameaçadas ou em perigo, e que algumas dessas espécies podem enfrentar um risco iminente de extinção;

Convencidos quanto à importância de que os Estados deste continente adotem um acordo para fazer face a tal situação mediante um instrumento que, ao mesmo tempo, facilite a participação de Estados de outras regiões interessados na proteção e na conservação das tartarugas marinhas a nível mundial, levando em conta o amplo padrão migratório das referidas espécies;

Reconhecendo que as tartarugas marinhas estão sujeitas a captura, dano ou mortalidade como consequência, direta ou indireta, de atividades humanas;

Considerando que as medidas de regulamentação da zona costeira são indispensáveis à proteção das populações de tartarugas marinhas e de seus habitats;

Conscientes das particularidades ambientais, sócio-econômicas e culturais dos Estados do continente americano;

Reconhecendo que as tartarugas marinhas migram através de extensas áreas marítimas e que sua proteção e sua conservação requerem cooperação e coordenação entre os Estados dentro da área de distribuição de tais espécies;

Reconhecendo, também, os programas e as ações que alguns Estados promovem atualmente com vistas à proteção e à conservação das tartarugas marinhas e de seus habitats;

Desejando estabelecer, por meio desta Convenção, as medidas apropriadas para a proteção e a conservação das espécies de tartarugas marinhas e de seus habitats ao longo de sua área de distribuição no continente americano;

Acordaram o seguinte:

ARTIGO I TERMOS UTILIZADOS

Para os efeitos desta Convenção:

1. Entende-se por “tartaruga marinha” qualquer das espécies enumeradas no Anexo I.
2. Entende-se por “habitat das tartarugas marinhas” todos os ambientes aquáticos e terrestres utilizados por elas durante qualquer etapa de seu ciclo de vida.
3. Entende-se por “Partes” os Estados que hajam consentido em obrigar-se por meio desta Convenção e com respeito aos quais a Convenção esteja em vigor.
4. Entende-se por “Estados no continente americano” os Estados da América Setentrional, Central e Meridional, e do Mar do Caribe, bem como outros Estados que tenham nesta região territórios continentais ou insulares.

ARTIGO II OBJETIVO

O objetivo desta Convenção é promover a proteção, a conservação e a recuperação das populações de tartarugas marinhas e dos habitats dos quais dependem, com base nos melhores dados científicos disponíveis e considerando-se as características ambientais, sócio-econômicas e culturais das Partes.

ARTIGO III ÁREA DE APLICAÇÃO DA CONVENÇÃO

A área de aplicação desta Convenção, daqui em diante “a área da Convenção”, engloba o território terrestre de cada uma das Partes no continente americano, bem como as áreas marítimas do Oceano Atlântico, do Mar do Caribe e do Oceano Pacífico, sobre as quais cada uma das Partes exerce soberania, direitos de soberania ou jurisdição com relação aos recursos marinhos vivos, de acordo com o Direito Internacional, conforme o disposto na Convenção das Nações Unidas sobre o Direito do Mar.

ARTIGO IV MEDIDAS

1. Cada Parte tomará as medidas apropriadas e necessárias, em conformidade com o Direito Internacional e com base nos melhores dados científicos disponíveis, para a proteção, a conservação e a recuperação das populações de tartarugas marinhas e de seus habitats:
 - a. Em suas superfícies terrestres e nas áreas marítimas sobre as quais exerça soberania, direitos de soberania ou jurisdição, compreendidos na área da Convenção;
 - b. Sem prejuízo do disposto no Artigo III, em áreas de alto-mar, com relação a embarcações autorizadas a arvorar seu pavilhão.
2. Tais medidas incluirão:
 - a. A proibição da captura, da retenção ou da morte intencionais das tartarugas marinhas, bem como do comércio doméstico destas, de seus ovos, partes ou produtos;
 - b. O cumprimento das obrigações estabelecidas na Convenção sobre o Comércio Internacional de Espécies Ameaçadas da Fauna e da Flora Silvestres (CITES), no que diz respeito às tartarugas marinhas, seus ovos, partes ou produtos;
 - c. Na medida do possível, a restrição das atividades humanas que possam afetar gravemente as tartarugas marinhas, sobretudo durante os períodos de reprodução, incubação e migração.
 - d. A proteção, a conservação e, se necessário, a restauração do habitat e dos lugares de desova das tartarugas marinhas, bem como o estabelecimento das limitações que se façam necessárias à utilização dessas zonas, mediante, entre outros, a designação de áreas protegidas, conforme previsto no Anexo II;

e. O incentivo à pesquisa científica relacionada com as tartarugas marinhas, com seus habitats ou com outros aspectos pertinentes, que resulte em informações fidedignas e úteis para a adoção das medidas referidas no presente artigo;

f. A promoção de esforços para a melhoria das populações de tartarugas marinhas, inclusive a pesquisa sobre sua reprodução experimental, sua criação e sua reintrodução em seus habitats, com a finalidade de determinar a factibilidade dessas práticas para aumentar as populações, evitando colocá-las em risco;

g. A promoção da educação ambiental e a difusão de informações, com a finalidade de estimular a participação das instituições governamentais, das organizações não-governamentais e do público em geral em cada Estado, em particular das comunidades envolvidas na proteção, na conservação e na recuperação das populações de tartarugas marinhas e de seus habitats;

h. A redução ao mínimo possível da captura, da retenção, do dano ou da morte acidentais das tartarugas marinhas durante as atividades pesqueiras, por meio da regulamentação apropriada dessas atividades, bem como o desenvolvimento, o aprimoramento e a utilização de artes, dispositivos ou técnicas apropriados, inclusive os dispositivos de escape para tartarugas (DETs), de acordo com o disposto no Anexo III, e o correspondente treinamento, de acordo com o princípio do uso sustentável dos recursos pesqueiros;

i. Qualquer outra medida, em consonância com o Direito Internacional, que as Partes considerem pertinente para atingir o objetivo da presente Convenção.

3. Com relação a tais medidas:

a. Cada Parte poderá permitir exceções ao inciso 2 (a) para satisfazer necessidades econômicas de subsistência de comunidades tradicionais, levando em conta as recomendações do Comitê Consultivo, estabelecido de acordo com o artigo VII, sempre e quando tais exceções não prejudicarem os esforços em prol do objetivo da presente Convenção. Ao fazer tais recomendações, o Comitê Consultivo considerará, entre outros, o estado das populações das tartarugas marinhas em questão, o ponto de vista de qualquer uma das Partes com relação às referidas populações, os impactos com relação a tais populações a nível regional e os métodos utilizados para o aproveitamento de ovos ou de tartarugas marinhas para atender a tais necessidades;

b. A Parte que permitir tal exceção deverá:

i) Estabelecer um programa de manejo que inclua limites nos níveis de captura intencional;

ii) Incluir em seu relatório anual, referido no Artigo XI, a informação relativa ao referido programa de manejo.

c. As Partes poderão estabelecer, mediante acordo, planos de manejo de alcance bilateral, sub-regional ou regional;

d. As Partes poderão, por consenso, aprovar as exceções às medidas estabelecidas nos incisos (c) a (i) do parágrafo 2, de acordo com circunstâncias especiais, sempre e quando essas exceções não prejudicarem os esforços para atingir o objetivo da presente Convenção.

4. Quando se identificar uma situação de emergência que possa prejudicar a consecução dos objetivos desta Convenção e que exija ação coletiva, as Partes considerarão a adoção de medidas oportunas e adequadas para enfrentar tal situação. Essas medidas serão de caráter temporário e deverão basear-se nos melhores dados científicos disponíveis.

ARTIGO V REUNIÕES DAS PARTES

1. Durante os três primeiros anos subsequentes à entrada em vigor desta Convenção, as Partes celebrarão uma reunião ordinária ao menos uma vez por ano para examinar assuntos relativos à aplicação das disposições da Convenção. Posteriormente, as Partes celebrarão uma reunião ordinária ao menos a cada dois anos.

2. Quando julgarem necessário, as Partes também poderão celebrar reuniões extraordinárias. Estas reuniões serão convocadas mediante solicitação de qualquer uma das Partes, sempre que tal solicitação for apoiada pela maioria das Partes.

3. Nas referidas reuniões, as Partes deverão, entre outros:

a. Avaliar o cumprimento das disposições da presente Convenção;

b. Examinar os relatórios e considerar as recomendações do Comitê Consultivo e do Comitê Científico, estabelecidos de acordo com o disposto nos Artigos VII e VIII, sobre a aplicação desta Convenção;

c. Adotar as medidas adicionais de conservação e regulamentação consideradas apropriadas para assegurar a consecução do objetivo da Convenção. Se as Partes julgarem necessário, estas medidas poderão ser incorporadas em um anexo da presente Convenção;

d. Considerar, e, se for o caso, adotar emendas a esta Convenção, de acordo com o disposto no Artigo XXIV;

e. Examinar os informes de atividades e sobre assuntos financeiros que apresente o Secretariado, se este for criado.

4. Em sua primeira reunião, as Partes deverão adotar as regras de procedimento aplicáveis às reuniões das Partes, bem como aquelas do Comitê Consultivo e do Comitê Científico, e examinarão outros assuntos relativos a esses Comitês.

5. As decisões das reuniões das Partes deverão ser adotadas por consenso.

6. As Partes poderão convidar para participar de suas reuniões e das atividades a que se refere esta Convenção, na qualidade de observadores, outros Estados interessados e as organizações internacionais pertinentes, bem como o setor privado, o setor produtivo, instituições científicas e organizações não-governamentais de reconhecida experiência em assuntos relacionados à Convenção.

ARTIGO VI SECRETARIADO

1. Em sua primeira reunião, as Partes considerarão a criação de um Secretariado, com as seguintes funções:

a. Prestar assistência para a convocatória e a organização das reuniões a que se refere o Artigo V;

b. Receber das Partes os relatórios anuais a que se refere o Artigo XI e colocá-los à disposição das demais Partes e dos Comitês Consultivo e Científico;

c. Publicar e difundir as recomendações e decisões adotadas nas reuniões das Partes, de acordo com as regras de procedimento que as mesmas adotem;

d. Difundir e promover o intercâmbio de informações e de material educativo sobre os esforços desenvolvidos pelas Partes, com a finalidade de aumentar a consciência pública para a necessidade de proteger e conservar as tartarugas marinhas e seus habitats, simultaneamente com a manutenção da rentabilidade econômica das diferentes operações de pesca artesanal, comercial e de subsistência, assim como, por outro lado, a utilização sustentável dos recursos pesqueiros.

Estas informações dizem respeito, entre outros, a:

i) atividades de educação ambiental e de participação das comunidades locais;

ii) resultados de pesquisas relacionadas à proteção e à conservação das tartarugas marinhas e de seus habitats e aos efeitos sócio-econômicos e ambientais das medidas adotadas no âmbito da presente Convenção;

e. Incentivar a procura de recursos econômicos e técnicos que permitam a realização de pesquisas e a implementação das medidas adotadas no âmbito desta Convenção;

f. Desempenhar as demais funções que lhe forem atribuídas pelas Partes.

2. Ao decidir sobre o assunto, as Partes considerarão a possibilidade de designar o Secretariado dentre as organizações internacionais competentes que estiverem dispostas e aptas a desempenhar as funções previstas neste Artigo. As Partes deverão definir os mecanismos de financiamento necessários para que o Secretariado possa desempenhar suas funções.

ARTIGO VII COMITÊ CONSULTIVO

1. Na sua primeira reunião, as Partes criarão um Comitê Consultivo de Peritos, daqui em diante “o Comitê Consultivo”, que deverá ser composto como segue:

a. Cada Parte poderá designar um representante, que poderá fazer-se acompanhar de assessores nas reuniões;

b. As Partes também designarão, por consenso, três representantes de reconhecida experiência nos assuntos que constituem matéria desta Convenção, de cada um dos seguintes setores:

- i) Comunidade científica;
- ii) Setor privado e setor produtivo;
- iii) Organizações não-governamentais.

2. As funções do Comitê Consultivo serão as seguintes:

a. Revisar e analisar os relatórios a que se refere o Artigo XI, bem como qualquer outra informação relacionada à proteção e à conservação das populações de tartarugas marinhas e de seus habitats;

b. Solicitar de qualquer Parte informações adicionais e pertinentes com relação à implementação das medidas previstas nesta Convenção ou adotadas em conformidade com as disposições nela contidas;

c. Examinar relatórios relativos ao impacto ambiental, sócio-econômico e cultural sobre as comunidades afetadas pela aplicação das medidas previstas nesta Convenção ou adotadas em conformidade com as disposições nela contidas;

d. Avaliar a eficácia das diferentes medidas propostas para reduzir a captura e a mortalidade acidental de tartarugas marinhas, bem como a eficiência de diferentes modelos de dispositivos de escape para tartarugas (DETs);

- e. Apresentar às Partes um relatório sobre seu trabalho, incluindo, quando apropriado, recomendações de medidas adicionais de conservação e regulamentação para promover os objetivos da Convenção;
 - f. Examinar os relatórios do Comitê Científico;
 - g. Desempenhar as demais funções que lhe forem atribuídas pelas Partes.
3. O Comitê Consultivo reunir-se-á ao menos uma vez por ano, durante os três primeiros anos transcorridos a partir da entrada em vigor da Convenção. Daí em diante reunir-se-á segundo o acordado entre as Partes.
4. As Partes poderão criar grupos de peritos para assessorar o Comitê Consultivo.

ARTIGO VIII COMITÊ CIENTÍFICO

1. Em sua primeira reunião, as Partes criarão um Comitê Científico, que será composto por representantes por elas designados e que se reunirá, de preferência, antes das reuniões do Comitê Consultivo.
2. As funções do Comitê Científico serão:
- a. Examinar relatórios de pesquisas sobre as tartarugas marinhas, objeto da presente Convenção, incluindo pesquisas sobre sua biologia e sobre a dinâmica de suas populações e, se for caso, realizá-las;
 - b. Avaliar o impacto ambiental sobre as tartarugas marinhas e seus habitats resultante de atividades como operações de pesca e de exploração de recursos marinhos, desenvolvimento costeiro, dragagem, contaminação, assoreamento de estuários e deterioração de recifes, entre outras, bem como o impacto eventualmente resultante de atividades realizadas como exceções às medidas contempladas na presente Convenção;
 - c. Analisar os relatórios de pesquisas pertinentes realizadas pelas Partes;
 - d. Formular recomendações sobre a proteção e a conservação das tartarugas marinhas, e de seus habitats;
 - e. Formular recomendações em matéria científica e técnica, a pedido de qualquer uma das Partes, sobre temas que estejam especificamente relacionados à Convenção;
 - f. Desempenhar as demais funções de caráter científico que lhe forem atribuídas pelas Partes.

**ARTIGO IX
PROGRAMAS DE ACOMPANHAMENTO**

1. Durante o ano seguinte à entrada em vigor da presente Convenção, cada Parte estabelecerá, dentro de seu território e das zonas marítimas submetidas a sua soberania, direitos de soberania ou jurisdição, um programa para assegurar o acompanhamento da aplicação das medidas de proteção e de conservação das tartarugas marinhas e de seus habitats, previstas nesta Convenção ou adotadas de acordo com suas disposições.
2. O Programa referido no parágrafo anterior incluirá, se for o caso, mecanismos e arranjos para a participação de observadores, designados por qualquer uma das Partes ou mediante acordo entre estas, nas atividades de acompanhamento.
3. Na execução do programa, cada Parte poderá agir com o apoio ou a cooperação de outros Estados interessados e de organizações internacionais pertinentes, bem como de organizações não-governamentais.

**ARTIGO X
CUMPRIMENTO**

Cada Parte assegurará, dentro de seu território e das zonas marítimas submetidas a sua soberania, direitos de soberania ou jurisdição, o efetivo cumprimento das medidas para a proteção e a conservação da tartaruga marinha e de seus habitats, previstas na presente Convenção ou adotadas de acordo com suas disposições.

**ARTIGO XI
RELATÓRIOS ANUAIS**

1. Cada Parte preparará um relatório anual, segundo as disposições do Anexo IV, sobre os programas que adotou para proteger e conservar as tartarugas marinhas e seus habitats, bem como sobre qualquer programa que possa ter adotado relativo ao aproveitamento dessas espécies, de acordo com o artigo IV, 3.
2. Cada Parte, diretamente ou por meio do Secretariado, se este for criado, facilitará seu relatório anual às demais Partes, ao Comitê Consultivo e ao Comitê Científico, pelo menos trinta dias antes da reunião ordinária subsequente, e o colocará igualmente à disposição de outros Estados ou entidades interessadas que o solicitem.

ARTIGO XII COOPERAÇÃO INTERNACIONAL

1. As Partes promoverão ações bilaterais e multilaterais de cooperação para atingir o objetivo da presente Convenção, e, quando julgarem apropriado, procurarão obter o apoio das organizações internacionais pertinentes.
2. Estas ações poderão incluir o aperfeiçoamento de assessores e educadores; o intercâmbio e o aperfeiçoamento de técnicos, administradores e pesquisadores de tartarugas marinhas; o intercâmbio de informação científica e de material educativo; o desenvolvimento de programas conjuntos de pesquisa, estudos, seminários e grupos de trabalho, bem como outras atividades acordadas entre as Partes.
3. As Partes cooperarão no desenvolvimento e na facilitação do acesso no que se refere à informação e ao aperfeiçoamento do uso e da transferência de tecnologias ecologicamente sustentáveis e coerentes com o objetivo da presente Convenção. As Partes deverão igualmente desenvolver capacitação científica e tecnológica endógena.
4. As Partes promoverão a cooperação internacional no desenvolvimento e no aprimoramento de técnicas e artes de pesca, levando em conta as condições específicas de cada região, com a finalidade de manter a produtividade das atividades pesqueiras comerciais e de assegurar a proteção, a conservação e a recuperação das populações de tartarugas marinhas.
5. As ações de cooperação compreenderão o fornecimento de assistência, incluindo assistência técnica, às Partes que sejam Estados em vias de desenvolvimento, com a finalidade de ajudá-las a cumprir suas obrigações segundo os termos da presente Convenção.

ARTIGO XIII RECURSOS FINANCEIROS

1. Em sua primeira reunião, as Partes examinarão a necessidade e a possibilidade de contar com recursos financeiros, inclusive pela constituição de um fundo especial, destinado a fins como os seguintes:
 - a. Financiar os gastos que puderem advir da eventual criação do Secretariado, conforme o disposto no Artigo VI;
 - b. Auxiliar as Partes que são Estados em vias de desenvolvimento no cumprimento das obrigações que emanam da presente Convenção, incluindo o acesso à tecnologia mais adequada.

ARTIGO XIV COORDENAÇÃO

As Partes procurarão coordenar suas atividades no âmbito da presente Convenção com as organizações internacionais pertinentes, sejam elas globais, regionais ou sub-regionais.

ARTIGO XV MEDIDAS COMERCIAIS

1. No cumprimento da presente Convenção, as Partes agirão conforme as disposições do Acordo que estabeleceu a Organização Mundial do Comércio, tal como adotado em Marrakesh, em 1994, incluindo seus Anexos.
2. Em particular, as Partes deverão observar, com relação à matéria, objeto da presente Convenção, as disposições do Acordo sobre Barreiras Técnicas ao Comércio, contidas no Anexo I ao Acordo que estabeleceu a Organização Mundial do Comércio, bem como o Artigo XI do Acordo Geral sobre Tarifas Aduaneiras e Comércio, de 1994 (GATT 1994).
3. As Partes se esforçarão no sentido de facilitar o comércio de peixe e de produtos pesqueiros a que se refere a presente Convenção, de acordo com suas obrigações internacionais.

ARTIGO XVI SOLUÇÃO DE CONTROVÉRSIAS

1. Qualquer uma das Partes poderá propor consultas a outra ou outras Partes sobre qualquer controvérsia relativa à interpretação ou à aplicação das disposições da presente Convenção, a fim de chegar, o quanto antes, a uma solução satisfatória para todas as Partes da controvérsia.
2. Se a controvérsia não se resolver por meio destas consultas num prazo razoável, as Partes envolvidas procederão a consultas recíprocas o mais rapidamente possível com a finalidade de solucionar a controvérsia mediante o recurso a qualquer procedimento pacífico que escolherem, de acordo com o Direito Internacional, inclusive, se for o caso, os procedimentos previstos na Convenção das Nações Unidas sobre o Direito do Mar.

**ARTIGOXVII
DIREITOS DAS PARTES**

1. Nenhuma disposição da presente Convenção poderá ser interpretada de modo a prejudicar ou diminuir a soberania, os direitos de soberania ou a jurisdição exercidos pelas Partes, de acordo com o Direito Internacional.
2. Nenhuma disposição da presente Convenção, nem medidas ou atividades levadas a efeito na aplicação desta, poderão ser interpretadas de modo a permitir que uma Parte reivindique ou exerça soberania, direitos de soberania ou jurisdição em violação do Direito Internacional.

**ARTIGOXVIII
IMPLEMENTAÇÃO A NÍVEL NACIONAL**

Cada Parte adotará medidas em sua legislação nacional a fim de implementar as disposições da presente Convenção ou aquelas adotadas de acordo esta e assegurar seu efetivo cumprimento por meio de políticas, planos e programas para a proteção e a conservação da tartaruga marinha e de seus habitats.

**ARTIGOXIX
ESTADOS NÃO-PARTES**

1. As Partes encorajarão:
 - a. Qualquer Estado elegível a tornar-se Parte da presente Convenção;
 - b. Qualquer outro Estado a tornar-se Parte de um Protocolo Complementar, tal como previsto no Artigo XX.
2. As Partes deverão também estimular os Estados Não-Partes da presente Convenção a adotar leis e regulamentos coerentes com as disposições desta Convenção.

**ARTIGO XX
PROTOCOLOS COMPLEMENTARES**

Com a finalidade de promover a proteção e a conservação das espécies de tartarugas marinhas fora da área da Convenção onde essas espécies também existam, as Partes deveriam negociar com Estados que não podem ser Partes desta Convenção um Protocolo ou Protocolos Complementares, em coerência com o objetivo da presente Convenção, que estarão abertos à participação de todos os Estados interessados.

**ARTIGO XXI
ASSINATURA E RATIFICAÇÃO**

1. A presente Convenção permanecerá aberta à assinatura por parte dos Estados no continente americano, em Caracas, Venezuela, a partir de 1º de dezembro de 1996 até 31 de dezembro de 1998.
2. A Convenção está sujeita à ratificação pelos Estados signatários, de acordo com suas leis e procedimentos nacionais. Os instrumentos de ratificação serão depositados junto ao Governo da Venezuela, que será o Depositário da Convenção.

**ARTIGO XXII
ENTRADA EM VIGOR E ADESÃO**

1. A presente Convenção entrará em vigor noventa dias após a data em que o oitavo instrumento de ratificação tiver sido depositado.
2. Depois de sua entrada em vigor, a Convenção ficará aberta à adesão por parte de qualquer outro Estado do continente americano. A Convenção entrará em vigor para os referidos Estados na data em que o instrumento de adesão for entregue ao Depositário.

**ARTIGO XXIII
RESERVAS**

A assinatura e ratificação da presente Convenção ou a adesão a esta não poderão sujeitar-se a qualquer reserva.

**ARTIGO XXIV
EMENDAS**

1. Qualquer Parte poderá propor uma emenda à presente Convenção mediante a entrega ao Depositário do texto da emenda proposta, ao menos sessenta dias antes da subsequente reunião das Partes. O Depositário deverá enviar, tão logo possível, a todas as Partes qualquer emenda proposta.

2. As emendas à Convenção, adotadas de acordo com as disposições do artigo V, parágrafo 5, entrarão em vigor uma vez que o Depositário tenha recebido os instrumentos de ratificação de todas as Partes.

ARTIGO XXV DENÚNCIA

Qualquer Parte poderá denunciar a presente Convenção mediante notificação escrita enviada ao Depositário, em qualquer momento depois de doze meses transcorridos da data de entrada em vigor da Convenção para essa Parte. O Depositário informará as demais Partes da denúncia dentro de trinta dias a contar de seu recebimento. A denúncia será efetiva seis meses após sua notificação ao Depositário.

ARTIGO XXVI CONDIÇÃO DOS ANEXOS

1. Os Anexos à presente Convenção constituem parte integrante desta. Quando se faz referência à Convenção faz-se também referência a seus Anexos.
2. A menos que as Partes decidam de outra forma, os Anexos à presente Convenção podem ser emendados por consenso em qualquer reunião das Partes. Salvo acordo em contrário, as emendas aos Anexos entrarão em vigor para todas as Partes um ano após sua adoção.

ARTIGO XXVII TEXTOS AUTÊNTICOS E CÓPIAS CERTIFICADAS

1. Os textos em espanhol, francês, inglês e português desta Convenção são igualmente autênticos.
2. Os originais da presente Convenção serão entregues ao Governo da Venezuela, que enviará cópias certificadas destes aos Estados signatários e às Partes, bem como ao Secretário-Geral das Nações Unidas, para registro e publicação, de acordo com o Artigo 102 da Carta das Nações Unidas.

EM TESTEMUNHO DO QUE, os plenipotenciários abaixo assinados, devidamente autorizados pelos respectivos Governos, assinaram a presente Convenção.

FEITO EM CARACAS, VENEZUELA, em 1 de dezembro de 1996.

ANEXO I
TARTARUGAS MARINHAS¹

1. *Caretta caretta* (Linnaeus, 1758).
Tortuga caguama, cabezuda, cahuama (espanhol)
Loggerhead turtle (inglês)
Tortue caouanne (francês)
Cabeçuda mestiça (português)

2. *Chelonia mydas* (Linnaeus, 1758), incluindo as populações desta espécie no Pacífico Oriental ou Americano, classificadas alternativamente por especialistas como *Chelonia mydas agassizii* (Carr, 1952), ou como *Chelonia agassizii* (Bocourt, 1868).
Tortuga blanca, aruana, verde (espanhol)
Green sea turtle (inglês)
Tortue verte (francês)
Tartaruga verde (português)
Soepschildpad krapé
Nomes comuns alternativos no Pacífico Oriental:
Tortuga prieta (espanhol)
East Pacific green turtle, black turtle (inglês)
Tortue verte du Pacifique est (francês).

3. *Dermochelys coriacea* (Vandelli, 1761)
Tortuga laúd, gigante, de cuero (espanhol)
Leatherback turtle (inglês)
Tortue luth (francês)
Tartaruga gigante, de couro (português)
Lederschildpad, aitkanti.

4. *Eretmochelys imbricata* (Linnaeus, 1766).
Tortuga del carey (espanhol)
Hawksbill sea turtle (inglês)
Tortue caret (francês)
Tartaruga de pente (português)
Karéi.

5. *Lepidochelis kempii* (Garman, 1880)
Tortuga lora (espanhol)
Kemp's ridley turtle (inglês)
Tortue de Kemp (francês).

¹ Devido à existência de uma grande variedade de nomes comuns, inclusive no mesmo país, a presente relação dos mesmos não é exaustiva.

6. *Lepidochelis olivacea* (Eschscholtz, 1829)
Tortuga golfina (espanhol)
Olive ridley turtle (inglês)
Tortue olivâtre (francês)
Tartaruga oliva (português)
Warana.

ANEXO II
PROTEÇÃO E CONSERVAÇÃO DOS HABITATS DAS TARTARUGAS
MARINHAS

Cada Parte considerará, e, se necessário, poderá adotar, segundo suas leis, regulamentos, políticas, planos e programas, medidas para proteger e conservar, dentro de seu território e nas áreas marítimas com relação às quais exerça soberania, direitos de soberania ou jurisdição, os habitats das tartarugas marinhas, tais como:

1. Requerer estudos de impacto ambiental das atividades relativas a desenvolvimentos costeiros e marinhos que possam afetar os habitats das tartarugas marinhas, incluindo: dragagem de canais e estuários; construção de muros de contenção, molhes e marinas; extração de materiais; instalações aquícolas; estabelecimento de instalações industriais; uso de recifes; depósitos de materiais de dragagens e de dejetos, bem como outras atividades relacionadas.
2. Ordenar, e, se necessário, regulamentar o uso das praias e das dunas costeiras com relação à localização e às características das edificações, ao uso de iluminação artificial e ao tráfego de veículos em áreas de nidificação.
3. Estabelecer áreas protegidas e adotar outras medidas para regulamentar o uso de áreas de nidificação ou de distribuição freqüente de tartarugas marinhas, incluindo as defesas permanentes ou temporárias, a adequação das artes da pesca e, na medida do possível, restrições ao tráfego de embarcações.

ANEXO III
USO DE DISPOSITIVOS DE ESCAPE PARA TARTARUGAS

1. Entende-se por “embarcação camaroneira de arrasto” qualquer embarcação utilizada para a captura de espécies de camarão por meio de redes de arrasto.
2. Entende-se por “dispositivo de escape para tartarugas”, ou “DET”, o mecanismo cujo objetivo principal é aumentar a seletividade das redes camaroneiras de arrasto para diminuir a captura acidental de tartarugas marinhas nas operações de pesca de arrasto de camarão.
3. Cada Parte deverá exigir o uso dos dispositivos de escape para tartarugas (DETs) recomendados, instalados adequadamente e em funcionamento, em todas as embarcações camaroneiras de arrasto sob sua jurisdição que operem dentro da área da Convenção.
4. Cada Parte poderá permitir, com base nos melhores dados científicos disponíveis, exceções ao uso do DET, tal como se estabelece no parágrafo 3, somente nos casos descritos a seguir:
 - a. Embarcações camaroneiras de arrasto cujas redes sejam recuperadas exclusivamente por meios manuais em vez de mecânicos, e para as embarcações camaroneiras para cujas redes de arrasto não se hajam desenvolvido dispositivos de escape para tartarugas (DETs). Nestes casos, a Parte deverá adotar outras medidas para diminuir a mortalidade acidental de tartarugas marinhas, tais como a limitação do tempo de arrasto e a instituição de defesa de temporada e de zonas de pesca em áreas de distribuição de tartarugas marinhas, igualmente eficazes e que não prejudiquem os esforços em prol do objetivo da presente Convenção;
 - b. Embarcações camaroneiras de arrasto:
 - i. Que utilizem exclusivamente redes de arrasto que comprovadamente não representem risco de morte acidental para as tartarugas marinhas;
 - ii. Que operem sob condições nas quais não haja possibilidade de interação com as tartarugas marinhas, levando-se em conta que a Parte que aplicar esta exceção deverá proporcionar às outras Partes, diretamente ou através do Secretariado, se este for criado, evidência científica documentada que demonstre que tal risco ou probabilidade inexistem;
 - c. Embarcações camaroneiras de arrasto que realizem pesquisas científicas no âmbito de um programa aprovado pela Parte, e
 - d. Locais onde a presença de algas, sargaços, detritos ou outras condições especiais, temporárias ou permanentes, tornem impraticável o uso de DETs numa área específica, sempre e quando:
 - i. A Parte que permita esta exceção adote outras medidas para proteger as tartarugas marinhas que se encontrem na área em questão, como, por exemplo, limites ao tempo de arrasto;

ii. Somente em situações extraordinárias de emergência, de caráter temporário, qualquer uma das Partes poderá aplicar exceções a mais do que um pequeno número de embarcações sob sua jurisdição, as quais, em outras circunstâncias, teriam de usar os DETs, de acordo com o presente Anexo; e

iii. A Parte que permita esta exceção deverá proporcionar às outras Partes, diretamente ou por meio do Secretariado, se este for criado, a informação referente às condições especiais e ao número de embarcações camaroneiras de arrasto que se encontrarem operando na área em questão.

5. Qualquer uma das Partes poderá tecer comentários sobre a informação proporcionada por qualquer outra Parte segundo o parágrafo 4. Quando apropriado, as Partes buscarão a orientação do Comitê Consultivo e do Comitê Científico para solucionar diferenças de pontos de vista. Se o Comitê Consultivo assim recomendar e as Partes assim acordarem, a Parte que tiver permitido uma exceção, nos termos do parágrafo 4, reconsiderará a manutenção ou a ampliação da referida exceção.

6. As Partes poderão, por consenso, aprovar outras exceções ao requisito do uso de DETs como estabelecido no parágrafo 3, com base nos melhores dados científicos disponíveis e com base nas recomendações dos Comitês Consultivo e Científico, para levar em conta circunstâncias que exigirem consideração especial, sempre que tais exceções não prejudicarem os esforços em prol do objetivo da presente Convenção.

7. Para os efeitos da presente Convenção:

a. Os DETs recomendados serão aqueles que as Partes determinarem, com a assessoria dos Comitês Consultivo e Científico, para reduzir, ao máximo possível, a captura accidental de tartarugas marinhas nas operações de arrasto de camarão;

b. Em sua primeira reunião, as Partes elaborarão uma relação inicial de DETs recomendados, que poderá ser modificada nas reuniões subsequentes;

c. Até que se realize a primeira reunião das Partes, cada Parte determinará, de acordo com suas leis e regulamentos, os DETs cujo uso exigiránas embarcações camaroneiras de arrasto sob sua jurisdição, a fim de reduzir, ao máximo possível, a captura accidental de tartarugas marinhas nas operações de pesca camaroneira de arrasto, com base em consultas com as demais Partes;

8. Por solicitação de qualquer Parte, do Comitê Consultivo ou do Comitê Científico, cada Parte deverá fornecer, diretamente ou por intermédio do Secretariado, se este for criado, a informação científica pertinente para a consecução do objetivo da presente Convenção.

ANEXO IV
RELATÓRIOS ANUAIS

Os relatórios anuais a que se refere o Artigo XI.1 incluirão:

- a. Uma descrição geral do programa a proteção e conservação de tartarugas marinhas e de seus habitats, incluindo qualquer lei ou regulamento adotado para lograr o objetivo da Convenção;
- b. Qualquer nova lei ou regulamento pertinentes adotados durante o ano precedente;
- c. Uma síntese das ações empreendidas e dos resultados destas, quanto à implementação das medidas de proteção e de conservação das tartarugas marinhas e de seus habitats, tais como estações para proteção e conservação de tartarugas marinhas, melhoramento e desenvolvimento de novas artes de pesca para diminuir a captura e a mortalidade acidentais de tartarugas marinhas; pesquisa científica, incluindo marcação, migrações, repovoamento; educação ambiental, programas de manejo e estabelecimento de zonas de reserva, atividades de cooperação com outras Partes e quaisquer ações no sentido da consecução do objetivo da Convenção;
- d. Uma síntese das ações realizadas para assegurar o cumprimento de suas leis e regulamentos, incluindo as sanções impostas nos casos de infração;
- e. Uma descrição pormenorizada das exceções implementadas, de acordo com a Convenção, durante o ano precedente, incluindo as medidas de acompanhamento e de mitigação relacionadas a tais exceções e, em particular, informação pertinente sobre o número de tartarugas, ninhos e ovos afetados e sobre as áreas dos habitats atingidos pela implementação das referidas exceções;
- f. Qualquer outra informação que a Parte julgar pertinente.

[SPANISH TEXT — TEXTE ESPAGNOL]

**CONVENCIÓN INTERAMERICANA
PARA LA PROTECCIÓN Y CONSERVACIÓN
DE LAS TORTUGAS MARINAS**

PREÁMBULO

Las Partes en esta Convención:

Reconociendo los derechos y deberes de los Estados establecidos por el derecho internacional, tal como se reflejan en la Convención de las Naciones Unidas sobre el Derecho del Mar de 10 del diciembre de 1982, con respecto a la conservación y ordenación de los recursos marinos vivos;

Inspirados en los principios contenidos en la Declaración de Río de 1992 sobre el Medio Ambiente y el Desarrollo;

Considerando los principios y recomendaciones contenidos en el Código de Conducta para la Pesca Responsable, adoptado por la Conferencia de la Organización de las Naciones Unidas para la Agricultura y la Alimentación (FAO), en su 28a. Sesión de 1995 .

Recordando que en el Programa 21, adoptado en 1992 por la Conferencia de las Naciones Unidas sobre el Medio Ambiente y el Desarrollo, se reconoce la necesidad de proteger y recuperar las especies marinas en peligro y conservar sus hábitats;

Entendiendo que, de acuerdo a los datos científicos más fidedignos disponibles, especies de tortugas marinas en el continente americano se encuentran amenazadas o en peligro, y que algunas de esas especies pueden afrontar un riesgo inminente de extinción;

Convencidos de la importancia de que los Estados de este continente adopten un acuerdo para afrontar tal situación mediante un instrumento que, al mismo tiempo, facilite la participación de Estados de otras regiones interesados en la protección y conservación de las tortugas marinas a nivel mundial, teniendo en cuenta el amplio patrón migratorio de esas especies;

Reconociendo que las tortugas marinas están sujetas a captura, daño o mortalidad como consecuencia directa o indirecta de actividades humanas;

Considerando que las medidas de ordenación de la zona costera son indispensables para proteger las poblaciones de tortugas marinas y sus hábitats;

Conscientes de las particularidades ambientales, socioeconómicas y culturales de los Estados del continente americano;

Reconociendo que las tortugas marinas migran a través de extensas áreas marinas y que su protección y conservación requieren la cooperación y coordinación entre los Estados dentro del área de distribución de tales especies;

Reconociendo también los programas y acciones que actualmente llevan a cabo algunos Estados para la protección y conservación de las tortugas marinas y de sus hábitats;

Deseando establecer, a través de esta Convención, las medidas apropiadas para la protección y conservación de las especies de tortugas marinas y de sus hábitats a lo largo de su área de distribución en el continente americano;

Han acordado lo siguiente:

ARTÍCULO I TÉRMINOS EMPLEADOS

Para los propósitos de esta Convención:

1. Por "tortuga marina" se entiende cualquiera de las especies enumeradas en el Anexo I.
2. Por "hábitat de tortugas marinas" se entiende todos los ambientes acuáticos y terrestres utilizados por ellas durante cualquier etapa de su ciclo de vida.
3. Por "Partes" se entiende los Estados que hayan consentido en obligarse por esta Convención y respecto de los cuales la Convención esté en vigor.
4. Por "Estados en el continente americano" se entiende los Estados de América Septentrional, Central y Meridional y del Mar Caribe, así como otros Estados que tienen en esta región territorios continentales o insulares.

ARTÍCULO II OBJETIVO

El objetivo de esta Convención es promover la protección, conservación y recuperación de las poblaciones de tortugas marinas y de los hábitats de los cuales dependen, basándose en los datos científicos más fidedignos disponibles y considerando las características ambientales, socioeconómicas y culturales de las Partes.

ARTÍCULO III AREA DE APLICACIÓN DE LA CONVENCION

El área de aplicación de esta Convención, en adelante "el área de la Convención", abarca el territorio terrestre de cada una de las Partes en el continente americano, así como las áreas marítimas del Océano Atlántico, el Mar Caribe y el Océano Pacífico, respecto a los cuales cada una de las Partes ejerce soberanía, derechos de soberanía o jurisdicción sobre los recursos marinos vivos, de acuerdo con el derecho internacional, tal como se refleja en la Convención de las Naciones Unidas sobre el Derecho del Mar.

ARTÍCULO IV MEDIDAS

1. Cada Parte tomará las medidas apropiadas y necesarias, de conformidad con el derecho internacional y sobre la base de los datos científicos más fidedignos disponibles, para la protección, conservación y recuperación de las poblaciones de tortugas marinas y de sus hábitats:
 - a. En su territorio terrestre y en las áreas marítimas respecto a las cuales ejerce soberanía, derechos de soberanía o jurisdicción, comprendidos en el área de la Convención;
 - b. Sin perjuicio de lo dispuesto en el Artículo III, en áreas de alta mar, con respecto a las embarcaciones autorizadas a enarbolar su pabellón.
2. Tales medidas comprenderán:
 - a. La prohibición de la captura, retención o muerte intencionales de las tortugas marinas, así como del comercio doméstico de las mismas, de sus huevos, partes o productos;
 - b. El cumplimiento de las obligaciones establecidas en la Convención sobre el Comercio Internacional de Especies Amenazadas de Fauna y Flora Silvestres (CITES) en lo relativo a tortugas marinas, sus huevos, partes o productos.
 - c. En la medida de lo posible, la restricción de las actividades humanas que puedan afectar gravemente a las tortugas marinas, sobre todo durante los períodos de reproducción, incubación y migración;
 - d. La protección, conservación y, según proceda, la restauración del hábitat y de los lugares de desove de las tortugas marinas, así como el establecimiento de las limitaciones que sean necesarias en cuanto a la utilización de esas zonas mediante, entre otras cosas, la designación de áreas protegidas, tal como está previsto en el Anexo II;
 - e. El fomento de la investigación científica relacionada con las tortugas marinas, con sus hábitats y con otros aspectos pertinentes, que genere información fidedigna y útil para la adopción de las medidas referidas en este Artículo;

f. La promoción de esfuerzos para mejorar las poblaciones de tortugas marinas, incluida la investigación sobre su reproducción experimental, cría y reintroducción en sus hábitats con el fin de determinar la factibilidad de estas prácticas para aumentar las poblaciones, evitando ponerlas en riesgo;

g. La promoción de la educación ambiental y la difusión de información, con miras a estimular la participación de las instituciones gubernamentales, organizaciones no gubernamentales y del público en general en cada Estado, en particular de las comunidades involucradas en la protección, conservación y recuperación de las poblaciones de tortugas marinas y de sus hábitats;

h. La reducción al mínimo posible de la captura, retención, daño o muerte incidentales de las tortugas marinas durante las actividades pesqueras, mediante la regulación apropiada de esas actividades, así como el desarrollo, mejoramiento y utilización de artes, dispositivos o técnicas apropiados, incluidos los dispositivos excluidores de tortugas (DETs) de conformidad con lo dispuesto en el Anexo III, y la correspondiente capacitación, de acuerdo con el principio del uso sostenible de los recursos pesqueros;

i. Cualquier otra medida, conforme con el derecho internacional, que las Partes juzguen pertinente para lograr el objetivo de esta Convención.

3. Con respecto a tales medidas:

a. Cada una de las Partes podrá permitir excepciones al inciso 2(a) para satisfacer necesidades económicas de subsistencia de comunidades tradicionales, teniendo en cuenta las recomendaciones del Comité Consultivo establecido de conformidad con el Artículo VII, siempre y cuando dichas excepciones no menoscaben los esfuerzos para lograr el objetivo de la presente Convención. Al hacer tales recomendaciones, el Comité Consultivo considerará, entre otras cosas, el estado de las poblaciones de las tortugas marinas en cuestión, el punto de vista de cualquiera de las Partes en relación a dichas poblaciones, los impactos sobre tales poblaciones a nivel regional, y los métodos usados para el aprovechamiento de huevos o tortugas marinas para cubrir dichas necesidades;

b. La Parte que permite dicha excepción deberá:

i) establecer un programa de manejo que incluya límites en los niveles de captura intencional;

ii) incluir en su informe anual, a que se refiere el Artículo XI, la información relativa a dicho programa de manejo.

c. Las Partes podrán establecer, por acuerdo entre ellas, planes de manejo de alcance bilateral, subregional o regional;

d. Las Partes podrán, por consenso, aprobar las excepciones a las medidas establecidas en los incisos (c) al (i) del párrafo 2, cuando circunstancias especiales así lo requieran, siempre y cuando dichas excepciones no menoscaben los esfuerzos para lograr el objetivo de la presente Convención.

4. Cuando se identifique una situación de emergencia que menoscabe el logro de el objetivo de esta Convención y que requiera una acción colectiva, las Partes considerarán la adopción de medidas oportunas y adecuadas para hacer frente a esa situación. Esas medidas serán de carácter temporal y deberán basarse en los datos científicos más fidedignos disponibles.

ARTÍCULO V REUNIONES DE LAS PARTES

1. Durante los 3 primeros años siguientes a la entrada en vigor de esta Convención, las Partes celebrarán una reunión ordinaria al menos una vez al año para considerar asuntos relativos a la aplicación de las disposiciones de la Convención. Posteriormente, las Partes celebrarán una reunión ordinaria al menos una vez cada 2 años.

2. Las Partes podrán celebrar también reuniones extraordinarias cuando lo estimen necesario. Tales reuniones serán convocadas a petición de cualquiera de las Partes, siempre que la petición sea apoyada por la mayoría de ellas.

3. En tales reuniones las Partes deberán, entre otros:

a. Evaluar la aplicación de las disposiciones de la presente Convención;

b. Examinar los informes y considerar las recomendaciones del Comité Consultivo y del Comité Científico, establecidos de conformidad con los Artículos VII y VIII, sobre la aplicación de esta Convención;

c. Adoptar las medidas adicionales de conservación y ordenación que se consideren apropiadas para lograr el objetivo de la Convención. Si las Partes lo estimasen necesario, esas medidas podrán ser incorporadas en un anexo de la presente Convención;

d. Considerar y, en su caso, adoptar enmiendas a esta Convención de conformidad con el Artículo XXIV;

e. Examinar los informes de actividades y sobre asuntos financieros que presente el Secretariado, si éste fuera establecido.

4. En su primera reunión las Partes deberán adoptar las reglas de procedimiento aplicables a las reuniones de las Partes, así como a las del Comité Consultivo y del Comité Científico y considerarán otros asuntos relativos a estos Comités.

5. Las decisiones de las reuniones de las Partes deberán ser adoptadas por consenso.

6. Las Partes podrán invitar a participar en sus reuniones, con carácter de observador, y en las actividades a que se refiere esta Convención a otros Estados interesados y a las organizaciones internacionales pertinentes, así como al sector privado y al sector productivo, y a las instituciones científicas y organizaciones no gubernamentales de reconocida experiencia en asuntos relacionados con la Convención.

ARTÍCULO VI SECRETARIADO

1. En su primera reunión, las Partes considerarán el establecimiento de un Secretariado con las siguientes funciones:

a. Prestar asistencia para la convocatoria y organización de las reuniones a que se refiere el Artículo V;

b. Recibir de las Partes los informes anuales a que se refiere el Artículo XI, y ponerlos a disposición de las demás Partes y de los Comités Consultivo y Científico;

c. Publicar y difundir las recomendaciones y decisiones adoptadas en las reuniones de las Partes, de conformidad con las reglas de procedimiento que las mismas adopten;

d. Difundir y promover el intercambio de informaciones y materiales educativos sobre los esfuerzos desarrollados por las Partes, con el objeto de incrementar la conciencia pública sobre la necesidad de proteger y conservar las tortugas marinas y sus hábitats, simultáneamente con el mantenimiento de la rentabilidad económica de las diversas operaciones de pesca artesanal, comercial y de subsistencia y, por otro lado, el uso sostenible de los recursos pesqueros. Esta información se referirá, entre otras cosas a:

i) las actividades de educación ambiental y la participación de comunidades locales;

ii) los resultados de investigaciones relacionadas con la protección y conservación de las tortugas marinas y sus hábitats y con los efectos socioeconómicos y ambientales de las medidas adoptadas en el marco de esta Convención;

e. Impulsar la búsqueda de recursos económicos y técnicos que permitan la realización de investigaciones y la implementación de las medidas adoptadas en el marco de esta Convención;

f. Desempeñar las demás funciones que le fueren asignadas por las Partes.

2. Al tomar su decisión al respecto, las Partes considerarán la posibilidad de designar el Secretariado entre las organizaciones internacionales competentes que estén dispuestas y en aptitud de desempeñar las funciones previstas en este artículo. Las Partes deberán definir los mecanismos de financiamiento necesarios para que el Secretariado pueda desempeñar sus funciones.

ARTÍCULO VII COMITÉ CONSULTIVO

1. En su primera reunión, las Partes establecerán un Comité Consultivo de Expertos, en adelante "el Comité Consultivo", el cual deberá estar integrado como sigue:

- a. Cada Parte podrá designar un representante, quien podrá ser acompañado a las reuniones por asesores;
- b. Las Partes también designarán, por consenso, tres representantes de reconocida experiencia en los asuntos que son materia de esta Convención provenientes de cada uno de los siguientes sectores:
 - i) Comunidad científica;
 - ii) Sector privado y sector productivo;
 - iii) Organizaciones no gubernamentales.
2. Las funciones del Comité Consultivo serán las siguientes:
 - a. Revisar y analizar los informes a que se refiere el Artículo XI así como cualquier otra información relacionada con la protección y conservación de las poblaciones de tortugas marinas y sus hábitats;
 - b. Solicitar de cualquier Parte informaciones adicionales y pertinentes con respecto a la implementación de las medidas previstas en esta Convención o adoptadas de acuerdo con ella;
 - c. Examinar informes concernientes al impacto ambiental, socioeconómico y cultural en las comunidades afectadas por la aplicación de las medidas previstas en esta Convención o adoptadas de acuerdo con ella;
 - d. Evaluar la eficacia de las diferentes medidas propuestas para reducir la captura y mortalidad incidental de tortugas marinas, así como la eficiencia de diferentes modelos de dispositivos excluidores de tortugas (DETs);
 - e. Presentar a las Partes un informe sobre su trabajo, incluyendo, cuando sea apropiado, recomendaciones relativas a medidas adicionales de conservación y ordenación para promover el objetivo de la Convención;
 - f. Examinar los informes del Comité Científico;
 - g. Desempeñar las demás funciones que le fueren asignadas por las Partes.
3. El Comité Consultivo se reunirá por lo menos una vez al año, durante los 3 primeros años transcurridos desde la entrada en vigor de la Convención. De allí en adelante se reunirá según lo que acuerden las Partes.
4. Las Partes podrán establecer grupos de expertos para asesorar al Comité Consultivo.

ARTÍCULO VIII COMITÉ CIENTÍFICO

1. En su primera reunión las Partes establecerán un Comité Científico, el cual estará integrado por representantes designados por ellas y que se reunirá, de preferencia, previamente a las reuniones del Comité Consultivo.
2. Las funciones del Comité Científico serán las siguientes :
 - a. Examinar informes de investigaciones sobre las tortugas marinas objeto de esta Convención, incluyendo investigaciones sobre su biología y la dinámica de sus poblaciones, y, según proceda, realizarlas;
 - b. Evaluar el impacto ambiental sobre las tortugas marinas y sus hábitats, de actividades tales como las operaciones de pesca y de explotación de los recursos marinos, desarrollo costero, dragado, la contaminación, el azolvamiento de estuarios y el deterioro de arrecifes, entre otras, así como el eventual impacto resultante de las actividades que se realizan como excepciones a las medidas contempladas en esta Convención;
 - c. Analizar los informes de investigaciones relevantes realizadas por las Partes;
 - d. Formular recomendaciones sobre la protección y conservación de las tortugas marinas y de sus hábitats;
 - e. Formular recomendaciones en materia científica y técnica, a petición de cualquiera de las Partes, sobre temas específicamente relacionados con la Convención;
 - f. Desempeñar las demás funciones de carácter científico que le fueren asignadas por las Partes.

ARTÍCULO IX PROGRAMAS DE SEGUIMIENTO

1. Durante el año siguiente a la entrada en vigor de esta Convención, cada Parte establecerá, dentro de su territorio y en las zonas marítimas sometidas a su soberanía, derechos de soberanía o jurisdicción, un programa para asegurar el seguimiento de la aplicación de las medidas de protección y conservación de las tortugas marinas y de sus hábitats, previstas en esta Convención o adoptadas de acuerdo con ella.
2. El programa referido en el párrafo precedente incluirá, según proceda, mecanismos y arreglos para la participación de observadores, designados por cada una de las Partes o por acuerdo entre ellas, en las actividades de seguimiento.

3. En la ejecución del programa, cada Parte podrá actuar con el apoyo o la cooperación de otros Estados interesados y de las organizaciones internacionales pertinentes, así como de organizaciones no gubernamentales.

ARTÍCULO X CUMPLIMIENTO

Cada Parte asegurará, dentro de su territorio y en las zonas marítimas sometidas a su soberanía, derechos de soberanía o jurisdicción, el cumplimiento efectivo de las medidas para la protección y conservación de la tortuga marina y de sus hábitats previstas en esta Convención o adoptadas de acuerdo con ella.

ARTÍCULO XI INFORMES ANUALES

1. Cada Parte preparará, de conformidad con las disposiciones del Anexo IV, un informe anual sobre los programas que ha adoptado para proteger y conservar las tortugas marinas y sus hábitats, así como sobre cualquier programa que pudiera haber adoptado para el aprovechamiento de estas especies de conformidad con las disposiciones del Artículo IV, párrafo 3.
2. Cada Parte, sea directamente o a través del Secretariado si éste fuese establecido, facilitará su informe anual a las demás Partes, al Comité Consultivo y al Comité Científico al menos 30 días antes de la siguiente reunión ordinaria y también lo pondrá a disposición de otros Estados o entidades interesadas que lo soliciten.

ARTÍCULO XII COOPERACIÓN INTERNACIONAL

1. Las Partes promoverán acciones bilaterales y multilaterales de cooperación para alcanzar el objetivo de esta Convención y, cuando lo juzguen apropiado, procurarán obtener el apoyo de las organizaciones internacionales pertinentes.
2. Tales acciones podrán incluir la capacitación de asesores y educadores; el intercambio y capacitación de técnicos, administradores e investigadores en asuntos relacionados con la tortuga marina; el intercambio de información científica y de materiales educativos; el desarrollo de programas conjuntos de investigación, estudios, seminarios y talleres; y, otras actividades que las Partes acuerden.

3. Las Partes cooperarán en el desarrollo y en la facilitación del acceso en todo lo referente a la información y a la capacitación acerca del uso y transferencia de tecnologías ecológicamente sostenibles y coherentes con el objetivo de esta Convención. Deberán también desarrollar capacidades científicas y tecnológicas endógenas.

4. Las Partes promoverán la cooperación internacional en el desarrollo y mejoramiento de técnicas y artes de pesca, tomando en cuenta las condiciones específicas de cada región, a fin de mantener la productividad de las actividades pesqueras comerciales y asegurar la protección, conservación y recuperación de las poblaciones de tortugas marinas.

5. Las acciones de cooperación comprenderán el suministro de asistencia, incluyendo asistencia técnica, a las Partes que son Estados en desarrollo, a fin de ayudarles a cumplir sus obligaciones de conformidad con esta Convención.

ARTÍCULO XIII RECURSOS FINANCIEROS

En su primera reunión, las Partes examinarán la necesidad y posibilidades de contar con recursos financieros, incluyendo la constitución de un fondo especial, para fines como los siguientes:

- a. Sufragar los gastos que pudiese demandar el eventual establecimiento del Secretariado, de conformidad con lo previsto en el Artículo VI;
- b. Asistir a las Partes que son Estados en desarrollo para el cumplimiento de sus obligaciones de conformidad con esta Convención, incluyendo el acceso a la tecnología que resulte más apropiada.

ARTÍCULO XIV COORDINACIÓN

Las Partes procurarán coordinar sus actividades bajo esta Convención con las organizaciones internacionales pertinentes, sean globales, regionales o subregionales.

ARTÍCULO XV MEDIDAS COMERCIALES

1. En el cumplimiento de la presente Convención, las Partes actuarán conforme a las disposiciones del Acuerdo que estableció la Organización Mundial de Comercio, tal como fue adoptado en Marrakesh en 1994, incluyendo sus Anexos.
2. En particular, las Partes deberán observar, con relación a la materia objeto de esta Convención, las disposiciones del Acuerdo sobre Barreras Técnicas al Comercio, contenidas en el Anexo 1 del Acuerdo que estableció la Organización Mundial de Comercio, así como el Artículo XI del Acuerdo General sobre Aranceles Aduaneros y Comercio de 1994 (GATT 1994).
3. Las Partes se esforzarán por facilitar el comercio de pescado y de los productos pesqueros a que se refiere esta Convención, de acuerdo con sus obligaciones internacionales.

ARTÍCULO XVI SOLUCIÓN DE CONTROVERSIAS

1. Cualquiera de las Partes podrá entablar consultas con otra u otras Partes sobre cualquier controversia con respecto a la interpretación o aplicación de las disposiciones de esta Convención, a fin de llegar lo antes posible a una solución satisfactoria para todas las Partes en la controversia.
2. En el caso de que la controversia no se resuelva a través de estas consultas en un período razonable, las Partes de que se trate se consultarán entre ellas lo antes posible, a los efectos de solucionar la controversia mediante el recurso a cualquier procedimiento pacífico que ellas elijan, de conformidad con el derecho internacional, ineluidos, según proceda, los previstos en la Convención de las Naciones Unidas sobre el Derecho del Mar.

ARTÍCULO XVII DERECHOS DE LAS PARTES

1. Ninguna disposición de esta Convención podrá ser interpretada de manera tal que perjudique o menoscabe la soberanía, derechos de soberanía o jurisdicción ejercidos por las Partes de conformidad con el derecho internacional.
2. Ninguna disposición de esta Convención, ni medidas o actividades llevadas a cabo en su aplicación, podrán ser interpretadas de manera tal que faculten a una Parte para reivindicar o ejercer soberanía, derechos de soberanía o jurisdicción en contravención del derecho internacional.

**ARTÍCULO XVIII
IMPLEMENTACIÓN A NIVEL NACIONAL**

Cada Parte adoptará medidas en su legislación nacional a fin de aplicar las disposiciones de esta Convención y asegurar su cumplimiento efectivo a través de políticas, planes y programas para la protección y conservación de las tortugas marinas y de sus hábitats.

**ARTÍCULO XIX
ESTADOS NO PARTES**

1. Las Partes alentarán:
 - a. a cualquier Estado elegible a que sea Parte de esta Convención;
 - b. a cualquier otro Estado a que sea parte de un Protocolo Complementario, tal como está previsto en el Artículo XX.
2. Las Partes deberán también alentar a los Estados no Partes de esta Convención a adoptar leyes y reglamentos coherentes con las disposiciones de la misma.

**ARTÍCULO XX
PROTOCOLOS COMPLEMENTARIOS**

Con el fin de promover la protección y conservación de las especies de tortugas marinas fuera del área de la Convención, donde esas especies también existen, las Partes deberían negociar con Estados que no pueden ser Partes de esta Convención, un Protocolo o Protocolos Complementarios, coherentes con el objetivo de esta Convención, que estarán abiertos a la participación de todos los Estados interesados.

**ARTÍCULO XXI
FIRMA Y RATIFICACIÓN**

1. Esta Convención estará abierta, en Caracas, Venezuela, a la firma por los Estados en el continente americano a partir del 1 de diciembre de 1996 hasta el 31 de diciembre de 1998.
2. La Convención está sujeta a la ratificación por los Estados signatarios, de acuerdo con sus leyes y procedimientos nacionales. Los instrumentos de ratificación se depositarán en poder del Gobierno de Venezuela, que será el depositario de la Convención.

**ARTÍCULO XXII
ENTRADA EN VIGOR Y ADHESIÓN**

1. Esta Convención entrará en vigor 90 días después de la fecha en que el octavo instrumento de ratificación haya sido depositado.
2. Después de que la Convención haya entrado en vigor, quedará abierta a la adhesión de los Estados en el continente americano. La Convención entrará en vigor para tales Estados en la fecha en que se entregue al depositario el instrumento de adhesión.

**ARTÍCULO XXIII
RESERVAS**

La firma y ratificación de esta Convención o la adhesión a la misma, no podrá sujetarse a ninguna reserva.

**ARTÍCULO XXIV
ENMIENDAS**

1. Cualquier Parte podrá proponer una enmienda a esta Convención mediante la entrega al depositario del texto de la enmienda propuesta, al menos 60 días antes de la siguiente reunión de las Partes. El depositario deberá enviar a la brevedad posible a todas la Partes, cualquier enmienda propuesta.
2. Las enmiendas a la Convención, adoptadas por las Partes, de conformidad con las disposiciones del Artículo V, párrafo 5, entrarán en vigor cuando el depositario haya recibido los instrumentos de ratificación de todas las Partes.

**ARTÍCULO XXV
DENUNCIA**

Cualquier Parte podrá denunciar esta Convención mediante notificación escrita enviada al depositario, en cualquier momento después de 12 meses transcurridos a partir de la fecha de entrada en vigor de la Convención para esa Parte. El depositario informará de la denuncia a las demás Partes dentro de 30 días de su recepción. La denuncia surtirá efecto 6 meses después de recibida por el depositario.

**ARTÍCULO XXVI
CONDICIÓN DE LOS ANEXOS**

1. Los Anexos a esta Convención son parte integrante de la misma. Cuando se hace referencia a la Convención se hace referencia también a sus Anexos.
2. A menos que las Partes decidan otra cosa, los Anexos a esta Convención pueden ser enmendados por consenso en cualquier reunión de las Partes. Salvo acuerdo en contrario, las enmiendas a los Anexos entrarán en vigor para todas las Partes 1 año después de su adopción.

**ARTÍCULO XXVII
TEXTOS AUTÉNTICOS Y COPIAS CERTIFICADAS**

1. Los textos en español, francés, inglés y portugués de esta Convención son igualmente auténticos.
2. Los originales de la presente Convención serán entregados en poder del Gobierno de Venezuela, el cual enviará copias certificadas de ellos a los Estados signatarios y a las Partes, así como al Secretario General de las Naciones Unidas para su registro y publicación, de conformidad con el Artículo 102 de la Carta de las Naciones Unidas.

EN TESTIMONIO DE LO CUAL, los plenipotenciarios infrascritos, debidamente autorizados por sus respectivos Gobiernos, han firmado la presente Convención.

HECHO EN CARACAS, VENEZUELA, el primer día de diciembre de 1996.

ANEXO I
TORTUGAS MARINAS*

1. *Caretta caretta* (Linnaeus, 1758).
Tortuga caguama, cabezuda, cahuama
Loggerhead turtle
Tortue caouanne
Cabeçuda, mestiça
 2. *Chelonia mydas* (Linnaeus, 1758), incluyendo las poblaciones de esta especie en el Pacífico Oriental o Americano clasificadas alternativamente por especialistas como *Chelonia mydas agassizii* (Carr, 1952), o como *Chelonia agassizii* (Bocourt, 1868).
Tortuga blanca, aruana, verde
Green sea turtle
Tortue verte
Tartaruga verde
Soepschildpad, krapé
- Nombres comunes alternativos en el Pacífico Oriental:
1. *Dermochelys coriacea* (Vandelli, 1761).
Tortuga prieta
East Pacific green turtle, black turtle
Tortue verte du Pacifique est.
 3. *Dermochelys coriacea* (Vandelli, 1761).
Tortuga laúd, gigante, de cuero
Leatherback turtle
Tortue luth
Tartaruga gigante, de couro
Lederschildpad, aitkanti.
 4. *Eretmochelys imbricata* (Linnaeus, 1766).
Tortuga de carey
Hawksbill sea turtle
Tortue caret
Tartaruga de pente
Karét.
 5. *Lepidochelys kempii* (Garman, 1880).
Tortuga lora
Kemp's ridley turtle
Tortue de Kemp.
 6. *Lepidochelys olivacea* (Eschscholtz, 1829).
Tortuga golfina
Olive ridley turtle
Tortue olivâtre,
Tartaruga oliva
Warana.

* Debido a que existe una gran variedad de nombres comunes, incluso en el mismo país, la presente lista de los mismos no es exhaustiva.

**ANEXO II
PROTECCION Y CONSERVACION DE LOS HABITATS
DE LAS TORTUGAS MARINAS**

Cada Parte considerará y, de ser necesario, podrá adoptar, de acuerdo con sus leyes, reglamentos, políticas, planes y programas, medidas para proteger y conservar, dentro de sus territorios y en las áreas marítimas respecto a las cuales ejerce soberanía, derechos de soberanía o jurisdicción, los hábitats de las tortugas marinas, tales como:

1. Requerir estudios de impacto ambiental de las actividades relativas a desarrollos costeros y marinos que pueden afectar los hábitats de las tortugas marinas, incluyendo: dragado de canales y estuarios; construcción de muros de contención, muelles y marinas; extracción de materiales; instalaciones acuícolas; establecimiento de instalaciones industriales; utilización de arrecifes; depósitos de materiales de dragados y de desechos, así como otras actividades relacionadas.
2. Ordenar y, de ser necesario, regular el uso de las playas y de las dunas costeras respecto a la localización y características de edificaciones, al uso de iluminación artificial y al tránsito de vehículos en áreas de anidación.
3. Establecer áreas protegidas y otras medidas para regular el uso de áreas de anidación o distribución frecuente de tortugas marinas, incluidas las vedas permanentes o temporales, adecuación de las artes de pesca y, en la medida de lo posible, restricciones al tránsito de embarcaciones.

ANEXO III
USO DE DISPOSITIVOS EXCLUDORES DE TORTUGAS

1. Por "Embarcación camaronera de arrastre" se entiende cualquier embarcación utilizada para la captura de especies de camarón por medio de redes de arrastre.
2. Por "Dispositivo excluidor de tortugas" o "DET" se entiende aquel aditamento cuyo principal objetivo es incrementar la selectividad de las redes de arrastre camaroneras para disminuir la captura incidental de tortugas marinas en las operaciones de pesca de arrastre de camarón.
3. Cada Parte deberá exigir el uso de los dispositivos excluidores de tortugas (DETs) recomendados, instalados adecuadamente y en funcionamiento, en todas las embarcaciones camaroneras de arrastre sujetas a su jurisdicción que operen dentro del Area de la Convención.
4. Cada Parte, en base a los datos científicos más fidedignos disponibles, podrá permitir excepciones al uso del DET, tal como se estipula en el Párrafo 3, sólo en los casos que a continuación se describen:
 - a. Embarcaciones camaroneras de arrastre cuyas redes sean recobradas exclusivamente por medios manuales en vez de mecánicos y para las embarcaciones camaroneras para cuyas redes de arrastre no se hayan desarrollado dispositivos excluidores de tortugas (DETs). En tales casos, la Parte deberá adoptar otras medidas para disminuir la mortalidad incidental de tortugas marinas tales como limitación de tiempo de arrastre, veda de temporada y zonas de pesca en áreas de distribución de tortugas marinas, igualmente eficaces y que no menoscaben los esfuerzos para lograr el objetivo de esta Convención;
 - b. Embarcaciones camaroneras de arrastre:
 - i. que usen exclusivamente redes de arrastre respecto de las cuales se haya demostrado que no representan riesgo de muerte incidental para las tortugas marinas;
 - ii. que operen bajo condiciones en las cuales no haya probabilidad de interacción con las tortugas marinas, teniendo en cuenta que la Parte que aplique esta excepción deberá proporcionar a las otras Partes, ya sea directamente o a través del Secretariado, si éste fuera establecido, evidencia científica documentada que demuestre que tal riesgo o probabilidad no existe;
 - c. Embarcaciones camaroneras de arrastre que realicen investigaciones científicas bajo un programa aprobado por la Parte; y
 - d. Lugares donde la presencia de algas, sargazos, desechos, u otras condiciones especiales, ya sean temporales o permanentes, hagan impracticable el uso de DETs en un área específica, siempre y cuando:
 - i. cualquiera de las Partes que permita esta excepción adopte otras medidas para proteger las tortugas marinas que se encuentren en el área en cuestión, tales como, límites en el tiempo de arrastre;

ii. sólo en situaciones extraordinarias de emergencia, de naturaleza temporal, cualquiera de las Partes podrá aplicar excepciones a más de un pequeño número de embarcaciones sujetas a su jurisdicción, las cuales, en otras circunstancias, tendrían que usar los DETs de acuerdo con el presente Anexo; y

iii. la Parte que permita esta excepción deberá proporcionar a las otras Partes, ya sea directamente o a través del Secretariado, si éste fuera establecido, la información referente a las condiciones especiales y al número de embarcaciones camaroneras de arrastre que se encuentren operando en el área en cuestión.

5. Cualquiera de las Partes podrá hacer comentarios sobre la información proporcionada por cualquier otra Parte de conformidad con el párrafo 4. Cuando sea apropiado, las Partes buscarán el asesoramiento del Comité Consultivo y del Comité Científico para solucionar diferencias en puntos de vista. Si el Comité Consultivo lo recomienda y las Partes así lo acuerdan, la Parte que ha permitido una excepción de conformidad con el párrafo 4, reconsiderará la permanencia o ampliación de dicha excepción.

6. Las Partes podrán, por consenso, aprobar otras excepciones al requerimiento de uso de DETs estipulado en el párrafo 3, de conformidad con la mejor información científica disponible y basándose en las recomendaciones de los Comités Consultivo y Científico, para tomar en cuenta circunstancias que requieran consideración especial, siempre que dichas excepciones no menoscaben los esfuerzos para lograr el objetivo de esta Convención.

7. Para los efectos de esta Convención:

a. Los DETs recomendados serán aquellos que determinen las Partes, con el asesoramiento de los Comités Consultivo y Científico, para reducir la captura incidental de tortugas marinas en las operaciones de arrastre de camarón en la mayor medida posible,

b. En su primera reunión, las Partes elaborarán una lista inicial de DETs recomendados, que podrá ser modificada en las siguientes reuniones;

c. Hasta que se realice la primera reunión de las Partes, cada Parte determinará, de acuerdo con sus leyes y reglamentos, los DETs cuyo uso exigirá en las embarcaciones camaroneras de arrastre sujetas a su jurisdicción a fin de reducir la captura incidental de tortugas marinas en las operaciones de pesca camaronera de arrastre en la mayor medida posible, basándose en consultas con las demás Partes;

8. A solicitud de cualquier otra Parte o de los Comités Consultivo o Científico, cada Parte deberá facilitar, directamente o a través del Secretariado, si este fuese establecido, la información científica pertinente para el logro del objetivo de esta Convención.

**ANEXO IV
INFORMES ANUALES**

Los informes anuales a que hace referencia el Artículo XI, párrafo 1, incluirán:

- a. Una descripción general del programa para la protección y conservación de las tortugas marinas y de sus hábitats, incluyendo cualquier ley o reglamento adoptados para lograr el objetivo de la Convención;
- b. cualquier nueva ley o reglamento pertinentes adoptados durante el año precedente;
- c. Una síntesis de las acciones realizadas, y de los resultados de las mismas, en la implementación de las medidas de protección y conservación de tortugas marinas y sus hábitats, tales como campamentos tortugeros; mejoramiento y desarrollo de nuevas artes de pesca para disminuir la captura y mortalidad incidentales de tortugas marinas; investigación científica, incluyendo estudios de marcado, migraciones, repoblamiento; educación ambiental, programas de manejo y establecimiento de zonas de reserva, actividades de cooperación con otras Partes y todas aquellas acciones orientadas a lograr el objetivo de la Convención;
- d. Una síntesis de las acciones realizadas para asegurar el cumplimiento de sus leyes y reglamentos, incluyendo las sanciones impuestas en el caso de infracciones;
- e. Una descripción detallada de las excepciones establecidas, de conformidad con la Convención, durante al año precedente, incluyendo las medidas de seguimiento y mitigación relacionadas con tales excepciones y, en particular, información pertinente sobre el número de tortugas, nidos y huevos afectados y sobre las áreas de los hábitats afectados por la implementación de tales excepciones;
- f. Cualquier otra información que la Parte considere pertinente.

DECLARATIONS MADE UPON RATIFICATION

DÉCLARATIONS FAITES LORS DE LA RATIFICATION

ECUADOR — EQUATEUR

[SPANISH TEXT — TEXTE ESPAGNOL]

Al ratificar la Convención Interamericana para la Protección y Conservación de las Tortugas Marinas, el Ecuador declara que tal ratificación no puede interpretarse como una aceptación de normas que se opongan al régimen que la República del Ecuador aplica, en cumplimiento de su derecho interno, en la zona marítima adyacente a sus costas hasta la distancia de 200 millas".

[TRANSLATION — TRADUCTION]

In ratifying the Inter-American Convention for the protection and conservation of sea turtles, Ecuador declares that the ratification shall not be interpreted as an acceptance of rules that conflict with the regime that the Republic of Ecuador applies, in accordance with its domestic law, in the maritime zone adjacent to its coast up to the distance of 200 miles.

[TRANSLATION — TRADUCTION]

Lors de la ratification de la Convention interaméricaine pour la protection et la conservation des tortues marines, l'Equateur a déclaré que la ratification ne peut être interprétée comme acceptant des règles contraires au régime appliqué par la République de l'Equateur, conformément à son droit interne, dans la zone maritime bordant ses côtes jusqu'à une distance de 200 miles.

UNITED STATES — ÉTATS-UNIS

“(1) Article VI ("Secretariat"): - The United States understands that no permanent secretariat is established by this Convention, and that nothing in the Convention obligates the United States to appropriate funds for the purpose of establishing a permanent secretariat now or in the future.

(2) Article XII ("International Cooperation"): - The United States understands that, upon entry into force of this Convention for the United States, the United States will have no binding obligation under the Convention to provide additional funding or technical assistance for any of the measures listed in Article XII.

(3) Article XIII ("Financial Resources"): - Bearing in mind the provisions of paragraph (7), the United States understands that establishment of a "special fund," as described in this Article, imposes no obligation on Parties to participate or contribute to the fund.”

[TRANSLATION — TRADUCTION]

(1) Article VI (" Secrétariat ") : - Les Etats-Unis entendent qu'il n'y aura pas de secrétariat permanent établi par cette Convention et que la Convention n'oblige en aucune façon les Etats-Unis à affecter des fonds dans le but d'établir un secrétariat permanent maintenant ou dans l'avenir.

(2) Article XII (" Coopération international ") : - Les Etats-Unis entendent que, lors de l'entrée en vigueur de cette Convention pour les Etats-Unis, les Etats-Unis ne sont tenus en aucune façon de fournir des fonds additionnels ou de l'assistance technique pour quelconque des mesures énumérées dans l'article XII.

(3) Article XIII (" Ressources financières ") : -- Les Etats-Unis entendent que la création d'un " Fonds spécial " tel que décrit dans cet article, n'oblige en aucune façon les parties à participer ou à contribuer au Fonds, tout en tenant compte des provisions du paragraphe 7.

No. 37792

**Austria
and
India**

Agreement between the Government of the Republic of Austria and the Government of the Republic of India for the promotion and protection of investments. Vienna, 8 November 1999

Entry into force: *1 March 2001, in accordance with article 13*

Authentic texts: *English, German and Hindi*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Austria, 1 November 2001*

**Autriche
et
Inde**

Accord entre le Gouvernement de la République d'Autriche et le Gouvernement de la République de l'Inde relatif à la promotion et à la protection des investissements. Vienne, 8 novembre 1999

Entrée en vigueur : *1er mars 2001, conformément à l'article 13*

Textes authentiques : *anglais, allemand et hindi*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *Autriche, 1er novembre 2001*

[ENGLISH TEXT — TEXTE ANGLAIS]

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF
AUSTRIA AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF INDIA
FOR THE PROMOTION AND PROTECTION OF INVESTMENTS

The Government of the Republic of Austria and the Government of the Republic of India, hereinafter referred to as "Contracting Parties",

Desiring to create favourable conditions for greater economic co-operation between the Contracting Parties,

Recognizing that the promotion and protection of investments may stimulate such investments and hereby make an important contribution to the development of economic relations,

Have agreed as follows:

Article 1. Definitions

For the purposes of this Agreement

(1) The term "investor" means in respect of each Contracting Party

(a) any natural person who is a citizen of either Contracting Party in accordance with its laws in force;

(b) any juridical person, partnership or any other entity constituted or incorporated in accordance with the laws in force of either Contracting Party;

(c) any juridical person, partnership or any other entity constituted or incorporated under the laws of a third State, which is controlled by investors referred to in (a) or (b), meaning that these investors have the ability to exercise decisive influence over the management and operation of the first-mentioned entity, demonstrated specifically by way of:

(i) ownership of at least 51% of shares or voting rights, or

(ii) the ability to exercise decisive control over the composition of the Board of Directors making or having made an investment in the territory of the other Contracting Party.

(2) The term "investment" shall mean every kind of asset established or acquired by an investor of one Contracting Party in the territory of the other Contracting Party in accordance with its laws and regulations and comprises in particular, though not exclusively:

(a) movable and immovable property as well as any other rights in rem such as mortgages, liens, pledges and similar rights;

(b) shares and any other type of participation in companies or other business enterprises;

(c) claims to money that has been given in order to create a financial value or claims to any performance having a financial value;

(d) intellectual property rights such as copyrights, trademarks, patents, industrial designs and technical processes, know-how, trade secrets, trade names and goodwill in accordance with the relevant laws of the respective Contracting Party;

(e) business concessions conferred by law or under contract, including concessions to search for and extract oil and other minerals.

(3) The term "returns" means the amounts yielded by an investment, and in particular, though not exclusively, profits, interest, capital gains, dividends, royalties, licence and other fees.

(4) The term "territory" means

(a) in respect of the Republic of Austria: the territory of the Republic of Austria;

(b) in respect of the Republic of India: the territory of the Republic of India including its territorial waters and the airspace above it and other maritime zones including the Exclusive Economic Zone and continental shelf over which the Republic of India has sovereignty, sovereign rights or exclusive jurisdiction in accordance with its laws in force, the 1982 United Nations Convention on the Law of the Sea and International Law.

(5) The term "expropriation" also comprises the nationalization or any other measure having equivalent effect.

Article 2. Promotion and Protection of Investments

(1) Each Contracting Party shall in its territory promote, as far as possible, investments of investors of the other Contracting Party, admit such investments in accordance with its legislation and in any case accord such investments fair and equitable treatment.

(2) Investments admitted according to Article 1 paragraph (1) of this Agreement and their returns shall enjoy the full protection of the present Agreement. The same applies without prejudice to the regulations of paragraph (1) also for their returns in case of reinvestment of such returns. Any change of the form in which assets are invested or reinvested including extension, alteration or transformation, made in accordance with the legislation of the host Contracting Party, shall not affect their character as investment.

Article 3. Treatment of Investments

(1) Each Contracting Party shall accord to investments of investors of the other Contracting Party treatment no less favourable than that accorded to investments of its own investors or investments of investors of any third State.

(2) Each Contracting Party shall accord to investors of the other Contracting Party as regards management, use, enjoyment or disposal of their investments, treatment no less favourable than that which it accords to its own investors or to investors of any third State as regards their investments, whichever is more favourable.

(3) The provisions of paragraph (1) shall not be construed as to oblige one Contracting Party to extend to the investors of the other Contracting Party and their investments the present or future benefit of any treatment, preference or privilege resulting from

- (a) any present or future customs union, common market, free trade area or membership in an economic community or a similar international agreement;
- (b) any matter, including international agreements, pertaining wholly or mainly to taxation.

Article 4. Compensation

(1) Investments of investors of either Contracting Party shall not be expropriated in the territory of the other Contracting Party except for a public purpose on a non-discriminatory basis in accordance with the law and against compensation.

(2) Such compensation shall be equivalent to the fair market-value of the investment, immediately prior to or at the time when the decision for expropriation was announced or became publicly known, whichever is the earlier, and be determined in accordance with generally recognized principles of valuation. The compensation shall be paid without undue delay and shall include interest at a commercial rate established on a market basis from the date of the actual expropriation until the date of payment. The amount of compensation shall be effectively realisable, freely convertible and allowed to be freely transferred.

(3) Where a Contracting Party expropriates the assets of a company which is considered as a company of that Contracting Party pursuant to paragraph (2) of Article 1 of the present Agreement and in which an investor of the other Contracting Party owns shares, it shall apply the provisions of paragraph (1) so as to ensure due compensation to the investor.

(4) The investor shall be entitled to have the legality of the expropriation reviewed by the competent authorities of the Contracting Party having induced the expropriation.

(5) The investor affected shall have, without prejudice to the provisions of Article 9 of this Agreement, the right, under the law of the Contracting Party making the expropriation, to review, by judicial or other independent authority of that Party, of the valuation of his or its investment and the provisions of payment of compensation in accordance with the principles set out in this Article. The Contracting Party making the expropriation shall make every endeavour to ensure that such a review is carried out promptly.

Article 5. Compensation for Damage or Loss

(1) When investments made by investors of either Contracting Party suffer damage or loss owing to war or other armed conflict, a state of national emergency, revolt, civil disturbances, insurrection, riot or other similar events in the territory of the other Contracting Party, they shall be accorded by the latter Contracting Party, treatment, as regards restitution, indemnification, compensation or other settlement, no less favourable than that which the latter Contracting Party accords to its own investors or investors of any third State, whichever is more favourable.

(2) Without prejudice to paragraph (1), investors of one Contracting Party who in any of the events referred to in that paragraph suffer damage or loss in the territory of the other Contracting Party resulting from

(a) requisitioning of their property or part thereof by the forces or authorities of the latter Contracting Party, or

(b) destruction of their property or part thereof by the forces or authorities of the latter Contracting Party which was not caused in combat action or was not required by the necessity of the situation, shall be accorded restitution or adequate compensation. Resulting payments shall be effectively realisable, freely convertible and freely transferable.

Article 6. Transfers

(1) Each Contracting Party shall ensure and permit investors of the other Contracting Party, free transfer of payments in connection with an investment. Such payments shall be made without undue delay, in freely convertible currency and shall include in particular but not exclusively:

- (a) the capital and additional amounts for the maintenance or expansion of the investment;
- (b) amounts assigned to cover expenses relating to the management of the investment;
- (c) the returns;
- (d) the repayment of loans;
- (e) the proceeds from total or partial liquidation or sale of the investment;
- (f) compensation according to Articles 4 and 5 of the present Agreement;
- (g) payments arising out of the settlement of a dispute.

(2) The transfers referred to in this Article shall be effected at the rates of exchange quoted on the foreign exchange market on the day of the transfer of payments in the territory of the Contracting Party from which the transfer is made.

(3) A transfer shall be deemed to have been made without undue delay if effected within such period as is normally required for the completion of transfer formalities. The period shall commence on the day on which the relevant request has been made, with full documentation and information, and may on no account exceed three months.

Article 7. Subrogation

(1) Where one Contracting Party or its designated agency (hereinafter referred to as indemnifying Party) has made payments to its investor under an indemnity, guarantee or contract of insurance against non-commercial risks given in respect of an investment in the territory of the other Contracting Party, the host Contracting Party shall recognize

- (a) the assignment to the indemnifying Party of all rights and claims in respect of such investment of the investor under a law or pursuant to a legal transaction; and
- (b) the right of the indemnifying Party to exercise all such rights and enforce such claims by virtue of subrogation.

(2) The indemnifying Party shall be entitled in all circumstances to the same treatment in respect of the rights and claims acquired by it by virtue of the assignment referred to in paragraph (1).

(3) Without prejudice to paragraph (1), the right of the investor to refer an investment dispute to conciliation or arbitration shall, if the indemnifying party concurs to the extent

of the subrogated rights, not be affected by the fact that the investor has received payments by virtue of an indemnity, guarantee or contract of insurance in respect of all or some of its losses.

(4) The subrogated rights or claims shall not exceed the original rights or claims of such investors.

Article 8. Other Obligations

(1) If the provisions of law of either Contracting Party or international obligations existing at present or established thereafter between the Contracting Parties in addition to the present Agreement, contain a rule, whether general or specific, entitling investments by investors of the other Contracting Party to a treatment more favourable than is provided for by the present Agreement, such rule shall to the extent that it is more favourable prevail over the present Agreement.

(2) Each Contracting Party shall observe any obligation it may have entered into with regard to investments of an investor of the other Contracting Party, provided that dispute resolution under Article 9 of this Agreement shall only be applicable in the absence of normal, local, judicial remedy being available.

Article 9. Settlement of Investment Disputes

(1) Any dispute under this Agreement between an investor of one Contracting Party and the other Contracting Party in relation to an investment of the former shall, as far as possible, be settled amicably through negotiations between the parties to the dispute.

(2) Any such dispute which has not been amicably settled within a period of three months from the date on which either party to the dispute requests an amicable settlement through negotiations may be, unless otherwise agreed between the parties to the dispute, submitted:

(a) for resolution, in accordance with the law of the Contracting Party which has admitted the investment to that Contracting Party's competent judicial, arbitral or administrative bodies at the choice of the investor;

(b) to international conciliation under the Conciliation Rules of the United Nations Centre for International Trade Law (UNCITRAL), should the parties agree;

(3) Should the parties to the dispute not exercise the options under paragraph (2) (a) or (b) of this Article or should the international conciliation proceedings be terminated other than by signing of the settlement agreement, the dispute may be referred to Arbitration by the investor as follows:

(a) if the Contracting Party of the investor and the other Contracting Party are both parties to the Convention on the Settlement of Investment Disputes between States and Nationals of other States, 1965 (Washington Convention) such a dispute shall be referred to the International Centre for the Settlement of Investment Disputes (ICSID); or

(b) if both parties to the dispute so agree, under the Additional Facility for the Administration of Conciliation, Arbitration and Fact-Finding Proceedings; or

- (c) if both parties to the dispute so agree, to any other international arbitral body; or
- (d) to an ad hoc arbitral tribunal by either party to the dispute in accordance with the Arbitration Rules of the UNCITRAL, 1976, subject to the following modifications:
 - (i) The appointing authority under Article 7 of the Rules shall be the President, the Vice-President or next Senior Judge of the International Court of Justice, who is not a national of either Contracting Party. The third arbitrator shall not be a national of either Contracting Party.
 - (ii) The parties shall appoint their respective arbitrators within two months.
 - (iii) The arbitral award shall be made in accordance with the provisions of this Agreement and the general principles of International Law.
 - (iv) The arbitral tribunal shall state the basis of its decision and give reasons upon the request of either party.
 - (v) The arbitration shall take place in a State, party to the United Nations Convention on the Recognition and Enforcement of Foreign Arbitral Awards, 1958 (New York Convention).
- (4) In case of arbitration provided for under paragraph (3), the Contracting Party shall not require the exhaustion of domestic administrative or judicial remedies unless proceedings have been initiated thereunder.
- (5) The arbitral award shall be final and binding on both parties to the dispute. Each Contracting Party shall execute them in accordance with its laws and in accordance with the New York Convention or the Washington Convention.
- (6) A Contracting Party which is a party to a dispute shall not, at any stage of conciliation or arbitration proceedings or enforcement of an award, raise the objection that the investor who is the other party to the dispute has received indemnity by virtue of a guarantee in respect of all or some of its losses.

Article 10. Settlement of Disputes between the Contracting Parties

- (1) Disputes between the Contracting Parties concerning the interpretation or application of this Agreement shall, as far as possible, be settled through amicable negotiations.
- (2) If a dispute cannot be settled according to paragraph (2) within six months from the time the dispute arose it shall, upon the request of either Contracting Party, be submitted to an arbitral tribunal.
- (3) Such an ad hoc arbitral tribunal shall be constituted as follows:
 - each Contracting Party shall appoint one member and these two members shall agree upon a national of a third State as their chairman. Such members shall be appointed within two months from the date one Contracting Party has informed the other Contracting Party, that it intends to submit the dispute to an arbitral tribunal, the chairman of which shall be appointed within the next two months.
- (4) If the periods specified in paragraph (3) are not observed, either Contracting Party may, in the absence of any other relevant arrangement, invite the President of the International Court of Justice to make the necessary appointments. If the President of the Interna-

tional Court of Justice is a national of either of the Contracting Parties or if he is otherwise prevented from discharging the said function, the Vice-President or in case of his inability the member of the International Court of Justice next in seniority should be invited under the same conditions to make the necessary appointments.

(5) The tribunal shall establish its own rules of procedure.

(6) The arbitral tribunal shall reach its decision by applying the provisions of the present Agreement and pursuant to the generally recognized rules of international law. It shall reach its decision by a majority of votes. The decision shall be final and binding.

(7) Each Contracting Party shall bear the costs of its own member and of its legal representation in the arbitration proceedings. The costs of the chairman and the remaining costs shall be borne in equal parts by both Contracting Parties. The tribunal may, however, in its award determine another distribution of costs.

Article 11. Application of the Agreement

(1) This Agreement shall apply to investments made by investors of either Contracting Party in the territory of the other Contracting Party whether made before or after the coming into force of this Agreement.

(2) This Agreement shall not apply to claims which have been settled or procedures which have been initiated prior to its entry into force.

Article 12. Applicable Laws

(1) Except as otherwise provided in this Agreement, all investments shall be governed by the laws in force in the territory of the Contracting Party in which such investments are made.

(2) Nothing in this Agreement precludes the host Contracting Party from taking necessary action in abnormal circumstances for the protection of its essential security interests or in circumstances of extreme emergency in accordance with its laws applied on a non-discriminatory basis.

Article 13. Entry into Force and Duration

(1) This Agreement is subject to ratification and shall enter into force on the first day of the third month that follows the month during which the instruments of ratification have been exchanged.

(2) This Agreement shall remain in force for a period of ten years; it shall be extended thereafter for an indefinite period and may be denounced in writing through diplomatic channels by either Contracting Party giving twelve months' notice.

(3) In respect of investments made prior to the date of termination of the present Agreement the provisions of Article 1 to 12 of the Agreement shall continue to be effective for a further period of ten years from the date of termination of the Agreement.

Done at Vienna, on 8 November 1999, in two originals each in the German, Hindi and English languages, all texts being equally authentic. In case of difference of interpretation the English text shall prevail.

For the Government of the Republic of Austria:

B. FERRERO-WALDNER M.P.

For the Government of the Republic of India:

PRAMOD MAHAJAN M.P.

[GERMAN TEXT — TEXTE ALLEMAND]

ABKOMMEN

zwischen der Regierung der Republik Österreich und der Regierung der Republik Indien über die Förderung und den Schutz von Investitionen

DIE REGIERUNG DER REPUBLIK ÖSTERREICH UND DIE REGIERUNG DER REPUBLIK INDIEN, im folgenden „Vertragsparteien“ genannt,

VON DEM WUNSCH GELEITET, günstige Voraussetzungen für eine größere wirtschaftliche Zusammenarbeit zwischen den Vertragsparteien zu schaffen,

IN DER ERKENNTNIS, dass die Förderung und der Schutz von Investitionen zur Vornahme derartiger Investitionen anregen und dadurch einen wichtigen Beitrag zur Entwicklung der Wirtschaftsbeziehungen leisten können,

SIND WIE FOLGT ÜBEREINGEKOMMEN:

ARTIKEL 1

Definitionen

Für die Zwecke dieses Abkommens

(1) bezeichnet der Begriff „Investor“

in Bezug auf jede der beiden Vertragsparteien

- a) eine natürliche Person, die in Übereinstimmung mit deren Rechtsvorschriften Staatsangehöriger einer Vertragspartei ist;
- b) eine juristische Person, Personengesellschaft oder jede andere Gesellschaft, die in Übereinstimmung mit den anwendbaren Rechtsvorschriften einer Vertragspartei gegründet oder errichtet wurde;
- c) eine juristische Person, Personengesellschaft oder jede andere Gesellschaft, die in Übereinstimmung mit den Rechtsvorschriften eines dritten Staates gegründet oder errichtet wurde und die von unter a) oder b) genannten Investoren kontrolliert wird, wobei diese Investoren einen entscheidenden Einfluss auf die Unternehmensführung und Geschäftstätigkeit der erstgenannten Gesellschaft ausüben können, was sich dadurch zeigt, dass
 - i) sie mindestens 51% der Anteilsrechte bzw. Stimmrechte besitzen oder
 - ii) eine entscheidende Kontrolle auf die Zusammensetzung des Direktoriums ausüben können,und im Hoheitsgebiet der anderen Vertragspartei eine Investition tätigt oder getätigt hat.

(2) bezeichnet der Begriff „Investition“ alle Vermögenswerte, die auf dem Hoheitsgebiet einer Vertragspartei gemäß den Gesetzen und Rechtsvorschriften dieser Vertragspartei durch einen Investor der anderen Vertragspartei geschaffen oder erworben wurden, und umfasst insbesondere, aber nicht ausschließlich:

- a) Eigentum an beweglichen und unbeweglichen Sachen sowie sonstige dingliche Rechte wie Hypotheken, Zurückbehaltungsrechte, Pfandrechte und ähnliche Rechte;

- b) Anteilsrechte und andere Arten von Beteiligungen an Gesellschaften und sonstigen Unternehmen;
 - c) Ansprüche auf Geld, das übergeben wurde, um einen wirtschaftlichen Wert zu schaffen, oder Ansprüche auf eine Leistung, die einen wirtschaftlichen Wert hat;
 - d) geistige Schutzrechte wie Urheberrechte, Handelsmarken, Erfinderpatepte, gewerbliche Modelle und technische Verfahren, Know-how, Handelsgeheimnisse, Handelsnamen und Goodwill in Übereinstimmung mit den geltenden Rechtsvorschriften der jeweiligen Vertragspartei;
 - e) durch Gesetz oder Vertrag übertragene Unternehmenskonzessionen, einschließlich Konzessionen für die Aufsuchung und Gewinnung von Öl und anderen Mineralien.
- (3) bezeichnet der Begriff „Erträge“ die Beträge, die eine Investition erbringt, und zwar insbesondere, aber nicht ausschließlich, Gewinne, Zinsen, Kapitalzuwächse, Dividenden, Tantiemen, Lizenzgebühren und andere Entgelte.
- (4) bezeichnet der Begriff „Hoheitsgebiet“
- a) in Hinblick auf die Republik Österreich:
das Hoheitsgebiet der Republik Österreich;
 - b) in Hinblick auf die Republik Indien:
das Hoheitsgebiet der Republik Indien einschließlich ihrer Hoheitsgewässer und des über ihr liegenden Luftraums und anderer Seezonen, einschließlich der ausschließlichen Wirtschaftszone und des Festlandsockels, über die die Republik Indien in Übereinstimmung mit ihren gültigen Rechtsvorschriften, des Seerechtsübereinkommens der Vereinten Nationen von 1982 und dem Völkerrecht Souveränität, souveräne Rechte oder ausschließliche Zuständigkeit ausübt.
- (5) umfasst der Begriff „Enteignung“ auch die Verstaatlichung oder jede sonstige Maßnahme mit gleicher Wirkung.

ARTIKEL 2

Förderung und Schutz von Investitionen

- (1) Jede Vertragspartei fördert nach Möglichkeit in ihrem Hoheitsgebiet Investitionen von Investoren der anderen Vertragspartei, lässt diese Investitionen in Übereinstimmung mit ihren Rechtsvorschriften zu und behandelt sie in jedem Fall gerecht und billig.
- (2) Gemäß Artikel 1 Absatz 1 zugelassene Investitionen und ihre Erträge genießen den vollen Schutz dieses Abkommens. Gleiches gilt, unbeschadet der Bestimmungen des Absatzes 1, im Falle einer Wiederveranlagung solcher Erträge auch für deren Erträge. Eine Änderung in der Form der Investition oder Wiederveranlagung von Vermögenswerten, einschließlich der Erweiterung, Veränderung oder Umwandlung in Übereinstimmung mit den Rechtsvorschriften der als Gastland fungierenden Vertragspartei, ändert nichts an ihrer Eigenschaft als Investition.

ARTIKEL 3

Behandlung von Investitionen

- (1) Jede Vertragspartei behandelt Investitionen von Investoren der anderen Vertragspartei nicht weniger günstig als Investitionen ihrer eigenen Investoren oder Investitionen von Investoren dritter Staaten.
- (2) Jede Vertragspartei gewährt Investoren der anderen Vertragspartei hinsichtlich der Verwaltung, der Nutzung, des Genusses oder der Veräußerung ihrer Investitionen eine nicht weniger günstige Behandlung als ihren eigenen Investoren oder Investoren dritter Staaten und deren Investitionen, je nachdem, welche die günstigere ist.
- (3) Die Bestimmungen des Absatzes 1 können nicht dahin gehend ausgelegt werden, dass sie eine Vertragspartei verpflichten, den Investoren der anderen Vertragspartei und deren Investitionen den gegenwärtigen oder künftigen Vorteil einer Behandlung, einer Präferenz oder eines Privileges einzuräumen, welcher sich ergibt aus
- a) einer Zollunion, einem gemeinsamen Markt, einer Freihandelszone oder der Zugehörigkeit zu einer Wirtschaftsgemeinschaft oder ähnlichen internationalen Abkommen, wie sie derzeit oder in Zukunft bestehen;
 - b) jeglicher Angelegenheit, einschließlich internationaler Abkommen, die sich ganz oder vorwiegend auf Steuerfragen beziehen.

ARTIKEL 4

Entschädigung

(1) Investitionen von Investoren einer Vertragspartei dürfen im Hoheitsgebiet der anderen Vertragspartei nur zu einem Zweck von öffentlichem Interesse, auf der Grundlage der Nichtdiskriminierung, auf Grund eines rechtmäßigen Verfahrens und gegen Entschädigung enteignet werden.

(2) Die Entschädigung hat dem gerechten Marktwert der Investition unmittelbar vor oder zu dem Zeitpunkt zu entsprechen, zu dem die Entscheidung über die Enteignung verkündet oder öffentlich bekannt wurde, je nachdem, welches der frühere Zeitpunkt ist, und wird in Übereinstimmung mit allgemein anerkannten Bewertungsgrundsätzen festgelegt. Die Entschädigung muss ohne ungebührliche Verzögerung geleistet werden und umfasst Zinsen vom Zeitpunkt der tatsächlichen Enteignung bis zum Zeitpunkt der Zahlung zum handelsüblichen Zinssatz. Der Entschädigungsbetrag ist voll verfügbar, frei konvertierbar und frei transferierbar.

(3) Enteignet eine Vertragspartei die Vermögenswerte einer Gesellschaft, die im Sinne von Artikel 1 Absatz 2 dieses Abkommens als eine Gesellschaft dieser Vertragspartei gilt und an welcher ein Investor der anderen Vertragspartei Anteilsrechte besitzt, so wendet sie die Bestimmungen des Absatzes 1 dergestalt an, dass die angemessene Entschädigung dieses Investors sichergestellt wird.

(4) Dem Investor steht das Recht zu, die Rechtmäßigkeit der Enteignung durch die zuständigen Organe der Vertragspartei, welche die Enteignung veranlasst hat, überprüfen zu lassen.

(5) Dem betroffenen Investor steht unbeschadet der Bestimmungen des Artikels 9 nach den Rechtsvorschriften der Vertragspartei, die die Enteignung vornimmt, das Recht zu, die Bewertung seiner Investition und die Modalitäten für die Entschädigungszahlung gemäß den in diesem Artikel dargelegten Grundsätzen durch ein richterliches oder anderes unabhängiges Organ dieser Vertragspartei überprüfen zu lassen.

ARTIKEL 5

Entschädigung für Schaden oder Verluste

(1) Investitionen von Investoren einer Vertragspartei, die im Hoheitsgebiet der anderen Vertragspartei auf Grund eines Krieges oder anderen bewaffneten Konfliktes, eines nationalen Notstands, einer Revolte, eines Aufbruchs, eines Aufstands, auf Grund von Ausschreitungen oder eines sonstigen ähnlichen Ereignisses einen Schaden oder Verlust erleiden, erfahren hinsichtlich Rückerstattung, Entschädigung, Schadenersatz oder anderer Regelung durch die letztgenannte Vertragspartei eine nicht weniger günstige Behandlung als jene, die die letztgenannte Vertragspartei ihren eigenen Investoren oder Investoren eines Drittstaates gewährt, je nachdem, welche die günstigere ist.

(2) Unbeschadet des Absatzes 1 erhalten Investoren einer Vertragspartei, die bei einem in diesem Absatz angeführten Ereignis im Hoheitsgebiet der anderen Vertragspartei einen Schaden oder Verlust erleiden durch:

- a) Beschlagnahme ihres Vermögens oder eines Teiles davon durch die Streitkräfte oder Organe der letztgenannten Vertragspartei oder
 - b) Zerstörung ihres Vermögens oder eines Teiles davon durch die Streitkräfte oder Organe der letztgenannten Vertragspartei, die nicht bei Kampfhandlungen verursacht wurde bzw. unter den gegebenen Umständen nicht erforderlich war,
- eine Rückerstattung oder angemessene Entschädigung. Sich daraus ergebende Zahlungen sind voll verfügbar, frei konvertierbar und frei transferierbar.

ARTIKEL 6

Transfers

(1) Jede Vertragspartei sichert und gewährt Investoren der anderen Vertragspartei im Zusammenhang mit einer Investition den freien Transfer von Zahlungen. Derartige Zahlungen erfolgen ohne ungebührliche Verzögerung in frei konvertierbarer Währung und umfassen insbesondere, aber nicht ausschließlich:

- a) das Kapital und zusätzliche Beträge zur Aufrechterhaltung oder Erweiterung der Investition;
- b) Beträge, die zur Abdeckung von Ausgaben im Zusammenhang mit der Verwaltung der Investition bestimmt waren;
- c) die Erträge;
- d) die Rückzahlung von Darlehen;
- e) die Erlöse aus der vollständigen oder teilweisen Liquidation oder Veräußerung der Investition;
- f) eine Entschädigung gemäß Artikel 4 und 5;
- g) Zahlungen auf Grund einer Streitbeilegung.

(2) Die in diesem Artikel genannten Transfers erfolgen zu den am Tag der Transferzahlung im Hoheitsgebiet der Vertragspartei, von dem aus der Transfer getätigt wird, am Devisenmarkt geltenden Wechselkursen.

(3) Ein Transfer gilt als ohne ungebührliche Verzögerung erfolgt, wenn er innerhalb des Zeitraums, der normalerweise für die Erledigung der Transferformalitäten erforderlich ist, durchgeführt wird. Die Frist beginnt mit dem Tag, an dem der entsprechende Antrag mit vollständiger Dokumentation und Information gestellt wurde und darf keinesfalls drei Monate überschreiten.

ARTIKEL 7

Eintrittsrecht

(1) Leistet eine Vertragspartei oder eine von ihr hierzu ermächtigte Institution (im folgenden schadloshaltende Partei genannt) ihrem Investor Zahlungen auf Grund einer Schadloshaltung, Garantie oder eines Versicherungsvertrages gegen nichtkommerzielle Risiken für eine Investition im Hoheitsgebiet der anderen Vertragspartei, so anerkennt die als Gastland fungierende Vertragspartei

- a) die Übertragung aller Rechte und Ansprüche hinsichtlich einer solchen Investition des Investors kraft Gesetzes oder auf Grund eines Rechtsgeschäftes auf die schadloshaltende Vertragspartei sowie
- b) das Recht der schadloshaltenden Vertragspartei, alle diese Rechte und Ansprüche auf Grund des Eintrittsrechts geltend zu machen.

(2) Der schadloshaltenden Partei steht unter allen Umständen die gleiche Behandlung in Bezug auf die von ihr auf Grund der in Absatz 1 genannten Übertragung erworbenen Rechte und Ansprüche zu.

(3) Unbeschadet des Absatzes 1 wird das Recht des Investors, eine Investitionsstreitigkeit einem Vergleichs- oder Schiedsverfahren zu unterziehen, sofern die schadloshaltende Partei zustimmt, in Bezug auf die durch Eintritt erworbenen Rechte nicht durch die Tatsache beeinträchtigt, dass der Investor auf Grund einer Schadloshaltung, Garantie oder eines Versicherungsvertrages in Hinblick auf sämtliche oder einige Verluste Zahlungen erhalten hat.

(4) Die durch Eintritt erworbenen Rechte oder Ansprüche dürfen die ursprünglichen Rechte oder Ansprüche dieser Investoren nicht übersteigen.

ARTIKEL 8

Andere Verpflichtungen

(1) Ergibt sich aus den Rechtsvorschriften einer Vertragspartei oder aus völkerrechtlichen Verpflichtungen, die neben diesem Abkommen zwischen den Vertragsparteien bestehen oder in Zukunft begründet werden, eine allgemeine oder besondere Regelung, durch die den Investitionen der Investoren der anderen Vertragspartei eine günstigere Behandlung als nach diesem Abkommen zu gewähren ist, so geht diese Regelung dem vorliegenden Abkommen insoweit vor, als sie günstiger ist.

(2) Jede Vertragspartei hält jede Verpflichtung ein, die sie in Bezug auf Investitionen eines Investors der anderen Vertragspartei übernommen hat, vorausgesetzt, dass eine Streitbeilegung nach Artikel 9 nur anwendbar ist, wenn kein gewöhnliches, innerstaatliches, gerichtliches Rechtsmittel zur Verfügung steht.

ARTIKEL 9

Beilegung von Investitionsstreitigkeiten

(1) Jede Streitigkeit auf Grund dieses Abkommens zwischen einem Investor einer Vertragspartei und der anderen Vertragspartei in Bezug auf eine Investition des ersteren wird, so weit wie möglich, durch Verhandlungen zwischen den Streitparteien freundschaftlich beigelegt.

(2) Jede Streitigkeit, die nicht innerhalb von drei Monaten ab dem Zeitpunkt, zu dem eine Streitpartei eine freundschaftliche Beilegung durch Verhandlungen beantragt, beigelegt wird, kann, wenn die Streitparteien nichts anderes vereinbart haben, folgenden Verfahren unterworfen werden:

- a) zur Entscheidung gemäß den Rechtsvorschriften der Vertragspartei, die die Investition genehmigt hat, den zuständigen gerichtlichen, schiedsgerichtlichen oder Verwaltungsorganen dieser Vertragspartei nach Wahl des Investors;
- b) einem internationalen Vergleichsverfahren in Übereinstimmung mit der Vergleichsordnung des Zentrums der Vereinten Nationen für Internationales Handelsrecht (UNCITRAL), wenn sich die Parteien darauf einigen.

(3) Machen die Streitparteien von den in Absatz 2 a) oder b) genannten Wahlmöglichkeiten keinen Gebrauch oder wird das internationale Vergleichsverfahren nicht durch Unterzeichnung der Vergleichsvereinbarung abgeschlossen, kann die Streitigkeit von dem Investor einem Schiedsverfahren wie folgt unterzogen werden:

- a) wenn sowohl die Vertragspartei des Investors als auch die andere Vertragspartei Mitglied des Übereinkommens zur Beilegung von Investitionsstreitigkeiten zwischen Staaten und Staatsangehörigen anderer Staaten ¹⁾ von 1965 (Washingtoner Konvention) sind, ist eine solche Streitigkeit dem Internationalen Zentrum zur Beilegung von Investitionsstreitigkeiten (ICSID) zu unterbreiten oder
- b) wenn sich beide Streitparteien darauf einigen, gemäß den Regeln der Zusatzfazilität für die Verwaltung von Vergleichs-, Schieds- und Tatsachenfeststellungsverfahren oder
- c) wenn sich beide Streitparteien darauf einigen, jeder anderen internationalen Schiedsstelle oder
- d) einem Ad-hoc-Schiedsgericht einer Streitpartei in Übereinstimmung mit den UNCITRAL Schiedsregeln von 1976, mit folgenden Änderungen:
 - i) Das ernennende Organ gemäß Artikel 7 der Regeln ist der Präsident, der Vizepräsident oder das nächstdienstälteste Mitglied des Internationalen Gerichtshofes, das kein Staatsangehöriger einer der beiden Vertragsparteien ist. Das dritte Mitglied darf kein Staatsangehöriger einer der beiden Vertragsparteien sein.
 - ii) Die Parteien bestellen ihre jeweiligen Mitglieder innerhalb von zwei Monaten.
- iii) Das Schiedsgericht trifft seine Entscheidung in Übereinstimmung mit diesem Abkommen und den allgemein anerkannten Regeln des Völkerrechts.
- iv) Das Schiedsgericht gibt auf Verlangen einer Partei die seiner Entscheidung zugrunde liegenden Überlegungen an und begründet sie.
- v) Das Schiedsverfahren wird in einem Staat, der Mitglied des Übereinkommens der Vereinten Nationen über die Anerkennung und Vollstreckung ausländischer Schiedssprüche ²⁾ von 1958 (New Yorker Konvention) ist, abgehalten.

(4) Im Falle eines Schiedsverfahrens nach Absatz 3 verlangt die Vertragspartei nicht die Ausschöpfung innerstaatlicher Rechtsmittel im Verwaltungs- oder Gerichtsverfahren, sofern nicht ein Verfahren auf dieser Grundlage eingeleitet wurde.

(5) Der Schiedsspruch ist für beide Vertragsparteien endgültig und bindend. Jede Vertragspartei vollstreckt ihn in Übereinstimmung mit ihrem innerstaatlichen Recht und in Übereinstimmung mit der New Yorker Konvention oder der Washingtoner Konvention.

(6) Eine Vertragspartei, die Streitpartei ist, macht in keinem Stadium des Vergleichs- oder Schiedsverfahrens oder der Durchsetzung eines Schiedsspruchs als Einwand geltend, dass der Investor, der die andere Streitpartei bildet, auf Grund einer Garantie bezüglich aller oder Teile seiner Verluste eine Entschädigung erhalten habe.

ARTIKEL 10

Beilegung von Streitigkeiten zwischen den Vertragsparteien

(1) Streitigkeiten zwischen den Vertragsparteien über die Auslegung oder Anwendung dieses Abkommens werden, soweit wie möglich, durch freundschaftliche Verhandlungen beigelegt.

(2) Kann eine Streitigkeit gemäß Absatz 1 innerhalb von sechs Monaten ab dem Zeitpunkt, zu dem die Streitigkeit entstand, nicht beigelegt werden, so wird sie auf Antrag einer Vertragspartei einem Schiedsgericht unterbreitet.

(3) Ein derartiges Ad-hoc-Schiedsgericht setzt sich wie folgt zusammen:

Jede Vertragspartei bestellt ein Mitglied und diese beiden Mitglieder einigen sich auf einen Staatsangehörigen eines Drittstaates als Vorsitzenden. Die Mitglieder sind innerhalb von zwei Monaten, nachdem die eine Vertragspartei der anderen Vertragspartei mitgeteilt hat, dass sie die Streitigkeit einem Schiedsgericht unterbreiten will, der Vorsitzende ist innerhalb von weiteren zwei Monaten zu bestellen.

(4) Werden die in Absatz 3 festgelegten Fristen nicht eingehalten, kann in Ermangelung einer anderen diesbezüglichen Vereinbarung jede Vertragspartei den Präsidenten des Internationalen Gerichtshofes ersuchen, die erforderlichen Ernennungen vorzunehmen. Besitzt der Präsident des Internationalen Gerichtshofes die Staatsangehörigkeit einer der beiden Vertragsparteien oder ist er aus einem anderen

¹⁾ Kundgemacht in BGBl. Nr. 357/1971

²⁾ Kundgemacht in BGBl. Nr. 200/1961

Grund verhindert, diese Funktion auszuüben, so ist der Vizepräsident oder im Falle seiner Verhinderung, das nächstdienstälteste Mitglied des Internationalen Gerichtshofes unter denselben Voraussetzungen zu ersuchen, die erforderlichen Ernennungen vorzunehmen.

(5) Das Schiedsgericht beschließt seine Verfahrensordnung selbst.

(6) Das Schiedsgericht trifft seine Entscheidung auf Grund dieses Abkommens sowie auf Grund der allgemein anerkannten Regeln des Völkerrechts. Es trifft seine Entscheidung mit Stimmenmehrheit; die Entscheidung ist endgültig und bindend.

(7) Jede Vertragspartei trägt die Kosten ihres Mitglieds und ihrer Rechtsvertretung in dem Schiedsverfahren. Die Kosten des Vorsitzenden sowie die sonstigen Kosten werden von den beiden Vertragsparteien zu gleichen Teilen getragen. Das Gericht kann jedoch in seinem Schiedsspruch eine andere Kostenregelung treffen.

ARTIKEL 11

Anwendung dieses Abkommens

(1) Dieses Abkommen gilt für Investitionen, die Investoren der einen Vertragspartei im Hoheitsgebiet der anderen Vertragspartei sowohl vor als auch nach dem Inkrafttreten dieses Abkommens vorgenommen haben oder vornehmen werden.

(2) Dieses Abkommen gilt nicht für Ansprüche, die bereits geregelt wurden oder Verfahren, die vor seinem Inkrafttreten eingeleitet wurden.

ARTIKEL 12

Anwendbares Recht

(1) Sofern in diesem Abkommen nichts anderes vorgesehen ist, finden auf alle Investitionen die Rechtsvorschriften Anwendung, die im Hoheitsgebiet der Vertragspartei, in dem diese Investitionen getätigt werden, gelten.

(2) Keine Bestimmung in diesem Abkommen hält die als Gastland fungierende Vertragspartei davon ab, unter außergewöhnlichen Umständen zum Schutz ihrer wesentlichen Sicherheitsinteressen oder in extremen Notsituationen in Übereinstimmung mit ihren in nichtdiskriminierender Weise angewendeten Rechtsvorschriften notwendige Maßnahmen zu ergreifen.

ARTIKEL 13

Inkrafttreten und Dauer

(1) Dieses Abkommen bedarf der Ratifikation und tritt am ersten Tag des dritten Monats in Kraft, der auf den Monat folgt, in welchem die Ratifikationsurkunden ausgetauscht worden sind.

(2) Dieses Abkommen bleibt für einen Zeitraum von zehn Jahren in Kraft; danach wird es auf unbestimmte Zeit verlängert und kann von jeder Vertragspartei unter Einhaltung einer Kündigungsfrist von zwölf Monaten schriftlich auf diplomatischem Wege gekündigt werden.

(3) Für Investitionen, die vor dem Zeitpunkt des Außerkrafttretens dieses Abkommens getätigt worden sind, gelten die Bestimmungen der Artikel 1 bis 12 dieses Abkommens noch für einen weiteren Zeitraum von zehn Jahren vom Zeitpunkt des Außerkrafttretens des Abkommens an.

GESCHEHEN zu Wien, am 8. November 1999, in zwei Urschriften, in deutscher Sprache, Hindi und englischer Sprache, wobei jeder Text gleichermaßen authentisch ist. Im Falle unterschiedlicher Auslegung geht der englische Text vor.

Für die Regierung der Republik Österreich:

B. Ferrero-Waldner m. p.

Für die Regierung der Republik Indien:

Pramod Mahajan m. p.

[HINDI TEXT — TEXTE HINDI]

निवेशों के संवर्धन और संरक्षण
हेतु
ऑस्ट्रिया गणराज्य की सरकार
और
भारत गणराज्य की सरकार
के बीच
करार

ऑस्ट्रिया गणराज्य की सरकार और भारत गणराज्य की सरकार जिन्हें इसके बाद "संविदाकारी पक्ष" कहा गया है,

संविदाकारी पक्षों के बीच अतिरिक्त वार्षिक सहयोग के लिए अनुकूल स्थितियाँ सृजित करने की इच्छा रखते हुए,

यह स्वीकारते हुए कि निवेशों का संवर्धन और संरक्षण ऐसे निवेशों को प्रेरित करेगा और एतद्वारा वार्षिक संबंधों के विकास में महत्वपूर्ण योगदान देगा,

निम्न रूप में सहमत हुई हैं :

अनुच्छेद - 1
परिभाषाएँ

इस करार के प्रयोजनार्थ :

§ 1। प्रत्येक संविदाकारी पक्ष के संबंध में "निवेशक"

शब्द का अर्थ होगा :

§क§ कोई देशजात व्यक्ति जो दोनों में से किसी भी सचिदाकारी पक्ष के प्रवृत्त कानूनों के अनुसार वहाँ का नागरिक हो ;

§ख§ कोई न्यायिक व्यक्ति, भागीदारी अथवा कोई अन्य संस्था जो दोनों में से किसी भी सचिदाकारी पक्ष के प्रवृत्त कानूनों के अनुसार गठित अथवा निर्गमित हो ;

§ग§ दूसरे सचिदाकारी पक्ष के भू-भाग में निवेश कर रहा या कर चुका कोई न्यायिक व्यक्ति, भागीदारी अथवा कोई अन्य संस्था जो किसी तीसरे राष्ट्र के कानूनों के अन्तर्गत गठित अथवा निर्गमित हो, जो §क§ अथवा §ख§ में उल्लिखित निवेशकों द्वारा नियमित हो, अर्थात् ये निवेशक प्रथमोल्लिखित संस्था के प्रबंध और प्रचालन पर निर्णायक प्रभाव का प्रयोग करने की योग्यता रखते हों, जो विशिष्ट रूप से निम्न प्रकार प्रदर्शित हों ;

§1§ शेयरों के कम से कम 51% के मालिक हों अथवा मताधिकार रखते हों, अथवा

§11§ निदेशक बोर्ड के गठन पर निर्णायक नियंत्रण का प्रयोग करने की योग्यता रखते हों ।

§2§ "निवेश" शब्द का अर्थ है एक सचिदाकारी पक्ष के निवेशक द्वारा दूसरे सचिदाकारी पक्ष के भू-भाग में उसके कानूनों और विनियमों के अनुसार अर्जित अथवा संस्थापित प्रत्येक प्रकार की परिसंपत्ति और जिसमें विशेष रूप से, यद्यपि, एकमात्र नहीं, निम्नलिखित समाविष्ट है :

§क§ धन और अथवा संपत्ति एवं कोई अन्य सर्वसंपत्ती अधिकार जैसे बंधन-पत्र, श्रद्धाधिकार, रेहन अथवा इसी प्रकार के अन्य अधिकार ;

§ख§ कंपनियों अथवा अन्य कारोबारी उद्यमों में शेयर तथा किसी अन्य प्रकार की भागीदारी ;

§ग§ धनराशि के दावे जो किसी चिन्तीय मूल्य का सृजन करने के लिए दिए गए हों अथवा चिन्तीय मूल्य रखने वाले किसी निष्पादन के दावे ;

§घ§ संबंधित सविदाकारी फल के संगत कानूनों के अनुसार बौद्धिक संपत्ति अधिकार जैसे प्रतिलिप्यधिकार, व्यापार चिह्न, पेटेंट, औद्योगिक डिजाइन और तकनीकी प्रक्रियाएं, जानकारी, व्यापार-रहस्य, व्यापार-नाम और सदभाव ;

§ङ§ कानून अथवा सविदा के तहत प्रदत्त व्यापारिक रिश्कयतें, जिनमें तेल और अन्य उन्निजों की छोज और उन्हें निकालने की रिश्कयतें शामिल हैं।

§उ§ "आय" शब्द का अर्थ है निवेश द्वारा अर्जित राशियां और इनमें विक्रेय रूप से, यद्यपि एकमात्र रूप से नहीं, लाभ, ब्याज, पूंजीगत लाभ, लाभांश, रायल्टियां, लाइसेंस तथा अन्य शुल्क शामिल हैं।

§ए§ "भू-भाग" शब्द का अर्थ है :-

§क§ आस्ट्रेलिया गणराज्य के संबंध में :

आस्ट्रेलिया गणराज्य का भू-भाग ;

§ख§ भारत गणराज्य के संबंध में :

भारत गणराज्य का भू-भाग जिसमें इसका सीमांतर्गत जलक्षेत्र और ऊपर का वायुक्षेत्र तथा विशिष्ट आर्थिक क्षेत्र तथा महाद्वीपीय तट सहित अन्य समुद्री क्षेत्र शामिल हैं, जिन पर भारत गणराज्य का अपने प्रकृत कानूनों, समुद्र संबंधी कानून पर संयुक्त राष्ट्र के 1982 के अधिसूचना और अंतर्राष्ट्रीय कानून के अनुसार प्रभुसत्ता, प्रभुसत्तात्मक अधिकार अथवा पूर्ण क्षेत्राधिकार हों।

§ड§ "स्वामित्वहरण" शब्द में राष्ट्रीयकरण अथवा सम्पत्ति प्रभाव रखने वाला कोई अन्य उपाय भी शामिल है।

अनुच्छेद - 2

निवेशों का संवर्धन और संरक्षण

§ 18 प्रत्येक सविदाकारी पक्ष दूसरे सविदाकारी पक्ष के निवेशकों को अपने भू-भाग में निवेश करने के लिए यथासंभव बड़ावा देगा, ऐसे निवेशों को अपने कानूनों के अनुसार स्वीकृत देगा और हर हाल में में ऐसे निवेशों को उचित और साभ्यापूर्ण व्यवहार प्रदान करेगा ।

§ 28 इस करार के अनुच्छेद I पैराग्राफ § 18 के अनुसार स्वीकार किए गए निवेशों और उनकी आय को मौजूदा करार का पूर्ण संरक्षण प्राप्त होगा । यही बात ऐसी आय के पुनर्निवेश के मामले में उनकी आय के लिए भी पैराग्राफ § 18 के विनियमों पर प्रतिकूल प्रभाव डालें बिना लागू होगी । परिसंपत्तियों के निवेश अथवा पुनर्निवेश के रूप में मेजबान सविदाकारी पक्ष के कानून के अनुसार कोई परिवर्तन जिसमें विस्तार, परिवर्तन अथवा रूपान्तरण शामिल है, निवेश के रूप में उनके स्वरूप को प्रभावित नहीं करेगा ।

अनुच्छेद - 3

निवेशों के संवर्धन में किया जाने वाला व्यवहार

§ 18 प्रत्येक सविदाकारी पक्ष दूसरे सविदाकारी पक्ष के निवेशकों के निवेशों को ऐसा व्यवहार प्रदान करेगा जो उसके अपने निवेशकों के निवेशों अथवा किसी तीसरे राष्ट्र के निवेशकों के निवेशों के साथ किए जाने वाले व्यवहार से कम अनुकूल नहीं होगा ।

§ 28 प्रत्येक सविदाकारी पक्ष दूसरे सविदाकारी पक्ष के निवेशकों को उनके निवेशों के प्रबंध, उपयोग, उपभोग, अथवा निपटान के संवर्धन में ऐसा व्यवहार प्रदान करेगा जो उस व्यवहार से कम अनुकूल नहीं होगा जो वह अपने निवेशकों को अथवा किसी तीसरे राष्ट्र के निवेशकों को, जो भी अधिक अनुकूल हो, उनके निवेशों के संवर्धन में प्रदान करता है ।

§ 31 पराग्राह्य § 1 के उपबंधों की इस प्रकार व्याख्या नहीं की जाएगी कि एक सविदाकारी पक्ष को दूसरे सविदाकारी पक्ष के निवेशकों तथा उनके निवेशों को निम्न लिखित के परिणामस्वरूप किसी व्यवहार, वरीयता या विशेषाधिकार का वर्तमान अथवा भविष्य लाभ प्रदान करना पड़े

§ क० कोई वर्तमान या भविष्य सीमाहृत्क संघ, साक्षात् बाजार, मुक्त व्यापार क्षेत्र या किसी वार्षिक समुदाय की सदस्यता या समान अन्तर्राष्ट्रीय करार ;

§ ख० अन्तर्राष्ट्रीय करारों समाहित कोई मामला जो पूर्णतः अथवा मुख्यतः कराधान से संबंधित हो ।

अनुच्छेद - 4

क्षतिपूर्ति

§ 11 दोनों में से किसी भी सविदाकारी पक्ष के निवेशकों के निवेशों का दूसरे सविदाकारी पक्ष के भू-भाग में स्वामित्वहरण नहीं किया जाएगा सिवाय तब जब वह कानून के अनुसार श्रेयभाव रहित आधार पर जनहित में तथा क्षतिपूर्ति के प्रति हो ।

§ 22 ऐसी क्षतिपूर्ति स्वामित्वहरण की घोषणा के निर्णय होने अथवा सार्वजनिक रूप से ज्ञात होने, जो भी पहले हो, के समय अथवा उसमें एकदम पहले निवेश के उचित बाजार मूल्य के अभाव में होगी तथा मूल्यांकन के सामान्यता मान्य सिद्धान्तों के अनुसार निश्चित की जाएगी । क्षतिपूर्ति का भुगतान अविलम्ब किया जाएगा तथा इसमें वास्तविक स्वामित्वहरण की तिथि से भुगतान की तिथि तक बाजार आधार पर स्थापित वार्षिक दर पर व्याज शामिल होगा । क्षतिपूर्ति की राशि प्रभावी रूप से वसूली योग्य, मुक्त रूप से परिवर्तनीय होगी तथा उसका मुक्त अंतरण अनुमय किया जाएगा ।

§ 31 जब कोई सविदाकारी पक्ष किसी ऐसी कंपनी की परिसम्पत्तियों को स्वामित्वहरण करता है जो वर्तमान करार के अनुच्छेद 1 के पराग्राह्य § 2 के अनुसार में उस सविदाकारी पक्ष की कंपनी मानी जाती हो तथा जिसमें दूसरे सविदाकारी पक्ष के निवेशक के शेयर हों, तो वह निवेशक को उचित क्षतिपूर्ति सुनिश्चित करने के प्रयोजनार्थ पराग्राह्य § 1 के उपबंधों को लागू करेगा ।

148 निवेशक को स्वामित्वहरण करने वाले संविदाकारी पक्ष के तत्कम प्राधिकारियों द्वारा स्वामित्वहरण की वैधता की पुनरीक्षा करवाने का अधिकार होगा ।

150 इस करार के अनुच्छेद 9 के उप-च्छेदों पर प्रतिकूल प्रभाव डालने बिना, प्रभावित निवेशक को स्वामित्वहरण करने वाले संविदाकारी पक्ष के कानून के अन्तर्गत अपने या उसके निवेश के मूल्यांकन तथा इस अनुच्छेद में निर्धारित विधियों के अनुसार क्षतिपूर्ति की अदावगी के उपदण्डों का उस पक्ष के न्यायिक अथवा किसी अन्य स्वतंत्र प्राधिकारी द्वारा पुनरीक्षा करवाने का अधिकार होगा । स्वामित्वहरण करने वाला संविदाकारी पक्ष यह सुनिश्चित करने का हर प्रयास करेगा कि ऐसी पुनरीक्षा तत्काल की जाए ।

अनुच्छेद - 5

क्षति अथवा हानि के लिए क्षतिपूर्ति

118 जब एक संविदाकारी पक्ष के निवेशकों के निवेशों को दूसरे संविदाकारी पक्ष के भू-भाग में युद्ध अथवा अन्य सशस्त्र संघर्ष, राष्ट्रीय आपातस्थिति, विद्रोह, गृह उपद्रव, राजद्रोह, दंगे, अथवा ऐसी ही अन्य समान प्रकार की घटनाओं से क्षति या हानि हुई हो तो उन्हें दूसरे संविदाकारी पक्ष द्वारा प्रत्यर्पण, मुआवज़े, क्षतिपूर्ति अथवा अन्य निपटारे के संबंध में ऐसा व्यवहार प्रदान किया जाएगा जो दूसरे संविदाकारी पक्ष द्वारा अपने निवेशकों अथवा किसी तीसरे देश के निवेशकों को प्रदान किए जाने वाले व्यवहार, जो भी अधिक अनुकूल हो, से कम अनुकूल नहीं होगा ।

120 पैराग्राफ 1 पर प्रतिकूल प्रभाव डालने बिना, एक संविदाकारी पक्ष के निवेशकों, जिन्हें उक्त पैराग्राफ में उल्लिखित किसी घटना के परिणामस्वरूप दूसरे संविदाकारी पक्ष के भू-भाग में निम्नलिखित के परिणामस्वरूप क्षति या हानि हुई हो :-

168 दूसरे संविदाकारी पक्ष की सेनाओं अथवा प्राधिकारियों द्वारा उनकी सम्पत्ति अथवा उसके एक हिस्से का अधिग्रहण, अथवा

170 दूसरे संविदाकारी पक्ष की सेनाओं अथवा प्राधिकारियों द्वारा उनकी सम्पत्ति अथवा उसके एक हिस्से का विध्वंस जो युद्ध की कार्रवाई में नष्ट न हुए हों अथवा स्थिति की मांग के अनुसार ऐसा किया जाना आवश्यक न रहा हो, को प्रत्यर्पण अथवा पर्याप्त क्षतिपूर्ति प्रदान की जाएगी । परिणामी भुगतान प्रभावी रूप से वसूली योग्य, मुक्त रूप से परिवर्तनीय तथा अबाधित रूप से अन्तरणीय होंगे ।

अनुच्छेद - 6

अन्तरण

॥ 1॥ प्रत्येक सविदाकारी पक्ष दूसरे सविदाकारी पक्ष के निवेशकों के लिए निवेश के सम्बन्ध में भुगतानों का मुक्त अन्तरण सुनिश्चित तथा अनुम्य करेगा । ऐसे भुगतान बिना अनुचित विलम्ब के, मुक्त रूप से परिवर्तनीय मुद्रा में किए जाएंगे तथा इनमें विशेष रूप से, यद्यपि एकमात्र नहीं, निम्नलिखित शामिल होंगे :-

- ॥क॥ निवेश के अनुरक्षण अथवा विस्तार के लिए पूंजी तथा अतिरिक्त धनराशि ;
- ॥ख॥ निवेश के प्रबंध से संबंधित व्यय पूरे करने के लिए निर्धारित धनराशि ;
- ॥ग॥ प्रतिज्ञाभ ;
- ॥घ॥ श्रमों की वापसी अदावगी ;
- ॥ङ॥ निवेश के पूर्ण अथवा आंशिक परिसमापन या बिक्री से हुई आय ;
- ॥च॥ वर्तमान करार के अनुच्छेद 4 तथा 5 के अनुसार क्षतिपूर्ति ;
- ॥छ॥ किसी विवाद के निपटान से प्रत्युत्पन्न भुगतान ।

॥ 2॥ इस अनुच्छेद में उल्लिखित अन्तरण उस सविदाकारी पक्ष, जहाँ से अन्तरण किया गया है, के भू-भाग में भुगतान के अन्तरण की तिथि को विदेशी मुद्रा बाजार में उद्भूत विनिमय की दरों पर प्रभावी किए जाएंगे ।

॥ 3॥ किसी अन्तरण को बिना अनुचित विलम्ब के किया गया माना जाएगा यदि उसे ऐसी अवधि, जो अन्तरण औपचारिकताओं की पूर्णता के लिए सामान्यतः अपेक्षित होती है, के भीतर प्रभावी किया जाए । यह अवधि उस दिवस, जिस पर पूर्ण प्रलेखन तथा सूचना के साथ सम्बन्धित अनुरोध किया गया हो, से प्रारम्भ होगी , तथा किसी भी हालत में तीन मास से अधिक नहीं होगी ।

अनुच्छेद 7

प्रतिस्थापन

§1§ जहाँ एक संविदाकारी पक्ष अथवा इसके पदनामित अभिकरण §जिसे इसके बाद क्षतिपूर्ति पक्ष कहा गया है§ ने दूसरे संविदाकारी पक्ष के भू-भाग में किसी निवेश के सम्बन्ध में इसके निवेशकों को गैर-वाणिज्यिक जोखिमों के प्रति किसी क्षतिपूर्ति, गारंटी या बीमा संविदा के अन्तर्गत भुगतान किया हो, तो मेज़बान संविदाकारी पक्ष यह स्वीकार करेगा कि :

§क§ किसी कानून के अन्तर्गत या कानूनी लेन-देन के अनुसार में किसी निवेशक के ऐसे निवेश के सम्बन्ध में सभी अधिकार तथा दावों का क्षतिपूर्ति पक्ष को अभ्यर्षण; तथा

§ख§ प्रतिस्थापन के द्वारा ऐसे सभी अधिकारों का प्रयोग तथा ऐसे दावों का प्रवर्तन करने का क्षतिपूर्ति पक्ष का अधिकार ।

§2§ पैराग्राफ §1§ में उल्लिखित अभ्यर्षण द्वारा अधिगृहीत अधिकारों तथा दावों के सम्बन्ध में क्षतिपूर्ति पक्ष सभी परिस्थितियों में उसी व्यवहार को प्राप्त करने का हकदार होगा ।

§3§ पैराग्राफ §1§ पर प्रतिकूल प्रभाव डाले बिना, किसी निवेश विवाद को समाधान अथवा माध्यस्थता के लिए भेजने का किसी निवेशक का अधिकार, यदि क्षतिपूर्ति पक्ष प्रतिस्थापित अधिकारों की सीमा से सहमत होता हो, इस तथ्य द्वारा प्रभावित नहीं होगा कि निवेशक को अपनी सभी अथवा कुछ हानियों के संबंध में किसी क्षतिपूर्ति, गारंटी या बीमा संविदा द्वारा भुगतान प्राप्त हो गए है ।

§4§ प्रतिस्थापित अधिकार या दावे ऐसे निवेशकों के मूल अधिकारों अथवा दावों से अधिक नहीं होंगे ।

अनुच्छेद 8

अन्य दायित्व

§ 1१ यदि इस सभ्य विद्यमान या वर्तमान करार के अतिरिक्त दोनों में से किसी भी संविदाकारी पक्ष के कानून के उपबन्ध अथवा संविदाकारी पक्षों के बीच इसके बाद स्थापित अन्तराष्ट्रीय दायित्वों में ऐसे नियम, बाहे वे सामान्य हों अथवा विशिष्ट, अन्तर्विष्ट हैं जो दूसरे संविदाकारी पक्ष के निवेशकों द्वारा निवेश के लिए वर्तमान करार द्वारा प्रदत्त व्यवहार से अधिक अनुकूल व्यवहार प्रदान करते हैं तो ऐसे नियम उस सीमा तक, जहाँ तक वे अधिक अनुकूल हैं, वर्तमान करार पर अभिभावी होंगे।

§ 2१ प्रत्येक संविदाकारी पक्ष किसी भी दायित्व को पूरा करेगा जो इसने दूसरे संविदाकारी पक्ष के निवेशकों के निवेश के सम्बन्ध में उठाया है, बजाय कि इस करार के अनुच्छेद 9 के अन्तर्गत विवाद समाधान केवल सामान्य, स्थानीय, कानूनी उपचार की उपलब्धता के अभाव में ही प्रयोज्य होगा।

अनुच्छेद 9

निवेश विवाद का निपटान

§ 1१ इस करार के अन्तर्गत एक संविदाकारी पक्ष के निवेशक और दूसरे संविदाकारी पक्ष के बीच पूर्वोक्त के निवेश सम्बन्धी किसी विवाद को विवादग्रस्त पक्षों के बीच यथासंभव सौहार्दपूर्ण रूप से बातचीत के माध्यम से निपटाया जाएगा।

§ 2१ ऐसे किसी विवाद को, जिसे उस तिथि जिस पर कोई विवादग्रस्त पक्ष वाताओं के माध्यम से सौहार्दपूर्ण निपटारे का अनुरोध करता है, से तीन मास की अवधि के भीतर सौहार्दपूर्ण ढंग से न निपटाया जा सका हो, यदि दोनों विवादग्रस्त पक्षों के बीच अन्यथा सहमति न हो, निम्न को प्रस्तुत किया जाएगा :-

§ क१ निवेशक के चयन पर उस संविदाकारी पक्ष जिसने निवेश को स्वीकृति दी हो, के कानून के अनुसार उस संविदाकारी पक्ष के सभ्य न्यायिक, माध्यस्थ या प्रशासनिक निकायों को समाधान के लिए,

§ उ१ अन्तराष्ट्रीय व्यापार कानून के लिए संयुक्त राष्ट्र केन्द्र के समाधान नियमों के अन्तर्गत अन्तराष्ट्रीय समाधान को, यदि दोनों पक्ष सहमत हों;

§ 3§ विवादग्रस्त पक्षों द्वारा इस अनुच्छेद के पैरा § 2§ § क§ तथा § छ§ के अन्तर्गत विकल्पों का प्रयोग न कर पाने अथवा अन्तर्राष्ट्रीय समाधान की बारंबार निपटान सम्झौते पर हस्ताक्षर के अलावा समाप्त किए जाने की स्थिति में, विवाद को निवेशक द्वारा निम्नानुसार माध्यस्थ के लिए भेजा जा सकता है:-

§ क§ यदि निवेशक का संविदाकारी पक्ष तथा दूसरा संविदाकारी पक्ष दोनों ही राष्ट्रों तथा अन्य राष्ट्रों के राष्ट्रों के बीच निवेश विवाद निपटान अभिसमय, 1965 (वाशिंगटन अभिसमय) के पक्षकार हैं, तो ऐसे विवाद को निवेश विवाद निपटान संबंधी अंतर्राष्ट्रीय केन्द्र आई.सी.एस.आई.डी. § को भेजा जाएगा; अथवा

§ छ§ यदि दोनों विवादग्रस्त पक्ष सहमत हों, तो समाधान, माध्यस्थ तथा तथाच्छेष प्रक्रियाओं के प्रशासन हेतु अतिरिक्त सुविधा के अन्तर्गत भेजा जाएगा; अथवा

§ ग§ दोनों विवादग्रस्त पक्षों के इस प्रकार सहमत होने पर, किसी अंतर्राष्ट्रीय माध्यस्थ निकाय को भेजा जाएगा; या

§ घ§ अंतर्राष्ट्रीय व्यापार कानून संबंधी संयुक्त राष्ट्र केन्द्र, 1976 के माध्यस्थ नियमों के अनुसार विवाद के दोनों में से किसी एक पक्ष द्वारा किसी तदर्थ माध्यस्थ अधिकरण को निम्नलिखित आशोधनों के अधीन:-

§ 1§ नियमों के अनुच्छेद 7 के तहत नियुक्ति प्राधिकारी अंतर्राष्ट्रीय न्यायालय या अध्यक्ष, उपाध्यक्ष अथवा अगला वरिष्ठ न्यायाधीश होगा जो किसी भी संविदाकारी पक्ष का राष्ट्रिक नहीं होगा। तीसरा मध्यस्थ दोनों में से किसी भी संविदाकारी पक्ष का राष्ट्रिक नहीं होगा।

§ 1.1§ दोनों पक्ष दो महीने के अन्दर अपना सम्बन्धित मध्यस्थ नियुक्त करेंगे।

§ 1.1.1§ माध्यस्थ पंचाट इस करार के उपबन्धों तथा अंतर्राष्ट्रीय कानून के सामान्य सिद्धान्तों के अनुसार किया जाएगा।

§17§ माध्यस्थम न्यायाधिकरण दोनों में से किसी भी पक्ष के अनुरोध पर अपने निर्णय का आधार तथा कारण बताएगा ।

§ 17§ माध्यस्थम, विदेश माध्यस्थम पंचाट §न्युयार्क अभिसम्य§ की मान्यता तथा प्रवर्तन संबंधी संयुक्त राष्ट्र अभिसम्य, 1958 के पक्षकार किसी राज्य में किया जाएगा ।

§4§ पैरर §3§ के अन्तर्गत व्यवस्था किए गए माध्यस्थम के मामले में, संविदाकारी पक्ष को घरेलू प्रशासनिक अथवा न्यायिक उपायों का उपयोग करने की तब तक आवश्यकता नहीं होगी जब तक कि इसके अन्तर्गत कार्यवाहियाँ प्रारंभ न की गई हों ।

§5§ माध्यस्थम पंचाट अंतिम तथा दोनों विवादग्रस्त पक्षों पर बाध्यकारी होगा । प्रत्येक संविदाकारी पक्ष उन्हें अपने कानूनों के अनुसार तथा न्युयार्क अभिसम्य अथवा वार्शिंगटन अभिसम्य के अनुसार लागू करेगा ।

§6§ कोई भी संविदाकारी पक्ष जो विवाद का पक्षकार है, समाधान या माध्यस्थम कार्यवाहियों अथवा पंचाट के प्रवर्तन के किसी स्तर पर यह आपत्ति नहीं उठाएगा कि निवेशक जो विवाद का दूसरा पक्षकार है, ने समस्त अथवा कुछ हानियों के संबंध में गारंटी के कारण क्षतिपूर्ति प्राप्त की है ।

अनुच्छेद 10

संविदाकारी पक्षों के बीच विवादों का निपटान

§1§ इस करार की व्याख्या अथवा प्रयोज्यता के संबंध में संविदाकारी पक्षों के बीच विवाद यथासंभव सौहार्दपूर्ण बातचीत के माध्यम से निपटाए जाएंगे ।

§2§ यदि कोई विवाद उसके उत्पन्न होने के समय से छः महीनों के भीतर पैराग्राफ §2§ के अनुसार नहीं निपटाया जाता, तो दोनों में से किसी भी संविदाकारी पक्ष के अनुरोध पर उसे किसी माध्यस्थम न्यायाधिकरण को प्रस्तुत किया जा सकता है ।

§ 3§ ऐसा तदर्थ न्यायाधिकरण निम्न प्रकार गठित किया जाएगा :-
प्रत्येक संविदाकारी पक्ष एक सदस्य की नियुक्ति करेगा तथा ये दोनों सदस्य किसी तीसरे राष्ट्र के राष्ट्रिक को सहमति से अपना अध्यक्ष चुनेंगे । ऐसे सदस्यों की नियुक्ति उस तिथि से दो माह के भीतर की जाएगी जब एक संविदाकारी पक्ष ने दूसरे संविदाकारी पक्ष को यह सूचित कर दिया हो कि वह विवाद को किसी माध्यस्थ न्यायाधिकरण को प्रस्तुत करना चाहता है जिसके अध्यक्ष की नियुक्ति आने दो माह के भीतर की जाएगी ।

§ 4§ यदि इस अनुच्छेद के पैराग्राफ § 3§ में निर्दिष्ट अवधियों का अनुपालन नहीं किया जाता तो दोनों में से कोई भी संविदाकारी पक्ष, किसी अन्य व्यवस्था के न होने पर, अन्तर्राष्ट्रीय न्यायालय के अध्यक्ष को आवश्यक नियुक्तियाँ करने के लिए आमंत्रित कर सकता है । यदि अन्तर्राष्ट्रीय न्यायालय का अध्यक्ष दोनों में से किसी संविदाकारी पक्ष का राष्ट्रिक हो अथवा उसे उक्त कार्य करने से अन्यथा रोक जाता है तो उपाध्यक्ष अथवा उसकी समर्थता की स्थिति में अन्तर्राष्ट्रीय न्यायालय में अगली वरिष्ठता वाले सदस्य को उन्हीं शर्तों पर आवश्यक नियुक्तियाँ करने के लिए आमंत्रित किया जाएगा ।

§ 5§ न्यायाधिकरण अपने प्रक्रिया नियम बनाएगा ।

§ 6§ माध्यस्थ अधिकरण वर्तमान करार के उपबंधों का प्रयोग करके तथा अन्तर्राष्ट्रीय कानून के सामान्य मान्य नियमों के अनुसरण में अपना निर्णय करेगा । माध्यस्थ न्यायाधिकरण बहुमत द्वारा अपना निर्णय करेगा । ऐसा निर्णय अंतिम तथा बाध्यकारी होगा ।

§ 7§ प्रत्येक संविदाकारी पक्ष अपने सदस्य तथा माध्यस्थ कार्यवाहियों में उसके कानूनी प्रतिनिधित्व का खर्च वहन करेगा । अध्यक्ष का खर्च और शेष खर्च संविदाकारी पक्षों द्वारा बराबर मात्रा में वहन किए जाएंगे । तथापि, अधिकरण अपने पंचाट में खर्चों का कोई अन्य वितरण निर्धारित कर सकता है ।

अनुच्छेद 11

करार की प्रयोज्यता

§ 1। यह करार दोनों में से किसी भी संविदाकारी पक्ष के राज्य के निवेशकों द्वारा दूसरे संविदाकारी पक्ष के राज्य के भू-भाग में किए गए निवेशों जो इस करार के प्रवृत्त होने से पूर्व अथवा बाद में किए गए हों, पर लागू होगा ।

§ 2। यह करार उन दावों जिन्हें निपटा दिया गया है अथवा उन प्रक्रियाओं जिन्हें इस करार के प्रवृत्त होने से पूर्व प्रारम्भ किया गया है, पर लागू नहीं होगा ।

अनुच्छेद 12

प्रयोज्य कानून

§ 1। इस करार में अन्यथा उपबंधित के अतिरिक्त समस्त निवेश उस संविदाकारी पक्ष के भू-भाग, जहाँ ऐसे निवेश किए गए हों, में प्रवृत्त कानूनों द्वारा शासित होंगे ।

§ 2। इस करार में ऐसा कुछ निहित नहीं है जो मेज़बान संविदाकारी पक्ष को अपने आवश्यक सुरक्षा हितों के लिए असामान्य परिस्थितियों में अथवा अत्यधिक आपात्क परिस्थितियों में भेदभाव-रहित आधार पर लागू अपने कानूनों के अनुसार आवश्यक कार्रवाई करने से प्रतिबाधित करे ।

अनुच्छेद 13

करार का प्रवृत्त होना और सम्भावधि

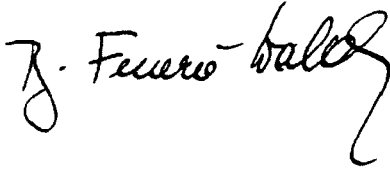
§ 1। यह करार अनुसमर्पन के अधीन है और अनुसमर्पन के प्रपत्रों के आदान-प्रदान किए जाने वाले महीने के अनुवर्ती तीसरे महीने के पहले दिन से प्रवृत्त होगा ।

§2§ यह करार दस वर्षों की अवधि के लिए प्रवृत्त रहेगा; उसके बाद इसे अनिश्चित अवधि के लिए बढ़ाया जाएगा और दोनों में से किसी भी संविदाकारी पक्ष द्वारा राजनयिक सरणियों के माध्यम से लिखित में 12 महीने का नोटिस दिए जाने पर इसे समाप्त किया जा सकता है।

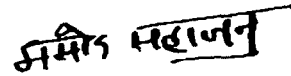
§3§ मौजूदा करार की समाप्ति की तारीख से पहले किए गए निवेशों के संबंध में, इस करार के अनुच्छेद 1 से 12 के उपबन्ध, इस करार की समाप्ति की तारीख से आगे और दस वर्ष की अवधि के लिए प्रभावी रहे रहेंगे।

शे NOV. 8 को सम्पन्न इस करार की जर्मन, हिन्दी और अंग्रेजी भाषाओं में दो-दो मूल प्रतियाँ तैयार की गई हैं, सभी पाठ समान रूप से प्रामाणिक हैं। व्याख्या में भिन्नता होने की स्थिति में अंग्रेजी पाठ मान्य होगा।

जार्जिया गणराज्य की सरकार
की ओर से



भारत गणराज्य की सरकार
की ओर से



[TRANSLATION - TRADUCTION]

ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE L'INDE RELATIF À LA PROMOTION ET À LA PROTECTION DES INVESTISSEMENTS

Le Gouvernement de la République d'Autriche et le Gouvernement de la République de l'Inde (ci-après dénommés les « Parties contractantes »),

Désireux de créer des conditions favorables au renforcement de la coopération économique entre les Parties contractantes,

Reconnaissant que la promotion et la protection des investissements peuvent stimuler de tels investissements et contribuer substantiellement au développement des relations économiques,

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier. Définitions

Aux fins du présent Accord :

1. Le terme « investisseur » désigne, dans le cas de chacune des Parties contractantes,

a) Toute personne physique qui est ressortissant de l'une des Parties contractantes conformément à sa législation en vigueur;

b) Toute personne morale, partenaire ou autre entité créé ou constitué conformément à la législation en vigueur de l'une des Parties contractantes;

c) Toute personne morale, partenaire ou autre entité créé ou constitué en vertu de la législation d'un État tiers, et dans lequel des investisseurs mentionnés aux alinéas a) ou b) exercent un contrôle direct déterminant, ce qui signifie qu'ils ont le pouvoir d'exercer une influence décisive sur la gestion et l'exploitation de ladite entité, tel qu'établi spécifiquement sur la base de :

i) La propriété de 51 % au moins des actions ou des droits de vote, ou

ii) La capacité d'exercer un contrôle décisif sur la composition des membres du conseil d'administration effectuant ou ayant effectué un investissement dans le territoire de l'autre Partie contractante.

2. Le terme « investissement » désigne toutes les valeurs en capital constituées ou acquises par un investisseur de l'une des Parties contractantes dans le territoire de l'autre Partie contractante conformément à ses lois et règlements, en particulier mais non exclusivement :

a) La propriété de biens mobiliers et immobiliers ainsi que les droits réels, comme les hypothèques, les droits de rétention, les droits de gage et les droits analogues;

b) Les parts sociales et autres types de participation à des sociétés ou à d'autres entreprises;

c) Les droits sur des sommes d'argent remises en vue de créer une valeur économique ou les droits à une prestation ayant une valeur économique;

d) Les droits de propriété intellectuelle, en particulier les droits d'auteur, les marques commerciales, les brevets d'invention, les modèles et dessins industriels ainsi que les procédés techniques, le savoir-faire, les secrets d'entreprise, les noms commerciaux et la clientèle, conformément à la législation pertinente de chacune des Parties contractantes;

e) Les concessions de droit public accordées en vertu de la loi ou par contrat, y compris les concessions pour la prospection ou l'exploitation du pétrole et d'autres minéraux.

3. Le terme «produits» désigne les montants que rapporte un investissement et, en particulier mais non exclusivement, les bénéfices, les intérêts, les gains en capital, les dividendes, les tantièmes, les redevances et autres rémunérations.

4. Le terme «territoire» désigne :

a) Dans le cas de la République d'Autriche : le territoire de la République d'Autriche;

b) Dans le cas de la République de l'Inde : le territoire de la République de l'Inde y compris ses eaux territoriales et l'espace aérien au-dessus de la haute mer et les autres zones maritimes y compris la Zone économique exclusive et le plateau continental sur lesquels la République de l'Inde exerce sa souveraineté, ses droits souverains ou sa juridiction conformément à sa législation en vigueur et au droit international, notamment la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982.

5. Le terme «expropriation» désigne aussi la nationalisation et toute autre mesure ayant un effet identique.

Article 2. Promotion et protection des investissements

1. Chaque Partie contractante favorise autant que possible les investissements d'investisseurs de l'autre Partie contractante sur son territoire, conformément à sa législation, et les traite dans tous les cas de façon équitable.

2. Les investissements approuvés conformément au paragraphe 1 de l'article premier et leurs produits jouissent de l'entière protection prévue par le présent Accord. Il en va de même pour lesdits produits, sans préjudice des dispositions du paragraphe 1, lorsqu'ils sont réinvestis. Tout changement consistant à investir ou à réinvestir des valeurs en capital, et notamment à élargir, modifier ou transformer un investissement effectué conformément aux dispositions légales de la Partie contractante concernée, ne porte nullement atteinte au statut juridique de celui-ci en tant qu'investissement.

Article 3. Traitement des investissements

1. Chaque Partie contractante accorde aux investissements des investisseurs de l'autre Partie contractante un traitement non moins favorable que celui qu'elle accorde qu'aux investissements de ses propres investisseurs ou aux investissements d'investisseurs d'États tiers.

2. Chaque Partie contractante accorde aux investisseurs de l'autre Partie contractante un traitement non moins favorable que celui qu'elle accorde à ses propres investisseurs ou

à des investisseurs d'un État tiers, en ce qui concerne la gestion, l'utilisation, la jouissance ou la cession de leurs investissements.

3. Les dispositions du paragraphe 1 ne peuvent être interprétées comme obligeant une Partie contractante à accorder aux investisseurs de l'autre Partie contractante et à leurs investissements l'avantage présent ou futur d'un traitement, d'une préférence ou d'un privilège résultant :

a) D'une union douanière, d'un marché commun, d'une zone de libre échange ou de l'appartenance à une communauté économique ou à d'autres accords similaires présents ou futurs;

b) De toute autre disposition, y compris des accords internationaux portant en totalité ou principalement sur la fiscalité.

Article 4. Indemnisation

1. Les investissements des investisseurs d'une Partie contractante ne peuvent être expropriés du territoire de l'autre Partie contractante que dans l'intérêt public, sur une base non discriminatoire, conformément à sa législation et contre indemnisation.

2. Cette indemnisation doit correspondre à la juste valeur de marché de l'investissement, immédiatement avant la date à laquelle la décision d'expropriation a été annoncée ou celle à laquelle elle a été officiellement connue, la première de ces dates étant retenue. La valeur de marché est déterminée conformément aux principes généralement reconnus. L'indemnité est versée dans un délai raisonnable, y compris les intérêts calculés au taux normal du marché à partir de la date de l'expropriation et jusqu'à la date du versement de l'indemnité. Le montant de l'indemnité fixée doit être versé sans retard, en monnaie librement convertible et doit être librement transférable.

3. Si une Partie contractante exproprie de ses valeurs en capital une société qui, en application du paragraphe 2 de l'article premier du présent Accord, doit être considérée comme une société de cette Partie contractante et dans laquelle un investisseur de l'autre Partie contractante possède des parts, elle applique les dispositions du paragraphe 1 de façon à assurer une indemnisation équitable à l'investisseur.

4. L'investisseur a le droit de faire vérifier le montant de l'expropriation par les organes compétents de la Partie contractante qui a fait procéder à l'expropriation.

5. L'investisseur visé peut, sans préjudice des dispositions de l'article 9 du présent Accord, aux termes de la législation de la Partie contractante qui prend la mesure d'expropriation, demander un examen de ladite mesure par un organisme judiciaire ou un autre organisme indépendant de ladite Partie contractante, de l'évaluation de son investissement et des modalités du paiement de l'indemnisation conformément aux principes énoncés dans le présent article. La Partie contractante qui prend la mesure d'expropriation fera son possible pour veiller à ce que cet examen soit effectué rapidement.

Article 5. Indemnisation en cas de dommages ou de pertes

1. Les investisseurs d'une Partie contractante dont les investissements subissent des dommages ou des pertes du fait d'une guerre ou d'autres conflits armés, d'un état d'urgence

national, d'une révolte, d'une guerre civile, de troubles, d'un soulèvement, d'émeutes ou d'événements semblables sur le territoire de l'autre Partie contractante ne font pas l'objet, en ce qui concerne la restitution, l'indemnisation, le dédommagement ou tout autre règlement, d'un traitement moins favorable que celui que cette Partie contractante réserve à ses propres investisseurs ou aux investisseurs d'États tiers, en considérant dans chaque cas le traitement le plus favorable.

2. Sans préjudice des dispositions du paragraphe 1, les investisseurs d'une Partie contractante qui subissent du fait des événements mentionnés dans ledit paragraphe des dommages ou des pertes sur le territoire de l'autre Partie contractante pour les raisons suivantes :

a) L'expropriation totale ou partielle de leurs biens par les forces armées ou les autorités de cette Partie contractante; ou

b) La destruction totale ou partielle de leurs biens par les forces armées ou les autorités de cette Partie contractante ne résultant pas d'hostilités ou ne s'avérant pas nécessaire compte tenu de la situation, ont droit à une restitution ou à une indemnisation adéquate. Les règlements effectués en conséquence sont librement convertibles et transférables dans des délais raisonnables.

Article 6. Transferts

1. Chaque Partie contractante permet aux investisseurs de l'autre Partie contractante de transférer librement et en devises librement convertibles le montant des règlements qui se rapportent à un investissement. Ces montants doivent s'effectuer sans retard indu, en monnaie librement convertible et comprennent en particulier mais non exclusivement :

a) Le capital et les sommes complémentaires nécessaires au maintien ou à l'extension de l'investissement;

b) Les sommes fixées pour couvrir les dépenses afférentes à la gestion de l'investissement;

c) Les produits;

d) Les remboursements d'emprunts;

e) Le produit de la liquidation ou de la cession totale ou partielle de l'investissement;

f) Les indemnisations visées aux articles 4 et 5 du présent Accord;

g) Les paiements au titre du règlement d'un différend.

2. Les transferts visés au présent article s'effectuent aux taux de change en vigueur le jour du transfert des paiements sur le territoire de la Partie contractante à partir de laquelle le transfert est effectué.

3. Un transfert est réputé avoir été effectué dans un délai raisonnable lorsqu'il est effectué à l'intérieur d'une période normalement nécessaire pour compléter les formalités de transfert. La période commence le jour où la demande a été faite, la documentation et l'information complètes ayant été fournies, et ne peut en aucun cas excéder trois mois.

Article 7. Subrogation

1. Si une Partie contractante ou l'organisme désigné par elle (ci-après dénommée la Partie indemnitrice) effectue des versements à son investisseur en vertu d'une indemnisation, d'une garantie ou d'un contrat d'assurance contre les risques non commerciaux accordée pour un investissement effectué dans le territoire de l'autre Partie contractante, cette dernière reconnaît :

a) La cession à la Partie indemnitrice, de par la loi ou en vertu d'une transaction légale, de tout droit ou prétention de l'investisseur indemnisé;

b) Le droit de la Partie indemnitrice à exercer ces droits et à faire valoir ces prétentions suivant le principe de la subrogation.

2. En toutes circonstances, la Partie indemnitrice a droit au même traitement, en ce qui concerne les droits et les créances acquis par elle en vertu de la cession désignée au paragraphe 1.

3. Sans préjudice du paragraphe 1, le droit de l'investisseur à soumettre le différend en matière d'investissement à une procédure de conciliation ou d'arbitrage, dans la mesure où la Partie indemnitrice consent aux droits de subrogation, ne sera pas affecté par le fait que l'investisseur a reçu des paiements en vertu d'une indemnité, d'une garantie ou d'un contrat d'assurance pour tout ou partie de ses pertes.

4. Les droits ou les prétentions subrogés ne doivent pas excéder les droits ou prétentions originaux des investisseurs.

Article 8. Autres obligations

1. Si, en vertu de la législation de l'une des Parties contractantes ou d'obligations de droit international qui existent ou viendraient à exister entre les Parties contractantes en sus du présent Accord, une disposition générale ou particulière stipule d'accorder aux investissements réalisés par les investisseurs de l'autre Partie contractante un traitement plus favorable que ne le prévoit le présent Accord, ladite disposition l'emportera sur le présent Accord dans la mesure où elle est plus favorable.

2. Chacune des Parties contractantes respecte toute obligation qu'elle a contractée vis-à-vis un investisseur de l'autre Partie contractante, à condition que le règlement du différend en vertu de l'article 9 du présent Accord ne s'applique qu'en l'absence des recours juridictionnels locaux habituels.

Article 9. Règlement des différends en matière d'investissement

1. Tout différend entre un investisseur d'une Partie contractante et l'autre Partie contractante, qui concerne les investissements de la première en vertu du présent Accord est, dans toute la mesure possible, réglé à l'amiable par négociations entre les parties au différend.

2. Tout différend qui n'est pas réglé à l'amiable dans un délai de trois mois à compter de la date de la demande de règlement par l'une des Parties contractantes peut, à moins que les parties au différend n'en conviennent autrement, être soumis :

a) Pour règlement, conformément à la législation de la Partie contractante qui a accueilli l'investissement, aux organes judiciaires, arbitraux ou administratifs compétents de ladite Partie contractante au choix de l'investisseur;

b) À une procédure de conciliation internationale en vertu des Règles d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI), si les Parties en conviennent.

3. Si les parties au différend n'exercent pas les options prévues aux alinéas a) ou b) du paragraphe 2 du présent article ou lorsque les procédures de conciliation internationales n'aboutissent pas à un accord de règlement, l'investisseur peut soumettre le différend à l'arbitrage de la manière suivante :

a) Si la Partie contractante de l'investisseur et l'autre Partie contractante sont toutes deux parties à la Convention sur le règlement des différends en matière d'investissement entre les États et les ressortissants d'autres États de 1965 (Convention de Washington), le différend est soumis au Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI); ou

b) Si les deux parties au différend en conviennent, en vertu du Mécanisme supplémentaire pour l'administration des instances de conciliation, d'arbitrage et d'enquête; ou

c) Si les deux parties au différend en conviennent, à toute autre instance arbitrale internationale; ou

d) À un tribunal arbitral spécial saisi par l'une des parties au différend conformément aux règles d'arbitrage de la CNUDCI de 1976, sous réserve des modifications suivantes :

i) L'autorité investie du pouvoir de nomination au titre de l'article 7 des Règles est le Président, le Vice-Président ou le juge le plus ancien de la Cour internationale de Justice qui n'est pas ressortissant de l'une des Parties contractantes. Le troisième arbitre ne doit pas être un ressortissant de l'une des Parties contractantes

ii) Les parties nomment leurs arbitres respectifs dans un délai de deux mois;

iii) La décision arbitrale est prononcée conformément aux dispositions du présent Accord et des principes généraux du droit international;

iv) La procédure d'arbitrage a lieu dans un État partie à la Convention des Nations Unies pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères, 1958 (Convention de New York).

4. Dans le cas d'une procédure d'arbitrage prévue au titre du paragraphe 3, la Partie contractante n'exige pas que les recours administratifs ou judiciaires internes soient épuisés à moins que des procédures à cet effet aient été entreprises.

5. La décision arbitrale est définitive et obligatoire pour les deux parties au différend. Chaque Partie contractante exécute la décision conformément à sa législation ainsi qu'à la Convention de New York ou à la Convention de Washington.

6. Une Partie contractante qui est partie n'invoque à aucun stade de la conciliation ou de l'arbitrage ou de l'exécution d'une décision arbitrale l'exception selon laquelle l'investisseur, qui est l'autre partie au différend, a perçu en vertu d'une garantie une indemnisation pour tout ou partie de ses pertes.

Article 10. Règlement des différends entre les Parties contractantes

1. Les différends entre les Parties contractantes relatifs à l'interprétation ou à l'application du présent Accord doivent autant que possible être réglés par voie de négociations.

2. Si un différend ne peut être réglé conformément au paragraphe 2 dans un délai de six mois à partir de la date à laquelle survient le différend, il est soumis à un tribunal arbitral à la demande de l'une des Parties contractantes.

3. Le tribunal arbitral spécial est composé de la manière suivante : chacune des Parties contractantes nomme un membre et les deux membres désignent d'un commun accord un ressortissant d'un État tiers comme Président. Les membres doivent être désignés dans les deux mois suivant la date à laquelle l'une des Parties contractantes a fait connaître à l'autre son intention de soumettre le différend à un tribunal arbitral, et le Président dans les deux mois suivants.

4. Si les délais visés au paragraphe 3 ne sont pas respectés, chacune des Parties contractantes peut, faute d'un autre arrangement, prier le Président de la Cour internationale de Justice de procéder aux nominations nécessaires. Si le Président de la Cour internationale de Justice est un ressortissant de l'une des Parties contractantes ou s'il est empêché pour une autre raison, le Vice-Président ou, en cas d'empêchement, le membre le plus ancien de la Cour internationale de Justice, peut être invité dans les mêmes conditions à procéder aux nominations.

5. Le tribunal arbitral définit lui-même sa procédure.

6. Le tribunal arbitral prend ses décisions en fonction du présent Accord et des règles généralement reconnues du droit international. Il se prononce à la majorité; ses décisions sont définitives et obligatoires.

7. Chaque Partie contractante prend à sa charge les frais de son arbitre et de ses représentants à la procédure arbitrale. Les frais du Président et les autres frais sont répartis à égalité entre les deux Parties contractantes. Le tribunal peut cependant fixer dans sa décision un autre mode de répartition des frais.

Article 11. Application du présent Accord

1. Le présent Accord s'applique aux investissements existants ou à venir réalisés avant et après son entrée en vigueur par les investisseurs de l'une des Parties contractantes conformément à la législation de l'autre Partie contractante et sur son territoire.

2. Le présent Accord ne s'applique pas aux réclamations déjà réglées ou aux procédures qui ont été entreprises avant son entrée en vigueur.

Article 12. Lois applicables

1. Sauf disposition contraire stipulée dans le présent Accord, tous les investissements sont régis par les lois en vigueur dans le territoire de la Partie contractante où ils sont effectués.

2. Rien dans le présent Accord n'empêche la Partie contractante hôte, dans des circonstances exceptionnelles, de prendre les mesures nécessaires à la protection de ses intérêts de sécurité essentiels ou, dans des circonstances d'extrême urgence, conformément à ses lois appliquées sans discrimination.

Article 13. Entrée en vigueur et durée

1. Le présent Accord est soumis à ratification et entrera en vigueur le premier jour du troisième mois suivant celui au cours duquel les instruments de ratification auront été échangés.

2. Le présent Accord restera en vigueur pour une durée de 10 ans. À l'expiration de ce délai, il sera reconduit pour une durée indéterminée et pourra être dénoncé par écrit et par la voie diplomatique par chacune des Parties contractantes avec un préavis de 12 mois.

3. En ce qui concerne les investissements réalisés jusqu'à la date d'expiration du présent Accord, les dispositions des articles 1 à 12 du présent Accord s'appliqueront encore pendant 10 ans à compter de cette date.

Fait à Vienne, le 8 novembre 1999, en deux exemplaires originaux chacun en langues allemande, hindi et anglaise, les deux textes faisant également foi. En cas de divergence d'interprétation, le texte anglais prévaudra.

Pour le Gouvernement de la République d'Autriche :

B. FERRERO-WALDNER

Pour le Gouvernement de la République de l'Inde :

PRAMOD MAHAJAN

No. 37793

**Austria
and
Azerbaijan**

Convention between the Government of the Republic of Austria and the Government of the Republic of Azerbaijan for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion with respect to taxes on income and on capital (with protocol). Vienna, 4 July 2000

Entry into force: *23 February 2001, in accordance with article 28*

Authentic texts: *Azerbaijani, English and German*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Austria, 1 November 2001*

**Autriche
et
Azerbaïdjan**

Convention entre le Gouvernement de la République d'Autriche et le Gouvernement de la République azerbaïdjanaise en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir la fraude fiscale en matière d'impôt sur le revenu et sur la fortune (avec protocole). Vienne, 4 juillet 2000

Entrée en vigueur : *23 février 2001, conformément à l'article 28*

Textes authentiques : *azerbaïdjanais, anglais et allemand*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *Autriche, 1er novembre 2001*

[AZERBAIJANI TEXT — TEXTE AZERBAÏDJANAIS]

**AVSTRİYA RESPUBLİKASI HÖKUMƏTİ İLƏ
AZƏRBAYCAN RESPUBLİKASI HÖKUMƏTİ ARASINDA
İKİQAT VERGİYƏ CƏLB ETMƏYƏ YOL VERİLMƏMƏSİ, GƏLİR VƏ ƏMLAK
VERGİLƏRİNİN ÖDƏNİLMƏSİNDƏN YAYINMANIN QARŞISININ ALINMASI
HAQQINDA
K O N V E N S İ Y A**

Avstriya Respublikası Hökuməti və Azərbaycan Respublikası Hökuməti ikiqat vergiyə cəlb etməyə yol verilməməsi, gəlir və əmlak vergilərinin ödənilməsindən yayınmanın qarşısının alınması haqqında Konvensiya bağlamaq məqsədi ilə aşağıdakılar barədə razılığa gəlmişlər:

Madde 1

Konvensiyanın şamil edildiyi şəxslər

1) Bu Konvensiya Razılığa gələn Dövlətlərdən birinin və ya hər ikisinin rezidenti olan şəxslərə şamil edilir.

Madde 2

Konvensiyanın şamil edildiyi vergilər

1) Bu Konvensiya, vergiqoyma üsulundan asılı olmayaraq, Razılığa gələn Dövlət yaxud onun inzibati-ərazi bölmələri və ya yerli hakimiyyət orqanları tərəfindən gəlir və əmlaka görə tutulan vergilərə tətbiq olunur.

2) Gəlirə və əmlaka görə vergilər - gəlirin ümumi məbləğindən, əmlakın ümumi dəyərindən, yaxud onların ayrı-ayrı ünsürlərindən, o cümlədən, daşınar və daşınmaz əmlakın özgəninkiləşdirilməsindən gəlirlər, müəssisələrin ödədikləri əmək haqqının yaxud maaşın ümumi məbləğindən, həmçinin əmlakın dəyərinin artırılmasından əldə olunmuş gəlirdən tutulan vergilər aiddir.

3) Konvensiya, xüsusilə aşağıdakı mövcud vergilərə şamil edilmir:

a) Avstriyada:

- (i) gəlir vergisi;
- (ii) korporativ vergi;
- (iii) torpaq vergisi;
- (iv) kənd və meşə təsərrüfatı müəssisələrindən tutulan vergilər; və
- (v) boş torpaq sahələrinin dəyərinə görə tutulan vergilər
(bundan sonra "Avstriya vergiləri" adlandırılacaq);

b) Azərbaycanda:

- (i) hüquqi şəxslərin mənfəətindən tutulan vergi;
- (ii) fiziki şəxslərdən gəlir vergisi;
- (iii) əmlak vergisi; və
- (iv) torpaq vergisi
(bundan sonra "Azərbaycan vergiləri" adlandırılacaq).

4) Bu Konvensiya, onun imzalandığı tarixdən sonra mövcud vergilərə əlavə olaraq, yaxud onların əvəzinə tutulan oxşar və ya mahiyyətcə eyni vergilərə də tətbiq edilir. Razılığa gələn Dövlətlərin səlahiyyətli orqanları onların vergi qanunvericiliyində baş verən hər bir əhəmiyyətli dəyişiklik barədə bir-birinə mə'lumat verməlidirlər.

Madde 3

Ümumi təriflər

1) Kontekstdə başqa mə'nə nəzərdə tutulmamışdırsa, bu Konvensiyanın məqsədləri üçün aşağıdakı terminlər qəbul olunur:

a) «Azərbaycan» termini yerin təki, dənizin dibi və təbii sərvətlərə münasibətdə Azərbaycan Respublikasının suveren hüquqlarının və yurisdiksiyasının tətbiq olunduğu Azərbaycan Respublikasının ərazisi (Xəzər dənizinin Azərbaycan Respublikasına mənsub olan sektoru və Azərbaycan Respublikasının üzərindəki hava məkanı da daxil olmaqla), habelə beynəlxalq hüquqa və Azərbaycan Respublikasının

qanunvericiliyinə uyğun olaraq müəyyən edilən və gələcəkdə müəyyən edilə bilən Azərbaycan Respublikasının ərazisi deməkdir;

b) "Avstriya" termini - Avstriya Respublikasının ərazisi deməkdir;

c) "şəxs" termini - fiziki şəxsi, şirkəti və şəxslərin hər hansı digər birliklərini ifadə edir;

d) "milli şəxs" termini:

(i) Razılığa gələn Dövlətin vətəndaşı olan istənilən fiziki şəxsi;

(ii) Razılığa gələn Dövlətin mövcud qanunvericiliyinə əsasən müvafiq status almış istənilən hüquqi şəxsi, şirkəti və yaxud assosiasiyanı bildirir;

e) "Razılığa gələn Dövlət" və "Razılığa gələn digər Dövlət" terminləri - kontekstdən asılı olaraq, Avstriya və ya Azərbaycanı bildirir;

f) "Razılığa gələn Dövlətin müəssisəsi" və "Razılığa gələn digər Dövlətin müəssisəsi" terminləri - müvafiq olaraq, Razılığa gələn Dövlətin rezidenti tərəfindən idarə olunan müəssisəni və Razılığa gələn digər Dövlətin rezidenti tərəfindən idarə olunan müəssisəni bildirir;

g) "şirkət" termini - vergi qoyma məqsədləri üçün korporativ birlik kimi nəzərdən keçirilən istənilən korporativ birliyi yaxud təşkilatı bildirir;

h) "beynəlxalq daşıma" termini - dəniz və ya hava gəmisinin Razılığa gələn digər Dövlətin məntəqələri arasında istismar edilməsi halları istisna olmaqla, Razılığa gələn Dövlətin rezidenti olan müəssisə tərəfindən dəniz yaxud hava gəmiləri vasitəsilə yerinə yetirilən bütün daşımaları ifadə edir;

i) "səlahiyyətli orqan" termini:

(i) Avstriya Respublikasında - Federal Maliyyə Naziri yaxud onun səlahiyyətli nümayəndəsi;

(ii) Azərbaycan Respublikasında - Maliyyə Nazirliyi və Vergilər Nazirliyi deməkdir;

2) Razılığa gələn Dövlət tərəfindən bu Konvensiyanın istənilən vaxt tətbiqi zamanı, kontekstdə tələb olunan digər hallar istisna olmaqla, burada izahı verilməyən hər hansı termin Konvensiyanın tətbiq olunduğu vergilərin məqsədləri üçün həmin vaxt həmin Dövlətin qanunvericiliyində nəzərdə tutulan mə'nası daşıyır və həmin Dövlətin qüvvədə olan vergi qanunvericiliyinə uyğun olaraq hər hansı bir mə'na həmin Dövlətin digər qanunlarına müvafiq surətdə verilən mə'nadan üstün tutulur.

Maddə 4

Rezident

1) Bu Konvensiyanın məqsədləri üçün "Razılığa gələn Dövlətin rezidenti" termini bu Dövlətin qanunvericiliyi əsasında yaşayış yerinə, daimi olduğu yerinə, qeydiyyat yerinə, hüquqi şəxs hüququnun verildiyi yərə, idarəetmə yerinə yaxud digər oxşar meyarlara əsasən orada vergiyə cəlb olunan şəxsi və eləcə də həmin Dövlət və ya onun hər hansı inzibati-ərazi hölməsi və ya yerli hakimiyyət orqanını bildirilir. Bununla bərabər, bu termin yalnız Razılığa gələn Dövlətdəki mənbələrdən yaxud orada yerləşən əmlakdan gəlir əldə etməsi ilə bağlı həmin Dövlətdə vergiyə cəlb olunan şəxsi əhatə etmir.

2) Bu Maddənin 1-ci bəndinin müddələrinə müvafiq olaraq, fiziki şəxs Razılığa gələn hər iki Dövlətin rezidentidirsə, onun statusu aşağıdakı qaydada müəyyənləşdirilir:

a) əgər Razılığa gələn bir Dövlətdə onun daimi yaşayış yeri varsa, o yalnız həmin Dövlətin rezidenti hesab olunur. Əgər onun hər iki Razılığa gələn Dövlətdə daimi yaşayış yeri varsa, bu halda o, yalnız daha sıx şəxsi və iqtisadi əlaqələrə malik olduğu (həyatı mənafehlərin mərkəzi) Razılığa gələn Dövlətin rezidenti hesab olunur;

b) əgər onun həyatı mənafehlərin mərkəzinə hansı Dövlətdə olduğunu müəyyən etmək qeyri-mümkündürsə, yaxud bu Dövlətlərin heç birində daimi yaşayış yeri yoxdursa, o yalnız adətən yaşadığı Dövlətin rezidenti hesab olunur;

c) əgər o, adətən hər iki Dövlətdə yaşayırsa və ya adətən onlardan heç birində yaşamırsa, o, yalnız vətəndaşı olduğu Dövlətin rezidenti hesab olunur.

d) əgər o, hər iki Razılığa gələn Dövlətin vətəndaşdırsa və ya onlardan heç birinin vətəndaşı deyilsə, Razılığa gələn Dövlətlərin səlahiyyətli orqanları bu məsələni qarşılıqlı razılaşma yolu ilə həll etməyə sə'y göstərirlər.

3) Əgər fiziki şəxs olmayan şəxs bu Maddənin 1-ci bəndinin müddəalarına görə hər iki Razılığa gələn Dövlətin rezidentdirsə, o, yalnız qeydiyyatdan keçdiyi və faktiki rəhbərliyin yerləşdiyi Dövlətin rezidenti hesab edilir. Əgər qeydiyyat yeri və faktiki rəhbərliyin yerləşdiyi yer eyni Razılığa gələn Dövlətdə deyilsə, onda Razılığa gələn Dövlətlərin səlahiyyətli orqanları məsələni qarşılıqlı razılaşma əsasında həll etməyə sə'y göstərirlər.

Madde 5

Daimi nümayəndəlik

1) Bu Konvensiyanın məqsədləri üçün "daimi nümayəndəlik" termini müəssisənin Razılığa gələn digər Dövlətdə sahibkarlıq fəaliyyətini tamamilə və ya qismən həyata keçirdiyi daimi fəaliyyət yerini bildirir.

2) "Daimi nümayəndəlik" termininə xüsusilə aşağıdakılar daxildir.

a) idarəetmə yeri;

b) filial;

c) ofis;

d) fabriki;

e) c'malətxana;

f) təbii ehtiyatların kəşfiyyatı üçün istifadə edilən qurğu, tikili və ya gəmi yaxud hər hansı başqa yer;

g) yataq, neft yaxud qaz quyusu, karxana, qurğu və ya tikili yaxud təbii ehtiyatların işləndiyi və hasil olunduğu hər hansı başqa yer, və.

b) tikinti meydançası, quraşdırma və ya montaj obyektı, bir şərtlə ki, o, 12 aydan artıq müddət ərzində davam etsin.

3) Məsləhət xidmətləri də daxil olmaqla Razılığa gələn Dövlətin müəssisəsinin öz işçiləri və ya bu məqsədlər üçün müəssisə tərəfindən işə götürülmüş digər işçi heyəti vasitəsilə xidmətlərin göstərilməsi nəticəsində yalnız həmin Dövlət daxilində bu qəbildən olan işlərin (eyni və ya olaqədər layihə üçün) altı aydan artıq bir müddət ərzində davam etməsi halda nümayəndəlik təyin olunur.

4) Bu maddənin əvvəlki müddəalarına baxmayaraq, "daimi nümayəndəlik" termininə aşağıdakılar aid edilmir:

a) müəssisəyə məxsus olan mal və mə'mulat ehtiyatlarını yalnız saxlamaq, nümayiş etdirmək yaxud gündərmək məqsədləri üçün obyektlərdən istifadə olunması;

b) müəssisəyə mənsub olan mal yaxud mə'mulat ehtiyatlarının yalnız saxlanılmaq, nümayiş etdirilmək və sonradan göndərmək məqsədi ilə saxlanılması;

c) müəssisəyə mənsub olan mal və ya mə'mulat ehtiyatlarının yalnız başqa müəssisə tərəfindən yenidən e'mal edilməsi məqsədi ilə saxlanılması;

d) daimi fəaliyyət yerinin yalnız müəssisə üçün mal və ya mə'mulatlardan satın alınması yaxud informasiya toplanılması məqsədi ilə saxlanılması;

e) daimi fəaliyyət yerinin müəssisə üçün yalnız hazırlıq yaxud yardımçı xarakterli istənilən digər işlərin yerinə yetirilməsi məqsədi ilə saxlanılması;

f) daimi fəaliyyət yerinin a) - e) yarımbəndlərində sadalanmış fəaliyyət növlərinin istənilən kombinasiyada həyata keçirilməsi üçün saxlanılması - bir şərtlə ki, bu kombinasiya nəticəsində meydana çıxan daimi yerin məcmu fəaliyyəti hazırlıq yaxud köməkçi xarakter daşısın.

5) 1-ci və 2-ci bəndin müddəalarına baxmayaraq, əgər 6-cı bəndin şamil edildiyi müstəqil statuslu agentdən fərqli şəxs hər hansı bir müəssisənin adından fəaliyyət göstərsə,

və Razılığa gələn Dövlətdə həmin müəssisənin adından müqavilələr bağlamaq səlahiyyətinə malikdirsə və adətən bu səlahiyyətdən istifadə edirsə, həmin müəssisə bu şəxsin müəssisə üçün həyata keçirdiyi hər hansı fəaliyyətlə bağlı həmin Dövlətdə daimi nümayəndəliyə malik olan hesab edilir (bu şərtlə ki, həmin şəxsin fəaliyyəti 4-cü bənddə nəzərdə tutulmuş və həmin bəndin müddəalarına görə, daimi fəaliyyət yeri vasitəsilə həyata keçirilərkən daimi nümayəndəlik yaratmayan fəaliyyətlə məhdudlaşmasın).

6) Müəssisə Razılığa gələn digər Dövlətdə broker, ümumi komissiyon agent, yaxud müstəqil statusu olan hər hansı agent vasitəsilə sadəcə olaraq biznes həyata keçirdiyinə və bu şəxslər fəaliyyətlərini adi qaydada yerinə yetirdiyinə görə, Razılığa gələn digər Dövlətdə daimi nümayəndəliyi olan bir müəssisə hesab edilmir. Lakin bu agentin fəaliyyəti bütövlükdə yaxud əsasən bütövlükdə həmin müəssisə üçün həyata keçirilirsə, əməliyyatların agentlə müəssisə arasında müstəqil tərəflər arasında razılaşdırılmış şərtlərə (müstəqillik prinsipi) müvafiq surətdə aparıldığı hallar istisna edilməklə həmin agent bu maddənin məqsədlərinə uyğun olaraq müstəqil statuslu agent hesab edilmir.

7) Razılığa gələn Dövlətin rezidenti olan şirkətin Razılığa gələn digər Dövlətin rezidenti olan başqa bir şirkətə nəzarət etməsi və ya onun nəzarəti altında olması yaxud həmin Dövlətdə sahibkarlıq fəaliyyətini həyata keçirməsi (daimi nümayəndəlik vasitəsilə yaxud başqa tərzdə) faktı bu şirkətlərdən birini digərinin daimi nümayəndəliyinə çevirmir.

Madde 6

Daşınmaz əmlakdan gəlirlər

1) Razılığa gələn Dövlətin rezidentinin Razılığa gələn digər Dövlətdə yerləşən daşınmaz əmlakdan əldə etdiyi (kənd və meşə təsərrüfatından gəlirlər də daxil olmaqla) gəlirlər həmin digər Dövlətdə vergiyə cəlb oluna bilər.

2) "Daşınmaz əmlak" termini göstərilən əmlakın yerləşdiyi Razılığa gələn Dövlətin qanunvericiliyi ilə müəyyən edilmiş mə'naya malikdir. Bütün hallarda bu termin daşınmaz əmlaka münasibətdə yardımçı əmlakı, kənd və meşə təsərrüfatında istifadə edilən mal-qara və avadanlığı, torpaq mülkiyyəti barədə ümumi qanunvericilik müddəalarının tətbiq edildiyi hüquqları, daşınmaz əmlakın uzufruktunu, mineral ehtiyatların, mənbələrin və digər faydalı

qazıntıların işlənməsi yaxud işlənmə hüququna görə dəyişən və ya təsbit olunmuş kompensasiya şəklində ödənişləri əhatə edir. Gəmilər, qayıqlar, təyyarələr daşınmaz əmlak hesab edilmir.

3) Bu Maddənin 1-ci bəndinin müddəaları daşınmaz əmlakın bilavasitə istifadəsindən, icaraya verilməsindən yaxud hər hansı digər formada istifadəsindən əldə olunmuş gəlirlərə tətbiq edilir.

4) Bu Maddənin 1-ci və 3-cü bəndlərinin müddəaları müəssisələrin daşınmaz əmlakdan əldə etdiyi gəlirlərə və müstəqil fərdi xidmətlərin göstərilməsi üçün istifadə olunan daşınmaz əmlakdan əldə olunan gəlirlərə də şamil edilir.

Maddə 7

Sahibkarlıq fəaliyyətindən əldə olunan mənfəət

1) Razılığa gələn Dövlətin müəssisəsi Razılığa gələn digər Dövlətdə yerləşən daimi nümayəndəlik vasitəsilə sahibkarlıq fəaliyyəti göstərmirsə, onun sahibkarlıq fəaliyyətindən əldə etdiyi mənfəət yalnız adı birinci çəkilən Dövlətdə vergiyə cəlb olunur. Əgər müəssisə sahibkarlıq fəaliyyətini yuxarıda göstərilən tərzdə həyata keçirirsə, bu halda onun mənfəətinin yalnız bu daimi nümayəndəliyə aid olan hissəsi Razılığa gələn digər Dövlətdə vergiyə cəlb edilə bilər.

2) Bu Maddənin 3-cü bəndinin müddəalarına nəzərə alınmaqla, Razılığa gələn Dövlətin müəssisəsi Razılığa gələn digər Dövlətin ərazisində yerləşən daimi nümayəndəlik vasitəsilə sahibkarlıq fəaliyyəti göstərsə, Razılığa gələn Dövlətlərin hər birində bu daimi nümayəndəliyin mənfəətinə onun ayrıca və müstəqil surətdə, bənzər şəraitdə eyni fəaliyyət növü ilə məşğul olan müəssisə kimi işləyəcəyi və daimi nümayəndəliyi olduğu müəssisədən heç bir asılılığı olmadan fəaliyyət göstərəcəyi halda əldə edə biləcəyi mənfəətə aid edilir.

3) Daimi nümayəndəliyin mənfəəti müəyyənləşdirilərkən, Razılığa gələn Dövlətdə yaxud onun həddlərindən kənarında çəkilməsindən asılı olmayaraq, daimi nümayəndəliyin məqsədləri üçün çəkilmiş xərclərin, o cümlədən, bu dövlətin daxili qanunvericiliyi ilə

müəyyənləşdirilmiş normalar çərçivəsində idarəetmə və ümumi inzibati məsrəflərin çıxılmasına yol verilir.

4) Əgər Razılığa gələn Dövlətin qanunvericiliyinə əsasən daimi nümayəndəliyə aid olan mənfəət adətən müəssisənin mənfəətinin ümumi məbləğinin öz bölmələri arasında proporsional qaydada bölgüsü əsasında müəyyənləşdirilsə, bu Maddənin 2-ci bəndinin müddəaları vergiyə cəlb olunan mənfəəti bu cür bölgü əsasında müəyyənləşdirməkdə Razılığa gələn Dövlətə heç bir maneə yaratmır. Seçilmiş bölgü metodu bu Maddədə nəzərdə tutulan prinsiplərə müvafiq nəticələr verməlidir.

5) Öz müəssisəsi üçün mal və mə'mulat aldığına görə daimi nümayəndəliyə heç bir mənfəət hesablanmır.

6) Yuxarıda qeyd olunan bəndlərin məqsədlərinə uyğun olaraq daimi nümayəndəliyə aid edilən gəlirlər kifayət qədər əsaslı səbəblər olan əks hallar istisna edilməklə hər il eyni metoddla müəyyənləşdirilir.

7) Əgər mənfəətə bu Konvensiyanın digər Maddələrində ayrıca nəzərdə tutulmuş gəlir növləri daxildirsə, bu Maddənin müddəaları həmin Maddələrin müddəalarına tə'sir göstərmir.

Maddə 8

Dəniz və hava nəqliyyatı

1) Razılığa gələn Dövlətin müəssisəsinin dəniz yaxud hava gəmilərinin beynəlxalq daşımalarda istismarından əldə etdiyi mənfəət yalnız həmin Razılığa gələn Dövlətdə vergiyə cəlb olunur.

2) Bu Maddənin məqsədləri üçün dəniz yaxud hava gəmilərinin beynəlxalq daşımalarda istismarından əldə olunan mənfəətə aşağıdakılar daxildir:

a) dəniz və hava gəmilərinin beynəlxalq daşımalar məqsədilə ekipajsız icarəyə verilməsindən gəlirlər; və

b) dəniz və hava gəmilərinin beynəlxalq daşımalarda istismar olunmasında konteynerlərin istifadə olunması, saxlanması yaxud icarəyə verilməsi təsadüfi xarakter daşıyan hallarda beynəlxalq daşımalar zamanı malların, mə'mulatlarnın daşınmasında istifadə edilən konteynerlərin (o cümlədən, konteynerlərin daşınması üçün traylerlər və əlaqədar avadanlıqlar) istifadəsi, saxlanması və ya icarəyə verilməsindən gəlirlər.

3) Bu Maddənin 1-ci və 2-ci bəndlərinin müddəaları nəqliyyat vasitələrinin istismarı ilə bağlı pulda, müştərək müəssisə yaxud beynəlxalq təşkilatda iştirakdan əldə olunan mənfəətə də tətbiq edilir.

Madde 9

Qohum müəssisələr

1) Əgər:

a) Razılığa gələn Dövlətin müəssisəsi Razılığa gələn digər Dövlətin müəssisəsinin idarə edilməsində, nəzarət olunmasında və kapitalında birbaşa və dolaylı yolla iştirak edərsə,

və ya,

b) eyni şəxslər Razılığa gələn Dövlətin müəssisəsinin və Razılığa gələn digər Dövlətin müəssisəsinin idarə edilməsində, nəzarət olunmasında və kapitalında birbaşa yaxud dolaylı yolla iştirak edərsə və hər iki halda həmin müəssisələrin qarşılıqlı kommersiya-maliyyə əlaqələrində iki müstəqil müəssisə arasında mövcud ola biləcək münasibətlərdən fərqli şərtlər yaradılda yaxud müəyyənləşdirildikdə, onlardan hər hansına hesablanıla bilər, lakin bu şərtlərə görə hesablanmış mənfəət, həmin müəssisənin mənfəətinə daxil edilib, müvafiq surətdə vergiyə cəlb oluna bilər.

2) Əgər Razılığa gələn Dövlət həmin Dövlətin müəssisəsinin mənfəətinə Razılığa gələn digər Dövlətin müəssisəsinin həmin digər Dövlətdə vergiyə cəlb olunmuş mənfəətini daxil edib, müvafiq qaydada vergi qoyarsa və bu tərzdə daxil olunmuş mənfəət bu müəssisələr

arasında müstəqil müəssisələr arasında yarana biləcək əlaqələr zamanı adı birinci çəkilən Dövlətin müəssisəsinə hesablanacaq biləcək mənfəətdirsə, Razılığa gələn digər Dövlət bu mənfəətdən tutulan verginin məbləğində müvafiq düzəlişlər aparmalıdır. Düzəlişlər verildikən bu Konvensiyanın digər müddəaları nəzərə alınmalı, Razılığa gələn Dövlətlərin səlahiyyətli orqanları isə zəruri hallarda bir-biri ilə məsləhətləşmələr aparmalıdırlar.

Madde 10

Dividendlər

1) Razılığa gələn Dövlətin rezidenti olan müəssisə tərəfindən Razılığa gələn digər Dövlətin rezidentinə ödənilən dividendlər həmin digər Dövlətdə vergiyə cəlb oluna bilər.

2) Bununla belə, Razılığa gələn Dövlətinin rezidenti olan müəssisə tərəfindən ödənilən bu dividendlər, həmin müəssisənin rezidenti olduğu Dövlətin qanunvericiliyinə uyğun surətdə vergiyə cəlb oluna bilər, lakin dividend alan dividendlərin faktiki sahibi olduğu halda bu cür tutulan verginin məbləği:

a) əgər dividendlərin faktiki sahibi dividendlər ödəyən şirkətin kapitalının bilavasitə ən azı 25 faizinin sahibi olan bir şirkətdirsə və onun iştirak payı 250000 ABŞ dolları və ya hər hansı digər valyutada ona bərabər məbləğdən artıqdırsa, dividendlərin ümumi məbləğinin 5 %-dən;

b) əgər dividendlərin faktiki sahibi dividendlər ödəyən şirkətin kapitalının bilavasitə ən azı 25 faizinin sahibi olan bir şirkətdirsə və onun iştirak payı 100000 ABŞ dolları və ya hər hansı digər valyutada ona bərabər məbləğdən artıqdırsa, dividendlərin ümumi məbləğinin 10 %-dən;

c) bütün digər hallarda isə dividendlərin ümumi məbləğinin 15 %-dən artıq olmamalıdır.

Bu bənd dividendlər ödənilən mənfəət münasibətində şirkətin vergiyə cəlb olunmasına təsir göstərmir.

3) Bu Maddədə istifadə olunan "dividendlər" termini borc tələbnaməsi olmayan, lakin mənfəətin bölgüsündə iştirak etmək hüququ verən istənilən səhmlərdən və ya başqa hüquqlardan, həmçinin, gəlirləri bölüşdürən şirkətin rezident olduğu Dövlətin qanunvericiliyinə müvafiq olaraq səhmlərdən gəlirlər kimi eyni tərzdə vergi qoymaya cəlb olunan digər korporativ hüquqlardan əldə edilən gəlirləri ifadə edir.

4) Əgər dividendlərin faktiki sahibi Razılığa gələn Dövlətin rezidenti olaraq dividendləri ödəyən şirkətin rezident olduğu Razılığa gələn digər Dövlətdə yerləşən daimi nümayəndəliyi vasitəsilə sahibkarlıq fəaliyyəti göstərsə yaxud orada yerləşən daimi bazadan müstəqil fərdi xidmətlər göstərsə və dividendlərin ödənilməsi xoldinq həqiqətən də bu daimi nümayəndəliklə yaxud daimi baza ilə faktiki olaraq əlaqəlidirsə bu Maddənin 1-ci və 2-ci bəndlərinin müddəaları tətbiq edilmir. Bu halda şəraitdən asılı olaraq bu Konvensiyanın 7-ci və 14-cü Maddələrinin müddəaları tətbiq edilir.

5) Razılığa gələn Dövlətin rezidenti olan şirkət Razılığa gələn digər Dövlətdən mənfəət və ya gəlir əldə etdiyi halda, digər Dövlət, dividendlərin həmin digər Dövlətin rezidentinə ödənilməsi və ya dividendlər ödənilən xoldinq həmin digər Dövlətdə yerləşən daimi nümayəndəliyə və ya daimi bazaya aid olduğu hallar istisna edilməklə, şirkətin ödədiyi dividendlər və bölüşdürülməmiş mənfəətdən, bəttə bu dividendlərin və ya bölüşdürülməmiş mənfəətin tamamilə və ya qismən həmin digər Dövlətdə yaranan mənfəətə və ya gəlirdən olduğu halda, vergi tuta bilməz.

Maddə 11

Faizlər

1) Razılığa gələn Dövlətdə yaranan və Razılığa gələn digər Dövlətin rezidentinə ödənilən faizlər həmin digər Dövlətdə vergiyə cəlb oluna bilər.

2) Bununla belə, bu faizlər Razılığa gələn Dövlətin qanunvericiliyinə uyğun olaraq, yarandığı Dövlətdə də vergiyə cəlb oluna bilər, lakin faizləri alan onların faktiki sahibdirsə, tutulan vergi faizlərin ümumi məbləğinin 10 %-dən çox olmamalıdır.

3) Bu Maddədə istifadə olunan "faizlər" termini ipoteka təminatından və borcluların mənfəətində iştirak hüququnun sahibliyindən asılı olmayaraq, istənilən borc tələbindən olan gəlirləri, o cümlədən hökumətin qiymətli kağızlarından, istiqrazlardan, yaxud borc öhdəliklərindən, həmin qiymətli kağızlar, istiqrazlar və ya borc öhdəlikləri üzrə mükafatlar və uduşlar daxil olmaqla, əldə olunan gəlirləri ifadə edir. Vaxtında ödənilməmiş məbləğlərə görə tətbiq edilən cərimə sanksiyaları bu maddənin məqsədləri üçün "faiz" sayılmır.

4) 2-ci bəndin müddəalarına baxmayaraq, 1-ci bənddə göstərilən faizlər həmin faizlərin faktiki sahibi rezident olduğu halda yalnız Razılığa gələn Dövlətdə vergiyə cəlb edilə bilər, əgər:

a) faizi ödəyən və ya alan və yaxud borcla əlaqədar yaranan faizi ödəyən, ona zəmanət verən və ya onu təmin edən Razılığa gələn Dövlətin özüdürsə və ya onun qanuni orqanı, inzihati ərazi hökuməti və ya yerli hakimiyyət orqanı və ya Mərkəzi Bankıdırsa;

b) faiz ödəyənin rezidenti olduğu Razılığa gələn Dövlətin hökuməti tərəfindən təsdiq edilmiş borcla əlaqədar ödənilirsə;

c) faiz Razılığa gələn digər Dövlətin bər hansı bir müəssisəsinə istənilən malların və ya sənaye, kommersiya və ya elm avadanlıqlarının kreditlə satışı notisiində yaranmış borcla əlaqədar ödənilirsə.

5) Əgər faizlərin faktiki sahibi Razılığa gələn Dövlətin rezidenti olaraq, faizlərin yarandığı Razılığa gələn digər Dövlətdə daimi nümayəndəliyi vasitəsilə sahibkarlıq fəaliyyətini həyata keçirirsə yaxud həmin digər Dövlətdə yerləşən daimi baza vasitəsi ilə müstəqil fərdi xidmətlər göstərirsə və faizlər ödənilən borc tələbnaməsi bəzi qəddən də bu daimi nümayəndəliyə yaxud daimi bazaya aiddirsə, bu Maddənin 1-ci və 2-ci bəndlərinin müddəaları tətbiq edilmir. Bu halda, şəraitdən asılı olaraq, bu Konvensiyanın 7-ci yaxud 14-cü Maddələrinin müddəaları tətbiq edilir.

6) Əgər faizlərin ödəyicisi Razılığa gələn Dövlətin rezidentdirsə, belə hesab olunur ki, faizlər həmin bu Dövlətdə yaranmışdır. Lakin, faizləri ödəyən şəxs Razılığa gələn Dövlətin rezidenti olub-olmamasından asılı olmayaraq, Razılığa gələn Dövlətdə daimi nümayəndəliyə

yaxud daimi bazaya malikdirsə və həmin daimi nümayəndəliyin yaxud daimi baza ilə bağlı faizlər ödənilən borc yaranırsa və həmin borca görə faizlərin ödənilməsi üzrə xərcləri həmin daimi nümayəndəlik və ya daimi baza çəkirsə, belə hesab edilir ki, faizlər bu daimi nümayəndəliyin yaxud daimi bazanın yerləşdiyi Razılığa gələn Dövlətdə yaranmışdır.

7) Əgər faizlərin ödəyicisi və faizlərin faktiki sahibi arasında yaxud onların hər ikisi ilə istənilən üçüncü şəxs arasında mövcud olan xüsusi münasibətlər səbəbindən borc tələbi ilə əlaqədar ödənilən faizlərin məbləği, bu münasibətlər olmadığı halda faizlərin ödəyicisi ilə və faktiki sahibi arasında razılıqla bilən məbləğdən artıq olarsa, bu maddənin müddəaları yalnız sonuncu adı çəkilən məbləğə şamil edilir. Bu halda ödənişin artıq hissəsi bu Konvensiyanın digər müddəaları nəzərə alınmaqla, Razılığa gələn Dövlətlərdən hər birinin qanunvericiliyinə müvafiq surətdə vergiyə cəlb edilir.

Madde 12

Royalti

1) Razılığa gələn Dövlətdə yaranan və Razılığa gələn digər Dövlətin rezidentinə ödənilən royaltilər həmin digər Dövlətdə vergiyə cəlb oluna bilər.

2) Belə royaltilər onların yarandığı Razılığa gələn Dövlətdə də onun qanunvericiliyinə uyğun olaraq vergiyə cəlb oluna bilər, lakin həmin gəlirlərin faktiki sahibi Razılığa gələn digər Dövlətin rezidentdirsə, onda tutulan vergi:

a) bu royaltilərin ödənildiyi patent, dizayn və ya model, plan, məxli formula və ya proses və ya sənaye, kommərsiya və ya elmi təcrübələrlə əlaqədar informasiyanın yaşı 3 ildən artıq deyilsə, royaltinin ümumi məbləğinin 5 faizindən;

b) bütün digər hallarda royaltilərin ümumi məbləğinin 10 faizindən çox olmamalıdır.

3) Bu Maddədə istifadə olunan "royalti" termini ədəbiyyat, incəsənət yaxud elm əsərlərinə (o cümlədən, kinematografiya filmləri, radio və televiziya verilişlərində istifadə olunan istənilən filmlər yaxud lent yazıları), istənilən patentə, ticarət markasına, dizayna

yaxud modelə, plana, məxfi düstura yaxud prosesə və ya sənaye, kommersiya yaxud elmi təcrübəyə dair informasiyaya (know-how) müəllif hüquqlarından istifadəyə və istifadə hüququnun verilməsinə görə əvəzi ödənilən şəkildə əlvan istənilən ödənişləri ifadə edir.

4) Əgər royaltinin faktiki sahibi Razılığa gələn Dövlətin rezidenti olaraq, royaltinin yarandığı digər Razılığa gələn Dövlətdə öz daimi nümayəndiliyi vasitəsilə sahibkarlıq fəaliyyətini həyata keçirirsə yaxud həmin digər Dövlətdə yerləşən daimi baza vasitəsi ilə müstəqil fərdi xidmətlər göstərsə və barəsində royalti ödənilən hüquqlar yaxud əmlak həqiqətən də bu daimi nümayəndəliyə yaxud bazaya aiddirsə, bu Maddənin 1-ci və 2-ci bəndlərinin müddəaları tətbiq edilmir. Belə halda şəraitdən asılı olaraq, bu Konvensiyanın 7-ci və 14-cü Maddələrinin müddəaları şamil edilir.

5) Əgər royaltinin ödəyicisi Razılığa gələn Dövlətin rezidentdirsə, belə hesab olunur ki, royalti həmin bu Dövlətdə yaranmışdır. Royalti ödəyən şəxs Razılığa gələn Dövlətin rezidenti olub-olmasından asılı olmayaraq, bu Dövlətlərdən birində daimi nümayəndəliyə yaxud daimi bazaya malikdirsə və royalti ödəmək öhdəliyi bu nümayəndəlik yaxud daimi baza ilə əlaqədar meydana çıxmışsa və royaltinin ödənilməsi üzrə xərcləri bu daimi nümayəndəlik yaxud daimi baza çəkirsə, belə hesab olunur ki, royalti daimi nümayəndəliyin yaxud daimi bazanın yerləşdiyi Razılığa gələn Dövlətdə yaranmışdır.

6) Əgər royaltinin ödəyicisi və faktiki sahibi arasında yaxud onlarla istənilən üçüncü şəxs arasında mövcud olan xüsusi münasibətlər səbəbindən royaltinin tətbiqi, hüquq və məlumatı ilə əlaqədar ödənilməli olan məbləği, bu münasibətlər olmadığı halda ödəyici və faktiki sahib arasında razılaşdırıla bilən royaltinin məbləğindən artıq olarsa, bu Maddənin müddəaları yalnız adı sonuncu çəkilmiş məbləğə şamil edilir. Bu halda ödənişin artıq hissəsi bu Konvensiyanın digər müddəaları nəzərə alınmaqla, Razılığa gələn Dövlətlərdən hər birinin qanunvericiliyiə müvafiq surətdə vergiyə cəlb edilir.

Maddə 13

Əmlakın özgəninkiləşdirilməsindən gəlirlər

1) Bu Konvensiyanın 6-cı Maddəsində müəyyənləşdirilmiş Razılığa gələn Dövlətin rezidentinin digər Dövlətdə yerləşən daşınmaz əmlakının özgəninkiləşdirilməsindən əldə etdiyi gəlirlər həmin digər Dövlətdə vergiyə cəlb oluna bilər.

2) Razılığa gələn Dövlətin rezidentinin təsdiq edilmiş Fond Birjasında kotirovka olunan səhmləri istisna edilməklə, dəyər və ya dəyərinin çox hissəsi digər Dövlətdə yerləşən bilavasitə və ya bilvasitə daşınmaz əmlakla əlaqədar əldə edilən səhmlərin özgəninkiləşdirilməsi nəticəsində əldə olunan gəlirlər həmin digər dövlətdə vergiyə cəlb edilə bilər.

3) Razılığa gələn Dövlətin müəssisəsinin Razılığa gələn digər Dövlətdə yerləşən daimi nümayəndəliyinin kommersiya əmlakının bir hissəsi olan daşınar əmlakın yaxud Razılığa gələn Dövlətin rezidentinin müstəqil şəxsi xidmətlər göstərmək üçün Razılığa gələn digər Dövlətdəki daimi bazanın daşınar əmlakının, o cümlədən belə daimi nümayəndəliyin və ya belə daimi bazanın özgəninkiləşdirilməsindən (ayrılıqda yaxud bütün müəssisə ilə birləşə) gəlirlər həmin digər Dövlətdə vergiyə cəlb edilə bilər.

4) Razılığa gələn Dövlətin rezidenti olan müəssisə tərəfindən beynəlxalq daşımalarda istismar olunan dəniz yaxud hava gəmilərinin, onların istismarı ilə bağlı olan daşınar əmlakın özgəninkiləşdirilməsindən əldə olunan gəlirlər yalnız həmin Razılığa gələn Dövlətdə vergiyə cəlb edilir.

5) Bu Maddənin 1-ci, 2-ci, 3-cü və 4-cü bəndlərində qeyd olunanlar istisna edilməklə istənilən əmlakın özgəninkiləşdirilməsindən əldə olunan gəlirlər yalnız əmlakı özgəninkiləşdirilən şəxsin rezident olduğu Razılığa gələn Dövlətdə vergiyə cəlb oluna bilər.

Madde 14

Müstəqil fərdi xidmətlər

1) Razılığa gələn Dövlətin rezidentinin peşəkar xidmətlər göstərməsindən yaxud müstəqil xarakterli digər fəaliyyətlərindən əldə etdiyi gəlirlər, Razılığa gələn digər Dövlətdə bu fəaliyyəti həyata keçirmək üçün müntəzəm istifadə etdiyi daimi bazaya malik olduğu hallardan başqa, yalnız həmin Razılığa gələn Dövlətdə vergiyə cəlb olunur. Əgər onun belə daimi bazası varsa, gəlirin yalnız göstərilən baza ilə bağlı olan hissəsinin həddində Razılığa gələn digər Dövlətdə vergiyə cəlb edilə bilər.

2) "Peşəkar xidmətlər" termininə müstəqil elmi, ədəbi, aktyorluq, təhsil yaxud müəllimlik xidmətləri, o cümlədən həkimlərin, vəkillərin, mühəndislərin, arxitektorların, stomatoloqların, mühasiblərin və auditorların müstəqil fəaliyyəti daxildir.

3) Bu Maddənin 1-ci bəndinin müddəalarından asılı olmayaraq, Razılığa gələn Dövlətin rezidenti cari maliyyə ilində başlayan və ya başa çatan istənilən 12 aylıq dövr ərzində ümumilikdə 183 gündən artıq bir müddətdə yaxud müddətlərdə Razılığa gələn digər Dövlətdə olmuşdursa, onun peşəkar xidmətlər göstərməsindən yaxud müstəqil xarakterli digər fəaliyyətdən əldə etdiyi gəlirlər yalnız Razılığa gələn digər Dövlətdə göstərilən xidmətlərlə aid olduqda vergilərə cəlb olunur.

Madde 15

Muzdlu görülən şəxsi xidmətlər

1) Razılığa gələn Dövlətin rezidentinin Razılığa gələn digər Dövlətdə muzdlu işləməsi istisna edilməklə, onun Razılığa gələn Dövlətdə aldığı maaş, əmək haqqı və digər oxşar mükafatlar bu Konvensiyanın 16-cı, 18-ci, 19-cu və 20-ci Maddələrinin müddəaları nəzərə alınmaqla, yalnız həmin Razılığa gələn Dövlətdə vergiyə cəlb edilir. Əgər muzdlu işlər Razılığa gələn digər Dövlətdə yerinə yetirilmişdirsə, alınmış maaş, əmək haqqı və digər oxşar mükafatlar həmin digər Dövlətdə vergiyə cəlb edilə bilər.

2) Bu Maddənin 1-ci bəndinin müddəalarından asılı olmayaraq, Razılığa gələn Dövlətin rezidentinin Razılığa gələn digər Dövlətdə muzdlu işləməsi ilə əlaqədar aldığı mükafat aşağıdakı hallarda, yalnız adı birinci çəkilən Dövlətdə vergiyə cəlb edilir əgər:

a) mükafatı alan şəxs cari maliyyə ilində başlayan yaxud başa çatan istənilən 12 aylıq dövrün ümumilikdə 183 günündən çox olmayan bir müddətdə və ya müddətlərdə Razılığa gələn digər Dövlətdə olursa,

b) mükafat Razılığa gələn digər Dövlətin rezidenti olmayan işəgötürən tərəfindən yaxud onun adından ödənilirsə,

c) mükafat verilməsi üzrə xərclər işəgötürənin Razılığa gələn digər Dövlətdəki daimi nümayəndəliyi yaxud daimi bazası tərəfindən çəkilmirsə.

3) Bu Maddənin əvvəlki müddəalarından asılı olmayaraq, Razılığa gələn Dövlətin rezidenti olan müəssisənin tərəfindən beynəlxalq daşımalarda istifadə etdiyi dəniz yaxud hava gəmisinin göyərtilərində muzdlu işləməyə görə verilən mükafatlara həmin Dövlətdə vergi qoyula bilər.

Madde 16

Direktorların qonorarı

Razılığa gələn bir Dövlətin rezidentinin Razılığa gələn digər Dövlətin rezidenti olan şirkətin direktorlar şurasının üzvü kimi aldığı qonorarlar və oxşar ödənişlər həmin digər Dövlətdə vergiyə cəlb edilə bilər.

Madde 17

Artistlər və idmançılar

1) Bu sənədin 7-ci, 14-cü və 15-ci Maddələrinin müddəalarından asılı olmayaraq, Razılığa gələn Dövlətin rezidentinin Razılığa gələn digər Dövlətdə incəsənət işçisi, teatr, kino, estrada, radio, televiziya artisti və ya musiqiçisi yaxud idmançı kimi fərdi fəaliyyətindən əldə etdiyi gəlir həmin digər Dövlətdə vergiyə cəlb oluna bilər.

2) Əgər incəsənət işçisinin yaxud idmançının bu bəndlərdəki fərdi fəaliyyətindən əldə etdiyi gəlirlər onların özünə deyil, hər hansı başqa bir şəxsə hesablırsa, həmin gəlirlər bu

Konvensiyanın 7-ci, 14-cü və 15-ci Maddələrinin müddələrindən asılı olmayaraq, incəsənət işçisinin yaxud idmançının fəaliyyətini bəyata keçirdiyi Razılığa gələn Dövlətdə vergiyə cəlb oluna bilər.

3) Əgər incəsənət işçisinin yaxud idmançının Razılığa gələn Dövlətdə fəaliyyət göstərməsi Razılığa gələn Dövlətlərdən birinin yaxud hər ikisinin ictimai fondları, inzibati-ərazi bölmələri yaxud yerli hakimiyyət orqanları tərəfindən maliyyələşdirilsə, bu Maddənin 1-ci və 2-ci bəndlərinin müddəaları həmin fəaliyyətdən əldə olunan gəlirlərə şamil edilmir. Bu halda incəsənət işçisinin yaxud idmançının gəliri yalnız rezident olduğu Razılığa gələn Dövlətdə vergiyə cəlb olunur.

Maddə 18

Təqaüdlər

Razılığa gələn Dövlətin Rezidentinə keçmişdə muzzla işləməsi ilə əlaqədar ödənilən təqaüdlər və oxşar mükafatlar bu Konvensiyanın 19-cu Maddəsinin 2-ci bəndinin müddələrinə əməl edilməklə, yalnız həmin Dövlətdə vergiyə cəlb olunur.

Maddə 19

Dövlət qulluğunda olan işçilər

1) a) Razılığa gələn Dövlət, onun ərazi-inzibati bölmələri yaxud yerli hakimiyyət orqanları tərəfindən hər hansı fiziki şəxsə bu Dövlətə, onun ərazi-inzibati bölmələrinə yaxud yerli hakimiyyət orqanlarına göstərdiyi şəxsi qulluğa görə ödənilən, təqaüd olmayan əmək haqqı, maaş və digər oxşar mükafatlar yalnız həmin Razılığa gələn Dövlətdə vergiyə cəlb oluna bilər.

b) lakin qulluq Razılığa gələn digər Dövlətdə göstənilirsə və fiziki şəxs o Dövlətin rezidentdirsə və o:

(i) həmin Dövlətin vətəndaşdırsa; yaxud

(ii) yalnız qulluq göstərmək üçün həmin Dövlətin rezidentinə çevrilməmişdirsə, bu cür mükafatlara yalnız Razılığa gələn digər Dövlətdə vergi qoyulur.

2) a) Razılığa gələn Dövlət, onun ərazi-inzibati bölməsi yaxud yerli hakimiyyət orqanları tərəfindən və ya onların yaratdıqları fondlardan fiziki şəxsin həmin Dövlətə, onun ərazi-inzibati bölməsinə yaxud yerli hakimiyyət orqanına göstərdiyi xidmətə görə ödənilən istənilən təqaüd yalnız həmin Dövlətdə vergiyə cəlb olunur.

b) fiziki şəxs Razılığa gələn digər Dövlətin rezidenti və vətəndaşı olduğu halda bu təqaüd yalnız həmin Dövlətdə vergiyə cəlb olunur.

3) Bu Konvensiyanın 15-ci, 16-cı, 17-ci və 18-ci Maddələrinin müddəaları Razılığa gələn Dövlətin, onun ərazi-inzibati bölməsi yaxud yerli hakimiyyət orqanının sahibkarlıq fəaliyyətinin həyata keçirilməsi ilə bağlı olan qulluğa görə ödədiyi mükafat və təqaüdlərə şamil olunur.

Maddə 20

Tələbələr

Razılığa gələn Dövlətə gələrkən Razılığa gələn digər Dövlətin rezidenti olan və ya bilavasitə gəlməzdən əvvəl rezident olduğu, adı birinci çəkilən Dövlətdə yalnız təhsil almaq və təcrübə keçmək üçün yaşayan tələbələrin, təcrübəçilərin və ya peşə hazırlığı keçən şəxslərin dolanmaq, təhsil almaq və təcrübə keçmək üçün aldıkları ödənişlərin mənbəyi həmin Dövlətdən kənarında yerləşərsə, onlar həmin Dövlətdə vergiyə cəlb olunmur.

Maddə 21

Digər gəlirlər

1) Razılığa gələn Dövlətin rezidentinin bu Konvensiyanın əvvəlki Maddələrində sadalananmayan gəlir növləri harada yaranmasından asılı olmayaraq yalnız həmin Dövlətdə vergiyə cəlb olunur.

2) Bu Konvensiyanın 6-cı Maddəsinin 2-ci bəndində müəyyənləşdirilən daşınmaz əmlakdan əldə olunan gəlirlər istisna edilməklə, digər gəlirlərə, əgər bu gəlirləri alan şəxs Razılığa gələn Dövlətin rezidenti olub, Razılığa gələn digər Dövlətdə yerləşən daimi nümayəndəliyi vasitəsilə sahibkarlıq fəaliyyəti göstərsə və ya bu Dövlətdə yerləşən daimi bazadan müstəqil fərdi xidmətlər göstərsə və əldə olunmuş gəlir həqiqətən də bu daimi nümayəndəlik yaxud daimi baza ilə bağlıdırsa, bu Maddənin 1-ci bəndinin müddəaları tətbiq edilmir. Belə halda şəraitdən asılı olaraq, bu Konvensiyanın 7-ci yaxud 14-cü Maddələrinin müddəaları tətbiq edilir.

3) 1 və 2-ci bəndlərin müddəalarından asılı olmayaraq Razılığa gələn Dövlətin rezidentinin bu Konvensiyanın əvvəlki Maddələrində sadalanmayan və Razılığa gələn digər Dövlətdə əldə olunan gəlir növləri həmin digər Dövlətdə də vergiyə cəlb oluna bilər.

4) Razılığa gələn Dövlətin rezidentinin Razılığa gələn digər Dövlətdə yaşayış üçün tələb etmək hüququ əsasında əldə etdiyi gəlir Razılığa gələn digər Dövlətin qanunvericiliyinə uyğun olaraq vergidən azad olduğu halda Razılığa gələn Dövlətdə vergiyə cəlb oluna bilməz.

Maddə 22

Əmlak

1) Bu Konvensiyanın 6-cı Maddəsində göstərilən, Razılığa gələn Dövlətin rezidentinə məxsus olub, Razılığa gələn digər Dövlətdə yerləşən daşınmaz əmlakla təmsil olunmuş əmlak həmin digər Dövlətdə vergiyə cəlb oluna bilər.

2) Razılığa gələn Dövlətin müəssisəsinin Razılığa gələn digər Dövlətdəki daimi nümayəndəliyinin kommersiya əmlakının bir hissəsi olan daşınar əmlakla yaxud Razılığa gələn Dövlətin rezidentinin Razılığa gələn digər Dövlətdə müstəqil şəxsi xidmətlər göstərmək üçün sərəncamında olan daimi bazanın daşınar əmlakı ilə təmsil olunmuş əmlak həmin digər Dövlətdə vergiyə cəlb oluna bilər.

3) Beynəlxalq daşınmalarda istismar olunan dəniz və hava gəmiləri və ya bu dəniz və hava gəmilərinin istismarı ilə bağlı olan daşınar əmlakla təmsil olunmuş əmlak yalnız dəniz və ya hava gəmisinə sahib olan müəssisənin rezident olduğu Dövlətdə vergiyə cəlb edilə bilər.

4) Razılığa gələn Dövlətin rezidentinin əmlakının bütün digər növlərinə yalnız həmin Dövlətdə vergi qoyulur.

Madde 23

İkiqat vergiqoymanın aradan qaldırılması metodu

1) Avstriyaya münasibətdə ikiqat vergiqoymanın qarşısı aşağıdakı kimi alınır:

a) əgər Avstriya rezidenti bu Konvensiyanın müddəalarına əsasən Azərbaycan Respublikasında vergiyə cəlb olunmalı gəlir əldə edədirsə yaxud əmlaka malikdirsə, Avstriya belə gəliri və ya əmlakı b) və c) yarımbəndlərinin müddəalarına uyğun olaraq vergidən azad edir;

b) əgər Avstriya rezidenti bu Konvensiyanın 10, 11, 12, 13-cü Maddələrinin 2-ci bəndlərinin və 21-ci Maddəsinin 3-cü bəndinin müddəalarına əsasən Azərbaycan Respublikasında vergiyə cəlb olunmalı gəlir növləri əldə edərsə, Avstriya həmin rezidentin Azərbaycanda ödədiyi vergi məbləğinə bərabər məbləği bu rezidentin gəlir vergisindən çıxmağa icazə verir. Lakin bütün hallarda çıxılan məbləğ Azərbaycanda vergiyə cəlb oluna biləcək gəlirə aid olan hesablamalara qədər hesablanmış vergi hissəsindən yüksək olmamalıdır;

c) Avstriya rezidentinin əldə etdiyi gəlir və ya sahib olduğu əmlak Konvensiyanın hər hansı bir müddəasına uyğun olaraq Avstriyada vergidən azad olduğu halda Avstriya buna baxmayaraq həmin rezidentin qalan gəliri və ya əmlakına vergi məbləğini hesablayarkən vergidən azad gəliri və ya əmlakı nəzərə ala bilər.

2) Azərbaycana münasibətdə ikiqat vergiqoymanın qarşısı aşağıdakı kimi alınır:

Əgər Azərbaycan Respublikasının rezidenti bu Konvensiyanın müddəalarına əsasən Avstriyada vergiyə cəlb olunmalı gəlir əldə edirsə yaxud əmlakla malikdirsə, bu gəlirə yaxud əmlakla görə Avstriyada ödədiyi verginin məbləği bu şəxsdən həmin gəlir və əmlakla əlaqədar olaraq Azərbaycan Respublikasında tutulan verginin məbləğindən çıxılmalıdır. Lakin çıxılan məbləğ Azərbaycan Respublikasının qanunvericiliyinə və vergi qoyma qaydalarına uyğun olaraq bu cür gəlirə yaxud əmlakla hesablanmış verginin məbləğindən çox olamamalıdır.

Madde 24

Ayrı-seçkilikə yol verilməməsi

1) Razılığa gələn Dövlətin milli şəxsləri Razılığa gələn digər Dövlətin milli şəxslərinin eyni şəraitdə cəlb olunduğu və ya cəlb oluna biləcəyi vergilərdən yaxud bununla bağlı olan öhdəliklərdən, o cümlədən, rezidentlik baxımından fərqlənən yaxud ağır olan şərtlərlə vergi qoymaya və ya bununla bağlı olan öhdəliklərə cəlb edilməyəcək. Bu Konvensiyanın 1-ci Maddəsinin müddəalarına baxmayaraq, bu şərt Razılığa gələn Dövlətlərdən birinin yaxud hər ikisinin rezidenti olmayan şəxslərə də şamil edilir.

2) Razılığa gələn Dövlətlərin rezidenti olan, vətəndaşlığı olmayan şəxslərə qarşı Razılığa gələn Dövlətlərdən beş birində həmin Dövlətlərin vətəndaşlarının eyni şəraitdə cəlb olunduğu yaxud cəlb oluna biləcəyi vergilərdən və onlarla bağlı olan öhdəliklərdən fərqlənən yaxud daha artıq şərtlərlə vergi qoyma və bununla əlaqədar olan öhdəlik tətbiq edilməyəcək.

3) Razılığa gələn Dövlətin müəssisəsinin Razılığa gələn digər Dövlətdə yerləşən daimi nümayəndəliyində vergi qoyulması şərtləri, müəssisənin bu digər Dövlətdə eyni fəaliyyətlə məşğul olan müəssisələrinin vergiyə cəlb olunması şərtlərindən ağır olmamalıdır. Bu müddəa Razılığa gələn Dövlətin öz rezidentləri üçün mülki statusu və ailə öhdəlikləri əsasında vergi qoyma üzrə müəyyənləşdirdiyi hər hansı azadlıqları, imtiyazları və güzəştləri Razılığa gələn digər Dövlətin rezidentləri üçün tətbiq etmək məcburiyyətini kəmi təfsir olunmamalıdır.

4) Bu Konvensiyanın 9-cu Maddəsinin 1-ci bəndinin, 11-ci Maddəsinin 7-ci bəndinin yaxud 12-ci Maddəsinin 6-cı bəndinin müddəalarından istifadə edildiyi hallar istisna olmaqla, Razılığa gələn Dövlətin müəssisəsi tərəfindən Razılığa gələn digər Dövlətin rezidentinə ödənilən faizlər, royalti və digər ödənişlər bu müəssisənin vergiyə cəlb olunan mənfəəti

müəyyənləşdirilərkən, adı birinci çəkilən Dövlətin rezidentinə münasibətdə müəyyənləşdiriləcək çıxılmalar qədər azaldılmayıdır. Eyni zamanda, Razılığa gələn Dövlətin müəssisəsinin Razılığa gələn digər Dövlətin rezidentinə olan hər hansı bir borcu, həmin müəssisənin vergiyə cəlb olunan əmlakının müəyyənləşdirilərkən adı birinci qeyd olunmuş Dövlətin rezidenti ilə razılaşdırılmış kimi eyni şərtlər əsasında tutulur.

5) Razılığa gələn Dövlətin kapitalı bütövlükdə yaxud qismən Razılığa gələn digər Dövlətin rezidentinə yaxud rezidentlərinə mənsub və ya onların birbaşa və ya dolayı nəzarəti altında olan müəssisələr adı birinci çəkilən Dövlətin oxşar müəssisələrinin cəlb olunduğu yaxud cəlb oluna biləcəyi vergilərdən və ya onlarla bağlı öhdəliklərdən fərqlənən yaxud ağır olan şərtlərlə vergiyə cəlb edilə bilməz.

6) 2-ci Maddənin müddəalarına baxmayaraq bu Maddənin müddəaları bütün tip və növ vergilərə şamil edilir.

Maddə 25

Qarşılıqlı razılışma proseduru

1) Əgər hər hansı şəxs rezident Razılığa gələn Dövlətlərdən birinin və ya hər ikisinin hərəkətlərini özünün bu Konvensiyanın müddəalarına uyğun olmayan tərzdə vergilərə cəlb edilməsi ilə nəticələnməsini yaxud nəticələne biləcəyini güman edirsə, həmin Dövlətlərin milli qanunvericiliyində nəzərdə tutulmuş müdafiə üsullarından asılı olmayaraq, işini rezident olduğu Dövlətin yaxud bu iş 24-cü Maddənin 1-ci bəndinin tə'siri altına düşürsə, milli şəxsi olduğu Razılığa gələn Dövlətin səlahiyyətli orqanlarına baxılmaq üçün vəzə bilər. Ənizə bu Konvensiyanın müddəalarına uyğun gəlməyən vergiqoymaya səbəb olmuş hərəkətlər haqqında ilk bildirişin göndərildiyi vaxtdan etibarən 3 il ərzində təqdim olunmalıdır.

2) Səlahiyyətli orqan ərizəni əsaslandırılmış hesab edib, özü qənaətbəxş qərara gələ bilmirsə, bu Konvensiyanın müddəalarına uyğun gəlməyən ikiqat vergiqoymanı aradan qaldırmaq məqsədilə, məsələni Razılığa gələn digər Dövlətin səlahiyyətli orqanı ilə qarşılıqlı razılıq əsasında həll etməyə çalışmalıdır. Əldə edilmiş hər hansı bir razılıq Razılığa gələn Dövlətin daxili qanunundakı hər hansı bir vaxt məhdudiyətinə baxmayaraq həyata keçirilməlidir.

3) Razılığa gələn Dövlətlərin səlahiyyətli orqanları bu Konvensiyanın təfsiri yaxud istifadəsi zamanı qarşıya çıxan bütün çətinlikləri yaxud anlaşılmazlıqları qarşılıqlı razılışma əsasında həll etməyə sə'y göstərməlidirlər. Onlar bu Konvensiyada nəzərdə tutulmamış hallarda ikiqat vergiqəyməni aradan qaldırmaq üçün bir-biri ilə məsləhətləşə bilərlər.

4) Razılığa gələn Dövlətlərin səlahiyyətli orqanları yuxarıdakı Maddələr üzrə razılıq və anlaşmaya nail olmaq üçün bir-biri ilə birbaşa əlaqələr yarada bilərlər.

5) Hər hansı bir xüsusi halda Konvensiyanın şərti və ya tətbiqi ilə əlaqədar ortaya çıxan hər hansı bir mübahisə qarşılıqlı razılıq əsasında 1 - 4-cü bəndlərdə nəzərdə tutulan prosedurlara uyğun olaraq Razılığa gələn Dövlətin səlahiyyətli bir orqanı tərəfindən həll edilə bilmədiyi halda həmin mübahisə hər iki səlahiyyətli orqanın razılığı ilə beynəlxalq səviyyədə qəbul edilmiş prosedurlara uyğun olaraq dostyana yolla həll edilə bilər. Bu prosedurlar Razılığa gələn Dövlətin səlahiyyətli orqanları arasında müəyyənləşdirilir.

Maddə 26 İnformasiya mübadiləsi

1) Razılığa gələn Dövlətlərin səlahiyyətli orqanları bu Konvensiyanın müddəalarının yerinə yetirilməsi üçün zəruri olan informasiya mübadiləsi aparırlar. Razılığa gələn Dövlətin aldığı hər hansı informasiya məxfi sayılır və yalnız bu Konvensiyanın təsiri altına düşən vergilərin qiymətləndirilməsi yaxud toplanması, məcburi alınması yaxud məhkəmə qaydasında təqib olunması və ya appelyasiyalara baxılması ilə məşğul olan şəxslərə və ya hakimiyyət orqanlarına (o cümlədən, məhkəmələrə və inzibati orqanlara) bildirilir. Bu şəxslər yaxud orqanlar informasiyadan yalnız həmin məqsədlərlə istifadə edirlər. Onlar bu informasiyanı açıq məhkəmə iclaslarında yaxud hüquqi qərar qəbul edildiyi zaman açıqlaya bilərlər.

2) Hec bir halda bu Maddənin 1-ci bəndinin müddəaları Razılığa gələn Dövlətlərin üzərinə aşağıdakı öhdəlikləri qoymuş kimi təfsir edilməməlidir:

a) Razılığa gələn Dövlətin və ya Razılığa gələn digər Dövlətin qanunvericiliyinə və inzibati praktikasına zidd olan inzibati tədbirlər görmək;

b) Razılığa gələn Dövlətin və ya Razılığa gələn digər Dövlətin qanunvericiliyinə və adi inzibati praktikasına görə alınması mümkün olmayan informasiya vermək;

c) hər hansı ticarət, sahibkarlıq, sənaye, kommersiya yaxud peşə sirlərini, ticarət prosesini açma biləcək informasiya və ya açılması dövlət siyasətinə (dövlət qaydalarına) zidd olan informasiya vermək.

Madde 27

Diplomatik nümayəndəliklərin və konsul idarələrinin üzvləri

Bu Konvensiyanın heç bir müddəəsi diplomatik nümayəndəliklər və konsul idarələrinin üzvlərinin beynəlxalq hüququn ümumi normaları yaxud xüsusi razılaşmaların müddəaları əsasında müəyyən edilmiş vergi imtiyazlarına şamil edilmir.

Madde 28

Konvensiyanın qüvvəyə minməsi

1) Razılığa gələn Dövlətlərin hər biri digərinə bu Konvensiyanın qüvvəyə minməsi üçün özünün qanununun tələb etdiyi prosedurları yerinə yetirdiyi haqqda diplomatik kəməllə yazılı bildiriş təqdim edir.

2) Bu Maddənin 1-ci bəndində nəzərdə tutulan son bildiriş alındığı tarixdən otuz gün sonra Konvensiya qüvvəyə minir və aşağıdakılara şamil edilir:

a) mənbədə tutulan vergilər üzrə - bu Konvensiyanın qüvvəyə mindiyi tarixdən sonrakı ilin 1 yanvar tarixindən yaxud 1 yanvarından sonra ödənilən və ya kreditləşdirilən məbləğlərə; və

b) gəlirlərə və əmlaklara görə digər vergilər üzrə - Konvensiyanın qüvvəyə mindiyi tarixdən sonrakı ilin 1 yanvar tarixindən yaxud 1 yanvarından sonrakı tarixdən başlanan hər bir vergi tutulan dövrlərdə ödənilən vergilərə.

Maddə 29

Konvensiyanın qüvvədən düşməsi

Bu Konvensiya Razılığa gələn Dövlətlərdən biri tərəfindən onun qüvvəsi ləğv ediləndə qüvvədə qalacaqdır. Razılığa gələn Dövlətlərdən hər biri istənilən təqvim ilinin sonuna ən azı 6 ay qalmış, diplomatik kanallarla yazılı bildiriş göndərməklə, Konvensiyanın qüvvəsini ləğv edə bilər. Bu halda Konvensiyanın qüvvəsi:

a) mənbəsində tutulan vergilər üzrə - qüvvəsinin ləğvi haqqında bildirişin göndərildiyi ildən sonrakı ilin 1 yanvar tarixində və ya 1 yanvar tarixindən sonra ödənilən məbləğlərə münasibətdə;

b) gəlirlərə və əmlaka görə digər vergilər üzrə - qüvvəsinin ləğvi haqqında bildirişin göndərildiyi ildən sonra gələn ilin 1 yanvar tarixində və ya 1 yanvar tarixindən sonra başlanan hər hansı vergi qoyma ilində tutulan digər vergilərə münasibətdə - ləğv edilir.

Bunun təsdiqi olaraq, hər iki Razılığa gələn Dövlətin lazımı qaydada səlahiyyət verilmiş nümayəndələri bu Konvensiyanı imzaladılar.

Viyana şəhərində 2000-ci ilin iyul ayının 4-də alın, Azərbaycan və ingilis dillərində hər birində iki nüsxədə icra olunmuşdur, bütün mətnlər eyni qüvvəyə malikdir. Mətnlərin maddələri arasında fikir ayrılığı meydana çıxdıqda, ingilis dilində olan mətdən istifadə olunacaq.

Avstriya Respublikası
Hökuməti adından



Azərbaycan Respublikası
Hökuməti adından



PROTOKOL

Konvensiya Avstriya Respublikası Hökuməti ilə Azərbaycan Respublikası Hökuməti arasında imzalanan zaman ikiqat vergi qoymaya yol verməmək və gəlirlər və əmlakla əlaqədar vergilərlə bağlı olaraq vergilərdən yayınmağın qarşısını almaq məqsədilə bu protokolun altından imza atanlar razılığa gəlmişlər ki, aşağıdakı müddəalar Konvensiyanın tərkib hissəsini təşkil edirlər:

Konvensiyanın təfsiri

Bəsa düşülür ki, gəlirlər və əmlak haqqında İƏİT Model Konvensiyasının və ya Birləşmiş Millətlər Təşkilatının İkiqat vergi qoymanın qarşısını almaq üzrə inkişaf etmiş və inkişaf etməkdə olan ölkələr arasında Model Konvensiyasının müvafiq müddəalarına uyğun olaraq tərtib edilmiş bu Konvensiyanın müddəaları da İƏİT Model Konvensiyası və ya Birləşmiş Millətlər Təşkilatının bu məsələ ilə əlaqədar təfsirlərində verilən eyni mə'naya malik olacaqdır. Konvensiya qüvvəyə mindikdən sonra, əvvəlki cümlədə verilən mə'naya səlahiyyətli orqanlar tərəfindən razılaşdırılmış təfsirlərdən fərqli heç bir təfsirə şamil edilməyəcəkdir. Vaxtaşırı düzəlişlər edilə bilən təfsirlər şərh etmə vasitələrindən ibarətdir. İƏİT Model Konvensiyasında və ya Birləşmiş Millətlər Təşkilatının Model Konvensiyasında qeyd edildiyi kimi təfsir zamanı hər hansı bir ziddiyyət meydana çıxdığı və ehtiyac olduğu halda 25-ci Maddəyə uyğun olaraq qarşılıqlı razılıq əsasında ümumi bir təfsir axtarılacaqdır.

3-cü Maddənin 1-ci bəndinə əlavə

Azərbaycana münasibətdə öz statusunu Azərbaycan qanunvericiliyinə uyğun olaraq alan və vergiyə cəlb olunan obyekt hesab edilən tərəfdaşlıq və ya birgə müəssisə bu Konvensiyanın məqsədlərinə müvafiq olaraq hüquqi şəxs hesab edilir.

7-ci Maddəyə əlavə

Avstriyaya münasibətdə bu Maddədə istifadə olunan "mənfəət" terminində hər hansı bir tərəfdaşlıqda və ya vergi məqsədləri üçün eyni münasibət göstərilən şəxslərin hər hansı bir digər orqanında və Avstriya qanunvericiliyinə uyğun olaraq yaradılmış passiv tərəfdaşlıqda

(Stille Gesellschaft) iştirak etməsi nəticəsində hər hansı bir tərəfdəş tərəfindən əldə olunan mənfəət əhatə olunur.

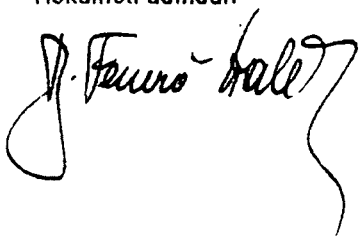
11-ci Maddəyə əlavə

Avstriyaya münasibətdə 11-ci Maddənin 4-cü bəndinin a) yarımbəndi Avstriya Respublikasının adından fəaliyyət göstərən Österreichische Kontrollbank AG tərəfindən verilən zəmanət əsasında verilən və ya ödənilən borca da tətbiq edilir.

Bunun sübutu olaraq Raziyyə gələn iki Dövlətin lazımı qaydada səlahiyyət vermiş nümayəndələri bu Protokolu imzalamışlar.

Bu Protokol Vyana şəhərində 2000-ci ilin iyul ayının 4-də alman, Azərbaycan və ingilis dillərinin hər birində eyni hüquqi qüvvəyə malik iki orijinal nüsxədə imzalanmışdır. Mətnlərdə ziddiyyət meydana çıxdığı halda ingilis dilində olan mətnə üstünlük veriləcəkdir.

Avstriya Respublikası
Hökuməti adından



Azərbaycan Respublikası
Hökuməti adından



[ENGLISH TEXT — TEXTE ANGLAIS]

CONVENTION BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF AUSTRIA AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF AZERBAIJAN FOR THE AVOIDANCE OF DOUBLE TAXATION AND THE PREVENTION OF FISCAL EVASION WITH RESPECT TO TAXES ON INCOME AND ON CAPITAL

The Government of the Republic of Austria and the Government of the Republic of Azerbaijan, desiring to conclude a Convention for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion with respect to taxes on income and on capital,

Have agreed as follows:

Article 1. Persons covered

This Convention shall apply to persons who are residents of one or both of the Contracting States.

Article 2. Taxes covered

1. This Convention shall apply to taxes on income and on capital imposed on behalf of a Contracting State or of its administrative territorial subdivisions or local authorities, irrespective of the manner in which they are levied.

2. There shall be regarded as taxes on income and on capital all taxes imposed on total income, on total capital, or on elements of income or of capital, including taxes on gains from the alienation of movable or immovable property, taxes on the total amounts of wages or salaries paid by enterprises, as well as taxes on capital appreciation.

3. The existing taxes to which the Convention shall apply are in particular:

(a) in Austria:

(i) the income tax (die Einkommensteuer);

(ii) the corporation tax (die Körperschaftsteuer);

(iii) the land tax (die Grundsteuer);

(iv) the tax on agricultural and forestry enterprises (die Abgabe von land- und forstwirtschaftlichen Betrieben) and

(v) the tax on the value of vacant plots (die Abgabe vom Bodenwert bei unbebauten Grundstücken)

(hereinafter referred to as "Austrian taxes");

(b) in Azerbaijan

(i) the tax on profit of legal persons;

(ii) the income tax on physical persons;

(iii) the tax on property and

(iv) the land tax

(hereinafter referred to as "Azerbaijan taxes").

4. The Convention shall apply also to any identical or substantially similar taxes which are imposed after the date of signature of the Convention in addition to, or in place of, the existing taxes. The competent authorities of the Contracting States shall notify each other of any substantial changes which have been made in their respective taxation laws,

Article 3. General definitions

1. For the purposes of this Convention, unless the context otherwise requires:

(a) the term "Azerbaijan" means the territory of the Republic of Azerbaijan, the Caspian Sea (Lake) sector belonging to the Republic of Azerbaijan, the air space above the Republic of Azerbaijan, within which the sovereign rights and jurisdiction of the Republic of Azerbaijan is implemented in respect to subsoil, sea bed and natural resources and any other area which has been or may hereinafter be determined in accordance with international law and legislation of the Republic of Azerbaijan.

(b) the term "Austria" means the territory of the Republic of Austria;

(c) the term "person" includes an individual, a company and any other body of persons;

(d) the term "national" means:

(i) any individual possessing the nationality of a Contracting State;

(ii) any legal person, partnership or association deriving its status as such from the laws in force in a Contracting State;

(e) the terms "a Contracting State" and "the other Contracting State" mean Austria or Azerbaijan, as the context requires;

(f) the terms "enterprise of a Contracting State" and "enterprise of the other Contracting State" mean respectively an enterprise carried on by a resident of a Contracting State and an enterprise carried on by a resident of the other Contracting State;

(g) the term "company" means any body corporate or any entity which is treated as a body corporate for tax purposes;

(h) the term "international traffic" means any transport by a ship or aircraft operated by an enterprise of a Contracting State, except when the ship or aircraft is operated solely between places in the other Contracting State;

(i) the term "competent authority" means:

(i) in Austria: the Federal Minister of Finance or his authorised representative;

(ii) in Azerbaijan: the Ministry of Finance and the Ministry of Taxes.

2. As regards the application of the Convention at any time by a Contracting State, any term not defined therein shall, unless the context otherwise requires, have the meaning that it has at that time under the law of that State for the purposes of the taxes to which the Convention applies, any meaning under the applicable tax laws of that State prevailing over a meaning given to the term under other laws of that State.

Article 4. Resident

1. For the purposes of this Convention, the term "resident of a Contracting State" means any person who, under the laws of that State, is liable to tax therein by reason of his domicile, residence, place of registration, place of incorporation, place of management or any other criterion of a similar nature, and also includes that State and any administrative territorial subdivision or local authority thereof. This term, however, does not include any person who is liable to tax in that State in respect only of income from sources in that State or capital situated therein.

2. Where by reason of the provisions of paragraph 1 of this Article an individual is a resident of both Contracting States, then his status shall be determined as follows:

(a) he shall be deemed to be a resident only of the State in which he has a permanent home available to him; if he has a permanent home available to him in both States, he shall be deemed to be a resident only of the State with which his personal and economic relations are closer (centre of vital interests);

(b) if the State in which he has his centre of vital interests cannot be determined, or if he has not a permanent home available to him in either State, he shall be deemed to be a resident only of the State in which he has an habitual abode;

(c) if he has an habitual abode in both States or in neither of them, he shall be deemed to be a resident only of the State of which he is a national;

(d) if he is a national of both States or of neither of them, the competent authorities of the Contracting States shall endeavour to settle the question by mutual agreement.

3. Where by reason of the provisions of paragraph 1 a person other than an individual is a resident of both Contracting States, then it shall be deemed to be a resident only of the State where it is registered and in which its place of effective management is situated. If the place of registration and the place of effective management are not located in the same Contracting State the competent authorities of the Contracting States shall endeavour to settle the question by mutual agreement.

Article 5. Permanent establishment

1. For the purposes of this Convention, the term "permanent establishment" means a fixed place of business through which the business of an enterprise is wholly or partly carried on.

2. The term "permanent establishment" includes especially:

(a) a place of management;

(b) a branch;

(c) an office;

(d) a factory;

(e) a workshop;

(f) an installation, structure or vessel or any other place used for the exploration of natural resources;

(g) a mine, an oil or gas well, a quarry, installation or structure or any other place of extraction and development of natural resources, and

(h) a building site or construction or installation project, but only if it lasts more than twelve months.

3. The furnishing of services, including consultancy services, in a Contracting State by an enterprise through its employees or other personnel engaged by the enterprise for such purpose, constitutes a permanent establishment, but only where the activities of that nature continue (for the same or a connected project) within that State for more than six months.

4. Notwithstanding the preceding provisions of this Article, the term "permanent establishment" shall be deemed not to include:

(a) the use of facilities solely for the purpose of storage, display or delivery of goods or merchandise belonging to the enterprise;

(b) the maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of storage, display or delivery;

(c) the maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of processing by another enterprise;

(d) the maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of purchasing goods or merchandise or of collecting information, for the enterprise;

(e) the maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of carrying on, for the enterprise, any other activity of a preparatory or auxiliary character;

(f) the maintenance of a fixed place of business solely for any combination of activities mentioned in sub-paragraphs (a) to (e), provided that the overall activity of the fixed place of business resulting from this combination is of a preparatory or auxiliary character.

5. Notwithstanding the provisions of paragraphs 1 and 2, where a person -- other than an agent of an independent status to whom paragraph 6 applies -- is acting on behalf of an enterprise and has, and habitually exercises, in a Contracting State an authority to conclude contracts in the name of the enterprise, that enterprise shall be deemed to have a permanent establishment in that State in respect of any activities which that person undertakes for the enterprise, unless the activities of such person are limited to those mentioned in paragraph 4 which, if exercised through a fixed place of business, would not make this fixed place of business a permanent establishment under the provisions of that paragraph.

6. An enterprise shall not be deemed to have a permanent establishment in a Contracting State merely because it carries on business in that State through a broker, general commission agent or any other agent of an independent status, provided that such persons are acting in the ordinary course of their business. However, if the activities of the agent are carried out wholly or almost wholly for the enterprise he shall not be considered to be an agent of an independent status for the purposes of this paragraph, unless it is shown that the transactions between the agent and the enterprise were made under the conditions which would be made between independent parties (arm's length conditions).

7. The fact that a company which is a resident of a Contracting State controls or is controlled by a company which is a resident of the other Contracting State, or which carries on

business in that other State (whether through a permanent establishment or otherwise), shall not of itself constitute either company a permanent establishment of the other.

Article 6. Income from immovable property

1. Income derived by a resident of a Contracting State from immovable property (including income from agriculture or forestry) situated in the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. The term "immovable property" shall have the meaning which it has under the law of the Contracting State in which the property in question is situated. The term shall in any case include property accessory to immovable property, livestock and equipment used in agriculture and forestry, rights to which the provisions of general law respecting landed property apply, usufruct of immovable property and rights to variable or fixed payments as consideration for the working of, or the right to work, mineral deposits, sources and other natural resources; ships, boats and aircraft shall not be regarded as immovable property.

3. The provisions of paragraph 1 shall apply to income derived from the direct use, letting, or use in any other form of immovable property.

4. The provisions of paragraphs 1 and 3 shall also apply to the income from immovable property of an enterprise and to income from immovable property used for the performance of independent personal services.

Article 7. Business profits

1. The profits of an enterprise of a Contracting State shall be taxable only in that State unless the enterprise carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein. If the enterprise carries on business as aforesaid, the profits of the enterprise may be taxed in the other State but only so much of them as is attributable to that permanent establishment.

2. Subject to the provisions of paragraph 3, where an enterprise of a Contracting State carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein, there shall in each Contracting State be attributed to that permanent establishment the profits which it might be expected to make if it were a distinct and separate enterprise engaged in the same or similar activities under the same or similar conditions and dealing wholly independently with the enterprise of which it is a permanent establishment.

3. In determining the profits of a permanent establishment, there shall be allowed as deductions expenses which are incurred for the purposes of the permanent establishment, including executive and general administrative expenses so incurred, whether in the State in which the permanent establishment is situated or elsewhere.

4. Insofar as it has been customary in a Contracting State to determine the profits to be attributed to a permanent establishment on the basis of an apportionment of the total profits of the enterprise to its various parts, nothing in paragraph 2 shall preclude that Contracting State from determining the profits to be taxed by such an apportionment as may be customary, the method of apportionment adopted shall, however, be such that the result shall be in accordance with the principles contained in this Article.

5. No profits shall be attributed to a permanent establishment by reason of the mere purchase by that permanent establishment of goods or merchandise for the enterprise.

6. For the purposes of the preceding paragraphs, the profits to be attributed to the permanent establishment shall be determined by the same method year by year unless there is good and sufficient reason to the contrary.

7. Where profits include items of income which are dealt with separately in other Articles of this Convention, then the provisions of those Articles shall not be affected by the provisions of this Article.

Article 8. Shipping and air transport

1. Profits of an enterprise of a Contracting State from the operation of ships or aircraft in international traffic shall be taxable only in that State.

2. For the purposes of this Article, profits from the operation of ships or aircraft in international traffic include:

(a) profits from the rental on a bareboat basis of ships or aircraft in international traffic; and

(b) profits from the use, maintenance or rental of containers in international traffic (including trailers and related equipment for the transport of containers) used for the transport of goods or merchandise, where such use, maintenance or rental, as the case may be, is incidental to the operation of ships or aircraft in international traffic.

3. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall also apply to profits from the participation in a pool, a joint business or an international operating agency.

Article 9. Associated enterprises

1. Where

(a) an enterprise of a Contracting State participates directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of the other Contracting State, or

(b) the same persons participate directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of a Contracting State and an enterprise of the other Contracting State,

and in either case conditions are made or imposed between the two enterprises in their commercial or financial relations which differ from those which would be made between independent enterprises, then any profits which would, but for those conditions, have accrued to one of the enterprises, but, by reason of those conditions, have not so accrued, may be included in the profits of that enterprise and taxed accordingly.

2. Where a Contracting State includes in the profits of an enterprise of that State -- and taxes accordingly -- profits on which an enterprise of the other Contracting State has been charged to tax in that other State and the profits so included are profits which would have accrued to the enterprise of the first-mentioned State if the conditions made between the two enterprises had been those which would have been made between independent enterprises, then that other State shall make an appropriate adjustment to the amount of the tax

charged therein on those profits. In determining such adjustment, due regard shall be had to the other provisions of this Convention and the competent authorities of the Contracting States shall if necessary consult each other.

Article 10. Dividends

1. Dividends paid by a company which is a resident of a Contracting State to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. However, such dividends may also be taxed in the Contracting State of which the company paying the dividends is a resident and according to the laws of that State, but if the recipient is the beneficial owner of the dividends, the tax so charged shall not exceed:

(a) 5 per cent of the gross amount of the dividends if the beneficial owner is a company which holds directly at least 25 per cent of the capital of the company paying the dividends and the participation exceeds 250 000 USD or an equivalent amount in any other currency;

(b) 10 per cent of the gross amount of the dividends if the beneficial owner is a company which holds directly at least 25 per cent of the capital of the company paying the dividends and the participation exceeds 100 000 USD or an equivalent amount in any other currency;

(c) 15 per cent of the gross amount of the dividends in all other cases.

This paragraph shall not affect the taxation of the company in respect of the profits out of which the dividends are paid.

3. The term "dividends" as used in this Article means income from shares or other rights, not being debt-claims, participating in profits, as well as income from other corporate rights which is subjected to the same taxation treatment as income from shares by the laws of the State of which the company making the distribution is a resident.

4. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall not apply if the beneficial owner of the dividends, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State of which the company paying the dividends is a resident, through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such case the provisions of Article 7 or Article 14, as the case may be, shall apply.

5. Where a company which is a resident of a Contracting State derives profits or income from the other Contracting State, that other State may not impose any tax on the dividends paid by the company, except insofar as such dividends are paid to a resident of that other State or insofar as the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with a permanent establishment or a fixed base situated in that other State, nor subject the company's undistributed profits to a tax on the company's undistributed profits, even if the dividends paid or the undistributed profits consist wholly or partly of profits or income arising in such other State.

Article 11. Interest

1. Interest arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. However, such interest may also be taxed in the Contracting State in which it arises and according to the laws of that State, but if the recipient is the beneficial owner of the interest, the tax so charged shall not exceed 10 per cent of the gross amount of the interest.

3. The term "interest" as used in this Article means income from debt-claims of every kind, whether or not secured by mortgage and whether or not carrying a right to participate in the debtor's profits, and in particular, income from government securities and income from bonds or debentures, including premiums and prizes attaching to such securities, bonds or debentures. Penalty charges for late payment shall not be regarded as interest for the purpose of this Article.

4. Notwithstanding the provisions of paragraph 2 interest mentioned in paragraph 1 shall be taxable only in the Contracting State where the beneficial owner of the interest is a resident if

(a) the payer or the recipient of the interest is, or the loan in respect of which the interest is paid is made, guaranteed or insured by, a Contracting State itself, a statutory body, an administrative territorial subdivision or a local authority thereof or the Central Bank of a Contracting State;

(b) the interest is paid in respect of a loan which has been approved by the Government in the Contracting State where the payer of the interest is a resident;

(c) the interest is paid with respect of an indebtedness arising on the sale on credit of any merchandise or industrial, commercial or scientific equipment to an enterprise of the other Contracting State.

5. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall not apply if the beneficial owner of the interest, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State in which the interest arises, through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the debt-claim in respect of which the interest is paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such case the provisions of Article 7 or Article 14, as the case may be, shall apply.

6. Interest shall be deemed to arise in a Contracting State when the payer is a resident of that State. Where, however, the person paying the interest, whether he is a resident of a Contracting State or not, has in a Contracting State a permanent establishment or a fixed base in connection with which the indebtedness on which the interest is paid was incurred, and such interest is borne by such permanent establishment or fixed base, then such interest shall be deemed to arise in the State in which the permanent establishment or fixed base is situated.

7. Where, by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or between both of them and some other person, the amount of the interest, having regard to the debt-claim for which it is paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provi-

sions of this Article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the laws of each Contracting State, due regard being had to the other provisions of this Convention.

Article 12. Royalties

1. Royalties arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. However, such royalties may also be taxed in the Contracting State in which they arise and according to the laws of that State, but if the beneficial owner of the royalties is a resident of the other Contracting State, the tax so charged shall not exceed:

(a) 5 per cent of the gross amount of royalties, if the patent, the design or model, the plan, the secret formula or process, or the information concerning industrial, commercial or scientific experiences, in consideration of which these royalties are paid, is not older than 3 years;

(b) 10 per cent of the gross amount of the royalties in all other cases.

3. The term "royalties" as used in this Article means payments of any kind received as a consideration for the use of, or the right to use, any copyright of literary, artistic or scientific work including cinematograph films and films or tapes for radio or television broadcasting, any patent, trade mark, design or model, plan, secret formula or process, or for information concerning industrial, commercial or scientific experience (know-how).

4. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall not apply if the beneficial owner of the royalties, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State in which the royalties arise, through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the right or property in respect of which the royalties are paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such case the provisions of Article 7 or Article 14, as the case may be, shall apply.

5. Royalties shall be deemed to arise in a Contracting State when the payer is a resident of that State. Where, however, the person paying the royalties, whether he is a resident of a Contracting State or not, has in a Contracting State a permanent establishment or a fixed base in connection with which the liability to pay the royalties was incurred, and such royalties are borne by such permanent establishment or fixed base, then such interest shall be deemed to arise in the State in which the permanent establishment or fixed base is situated.

6. Where, by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or between both of them and some other person, the amount of the royalties, having regard to the use, right or information for which they are paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this Article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the laws of each Contracting State, due regard being had to the other provisions of this Convention.

Article 13. Capital gains

1. Gains derived by a resident of a Contracting State from the alienation of immovable property referred to in Article 6 and situated in the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. Gains derived by a resident of a Contracting State from the alienation of shares, other than shares quoted on an approved Stock Exchange, deriving their value or the greater part of their value directly or indirectly from immovable property situated in the other Contracting State, may be taxed in that other State.

3. Gains from the alienation of movable property forming part of the business property of a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State or of movable property pertaining to a fixed base available to a resident of a Contracting State in the other Contracting State for the purpose of performing independent personal services including such gains from the alienation of such a permanent establishment (alone or with the whole enterprise) or of such fixed base, may be taxed in that other State.

4. Gains derived from the alienation of ships or aircraft operated in international traffic by an enterprise which is a resident of a Contracting State or movable property pertaining to the operation of such ships or aircraft, shall be taxable only in that State.

5. Gains from the alienation of any property other than that referred to in paragraphs 1, 2, 3 and 4, shall be taxable only in the Contracting State of which the alienator is a resident.

Article 14. Independent personal services

1. Income derived by a resident of a Contracting State in respect of professional services or other activities of an independent character shall be taxable only in that State unless he has a fixed base regularly available to him in the other Contracting State for the purpose of performing his activities. If he has such a fixed base, the income may be taxed in the other State but only so much of it as is attributable to that fixed base.

2. The term "professional services" includes especially independent scientific, literary, artistic, educational or teaching activities as well as the independent activities of physicians, lawyers, engineers, architects, dentists, auditors or accountants.

3. Notwithstanding the provisions of paragraph 1 income derived by a resident of a Contracting State in respect of professional services or other activities of an independent character, shall be taxable in the other Contracting State, if the individual is present in the other State for a period or periods exceeding in the aggregate 183 days in any twelve month period commencing or ending in the fiscal year concerned, but only so much thereof as is attributable to services performed in that other State.

Article 15. Dependent personal services

1. Subject to the provisions of Articles 16, 18, 19, and 20, salaries, wages and other similar remuneration derived by a resident of a Contracting State in respect of an employ-

ment shall be taxable only in that State unless the employment is exercised in the other Contracting State. If the employment is so exercised, Such remuneration as is derived therefrom may be taxed in that other State.

2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1 of this Article, remuneration derived by a resident of a Contracting State in respect of an employment exercised in the other Contracting State shall be taxable only in the first-mentioned State if:

(a) the recipient is present in the other State for a period or periods not exceeding in the aggregate 183 days in any twelve month period commencing or ending in the fiscal year concerned, and

(b) the remuneration is paid by, or on behalf of, an employer who is not a resident of the other State, and

(c) the remuneration is not borne by a permanent establishment or a fixed base which the employer has in the other State.

3. Notwithstanding the preceding provisions of this Article, remuneration derived in respect of an employment exercised aboard a ship or aircraft operated in international traffic by an enterprise which is a resident of a Contracting State may be taxed in that State.

Article 16. Directors' fees

Directors' fees and other similar payments derived by a resident of a Contracting State in his capacity as a member of the board of directors of a company which is a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

Article 17. Artistes and sportsmen

1. Notwithstanding the provisions of Articles 7, 14 and 15, income derived by a resident of a Contracting State as an entertainer, such as a theatre, motion picture, radio or television artiste, or a musician, or as a sportsman, from his personal activities as such exercised in the other Contracting State, may be taxed in that other State.

2. Where income in respect of personal activities exercised by an entertainer or a sportsman in his capacity as such accrues not to the artiste or sportsman himself but to another person, that income may, notwithstanding the provisions of Articles 7, 14 and 15, be taxed in the Contracting State in which the activities of the artiste or sportsman are exercised.

3. The provisions of paragraphs 1 and 2 of this Article shall not apply to income derived from activities performed in a Contracting State by artistes or sportsmen if the visit to that State is substantially supported by public funds of one or both Contracting States or an administrative territorial subdivision or local authority thereof. In such a case the income shall be taxable only in the State of which the artiste or sportsman is a resident.

Article 18. Pensions

Subject to the provisions of paragraph 2 of Article 19, pensions and other similar remuneration paid to a resident of a Contracting State in consideration of past employment shall be taxable only in that State.

Article 19. Government service

1. (a) Salaries, wages and other similar remuneration, other than a pension, paid by a Contracting State or an administrative territorial subdivision or a local authority thereof to an individual in respect of services rendered to that State or subdivision or authority shall be taxable only in that State.

(b) However, such remuneration shall be taxable only in the other Contracting State if the services are rendered in that State and the individual is a resident of that State who:

(i) is a national of that State; or

(ii) did not become a resident of that State solely for the purpose of rendering the services.

2. (a) Any pension paid by, or out of funds created by, a Contracting State or an administrative territorial subdivision or a local authority thereof to an individual in respect of services rendered to that State or subdivision or authority shall be taxable only in that State.

(b) However, such pension shall be taxable only in the other Contracting State if the individual is a resident of, and a national of, that State.

3. The provisions of Articles 15, 16, 17, and 18 shall apply to remuneration, and to pensions, in respect of services rendered in connection with a business carried on by a Contracting State or an administrative territorial subdivision or a local authority thereof.

Article 20. Students

Payments which a student or business apprentice who is or was immediately before visiting a Contracting State a resident of the other Contracting State and who is present in the first-mentioned State solely for the purpose of his education or training receives for the purpose of his maintenance. education or training shall not be taxed in that State, provided that such payments arise from sources outside that State.

Article 21. Other income

1. Items of income of a resident of a Contracting State, wherever arising, not dealt with in the foregoing Articles of this Convention shall be taxable only in that State.

2. The provisions of paragraph 1 shall not apply to income, other than income from immovable property as defined in paragraph 2 of Article 6, if the recipient of such income, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the right or property in respect of which the income is paid is effectively connected with such permanent establishment or

fixed base. In such case the provisions of Article 7 or Article 14, as the case may be, shall apply.

3. Notwithstanding the provisions of paragraphs 1 and 2, items of income of a resident of a Contracting State not dealt with in the foregoing Articles of this Convention and arising in the other Contracting State may also be taxed in that other State.

4. Income derived by a resident of a Contracting State from the other Contracting State under a legal claim to maintenance may not be taxed in the first-mentioned State as long as such income would be exempt from tax according to the laws of the other Contracting State.

Article 22. Capital

1. Capital represented by immovable property referred to in Article 6, owned by a resident of a Contracting State and situated in the other Contracting State, may be taxed in that other State.

2. Capital represented by movable property forming part of the business property of a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State or by movable property pertaining to a fixed base available to a resident of a Contracting State in the other Contracting State for the purpose of performing independent personal services, may be taxed in that other State.

3. Capital represented by ships and aircraft operated in international traffic by an enterprise which is a resident of a Contracting State and by movable property pertaining to the operation of such ships or aircraft, shall be taxable only in that State.

4. All other elements of capital of a resident of a Contracting State shall be taxable only in that State.

Article 23. Method for elimination of double taxation

1. In the case of Austria, double taxation shall be avoided as follows:

(a) Where a resident of Austria derives income or owns capital which, in accordance with the provisions of this Convention, may be taxed in Azerbaijan, Austria shall, subject to the provisions of sub-paragraphs b and c, exempt such income or capital from tax.

(b) Where a resident of Austria derives items of income which, in accordance with the provisions of paragraphs 2 of Articles 10, 11, 12, 13 and of paragraph 3 of Article 21 may be taxed in Azerbaijan, Austria shall allow as a deduction from the tax on the income of that resident an amount equal to the tax paid in Azerbaijan. Such deduction shall not, however, exceed that part of the tax, as computed before the deduction is given, which is attributable to such items of income derived from Azerbaijan.

(c) Where in accordance with any provision of the Convention income derived or capital owned by a resident of Austria is exempt from tax in Austria, Austria may nevertheless, in calculating the amount of tax on the remaining income or capital of such resident, take into account the exempted income or capital.

2. In the case of Azerbaijan, double taxation shall be avoided as follows:

Where a resident of Azerbaijan derives income from or owns capital in Austria which according to the provisions of this Convention, may be taxed in Austria, the amount of tax on income or capital paid in Austria will be deducted from the tax levied from that person in respect of such income or capital in Azerbaijan. Such deduction shall not, however, exceed that amount of Azerbaijan tax on income or capital calculated in accordance with its law and tax regulation.

Article 24. Non-discrimination

1. Nationals of a Contracting State shall not be subjected in the other Contracting State to any taxation or any requirement connected therewith, which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which nationals of that other State in the same circumstances, in particular with respect to residence, are or may be subjected. This provision shall, notwithstanding the provisions of Article 1, also apply to persons who are not residents of one or both of the Contracting States.

2. Stateless persons who are residents of a Contracting State shall not be subjected in either Contracting State to any taxation or any requirement connected therewith, which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which nationals of the State concerned in the same circumstances, in particular with respect to residence, are or may be subjected.

3. The taxation on a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State shall not be less favourably levied in that other State than the taxation levied on enterprises of that other State carrying on the same activities. This provision shall not be construed as obliging a Contracting State to grant to residents of the other Contracting State any personal allowances, reliefs and reductions for taxation purposes on account of civil status or family responsibilities which it grants to its own residents.

4. Except where the provisions of paragraph 1 of Article 9, paragraph 7 of Article 11, or paragraph 6 of Article 12, apply, interest, royalties and other disbursements paid by an enterprise of a Contracting State to a resident of the other Contracting State shall, for the purpose of determining the taxable profits of such enterprise, be deductible under the same conditions as if they had been paid to a resident of the first-mentioned State. Similarly, any debts of an enterprise of a Contracting State to a resident of the other Contracting State shall, for the purpose of determining the taxable capital of such enterprise, be deductible under the same conditions as if they had been contracted to a resident of the first-mentioned State.

5. Enterprises of a Contracting State, the capital of which is wholly or partly owned or controlled, directly or indirectly, by one or more residents of the other Contracting State, shall not be subjected in the first-mentioned State to any taxation or any requirement connected therewith which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which other similar enterprises of the first-mentioned State are or may be subjected.

6. The provisions of this Article shall, notwithstanding the provisions of Article 2, apply to taxes of every kind and description.

Article 25. Mutual agreement procedure

1. Where a person considers that the actions of one or both of the Contracting States result or will result for him in taxation not in accordance with the provisions of this Convention, he may, irrespective of the remedies provided by the domestic law of those States, present his case to the competent authority of the Contracting State of which he is a resident or, if his case comes under paragraph 1 of Article 24, to that of the Contracting State of which he is a national. The case must be presented within three years from the first notification of the action resulting in taxation not in accordance with the provisions of the Convention.

2. The competent authority shall endeavour, if the objection appears to it to be justified and if it is not itself able to arrive at a satisfactory solution, to resolve the case by mutual agreement with the competent authority of the other Contracting State, with a view to the avoidance of taxation which is not in accordance with the Convention. Any agreement reached shall be implemented notwithstanding any time limits in the domestic law of the Contracting States.

3. The competent authorities of the Contracting States shall endeavour to resolve by mutual agreement any difficulties or doubts arising as to the interpretation or application of the Convention. They may also consult together for the elimination of double taxation in cases not provided for in the Convention.

4. The competent authorities of the Contracting States may communicate with each other directly for the purpose of reaching an agreement in the sense of the preceding paragraphs.

5. If after the procedures of paragraphs 1 to 4 any dispute arising as to the interpretation or application of the Convention in a particular case cannot be resolved by the competent authorities of the Contracting States in a mutual agreement procedure, the case may, if both competent authorities agree, be resolved peacefully according to any internationally accepted procedures. These procedures shall be established between the competent authorities of the Contracting States.

Article 26. Exchange of information

1. The competent authorities of the Contracting States shall exchange such information as is necessary for carrying out the provisions of this Convention. Any information received by a Contracting State shall be treated as secret in the same manner as information obtained under the domestic laws of that State and shall be disclosed only to persons or authorities (including courts and administrative bodies) concerned with the assessment or collection of, the enforcement or prosecution in respect of, or the determination of appeals in relation to, the taxes covered by the Convention. Such persons or authorities shall use the information only for such purposes. They may disclose the information in public court proceedings or in judicial decisions.

2. In no case shall the provisions of paragraph 1 be construed so as to impose on a Contracting State the obligation:

(a) to carry out administrative measures at variance with the laws and administrative practice of that or of the other Contracting State;

(b) to supply information which is not obtainable under the laws or in the normal course of the administration of that or of the other Contracting State;

(c) to supply information which would disclose any trade, business, industrial, commercial or professional secret or trade process, or information, the disclosure of which would be contrary to public policy (*ordre public*).

Article 27. Members of diplomatic missions and consular posts

Nothing in this Convention shall affect the fiscal privileges of members of diplomatic missions or consular posts under the general rules of international law or under the provisions of special agreements.

Article 28. Entry into force

1. Each of the Contracting States shall notify the other through diplomatic channels of the completion of the procedures required by its law for the entry into force of this Convention.

2. The Convention shall enter into force thirty days after the date of the receipt of the later of the notifications provided in paragraph 1 of this Article and shall thereupon have effect:

(a) in respect of taxes withheld at source, for amounts paid or credited on or after the first day of January of the year next following the date on which the Convention enters into force; and

(b) in respect of other taxes charged on income and capital -- of taxable periods beginning on or after the first day of January of the year next following the date on which the Convention enters into force.

Article 29. Termination

This Convention shall remain in force until terminated by a Contracting State. Either Contracting State may terminate the Convention, through diplomatic channels, by giving written notice of termination at least six months before the end of any calendar year. In such case, the Convention shall cease to have effect:

(a) in respect of taxes withheld at source, for amounts paid or credited on or after the first day of January of the year next following the year in which the notice of termination is given,

(b) in respect of other taxes charged on income and capital of taxable periods beginning on or after the first day of January of the year next following the year in which the notice of termination is given.

In witness whereof the Plenipotentiaries of the two Contracting States, duly authorised thereto, have signed this Convention.

Done in duplicate in Vienna on the 4th day of July 2000 in German, English and in the Azerbaijani languages, each text being equally authentic. In the case of divergence between the texts the English text shall prevail.

For the Government of the Republic of Austria:

FERRERO-WALDNER

For the Government of the Republic of Azerbaijan:

QULIYEV

PROTOCOL

At the moment of signing the Convention between the Government of the Republic of Austria and the Government of the Republic of Azerbaijan for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion with respect to taxes on income and on capital, the undersigned have agreed that the following provisions shall form an integral part of the Convention.

Interpretation of the Convention

It is understood that provisions of the Convention which are drafted according to the corresponding provisions of the OECD Model Convention on income and on capital or the United Nations Model Double Taxation Convention between Developed and Developing Countries shall generally be expected to have the same meaning as expressed in the OECD or UN Commentaries thereon. The understanding in the preceding sentence will not apply with respect to any contrary interpretation agreed to by the competent authorities after the entry into force of the Convention. The Commentaries - as they may be revised from time to time - constitute a means of interpretation. In case of any divergence in the interpretation as expressed in the commentaries of the OECD and the UN Model, a common interpretation would have to be sought by mutual agreement according to Article 25, if necessary.

Ad Article 3 paragraph 1:

In respect of Azerbaijan a partnership or a joint venture deriving its status from Azerbaijan law which is treated as a taxable unit under the law of Azerbaijan shall be treated as a person for the purposes of this Convention.

Ad Article 7:

In the case of Austria the term "profits" as used in this Article includes the profits derived by any partner from his participation in a partnership and in any other body of persons which is treated in the same way for tax purposes and from a participation in a sleeping partnership (Stille Gesellschaft) created under Austrian law.

Ad Article 11:

In the case of Austria Article 11 paragraph 4 sub-paragraph a) shall also apply in respect of a loan made by or covered by a guarantee issued by the Oesterreichische Kontrollbank AG acting on behalf of the Republic of Austria.

In witness whereof the Plenipotentiaries of the two Contracting States, duly authorised thereto, have signed this Protocol.

Done in duplicate in Vienna on the 4th day of July 2000, in German, English and in the Azerbaijani languages, each text being equally authentic. In the case of divergence between the texts the English text shall prevail.

For the Government of the Republic of Austria:

FERRERO-WALDNER

For the Government of the Republic of Azerbaijan:

QULIYEV

[GERMAN TEXT — TEXTE ALLEMAND]

ABKOMMEN

ZWISCHEN DER REGIERUNG DER REPUBLIK ÖSTERREICH UND DER REGIERUNG DER REPUBLIK ASERBAIDSCHAN ZUR VERMEIDUNG DER DOPPELBESTEuerung UND DER VERHINDERUNG DER STEUERUMGEHUNG AUF DEM GEBIETE DER STEUERN VOM EINKOMMEN UND VOM VERMÖGEN

Die Regierung der Republik Österreich und die Regierung der Republik Aserbaidschan, von dem Wunsche geleitet, ein Abkommen zur Vermeidung der Doppelbesteuerung und zur Verhinderung der Steuerumgehung auf dem Gebiete der Steuern vom Einkommen und vom Vermögen abzuschließen,

haben Folgendes vereinbart:

Artikel 1

Unter das Abkommen fallende Personen

Dieses Abkommen gilt für Personen, die in einem Vertragsstaat oder in beiden Vertragsstaaten ansässig sind.

Artikel 2

Unter das Abkommen fallende Steuern

(1) Dieses Abkommen gilt, ohne Rücksicht auf die Art der Erhebung, für Steuern vom Einkommen und vom Vermögen, die für Rechnung eines Vertragsstaats oder seiner Gebietskörperschaften erhoben werden.

(2) Als Steuern vom Einkommen und vom Vermögen gelten alle Steuern, die vom Gesamteinkommen, vom Gesamtvermögen oder von Teilen des Einkommens oder des Vermögens erhoben werden, einschließlich der Steuern vom Gewinn aus der Veräußerung beweglichen oder unbeweglichen Vermögens, der Lohnsummensteuern sowie der Steuern vom Vermögenszuwachs.

(3) Zu den bestehenden Steuern, für die das Abkommen gilt, gehören insbesondere

a) in Österreich:

- i) die Einkommensteuer;
 - ii) die Körperschaftsteuer;
 - iii) die Grundsteuer;
 - iv) die Abgabe von land- und forstwirtschaftlichen Betrieben und
 - v) die Abgabe vom Bodenwert bei unbebauten Grundstücken;
- (im Folgenden als „österreichische Steuer“ bezeichnet);

b) in Aserbaidschan:

- i) die Steuer von Gewinnen juristischer Personen;
 - ii) die Einkommensteuer natürlicher Personen;
 - iii) die Vermögensteuer und
 - iv) die Grundsteuer;
- (im Folgenden als „aserbaidschanische Steuer“ bezeichnet).

(4) Das Abkommen gilt auch für alle Steuern gleicher oder im Wesentlichen ähnlicher Art, die nach der Unterzeichnung des Abkommens neben den bestehenden Steuern oder an deren Stelle erhoben werden. Die zuständigen Behörden der Vertragsstaaten teilen einander die in ihren Steuergesetzen eingetretenen wesentlichen Änderungen mit.

Artikel 3

Allgemeine Begriffsbestimmungen

(1) Im Sinne dieses Abkommens, wenn der Zusammenhang nichts anderes erfordert,

- a) bedeutet der Ausdruck „Aserbaidschan“ das Hoheitsgebiet der Republik Aserbaidschan, des zur Republik Aserbaidschan gehörigen Teiles des Kaspischen Meeres, des über der Republik Aserbaidschan liegenden Luftraums, in dem Hoheitsrechte und Rechtsprechung der Republik Aserbaidschan in Bezug auf Untergrund, Meeresuntergrund und Bodenschätze angewendet werden und andere Gebiete, die gemäß dem Völkerrecht und der Gesetzgebung der Republik Aserbaidschan bestimmt worden sind oder künftig bestimmt werden können;
- b) bedeutet der Ausdruck „Österreich“ das Hoheitsgebiet der Republik Österreich;
- c) umfasst der Ausdruck „Person“ natürliche Personen, Gesellschaften und alle anderen Personenvereinigungen;

- d) bedeutet der Ausdruck „Staatsangehöriger“
- i) jede natürliche Person, die die Staatsangehörigkeit eines Vertragsstaats besitzt;
 - ii) jede juristische Person, Personengesellschaft und andere Personenvereinigung, die nach dem in einem Vertragsstaat geltenden Recht errichtet worden ist;
- e) bedeuten die Ausdrücke „ein Vertragsstaat“ und „der andere Vertragsstaat“, je nach dem Zusammenhang, Österreich oder Aserbaidschan;
- f) bedeuten die Ausdrücke „Unternehmen eines Vertragsstaats“ und „Unternehmen des anderen Vertragsstaats“, je nachdem, ein Unternehmen, das von einer in einem Vertragsstaat ansässigen Person betrieben wird, oder ein Unternehmen, das von einer im anderen Vertragsstaat ansässigen Person betrieben wird;
- g) bedeutet der Ausdruck „Gesellschaft“ juristische Personen oder Rechtsträger, die für die Besteuerung wie juristische Personen behandelt werden;
- h) bedeutet der Ausdruck „internationaler Verkehr“ jede Beförderung mit einem Seeschiff oder Luftfahrzeug, das von einem Unternehmen eines Vertragsstaats betrieben wird, es sei denn, das Seeschiff oder Luftfahrzeug wird ausschließlich zwischen Orten im anderen Vertragsstaat betrieben;
- i) bedeutet der Ausdruck „zuständige Behörde“
- i) in Österreich: den Bundesminister für Finanzen oder dessen bevollmächtigten Vertreter;
 - ii) in Aserbaidschan: das Finanzministerium und das Ministerium für Steuern.

(2) Bei der Anwendung des Abkommens durch einen Vertragsstaat hat, wenn der Zusammenhang nichts anderes erfordert, jeder im Abkommen nicht definierte Ausdruck die Bedeutung, die ihm im Anwendungszeitraum nach dem Recht dieses Staates über die Steuern zukommt, für die das Abkommen gilt, wobei die Bedeutung nach dem in diesem Staat anzuwendenden Steuerrecht den Vorrang vor einer Bedeutung hat, die der Ausdruck nach anderem Recht dieses Staates hat.

Artikel 4

Ansässige Person

(1) Im Sinne dieses Abkommens bedeutet der Ausdruck „eine in einem Vertragsstaat ansässige Person“ eine Person, die nach dem Recht dieses Staates dort auf Grund ihres Wohnsitzes, ihres ständigen Aufenthalts, des Ortes ihrer Registereintragung, des Ortes ihrer Gründung, des Ortes ihrer Geschäftsleitung oder eines anderen ähnlichen Merkmals steuerpflichtig ist, und umfasst auch diesen Staat und seine Gebietskörperschaften. Der Ausdruck umfasst jedoch nicht eine Person, die in diesem Staat nur mit Einkünften aus Quellen in diesem Staat oder mit in diesem Staat gelegenen Vermögen steuerpflichtig ist.

(2) Ist nach Absatz 1 dieses Artikels eine natürliche Person in beiden Vertragsstaaten ansässig, so gilt Folgendes:

- a) Die Person gilt als nur in dem Staat ansässig, in dem sie über eine ständige Wohnstätte verfügt; verfügt sie in beiden Staaten über eine ständige Wohnstätte, so gilt sie als nur in dem Staat ansässig, zu dem sie die engeren persönlichen und wirtschaftlichen Beziehungen hat (Mittelpunkt der Lebensinteressen);
- b) kann nicht bestimmt werden, in welchem Staat die Person den Mittelpunkt ihrer Lebensinteressen hat, oder verfügt sie in keinem der Staaten über eine ständige Wohnstätte, so gilt sie als nur in dem Staat ansässig, in dem sie ihren gewöhnlichen Aufenthalt hat;
- c) hat die Person ihren gewöhnlichen Aufenthalt in beiden Staaten oder in keinem der Staaten, so gilt sie als nur in dem Staat ansässig, dessen Staatsangehöriger sie ist;
- d) ist die Person Staatsangehöriger beider Staaten oder keines der Staaten, so werden sich die zuständigen Behörden der Vertragsstaaten bemühen, die Frage in gegenseitigem Einvernehmen zu regeln.

(3) Ist nach Absatz 1 eine andere als eine natürliche Person in beiden Vertragsstaaten ansässig, so gilt sie als nur in dem Staat ansässig, in dem sie registriert ist und in dem sich der Ort ihrer tatsächlichen Geschäftsleitung befindet. Sofern sich der Ort der Registrierung und der Ort der tatsächlichen Geschäftsleitung nicht in demselben Vertragsstaat befinden, werden sich die zuständigen Behörden der Vertragsstaaten bemühen, die Frage in gegenseitigem Einvernehmen zu regeln.

Artikel 5
Betriebstätte

(1) Im Sinne dieses Abkommens bedeutet der Ausdruck „Betriebstätte“ eine feste Geschäftseinrichtung, durch die die Tätigkeit eines Unternehmens ganz oder teilweise ausgeübt wird.

(2) Der Ausdruck „Betriebstätte“ umfasst insbesondere:

- a) einen Ort der Leitung,
- b) eine Zweigniederlassung,
- c) eine Geschäftsstelle,
- d) eine Fabrikationsstätte,
- e) eine Werkstätte,
- f) eine Anlage, eine Einrichtung oder ein Schiff oder eine andere Stätte zur Erforschung von Bodenschätzen;
- g) ein Bergwerk, ein Öl- oder Gasvorkommen, einen Steinbruch, eine Anlage oder Einrichtung oder eine andere Stätte zur Ausbeutung und Verarbeitung von Bodenschätzen und
- h) eine Bauausführung oder Montage, aber nur dann, wenn ihre Dauer zwölf Monate überschreitet.

(3) Erbringt ein Unternehmen in einem Vertragsstaat durch seine Arbeitnehmer oder anderes zu diesem Zweck eingestelltes Personal Dienstleistungen einschließlich Beratungsleistungen, so wird dadurch eine Betriebstätte begründet, jedoch nur dann, wenn diese Tätigkeiten (für dasselbe oder ein damit zusammenhängendes Vorhaben) in diesem Staat mehr als sechs Monate dauern.

(4) Ungeachtet der vorstehenden Bestimmungen dieses Artikels gelten nicht als Betriebstätten:

- a) Einrichtungen, die ausschließlich zur Lagerung, Ausstellung oder Auslieferung von Gütern oder Waren des Unternehmens benutzt werden;
- b) Bestände von Gütern oder Waren des Unternehmens, die ausschließlich zur Lagerung, Ausstellung oder Auslieferung unterhalten werden;
- c) Bestände von Gütern oder Waren des Unternehmens, die ausschließlich zu dem Zweck unterhalten werden, durch ein anderes Unternehmen bearbeitet oder verarbeitet zu werden;
- d) eine feste Geschäftseinrichtung, die ausschließlich zu dem Zweck unterhalten wird, für das Unternehmen Güter oder Waren einzukaufen oder Informationen zu beschaffen;
- e) eine feste Geschäftseinrichtung, die ausschließlich zu dem Zweck unterhalten wird, für das Unternehmen andere Tätigkeiten auszuüben, die vorbereitender Art sind oder eine Hilfstätigkeit darstellen;
- f) eine feste Geschäftseinrichtung, die ausschließlich zu dem Zweck unterhalten wird, mehrere der unter lit. a bis e genannten Tätigkeiten auszuüben, vorausgesetzt, dass die sich daraus ergebende Gesamttätigkeit der festen Geschäftseinrichtung vorbereitender Art ist oder eine Hilfstätigkeit darstellt.

(5) Ist eine Person – mit Ausnahme eines unabhängigen Vertreters im Sinne des Absatzes 6 – für ein Unternehmen tätig und besitzt sie in einem Vertragsstaat die Vollmacht, im Namen des Unternehmens Verträge abzuschließen, und übt sie die Vollmacht dort gewöhnlich aus, so wird das Unternehmen ungeachtet der Absätze 1 und 2 so behandelt, als habe es in diesem Staat für alle von der Person für das Unternehmen ausgeübten Tätigkeiten eine Betriebstätte, es sei denn, diese Tätigkeiten beschränken sich auf die in Absatz 4 genannten Tätigkeiten, die, würden sie durch eine feste Geschäftseinrichtung ausgeübt, diese Einrichtung nach dem genannten Absatz nicht zu einer Betriebstätte machen.

(6) Ein Unternehmen wird nicht schon deshalb so behandelt, als habe es eine Betriebstätte in einem Vertragsstaat, weil es dort seine Tätigkeit durch einen Makler, Kommissionär oder einen anderen unabhängigen Vertreter ausübt, sofern diese Personen im Rahmen ihrer ordentlichen Geschäftstätigkeit handeln. Werden die Tätigkeiten des Vertreters ausschließlich oder überwiegend für das Unternehmen ausgeübt, so gilt er nicht als unabhängiger Vertreter im Sinne dieses Absatzes, außer es wird nachgewiesen, dass die Geschäfte zwischen dem Vertreter und dem Unternehmen unter Bedingungen wie zwischen unabhängigen Partnern ausgeführt werden (fremdübliche Bedingungen).

(7) Allein dadurch, dass eine in einem Vertragsstaat ansässige Gesellschaft eine Gesellschaft beherrscht oder von einer Gesellschaft beherrscht wird, die im anderen Vertragsstaat ansässig ist oder dort (entweder durch eine Betriebstätte oder auf andere Weise) ihre Tätigkeit ausübt, wird keine der beiden Gesellschaften zur Betriebstätte der anderen.

Artikel 6

Einkünfte aus unbeweglichem Vermögen

(1) Einkünfte, die eine in einem Vertragsstaat ansässige Person aus unbeweglichem Vermögen (einschließlich der Einkünfte aus land- und forstwirtschaftlichen Betrieben) bezieht, das im anderen Vertragsstaat liegt, dürfen im anderen Staat besteuert werden.

(2) Der Ausdruck „unbewegliches Vermögen“ hat die Bedeutung, die ihm nach dem Recht des Vertragsstaats zukommt, in dem das Vermögen liegt. Der Ausdruck umfasst in jedem Fall das Zubehör zum unbeweglichen Vermögen, das lebende und tote Inventar land- und forstwirtschaftlicher Betriebe, die Rechte für die die Vorschriften des Privatrechts über Grundstücke gelten, Nutzungsrechte an unbeweglichem Vermögen sowie Rechte auf veränderliche oder feste Vergütungen für die Ausbeutung oder das Recht auf Ausbeutung von Mineralvorkommen, Quellen und anderen Bodenschätzen; Schiffe und Luftfahrzeuge gelten nicht als unbewegliches Vermögen.

(3) Absatz 1 gilt für Einkünfte aus der unmittelbaren Nutzung, der Vermietung oder Verpachtung sowie jeder anderen Art der Nutzung unbeweglichen Vermögens.

(4) Die Absätze 1 und 3 gelten auch für Einkünfte aus unbeweglichem Vermögen eines Unternehmens und für Einkünfte aus unbeweglichem Vermögen, das der Ausübung einer selbstständigen Arbeit dient.

Artikel 7

Unternehmensgewinne

(1) Gewinne eines Unternehmens eines Vertragsstaats dürfen nur in diesem Staat besteuert werden, es sei denn, das Unternehmen übt seine Tätigkeit im anderen Vertragsstaat durch eine dort gelegene Betriebsstätte aus. Übt das Unternehmen seine Tätigkeit auf diese Weise aus, so dürfen die Gewinne des Unternehmens im anderen Staat besteuert werden, jedoch nur insoweit, als sie dieser Betriebsstätte zugerechnet werden können.

(2) Übt ein Unternehmen eines Vertragsstaats seine Tätigkeit im anderen Vertragsstaat durch eine dort gelegene Betriebsstätte aus, so werden vorbehaltlich des Absatzes 3 in jedem Vertragsstaat dieser Betriebsstätte die Gewinne zugerechnet, die sie hätte erzielen können, wenn sie eine gleiche oder ähnliche Tätigkeit unter gleichen oder ähnlichen Bedingungen als selbstständiges Unternehmen ausübt hätte und im Verkehr mit dem Unternehmen, dessen Betriebsstätte sie ist, völlig unabhängig gewesen wäre.

(3) Bei der Ermittlung der Gewinne einer Betriebsstätte werden die für diese Betriebsstätte entstandenen Aufwendungen, einschließlich der Geschäftsführungs- und allgemeinen Verwaltungskosten, zum Abzug zugelassen, gleichgültig, ob sie in dem Staat, in dem die Betriebsstätte liegt, oder anderswo entstanden sind.

(4) Soweit es in einem Vertragsstaat üblich ist, die einer Betriebsstätte zuzurechnenden Gewinne durch Aufteilung der Gesamtgewinne des Unternehmens auf seine einzelnen Teile zu ermitteln, schließt Absatz 2 nicht aus, dass dieser Vertragsstaat die zu steuernden Gewinne nach der üblichen Aufteilung ermittelt; die gewählte Gewinnaufteilung muss jedoch derart sein, dass das Ergebnis mit den Grundsätzen dieses Artikels übereinstimmt.

(5) Auf Grund des bloßen Einkaufs von Gütern oder Waren für das Unternehmen wird einer Betriebsstätte kein Gewinn zugerechnet.

(6) Bei der Anwendung der vorstehenden Absätze sind die der Betriebsstätte zuzurechnenden Gewinne jedes Jahr auf dieselbe Art zu ermitteln, es sei denn, dass ausreichende Gründe dafür bestehen, anders zu verfahren.

(7) Gehören zu den Gewinnen Einkünfte, die in anderen Artikeln dieses Abkommens behandelt werden, so werden die Bestimmungen jener Artikel durch die Bestimmungen dieses Artikels nicht berührt.

Artikel 8

Seeschifffahrt und Luftfahrt

(1) Gewinne, die ein Unternehmen eines Vertragsstaats aus dem Betrieb von Seeschiffen oder Luftfahrzeugen im internationalen Verkehr erzielt, dürfen nur in diesem Staat besteuert werden.

(2) Im Sinne dieses Artikels umfasst der Gewinn aus dem Betrieb von Seeschiffen und Luftfahrzeugen im internationalen Verkehr auch:

- a) Gewinne aus der Vercharterung von leeren Seeschiffen oder Luftfahrzeugen im internationalen Verkehr; und
 - b) Gewinne aus der Benutzung, der Instandhaltung oder der Vermietung von Containern im internationalen Verkehr (einschließlich Anhängern und den mit dem Transport von Containern verbundenen Ausrüstungen), die für die Beförderung von Gütern oder Waren verwendet werden, sofern die Benutzung, die Instandhaltung oder die Vermietung oder Vercharterung gelegentlich neben dem Betrieb von Seeschiffen oder Luftfahrzeugen im internationalen Verkehr erfolgt.
- (3) Die Absätze 1 und 2 gelten auch für Gewinne aus der Beteiligung an einem Pool, einer Betriebsgemeinschaft oder einer internationalen Betriebsstelle.

Artikel 9

Verbundene Unternehmen

- (1) Wenn
- a) ein Unternehmen eines Vertragsstaats unmittelbar oder mittelbar an der Geschäftsleitung, der Kontrolle oder dem Kapital eines Unternehmens des anderen Vertragsstaats beteiligt ist oder
 - b) dieselben Personen unmittelbar oder mittelbar an der Geschäftsleitung, der Kontrolle oder dem Kapital eines Unternehmens eines Vertragsstaats und eines Unternehmens des anderen Vertragsstaats beteiligt sind
- und in diesen Fällen die beiden Unternehmen in ihren kaufmännischen oder finanziellen Beziehungen an vereinbarte oder auferlegte Bedingungen gebunden sind, die von denen abweichen, die unabhängige Unternehmen miteinander vereinbaren würden, so dürfen die Gewinne, die eines der Unternehmen ohne diese Bedingungen erzielt hätte, wegen dieser Bedingungen aber nicht erzielt hat, den Gewinnen dieses Unternehmens zugerechnet und entsprechend besteuert werden.

(2) Werden in einem Vertragsstaat den Gewinnen eines Unternehmens dieses Staates Gewinne zugerechnet – und entsprechend besteuert –, mit denen ein Unternehmen des anderen Vertragsstaats in diesem Staat besteuert worden ist, und handelt es sich bei den zugerechneten Gewinnen um solche, die das Unternehmen des erstgenannten Staates erzielt hätte, wenn die zwischen den beiden Unternehmen vereinbarten Bedingungen die gleichen gewesen wären, die unabhängige Unternehmen miteinander vereinbaren würden, so nimmt der andere Staat eine entsprechende Änderung der dort von diesen Gewinnen erhobenen Steuer vor. Bei dieser Änderung sind die übrigen Bestimmungen dieses Abkommens zu berücksichtigen; erforderlichenfalls werden die zuständigen Behörden der Vertragsstaaten einander konsultieren.

Artikel 10

Dividenden

- (1) Dividenden, die eine in einem Vertragsstaat ansässige Gesellschaft an eine im anderen Vertragsstaat ansässige Person zahlt, dürfen im anderen Staat besteuert werden.
- (2) Diese Dividenden dürfen jedoch auch in dem Vertragsstaat, in dem die Dividenden zahlende Gesellschaft ansässig ist, nach dem Recht dieses Staates besteuert werden; die Steuer darf aber, wenn der Empfänger der Nutzungsberechtigte der Dividenden ist, nicht übersteigen:
- a) 5 vom Hundert des Bruttobetrags der Dividenden, wenn der Nutzungsberechtigte eine Gesellschaft ist, die unmittelbar über mindestens 25 vom Hundert des Kapitals der die Dividenden zahlenden Gesellschaft verfügt und die Beteiligung 250 000 USD oder den Gegenwert in anderer Währung übersteigt;
 - b) 10 vom Hundert des Bruttobetrags der Dividenden, wenn der Nutzungsberechtigte eine Gesellschaft ist, die unmittelbar über mindestens 25 vom Hundert des Kapitals der die Dividenden zahlenden Gesellschaft verfügt und die Beteiligung 100 000 USD oder den Gegenwert in anderer Währung übersteigt;
 - c) 15 vom Hundert des Bruttobetrags der Dividenden in allen anderen Fällen.
- Dieser Absatz berührt nicht die Besteuerung der Gesellschaft in Bezug auf die Gewinne, aus denen die Dividenden gezahlt werden.
- (3) Der in diesem Artikel verwendete Ausdruck „Dividenden“ bedeutet Einkünfte aus Aktien oder anderen Rechten – ausgenommen Forderungen – mit Gewinnbeteiligung sowie aus sonstigen Gesellschaftsanteilen stammende Einkünfte, die nach dem Recht des Staates, in dem die ausschüttende Gesellschaft ansässig ist, den Einkünften aus Aktien steuerlich gleichgestellt sind.

(4) Die Absätze 1 und 2 sind nicht anzuwenden, wenn der in einem Vertragsstaat ansässige Nutzungsberechtigte im anderen Vertragsstaat, in dem die die Dividenden zahlende Gesellschaft ansässig ist, eine gewerbliche Tätigkeit durch eine dort gelegene Betriebstätte oder eine selbstständige Arbeit durch eine dort gelegene feste Einrichtung ausübt und die Beteiligung, für die die Dividenden gezahlt werden, tatsächlich zu dieser Betriebstätte oder festen Einrichtung gehört. In diesem Fall ist Artikel 7 beziehungsweise Artikel 14 anzuwenden.

(5) Bezieht eine in einem Vertragsstaat ansässige Gesellschaft Gewinne oder Einkünfte aus dem anderen Vertragsstaat, so darf dieser andere Staat weder die von der Gesellschaft gezahlten Dividenden besteuern, es sei denn, dass diese Dividenden an eine im anderen Staat ansässige Person gezahlt werden oder dass die Beteiligung, für die die Dividenden gezahlt werden, tatsächlich zu einer im anderen Staat gelegenen Betriebstätte oder festen Einrichtung gehört, noch Gewinne der Gesellschaft einer Steuer für nichtausgeschüttete Gewinne unterwerfen, selbst wenn die gezahlten Dividenden oder die nichtausgeschütteten Gewinne ganz oder teilweise aus im anderen Staat erzielten Gewinnen oder Einkünften bestehen.

Artikel 11

Zinsen

(1) Zinsen, die aus einem Vertragsstaat stammen und an eine im anderen Vertragsstaat ansässige Person gezahlt werden, dürfen im anderen Staat besteuert werden.

(2) Diese Zinsen dürfen jedoch auch in dem Vertragsstaat, aus dem sie stammen, nach dem Recht dieses Staates besteuert werden; die Steuer darf aber, wenn der Empfänger der Nutzungsberechtigte der Zinsen ist, 10 vom Hundert des Bruttobetrags der Zinsen nicht übersteigen.

(3) Der in diesem Artikel verwendete Ausdruck „Zinsen“ bedeutet Einkünfte aus Forderungen jeder Art, auch wenn die Forderungen durch Pfandrechte an Grundstücken gesichert oder mit einer Beteiligung am Gewinn des Schuldners ausgestattet sind, und insbesondere Einkünfte aus öffentlichen Anleihen und aus Obligationen einschließlich der damit verbundenen Aufgelder und der Gewinne aus Losanleihen. Zuschläge für verspätete Zahlung gelten nicht als Zinsen im Sinne dieses Artikels.

(4) Ungeachtet des Absatzes 2 dürfen die in Absatz 1 genannten Zinsen nur in dem Staat besteuert werden, in dem der Nutzungsberechtigte der Zinsen ansässig ist, wenn

- a) der Schuldner oder der Empfänger der Zinsen ein Vertragsstaat, eine öffentliche Einrichtung, eine seiner Gebietskörperschaften oder die Zentralbank eines Vertragsstaats ist, oder wenn das Darlehen, für das die Zinsen gezahlt werden, durch einen Vertragsstaat, eine öffentliche Einrichtung, eine seiner Gebietskörperschaften oder die Zentralbank eines Vertragsstaats gewährt, garantiert oder besichert wird;
- b) die Zinsen für ein Darlehen gezahlt werden, das von der Regierung des Vertragsstaats genehmigt wurde, in dem der Schuldner der Zinsen ansässig ist;
- c) die Zinsen für eine Schuld aus dem Verkauf von Waren oder von gewerblichen, kaufmännischen oder wissenschaftlichen Ausrüstungen an ein Unternehmen des anderen Vertragsstaats gezahlt werden.

(5) Die Absätze 1 und 2 sind nicht anzuwenden, wenn der in einem Vertragsstaat ansässige Nutzungsberechtigte im anderen Vertragsstaat, aus dem die Zinsen stammen, eine gewerbliche Tätigkeit durch eine dort gelegene Betriebstätte oder eine selbstständige Arbeit durch eine dort gelegene feste Einrichtung ausübt und die Forderung, für die die Zinsen gezahlt werden, tatsächlich zu dieser Betriebstätte oder festen Einrichtung gehört. In diesem Fall ist Artikel 7 beziehungsweise Artikel 14 anzuwenden.

(6) Zinsen gelten dann als aus einem Vertragsstaat stammend, wenn der Schuldner eine in diesem Staat ansässige Person ist. Hat aber der Schuldner der Zinsen, ohne Rücksicht darauf, ob er in einem Vertragsstaat ansässig ist oder nicht, in einem Vertragsstaat eine Betriebstätte oder feste Einrichtung und ist die Schuld, für die die Zinsen gezahlt werden, für Zwecke der Betriebstätte oder der festen Einrichtung eingegangen worden, so gelten die Zinsen als aus dem Vertragsstaat stammend, in dem die Betriebstätte oder die feste Einrichtung liegt.

(7) Bestehen zwischen dem Schuldner und dem Nutzungsberechtigten oder zwischen jedem von ihnen und einem Dritten besondere Beziehungen und übersteigen deshalb die Zinsen, gemessen an der zu Grunde liegenden Forderung, den Betrag, den Schuldner und Nutzungsberechtigter ohne diese Beziehungen vereinbart hätten, so wird dieser Artikel nur auf den letzteren Betrag angewendet. In diesem

Fall kann der übersteigende Betrag nach dem Recht eines jeden Vertragsstaats und unter Berücksichtigung der anderen Bestimmungen dieses Abkommens besteuert werden.

Artikel 12

Lizenzgebühren

(1) Lizenzgebühren, die aus einem Vertragsstaat stammen und an eine im anderen Vertragsstaat ansässige Person gezahlt werden, dürfen im anderen Staat besteuert werden.

(2) Diese Lizenzgebühren dürfen jedoch auch in dem Vertragsstaat, aus dem sie stammen, nach dem Recht dieses Staates besteuert werden; die Steuer darf aber, wenn der Empfänger der Nutzungsberechtigte der Lizenzgebühren ist, nicht übersteigen:

- a) 5 vom Hundert des Bruttobetrags der Lizenzgebühren, wenn die Patente, Marken, Muster oder Modelle, Pläne, geheimen Formeln oder Verfahren oder die Mitteilung gewerblicher, kaufmännischer oder wissenschaftlicher Erfahrungen, für die Lizenzgebühren gezahlt werden, nicht älter als drei Jahre sind;
- b) 10 vom Hundert des Bruttobetrags der Lizenzgebühren in allen anderen Fällen.

(3) Der in diesem Artikel verwendete Ausdruck „Lizenzgebühren“ bedeutet Vergütungen jeder Art, die für die Benutzung oder für das Recht auf Benutzung von Urheberrechten an literarischen, künstlerischen oder wissenschaftlichen Werken, einschließlich kinematografischer Filme und Filme oder Kassetten für Radio oder Fernsehen, von Patenten, Marken, Mustern oder Modellen, Plänen, geheimen Formeln oder Verfahren oder für die Mitteilung gewerblicher, kaufmännischer oder wissenschaftlicher Erfahrungen (Know-how) gezahlt werden.

(4) Die Absätze 1 und 2 sind nicht anzuwenden, wenn der in einem Vertragsstaat ansässige Nutzungsberechtigte im anderen Vertragsstaat, aus dem die Lizenzgebühren stammen, eine gewerbliche Tätigkeit durch eine dort gelegene Betriebsstätte oder eine selbstständige Arbeit durch eine dort gelegene feste Einrichtung ausübt und die Rechte oder Vermögenswerte, für die die Lizenzgebühren gezahlt werden, tatsächlich zu dieser Betriebsstätte oder festen Einrichtung gehören. In diesem Fall ist Artikel 7 beziehungsweise Artikel 14 anzuwenden.

(5) Lizenzgebühren gelten dann als aus einem Vertragsstaat stammend, wenn der Schuldner eine in diesem Staat ansässige Person ist. Hat aber der Schuldner der Lizenzgebühren, ohne Rücksicht darauf, ob er in einem Vertragsstaat ansässig ist oder nicht, in einem Vertragsstaat eine Betriebsstätte oder feste Einrichtung und ist die Schuld, für die die Lizenzgebühren gezahlt werden, für Zwecke der Betriebsstätte oder der festen Einrichtung eingegangen worden, so gelten die Lizenzgebühren als aus dem Vertragsstaat stammend, in dem die Betriebsstätte oder die feste Einrichtung liegt.

(6) Bestehen zwischen dem Schuldner und dem Nutzungsberechtigten oder zwischen jedem von ihnen und einem Dritten besondere Beziehungen und übersteigen deshalb die Lizenzgebühren, gemessen an der zu Grunde liegenden Leistung, den Betrag, den Schuldner und Nutzungsberechtigter ohne diese Beziehungen vereinbart hätten, so wird dieser Artikel nur auf den letzteren Betrag angewendet. In diesem Fall kann der übersteigende Betrag nach dem Recht eines jeden Vertragsstaats und unter Berücksichtigung der anderen Bestimmungen dieses Abkommens besteuert werden.

Artikel 13

Gewinne ans der Veräußerung von Vermögen

(1) Gewinne, die eine in einem Vertragsstaat ansässige Person aus der Veräußerung unbeweglichen Vermögens im Sinne des Artikels 6 bezieht, das im anderen Vertragsstaat liegt, dürfen im anderen Staat besteuert werden.

(2) Gewinne, die eine in einem Vertragsstaat ansässige Person aus der Veräußerung von nicht an der Börse notierten Aktien erzielt, deren gesamter oder überwiegender Wert direkt oder indirekt aus unbeweglichem Vermögen gebildet wird, das im anderen Staat gelegen ist, dürfen im anderen Staat besteuert werden.

(3) Gewinne aus der Veräußerung beweglichen Vermögens, das Betriebsvermögen einer Betriebsstätte ist, die ein Unternehmen eines Vertragsstaats im anderen Vertragsstaat hat, oder das zu einer festen Einrichtung gehört, die einer in einem Vertragsstaat ansässigen Person für die Ausübung einer selbstständigen Arbeit im anderen Vertragsstaat zur Verfügung steht, einschließlich derartiger Gewinne, die bei der Veräußerung einer solchen Betriebsstätte (allein oder mit dem übrigen Unternehmen) oder einer solchen festen Einrichtung erzielt werden, dürfen im anderen Staat besteuert werden.

(4) Gewinne aus der Veräußerung von Seeschiffen oder Luftfahrzeugen, die von einem in einem Vertragsstaat ansässigen Unternehmen im internationalen Verkehr betrieben werden, und von beweglichem Vermögen, das dem Betrieb dieser Schiffe oder Luftfahrzeuge dient, dürfen nur in diesem Vertragsstaat besteuert werden.

(5) Gewinne aus der Veräußerung des in den Absätzen 1, 2, 3 und 4 nicht genannten Vermögens dürfen nur in dem Vertragsstaat besteuert werden, in dem der Veräußerer ansässig ist.

Artikel 14

Selbstständige Arbeit

(1) Einkünfte, die eine in einem Vertragsstaat ansässige Person aus einem freien Beruf oder aus sonstiger selbstständiger Tätigkeit bezieht, dürfen nur in diesem Staat besteuert werden, es sei denn, dass der Person im anderen Vertragsstaat für die Ausübung ihrer Tätigkeit gewöhnlich eine feste Einrichtung zur Verfügung steht. Steht ihr eine solche feste Einrichtung zur Verfügung, so dürfen die Einkünfte im anderen Staat besteuert werden, jedoch nur insoweit, als sie dieser festen Einrichtung zugerechnet werden können.

(2) Der Ausdruck „freier Beruf“ umfasst insbesondere die selbstständig ausgeübte wissenschaftliche, literarische, künstlerische, erzieherische oder unterrichtende Tätigkeit sowie die selbstständige Tätigkeit der Ärzte, Rechtsanwälte, Ingenieure, Architekten, Zahnärzte und Buchsachverständigen.

(3) Ungeachtet des Absatzes 1 dürfen Einkünfte, die eine in einem Vertragsstaat ansässige Person aus einem freien Beruf oder aus sonstiger selbstständiger Arbeit bezieht, im anderen Vertragsstaat besteuert werden, wenn sich diese Person im anderen Staat insgesamt länger als 183 Tage innerhalb eines Zeitraums von zwölf Monaten, der während des betreffenden Steuerjahres beginnt oder endet, aufhält, jedoch nur insoweit, als diese Einkünfte aus der im anderen Staat ausgeübten Tätigkeit stammen.

Artikel 15

Unselbstständige Arbeit

(1) Vorbehaltlich der Artikel 16, 18, 19 und 20 dürfen Gehälter, Löhne und ähnliche Vergütungen, die eine in einem Vertragsstaat ansässige Person aus unselbstständiger Arbeit bezieht, nur in diesem Staat besteuert werden, es sei denn, die Arbeit wird im anderen Vertragsstaat ausgeübt. Wird die Arbeit dort ausgeübt, so dürfen die dafür bezogenen Vergütungen im anderen Staat besteuert werden.

(2) Ungeachtet des Absatzes 1 dieses Artikels dürfen Vergütungen, die eine in einem Vertragsstaat ansässige Person für eine im anderen Vertragsstaat ausgeübte unselbstständige Arbeit bezieht, nur im erstgenannten Staat besteuert werden, wenn

- a) der Empfänger sich im anderen Staat insgesamt nicht länger als 183 Tage innerhalb eines Zeitraums von zwölf Monaten, der während des betreffenden Steuerjahres beginnt oder endet, aufhält und
- b) die Vergütungen von einem Arbeitgeber oder für einen Arbeitgeber gezahlt werden, der nicht im anderen Staat ansässig ist, und

c) die Vergütungen nicht von einer Betriebsstätte oder einer festen Einrichtung getragen werden, die der Arbeitgeber im anderen Staat hat.

(3) Ungeachtet der vorstehenden Bestimmungen dieses Artikels dürfen Vergütungen für unselbstständige Arbeit, die an Bord eines Seeschiffes oder Luftfahrzeuges ausgeübt wird, das im internationalen Verkehr von einem in einem Vertragsstaat ansässigen Unternehmen wird, in diesem Staat besteuert werden.

Artikel 16

Aufsichtsrats- und Verwaltungsratsvergütungen

Aufsichtsrats- oder Verwaltungsratsvergütungen und ähnliche Zahlungen, die eine in einem Vertragsstaat ansässige Person in ihrer Eigenschaft als Mitglied des Aufsichts- oder Verwaltungsrats einer Gesellschaft bezieht, die im anderen Vertragsstaat ansässig ist, dürfen im anderen Staat besteuert werden.

Artikel 17

Künstler und Sportler

(1) Ungeachtet der Artikel 7, 14 und 15 dürfen Einkünfte, die eine in einem Vertragsstaat ansässige Person als Künstler, wie Bühnen-, Film-, Rundfunk- und Fernschkünstler sowie Musiker, oder als Sportler aus ihrer im anderen Vertragsstaat persönlich ausgeübten Tätigkeit bezieht, im anderen Staat besteuert werden.

(2) Fließend Einkünfte aus einer von einem Künstler oder Sportler in dieser Eigenschaft persönlich ausgeübten Tätigkeit nicht dem Künstler oder Sportler selbst, sondern einer anderen Person zu, so dürfen diese Einkünfte ungeachtet der Artikel 7, 14 und 15 in dem Vertragsstaat besteuert werden, in dem der Künstler oder Sportler seine Tätigkeit ausübt.

(3) Die Bestimmungen der Absätze 1 und 2 dieses Artikels sind auf Einkünfte aus Auftritten von Künstlern oder Sportlern in einem Vertragsstaat nicht anzuwenden, wenn der Aufenthalt in diesem Staat in erheblichem Umfang aus öffentlichen Mitteln eines Vertragsstaats oder beider Vertragsstaaten oder einer ihrer Gebietskörperschaften finanziert wird. In diesem Fall dürfen die Einkünfte nur in dem Staat besteuert werden, in dem der Künstler oder Sportler ansässig ist.

Artikel 18

Ruhegehälter

Vorbehaltlich des Artikels 19 Absatz 2 dürfen Ruhegehälter und ähnliche Vergütungen, die einer in einem Vertragsstaat ansässigen Person für frühere unselbstständige Arbeit gezahlt werden, nur in diesem Staat besteuert werden.

Artikel 19

Öffentlicher Dienst

(1) a) Gehälter, Löhne und ähnliche Vergütungen, ausgenommen Ruhegehälter, die von einem Vertragsstaat oder einer seiner Gebietskörperschaften an eine natürliche Person für die diesem Staat oder der Gebietskörperschaft geleisteten Dienste gezahlt werden, dürfen nur in diesem Staat besteuert werden.

b) Diese Vergütungen dürfen jedoch nur im anderen Vertragsstaat besteuert werden, wenn die Dienste in diesem Staat geleistet werden und die natürliche Person in diesem Staat ansässig ist und

i) ein Staatsangehöriger dieses Staates ist oder

ii) nicht ausschließlich deshalb in diesem Staat ansässig geworden ist, um die Dienste zu leisten.

(2) a) Ruhegehälter, die von einem Vertragsstaat oder einer seiner Gebietskörperschaften oder aus einem von diesem Staat oder der Gebietskörperschaft errichteten Sondervermögen an eine natürliche Person für die diesem Staat oder der Gebietskörperschaft geleisteten Dienste gezahlt werden, dürfen nur in diesem Staat besteuert werden.

b) Diese Ruhegehälter dürfen jedoch nur im anderen Vertragsstaat besteuert werden, wenn die natürliche Person in diesem Staat ansässig ist und ein Staatsangehöriger dieses Staates ist.

(3) Auf Vergütungen und Ruhegehälter für Dienstleistungen, die im Zusammenhang mit einer gewerblichen Tätigkeit eines Vertragsstaats oder einer seiner Gebietskörperschaften erbracht werden, sind die Artikel 15, 16, 17 oder 18 anzuwenden.

Artikel 20

Studenten

Zahlungen, die ein Student, Praktikant oder Lehrling, der sich in einem Vertragsstaat ausschließlich zum Studium oder zur Ausbildung aufhält und der im anderen Vertragsstaat ansässig ist oder dort unmittelbar vor der Einreise in den erstgenannten Staat ansässig war, für seinen Unterhalt, sein Studium oder seine Ausbildung erhält, dürfen im erstgenannten Staat nicht besteuert werden, sofern diese Zahlungen aus Quellen außerhalb dieses Staates stammen.

Artikel 21

Andere Einkünfte

(1) Einkünfte einer in einem Vertragsstaat ansässigen Person, die in den vorstehenden Artikeln nicht behandelt wurden, dürfen ohne Rücksicht auf ihre Herkunft nur in diesem Staat besteuert werden.

(2) Absatz 1 ist auf andere Einkünfte als solche aus unbeweglichem Vermögen im Sinne des Artikels 6 Absatz 2 nicht anzuwenden, wenn der in einem Vertragsstaat ansässige Empfänger im anderen Vertragsstaat eine gewerbliche Tätigkeit durch eine dort gelegene Betriebsstätte oder eine selbstständige Arbeit durch eine dort gelegene feste Einrichtung ausübt und die Rechte oder Vermögenswerte, für die die Einkünfte gezahlt werden, tatsächlich zu dieser Betriebsstätte oder festen Einrichtung gehören. In diesem Fall ist Artikel 7 beziehungsweise Artikel 14 anzuwenden.

(3) Ungeachtet der Absätze 1 und 2 dürfen Einkünfte einer in einem Vertragsstaat ansässigen Person, die in den vorstehenden Artikeln dieses Abkommens nicht behandelt worden sind und die aus einem Vertragsstaat stammen, auch im anderen Staat besteuert werden.

(4) Einkünfte auf Grund gesetzlicher Versorgungsrechtsansprüche, die eine in einem Vertragsstaat ansässige Person aus dem anderen Vertragsstaat bezieht, dürfen im erstgenannten Staat nicht besteuert werden, solange sie nach dem Recht des anderen Vertragsstaats von der Besteuerung ausgenommen wären.

Artikel 22

Vermögen

(1) Unbewegliches Vermögen im Sinne des Artikels 6, das einer in einem Vertragsstaat ansässigen Person gehört und im anderen Vertragsstaat liegt, darf im anderen Staat besteuert werden.

(2) Bewegliches Vermögen, das Betriebsvermögen einer Betriebsstätte ist, die ein Unternehmen eines Vertragsstaats im anderen Vertragsstaat hat, oder das zu einer festen Einrichtung gehört, die einer in einem Vertragsstaat ansässigen Person für die Ausübung einer selbstständigen Arbeit im anderen Vertragsstaat zur Verfügung steht, darf im anderen Staat besteuert werden.

(3) Seeschiffe und Luftfahrzeuge, die von einem in einem Vertragsstaat ansässigen Unternehmen im internationalen Verkehr betrieben werden, sowie bewegliches Vermögen, das dem Betrieb dieser Schiffe oder Luftfahrzeuge dient, dürfen nur in diesem Staat besteuert werden.

(4) Alle anderen Vermögensteile einer in einem Vertragsstaat ansässigen Person dürfen nur in diesem Staat besteuert werden.

Artikel 23

Methode zur Vermeidung der Doppelbesteuerung

(1) In Österreich wird die Doppelbesteuerung wie folgt vermieden:

- a) Bezieht eine in Österreich ansässige Person Einkünfte oder hat sie Vermögen und dürfen diese Einkünfte oder dieses Vermögen nach diesem Abkommen in Aserbaidschan besteuert werden, so nimmt Österreich vorbehaltlich der lit. b und c diese Einkünfte oder dieses Vermögen von der Besteuerung aus.
- b) Bezieht eine in Österreich ansässige Person Einkünfte, die nach den Absätzen 2 der Artikel 10, 11, 12 und 13 und Absatz 3 des Artikels 21 in Aserbaidschan besteuert werden dürfen, so rechnet Österreich auf die vom Einkommen dieser Person zu erhebende Steuer den Betrag an, der der in Aserbaidschan gezahlten Steuer entspricht. Der anzurechnende Betrag darf jedoch den Teil der vor der Anrechnung ermittelten Steuer nicht übersteigen, der auf die aus Aserbaidschan bezogenen Einkünfte entfällt.

c) Einkünfte oder Vermögen einer in Österreich ansässigen Person, die nach dem Abkommen von der Besteuerung in Österreich auszunehmen sind, dürfen gleichwohl in Österreich bei der Festsetzung der Steuer für das übrige Einkommen oder Vermögen der Person einbezogen werden.

(2) In Aserbaidschan wird die Doppelbesteuerung wie folgt vermieden:

Bezieht eine in Aserbaidschan ansässige Person Einkünfte oder hat sie Vermögen und dürfen diese Einkünfte oder dieses Vermögen nach diesem Abkommen in Österreich besteuert werden, so rechnet Aserbaidschan auf die von diesen Einkünften oder von diesem Vermögen zu erhebende Steuer den Betrag an, der der in Österreich gezahlten Steuer entspricht. Der anzurechnende Betrag darf jedoch den Teil der Steuer nicht übersteigen, der der in Aserbaidschan gemäß dem Gesetz und den Steuervorschriften erhobenen Steuer entspricht.

Artikel 24

Gleichbehandlung

(1) Staatsangehörige eines Vertragsstaats dürfen im anderen Vertragsstaat keiner Besteuerung oder damit zusammenhängenden Verpflichtung unterworfen werden, die anders oder belastender ist als die Besteuerung und die damit zusammenhängenden Verpflichtungen, denen Staatsangehörige des anderen Staates unter gleichen Verhältnissen, insbesondere hinsichtlich der Ansässigkeit, unterworfen sind oder unterworfen werden können. Diese Bestimmung gilt ungeachtet des Artikels 1 auch für Personen, die in keinem Vertragsstaat ansässig sind.

(2) Staatenlose, die in einem Vertragsstaat ansässig sind, dürfen in keinem Vertragsstaat einer Besteuerung oder damit zusammenhängenden Verpflichtung unterworfen werden, die anders oder belastender ist als die Besteuerung und die damit zusammenhängenden Verpflichtungen, denen Staatsangehörige des betreffenden Staates unter gleichen Verhältnissen, insbesondere hinsichtlich der Ansässigkeit, unterworfen sind oder unterworfen werden können.

(3) Die Besteuerung einer Betriebsstätte, die ein Unternehmen eines Vertragsstaats im anderen Vertragsstaat hat, darf im anderen Staat nicht ungünstiger sein als die Besteuerung von Unternehmen des anderen Staates, die die gleiche Tätigkeit ausüben. Diese Bestimmung ist nicht so auszulegen, als verpflichte sie einen Vertragsstaat, den im anderen Vertragsstaat ansässigen Personen Steuerfreibeträge, -vergünstigungen und -ermäßigungen auf Grund des Personenstandes oder der Familienlasten zu gewähren, die er seinen ansässigen Personen gewährt.

(4) Sofern nicht Artikel 9 Absatz 1, Artikel 11 Absatz 7 oder Artikel 12 Absatz 6 anzuwenden ist, sind Zinsen, Lizenzgebühren und andere Entgelte, die ein Unternehmen eines Vertragsstaats an eine im anderen Vertragsstaat ansässige Person zahlt, bei der Ermittlung der steuerpflichtigen Gewinne dieses Unternehmens unter den gleichen Bedingungen wie Zahlungen an eine im erstgenannten Staat ansässige Person zum Abzug zuzulassen. Dementsprechend sind Schulden, die ein Unternehmen eines Vertragsstaats gegenüber einer im anderen Vertragsstaat ansässigen Person hat, bei der Ermittlung des steuerpflichtigen Vermögens dieses Unternehmens unter den gleichen Bedingungen wie Schulden gegenüber einer im erstgenannten Staat ansässigen Person zum Abzug zuzulassen.

(5) Unternehmen eines Vertragsstaats, deren Kapital ganz oder teilweise unmittelbar oder mittelbar einer im anderen Vertragsstaat ansässigen Person oder mehreren solchen Personen gehört oder ihrer Kontrolle unterliegt, dürfen im erstgenannten Staat keiner Besteuerung oder damit zusammenhängenden Verpflichtung unterworfen werden, die anders oder belastender ist als die Besteuerung und die damit zusammenhängenden Verpflichtungen, denen andere ähnliche Unternehmen des erstgenannten Staates unterworfen sind oder unterworfen werden können.

(6) Dieser Artikel gilt ungeachtet des Artikels 2 für Steuern jeder Art und Bezeichnung.

Artikel 25

Verständigungsverfahren

(1) Ist eine Person der Auffassung, dass Maßnahmen eines Vertragsstaats oder beider Vertragsstaaten für sie zu einer Besteuerung führen oder führen werden, die diesem Abkommen nicht entspricht, so kann sie unbeschadet der nach dem innerstaatlichen Recht dieser Staaten vorgesehenen Rechtsmittel ihren Fall der zuständigen Behörde des Vertragsstaats, in dem sie ansässig ist, oder, sofern ihr Fall von Artikel 24 Absatz 1 erfasst wird, der zuständigen Behörde des Vertragsstaats unterbreiten, dessen Staatsangehöriger sie ist. Der Fall muss innerhalb von drei Jahren nach der ersten Mitteilung der Maßnahme unterbreitet werden, die zu einer dem Abkommen nicht entsprechenden Besteuerung führt.

(2) Hält die zuständige Behörde die Einwendung für begründet und ist sie selbst nicht in der Lage, eine befriedigende Lösung herbeizuführen, so wird sie sich bemühen, den Fall durch Verständigung mit der zuständigen Behörde des anderen Vertragsstaats so zu regeln, dass eine dem Abkommen nicht entsprechende Besteuerung vermieden wird. Die Verständigungsregelung ist ungeachtet der Fristen des innerstaatlichen Rechts der Vertragsstaaten durchzuführen.

(3) Die zuständigen Behörden der Vertragsstaaten werden sich bemühen, Schwierigkeiten oder Zweifel, die bei der Auslegung oder Anwendung des Abkommens entstehen, in gegenseitigem Einvernehmen zu beseitigen. Sie können auch gemeinsam darüber beraten, wie eine Doppelbesteuerung in Fällen vermieden werden kann, die im Abkommen nicht behandelt sind.

(4) Die zuständigen Behörden der Vertragsstaaten können zur Herbeiführung einer Einigung im Sinne der vorstehenden Absätze unmittelbar miteinander verkehren.

(5) Kann nach Durchführung des in den Absätzen 1 bis 4 genannten Verfahrens eine Meinungsverschiedenheit in Bezug auf die Auslegung oder die Anwendung des Abkommens in einem bestimmten Fall von den zuständigen Behörden nicht in einem Verständigungsverfahren beseitigt werden, so kann der Fall bei Zustimmung beider zuständigen Behörden nach einem international anerkannten Verfahren einvernehmlich gelöst werden. Dieses Verfahren wird zwischen den zuständigen Behörden der Vertragsstaaten vereinbart.

Artikel 26

Informationsaustausch

(1) Die zuständigen Behörden der Vertragsstaaten tauschen die Informationen aus, die zur Durchführung dieses Abkommens erforderlich sind. Alle Informationen, die ein Vertragsstaat erhalten hat, sind ebenso geheim zu halten wie die auf Grund des innerstaatlichen Rechts dieses Staates beschafften Informationen und dürfen nur den Personen oder Behörden (einschließlich der Gerichte und der Verwaltungsbehörden) zugänglich gemacht werden, die mit der Veranlagung oder Erhebung, der Vollstreckung oder Strafverfolgung oder mit der Entscheidung von Rechtsmitteln hinsichtlich der unter das Abkommen fallenden Steuern befasst sind. Diese Personen oder Behörden dürfen die Informationen nur für diese Zwecke verwenden. Sie dürfen die Informationen in einem öffentlichen Gerichtsverfahren oder in einer Gerichtsentscheidung offen legen.

(2) Absatz 1 ist nicht so auszulegen, als verpflichte er einen Vertragsstaat,

- a) Verwaltungsmaßnahmen durchzuführen, die von den Gesetzen und der Verwaltungspraxis dieses oder des anderen Vertragsstaats abweichen;
- b) Informationen zu erteilen, die nach den Gesetzen oder im üblichen Verwaltungsverfahren dieses oder des anderen Vertragsstaats nicht beschafft werden können;
- c) Informationen zu erteilen, die ein Handels-, Industrie-, Gewerbe- oder Berufsgeheimnis oder ein Geschäftsverfahren preisgeben würden oder deren Erteilung dem Ordre public widerspräche.

Artikel 27

Mitglieder diplomatischer Missionen und konsularischer Vertretungen

Dieses Abkommen berührt nicht die steuerlichen Vorrechte, die den Mitgliedern diplomatischer Missionen und konsularischer Vertretungen nach den allgemeinen Regeln des Völkerrechts oder auf Grund besonderer Übereinkünfte zustehen.

Artikel 28

Inkrafttreten

(1) Jeder der Vertragsstaaten teilt dem anderen Staat den Abschluss des nach innerstaatlichem Recht für das Inkrafttreten des Abkommens erforderlichen Verfahrens auf diplomatischem Weg mit.

(2) Das Abkommen tritt dreißig Tage nach dem Tag in Kraft, an dem die letzte der in Absatz 1 genannten Mitteilungen einlangt und findet sodann Anwendung:

- a) in Bezug auf die an der Quelle erhobenen Steuern für Beträge, die am oder nach dem ersten Jänner des Jahres gezahlt oder gutgeschrieben werden, das dem Jahr folgt, in dem das Abkommen in Kraft tritt; und
- b) in Bezug auf die übrigen Steuern für Steuern, die vom Einkommen und vom Vermögen für Steuerzeiträume erhoben werden, die am oder nach dem ersten Jänner des Jahres beginnen, das dem Jahr folgt, in dem das Abkommen in Kraft tritt.

Artikel 29

Kündigung

Dieses Abkommen bleibt in Kraft, solange es nicht von einem Vertragsstaat gekündigt wird. Jeder Vertragsstaat kann es mindestens sechs Monate vor dem Ende jeden Kalenderjahres schriftlich auf diplomatischem Weg kündigen. In diesem Fall findet das Abkommen nicht mehr Anwendung:

- a) in Bezug auf die an der Quelle erhobenen Steuern für Beträge, die am oder nach dem ersten Jänner des Jahres gezahlt oder gutgeschrieben werden, das dem Jahr folgt, in dem das Abkommen gekündigt wird; und
- b) in Bezug auf die übrigen Steuern für Steuern, die vom Einkommen und vom Vermögen für Steuerzeiträume erhoben werden, die am oder nach dem ersten Jänner des Jahres beginnen, das dem Jahr folgt, in dem das Abkommen gekündigt wird.

ZU URKUND DESSEN haben die hiezu gehörig Bevollmächtigten der beiden Vertragsstaaten dieses Abkommen unterzeichnet.

GESCHEHEN zu Wien, am 4. Juli 2000, in zweifacher Ausfertigung, jede in deutscher, aserbaidzhanischer und englischer Sprache, wobei jeder Text gleichermaßen authentisch ist. Im Falle einer Abweichung zwischen den Texten geht der englische Text vor.

Für die Regierung der Republik Österreich:

Ferrero-Waldner

Für die Regierung der Republik Aserbaidschan:

Guliyev

PROTOKOLL

Im Zeitpunkt der Unterzeichnung des Abkommens zwischen der Regierung der Republik Österreich und der Regierung der Republik Aserbaidschan zur Vermeidung der Doppelbesteuerung und zur Verhinderung der Steuervermeidung auf dem Gebiete der Steuern vom Einkommen und vom Vermögen sind die Unterzeichneten übereingekommen, dass die folgenden Bestimmungen einen integrierenden Bestandteil des Abkommens bilden:

Auslegung des Abkommens

Es gilt als vereinbart, dass den Abkommensbestimmungen, die nach den entsprechenden Bestimmungen des OECD-Musterabkommens auf dem Gebiete der Steuern vom Einkommen und vom Vermögen oder dem Musterabkommen der Vereinten Nationen zwischen entwickelten Ländern und Entwicklungsländern abgefasst sind, allgemein dieselbe Bedeutung zukommt, die in den OECD-Kommentaren oder den Kommentaren der Vereinten Nationen dazu dargelegt wird. Die Vereinbarung im vorstehenden Satz gilt nicht hinsichtlich aller gegenteiligen Auslegungen, auf die sich die zuständigen Behörden nach Inkrafttreten des Abkommens geeinigt haben. Die Kommentare – die von Zeit zu Zeit überarbeitet werden können – stellen eine Auslegungshilfe dar. Im Fall einer unterschiedlicher Auslegung in den Kommentaren der OECD und der Vereinten Nationen wäre, falls erforderlich, eine einheitliche Auslegung im gegenseitigen Einvernehmen gemäß Artikel 25 zu suchen.

Zu Artikel 3 Absatz 1:

In Bezug auf Aserbaidschan gilt eine Personengesellschaft oder ein Joint Venture, die nach dem in Aserbaidschan geltenden Recht errichtet worden sind und die nach aserbaidischem Recht als Steuersubjekt behandelt werden, als Person im Sinne dieses Abkommens.

Zu Artikel 7:

In Österreich umfasst der in diesem Artikel verwendete Ausdruck „Gewinne“ Gewinne eines Gesellschafters aus seiner Beteiligung an einer Personengesellschaft und einer anderen steuerlich gleichbehandelten Personenvereinigung und aus der Beteiligung an einer stillen Gesellschaft des österreichischen Rechts.

Zu Artikel 11:

In Österreich gilt Artikel 11 Absatz 4 lit. a auch für Darlehen, die durch die Oesterreichische Kontrollbank AG gewährt werden oder die mit einer Garantie im Wege der Oesterreichischen Kontrollbank AG als Bevollmächtigte der Republik Österreich ausgestattet sind.

ZU URKUND DESSEN haben die hiezu gehörig Bevollmächtigten der beiden Vertragsstaaten dieses Protokoll unterzeichnet.

GESCHEHEN zu Wien, am 4. Juli 2000, in zweifacher Ausfertigung, jede in deutscher, aserbaidisch und englischer Sprache, wobei jeder Text gleichermaßen authentisch ist. Im Falle einer Abweichung zwischen den Texten geht der englische Text vor.

Für die Regierung der Republik Österreich:

Ferrero-Waldner

Für die Regierung der Republik Aserbaidschan:

Guliyev

[TRANSLATION - TRADUCTION]

CONVENTION ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE AZERBAÏDJANAISE EN VUE D'ÉVITER LES DOUBLES IMPOSITIONS ET DE PRÉVENIR LA FRAUDE FISCALE EN MATIÈRE D'IMPÔT SUR LE REVENU ET SUR LA FORTUNE

Le Gouvernement de la République d'Autriche et le Gouvernement de la République azerbaïdjanaise, désireux de conclure une convention en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir la fraude fiscale en matière d'impôt sur le revenu et sur la fortune, Sont convenus de ce qui suit :

Article premier. Personnes visées

La présente Convention s'applique aux personnes qui sont résidentes de l'un des États contractants ou des deux États contractants.

Article 2. Impôts visés

1. La présente Convention s'applique aux impôts sur le revenu et sur la fortune levés, selon quelque mode que ce soit, pour le compte d'un des États contractants ou d'une de ses subdivisions territoriales administratives ou collectivités locales.

2. Sont considérés comme impôts sur le revenu ou la fortune tous les impôts sur le revenu total, la fortune totale ou des éléments du revenu ou de la fortune, y compris les impôts sur la plus-value lors de l'aliénation des biens mobiliers ou immobiliers, les impôts sur la masse salariale des entreprises et les impôts sur la plus-value du capital.

3. Les impôts existants visés par la Convention sont notamment :

a) En Autriche :

i) L'impôt sur le revenu (die Einkommensteuer) ;

ii) L'impôt sur les sociétés (die Körperschaftsteuer)

iii) L'impôt foncier (die Grundsteuer)

iv) L'impôt sur les exploitations agricoles et forestières (die Abgabe von land-und forstwirtschaftlichen Betrieben) ; et

v) La taxe sur la valeur des terrains non bâtis (die Abgabe vom Bodenwert bei unbauten Grundstücken)

(ci-après dénommés « impôts autrichiens »),

b) En Azerbaïdjan :

i) L'impôt sur les bénéfices des personnes morales ;

ii) L'impôt sur le revenu des personnes physiques ;

iii) L'impôt immobilier ; et

iv) L'impôt foncier.

(ci-après dénommés « impôts azerbaïdjanais »)

4. La Convention s'appliquera aussi aux impôts de nature identique ou sensiblement similaire qui seront institués après la date de signature de la Convention et qui s'ajouteront ou se substitueront aux impôts actuels. Les autorités compétentes des États contractants se notifieront les modifications appréciables apportées à leurs législations fiscales respectives.

Article 3. Définitions générales

1. Aux fins de la présente Convention, à moins que le contexte ne requière une interprétation différente, les termes ci-après ont les significations suivantes :

a) « Azerbaïdjan » désigne le territoire de la République azerbaïdjanaise, le secteur de la Mer (Lac) Caspienne appartenant à la République azerbaïdjanaise, l'espace aérien au-dessus de la République azerbaïdjanaise, sur lesquels la République azerbaïdjanaise exerce ses droits souverains et sa compétence en ce qui concerne les sous-sol et fonds marins et les ressources naturelles qui s'y trouvent, ainsi que tout autre domaine qui a été déterminé ou peut être déterminé ci-après conformément au droit international et la législation de la République azerbaïdjanaise ;

b) « Autriche » désigne le territoire de la République d'Autriche ;

c) « personne » désigne une personne physique, une société ou toute autre association de personnes ;

d) « ressortissant » désigne :

i) Toutes les personnes physiques qui possèdent la nationalité d'un État contractant ;

ii) Toutes les personnes morales, sociétés de personnes et autres associations constituées conformément à la législation en vigueur dans un État contractant ;

e) « un État contractant » et « les États contractants » désignent, selon le cas, l'Autriche ou l'Azerbaïdjan ;

f) « entreprise d'un État contractant » et « entreprise de l'autre État contractant » désignent respectivement une entreprise exploitée par un résident d'un État contractant et une entreprise exploitée par un résident de l'autre État contractant,

g) « société » désigne toute personne physique ou toute entité considérée comme personne morale à des fins fiscales ;

h) « trafic international » désigne tout transport effectué par un navire ou un aéronef exploité par une entreprise dont le siège de direction effective est situé dans un État contractant, sauf si le navire ou l'aéronef n'est exploité qu'entre des points du territoire de l'autre État contractant ;

i) « autorité compétente » désigne :

i) en Autriche, le Ministre fédéral des finances ou son représentant autorisé ;

ii) en Azerbaïdjan, le Ministère des finances et le Ministère des impôts.

2. Aux fins d'application de la présente Convention à tout moment par un État contractant, tout terme qui n'y est pas défini a, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente, la signification que lui attribue à ce moment la législation de cet État concernant les impôts auxquels s'applique la Convention, toute signification en vertu des lois fiscales applicables de cet État prévalant sur une signification attribuée au terme par d'autres lois de cet État.

Article 4. Résidence

1. Aux fins de la présente Convention, on entend par « résident d'un État contractant » toute personne qui, en vertu de la législation de cet État, est assujettie à l'impôt dans cet État en raison de son domicile, de sa résidence, de son lieu d'enregistrement, de son lieu de constitution en société, de son siège de direction ou de tout autre critère de nature analogue. Ces termes comprennent aussi cet État et toute subdivision territoriale administrative ou collectivité locale dudit État. Toutefois, ces termes ne s'appliquent pas aux personnes qui sont assujetties à l'impôt dans cet État contractant uniquement pour les revenus provenant de sources ou de la fortune situées dans cet État.

2. Si, selon les dispositions du paragraphe 1 du présent article, une personne physique est résidente des deux États contractants, sa situation est réglée de la manière suivante :

a) Cette personne est considérée comme un résident de l'État où elle dispose d'un foyer d'habitation permanent ; si elle dispose d'un foyer d'habitation permanent dans les deux États, elle est réputée résider dans l'État avec lequel ses liens personnels et économiques sont les plus étroits (centre des intérêts vitaux) ;

b) Si l'État sur le territoire duquel cette personne a le centre de ses intérêts vitaux ne peut pas être déterminé ou si ladite personne ne dispose de foyer d'habitation permanent dans aucun des deux États, elle est réputée résidente de l'État où elle séjourne habituellement ;

c) Si cette personne séjourne habituellement dans les deux États ou si elle ne séjourne habituellement dans aucun d'eux, elle est réputée résider dans l'État dont elle possède la nationalité ;

d) Si cette personne possède la nationalité des deux États ou si elle ne possède la nationalité d'aucun d'eux, les autorités compétentes des États contractants tranchent la question d'un commun accord.

3. Si, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne autre qu'une personne physique est un résident des deux États contractants, elle est réputée résider dans l'État où son siège de direction effective est situé. Si le lieu d'enregistrement et le siège de direction effective ne sont pas situés dans le même État contractant, les autorités compétentes des États contractants s'efforcent de régler la question d'un commun accord.

Article 5. Établissement stable

1. Aux fins de la présente Convention, on entend par « établissement stable » une installation fixe d'affaires où l'entreprise exerce tout ou partie de son activité.

2. Les termes « établissement stable » désignent notamment :

a) un siège de direction ;

b) une succursale ;

c) un bureau ;

d) une usine ;

e) un atelier ;

f) une installation, structure ou navire ou tout autre lieu utilisé pour l'exploration de ressources naturelles ;

g) une mine, un puits de pétrole ou de gaz, une installation ou structure ou tout autre lieu d'extraction et de développement de ressources naturelles ; et

h) un chantier de bâtiment ou un projet de construction ou de montage ne constituent un « établissement stable » que si ce chantier ou ce projet ont une durée supérieure à 12 mois.

3. La prestation de services, et notamment de consultants, dans un État contractant par une entreprise par l'intermédiaire de ses salariés ou d'autres personnels engagés par l'entreprise à cet effet, constitue un établissement stable, mais uniquement dans la mesure où les activités de cette nature se poursuivent (pour le même projet ou un projet apparenté) au sein de cet État pendant plus de 6 mois.

4. Nonobstant les dispositions ci-dessus du présent article, il n'y a pas « établissement stable » lorsque :

a) des installations servent uniquement au stockage, à l'exposition ou à la livraison de marchandises appartenant à l'entreprise ;

b) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison ;

c) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux fins de transformation par une autre entreprise ;

d) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'acheter des marchandises ou de réunir des informations pour l'entreprise ;

e) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'exercer, pour l'entreprise, toute autre activité de caractère préparatoire ou auxiliaire ;

f) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'exercer une combinaison quelconque des activités visées aux alinéas a à e du présent paragraphe, à condition que l'activité d'ensemble de la base fixe qui résulte de cette combinaison ait un caractère préparatoire ou auxiliaire.

5. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2, lorsqu'une personne autre qu'un agent jouissant d'un statut indépendant visé au paragraphe 6 agit sur le territoire d'un État contractant pour une entreprise d'un autre État contractant, cette entreprise est considérée comme ayant un établissement stable dans le premier État contractant pour toutes les activités que cette personne exerce pour l'entreprise, à moins que les activités de cette personne ne soient limitées à celles qui sont énumérées au paragraphe 4 et qui, ex-

ercées dans une installation fixe d'affaires, ne feraient pas de celle-ci un établissement stable au sens dudit paragraphe.

6. Une entreprise n'est pas réputée avoir un établissement stable dans un État contractant du seul fait qu'elle y exerce son activité dans cet État par l'entremise d'un courtier, d'un commissionnaire général ou de tout autre intermédiaire jouissant d'un statut indépendant, si ces personnes agissent dans le cadre ordinaire de leur activité. Toutefois, lorsque les activités d'un tel agent sont exercées exclusivement ou presque exclusivement pour le compte de cette entreprise, il n'est pas considéré comme un agent indépendant au sens du présent paragraphe, à moins qu'il ne soit établi que les relations de l'agent et de l'entreprise diffèrent de celles qui auraient existé entre des personnes indépendantes (conditions de pleine concurrence).

7. Le fait qu'une société qui est un résident d'un État contractant contrôle ou est contrôlée par une société qui est un résident de l'autre État contractant ou qui y exerce son activité (que ce soit par l'intermédiaire d'un établissement stable ou non) ne suffit pas, en lui-même, à faire de l'une quelconque de ces sociétés un établissement stable de l'autre.

Article 6. Revenus immobiliers

1. Les revenus qu'un résident d'un État contractant tire de biens immobiliers (y compris les revenus d'exploitations agricoles ou forestières) situés dans l'autre État contractant sont imposables dans cet autre État.

2. L'expression « biens immobiliers » a le sens que lui attribue le droit de l'État contractant où les biens considérés sont situés. Elle désigne dans tous les cas, les accessoires, le cheptel et l'équipement utilisé pour l'exploitation agricole et forestière, les droits auxquels s'appliquent les dispositions du droit privé concernant la propriété foncière, en particulier toute option ou droit similaire d'acquisition de biens immobiliers, l'usufruit des biens immobiliers et les droits à des paiements variables ou fixes pour l'exploitation ou la concession de l'exploitation de gisements minéraux, sources et autres ressources naturelles. Les navires, bateaux et aéronefs ne sont pas considérés comme des biens immobiliers.

3. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aux revenus provenant de l'exploitation directe, de la location ou de l'affermage, ainsi que de toute autre forme d'exploitation de biens immobiliers.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 3 s'appliquent également aux revenus provenant des biens immobiliers d'une entreprise ainsi qu'aux revenus des biens immobiliers servant à l'exercice d'une profession indépendante.

Article 7. Bénéfices des entreprises

1. Les bénéfices d'une entreprise d'un État contractant ne sont imposables que dans cet État, à moins que l'entreprise n'exerce son activité dans l'autre État par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé. Si l'entreprise exerce son activité d'une telle façon, les bénéfices de l'entreprise sont imposables dans l'autre État, mais uniquement dans la mesure où ils sont imputables audit établissement stable.

2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3, si une entreprise d'un État contractant exerce son activité dans l'autre État contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, il est imputé, dans chaque État contractant, à cet établissement stable les bénéfices qu'il aurait pu réaliser s'il avait constitué une entreprise distincte exerçant des activités identiques ou analogues et traitant en toute indépendance avec l'entreprise dont il constitue un établissement stable.

3. Pour déterminer les bénéfices d'un établissement stable, sont admises en déduction les dépenses exposées aux fins poursuivies par cet établissement stable, y compris les dépenses de direction et les frais généraux d'administration ainsi exposés, soit dans l'État où est situé cet établissement stable, soit ailleurs.

4. S'il est d'usage, dans un État contractant, de déterminer les bénéfices imputables à un établissement stable sur la base d'une répartition de l'ensemble des bénéfices de l'entreprise entre les diverses parties de celle-ci, aucune disposition du paragraphe 2 n'empêche cet État contractant de déterminer les bénéfices imposables selon la méthode de répartition en usage ; la méthode de répartition adoptée doit cependant être telle que le résultat obtenu soit conforme aux principes énoncés dans le présent article.

5. Aucun bénéfice n'est imputé à un établissement stable du seul fait que celui-ci a acheté des biens ou des marchandises pour l'entreprise.

6. Aux fins de l'application des dispositions des paragraphes précédents, les bénéfices à imputer à l'établissement stable sont déterminés chaque année selon la même méthode, à moins qu'il n'existe des motifs valables et suffisants de procéder autrement.

7. Lorsque les bénéfices comprennent des éléments de revenu traités séparément dans d'autres articles de la présente Convention, les dispositions desdits articles ne sont pas affectées par les dispositions du présent article.

Article 8. Transports maritime et aérien

1. Les bénéfices d'une entreprise d'un État contractant tirés de l'exploitation de navires ou d'aéronefs en trafic international ne sont imposables que dans cet État contractant.

2. Aux fins du présent article, les bénéfices provenant de l'exploitation en trafic international de navires et d'aéronefs incluent :

a) Les bénéfices provenant de la location de navires et d'aéronefs coque nue s'ils sont exploités en trafic international ; et

b) Les bénéfices provenant de l'utilisation, de l'entretien et de la location de conteneurs (y compris les remorques et le matériel pour le transport de conteneurs) utilisés pour le transport de biens et de marchandises lorsque cette utilisation, cet entretien ou cette location, selon le cas, sont occasionnés par l'exploitation de navires ou d'aéronefs en trafic international.

3. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 s'appliquent aussi aux bénéfices provenant de la participation à un pool, à une exploitation en commun ou à un organisme international d'exploitation.

Article 9. Entreprises associées

1. Lorsque

a) Une entreprise d'un État contractant participe directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise de l'autre État contractant, ou que

b) Les mêmes personnes participent directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise d'un État contractant et d'une entreprise de l'autre État contractant, et que, dans l'un et l'autre cas, les entreprises sont, dans leurs relations commerciales ou financières, liées par des conditions convenues ou imposées qui diffèrent de celles qui seraient convenues entre entreprises indépendantes, les bénéfices qui auraient été réalisés par l'une des entreprises mais qui n'ont pu l'être en fait à cause de ces conditions peuvent être inclus dans les bénéfices de cette entreprise et imposés en conséquence.

2. Lorsqu'un État contractant inclut dans les bénéfices d'une entreprise de cet État et impose en conséquence des bénéfices sur lesquels une entreprise de l'autre État contractant a été imposée dans cet autre État et que les bénéfices ainsi inclus sont des bénéfices qui auraient été réalisés par l'entreprise du premier État si les conditions convenues entre les deux entreprises avaient été celles qui auraient été convenues entre des entreprises indépendantes, l'autre État procède à un ajustement approprié du montant de l'impôt qui a été perçu sur ces bénéfices. Pour déterminer cet ajustement, il est tenu compte des autres dispositions de la Convention et, si nécessaire, les autorités compétentes des États contractants se consultent.

Article 10. Dividendes

1. Les dividendes versés par une société qui est un résident d'un État contractant à un résident de l'autre État contractant sont imposables dans cet autre État.

2. Toutefois, ces dividendes sont aussi imposables dans l'État contractant dont la société qui verse les dividendes est un résident, et selon la législation de cet État ; mais si la personne qui reçoit les dividendes en est le bénéficiaire effectif, l'impôt ainsi établi ne peut excéder :

a) 5 p. 100 du montant brut des dividendes si le bénéficiaire effectif est une société qui détient directement au moins 25 p. 100 du capital de la société qui verse les dividendes et la participation excède 250 000 dollars É.-U ou un montant équivalent dans toute autre monnaie ;

b) 10 p. 100 du montant brut des dividendes si le bénéficiaire effectif est une société qui détient directement au moins 25 p. 100 du capital de la société qui verse les dividendes et la participation excède 10 000 dollars É.-U ou un montant équivalent dans toute autre monnaie ;

c) 15 p. 100 du montant brut des dividendes dans tous les autres cas.

Les dispositions du présent paragraphe n'ont pas d'incidence sur l'imposition de la société au titre des bénéfices qui servent au paiement des dividendes.

3. Le terme « dividendes » employé dans le présent article désigne les revenus provenant d'actions ou autres droits, à l'exception des créances, ainsi que les revenus d'autres parts sociales soumis au même régime fiscal que les revenus d'actions par la législation de l'État dont la société distributrice est un résident.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des dividendes, résident d'un État contractant, exerce dans l'autre État contractant dont la société qui verse les dividendes et un résident, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que la participation génératrice des dividendes se rattache effectivement à cet établissement stable ou à cette base fixe. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant le cas, sont applicables.

5. Lorsqu'une société qui est un résident d'un État contractant tire des bénéfices ou des revenus de l'autre État contractant, cet autre État ne peut percevoir aucun impôt sur les dividendes versés par la société, sauf dans la mesure où ces dividendes sont versés à un résident de cet autre État ou dans la mesure où la participation génératrice des dividendes se rattache effectivement à un établissement stable ou à une base fixe situés dans cet autre État, ni prélever aucun impôt, au titre de l'imposition des bénéfices non distribués de la société, même si les dividendes versés ou les bénéfices non distribués consistent en tout ou en partie en bénéfices ou revenus provenant de cet autre État.

Article 11. Intérêts

1. Les intérêts provenant d'un État contractant et versés à un résident de l'autre État contractant sont imposables dans cet autre État.

2. Toutefois, ces intérêts sont aussi imposables dans l'État contractant d'où qu'ils proviennent et selon la législation de cet État ; mais si la personne qui reçoit les intérêts en est le bénéficiaire effectif, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 10 p. 100 du montant brut des intérêts.

3. Le terme « intérêts » employé dans le présent article désigne les revenus des créances de toute nature assorties ou non de garanties hypothécaires et assortis ou non d'une clause de participation aux bénéfices du débiteur, et notamment les revenus des titres d'État et les revenus d'obligations ou obligations non garanties, y compris les primes et lots attachés à ces titres, obligations ou obligations non garanties. Les pénalités pour paiement tardif ne sont pas considérées comme des intérêts au sens du présent article.

4. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2, les intérêts mentionnés au paragraphe 1 ne sont imposables que dans l'État contractant où le bénéficiaire effectif des intérêts est un résident si

a) le débiteur ou le bénéficiaire des intérêts est, ou si le prêt au titre duquel les intérêts sont versés est une subdivision territoriale administrative ou une collectivité locale de cet État ou la Banque centrale d'un État contractant ;

b) les intérêts sont versés au titre d'un prêt qui a été approuvé par le Gouvernement de l'État contractant dont le débiteur des intérêts est un résident.

c) les intérêts sont versés au titre d'une dette découlant de la vente à crédit de toute marchandise ou de tout équipement industriel, commercial ou scientifique à une entreprise de l'autre État contractant.

5. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des intérêts, résident d'un État contractant, exerce dans l'autre État contractant d'où proviennent les intérêts, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que la créance génératrice des intérêts se rattache effectivement à l'établissement stable ou à la base fixe en question. Dans ces cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant le cas, sont applicables.

6. Les intérêts sont réputés provenir d'un État contractant lorsque le débiteur est un résident de cet État. Toutefois, lorsque le débiteur des intérêts, qu'il soit ou non un résident d'un État contractant, a dans un État contractant un établissement stable, ou une base fixe, pour lesquels la dette donnant lieu au paiement des intérêts a été contractée et qui supportent la charge de ces intérêts, ceux-ci sont considérés comme provenant de l'État où l'établissement stable ou la base fixe sont situés.

7. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des intérêts, compte tenu de la créance pour laquelle ils sont payés, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque État contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

Article 12. Redevances

1. Les redevances provenant d'un État contractant et versés à un résident de l'autre État contractant sont imposables dans cet autre État.

2. Toutefois, ces redevances sont aussi imposables dans l'État contractant d'où elles proviennent et selon la législation de cet État ; mais si le bénéficiaire effectif des redevances est un résident de l'autre État contractant, l'impôt ainsi établi ne peut excéder :

a) 5 p. 100 du montant brut des redevances, si le brevet, le dessin ou le modèle, le plan, la formule ou le procédé secrets ou les informations ayant trait à une expérience acquise dans le domaine industriel, commercial ou scientifique, au titre desquels les redevances sont versées n'ont pas plus de 3 ans ;

b) 10 p. 100 du montant brut des redevances dans tous les autres cas.

3. Le terme « redevances » employé dans le présent article désigne les rémunérations de toute nature payées pour l'usage ou la concession de l'usage d'un droit d'auteur sur une oeuvre littéraire, artistique ou scientifique, y compris les films cinématographiques, ou les films ou bandes utilisés pour les émissions radiophoniques ou télévisées, d'un brevet, d'une marque de fabrique ou de commerce, d'un dessin ou d'un modèle, d'un plan, d'une formule ou d'un procédé secrets, ainsi que pour l'usage des informations ayant trait à une expérience acquise dans le domaine industriel, commercial ou scientifique (savoir-faire).

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des redevances, résident d'un État contractant, exerce dans l'autre État contractant d'où proviennent les redevances, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que le droit ou le bien générateur des redevances se rattache effectivement audit établissement stable ou à ladite base fixe. Dans ces cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant le cas, sont applicables.

5. Les redevances sont considérées comme provenant d'un État contractant lorsque le débiteur est un résident de cet État. Toutefois, lorsque le débiteur des redevances, qu'il soit ou non un résident d'un État contractant, a dans un État contractant un établissement stable, ou une base fixe, pour lesquels l'engagement donnant lieu aux redevances a été contracté et qui supportent la charge de ces redevances, celles-ci sont considérées comme provenant de l'État où l'établissement stable ou la base fixe sont situés.

6. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou entre l'un et l'autre et une tierce personne, le montant des redevances, compte tenu de l'utilisation, du droit ou de l'information pour lesquels elles sont payées, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable conformément à la législation de chaque État contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

Article 13. Gains en capital

1. Les gains qu'un résident d'un État contractant tire de l'aliénation des biens immobiliers visés à l'article 6 et situés dans l'autre État contractant sont imposables dans cet autre État.

2. Les gains qu'un résident d'un État contractant tire de l'aliénation d'actions (autres que des actions cotées sur une place boursière approuvée) dont la valeur ou une grande partie de leur valeur découle directement ou indirectement de biens mobiliers situés dans l'autre État contractant, sont imposables dans cet autre État.

3. Les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un État contractant a dans l'autre État contractant, ou de biens mobiliers qui appartiennent à une base fixe dont un résident d'un État contractant dispose dans l'autre État contractant pour l'exercice d'une profession indépendante, y compris de tels gains provenant de l'aliénation de cet établissement stable (seul ou avec l'ensemble de l'entreprise) ou de cette base fixe, sont imposables dans cet autre État.

4. Les gains provenant de l'aliénation de navires ou d'aéronefs exploités en trafic international par une entreprise qui est un résident d'un État contractant ou de biens mobiliers affectés à l'exploitation de ces navires ou aéronefs ne sont imposables que dans cet État.

5. Les gains provenant de l'aliénation de tous biens autres que ceux visés aux paragraphes 1, 2, 3 et 4 ne sont imposables que dans l'État contractant dont le cédant est un résident.

Article 14. Services de profession indépendante

1. Les revenus qu'un résident d'un État contractant tire d'une profession libérale ou d'autres activités de caractère indépendant ne sont imposables que dans cet État, à moins qu'il ne dispose de façon habituelle, dans l'autre État contractant, d'une base fixe pour l'exercice de ses activités. S'il a une telle base fixe, son revenu n'est imposable dans l'autre État contractant que dans la mesure où il est imputable à cette base fixe.

2. L'expression « profession libérale » comprend notamment les activités indépendantes d'ordre scientifique, littéraire, artistique, éducatif ou pédagogique, ainsi que les activités indépendantes des médecins, avocats, ingénieurs, architectes, dentistes, auditeurs et comptables.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les revenus qu'un résident d'un État contractant tire d'une profession libérale ou d'autres activités de caractère indépendant, sont imposables dans l'autre État contractant si la personne séjourne dans l'autre État pendant une ou plusieurs périodes dépassant une durée totale de 183 jours au cours de toute période de 12 mois, commençant ou se terminant au cours de l'année fiscale considérée, mais uniquement la fraction des rémunérations attribuables aux services effectués dans cet autre État.

Article 15. Professions dépendantes

1. Sous réserve des dispositions des articles 16, 18, 19 et 20, les salaires, traitements et autres rémunérations similaires qu'un résident d'un État contractant reçoit au titre d'un emploi salarié ne sont imposables que dans cet État, à moins que l'emploi ne soit exercé dans l'autre État contractant. Si l'emploi y est ainsi exercé, les rémunérations reçues à ce titre sont imposables dans cet autre État.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 du présent article, les rémunérations qu'un résident d'un État contractant reçoit au titre d'un emploi salarié exercé dans l'autre État contractant ne sont imposables que dans le premier État si :

a) le bénéficiaire séjourne dans l'autre État pendant une ou plusieurs périodes n'excédant pas au total 183 jours au cours de toute période de 12 mois commençant ou se terminant au cours de l'année fiscale considérée, et

b) les rémunérations sont payées par un employeur ou pour le compte d'un employeur qui n'est pas un résident de l'autre État, et

c) la charge des rémunérations n'est pas supportée par un établissement stable ou une base fixe que l'employeur a dans l'autre État.

3. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, les rémunérations reçues au titre d'un emploi salarié à bord d'un navire ou d'un aéronef exploité en trafic international par une entreprise qui est un résident d'un État contractant sont imposables dans cet État.

Article 16. Tantièmes

Les tantièmes et autres rétributions similaires qu'un résident d'un État contractant reçoit en sa qualité de membre du conseil d'administration d'une société qui est un résident de l'autre État contractant sont imposables dans cet autre État.

Article 17. Artistes et sportifs

1. Nonobstant les dispositions des articles 7, 14 et 15, les revenus qu'un résident d'un État contractant tire de ses activités personnelles exercées dans l'autre État contractant en tant qu'artiste du spectacle, tel qu'un artiste de théâtre, de cinéma, de la radio ou de la télévision, ou qu'un musicien, ou en tant que sportif, sont imposables dans cet autre État.

2. Lorsque les revenus d'activités qu'un artiste du spectacle ou un sportif exerce personnellement et en cette qualité sont attribués non pas à l'artiste du spectacle ou au sportif lui-même mais à une autre personne, ces revenus sont imposables, nonobstant les dispositions des articles 7, 14 et 15, dans l'État contractant où les activités de l'artiste du spectacle ou du sportif sont exercées.

3. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas aux revenus tirés d'activités exercées au cours d'une visite dans un État contractant par des artistes du spectacle ou des sportifs si la visite dans cet État est financée entièrement ou principalement par des fonds publics de l'autre État contractant ou une de ses subdivisions territoriales administratives ou collectivités locales. Dans ce cas, les revenus en question ne sont imposables que dans l'État contractant dont les artistes du spectacle ou les sportif sont résidents.

Article 18. Pensions

Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 de l'article 19, les pensions et autres rémunérations similaires versées à un résident d'un État contractant au titre de services antérieurs ne sont imposables que dans cet État.

Article 19. Fonction publique

1. a) Les traitements, salaires et autres rémunérations similaires autres que les pensions, versés par un État contractant, une de ses subdivisions territoriales administratives ou collectivités locales à une personne physique au titre de services rendus à cet État, à cette subdivision territoriale administrative ou collectivité locale, ne sont imposables que dans cet État.

b) Toutefois, lesdites rémunérations ne sont imposables dans l'autre État contractant que si les services en question sont rendus dans cet État et si la personne physique est un résident dudit État qui :

- i) est un ressortissant de cet État ; ou
 - ii) n'est pas devenue un résident de cet État aux seules fins de fournir lesdits services.
2. a) Toute pension versée par un État contractant ou sur des fonds créés par un État

contractant, une de ses subdivisions territoriales administratives ou collectivités locales à une personne physique pour services rendus à cet État, cette subdivision ou collectivité locale ne sont imposables que dans ledit État.

b) Toutefois, lesdites pensions ne sont imposables dans l'autre État contractant que si la personne physique en est un résident ou un ressortissant.

3. Les dispositions des articles 15, 16, 17 et 18 s'appliquent aux rémunérations et aux pensions au titre de services rendus dans le cadre d'une activité industrielle ou commerciale d'un État contractant, d'une de ses subdivisions territoriales administratives ou collectivités locales.

Article 20. Étudiants

Les sommes qu'un étudiant ou un apprenti qui est ou qui était immédiatement avant de se rendre dans un État contractant, un résident de l'autre État contractant et qui séjourne dans le premier État à seule fin d'y poursuivre ses études ou sa formation reçoit pour couvrir ses frais de séjour, d'études ou de formation ne sont pas imposables dans cet État, à condition que lesdites sommes proviennent de sources extérieures à cet État.

Article 21. Autres revenus

1. Les éléments du revenu d'un résident d'un État contractant, d'où qu'ils proviennent, qui ne sont pas traités dans les articles précédents de la présente Convention ne sont imposables que dans cet État.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas aux revenus autres que les revenus provenant de biens immobiliers tels que définis au paragraphe 2 de l'article 6, lorsque le bénéficiaire de tels revenus, résident d'un État contractant, exerce dans l'autre État contractant, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que le droit ou le bien générateur des revenus se rattache effectivement à cet établissement stable ou cette base fixe. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant le cas, sont applicables.

3. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2, les éléments du revenu d'un résident d'un État contractant qui ne sont pas traités dans les articles précédents de la présente Convention et qui proviennent de l'autre État contractant sont également imposables dans cet autre État.

4. Les revenus tirés par un résident d'un État contractant de l'autre État contractant au titre d'une pension alimentaire ne sont pas imposables dans le premier État contractant tant que ces revenus sont exonérés de l'impôt conformément à la législation de l'autre État contractant.

Article 22. Fortune

1. La fortune constituée par des biens immobiliers que possède un résident d'un État

contractant et qui sont situés dans l'autre État contractant, est imposable dans cet autre État.

2. La fortune constituée par des biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un État contractant a dans l'autre État contractant, ou par des biens mobiliers qui appartiennent à une base fixe dont un résident d'un État contractant dispose dans l'autre État contractant pour l'exercice d'une profession indépendante, est imposable dans cet autre État.

3. La fortune constituée par des navires ou des aéronefs exploités en trafic international par une entreprise qui est un résident d'un État contractant et par des biens mobiliers consacrés à l'exploitation de ces navires ou de ces aéronefs, n'est imposable que dans cet État.

4. Tous les autres éléments de la fortune d'un résident d'un État contractant ne sont imposables que dans cet État.

Article 23. Méthode d'élimination des doubles impositions

1. En Autriche, les doubles impositions sont éliminées comme suit :

a) Lorsqu'un résident autrichien reçoit des revenus ou possède de la fortune qui, conformément aux dispositions de la présente Convention, sont imposables en Azerbaïdjan, l'Autriche exempte de l'impôt, sous réserve des dispositions des alinéas b et c, ces revenus ou cette fortune ;

b) Lorsqu'un résident autrichien tire des éléments de revenu qui, conformément aux dispositions des paragraphes 2 des articles 10, 11, 12, 13 et du paragraphe 3 de l'article 21, sont imposables en Azerbaïdjan, l'Autriche accorde, sur l'impôt qu'elle perçoit sur les revenus de ce résident, une déduction d'un montant égal à l'impôt payé en Azerbaïdjan. Cette déduction ne peut toutefois excéder la fraction de l'impôt, calculé avant déduction, qui correspond à ces éléments de revenu provenant d'Azerbaïdjan ;

c) Lorsque, conformément à une disposition quelconque de la présente Convention, les revenus qu'un résident autrichien perçoit ou la fortune qu'il possède sont exonérés d'impôt en Autriche, celle-ci peut néanmoins, pour calculer le montant de l'impôt sur le solde des revenus ou de la fortune de ce résident, prendre en compte les revenus ou la fortune exonérés.

2. En Azerbaïdjan les doubles impositions sont éliminées comme suit :

Lorsqu'un résident azerbaïdjanais reçoit des revenus ou possède de la fortune en Autriche qui, conformément aux dispositions de la présente Convention, sont imposables en Autriche, le montant de l'impôt sur les revenus ou sur la fortune payé en Autriche est déduit de l'impôt perçu sur cette personne au titre desdits revenus ou de ladite fortune en Azerbaïdjan. Cette déduction ne doit cependant pas dépasser le montant de l'impôt azerbaïdjanais sur le revenu ou sur la fortune calculé conformément aux lois et à la réglementation fiscale azerbaïdjanaises.

Article 24. Non-discrimination

1. Les ressortissants d'un État contractant ne sont soumis dans l'autre État contractant à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourraient être assujettis les ressortissants de cet autre État qui se trouvent dans la même situation, notamment en matière de résidence. La présente disposition s'applique aussi, nonobstant les dispositions de l'article premier, aux personnes qui ne sont pas des résidents d'un État contractant ou des deux États contractants.

2. Les apatrides qui sont des résidents d'un État contractant ne sont assujettis dans l'un ou l'autre État contractant à aucune imposition ou obligation y relative qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourraient être assujettis les ressortissants de l'État concerné qui se trouvent dans la même situation.

3. L'imposition d'un établissement stable qu'une entreprise d'un État contractant a dans l'autre État contractant n'est pas établie dans cet autre État d'une façon moins favorable que l'imposition des entreprises de cet autre État qui exercent la même activité. La présente disposition ne peut être interprétée comme obligeant un État contractant à accorder aux résidents de l'autre État contractant les déductions personnelles, abattements et déductions d'impôt en fonction de la situation ou des charges de famille qu'il accorde à ses propres résidents.

4. A moins que les dispositions du paragraphe 1 de l'article 9, du paragraphe 7 de l'article 11 ou du paragraphe 6 de l'article 12 ne soient applicables, les intérêts, redevances et autres dépenses payés par une entreprise d'un État contractant à un résident de l'autre État contractant sont déductibles, aux fins de déterminer les bénéfices imposables de cette entreprise, dans les mêmes conditions que s'ils avaient été payés à un résident du premier État. De même, les dettes d'une entreprise d'un État contractant envers un résident de l'autre État contractant sont déductibles, aux fins de déterminer la fortune imposable de cette entreprise, dans les mêmes conditions que si elles avaient été contractées envers un résident du premier État.

5. Les entreprises d'un État contractant, dont le capital est en totalité ou en partie, directement ou indirectement, détenu ou contrôlé par un ou plusieurs résidents de l'autre État contractant, ne sont soumises dans le premier État à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourraient être assujetties les autres entreprises similaires du premier État.

6. Les dispositions du présent article s'appliquent, nonobstant les dispositions de l'article 2, aux impôts de toute nature ou dénomination.

Article 25. Procédure amiable

1. Lorsqu'une personne estime que les mesures prises par un État contractant ou par les deux États contractants entraînent ou entraîneront pour elle une imposition non conforme aux dispositions de la présente Convention, elle peut, indépendamment des recours prévus par le droit interne de ces États, soumettre son cas à l'autorité compétente de l'État contractant dont elle est un résident ou, si son cas relève du paragraphe 1 de l'article 24, à celle de l'État contractant dont elle possède la nationalité. Le cas doit être soumis dans un

délai de trois ans à partir de la première notification des mesures qui entraînent une imposition non conforme aux dispositions de la présente Convention.

2. L'autorité compétente s'efforce, si la réclamation lui paraît fondée et si elle n'est pas elle-même en mesure d'y apporter une solution satisfaisante, de résoudre le cas par voie d'accord amiable avec l'autorité compétente de l'autre État contractant, en vue d'éviter une imposition non conforme à la présente Convention. L'accord est appliqué quels que soient les délais prévus par le droit interne des États contractants.

3. Les autorités compétentes des États contractants s'efforcent, par voie d'accord amiable, de résoudre les difficultés ou de dissiper les doutes auxquels peuvent donner lieu l'interprétation ou l'application de la Convention. Elles peuvent aussi se concerter en vue d'éliminer la double imposition dans les cas non prévus par la Convention.

4. Les autorités compétentes des États contractants peuvent communiquer directement entre elles en vue de parvenir à un accord comme il est indiqué aux paragraphes précédents.

5. Si après les procédures exposées aux paragraphes 1 à 4, tout différend résultant de l'interprétation ou de l'application de la Convention dans un cas particulier ne peut être résolu par les autorités compétentes des États contractants dans une procédure à l'amiable, le cas peut, si les deux autorités compétentes l'acceptent, être résolu par un conseil d'arbitrage créé par les autorités compétentes et auquel participent des personnes indépendantes suivant les procédures d'arbitrage acceptées au niveau international. Ces procédures seront par accord mutuel établies entre les autorités compétentes des deux États contractants.

Article 26. Échange de renseignements

1. Les autorités compétentes des États contractants échangent les renseignements nécessaires pour appliquer les dispositions de la présente Convention. Les renseignements reçus par un État contractant sont tenus secrets de la même manière que les renseignements obtenus en application de la législation interne de cet État et ne sont communiqués qu'aux personnes ou autorités (y compris les tribunaux et organes administratifs) concernés par l'établissement ou le recouvrement des impôts visés par la Convention, par les procédures ou poursuites concernant ces impôts, ou par les décisions sur les recours relatifs à ces impôts. Ces personnes ou autorités n'utilisent ces renseignements qu'à ces fins, mais peuvent faire état de ces renseignements au cours d'audiences publiques de tribunaux ou dans des jugements.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ne peuvent en aucun cas être interprétées comme imposant à un État contractant l'obligation :

- a) de prendre des mesures administratives dérogeant à sa législation et à sa pratique administrative ou à celles de l'autre État contractant ;
- b) de fournir des renseignements qui ne pourraient être obtenus sur la base de sa législation ou dans le cadre de sa pratique administrative normale ou de celles de l'autre État contractant ;
- c) de fournir des renseignements qui révéleraient un secret commercial, industriel ou

professionnel ou un procédé commercial ou des renseignements dont la communication serait contraire à la politique publique (ordre public).

Article 27. Membres de missions diplomatiques et consulaires

Aucune disposition de la présente Convention ne porte atteinte aux privilèges fiscaux dont bénéficient les membres de missions diplomatiques ou de postes consulaires en vertu des règles générales du droit international ou des dispositions d'accords particuliers.

Article 28. Entrée en vigueur

1. Chacun des États contractants notifiera à l'autre, par la voie diplomatique, l'accomplissement des formalités requises par sa législation pour l'entrée en vigueur de la présente Convention.

2. La Convention entrera en vigueur 30 jours après la date de réception de la dernière de ces notifications prévues au paragraphe 1 du présent article et sera dès lors applicable :

a) en ce qui concerne les impôts retenus à la source, aux montants versés ou crédités à partir du 1er janvier de l'année suivant immédiatement la date de l'entrée en vigueur de la Convention ; et

b) en ce qui concerne les autres impôts appliqués sur le revenu ou la fortune, aux périodes

d'imposition à partir du 1er janvier de l'année suivant immédiatement la date de l'entrée en vigueur de la Convention.

Article 29. Dénonciation

La présente Convention demeurera indéfiniment en vigueur, mais chaque État contractant pourra la dénoncer par la voie diplomatique, moyennant notification écrite à cet effet donnée au moins six mois avant la fin de chaque année civile. En pareil cas, la Convention cessera d'avoir effet :

a) en ce qui concerne les impôts retenus à la source, pour les montants payés ou crédités à partir du 1er janvier de l'année suivant immédiatement celle de la notification de dénonciation ;

b) en ce qui concerne les autres impôts appliqués au revenu ou à la fortune, aux périodes d'imposition à partir du 1er janvier de l'année suivant immédiatement celle de la notification de dénonciation.

En foi de quoi les plénipotentiaires des deux États contractants, à ce dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

Fait à Vienne le 4 juillet 2000, en double exemplaire, en langues allemande, anglaise et

azerbaïdjanaise, chacun des textes faisant également foi. En cas de divergence d'interprétation entre les textes allemand et azerbaïdjanais, le texte anglais prévaudra.

Pour le Gouvernement de la République d'Autriche :

FERRERO-WALDNER

Pour le Gouvernement de la République azerbaïdjanaise :

QULIYEV

PROTOCOLE

Lors de la signature de la Convention entre le Gouvernement de la République d'Autriche et le Gouvernement de la République azerbaïdjanaise en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir la fraude fiscale en matière d'impôt sur le revenu et sur la fortune, les soussignés sont convenus des dispositions suivantes, qui font partie intégrante de la Convention.

Interprétation de la Convention

Il est entendu que les dispositions de la Convention qui sont élaborées conformément aux dispositions correspondantes du Modèle de convention de double imposition concernant le revenu et la fortune de l'OCDE ou du Modèle de convention des Nations Unies concernant les doubles impositions entre pays développés et pays en développement, devraient avoir généralement la même signification que celle exprimée dans les Commentaires sur les Modèles de l'OCDE ou des Nations Unies. L'accord visé dans la phrase qui précède ne s'applique pas dans le cas d'une interprétation contraire convenue par les autorités compétentes après l'entrée en vigueur de la Convention. Les Commentaires et les modifications qui pourraient leur être apportées de temps à autre représentent un moyen d'interprétation. En cas de divergence d'interprétation telle qu'indiquée dans les Commentaires sur les Modèles de l'OCDE et des Nations Unies, une interprétation commune devra être recherchée, le cas échéant, par consentement mutuel conformément à l'article 25.

Ad article 3, paragraphe 1 :

En ce qui concerne l'Azerbaïdjan une société de personnes ou une coentreprise dont le statut est déterminé conformément à la législation azerbaïdjanaise qui est considérée comme une unité imposable aux termes de la législation azerbaïdjanaise est considérée comme une personne aux fins de la présente convention.

Ad article 7 :

En ce qui concerne l'Autriche le terme « bénéfices » tel qu'il est utilisé dans cet article comprend les bénéfices tirés par tout partenaire de sa participation à une société de personnes et à toute autre association de personnes qui est traitée de la même manière aux fins fiscales et d'une participation à une société passive de personnes (Stille Gesellschaft) créée conformément à la législation autrichienne.

Ad article 11 :

En ce qui concerne l'Autriche l'alinéa a du paragraphe 4 de l'article 11 s'applique également en ce qui concerne un prêt accordé ou couvert par une garantie émise par l'Oesterreichische Kontrollbank AG agissant au nom de la République d'Autriche.

En foi de quoi les plénipotentiaires des deux États contractants, à ce dûment autorisés, ont signé le présent Protocole.

Fait à Vienne le 4 juillet 2000, en double exemplaire en langues allemande, anglaise et azerbaïdjanaise, chacun des textes faisant également foi. En cas de divergence d'interprétation entre les textes, le texte anglais prévaudra.

Pour le Gouvernement de la République d'Autriche :

FERRERO-WALDNER

Pour le Gouvernement de la République azerbaïdjanaise :

QULIYEV

No. 37794

**Austria
and
Finland**

Agreement between the Republic of Austria and the Republic of Finland for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion with respect to taxes on income and on capital. Vienna, 26 July 2000

Entry into force: *1 April 2001, in accordance with article 29*

Authentic texts: *Finnish and German*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Austria, 1 November 2001*

**Autriche
et
Finlande**

Accord entre la République d'Autriche et la République de Finlande tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune. Vienne, 26 juillet 2000

Entrée en vigueur : *1er avril 2001, conformément à l'article 29*

Textes authentiques : *finnois et allemand*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *Autriche, 1er novembre 2001*

[FINNISH TEXT — TEXTE FINNOIS]

SOPIMUS

Itävallan tasavallan ja Suomen tasavallan välillä tulo- ja varallisuusveroja koskevan kaksinkertaisen verotuksen välttämiseksi ja veron kiertämisen estämiseksi

Itävallan tasavalta ja Suomen tasavalta,

jotka haluavat tehdä sopimuksen tulo- ja varallisuusveroja koskevan kaksinkertaisen verotuksen välttämiseksi ja veron kiertämisen estämiseksi,

ovat sopineet seuraavasta:

1 artikla

Henkilöt, joihin sopimusta sovelletaan

Tätä sopimusta sovelletaan henkilöihin, jotka asuvat sopimusvaltiossa tai molemmissa sopimusvaltioissa.

2 artikla

Sopimuksen piiriin kuuluvat verot

1. Tätä sopimusta sovelletaan tulon ja varallisuuden perusteella suoritettaviin veroihin, jotka määrätään sopimusvaltion, sen valtollisen osan tai sen paikallisviranomaisen lukuun, riippumatta siitä, millä tavoin verot kannetaan.

2. Tulon ja varallisuuden perusteella suoritettavina veroina pidetään kaikkia kokonaistulon tai kokonaisvarallisuuden taikka tulon tai varallisuuden osan perusteella suoritettavia veroja, niihin luettuina irtaimen tai kiinteän omaisuuden luovutuksesta saadun voiton perusteella suoritettavat verot, yrityksen maksamien palkkojen yhteenlasketun määrän perusteella suoritettavat verot sekä arvonnousun perusteella suoritettavat verot.

3. Tällä hetkellä suoritettavat verot, joihin sopimusta sovelletaan, ovat:

a) Itävallassa:

- 1) tulovero;
- 2) yhtiövero;
- 3) kiinteistövero;
- 4) maa- ja metsätalousyritysten vero; ja
- 5) rakentamattoman maan maapohja-arvosta suoritettava maksu:
(jäljempänä "Itävallan vero");

b) Suomessa:

- 1) valtion tuloverot;
- 2) yhteisöjen tulovero;
- 3) kunnallisvero;
- 4) kirkollisvero;
- 5) korkotulon lähdevero;
- 6) rajoitetusti verovelvollisen lähdevero; ja
- 7) valtion varallisuusvero;
(jäljempänä "Suomen vero").

4. Sopimusta sovelletaan myös kaikkiin samanlaisiin tai pääasiallisesti samanluonteisiin veroihin, joita on sopimuksen allekirjoittamisen jälkeen suoritettava tällä hetkellä suoritettavien verojen ohella tai asemesta. Sopimusvaltioiden toimivaltaisten viranomaisten on ilmoitettava toisilleen verolainsäädäntönsä tehdyistä merkittävistä muutoksista.

3 artikla

Yleiset määritelmät

1. Jollei asiayhteydestä muuta johdu, on tätä sopimusta sovellettaessa seuraavilla sanonnoilla jäljempänä mainittu merkitys:

- a) "henkilö" käsittää luonnollisen henkilön, yhtiön ja muun yhteenliittymän;
- b) "yhtiö" tarkoittaa oikeushenkilöä tai muuta, jota verotuksessa käsitellään oikeushenkilönä;
- c) "sopimusvaltiossa oleva yritys" ja "toisessa sopimusvaltiossa oleva yritys" tarkoittavat yritystä, jota sopimusvaltiossa asuva henkilö harjoittaa, ja vastaavasti yritystä, jota toisessa sopimusvaltiossa asuva henkilö harjoittaa;
- d) "kansalainen" tarkoittaa luonnollista henkilöä, jolla on sopimusvaltion kansalaisuus, sekä oikeushenkilöä, yhtymää ja muuta yhteenliittymää, jotka on muodostettu sopimusvaltiossa voimassa olevan lainsäädännön mukaan;
- e) "kansainvälinen liikenne" tarkoittaa kuljetusta laivalla tai ilma-aluksella, jota sopimusvaltiossa oleva yritys käyttää, paitsi milloin laivaa tai ilma-alusta käytetään ainoastaan toisessa sopimusvaltiossa olevien paikkojen välillä;
- f) "toimivaltainen viranomainen" tarkoittaa:
 - 1) Itävallassa liittovaltion valtiovarainministeriä tai hänen valtuuttamaansa edustajaa;
 - 2) Suomessa valtiovarainministeriötä, sen valtuuttamaa edustajaa tai sitä viranomaista, jonka valtiovarainministeriö määrää toimivaltaiseksi viranomaiseksi.

2. Kun sopimusvaltio soveltaa sopimusta, katsotaan jokaisella sanonnalla, jota ei ole sopimuksessa määritelty ja jonka osalta asiayhteydestä ei muuta johdu, olevan se merkitys, joka sillä on tämän valtion sopimuksessa tarkoitettuihin veroihin sovellettavan lainsäädännön mukaan.

4 artikla

Kotipaikka

1. Tätä sopimusta sovellettaessa sanonnalla "sopimusvaltiossa asuva henkilö" tarkoitetaan henkilöä, joka tämän valtion lainsäädännön mukaan on siellä verovelvollinen domisiilin, asumisen, liikkeen johtopaikan tai muun sellaisen seikan nojalla. Sanonta ei kuitenkaan käsitä henkilöä, joka on tässä valtiossa verovelvollinen vain tässä valtiossa olevista lähteistä saadun tulon tai siellä olevan varallisuuden perusteella.

2. Milloin luonnollinen henkilö I kappaleen määräysten mukaan asuu molemmissa sopimusvaltioissa, määritetään hänen kotipaikkansa seuraavasti:

- a) hänen katsotaan asuvan siinä valtiossa, jossa hänen käytettävänä on vakinainen asunto; jos hänen käytettävänä on vakinainen asunto molemmissa valtioissa, katsotaan hänen asuvan siinä valtiossa, johon hänen henkilökohtaiset ja taloudelliset suhteensa ovat kiinteämmät (elinetujen keskus);
 - b) jos ei voida ratkaista, kummassa valtiossa hänen elinetsijensä keskus on, tai jos hänen käytettävänä ei ole vakinaista asuntoa kummassakaan valtiossa, katsotaan hänen asuvan siinä valtiossa, jossa hän oleskelee pysyvästi;
 - c) jos hän oleskelee pysyvästi molemmissa valtioissa tai ei oleskele pysyvästi kummassakaan niistä, katsotaan hänen asuvan siinä valtiossa, jonka kansalainen hän on;
 - d) jos hän on molempien valtioiden kansalainen tai ei ole kummankaan valtion kansalainen, on sopimusvaltioiden toimivaltaisten viranomaisten pyrittävä ratkaisemaan asia keskinäisin sopimuksin.
3. Milloin muu kuin luonnollinen henkilö l kappaleen määräysten mukaan asuu molemmissa sopimusvaltioissa, on sopimusvaltioiden toimivaltaisten viranomaisten pyrittävä ratkaisemaan asia keskinäisin sopimuksin.

5 artikla

Kiinteä toimipaikka

1. Tätä sopimusta sovellettaessa sanonnalla "kiinteä toimipaikka" tarkoitetaan kiinteää liikepaikkaa, josta yrityksen toimintaa kokonaan tai osaksi harjoitetaan.
2. Sanonta "kiinteä toimipaikka" käsittää erityisesti:
 - a) yrityksen johtopaikan;
 - b) sivuliikkeen;
 - c) toimiston;
 - d) tehtaan;
 - e) työpajan; ja
 - f) kaivoksen, öljy- tai kaasulahteen, louhoksen tai muun paikan, josta luonnonvaroja otetaan.
3. Paikka, jossa harjoitetaan rakennus- tai asennustoimintaa, muodostaa kiinteän toimipaikan vain, jos toiminta kestää yli kaksitoista kuukautta.
4. Tämän artiklan edellä olevien määräysten estämättä sanonnan "kiinteä toimipaikka" ei katsota käsittävän:
 - a) järjestelyjä, jotka on tarkoitettu ainoastaan yritykselle kuuluvien tavaroiden varastoinnista, näytteillä pitämisestä tai luovuttamisesta varten;
 - b) yritykselle kuuluvan tavaravaraston pitämisestä ainoastaan varastoinnista, näytteillä pitämisestä tai luovuttamisesta varten;
 - c) yritykselle kuuluvan tavaravaraston pitämisestä ainoastaan toisen yrityksen toimesta tapahtuvaa muokkaamista tai jalostamista varten;
 - d) kiinteän liikepaikan pitämistä ainoastaan tavaroiden ostamiseksi tai tietojen keräämiseksi yritykselle;
 - e) kiinteän liikepaikan pitämistä ainoastaan muun luonteeltaan valmistelevan tai avustavan toiminnan harjoittamiseksi yritykselle;
 - f) kiinteän liikepaikan pitämistä ainoastaan a) – e) kohdassa mainittujen toimintojen yhdistämiseksi, edellyttäen, että koko se kiinteästä liikepaikasta harjoitettava toiminta, joka perustuu tähän yhdistämiseen, on luonteeltaan valmistelevaa tai avustavaa.
5. Jos henkilö, olematta itsenäinen edustaja, johon 6 kappaletta sovelletaan, toimii yrityksen puolesta sekä hänellä on sopimusvaltiossa valtuus tehdä sopimuksia yrityksen nimissä ja hän käyttää valtuuttaan siellä tavanomaisesti, katsotaan tällä yrityksellä 1 ja 2 kappaleen määräysten estämättä olevan kiinteä toimipaikka tässä valtiossa jokaisen toiminnan osalta, jota tämä henkilö harjoittaa yrityksen lukuun. Tätä ei kuitenkaan noudateta, jos tämän henkilön toiminta rajoittuu sellaiseen, joka mainitaan 4 kappaleessa ja joka, jos sitä harjoitettaisiin kiinteästä liikepaikasta, ei tekisi tätä kiinteää liikepaikkaa kiinteäksi toimipaikaksi mainitun kappaleen määräysten mukaan.
6. Yrityksellä ei katsota olevan kiinteää toimipaikkaa sopimusvaltiossa pelkästään sen vuoksi, että se harjoittaa liiketoimintaa siinä valtiossa välittäjän, komissionäärin tai muun itsenäisen edustajan välityksellä, edellyttäen, että tämä henkilö toimii säännönmukaisen liiketoimintansa rajoissa.

7. Se seikka, että sopimusvaltiossa asuvalla yhtiöllä on määräämisvalta yhtiössä – tai siinä on määräämisvalta yhtiöllä – joka asuu toisessa sopimusvaltiossa taikka joka tässä toisessa valtiossa harjoittaa liiketoimintaa (joko kiinteästä toimipaikasta tai muulla tavoin), ei itsestään tee kumpaakaan yhtiötä toisen kiinteäksi toimipaikaksi.

6 artikla

Kiinteästä omaisuudesta saatu tulo

1. Tulosta, jonka sopimusvaltiossa asuva henkilö saa toisessa sopimusvaltiossa olevasta kiinteästä omaisuudesta (siihen luettuna maataloudesta tai metsätaloudesta saatu tulo), voidaan verottaa tässä toisessa valtiossa.

2. a) Sanonnalla ”kiinteä omaisuus” on, jollei b) ja c) kohdan määräyksistä muuta johdu, sen sopimusvaltion lainsäädännön mukainen merkitys, jossa omaisuus on.

b) Sanonta ”kiinteä omaisuus” käsittää kuitenkin aina kiinteän omaisuuden tarpeiston, maataloudessa ja metsätaloudessa käytetyn elävän ja elottoman irtaimiston, oikeudet, joihin sovelletaan yksityisoikeuden kiinteää omaisuutta koskevia määräyksiä, kiinteän omaisuuden käyttöoikeuden sekä oikeudet määrältään muuttuviin tai kiinteisiin korvauksiin, jotka saadaan kivennäiseiintymien, lähteiden ja muiden luonnonvarojen hyväksikäytöstä tai oikeudesta niiden hyväksikäyttöön.

c) Laivoja ja ilma-aluksia ei pidetä kiinteänä omaisuutena.

3. Tämän artiklan 1 kappaleen määräyksiä sovelletaan tuloon, joka saadaan kiinteän omaisuuden välittömästä käytöstä, sen vuokralle antamisesta tai muusta käytöstä.

4. Jos osakkeiden tai muiden yhtiöosuuksien omistus oikeuttaa osakkeiden tai yhtiöosuuksien omistajan hallitsemaan yhtiölle kuuluvaa kiinteää omaisuutta, voidaan tulosta, joka saadaan tällaisen hallinto-oikeuden välittömästä käytöstä, sen vuokralle antamisesta tai muusta käytöstä, verottaa siinä sopimusvaltiossa, jossa kiinteä omaisuus on.

5. Tämän artiklan 1 ja 3 kappaleen määräyksiä sovelletaan myös yrityksen omistamasta kiinteästä omaisuudesta saatuu tuloon ja itsenäisessä ammatinharjoittamisessa käytetystä kiinteästä omaisuudesta saatuu tuloon.

7 artikla

Liiketulo

1. Tulosta, jonka sopimusvaltiossa oleva yritys saa, verotetaan vain siinä valtiossa, jollei yritys harjoita liiketoimintaa toisessa sopimusvaltiossa siellä olevasta kiinteästä toimipaikasta. Jos yritys harjoittaa liiketoimintaa edellä sanotuin tavoin, voidaan toisessa valtiossa verottaa yrityksen saamasta tulosta, mutta vain niin suuresta tulo-osasta, joka on luettava kiinteään toimipaikkaan kuuluvaksi.

2. Jos sopimusvaltiossa oleva yritys harjoittaa liiketoimintaa toisessa sopimusvaltiossa siellä olevasta kiinteästä toimipaikasta, luetaan, jollei 3 kappaleen määräyksistä muuta johdu, kummassakin sopimusvaltiossa kiinteään toimipaikkaan kuuluvaksi se tulo, jonka toimipaikan olisi voitu olettaa tuottavan, jos se olisi ollut erillinen yritys, joka harjoittaa samaa tai samanluonteista toimintaa samojen tai samanluonteisten edellytysten vallitessa ja itsenäisesti päättää liiketoimista sen yrityksen kanssa, jonka kiinteä toimipaikka se on.

3. Kiinteän toimipaikan tuloa määrätessä on vähennykseksi hyväksyttävä kiinteästä toimipaikasta johtuneet menot, niihin luettuina yrityksen johtamisesta ja yleisestä hallinnosta johtuneet menot, riippumatta siitä, ovatko ne syntyneet siinä valtiossa, jossa kiinteä toimipaikka on, vai muualla.

4. Tuloa ei lueta kiinteään toimipaikkaan kuuluvaksi pelkästään sen perusteella, että kiinteä toimipaikka ostaa tavaroita yrityksen lukuun.

5. Milloin liiketuloon sisältyy tuloa, jota käsitellään erikseen tämän sopimuksen muissa artikloissa, tämän artiklan määräykset eivät vaikuta sanottujen artiklojen määräyksiin.

6. Tässä artiklassa sanonta ”tulo” sisältää myös tulon, jonka osakas on saanut osallistumisestaan yhteenliittymään, ja ltävallan osalta myös osallistumisestaan hiljaiseen yhteenliittymään (stille Gesellschaft), joka on muodostettu ltävallan lainsäädännön mukaan.

8 artikla

Merenkulku ja ilmakuljetus

1. Tulosta, jonka sopimusvaltiossa oleva yritys saa laivan tai ilma-aluksen käyttämisestä kansainväliseen liikenteeseen, verotetaan vain tässä valtiossa.

2. Tämän artiklan 1 kappaleen määräyksiä sovelletaan myös tuloon, joka saadaan osallistumisesta pooliin, yhteiseen liiketoimintaan tai kansainväliseen kuljetusjärjestöön.

9 artikla

Etuyhteydessä keskenään olevat yritykset

1. Milloin

- a) sopimusvaltiossa oleva yritys välittömästi tai välillisesti osallistuu toisessa sopimusvaltiossa olevan yrityksen johtoon tai valvontaan tahi omistaa osan sen pääomasta, taikka
 - b) samat henkilöt välittömästi tai välillisesti osallistuvat sekä sopimusvaltiossa olevan yrityksen että toisessa sopimusvaltiossa olevan yrityksen johtoon tai valvontaan tahi omistavat osan niiden pääomasta,
- noudatetaan seuraavaa.

Jos jommassakummassa tapauksessa yritysten välillä kauppa- tai rahoitussuhteissa sovitaan ehdoista tai määrätään ehtoja, jotka poikkeavat siitä, mistä riippumattomien yritysten välillä olisi sovittu, voidaan kaikki tulo, joka ilman näitä ehtoja olisi kertynyt toiselle näistä yrityksistä, mutta näiden ehtojen vuoksi ei ole kertynyt yritykselle, lukea tämän yrityksen tuloon ja verottaa siitä tämän mukaisesti.

2. Milloin sopimusvaltio tässä valtiossa olevan yrityksen tuloon lukee – ja tämän mukaisesti verottaa – tulo, josta toisessa sopimusvaltiossa olevaa yritystä on verotettu tässä toisessa valtiossa, sekä siten mukaan luettua tuloa ensiksi mainittu valtio väittää tuloksi, joka olisi kertynyt tässä ensiksi mainitussa valtiossa olevalle yritykselle, jos yritysten välillä sovitut ehdot olisivat olleet sellaisia, joista riippumattomien yritysten välillä olisi sovittu, tämän toisen valtion on asianmukaisesti oikaistava tästä tulosta siellä määrätyn veron määrä, jos tämä toinen valtio pitää oikaisua oikeutettuna. Tällaista oikaisua tehtäessä on otettava huomioon tämän sopimuksen muut määräykset, ja sopimusvaltioiden toimivaltaisten viranomaisten on tarvittaessa neuvoteltava keskenään.

10 artikla

Osinko

1. Osingosta, jonka sopimusvaltiossa asuva yhtiö maksaa toisessa sopimusvaltiossa asuvalle henkilölle, voidaan verottaa tässä toisessa valtiossa.

2. Osingosta voidaan kuitenkin verottaa myös siinä sopimusvaltiossa, jossa osingon maksava yhtiö asuu, tämän valtion lainsäädännön mukaan, mutta vero ei saa olla suurempi kuin 10 prosenttia osingon kokonaismäärästä.

3. Jos osingon saajana on sopimusvaltiossa asuva yhtiö, joka välittömästi hallitsee vähintään 10 prosenttia osingon maksavan yhtiön äänimäärästä, osingosta ei saa, 2 kappaleen määräysten estämättä, verottaa toisessa sopimusvaltiossa.

4. Milloin osingon maksava yhtiö asuu Suomessa, sovelletaan seuraavaa tämän kappaleen määräystä 2 ja 3 kappaleen määräysten asemesta niin kauan kuin Suomessa asuvalle luonnollisella henkilöllä on oikeus veronhyvitykseen Suomessa asuvan yhtiön maksaman osingon osalta:

Osinko, jonka Suomessa asuva yhtiö maksaa Itävallassa asuvalle henkilölle, vapautetaan osingosta suoritettavasta Suomen verosta.

5. Sanonnalla "osinko" tarkoitetaan tässä artiklassa tuloa, joka on saatu osakkeista tai muista oikeuksista, jotka eivät ole saamia ja jotka oikeuttavat voitto-osuuteen, samoin kuin muista yhtiöosuuksista saatua tuloa, jota sen valtion lainsäädännön mukaan, jossa voiton jakava yhtiö asuu, kohdellaan verotuksellisesti samalla tavoin kuin osakkeista saatua tuloa.

6. Tämän artiklan 1 – 4 kappaleen määräyksiä ei sovelleta, jos sopimusvaltiossa asuva osingon saaja harjoittaa toisessa sopimusvaltiossa, jossa osingon maksava yhtiö asuu, liiketoimintaa siellä olevasta kiinteästä toimipaikasta tai harjoittaa tässä toisessa valtiossa itsenäistä ammattitoimintaa siellä olevasta kiinteästä paikasta,

ja osingon maksamisen perusteena oleva osuus tosiasiallisesti liittyy tähän kiinteään toimipaikkaan tai kiinteään paikkaan. Tässä tapauksessa sovelletaan 7 artiklan tai 14 artiklan määräyksiä.

7. Jos sopimusvaltiossa asuva yhtiö saa tuloa toisesta sopimusvaltiossa, ei tämä toinen valtio saa verottaa yhtiön maksamasta osingosta, paitsi siltä osin kuin osinko maksetaan tässä toisessa valtiossa asuvalle henkilölle tai siltä osin kuin osingon maksamisen perusteena oleva osuus tosiasiallisesti liittyy tässä toisessa valtiossa olevaan kiinteään toimipaikkaan tai kiinteään paikkaan, eikä myöskään määrätä yhtiön jakamattomasta voitosta tällaisesta voitosta suoritettavaa veroa, vaikka maksettu osinko tai jakamaton voitto kokonaan tai osaksi koostuisi tässä toisessa valtiossa kertyneestä tulosta.

11 artikla

Korko

1. Korosta, joka kertyy sopimusvaltiossa ja maksetaan toisessa sopimusvaltiossa asuvalle henkilölle, verotetaan vain tässä toisessa valtiossa.

2. Sanonnalla "korko" tarkoitetaan tässä artiklassa tuloa, joka saadaan kaikenlaisista saamisista, riippumatta siitä, onko ne turvattu kiinteistökiinnityksellä vai ei, ja liittyykö niihin oikeus osuuteen velallisen voitosta vai ei. Sanonnalla tarkoitetaan erityisesti tuloa, joka saadaan valtion antamista arvopapereista, ja tuloa, joka saadaan obligaatioista tai debentureista, siihen luettuina tällaisiin arvopapereihin, obligaatioihin tai debentureihin liittyvät agiomäärät ja voitot. Maksun viivästymisen johdosta suoritettavia sakkomaksuja ei tätä artiklaa sovellettaessa pidetä korkona.

3. Tämän artiklan 1 kappaleen määräyksiä ei sovelleta, jos sopimusvaltiossa asuva koron saaja harjoittaa toisessa sopimusvaltiossa, josta korko kertyy, liiketoimintaa siellä olevasta kiinteästä toimipaikasta tai harjoittaa tässä toisessa valtiossa itsenäistä ammattitoimintaa siellä olevasta kiinteästä paikasta, ja koron maksamisen perusteena oleva saaminen tosiasiallisesti liittyy tähän kiinteään toimipaikkaan tai kiinteään paikkaan. Tässä tapauksessa sovelletaan 7 artiklan tai 14 artiklan määräyksiä.

4. Koron katsotaan kertyvän sopimusvaltiossa, kun sen maksaa tämä valtio itse, sen valtiollinen osa tai paikallisviranomaisena tai tässä valtiossa asuva henkilö. Jos kuitenkin koron maksajalla riippumatta siitä, asuuko hän sopimusvaltiossa vai ei, on sopimusvaltiossa kiinteä toimipaikka tai kiinteä paikka, jonka yhteydessä koron maksamisen perusteena oleva velka on syntynyt, ja korko rasittaa tätä kiinteää toimipaikkaa tai kiinteää paikkaa, katsotaan koron kertyvän siitä valtiossa, jossa kiinteä toimipaikka tai kiinteä paikka on.

5. Jos koron määrä maksajan ja saajan tai heidän molempien ja muun henkilön välisen erityisen suhteen vuoksi ylittää koron maksamisen perusteena olevaan saamiseen nähden määrän, josta maksaja ja saaja olisivat sopineet, jollei tällaista suhdetta olisi, sovelletaan tämän artiklan määräyksiä vain viimeksi mainittuun määrään. Tässä tapauksessa verotetaan tämän määrän ylittävästä maksun osasta kummankin sopimusvaltion lainsäädännön mukaan, ottaen huomioon tämän sopimuksen muut määräykset.

12 artikla

Rojalti

1. Rojaltilta, joka kertyy sopimusvaltiossa ja maksetaan toisessa sopimusvaltiossa asuvalle henkilölle, voidaan verottaa tässä toisessa valtiossa.

2. Rojaltilta voidaan kuitenkin verottaa myös siinä sopimusvaltiossa, josta se kertyy, tämän valtion lainsäädännön mukaan, mutta vero ei saa olla suurempi kuin 5 prosenttia rojaltilin kokonaismäärästä.

3. Sanonnalla "rojalti" tarkoitetaan tässä artiklassa kaikkia suorituksia, jotka saadaan korvauksena kirjallisen, taiteellisen tai tieteellisen teoksen (siihen luettuina elokuvafilmi sekä televisio- tai radiolähetyksessä käytettävä filmi tai nauha) tekijänoikeuden sekä patentin, tavaramerkin, mallin tai muotin, piirustuksen, salaisen kaavan tai valmistusmenetelmän käyttämisestä tai käyttöoikeudesta tai kokemusperäisestä teollis-, kaupallis- tai tieteellisuonteisesta tiedosta.

4. Tämän artiklan 1 ja 2 kappaleen määräyksiä ei sovelleta, jos sopimusvaltiossa asuva rojaltilin saaja harjoittaa toisessa sopimusvaltiossa, josta rojaltili kertyy, liiketoimintaa siellä olevasta kiinteästä toimipaikasta tai harjoittaa tässä toisessa valtiossa itsenäistä ammattitoimintaa siellä olevasta kiinteästä paikasta, ja rojaltilin maksamisen perusteena oleva oikeus tai omaisuus tosiasiallisesti liittyy tähän kiinteään toimipaikkaan tai kiinteään paikkaan. Tässä tapauksessa sovelletaan 7 artiklan tai 14 artiklan määräyksiä.

5. Rojaltin katsotaan kertyvän sopimusvaltiosta, kun sen maksaa tämä valtio itse, sen valtiollinen osa, paikallisviranomaisen tai tässä valtiossa asuva henkilö. Jos kuitenkin rojaltin maksajalla riippumatta siitä, asuuko hän sopimusvaltiossa vai ei, on sopimusvaltiossa kiinteä toimipaikka tai kiinteä paikka, jonka yhteydessä rojaltin maksamisen perusteena oleva velvoite on syntynyt, ja rojalti rasittaa tätä kiinteää toimipaikkaa tai kiinteää paikkaa, katsotaan rojaltin kertyvän siitä valtiosta, jossa kiinteä toimipaikka tai kiinteä paikka on.

6. Jos rojaltin määrä maksajan ja saajan tai heidän molempien ja muun henkilön välisen erityisen suhteen vuoksi ylittää rojaltin maksamisen perusteena olevaan käyttöön, oikeuteen tai tietoon nähden määrän, josta maksaja ja saaja olisivat sopineet, jollei tällaista suhdetta olisi, sovelletaan tämän artiklan määräyksiä vain viimeksi mainittuun määrään. Tässä tapauksessa verotetaan tämän määrän ylittävästä maksun osasta kummankin sopimusvaltion lainsäädännön mukaan, ottaen huomioon tämän sopimuksen muut määräykset.

13 artikla

Myyntivoitto

1. Voitosta, jonka sopimusvaltiossa asuva henkilö saa 6 artiklan 2 kappaleessa tarkoitettun ja toisessa sopimusvaltiossa olevan kiinteän omaisuuden luovutuksesta, voidaan verottaa tässä toisessa valtiossa.

2. Voitosta, jonka sopimusvaltiossa asuva henkilö saa 6 artiklan 4 kappaleessa tarkoitettun osakkeen tai muun yhtiöosuuden luovutuksesta, voidaan verottaa siinä sopimusvaltiossa, jossa yhtiölle kuuluva kiinteä omaisuus on.

3. Voitosta, joka saadaan sopimusvaltiossa olevan yrityksen toisessa sopimusvaltiossa olevan kiinteän toimipaikan liikeomaisuuteen kuuluvan irtaimen omaisuuden tai sopimusvaltiossa asuvan henkilön toisessa sopimusvaltiossa itsenäistä ammatinharjoittamista varten käytettävänä olevaan kiinteään paikkaan kuuluvan irtaimen omaisuuden luovutuksesta, voidaan verottaa tässä toisessa valtiossa. Sama koskee voittoa, joka saadaan tällaisen kiinteän toimipaikan luovutuksesta (erillisenä tai koko yrityksen mukana) tai kiinteän paikan luovutuksesta.

4. Voitosta, jonka sopimusvaltiossa oleva yritys saa kansainväliseen liikenteeseen käytetyn laivan tai ilma-aluksen taikka tällaisen laivan tai ilma-aluksen käyttämiseen liittyvän irtaimen omaisuuden luovutuksesta, verotetaan vain tässä valtiossa.

5. Voitosta, joka saadaan muun kuin tämän artiklan edellä olevissa kappaleissa tarkoitettun omaisuuden luovutuksesta, verotetaan vain siinä sopimusvaltiossa, jossa luovuttaja asuu.

14 artikla

Itsenäinen ammatinharjoittaminen

1. Tulosta, jonka sopimusvaltiossa asuva henkilö saa vapaan ammatin tai muun itsenäisen toiminnan harjoittamisesta, verotetaan vain tässä valtiossa, jollei hänellä ole toisessa sopimusvaltiossa kiinteää paikkaa, joka on vakinaisesti hänen käytettävänä toiminnan harjoittamista varten. Jos hänellä on tällainen kiinteä paikka, voidaan tulosta verottaa tässä toisessa valtiossa, mutta vain niin suuresta tulon osasta, joka on luettava kiinteään paikkaan kuuluvaksi.

2. Sanonta "vapaa ammatti" käsittää erityisesti itsenäisen tieteellisen, kirjallisen ja taiteellisen toiminnan, kasvatus- ja opetustoiminnan sekä sen itsenäisen toiminnan, jota lääkäri, asianajaja, insinööri, arkkitehti, hammaslääkäri ja tilintarkastaja harjoittavat.

15 artikla

Yksityinen palvelus

1. Jollei 16, 18, 19 ja 20 artiklan määräyksistä muuta johdu, verotetaan palkasta ja muusta sellaisesta hyvityksestä, jonka sopimusvaltiossa asuva henkilö saa epäitsenäisestä työstä, vain tässä valtiossa, jollei työtä tehdä toisessa sopimusvaltiossa. Jos työ tehdään tässä toisessa valtiossa, voidaan työstä saadusta hyvityksestä verottaa siellä.

2. Tämän artiklan 1 kappaleen määräysten estämättä verotetaan hyvityksestä, jonka sopimusvaltiossa asuva henkilö saa toisessa sopimusvaltiossa tekemästään epäitsenäisestä työstä, vain ensiksi mainitussa valtiossa, jos:

- a) saaja oleskelee toisessa valtiossa yhdessä jaksossa, tai useassa jaksossa yhteensä, enintään 183 päivää kahdeksantoista kuukauden ajanjaksona, ja
- b) hyvityksen maksaa työnantaja tai se maksetaan työnantajan puolesta, joka ei asu toisessa valtiossa, sekä

c) hyvityksellä ei rasiteta kiinteää toimipaikkaa tai kiinteää paikkaa, joka työnantajalla on toisessa valtiossa.

3. Edellä tässä artiklassa olevien määräysten estämättä voidaan hyvityksestä, joka saadaan sopimusvaltiossa asuvan henkilön kansainväliseen liikenteeseen käyttämässä laivassa tai ilma-aluksessa tehdystä epäitsenäisestä työstä, verottaa tässä valtiossa.

16 artikla

Johtokunnan jäsenen palkkio

Johtokunnan jäsenen palkkiosta ja muusta sellaisesta suorituksista, jonka sopimusvaltiossa asuva henkilö saa toisessa sopimusvaltiossa asuvan yhtiön johtokunnan tai muun sellaisen toimielimen jäsenenä, voidaan verottaa tässä toisessa valtiossa.

17 artikla

Taiteilijat ja urheilijat

1. Tämän sopimuksen 7, 14 ja 15 artiklan määräysten estämättä voidaan tulosta, jonka sopimusvaltiossa asuva henkilö saa viihdetaiteilijana, kuten teatteri- tai elokuvanäyttelijänä, radio- tai televisiotaitelijana tahi muusikkona, taikka urheilijana, toisessa sopimusvaltiossa harjoittamastaan henkilökohtaisesta toiminnasta, verottaa tässä toisessa valtiossa.

2. Milloin tulo, joka saadaan viihdetaiteilijan tai urheilijan tässä ominaisuudessaan harjoittamasta henkilökohtaisesta toiminnasta, ei tule viihdetaiteilijalle tai urheilijalle itselleen, vaan toiselle henkilölle, voidaan tästä tulosta, 7, 14 ja 15 artiklan määräysten estämättä, verottaa siinä sopimusvaltiossa, jossa viihdetaiteilija tai urheilija harjoittaa toimintaansa.

18 artikla

Eläke

1. Jollei 19 artiklan 3 kappaleen määräyksistä muuta johdu, verotetaan eläkkeestä ja muusta samanluonteisesta hyvityksestä, joka maksetaan sopimusvaltiossa asuvalle henkilölle aikaisemman epäitsenäisen työn perusteella, vain tässä valtiossa.

2. Tämän artiklan 1 kappaleen määräysten estämättä, ja jollei 19 artiklan 3 kappaleen määräyksistä muuta johdu, verotetaan sopimusvaltion sosiaalivakuutusta koskevan lainsäädännön mukaan maksetusta eläkkeestä ja muusta tämän lainsäädännön mukaan tapahtuneesta suorituksista vain tässä valtiossa.

19 artikla

Julkinen palvelus

1. a) Hyvityksestä (eläkettä lukuun ottamatta), jonka sopimusvaltio, sen valtiollinen osa, julkisyhteisö tai paikallisviranomainen maksaa luonnolliselle henkilölle työstä, joka tehdään tämän valtion, sen valtiollisen osan, julkisyhteisön tai paikallisviranomaisen palveluksessa, verotetaan vain tässä valtiossa.
b) Tällaisesta hyvityksestä verotetaan kuitenkin vain toisessa sopimusvaltiossa, jos työ tehdään tässä valtiossa ja henkilö asuu tässä valtiossa ja
1) henkilö on tämän valtion kansalainen; tai
2) hänestä ei tullut tässä valtiossa asuvaa ainoastaan tämän työn tekemiseksi.
2. Tämän artiklan 1 kappaletta sovelletaan myös hyvitykseen, jonka Itävallan Suomessa olevan kaupallisen edustuston jäsen on saanut tässä ominaisuudessaan tehdystä työstä.
3. a) Eläkkeestä, jonka sopimusvaltio, sen valtiollinen osa, julkisyhteisö tai paikallisviranomainen maksaa, tai joka maksetaan niiden perustamista rahastoista, luonnolliselle henkilölle työstä, joka on tehty tämän valtion, sen valtiollisen osan, julkisyhteisön tai paikallisviranomaisen palveluksessa, verotetaan vain tässä valtiossa.
b) Tällaisesta eläkkeestä verotetaan kuitenkin vain toisessa sopimusvaltiossa, jos tämä henkilö asuu tässä valtiossa ja on tämän valtion kansalainen.
4. Tämän sopimuksen 15, 16 ja 18 artiklan määräyksiä sovelletaan hyvitykseen ja eläkkeeseen, jotka maksetaan sopimusvaltion, sen valtiollisen osan, julkisyhteisön tai paikallisviranomaisen harjoittaman liiketoiminnan yhteydessä tehdystä työstä.

20 artikla

Opiskelijat

1. Rahamääristä, jotka opiskelija tai liikealan, teollisuuden, maatalouden tai metsätalouden harjoittelija tai ammattioppilas, joka asuu tai välittömästi ennen oleskeluaan sopimusvaltiossa asui toisessa sopimusvaltiossa ja joka oleskelee ensiksi mainitussa valtiossa yksinomaan koulutuksensa tai harjoittelunsa vuoksi, saa elatustaan, koulutustaan tai harjoitteluaan varten, ei tässä valtiossa veroteta, edellyttäen, että nämä rahamäärät kertyvät tämän valtion ulkopuolella olevista lähteistä.

2. Yliopiston, korkeakoulun tai muun ylemmän oppilaitoksen opiskelijaa tai liikealan, teollisuuden, maatalouden tai metsätalouden harjoittelijaa tai ammattioppilasta, joka asuu tai välittömästi ennen oleskeluaan sopimusvaltiossa asui toisessa sopimusvaltiossa ja joka yhtäjaksoisesti oleskelee ensiksi mainitussa valtiossa enintään 183 päivää, ei veroteta tässä ensiksi mainitussa valtiossa hyvityksestä, jonka hän saa tässä valtiossa tekemästään epäitsenäisestä työstä, jos työ liittyy hänen opintoihinsa tai harjoitteluunsa tässä valtiossa ja hyvitys koostuu hänen elatustaan varten välttämättömistä ansioista.

21 artikla

Muu tulo

1. Tulosta, jonka sopimusvaltiossa asuva henkilö saa ja jota ei käsitellä tämän sopimuksen edellä olevissa artikloissa, verotetaan vain tässä valtiossa, riippumatta siitä, mistä tulo kertyy.

2. Tämän artiklan 1 kappaleen määräyksiä ei sovelleta tuloon, lukuun ottamatta 6 artiklan 2 kappaleessa tarkoitettua kiinteästä omaisuudesta saatua tuloa, jos sopimusvaltiossa asuva tulon saaja harjoittaa toisessa sopimusvaltiossa liiketoimintaa siellä olevasta kiinteästä toimipaikasta tai harjoittaa tässä toisessa valtiossa itsenäistä ammattitoimintaa siellä olevasta kiinteästä paikasta, ja tulon maksamisen perusteena oleva oikeus tai omaisuus tosiasiallisesti liittyy tähän kiinteään toimipaikkaan tai kiinteään paikkaan. Tässä tapauksessa sovelletaan 7 artiklan tai 14 artiklan määräyksiä.

22 artikla

Varallisuus

1. Varallisuudesta, joka koostuu sopimusvaltiossa asuvan henkilön omistamasta 6 artiklan 2 kappaleessa tarkoitettua ja toisessa sopimusvaltiossa olevasta kiinteästä omaisuudesta, voidaan verottaa tässä toisessa valtiossa.

2. Varallisuudesta, joka koostuu sopimusvaltiossa asuvan henkilön omistamasta 6 artiklan 4 kappaleessa tarkoitettua osakkeesta tai muusta yhtiöosuudesta, voidaan verottaa siinä sopimusvaltiossa, jossa yhtiölle kuuluva kiinteä omaisuus on.

3. Varallisuudesta, joka koostuu sopimusvaltiossa olevan yrityksen toisessa sopimusvaltiossa olevan kiinteään toimipaikan liikeomaisuuteen kuuluvasta irtaimesta omaisuudesta tai sopimusvaltiossa asuvan henkilön toisessa sopimusvaltiossa itsenäistä ammatinharjoittamista varten käytettävänä olevaan kiinteään paikkaan kuuluvasta irtaimesta omaisuudesta, voidaan verottaa tässä toisessa valtiossa.

4. Varallisuudesta, joka koostuu sopimusvaltiossa asuvan henkilön kansainväliseen liikenteeseen käyttämästä laivasta ja ilma-aluksesta sekä tällaisen laivan ja ilma-aluksen käyttämiseen liittyvästä irtaimesta omaisuudesta, verotetaan vain tässä valtiossa.

5. Muunlaisesta sopimusvaltiossa asuvan henkilön varallisuudesta verotetaan vain tässä valtiossa.

23 artikla

Kaksinkertaisen verotuksen poistaminen

1. Itävallassa kaksinkertainen verotus poistetaan seuraavasti:

- a) Milloin Itävallassa asuvalla henkilöllä on tuloa, josta tämän sopimuksen määräysten mukaan voidaan verottaa Suomessa, Itävallan on, jollei b) kohdan määräyksistä muuta johdu, vähennettävä tämän henkilön tulosta suoritettavasta verosta Suomessa tulosta maksettua veroa vastaava määrä. Vähennyksen määrä ei kuitenkaan saa olla suurempi kuin se ennen vähennyksen tekemistä lasketun tulosta suoritettavan veron osa, joka jakautuu sille tulolle, josta voidaan verottaa Suomessa.

- b) Sopimuksen 10 artiklan 3 kappaleessa tarkoitettu osinko, jonka Suomessa asuva yhtiö maksaa, on, jollei Itävallan sisäisen oikeuden vastaavista määräyksistä muuta johdu, mutta tämän oikeuden mukaan mahdollisesti poikkeavien vähimmäisosakkuusvaatimusten estämättä, vapautettu verotuksesta Itävallassa.
- c) Milloin Itävallassa asuva henkilö omistaa varallisuutta, josta tämän sopimuksen määräysten mukaan voidaan verottaa Suomessa, Itävallan on, jollei 3 kappaleen määräyksistä muuta johdu, vapautettava tämä varallisuus verosta.
2. Jollei Suomen lainsäädännöstä, joka koskee kansainvälisen kaksinkertaisen verotuksen poistamista, muuta johdu (sikäli kuin tämä lainsäädäntö ei vaikuta tässä esitettyyn yleiseen periaatteeseen), kaksinkertainen verotus poistetaan Suomessa seuraavasti:
- a) Milloin Suomessa asuva henkilö saa tuloa tai hänellä on varallisuutta, josta tämän sopimuksen määräysten mukaan voidaan verottaa Itävallassa, Suomen on, jollei b) kohdan määräyksistä muuta johdu:
- 1) vähennettävä tämän henkilön Suomen tuloverosta Itävallan lainsäädännön mukaan ja sopimuksen mukaisesti maksettua Itävallan tuloveroa vastaava määrä, laskettuna saman tulon perusteella kuin minkä perusteella Suomen vero lasketaan;
 - 2) vähennettävä tämän henkilön Suomen varallisuusverosta Itävallan lainsäädännön mukaan ja sopimuksen mukaisesti maksettua Itävallan varallisuusveroa vastaava määrä, laskettuna saman varallisuuden perusteella kuin minkä perusteella Suomen vero lasketaan.
- b) Osinko, jonka Itävallassa asuva yhtiö maksaa Suomessa asuvalle yhtiölle, vapautetaan Suomen verosta, jos saaja välittömästi hallitsee vähintään 10 prosenttia osingon maksavan yhtiön äänimäärästä.
3. Jos sopimusvaltiossa asuvan henkilön tulo tai varallisuus on sopimuksen määräysten mukaan vapautettu verosta siinä valtiossa, tämä valtio voi kuitenkin määrätessään tämän henkilön muusta tulosta tai varallisuudesta suoritettavan veron määrää ottaa lukuun sen tulon tai varallisuuden, joka on vapautettu verosta.

24 artikla

Syrjintäkielto

1. Sopimusvaltion kansalainen ei toisessa sopimusvaltiossa saa joutua sellaisen veronuksen tai siihen liittyvän velvoituksen kohteeksi, joka on muunlainen tai raskaampi kuin verotus tai siihen liittyvä velvoitus, jonka kohteeksi tämän toisen valtion kansalainen samoissa olosuhteissa joutuu tai saattaa joutua. Tämän sopimuksen 1 artiklan määräysten estämättä sovelletaan tätä määräystä myös henkilöön, joka ei asu sopimusvaltiossa tai molemmissa sopimusvaltioissa.

2. Verotus, joka kohdistuu sopimusvaltiossa olevan yrityksen toisessa sopimusvaltiossa olevaan kiinteään toimipaikkaan, ei tässä toisessa valtiossa saa olla epäedullisempi kuin verotus, joka kohdistuu tässä toisessa valtiossa olevaan samanlaista toimintaa harjoittavaan yritykseen. Tämän määräyksen ei katsota velvoittavan sopimusvaltiota myöntämään toisessa sopimusvaltiossa asuvalle henkilölle sellaista henkilökohtaista vähennystä verotuksessa, vapautusta verosta tai alennusta veroon siviilisäädyn taikka perheen huoltovelvollisuuden johdosta, joka myönnetään omassa valtiossa asuvalle henkilölle.

3. Muussa kuin sellaisessa tapauksessa, jossa 9 artiklan 1 kappaleen, 11 artiklan 5 kappaleen tai 12 artiklan 6 kappaleen määräyksiä sovelletaan, ovat korko, rojalti ja muu maksu, jotka sopimusvaltiossa oleva yritys suorittaa toisessa sopimusvaltiossa asuvalle henkilölle, vähennyskelpoisia tämän yrityksen verotettavaa tuloa määrittäessä samoin ehdoin kuin maksu ensiksi mainitussa valtiossa asuvalle henkilölle. Samoin on sopimusvaltiossa olevan yrityksen velka toisessa sopimusvaltiossa asuvalle henkilölle vähennyskelpoinen tämän yrityksen verotettavaa varallisuutta määrittäessä samoin ehdoin kuin velka ensiksi mainitussa valtiossa asuvalle henkilölle.

4. Sopimusvaltiossa oleva yritys, jonka pääoman toisessa sopimusvaltiossa asuva henkilö tai siellä asuvat henkilöt välittömästi tai välillisesti joko kokonaan tai osaksi omistavat tai josta he tällä tavoin määräävät, ei ensiksi mainitussa valtiossa saa joutua sellaisen verotuksen tai siihen liittyvän velvoituksen kohteeksi, joka on muunlainen tai raskaampi kuin verotus tai siihen liittyvä velvoitus, jonka kohteeksi ensiksi mainitussa valtiossa oleva muu samanluonteinen yritys joutuu tai saattaa joutua.

5. Tämän sopimuksen 2 artiklan estämättä sovelletaan tämän artiklan määräyksiä kaikenlaatuisiin veroihin.

25 artikla

Keskinäinen sopimusmenettely

1. Jos henkilö katsoo, että sopimusvaltion tai molempien sopimusvaltioiden toimenpiteet ovat johtaneet tai johtavat hänen osaltaan verotukseen, joka on tämän sopimuksen määräysten vastainen, hän voi saattaa asiansa sen sopimusvaltion toimivaltaisen viranomaisen käsiteltäväksi, jossa hän asuu tai, jos kysymyksessä on 24 artiklan I kappaleen soveltaminen, jonka kansalainen hän on, ilman että tämä vaikuttaa hänen oikeuteensa käyttää näiden valtioiden sisäisessä oikeusjärjestyksessä olevia oikeussuojakeinoja. Asia on saatettava käsiteltäväksi kolmen vuoden kuluessa siitä kun henkilö sai tiedon toimenpiteestä, joka on aiheuttanut sopimuksen määräysten vastaisen verotuksen.

2. Jos toimivaltainen viranomaisiin havaitsee huomautuksen perustelluksi, mutta ei itse voi saada aikaan tyydyttävää ratkaisua, viranomaisen on pyrittävä toisen sopimusvaltion toimivaltaisen viranomaisen kanssa keskinäisin sopimuksin ratkaisemaan asia siinä tarkoituksessa, että vältetään verotus, joka on sopimuksen vastainen. Siinä tapauksessa, että toimivaltaiset viranomaiset pääsevät sopimukseen, sopimusvaltiot määräävät veroa ja palauttavat sitä tai myöntävät veronhyvitystä tehdyn sopimuksen mukaisesti. Sopimus pannaan täytäntöön sopimusvaltioiden sisäisessä lainsäädännössä olevien aikarajojen estämättä.

3. Sopimusvaltioiden toimivaltaisten viranomaisten on pyrittävä keskinäisin sopimuksin ratkaisemaan sopimuksen tulkinnassa tai soveltamisessa syntyvät vaikeudet tai epätietoisuutta aiheuttavat kysymykset. Ne voivat myös neuvotella keskenään kaksinkertaisen verotuksen poistamiseksi sellaisissa tapauksissa, joita ei säännellä sopimuksessa.

4. Sopimusvaltioiden toimivaltaiset viranomaiset voivat olla välittömässä yhteydessä keskenään sopimukseen pääsemiseksi siinä merkityksessä kuin tarkoitetaan edellä olevissa kappaleissa. Jos suullisten keskustelujen katsotaan helpottavan sopimukseen pääsemistä, voidaan tällaiset keskustelut käydä toimikunnassa, johon kuuluu sopimusvaltioiden toimivaltaisten viranomaisten edustajia.

26 artikla

Tietojen vaihtaminen

1. Sopimusvaltioiden toimivaltaisten viranomaisten on vaihdettava keskenään sellaisia tietoja, jotka ovat välttämättömiä tämän sopimuksen tai sopimusvaltioiden sopimuksen piiriin kuuluvia veroja koskevan sisäisen lainsäädännön määräysten soveltamiseksi, mikäli tämän lainsäädännön perusteella tapahtuva verotus ei ole sopimuksen vastainen. Sopimuksen I artikla ei rajoita tietojen vaihtamista. Sopimusvaltion vastaanottamia tietoja on käsiteltävä salaisina samalla tavalla kuin tämän valtion sisäisen lainsäädännön perusteella saatuja tietoja ja niitä saadaan ilmaista vain henkilöille tai viranomaisille (mihin luettuina tuomioistuimet ja hallintoelimet), jotka määräävät, kantavat tai perivät sopimuksen piiriin kuuluvia veroja tai käsittelevät näitä veroja koskevia syytteitä tai valituksia. Näiden henkilöiden tai viranomaisten on käytettävä tietoja vain tällaisiin tarkoituksiin. Ne saavat ilmaista tietoja julkisessa oikeudenkäynnissä tai tuomioistuimen ratkaisuissa.

2. Tämän artiklan I kappaleen määräysten ei katsota velvoittavan sopimusvaltiota:

- a) ryhtymään hallintotoimiin, jotka poikkeavat tämän sopimusvaltion tai toisen sopimusvaltion lainsäädännöstä ja hallintokäytännöstä;
- b) antamaan tietoja, joita tämän sopimusvaltion tai toisen sopimusvaltion lainsäädännön mukaan tai säännönmukaisessa hallintomenettelyssä ei voida hankkia;
- c) antamaan tietoja, jotka paljastaisivat liikesalaisuuden taikka teollisen, kaupallisen ja ammatillisen salaisuuden tai elinkeinotoiminnassa käytetyn menettelytavan, taikka tietoja, joiden ilmaiseminen olisi vastoin yleistä järjestystä (*ordre public*).

27 artikla

Diplomaattisen edustuston ja konsuliedustuston jäsenet

Tämä sopimus ei vaikuta niihin verotuksellisiin erioikeuksiin, jotka kansainvälisen oikeuden yleisten sääntöjen tai erityisten sopimusten määräysten mukaan myönnetään diplomaattisen edustuston tai konsuliedustuston jäsenille.

28 artikla

Sopimuksen soveltaminen

Tämän sopimuksen ei katsota estävän kumpaakaan sopimusvaltiota soveltamasta sisäisen lainsäädäntönsä mukaista veron lähteellä pidättämistä koskevaa järjestelmää. Jos kuitenkin sopimuksen mukaan myönnetään vapautus verosta tai veroa alennetaan, palautetaan sopimuksessa määrättyjen rajoitusten ylittävä pidätetyn veron määrä hakemuksesta kysymyksessä olevaan huojennukseen oikeutetulle verovelvolliselle.

29 artikla

Voimaantulo

1. Sopimusvaltiot ilmoittavat diplomaattitse toisilleen, että laissa sopimuksen voimaan tulemiseksi edellytetyt toimenpiteet on suoritettu. Sopimus tulee voimaan sen kolmannen kuukauden ensimmäisenä päivänä, joka seuraa sitä kuukautta, jona myöhempi edellä tarkoitetuista ilmoituksista on tehty, ja sitä sovelletaan tämän jälkeen molemmissa sopimusvaltioissa:

- a) lähteellä pidätettävien verojen osalta, tuloon, joka saadaan sitä vuotta, jona sopimus tulee voimaan, lähinnä seuraavan kalenterivuoden tammikuun ensimmäisenä päivänä tai sen jälkeen;

b) muiden tulosta suoritettavien verojen ja varallisuudesta suoritettavien verojen osalta, veroihin, jotka määrätään sitä vuotta, jona sopimus tulee voimaan, lähinnä seuraavan kalenterivuoden tammikuun ensimmäisenä päivänä tai sen jälkeen alkavilta verovuosilta.

2. Itävallan tasavallan ja Suomen tasavallan välillä tulon ja omaisuuden kaksinkertaisen verotuksen estämiseksi Wienissä 8 päivänä lokakuuta 1963 allekirjoitettua sopimusta, sellaisena kuin se on muutettuna Wienissä 21 päivänä syyskuuta 1970 allekirjoitetulla pöytäkirjalla, (jäljempänä "vuoden 1963 sopimus") lakataan soveltamasta veroihin, joihin tätä sopimusta 1 kappaleen määräysten mukaan sovelletaan. Vuoden 1963 sopimus lakkaa olemasta voimassa sinä viimeisenä ajankohtana, jona sitä tämän kappaleen edellä olevan määräyksen mukaan sovelletaan.

3. Tämän artiklan 2 kappaleen määräysten estämättä sovelletaan kuuden vuoden aikana siitä ajankohdasta, jona vuoden 1963 sopimus lakkaa olemasta voimassa 2 kappaleen määräysten mukaan, seuraavia määräyksiä 19 artiklan 1 kappaleen määräysten asemesta:

"Palkasta, palkkiosta ja muusta samanluonteisesta hyvityksestä, jotka sopimusvaltio tai sen alueellinen yhdyskunta, Suomessa myös seurakunta, taikka muu julkisoikeudellinen oikeushenkilö välittömästi tai sitä varten perustetuista rahastoista suorittaa luonnolliselle henkilölle virkatehtävien tai työsuoritusten perusteella, verotetaan vain tässä valtiossa."

30 artikla

Päättyminen

Tämä sopimus on voimassa, kunnes jompikumpi sopimusvaltio sen irtisanoo. Kumpikin sopimusvaltio voi viiden vuoden kuluttua siitä päivästä, jona sopimus tulee voimaan, irtisanoa sopimuksen diplomaattiteitse tekemällä kirjallisen irtisanomusilmoituksen viimeistään kunkin kalenterivuoden kesäkuun kolmantenakymmenentenä päivänä. Tässä tapauksessa sopimuksen soveltaminen lakkaa molemmissa sopimusvaltioissa:

- a) lähteellä pidätettävien verojen osalta, tuloon, joka saadaan sitä vuotta, jona irtisanomusilmoitus tehdään, lähinnä seuraavan kalenterivuoden tammikuun ensimmäisenä päivänä tai sen jälkeen;
- b) muiden tulosta suoritettavien verojen ja varallisuudesta suoritettavien verojen osalta, veroihin, jotka määrätään sitä vuotta, jona irtisanomusilmoitus tehdään, lähinnä seuraavan kalenterivuoden tammikuun ensimmäisenä päivänä tai sen jälkeen alkavilta verovuosilta.

Tämän vakuudeksi ovat molempien sopimusvaltioiden täysivaltaiset edustajat, asianmukaisesti siihen valtuutettuina, allekirjoittaneet tämän sopimuksen.

Tehty Wienissä 26 päivänä heinäkuuta 2000 kahtena saksan- ja suomenkielisenä kappaleena molempien tekstien ollessa yhtä todistusvoimaiset.

Itävallan tasavallan puolesta:

G. Deiss

Suomen tasavallan puolesta:

Hillel Skurnik

[GERMAN TEXT — TEXTE ALLEMAND]

ÜBEREINKOMMEN

zwischen der Republik Österreich und der Republik Finnland zur Vermeidung der Doppelbesteuerung und zur Verhinderung der Steuerumgehung auf dem Gebiete der Steuern vom Einkommen und vom Vermögen

Die Republik Österreich und die Republik Finnland,

Von dem Wunsche geleitet, ein Übereinkommen zur Vermeidung der Doppelbesteuerung und zur Verhinderung der Steuerumgehung auf dem Gebiete der Steuern vom Einkommen und vom Vermögen abzuschließen.

Haben Folgendes vereinbart:

Artikel 1

Persönlicher Geltungsbereich

Dieses Übereinkommen gilt für Personen, die in einem Vertragsstaat oder in beiden Vertragsstaaten ansässig sind.

Artikel 2

Unter das Übereinkommen fallende Steuern

(1) Dieses Übereinkommen gilt, ohne Rücksicht auf die Art der Erhebung, für Steuern vom Einkommen und vom Vermögen, die für Rechnung eines Vertragsstaats oder seiner Gebietskörperschaften erhoben werden.

(2) Als Steuern vom Einkommen und vom Vermögen gelten alle Steuern, die vom Gesamteinkommen, vom Gesamtvermögen oder von Teilen des Einkommens oder des Vermögens erhoben werden, einschließlich der Steuern vom Gewinn aus der Veräußerung beweglichen oder unbeweglichen Vermögens, der Lohnsummensteuern sowie der Steuern vom Vermögenszuwachs.

(3) Zu den bestehenden Steuern, für die das Übereinkommen gilt, gehören

a) in Österreich:

- i) die Einkommensteuer;
- ii) die Körperschaftsteuer;
- iii) die Grundsteuer;
- iv) die Abgabe von land- und forstwirtschaftlichen Betrieben und
- v) die Abgabe vom Bodenwert bei unbebauten Grundstücken;
(im Folgenden „österreichische Steuer“ genannt);

b) in Finnland:

- i) die staatlichen Einkommensteuern (valtion tuloverot; de statliga inkomstskatterna);
- ii) die Körperschaftsteuer (yhteisöjen tulovero; inkomstskatten för samfund);
- iii) die Gemeindesteuer (kunnallisvero; kommunalskatten);
- iv) die Kirchensteuer (kirkollisvero; kyrkoskatten);
- v) die im Abzugsweg an der Quelle einbehaltene Steuer auf Zinsen (korkotulon lähdevero; källskatten på ränteinkomst);
- vi) die im Abzugsweg an der Quelle einbehaltene Steuer vom Einkommen Nichtansässiger (rajoitetusti verovelvollisen lähdevero; källskatten för begränsat skattskyldig) und
- vii) die staatliche Vermögensteuer (valtion varallisuusvero; den statliga förmögenhetsskatten);
(im Folgenden „finnische Steuer“ genannt).

(4) Das Übereinkommen gilt auch für alle Steuern gleicher oder im Wesentlichen ähnlicher Art, die nach der Unterzeichnung des Übereinkommens neben den bestehenden Steuern oder an deren Stelle erhoben werden. Die zuständigen Behörden der Vertragsstaaten teilen einander die in ihren Steuergesetzen eingetretenen wesentlichen Änderungen mit.

Artikel 3

Allgemeine Begriffsbestimmungen

- (1) Im Sinne dieses Übereinkommens, wenn der Zusammenhang nichts anderes erfordert,
- a) umfasst der Ausdruck „Person“ natürliche Personen, Gesellschaften und alle anderen Personenvereinigungen;
 - b) bedeutet der Ausdruck „Gesellschaft“ juristische Personen oder Rechtsträger, die für die Besteuerung wie juristische Personen behandelt werden;
 - c) bedeuten die Ausdrücke „Unternehmen eines Vertragsstaats“ und „Unternehmen des anderen Vertragsstaats“, je nachdem, ein Unternehmen, das von einer in einem Vertragsstaat ansässigen Person betrieben wird, oder ein Unternehmen, das von einer im anderen Vertragsstaat ansässigen Person betrieben wird;
 - d) bedeutet der Ausdruck „Staatsangehörige“ natürliche Personen, die die Staatsangehörigkeit eines Vertragsstaats besitzen und juristische Personen, Personengesellschaften und andere Personenvereinigungen, die nach dem in einem Vertragsstaat geltenden Recht errichtet worden sind;
 - e) bedeutet der Ausdruck „internationaler Verkehr“ jede Beförderung mit einem Seeschiff oder Luftfahrzeug, das von einem Unternehmen eines Vertragsstaats betrieben wird, es sei denn, das Seeschiff oder Luftfahrzeug wird ausschließlich zwischen Orten im anderen Vertragsstaat betrieben;
 - f) bedeutet der Ausdruck „zuständige Behörde“
 - i) in Österreich den Bundesminister für Finanzen oder dessen bevollmächtigten Vertreter;
 - ii) in Finnland das Finanzministerium, dessen bevollmächtigten Vertreter oder die vom Finanzministerium als zuständige Behörde bezeichnete Behörde.
- (2) Bei der Anwendung des Übereinkommens durch einen Vertragsstaat hat, wenn der Zusammenhang nichts anderes erfordert, jeder im Übereinkommen nicht definierte Ausdruck die Bedeutung, die ihm nach dem Recht dieses Staates über die Steuern zukommt, für die das Übereinkommen gilt.

Artikel 4

Ansässige Person

- (1) Im Sinne dieses Übereinkommens bedeutet der Ausdruck „eine in einem Vertragsstaat ansässige Person“ eine Person, die nach dem Recht dieses Staates dort auf Grund ihres Wohnsitzes, ihres ständigen Aufenthalts, des Ortes ihrer Geschäftsleitung oder eines anderen ähnlichen Merkmals steuerpflichtig ist. Der Ausdruck umfasst jedoch nicht eine Person, die in diesem Staat nur mit Einkünften aus Quellen in diesem Staat oder mit in diesem Staat gelegenen Vermögen steuerpflichtig ist.
- (2) Ist nach Absatz 1 eine natürliche Person in beiden Vertragsstaaten ansässig, so gilt Folgendes:
- a) Die Person gilt als in dem Staat ansässig, in dem sie über eine ständige Wohnstätte verfügt: verfügt sie in beiden Staaten über eine ständige Wohnstätte, so gilt sie als in dem Staat ansässig, zu dem sie die engeren persönlichen und wirtschaftlichen Beziehungen hat (Mittelpunkt der Lebensinteressen);
 - b) kann nicht bestimmt werden, in welchem Staat die Person den Mittelpunkt ihrer Lebensinteressen hat, oder verfügt sie in keinem der Staaten über eine ständige Wohnstätte, so gilt sie als in dem Staat ansässig, in dem sie ihren gewöhnlichen Aufenthalt hat;
 - c) hat die Person ihren gewöhnlichen Aufenthalt in beiden Staaten oder in keinem der Staaten, so gilt sie als in dem Staat ansässig, dessen Staatsangehöriger sie ist;
 - d) ist die Person Staatsangehöriger beider Staaten oder keines der Staaten, so werden sich die zuständigen Behörden der Vertragsstaaten bemühen, die Frage in gegenseitigem Einvernehmen zu regeln.
- (3) Ist nach Absatz 1 eine andere als eine natürliche Person in beiden Vertragsstaaten ansässig, so werden sich die zuständigen Behörden der Vertragsstaaten bemühen, die Frage in gegenseitigem Einvernehmen zu regeln.

Artikel 5

Betriebstätte

- (1) Im Sinne dieses Übereinkommens bedeutet der Ausdruck „Betriebstätte“ eine feste Geschäftseinrichtung, durch die die Tätigkeit eines Unternehmens ganz oder teilweise ausgeübt wird.

- (2) Der Ausdruck „Betriebsstätte“ umfasst insbesondere:
- a) einen Ort der Leitung,
 - b) eine Zweigniederlassung,
 - c) eine Geschäftsstelle,
 - d) eine Fabrikationsstätte,
 - e) eine Werkstätte und
 - f) ein Bergwerk, ein Öl- oder Gasvorkommen, einen Steinbruch oder eine andere Stätte der Ausbeutung von Bodenschätzen.
- (3) Eine Bauausführung oder Montage ist nur dann eine Betriebsstätte, wenn ihre Dauer zwölf Monate überschreitet.
- (4) Ungeachtet der vorstehenden Bestimmungen dieses Artikels gelten nicht als Betriebsstätten:
- a) Einrichtungen, die ausschließlich zur Lagerung, Ausstellung oder Auslieferung von Gütern oder Waren des Unternehmens benutzt werden;
 - b) Bestände von Gütern oder Waren des Unternehmens, die ausschließlich zur Lagerung, Ausstellung oder Auslieferung unterhalten werden;
 - c) Bestände von Gütern oder Waren des Unternehmens, die ausschließlich zu dem Zweck unterhalten werden, durch ein anderes Unternehmen bearbeitet oder verarbeitet zu werden;
 - d) eine feste Geschäftseinrichtung, die ausschließlich zu dem Zweck unterhalten wird, für das Unternehmen Güter oder Waren einzukaufen oder Informationen zu beschaffen;
 - e) eine feste Geschäftseinrichtung, die ausschließlich zu dem Zweck unterhalten wird, für das Unternehmen andere Tätigkeiten auszuüben, die vorbereitender Art sind oder eine Hilfstätigkeit darstellen;
 - f) eine feste Geschäftseinrichtung, die ausschließlich zu dem Zweck unterhalten wird, mehrere der unter lit. a bis e genannten Tätigkeiten auszuüben, vorausgesetzt, dass die sich daraus ergebende Gesamttätigkeit der festen Geschäftseinrichtung vorbereitender Art ist oder eine Hilfstätigkeit darstellt.
- (5) Ist eine Person – mit Ausnahme eines unabhängigen Vertreters im Sinne des Absatzes 6 – für ein Unternehmen tätig und besitzt sie in einem Vertragsstaat die Vollmacht, im Namen des Unternehmens Verträge abzuschließen, und übt sie die Vollmacht dort gewöhnlich aus, so wird das Unternehmen ungeachtet der Absätze 1 und 2 so behandelt, als habe es in diesem Staat für alle von der Person für das Unternehmen ausgeübten Tätigkeiten eine Betriebsstätte, es sei denn, diese Tätigkeiten beschränken sich auf die in Absatz 4 genannten Tätigkeiten, die, würden sie durch eine feste Geschäftseinrichtung ausgeübt, diese Einrichtung nach dem genannten Absatz nicht zu einer Betriebsstätte machen.
- (6) Ein Unternehmen wird nicht schon deshalb so behandelt, als habe es eine Betriebsstätte in einem Vertragsstaat, weil es dort seine Tätigkeit durch einen Makler, Kommissionär oder einen anderen unabhängigen Vertreter ausübt, sofern diese Personen im Rahmen ihrer ordentlichen Geschäftstätigkeit handeln.
- (7) Allein dadurch, dass eine in einem Vertragsstaat ansässige Gesellschaft eine Gesellschaft beherrscht oder von einer Gesellschaft beherrscht wird, die im anderen Vertragsstaat ansässig ist oder dort (entweder durch eine Betriebsstätte oder auf andere Weise) ihre Tätigkeit ausübt, wird keine der beiden Gesellschaften zur Betriebsstätte der anderen.

Artikel 6

Einkünfte aus unbeweglichem Vermögen

- (1) Einkünfte, die eine in einem Vertragsstaat ansässige Person aus unbeweglichem Vermögen (einschließlich der Einkünfte aus land- und forstwirtschaftlichen Betrieben) bezieht, das im anderen Vertragsstaat liegt, dürfen im anderen Staat besteuert werden.
- (2) a) Der Ausdruck „unbewegliches Vermögen“ hat, vorbehaltlich der Unterabsätze b) und c) die Bedeutung, die ihm nach dem Recht des Vertragsstaats zukommt, in dem das Vermögen liegt.

b) Der Ausdruck „unbewegliches Vermögen“ umfasst in jedem Fall das Zubehör zum unbeweglichen Vermögen, das lebende und tote Inventar land- und forstwirtschaftlicher Betriebe, die Rechte, für die die Vorschriften des Privatrechts über Grundstücke gelten, Nutzungsrechte an unbeweglichem Vermögen sowie Rechte auf veränderliche oder feste Vergütungen für die Ausbeutung oder das Recht auf Ausbeutung von Mineralvorkommen, Quellen und anderen Bodenschätzen.

c) Schiffe und Luftfahrzeuge gelten nicht als unbewegliches Vermögen.

(3) Absatz 1 gilt für Einkünfte aus der unmittelbaren Nutzung, der Vermietung oder Verpachtung sowie jeder anderen Art der Nutzung unbeweglichen Vermögens.

(4) Berechtigt das Eigentum an Aktien oder anderen Gesellschaftsanteilen den Eigentümer solcher Aktien oder Gesellschaftsanteile zur Nutzung unbeweglichen Vermögens der Gesellschaft, so dürfen Einkünfte aus der unmittelbaren Nutzung, der Vermietung oder Verpachtung sowie jeder anderen Art des Gebrauchs solcher Nutzungsrechte in dem Vertragsstaat besteuert werden, in dem das unbewegliche Vermögen liegt.

(5) Die Absätze 1 und 3 gelten auch für Einkünfte aus unbeweglichem Vermögen eines Unternehmens und für Einkünfte aus unbeweglichem Vermögen, das der Ausübung einer selbstständigen Arbeit dient.

Artikel 7

Unternehmensgewinne

(1) Gewinne eines Unternehmens eines Vertragsstaats dürfen nur in diesem Staat besteuert werden, es sei denn, das Unternehmen übt seine Tätigkeit im anderen Vertragsstaat durch eine dort gelegene Betriebsstätte aus. Übt das Unternehmen seine Tätigkeit auf diese Weise aus, so dürfen die Gewinne des Unternehmens im anderen Staat besteuert werden, jedoch nur insoweit, als sie dieser Betriebsstätte zugerechnet werden können.

(2) Übt ein Unternehmen eines Vertragsstaats seine Tätigkeit im anderen Vertragsstaat durch eine dort gelegene Betriebsstätte aus, so werden vorbehaltlich des Absatzes 3 in jedem Vertragsstaat dieser Betriebsstätte die Gewinne zugerechnet, die sie hätte erzielen können, wenn sie eine gleiche oder ähnliche Tätigkeit unter gleichen oder ähnlichen Bedingungen als selbstständiges Unternehmen ausgeübt hätte und im Verkehr mit dem Unternehmen, dessen Betriebsstätte sie ist, völlig unabhängig gewesen wäre.

(3) Bei der Ermittlung der Gewinne einer Betriebsstätte werden die für diese Betriebsstätte entstandenen Aufwendungen, einschließlich der Geschäftsführungs- und allgemeinen Verwaltungskosten, zum Abzug zugelassen, gleichgültig, ob sie in dem Staat, in dem die Betriebsstätte liegt, oder anderswo entstanden sind.

(4) Auf Grund des bloßen Einkaufs von Gütern oder Waren für das Unternehmen wird einer Betriebsstätte kein Gewinn zugerechnet.

(5) Gehören zu den Gewinnen Einkünfte, die in anderen Artikeln dieses Übereinkommens behandelt werden, so werden die Bestimmungen jener Artikel durch die Bestimmungen dieses Artikels nicht berührt.

(6) Der in diesem Artikel verwendete Ausdruck „Gewinne“ umfasst auch Gewinne eines Gesellschafters aus seiner Beteiligung an einer Personengesellschaft und im Fall Österreichs auch aus der Beteiligung an einer stillen Gesellschaft des österreichischen Rechts.

Artikel 8

Seeschifffahrt und Luftfahrt

(1) Gewinne eines Unternehmens eines Vertragsstaats aus dem Betrieb von Seeschiffen oder Luftfahrzeugen im internationalen Verkehr dürfen nur in diesem Vertragsstaat besteuert werden.

(2) Absatz 1 gilt auch für Gewinne aus der Beteiligung an einem Pool, einer Betriebsgemeinschaft oder einer internationalen Betriebsstelle.

Artikel 9

Verbundene Unternehmen

(1) Wenn

a) ein Unternehmen eines Vertragsstaats unmittelbar oder mittelbar an der Geschäftsleitung, der Kontrolle oder dem Kapital eines Unternehmens des anderen Vertragsstaats beteiligt ist oder

b) dieselben Personen unmittelbar oder mittelbar an der Geschäftsleitung, der Kontrolle oder dem Kapital eines Unternehmens eines Vertragsstaats und eines Unternehmens des anderen Vertragsstaats beteiligt sind

und in diesen Fällen die beiden Unternehmen in ihren kaufmännischen oder finanziellen Beziehungen an vereinbarte oder auferlegte Bedingungen gebunden sind, die von denen abweichen, die unabhängige Unternehmen miteinander vereinbaren würden, so dürfen die Gewinne, die eines der Unternehmen ohne diese Bedingungen erzielt hätte, wegen dieser Bedingungen aber nicht erzielt hat, den Gewinnen dieses Unternehmens zugerechnet und entsprechend besteuert werden.

(2) Werden in einem Vertragsstaat den Gewinnen eines Unternehmens dieses Staates Gewinne zugerechnet – und entsprechend besteuert –, mit denen ein Unternehmen des anderen Vertragsstaats in diesem Staat besteuert worden ist, und handelt es sich bei den zugerechneten Gewinnen nach Auffassung des erstgenannten Staates um solche, die das Unternehmen des erstgenannten Staates erzielt hätte, wenn die zwischen den beiden Unternehmen vereinbarten Bedingungen die gleichen gewesen wären, die unabhängige Unternehmen miteinander vereinbaren würden, so nimmt der andere Staat eine entsprechende Änderung der dort von diesen Gewinnen erhobenen Steuer vor, wenn dieser andere Staat die Änderung für gerechtfertigt erachtet. Bei dieser Änderung sind die übrigen Bestimmungen dieses Übereinkommens zu berücksichtigen; erforderlichenfalls werden die zuständigen Behörden der Vertragsstaaten einander konsultieren.

Artikel 10

Dividenden

(1) Dividenden, die eine in einem Vertragsstaat ansässige Gesellschaft an eine im anderen Vertragsstaat ansässige Person zahlt, dürfen im anderen Staat besteuert werden.

(2) Diese Dividenden dürfen jedoch auch in dem Vertragsstaat, in dem die die Dividenden zahlende Gesellschaft ansässig ist, nach dem Recht dieses Staates besteuert werden; die Steuer darf aber 10 vom Hundert des Bruttobetrags der Dividenden nicht übersteigen.

(3) Ist der Empfänger der Dividenden eine in einem Vertragsstaat ansässige Gesellschaft, die unmittelbar über mindestens 10 vom Hundert der Stimmrechte der die Dividenden zahlenden Gesellschaft verfügt, dürfen ungeachtet des Absatzes 2 diese Dividenden in dem anderen Vertragsstaat nicht besteuert werden.

(4) Ist die die Dividenden zahlende Gesellschaft in Finnland ansässig, gilt die folgende Bestimmung dieses Absatzes an Stelle der Absätze 2 und 3, solange eine in Finnland ansässige natürliche Person in Bezug auf Dividenden, die von einer in Finnland ansässigen Gesellschaft gezahlt werden, einen Anspruch auf Steuergutschrift hat:

Dividenden, die eine in Finnland ansässige Gesellschaft an eine in Österreich ansässige Person zahlt, werden von der finnischen Steuer auf Dividenden befreit.

(5) Der in diesem Artikel verwendete Ausdruck „Dividenden“ bedeutet Einkünfte aus Aktien oder anderen Rechten – ausgenommen Forderungen – mit Gewinnbeteiligung sowie aus sonstigen Gesellschaftsanteilen stammende Einkünfte, die nach dem Recht des Staates, in dem die ausschüttende Gesellschaft ansässig ist, den Einkünften aus Aktien steuerlich gleichgestellt sind.

(6) Die Absätze 1 bis 4 sind nicht anzuwenden, wenn der in einem Vertragsstaat ansässige Empfänger im anderen Vertragsstaat, in dem die die Dividenden zahlende Gesellschaft ansässig ist, eine gewerbliche Tätigkeit durch eine dort gelegene Betriebsstätte oder eine selbstständige Arbeit durch eine dort gelegene feste Einrichtung ausübt und die Beteiligung, für die die Dividenden gezahlt werden, tatsächlich zu dieser Betriebsstätte oder festen Einrichtung gehört. In diesem Fall ist Artikel 7 beziehungsweise Artikel 14 anzuwenden.

(7) Bezieht eine in einem Vertragsstaat ansässige Gesellschaft Gewinne oder Einkünfte aus dem anderen Vertragsstaat, so darf dieser andere Staat weder die von der Gesellschaft gezahlten Dividenden besteuern, es sei denn, dass diese Dividenden an eine im anderen Staat ansässige Person gezahlt werden oder dass die Beteiligung, für die die Dividenden gezahlt werden, tatsächlich zu einer im anderen Staat gelegenen Betriebsstätte oder festen Einrichtung gehört, noch Gewinne der Gesellschaft einer Steuer für

nichtausgeschüttete Gewinne unterwerfen, selbst wenn die gezahlten Dividenden oder die nichtausgeschütteten Gewinne ganz oder teilweise aus im anderen Staat erzielten Gewinnen oder Einkünften bestehen.

Artikel 11

Zinsen

(1) Zinsen, die aus einem Vertragsstaat stammen und an eine im anderen Vertragsstaat ansässige Person gezahlt werden, dürfen nur im anderen Staat besteuert werden.

(2) Der in diesem Artikel verwendete Ausdruck „Zinsen“ bedeutet Einkünfte aus Forderungen jeder Art, auch wenn die Forderungen durch Pfandrechte an Grundstücken gesichert oder mit einer Beteiligung am Gewinn des Schuldners ausgestattet sind, und insbesondere Einkünfte aus öffentlichen Anleihen und aus Obligationen einschließlich der damit verbundenen Aufgelder und der Gewinne aus Losanleihen. Zuschläge für verspätete Zahlung gelten nicht als Zinsen im Sinne dieses Artikels.

(3) Absatz 1 ist nicht anzuwenden, wenn der in einem Vertragsstaat ansässige Empfänger im anderen Vertragsstaat, aus dem die Zinsen stammen, eine gewerbliche Tätigkeit durch eine dort gelegene Betriebsstätte oder eine selbstständige Arbeit durch eine dort gelegene feste Einrichtung ausübt und die Forderung, für die die Zinsen gezahlt werden, tatsächlich zu dieser Betriebsstätte oder festen Einrichtung gehört. In diesem Fall ist Artikel 7 beziehungsweise Artikel 14 anzuwenden.

(4) Zinsen gelten dann als aus einem Vertragsstaat stammend, wenn der Schuldner dieser Staat selbst, eine seiner Gebietskörperschaften oder eine in diesem Staat ansässige Person ist. Hat aber der Schuldner der Zinsen, ohne Rücksicht darauf, ob er in einem Vertragsstaat ansässig ist oder nicht, in einem Vertragsstaat eine Betriebsstätte oder eine feste Einrichtung und ist die Schuld, für die die Zinsen gezahlt werden, für Zwecke der Betriebsstätte oder der festen Einrichtung eingegangen worden und trägt die Betriebsstätte oder die feste Einrichtung die Zinsen, so gelten die Zinsen als aus dem Staat stammend, in dem die Betriebsstätte oder die feste Einrichtung liegt.

(5) Bestehen zwischen dem Schuldner und dem Empfänger oder zwischen jedem von ihnen und einem Dritten besondere Beziehungen und übersteigen deshalb die Zinsen, gemessen an der zu Grunde liegenden Forderung, den Betrag, den Schuldner und Empfänger ohne diese Beziehungen vereinbart hätten, so wird dieser Artikel nur auf den letzteren Betrag angewendet. In diesem Fall kann der übersteigende Betrag nach dem Recht eines jeden Vertragsstaats und unter Berücksichtigung der anderen Bestimmungen dieses Übereinkommens besteuert werden.

Artikel 12

Lizenzgebühren

(1) Lizenzgebühren, die aus einem Vertragsstaat stammen und an eine im anderen Vertragsstaat ansässige Person gezahlt werden, dürfen im anderen Staat besteuert werden.

(2) Diese Lizenzgebühren dürfen jedoch auch in dem Vertragsstaat, aus dem sie stammen, nach dem Recht dieses Staates besteuert werden; die Steuer darf aber 5 vom Hundert des Bruttobetrags der Lizenzgebühren nicht übersteigen.

(3) Der in diesem Artikel verwendete Ausdruck „Lizenzgebühren“ bedeutet Vergütungen jeder Art, die für die Benutzung oder für das Recht auf Benutzung von Urheberrechten an literarischen, künstlerischen oder wissenschaftlichen Werken, einschließlich kinematografischer Filme und Filme oder Bänder für Fernseh- oder Rundfunksendungen, von Patenten, Marken, Mustern oder Modellen, Plänen, geheimen Formeln oder Verfahren oder für die Mitteilung gewerblicher, kaufmännischer oder wissenschaftlicher Erfahrungen gezahlt werden.

(4) Die Absätze 1 und 2 sind nicht anzuwenden, wenn der in einem Vertragsstaat ansässige Empfänger im anderen Vertragsstaat, aus dem die Lizenzgebühren stammen, eine gewerbliche Tätigkeit durch eine dort gelegene Betriebsstätte oder eine selbstständige Arbeit durch eine dort gelegene feste Einrichtung ausübt und die Rechte oder Vermögenswerte, für die die Lizenzgebühren gezahlt werden, tatsächlich zu dieser Betriebsstätte oder festen Einrichtung gehören. In diesem Fall ist Artikel 7 beziehungsweise Artikel 14 anzuwenden.

(5) Lizenzgebühren gelten dann als aus einem Vertragsstaat stammend, wenn der Schuldner dieser Staat selbst, eine seiner Gebietskörperschaften oder eine in diesem Staat ansässige Person ist. Hat aber der

Schuldner der Lizenzgebühren, ohne Rücksicht darauf, ob er in einem Vertragsstaat ansässig ist oder nicht, in einem Vertragsstaat eine Betriebsstätte oder eine feste Einrichtung und ist die Verpflichtung zur Zahlung der Lizenzgebühren für Zwecke der Betriebsstätte oder der festen Einrichtung eingegangen worden und trägt die Betriebsstätte oder die feste Einrichtung die Lizenzgebühren, so gelten die Lizenzgebühren als aus dem Staat stammend, in dem die Betriebsstätte oder die feste Einrichtung liegt.

(6) Bestehen zwischen dem Schuldner und dem Empfänger oder zwischen jedem von ihnen und einem Dritten besondere Beziehungen und übersteigen deshalb die Lizenzgebühren, gemessen an der zu Grunde liegenden Leistung, den Betrag, den Schuldner und Nutzungsberechtigter ohne diese Beziehungen vereinbart hätten, so wird dieser Artikel nur auf den letzteren Betrag angewendet. In diesem Fall kann der übersteigende Betrag nach dem Recht eines jeden Vertragsstaats und unter Berücksichtigung der anderen Bestimmungen dieses Übereinkommens besteuert werden.

Artikel 13

Gewinne aus der Veräußerung von Vermögen

(1) Gewinne, die eine in einem Vertragsstaat ansässige Person aus der Veräußerung unbeweglichen Vermögens im Sinne des Artikels 6 Absatz 2 bezieht, das im anderen Vertragsstaat liegt, dürfen im anderen Staat besteuert werden.

(2) Gewinne, die eine in einem Vertragsstaat ansässige Person aus der Veräußerung von Aktien oder anderen Gesellschaftsanteilen im Sinne des Artikels 6 Absatz 4 bezieht, dürfen in dem Vertragsstaat besteuert werden, in dem das unbewegliche Vermögen der Gesellschaft liegt.

(3) Gewinne aus der Veräußerung beweglichen Vermögens, das Betriebsvermögen einer Betriebsstätte ist, die ein Unternehmen eines Vertragsstaats im anderen Vertragsstaat hat, oder das zu einer festen Einrichtung gehört, die einer in einem Vertragsstaat ansässigen Person für die Ausübung einer selbstständigen Arbeit im anderen Vertragsstaat zur Verfügung steht, einschließlich derartiger Gewinne, die bei der Veräußerung einer solchen Betriebsstätte (allein oder mit dem übrigen Unternehmen) oder einer solchen festen Einrichtung erzielt werden, dürfen im anderen Staat besteuert werden.

(4) Gewinne, die ein Unternehmen eines Vertragsstaats aus der Veräußerung von Seeschiffen oder Luftfahrzeugen, die im internationalen Verkehr betrieben werden, und von beweglichem Vermögen, das dem Betrieb dieser Schiffe oder Luftfahrzeuge dient, bezieht, dürfen nur in diesem Staat besteuert werden.

(5) Gewinne aus der Veräußerung des in den vorstehenden Absätzen dieses Artikels genannten Vermögens dürfen nur in dem Vertragsstaat besteuert werden, in dem der Veräußerer ansässig ist.

Artikel 14

Selbstständige Arbeit

(1) Einkünfte, die eine in einem Vertragsstaat ansässige Person aus einem freien Beruf oder aus sonstiger selbstständiger Tätigkeit bezieht, dürfen nur in diesem Staat besteuert werden, es sei denn, dass der Person im anderen Vertragsstaat für die Ausübung ihrer Tätigkeit gewöhnlich eine feste Einrichtung zur Verfügung steht. Steht ihr eine solche feste Einrichtung zur Verfügung, so dürfen die Einkünfte im anderen Staat besteuert werden, jedoch nur insoweit, als sie dieser festen Einrichtung zugerechnet werden können.

(2) Der Ausdruck „freier Beruf“ umfasst insbesondere die selbstständig ausgeübte wissenschaftliche, literarische, künstlerische, erzieherische oder unterrichtende Tätigkeit sowie die selbstständige Tätigkeit der Ärzte, Rechtsanwälte, Ingenieure, Architekten, Zahnärzte und Buchsachverständigen.

Artikel 15

Unselbstständige Arbeit

(1) Vorbehaltlich der Artikel 16, 18, 19 und 20 dürfen Gehälter, Löhne und ähnliche Vergütungen, die eine in einem Vertragsstaat ansässige Person aus unselbstständiger Arbeit bezieht, nur in diesem Staat besteuert werden, es sei denn, die Arbeit wird im anderen Vertragsstaat ausgeübt. Wird die Arbeit dort ausgeübt, so dürfen die dafür bezogenen Vergütungen im anderen Staat besteuert werden.

(2) Ungeachtet des Absatzes 1 dürfen Vergütungen, die eine in einem Vertragsstaat ansässige Person für eine im anderen Vertragsstaat ausgeübte unselbstständige Arbeit bezieht, nur im erstgenannten Staat besteuert werden, wenn

- a) der Empfänger sich im anderen Staat insgesamt nicht länger als 183 Tage während eines Zeitraumes von zwölf Monaten aufhält und
- b) die Vergütungen von einem Arbeitgeber oder für einen Arbeitgeber gezahlt werden, der nicht im anderen Staat ansässig ist, und
- c) die Vergütungen nicht von einer Betriebsstätte oder einer festen Einrichtung getragen werden, die der Arbeitgeber im anderen Staat hat.

(3) Ungeachtet der vorstehenden Bestimmungen dieses Artikels dürfen Vergütungen für unselbstständige Arbeit, die an Bord eines Seeschiffes oder Luftfahrzeuges, das im internationalen Verkehr von einer in einem Vertragsstaat ansässigen Person betrieben wird, ausgeübt wird, in diesem Staat besteuert werden.

Artikel 16

Aufsichtsrats- und Verwaltungsratsvergütungen

Aufsichtsrats- oder Verwaltungsratsvergütungen und ähnliche Zahlungen, die eine in einem Vertragsstaat ansässige Person in ihrer Eigenschaft als Mitglied des Aufsichts- oder Verwaltungsrats oder eines ähnlichen Organs einer Gesellschaft bezieht, die im anderen Vertragsstaat ansässig ist, dürfen im anderen Staat besteuert werden.

Artikel 17

Künstler und Sportler

(1) Ungeachtet der Artikel 7, 14 und 15 dürfen Einkünfte, die eine in einem Vertragsstaat ansässige Person als Künstler, wie Bühnen-, Film-, Rundfunk- und Fernsehkünstler sowie Musiker, oder als Sportler aus ihrer im anderen Vertragsstaat persönlich ausgeübten Tätigkeit bezieht, im anderen Staat besteuert werden.

(2) Fließen Einkünfte aus einer von einem Künstler oder Sportler in dieser Eigenschaft persönlich ausgeübten Tätigkeit nicht dem Künstler oder Sportler selbst, sondern einer anderen Person zu, so dürfen diese Einkünfte ungeachtet der Artikel 7, 14 und 15 in dem Vertragsstaat besteuert werden, in dem der Künstler oder Sportler seine Tätigkeit ausübt.

Artikel 18

Ruhegehälter

(1) Vorbehaltlich des Artikels 19 Absatz 3 dürfen Ruhegehälter und ähnliche Vergütungen, die einer in einem Vertragsstaat ansässigen Person für frühere unselbstständige Arbeit gezahlt werden, nur in diesem Staat besteuert werden.

(2) Ungeachtet des Absatzes 1 und vorbehaltlich des Artikels 19 Absatz 3 dürfen Ruhegehälter und sonstige Zahlungen, die auf Grund der Sozialversicherungsgesetzgebung eines Vertragsstaats gezahlt werden, nur in diesem Staat besteuert werden.

Artikel 19

Öffentlicher Dienst

(1) a) Vergütungen, ausgenommen Ruhegehälter, die von einem Vertragsstaat oder einer seiner Gebietskörperschaften oder Körperschaften öffentlichen Rechts an eine natürliche Person für die diesem Staat oder der Gebietskörperschaft oder Körperschaft öffentlichen Rechts geleisteten Dienste gezahlt werden, dürfen nur in diesem Staat besteuert werden.

- b) Diese Vergütungen dürfen jedoch nur im anderen Vertragsstaat besteuert werden, wenn die Dienste in diesem Staat geleistet werden und die natürliche Person in diesem Staat ansässig ist und
 - i) ein Staatsangehöriger dieses Staates ist oder
 - ii) nicht ausschließlich deshalb in diesem Staat ansässig geworden ist, um die Dienste zu leisten.

(2) Absatz 1 gilt auch für Vergütungen, die den Mitgliedern der österreichischen Außenhandelsstelle in Finnland für die in dieser Eigenschaft erbrachten Dienste gezahlt werden.

(3) a) Ruhegehälter, die von einem Vertragsstaat oder einer seiner Gebietskörperschaften oder Körperschaften öffentlichen Rechts oder aus einem von diesem Staat oder der Gebietskörperschaft oder der Körperschaft öffentlichen Rechts errichteten Sondervermögen an eine natürliche Person für die diesem Staat oder der Gebietskörperschaft oder Körperschaft öffentlichen Rechts geleisteten Dienste gezahlt werden, dürfen nur in diesem Staat besteuert werden.

b) Diese Ruhegehälter dürfen jedoch nur im anderen Vertragsstaat besteuert werden, wenn die natürliche Person in diesem Staat ansässig ist und ein Staatsangehöriger dieses Staates ist.

(4) Auf Vergütungen und Ruhegehälter für Dienstleistungen, die im Zusammenhang mit einer gewerblichen Tätigkeit eines Vertragsstaats oder einer seiner Gebietskörperschaften oder Körperschaften öffentlichen Rechts erbracht werden, sind die Artikel 15, 16 und 18 anzuwenden.

Artikel 20

Studenten

(1) Zahlungen, die ein Student, kaufmännischer, technischer oder land- und forstwirtschaftlicher Praktikant oder Lehrling, der sich in einem Vertragsstaat ausschließlich zum Studium oder zur Ausbildung aufhält und der im anderen Vertragsstaat ansässig ist oder dort unmittelbar vor der Einreise in den erstgenannten Staat ansässig war, für seinen Unterhalt, sein Studium oder seine Ausbildung erhält, dürfen im erstgenannten Staat nicht besteuert werden, sofern diese Zahlungen aus Quellen außerhalb dieses Staates stammen.

(2) Ein Student an einer Universität oder einer anderen höheren Bildungsanstalt oder ein kaufmännischer, technischer oder land- und forstwirtschaftlicher Praktikant oder Lehrling, der gegenwärtig oder unmittelbar vor seiner Einreise in einen Vertragsstaat im anderen Vertragsstaat ansässig ist oder dort ansässig war und der sich im erstgenannten Vertragsstaat während eines ununterbrochenen Zeitraums von nicht mehr als 183 Tagen aufhält, wird im erstgenannten Staat in Bezug auf Einkünfte aus einer in diesem Staat ausgeübten unselbstständigen Arbeit nicht besteuert, wenn die unselbstständige Arbeit im Zusammenhang mit seinen in diesem Staat ausgeübten Studien oder seiner dort ausgeübten Ausbildung steht und die Vergütungen für seinen Lebensunterhalt notwendig sind.

Artikel 21

Anderer Einkünfte

(1) Einkünfte einer in einem Vertragsstaat ansässigen Person, die in den vorstehenden Artikeln dieses Übereinkommens nicht behandelt wurden, dürfen ohne Rücksicht auf ihre Herkunft nur in diesem Staat besteuert werden.

(2) Absatz 1 ist auf andere Einkünfte als solche aus unbeweglichem Vermögen im Sinne des Artikels 6 Absatz 2 nicht anzuwenden, wenn der in einem Vertragsstaat ansässige Empfänger im anderen Vertragsstaat eine gewerbliche Tätigkeit durch eine dort gelegene Betriebsstätte oder eine selbstständige Arbeit durch eine dort gelegene feste Einrichtung ausübt und die Rechte oder Vermögenswerte, für die die Einkünfte gezahlt werden, tatsächlich zu dieser Betriebsstätte oder festen Einrichtung gehören. In diesem Fall ist Artikel 7 beziehungsweise Artikel 14 anzuwenden.

Artikel 22

Vermögen

(1) Unbewegliches Vermögen im Sinne des Artikels 6 Absatz 2, das einer in einem Vertragsstaat ansässigen Person gehört und im anderen Vertragsstaat liegt, darf im anderen Staat besteuert werden.

(2) Aktien oder andere Gesellschaftsanteile im Sinne des Artikels 6 Absatz 4, die einer in einem Vertragsstaat ansässigen Person gehören, dürfen in dem Vertragsstaat besteuert werden, in dem das der Gesellschaft gehörende unbewegliche Vermögen liegt.

(3) Bewegliches Vermögen, das Betriebsvermögen einer Betriebsstätte ist, die ein Unternehmen eines Vertragsstaats im anderen Vertragsstaat hat, oder das zu einer festen Einrichtung gehört, die einer in einem Vertragsstaat ansässigen Person für die Ausübung einer selbstständigen Arbeit im anderen Vertragsstaat zur Verfügung steht, darf im anderen Staat besteuert werden.

(4) Seeschiffe und Luftfahrzeuge, die im internationalen Verkehr durch eine in einem Vertragsstaat ansässige Person betrieben werden, sowie bewegliches Vermögen, das dem Betrieb dieser Schiffe oder Luftfahrzeuge dient, dürfen nur in diesem Vertragsstaat besteuert werden.

(5) Alle anderen Vermögensteile einer in einem Vertragsstaat ansässigen Person dürfen nur in diesem Staat besteuert werden.

Artikel 23

Vermeidung der Doppelbesteuerung

(1) In Österreich wird die Doppelbesteuerung wie folgt vermieden:

- a) Bezieht eine in Österreich ansässige Person Einkünfte und dürfen diese Einkünfte nach diesem Übereinkommen in Finnland besteuert werden, so rechnet Österreich vorbehaltlich der lit. b auf die vom Einkommen dieser Person zu erhebende Steuer den Betrag an, der der in Finnland gezahlten Steuer vom Einkommen entspricht. Der anzurechnende Betrag darf jedoch den Teil der vor der Anrechnung ermittelten Steuer vom Einkommen nicht übersteigen, der auf die Einkünfte, die in Finnland besteuert werden dürfen, entfällt.
- b) Dividenden im Sinn des Artikels 10 Abs. 3, die von einer in Finnland ansässigen Gesellschaft gezahlt werden, sind, vorbehaltlich der entsprechenden Bestimmungen des innerstaatlichen Rechts Österreichs, aber ungeachtet allfälliger nach diesem Recht abweichender Mindestbeteiligungserfordernisse, in Österreich von der Besteuerung ausgenommen.
- c) Hat eine in Österreich ansässige Person Vermögen und darf dieses Vermögen nach diesem Übereinkommen in Finnland besteuert werden, so nimmt Österreich, vorbehaltlich des Absatzes 3, dieses Vermögen von der Besteuerung aus.

(2) Vorbehaltlich der finnischen Gesetzgebung über die Vermeidung der internationalen Doppelbesteuerung (die die nachstehenden allgemeinen Grundsätze nicht beeinträchtigen darf) wird in Finnland die Doppelbesteuerung wie folgt vermieden:

- a) Bezieht eine in Finnland ansässige Person Einkünfte oder hat sie Vermögen und dürfen diese Einkünfte oder dieses Vermögen nach diesem Übereinkommen in Österreich besteuert werden, so rechnet Finnland, vorbehaltlich der lit. b,
 - i) auf die finnische Einkommensteuer dieser Person den Betrag an, der der in Österreich nach der Gesetzgebung Österreichs und in Übereinstimmung mit dem Übereinkommen gezahlten Steuer vom Einkommen entspricht und von den gleichen Einkünften berechnet worden ist, von denen die finnische Steuer berechnet worden ist;
 - ii) auf die finnische Vermögensteuer dieser Person den Betrag an, der der in Österreich nach der Gesetzgebung Österreichs und in Übereinstimmung mit dem Übereinkommen gezahlten Steuer vom Vermögen entspricht und von dem gleichen Vermögen berechnet worden ist, von dem die finnische Steuer berechnet worden ist.
 - b) Dividenden, die eine in Österreich ansässige Gesellschaft an eine in Finnland ansässige Gesellschaft zahlt, welche unmittelbar über mindestens 10 vom Hundert der Stimmrechte der die Dividenden zahlenden Gesellschaft verfügt, werden von der finnischen Besteuerung ausgenommen.
- (3) Einkünfte oder Vermögen einer in einem Vertragsstaat ansässigen Person, die nach dem Übereinkommen von der Besteuerung in diesem Staat auszunehmen sind, dürfen gleichwohl in diesem Staat bei der Festsetzung der Steuer für das übrige Einkommen oder Vermögen der Person einbezogen werden.

Artikel 24

Gleichbehandlung

(1) Staatsangehörige eines Vertragsstaats dürfen im anderen Vertragsstaat keiner Besteuerung oder damit zusammenhängenden Verpflichtung unterworfen werden, die anders oder belastender ist als die Besteuerung und die damit zusammenhängenden Verpflichtungen, denen Staatsangehörige des anderen Staates unter gleichen Verhältnissen unterworfen sind oder unterworfen werden können. Diese Bestimmung gilt ungeachtet des Artikels 1 auch für Personen, die in keinem Vertragsstaat ansässig sind.

(2) Die Besteuerung einer Betriebstätte, die ein Unternehmen eines Vertragsstaats im anderen Vertragsstaat hat, darf im anderen Staat nicht ungünstiger sein als die Besteuerung von Unternehmen des anderen Staates, die die gleiche Tätigkeit ausüben. Diese Bestimmung ist nicht so auszulegen, als verpflichte

sie einen Vertragsstaat, den im anderen Vertragsstaat ansässigen Personen Steuerfreibeträge, -vergünstigungen und -ermäßigungen auf Grund des Personenstandes oder der Familienlasten zu gewähren, die er seinen ansässigen Personen gewährt.

(3) Sofern nicht Artikel 9 Absatz 1, Artikel 11 Absatz 5 oder Artikel 12 Absatz 6 anzuwenden ist, sind Zinsen, Lizenzgebühren und andere Entgelte, die ein Unternehmen eines Vertragsstaats an eine im anderen Vertragsstaat ansässige Person zahlt, bei der Ermittlung der steuerpflichtigen Gewinne dieses Unternehmens unter den gleichen Bedingungen wie Zahlungen an eine im erstgenannten Staat ansässige Person zum Abzug zuzulassen. Dementsprechend sind Schulden, die ein Unternehmen eines Vertragsstaats gegenüber einer im anderen Vertragsstaat ansässigen Person hat, bei der Ermittlung des steuerpflichtigen Vermögens dieses Unternehmens unter den gleichen Bedingungen wie Schulden gegenüber einer im erstgenannten Staat ansässigen Person zum Abzug zuzulassen.

(4) Unternehmen eines Vertragsstaats, deren Kapital ganz oder teilweise unmittelbar oder mittelbar einer im anderen Vertragsstaat ansässigen Person oder mehreren solchen Personen gehört oder ihrer Kontrolle unterliegt, dürfen im erstgenannten Staat keiner Besteuerung oder damit zusammenhängenden Verpflichtung unterworfen werden, die anders oder belastender ist als die Besteuerung und die damit zusammenhängenden Verpflichtungen, denen andere ähnliche Unternehmen des erstgenannten Staates unterworfen sind oder unterworfen werden können.

(5) Dieser Artikel gilt ungeachtet des Artikels 2 für Steuern jeder Art und Bezeichnung.

Artikel 25

Verständigungsverfahren

(1) Ist eine Person der Auffassung, dass Maßnahmen eines Vertragsstaats oder beider Vertragsstaaten für sie zu einer Besteuerung führen oder führen werden, die diesem Übereinkommen nicht entspricht, so kann sie unbeschadet der nach dem innerstaatlichen Recht dieser Staaten vorgesehenen Rechtsmittel ihren Fall der zuständigen Behörde des Vertragsstaats, in dem sie ansässig ist, oder, sofern ihr Fall von Artikel 24 Absatz 1 erfasst wird, der zuständigen Behörde des Vertragsstaats unterbreiten, dessen Staatsangehöriger sie ist. Der Fall muss innerhalb von drei Jahren nach der ersten Mitteilung der Maßnahme unterbreitet werden, die zu einer dem Übereinkommen nicht entsprechenden Besteuerung führt.

(2) Hält die zuständige Behörde die Einwendung für begründet und ist sie selbst nicht in der Lage, eine befriedigende Lösung herbeizuführen, so wird sie sich bemühen, den Fall durch Verständigung mit der zuständigen Behörde des anderen Vertragsstaats so zu regeln, dass eine dem Übereinkommen nicht entsprechende Besteuerung vermieden wird. Sofern sich die zuständigen Behörden auf eine Verständigungsregelung einigen, erfolgt die Besteuerung und die Erstattung oder Anrechnung der Steuern durch die Vertragsstaaten gemäß dieser Verständigungsregelung. Die Verständigungsregelung ist ungeachtet der Fristen des innerstaatlichen Rechts der Vertragsstaaten durchzuführen.

(3) Die zuständigen Behörden der Vertragsstaaten werden sich bemühen, Schwierigkeiten oder Zweifel, die bei der Auslegung oder Anwendung des Übereinkommens entstehen, in gegenseitigem Einvernehmen zu beseitigen. Sie können auch gemeinsam darüber beraten, wie eine Doppelbesteuerung in Fällen vermieden werden kann, die im Übereinkommen nicht behandelt sind.

(4) Die zuständigen Behörden der Vertragsstaaten können zur Herbeiführung einer Einigung im Sinne der vorstehenden Absätze unmittelbar miteinander verkehren. Erscheint ein mündlicher Meinungsaustausch für die Herbeiführung der Einigung zweckmäßig, so kann ein solcher Meinungsaustausch in einer Kommission durchgeführt werden, die aus Vertretern der zuständigen Behörden der Vertragsstaaten besteht.

Artikel 26

Informationsaustausch

(1) Die zuständigen Behörden der Vertragsstaaten tauschen die Informationen aus, die zur Durchführung dieses Übereinkommens oder des innerstaatlichen Rechts der Vertragsstaaten betreffend die unter das Übereinkommen fallenden Steuern erforderlich sind, soweit die diesem Recht entsprechende Besteuerung nicht dem Übereinkommen widerspricht. Der Informationsaustausch ist durch Artikel 1 nicht eingeschränkt. Alle Informationen, die ein Vertragsstaat erhalten hat, sind ebenso geheim zu halten wie die auf Grund des innerstaatlichen Rechts dieses Staates beschafften Informationen und dürfen nur den Personen oder Behörden

(einschließlich der Gerichte und der Verwaltungsbehörden) zugänglich gemacht werden, die mit der Veranlagung oder Erhebung, der Vollstreckung oder Strafverfolgung oder mit der Entscheidung von Rechtsmitteln hinsichtlich der unter das Übereinkommen fallenden Steuern befasst sind. Diese Personen oder Behörden dürfen die Informationen nur für diese Zwecke verwenden. Sie dürfen die Informationen in einem öffentlichen Gerichtsverfahren oder in einer Gerichtsentscheidung offen legen.

- (2) Absatz 1 ist nicht so auszulegen, als verpflichte er einen Vertragsstaat,
- a) Verwaltungsmaßnahmen durchzuführen, die von den Gesetzen und der Verwaltungspraxis dieses oder des anderen Vertragsstaats abweichen;
 - b) Informationen zu erteilen, die nach den Gesetzen oder im üblichen Verwaltungsverfahren dieses oder des anderen Vertragsstaats nicht beschafft werden können;
 - c) Informationen zu erteilen, die ein Handels-, Industrie-, Gewerbe- oder Berufsgeheimnis oder ein Geschäftsverfahren preisgeben würden oder deren Erteilung dem Ordre public widerspräche.

Artikel 27

Mitglieder diplomatischer Missionen und konsularischer Vertretungen

Dieses Übereinkommen berührt nicht die steuerlichen Vorrechte, die den Mitgliedern diplomatischer Missionen und konsularischer Vertretungen nach den allgemeinen Regeln des Völkerrechts oder auf Grund besonderer Übereinkünfte zustehen.

Artikel 28

Durchführung

Dieses Übereinkommen ist nicht so auszulegen, als hindere es die Vertragsstaaten, ihre im innerstaatlichen Recht vorgesehenen Abzugsteuersysteme weiterhin anzuwenden. Sieht jedoch das Übereinkommen in Bezug auf diese Besteuerung eine Befreiung oder Ermäßigung vor, so werden die über diese übereinkommensgemäße Begrenzung hinaus eingehobenen Steuern über Ersuchen des berechtigten Steuerpflichtigen rückerstattet.

Artikel 29

Inkrafttreten

(1) Die Vertragsstaaten teilen einander auf diplomatischem Weg mit, dass die gesetzlichen Verfahrensschritte zum Inkrafttreten dieses Übereinkommens erfüllt wurden. Das Übereinkommen tritt am ersten Tag des dritten Monats in Kraft, der dem Monat folgt, in dem die letzte der oben genannten Mitteilungen erfolgt ist, und seine Bestimmungen finden in beiden Vertragsstaaten Anwendung:

- a) in Bezug auf Steuern, die an der Quelle einbehalten werden, auf Einkünfte, die am oder nach dem 1. Jänner des Kalenderjahres bezogen werden, das jenem unmittelbar folgt, in dem dieses Übereinkommen in Kraft tritt;
- b) in Bezug auf andere Steuern vom Einkommen und Steuern vom Vermögen für Steuern aller Steuerjahre, die am oder nach dem 1. Jänner des Kalenderjahres beginnen, das jenem unmittelbar folgt, in dem dieses Übereinkommen in Kraft tritt.

(2) Das am 8. Oktober 1963 in Wien unterzeichnete Abkommen zwischen der Republik Österreich und der Republik Finnland zur Vermeidung der Doppelbesteuerung auf dem Gebiete der Steuern vom Einkommen und vom Vermögen in der Fassung des am 21. September 1970 in Wien unterzeichneten Änderungsprotokolls (im Folgenden „das 1963-Abkommen“ genannt) findet nicht mehr Anwendung auf Steuern, auf die sich dieses Übereinkommen gemäß Absatz 1 bezieht. Das 1963-Abkommen verliert am letzten Tag, an dem es nach den vorstehenden Bestimmungen dieses Absatzes anzuwenden ist, seine Wirksamkeit.

(3) Ungeachtet des Absatzes 2 finden während eines Zeitraums von sechs Jahren ab dem Zeitpunkt, in dem das 1963-Abkommen gemäß Absatz 2 seine Wirksamkeit verliert, folgende Bestimmungen an Stelle von Artikel 19 Absatz 1 Anwendung:

„Gehälter, Löhne und andere ähnliche Vergütungen, die von einem Vertragsstaat oder einer seiner Gebietskörperschaften, in Finnland auch der Kirchengemeinden, oder einer anderen juristischen Person des

öffentlichen Rechts unmittelbar oder aus einem von ihnen hiefür errichteten Sondervermögen an eine natürliche Person für Dienst- oder Arbeitsleistungen gezahlt werden, werden nur in diesem Staat besteuert.“

Artikel 30

Kündigung

Dieses Übereinkommen bleibt in Kraft, solange es nicht von einem Vertragsstaat gekündigt wird. Jeder Vertragsstaat kann es am oder vor dem 30. Juni eines jeden Kalenderjahres nach Ablauf von fünf Jahren nach seinem Inkrafttreten schriftlich auf diplomatischem Weg kündigen. In diesem Fall findet das Übereinkommen nicht mehr Anwendung

- a) in Bezug auf Steuern, die an der Quelle einbehalten werden, auf Einkünfte, die am oder nach dem 1. Jänner des Kalenderjahres bezogen werden, das jenem unmittelbar folgt, in dem die Kündigung stattgefunden hat;
- b) in Bezug auf andere Steuern vom Einkommen und Steuern vom Vermögen für Steuern aller Steuerjahre, die am oder nach dem 1. Jänner des Kalenderjahres beginnen, das jenem unmittelbar folgt, in dem die Kündigung stattgefunden hat.

ZU URKUND DESSEN haben die hiezu gehörig Bevollmächtigten dieses Übereinkommen unterzeichnet.

GESCHEHEN zu Wien, am 26. Juli 2000, in zwei Urschriften, jede in deutscher und finnischer Sprache, wobei beide Texte gleichermaßen authentisch sind.

Für die Republik Österreich:

G. Deiss

Für die Republik Finnland:

Hillel Skurnik

[TRANSLATION - TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE REPUBLIC OF AUSTRIA AND THE REPUBLIC OF FINLAND FOR THE AVOIDANCE OF DOUBLE TAXATION WITH RESPECT TO TAXES ON INCOME AND ON CAPITAL

The Republic of Austria and the Republic of Finland,

Desiring to conclude an Agreement for the avoidance of double taxation with respect to taxes on income and on capital,

Have agreed as follows:

Article 1. Personal scope

This Agreement shall apply to persons who are residents of one or both of the Contracting States.

Article 2. Taxes covered

1. This Agreement shall apply to taxes on income and on capital imposed on behalf of a Contracting State or of its political subdivisions or local authorities, irrespective of the manner in which they are levied.

2. There shall be regarded as taxes on income and on capital all taxes imposed on total income, on total capital, or on elements of income or of capital, including taxes on gains from the alienation of movable or immovable property, taxes on the total amounts of wages and salaries paid by enterprises, as well as taxes on capital appreciation.

3. The existing taxes to which the Agreement shall apply are in particular:

(a) In Austria:

(i) The income tax (Einkommensteuer);

(ii) The corporation tax (Körperschaftsteuer);

(iii) The land tax (Grundsteuer);

(iv) The tax on agricultural and forestry enterprises (Abgabe von land- und forstwirtschaftlichen Betrieben) and

(v) The tax on the value of vacant plots (Abgabe vom Bodenwert bei unbebauten Grundstücken);

(hereinafter referred to as "Austrian tax");

(b) In Finland:

(i) The tax on income (valtion tuloverot; de statliga inkomstskatterna);

(ii) The corporation tax (yhteisöjen tulovero; inkomstskatten för samfund);

(iii) The communal tax (kunnallisvero; kommunalskatten);

(iv) The church tax (kirkollisvero; kyrkoskatten);

(v) The tax on interest deducted and withheld at the source (korkotulon lähdevero; källskatten på ränteinkomst);

(vi) The tax on non-residents' income deducted and withheld at the source (rajoitetusti verovelvollisen lähdevero; källskatten för begränsat skattskyldig) and

(vii) The tax on capital (valtion varallisuusvero; den statliga förmögenhetsskatten); (hereinafter referred to as "Finnish tax").

4. The Agreement shall apply also to any identical or substantially similar taxes that are imposed after the date of signature of the Agreement in addition to, or in place of, the existing taxes. The competent authorities of the Contracting States shall notify each other of any significant changes that have been made in their taxation laws.

Article 3. General definitions

1. For the purposes of this Agreement, unless the context otherwise requires:

(a) The term "person" includes an individual, a company and any other body of persons;

(b) The term "company" means any body corporate or any entity that is treated as a body corporate for tax purposes;

(c) The terms "enterprise of a Contracting State" and "enterprise of the other Contracting State" mean respectively an enterprise carried on by a resident of a Contracting State and an enterprise carried on by a resident of the other Contracting State;

(d) The term "national" means any individual possessing the citizenship of a Contracting State and any legal person, partnership or association deriving its status as such from the laws in force in a Contracting State;

(e) The term "international traffic" means any transport by a ship or aircraft operated by an enterprise of a Contracting State, except when the ship or aircraft is operated solely between places in the other Contracting State;

(f) The term "competent authority" means:

(i) In Austria: the Federal Minister of Finance or his authorized representative; and

(ii) In Finland: the Ministry of Finance, its authorized representative or any other authority designated by that ministry as competent authority.

2. As regards the application of the Agreement by a Contracting State, any term not defined therein shall, unless the context otherwise requires, have the meaning that it has under the law of that State for the purposes of the taxes to which the Agreement applies.

Article 4. Resident

1. For the purposes of this Agreement, the term "resident of a Contracting State" means any person who, under the laws of that State, is liable to tax therein by reason of his domicile, residence, place of management or any other criterion of a similar nature. This term, however, does not include any person who is liable to tax in that State in respect only of income from sources in that State or capital situated therein.

2. Where by reason of the provisions of paragraph 1 an individual is a resident of both Contracting States, then his status shall be determined as follows:

(a) He shall be deemed to be a resident only of the State in which he has a permanent home available to him; if he has a permanent home available to him in both States, he shall be deemed to be a resident only of the State with which his personal and economic relations are closer (centre of vital interests);

(b) If the State in which he has his centre of vital interests cannot be determined, or if he has not a permanent home available to him in either State, he shall be deemed to be a resident only of the State in which he has an habitual abode;

(c) If he has an habitual abode in both States or in neither of them, he shall be deemed to be a resident only of the State of which he is a national;

(d) If he is a national of both States or of neither of them, the competent authorities of the Contracting States shall endeavour to settle the question by mutual agreement.

3. Where by reason of the provisions of paragraph 1 a person other than an individual is a resident of both Contracting States, the competent authorities of the Contracting States shall endeavour to settle the question by mutual agreement.

Article 5. Permanent establishment

1. For the purposes of this Agreement, the term "permanent establishment" means a fixed place of business through which the business of an enterprise is wholly or partly carried on.

2. The term "permanent establishment" includes especially:

(a) A place of management;

(b) A branch;

(c) An office;

(d) A factory;

(e) A workshop; and

(f) A mine, an oil or gas well, a quarry or any other place of extraction of natural resources.

3. A building site or construction or installation project constitutes a permanent establishment only if it lasts more than twelve months.

4. Notwithstanding the preceding provisions of this article, the term "permanent establishment" shall be deemed not to include:

(a) The use of facilities solely for the purpose of storage, display or delivery of goods or merchandise belonging to the enterprise;

(b) The maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of storage, display or delivery;

(c) The maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of processing by another enterprise;

(d) The maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of purchasing goods or merchandise or of collecting information for the enterprise;

(e) The maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of carrying on, for the enterprise, any other activity of a preparatory or auxiliary character;

(f) The maintenance of a fixed place of business solely for any combination of activities mentioned in subparagraphs (a) to (e), provided that the overall activity of the fixed place of business resulting from this combination is of a preparatory or auxiliary character.

5. Notwithstanding the provisions of paragraphs 1 and 2, where a person - other than an agent of an independent status to whom paragraph 6 applies - is acting on behalf of an enterprise and has, and habitually exercises, in a Contracting State an authority to conclude contracts in the name of the enterprise, that enterprise shall be deemed to have a permanent establishment in that State in respect of any activities which that person undertakes for the enterprise, unless the activities of such person are limited to those mentioned in paragraph 4 which, if exercised through a fixed place of business, would not make this fixed place of business a permanent establishment under the provisions of that paragraph.

6. An enterprise shall not be deemed to have a permanent establishment in a Contracting State merely because it carries on business in that State through a broker, general commission agent or any other agent of an independent status, provided that such persons are acting in the ordinary course of their business.

7. The fact that a company which is a resident of a Contracting State controls or is controlled by a company which is a resident of the other Contracting State, or which carries on business in that other State (whether through a permanent establishment or otherwise), shall not of itself constitute either company a permanent establishment of the other.

Article 6. Income from immovable property

1. Income derived by a resident of a Contracting State from immovable property (including income from agriculture or forestry) situated in the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. (a) Subject to the provisions of subparagraphs (b) and (c), the term "immovable property" shall have the meaning which it has under the law of the Contracting State in which the property in question is situated.

(b) The term shall in any case include property accessory to immovable property, livestock and equipment used in agriculture and forestry, rights to which the provisions of general law respecting landed property apply, usufruct of immovable property and rights to variable or fixed payments as consideration for the working of, or the right to work, mineral deposits, sources and other natural resources.

(c) Ships and aircraft shall not be regarded as immovable property.

3. The provisions of paragraph 1 shall apply to income derived from the direct use, letting, or use in any other form of immovable property.

4. Where ownership of shares or other interests in a company entitle the owner of such shares or interests to the use of immovable property of the company, the income aris-

ing from the direct use, letting, or use in any other form of such entitlement may be taxed in the Contracting State in which the immovable property is situated.

5. The provisions of paragraphs 1 and 3 shall also apply to the income from immovable property of an enterprise and to income from immovable property used for the performance of independent personal services.

Article 7. Business profits

1. The profits of an enterprise of a Contracting State shall be taxable only in that State unless the enterprise carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein. If the enterprise carries on business as aforesaid, the profits of the enterprise may be taxed in the other State but only so much of them as is attributable to that permanent establishment.

2. Subject to the provisions of paragraph 3, where an enterprise of a Contracting State carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein, there shall in each Contracting State be attributed to that permanent establishment the profits which it might be expected to make if it were a distinct and separate enterprise engaged in the same or similar activities under the same or similar conditions and dealing wholly independently with the enterprise of which it is a permanent establishment.

3. In determining the profits of a permanent establishment, there shall be allowed as deductions expenses which are incurred for the purposes of the permanent establishment, including executive and general administrative expenses so incurred, whether in the State in which the permanent establishment is situated or elsewhere.

4. No profits shall be attributed to a permanent establishment by reason of the mere purchase by that permanent establishment of goods or merchandise for the enterprise.

5. Where profits include items of income that are dealt with separately in other articles of this Agreement, then the provisions of those articles shall not be affected by the provisions of this article.

6. The term "profits" as used in this article includes the profits derived by any partner from that person's participation in a partnership and, in the case of Austria, from a participation in a sleeping partnership (Stille Gesellschaft) created under Austrian law.

Article 8. Shipping, inland waterways transport and air transport

1. Profits accruing to an enterprise of a Contracting State from the operation of ships or aircraft in international traffic shall be taxable only in that State.

2. The provisions of paragraph 1 shall also apply to profits from the participation in a pool, a joint business or an international operating agency.

Article 9. Associated enterprises

1. Where

(a) An enterprise of a Contracting State participates directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of the other Contracting State, or

(b) The same persons participate directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of a Contracting State and an enterprise of the other Contracting State, and in either case conditions are made or imposed between the two enterprises in their commercial or financial relations which differ from those which would be made between independent enterprises, then any profits which would, but for those conditions, have accrued to one of the enterprises, but, by reason of those conditions, have not so accrued, may be included in the profits of that enterprise and taxed accordingly.

2. Where a Contracting State includes in the profits of an enterprise of that State - and taxes accordingly - profits on which an enterprise of the other Contracting State has been charged to tax in that other State and the profits so included are profits which would have accrued to the enterprise of the first-mentioned State if the conditions made between the two enterprises had been those which would have been made between independent enterprises, then that other State shall make an appropriate adjustment to the amount of the tax charged therein on those profits. In determining such adjustment, due regard shall be had to the other provisions of this Agreement and the competent authorities of the Contracting States shall if necessary consult each other.

Article 10. Dividends

1. Dividends paid by a company which is a resident of a Contracting State to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. However, such dividends may also be taxed in the Contracting State of which the company paying the dividends is a resident and according to the laws of that State, but the tax so charged shall not exceed 10 per cent of the gross amount of the dividends.

3. Notwithstanding paragraph 2, if the recipient of the dividends is a company, being a resident of a Contracting State, which holds directly at least 10 per cent of the voting rights of the company paying the dividends, such dividends shall not be taxed in the other Contracting State.

4. If the company paying the dividends is a resident of Finland, the following provision of this paragraph shall apply instead of paragraphs 2 and 3, to the extent that an individual, being a resident of Finland, is entitled to a tax credit on dividends paid by a company which is a resident of Finland:

Dividends paid by a company which is a resident of Finland to a person who is a resident of Austria shall be exempt from the Finnish tax on dividends.

5. The term "dividends" as used in this article means income from shares or other rights, not being debt-claims, participating in profits, as well as income from other corporate rights which is subjected to the same taxation treatment as income from shares by the laws of the State of which the company making the distribution is a resident.

6. The provisions of paragraphs 1 to 4 shall not apply if the recipient of the dividends, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State of which the company paying the dividends is a resident through a permanent establishment

situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such case the provisions of article 7 or article 14, as the case may be, shall apply.

7. Where a company which is a resident of a Contracting State derives profits or income from the other Contracting State, that other State may not impose any tax on the dividends paid by the company, except insofar as such dividends are paid to a resident of that other State or insofar as the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with a permanent establishment or a fixed base situated in that other State, nor subject the company's undistributed profits to a tax on the company's undistributed profits, even if the dividends paid or the undistributed profits consist wholly or partly of profits or income arising in such other State.

Article 11. Interest

1. Interest arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. The term "interest" as used in this article means income from debt-claims of every kind, whether or not secured by mortgage and whether or not carrying a right to participate in the debtor's profits, and in particular, income from government securities and income from bonds or debentures, including premiums and prizes attaching to such securities, bonds or debentures. Penalty charges for late payment shall not be regarded as interest for the purpose of this article.

3. The provisions of paragraph 1 shall not apply if the recipient of the interest, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State in which the interest arises, through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the debt-claim in respect of which the interest is paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such case the provisions of article 7 or article 14, as the case may be, shall apply.

4. Interest shall be deemed to arise in a Contracting State when the payer is that State itself, a political subdivision thereof or a resident of that State. Where, however, the person paying the interest, whether he is a resident of a Contracting State or not, has in a Contracting State a permanent establishment or a fixed base in connection with which the indebtedness on which the interest is paid was incurred, and such interest is borne by such permanent establishment or fixed base, then such interest shall be deemed to arise in the State in which the permanent establishment or fixed base is situated.

5. Where, by reason of a special relationship between the payer and the recipient or between both of them and some other person, the amount of the interest, having regard to the debt-claim for which it is paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the recipient in the absence of such relationship, the provisions of this article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the part of the payments shall remain taxable according to the laws of each Contracting State, due regard being had to the other provisions of this Agreement.

Article 12. Royalties

1. Royalties arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State shall be taxable in that other State.

2. Such royalties may also be taxed in the Contracting State in which they arise and according to the laws of that State. The tax so charged, however, shall not exceed 5 per cent of the gross amount of the royalties.

3. The term "royalties" as used in this article means payments of any kind received as a consideration for the use of, or the right to use, any copyright of literary, artistic or scientific work including cinematograph films, or films or tapes used for radio or television broadcasting, any patent, trade mark, design or model, plan, secret formula or process, or for information concerning industrial, commercial or scientific experience.

4. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall not apply if the recipient of the royalties, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State in which the royalties arise through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the right or property in respect of which the royalties are paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such case the provisions of article 7 or article 14, as the case may be, shall apply.

5. Royalties shall be deemed to arise in a Contracting State when the payer is that State, a political subdivision thereof or a resident of that State. Where, however, the person paying the royalties, whether he is a resident of a Contracting State or not, has in a Contracting State a permanent establishment or a fixed base in connection with which the liability to pay the royalties was incurred, and such royalties are borne by such permanent establishment or fixed base, then such royalties shall be deemed to arise in the State in which the permanent establishment or fixed base is situated.

6. Where, by reason of a special relationship between the payer and the recipient or between both of them and some other person, the amount of the royalties, having regard to the use, right or information for which they are paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the recipient in the absence of such relationship, the provisions of this article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the laws of each Contracting State, due regard being had to the other provisions of this Agreement.

Article 13. Capital gains

1. Gains derived by a resident of a Contracting State from the alienation of immovable property referred to in paragraph 2 of article 6 and situated in the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. Gains derived by a resident of a Contracting State from the alienation of shares or other interests in a company referred to in paragraph 4 of article 6 may be taxed in the Contracting State in which the immovable property of the company is situated.

3. Gains from the alienation of movable property forming part of the business property of a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the oth-

er Contracting State or of movable property pertaining to a fixed base available to a resident of a Contracting State in the other Contracting State for the purpose of performing independent personal services, including such gains from the alienation of such a permanent establishment (alone or with the whole enterprise) or of such fixed base, may be taxed in that other State.

4. Gains derived by an enterprise of a Contracting State from the alienation of ships or aircraft operated in international traffic or movable property pertaining to the operation of such ships or aircraft shall be taxable only in that State.

5. Gains from the alienation of any property other than that referred to in the preceding paragraphs of this article shall be taxable only in the Contracting State of which the alienator is a resident.

Article 14. Independent personal services

1. Income derived by a resident of a Contracting State in respect of professional services or other activities of an independent character shall be taxable only in that State unless he has a fixed base regularly available to him in the other Contracting State for the purpose of performing his activities. In that case, only so much of the income as is attributable to that fixed base may be taxed in that other Contracting State.

2. The term "professional services" includes especially independent scientific, literary, artistic, educational or teaching activities as well as the independent activities of physicians, lawyers, engineers, architects, dentists and accountants.

Article 15. Dependent personal services

1. Subject to the provisions of articles 16, 18, 19 and 20, salaries, wages and other similar remuneration derived by a resident of a Contracting State in respect of an employment shall be taxable only in that State unless the employment is exercised in the other Contracting State. If the employment is so exercised, such remuneration as is derived therefrom may be taxed in that other State.

2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, remuneration derived by a resident of a Contracting State in respect of an employment exercised in the other Contracting State shall be taxable only in the first-mentioned State if:

(a) The recipient is present in the other State for a period or periods not exceeding in the aggregate 183 days in any twelve-month period; and

(b) The remuneration is paid by, or on behalf of, an employer who is not a resident of the other State; and

(c) The remuneration is not borne by a permanent establishment or a fixed base which the employer has in the other State.

3. Notwithstanding the preceding provisions of this article, remuneration derived by a resident of a Contracting State in respect of an employment exercised aboard a ship or aircraft operated in international traffic may be taxed in that Contracting State.

Article 16. Directors' fees

Directors' fees and other similar payments derived by a resident of a Contracting State in his capacity as a member of the board of directors or a similar body of a company which is a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

Article 17. Entertainers and athletes

1. Notwithstanding the provisions of articles 7, 14 and 15, income derived by a resident of a Contracting State as an entertainer, such as a theatre, motion picture, radio or television artiste, or a musician, or as an athlete, from his personal activities as such exercised in the other Contracting State, may be taxed in that other State.

2. Where income in respect of personal activities exercised by an entertainer or an athlete in his capacity as such accrues not to the entertainer or athlete himself but to another person, that income may, notwithstanding the provisions of articles 7, 14 and 15, be taxed in the Contracting State in which the activities of the entertainer or athlete are exercised.

Article 18. Pensions

1. Subject to the provisions of paragraph 3 of article 19, pensions and other similar remuneration paid to a resident of a Contracting State in consideration of past employment shall be taxable only in that State.

2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1 and subject to the provisions of paragraph 3 of article 19, pensions paid and other payments made under the social security legislation of a Contracting State shall be taxable only in that State.

Article 19. Government service

1. (a) Remuneration, other than a pension, paid by a Contracting State or a political subdivision or a local authority thereof to an individual in respect of services rendered to that State or subdivision or authority shall be taxable only in that State.

(b) However, such remuneration shall be taxable only in the other Contracting State if the services are rendered in that State and the individual is a resident of that State who:

(i) Is a national of that State; or

(ii) Did not become a resident of that State solely for the purpose of rendering the services.

2. The provisions of paragraph 1 shall also apply to the remuneration paid to the members of the staff of the Austrian Foreign Trade Commissioner in Finland in respect of services rendered by them in that capacity.

3. (a) Any pension paid by, or out of funds created by, a Contracting State or a political subdivision or a local authority thereof to an individual in respect of services rendered to that State or subdivision or authority shall be taxable only in that State.

(b) However, such pension shall be taxable only in the other Contracting State if the individual is a resident of, and a national of, that State.

4. The provisions of articles 15, 16 and 18 shall apply to remuneration and pensions in respect of services rendered in connection with a business carried on by a Contracting State or a political subdivision or a local authority thereof.

Article 20. Students

1. Payments which a student or a business, technical, agricultural or forestry intern or apprentice who is or was immediately before visiting a Contracting State a resident of the other Contracting State and who is present in the first-mentioned State solely for the purpose of his education or training receives for the purpose of his maintenance, education or training shall not be taxed in that State, provided that such payments arise from sources outside that State.

2. A student attending a university or another institution of higher learning or a business, technical, agricultural or forestry intern or apprentice who is or was immediately before visiting a Contracting State a resident of the other Contracting State and who is present uninterruptedly for a period of up to 183 days in the first-mentioned State and takes up salaried employment in that State shall not be taxed in that State on income from that employment, provided that it is related to that person's education or training in that State and that the remuneration is necessary for his maintenance.

Article 21. Other income

1. Items of income of a resident of a Contracting State, wherever arising, not dealt with in the foregoing articles of this Agreement shall be taxable only in that State.

2. The provisions of paragraph 1 shall not apply to income, other than income from immovable property as defined in paragraph 2 of article 6, if the recipient of such income, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the right or property in respect of which the income is paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such case the provisions of article 7 or article 14, as the case may be, shall apply.

Article 22. Capital

1. Capital represented by immovable property referred to in paragraph 2 of article 6, owned by a resident of a Contracting State and situated in the other Contracting State, may be taxed in that other State.

2. Shares or other interests in a company referred to in paragraph 4 of article 6, owned by a resident of a Contracting State, may be taxed in the Contracting State in which the immovable property is situated.

3. Capital represented by movable property forming part of the business property of a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State or by movable property pertaining to a fixed base available to a resident of a Contracting State in the other Contracting State for the purpose of performing independent personal services, may be taxed in that other State.

4. Capital represented by ships and aircraft operated in international traffic by a person who is a resident of a Contracting State, and by movable property pertaining to the operation of such ships or aircraft, shall be taxable only in that Contracting State.

5. All other elements of capital of a resident of a Contracting State shall be taxable only in that State.

Article 23. Elimination of double taxation

1. In Austria, double taxation shall be avoided as follows:

(a) Where a resident of Austria derives income which, in accordance with the provisions of this Agreement, may be taxed in Finland, Austria shall, subject to the provisions of subparagraph (b), allow as a deduction from the tax on the income of that resident an amount equal to the income tax paid in Finland. Such deduction shall not, however, exceed that part of the income tax, as computed before the deduction is given, which is attributable to such items of income as are taxable in Finland.

(b) Dividends covered by article 10, paragraph 3, and paid by a company which is a resident of Finland shall, subject to the relevant provisions of the domestic law of Austria but irrespective of any deviating minimum holding requirements of that law, be exempt from tax in Austria.

(c) Where a resident of Austria owns capital which, in accordance with the provisions of this Agreement, may be taxed in Finland, Austria shall, subject to the provisions of paragraph 3, exempt such capital from tax.

2. In Finland, subject to the provisions of Finnish law on the avoidance of international double taxation, which shall not affect the force of the following general principles, double taxation shall be avoided as follows:

(a) Where a resident of Finland derives income or owns capital which, in accordance with the provisions of this Agreement, may be taxed in Austria, Finland, subject to the provisions of subparagraph (b), shall allow:

(i) As a deduction from the Finnish tax on the income of that resident, an amount equal to that part of the income tax paid in Austria under Austrian law and in accordance with this Agreement and which is attributable to the income which may be taxed in Finland; and

(ii) As a deduction from the Finnish tax on the capital of that resident, an amount equal to that part of the capital tax paid in Austria under Austrian law and in accordance with this Agreement and which is attributable to the capital which may be taxed in Finland.

(b) Dividends paid by a company which is resident of Austria to a company which is a resident of Finland and which holds directly at least 10 per cent of the voting rights of the company paying the dividends shall be exempt from taxation in Finland.

3. Where in accordance with any provision of this Agreement income derived or capital owned by a resident of a Contracting State is exempt from tax in that State, such State may nevertheless, in calculating the amount of tax on the remaining income or capital of such resident, take into account the exempted income or capital.

Article 24. Non-discrimination

1. Nationals of a Contracting State shall not be subjected in the other Contracting State to any taxation or any requirement connected therewith which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which nationals of that other State in the same circumstances are or may be subjected. This provision shall, notwithstanding the provisions of article 1, also apply to persons who are not residents of one or both of the Contracting States.

2. The taxation on a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State shall not be less favourably levied in that other State than the taxation levied on enterprises of that other State carrying on the same activities. This provision shall not be construed as obliging a Contracting State to grant to residents of the other Contracting State any personal allowances, reliefs and reductions for taxation purposes on account of civil status or family responsibilities which it grants to its own residents.

3. Except where the provisions of paragraph 1 of article 9, paragraph 5 of article 11 or paragraph 6 of article 12 apply, interest, royalties and other disbursements paid by an enterprise of a Contracting State to a resident of the other Contracting State shall, for the purpose of determining the taxable profits of such enterprise, be deductible under the same conditions as if they had been paid to a resident of the first-mentioned State. Similarly, any debts of an enterprise of a Contracting State to a resident of the other Contracting State shall, for the purpose of determining the taxable capital of such enterprise, be deductible under the same conditions as if they had been contracted to a resident of the first-mentioned State.

4. Enterprises of a Contracting State, the capital of which is wholly or partly owned or controlled, directly or indirectly, by one or more residents of the other Contracting State, shall not be subjected in the first-mentioned State to any taxation or any requirement connected therewith which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which other similar enterprises of the first-mentioned State are or may be subjected.

5. The provisions of this article shall, notwithstanding the provisions of article 2, apply to taxes of every kind and description.

Article 25. Mutual agreement procedure

1. Where a person considers that the actions of one or both of the Contracting States result or will result for him in taxation not in accordance with the provisions of this Agreement, he may, irrespective of the remedies provided by the domestic law of those States, present his case to the competent authority of the Contracting State of which he is a resident

or, if his case comes under paragraph 1 of article 24, to that of the Contracting State of which he is a national. The case must be presented within three years from the first notification of the action resulting in taxation not in accordance with the provisions of the Agreement.

2. The competent authority shall endeavour, if the objection appears to it to be justified and if it is not itself able to arrive at a satisfactory solution, to resolve the case by mutual agreement with the competent authority of the other Contracting State, with a view to the avoidance of taxation which is not in accordance with the Agreement. To the extent that the competent authorities reach a settlement by mutual agreement, the Contracting States shall proceed with taxation and tax reimbursement or relief under that settlement. Any agreement reached shall be implemented notwithstanding any time limits in the domestic law of the Contracting States.

3. The competent authorities of the Contracting States shall endeavour to resolve by mutual agreement any difficulties or doubts arising as to the interpretation or application of the Agreement. They may also consult together for the elimination of double taxation in cases not provided for in the Agreement.

4. The competent authorities of the Contracting States may communicate with each other directly for the purpose of reaching an agreement in the sense of the preceding paragraphs. When it seems advisable in order to reach agreement to have an oral exchange of opinions, such exchange may take place through a Commission consisting of representatives of the competent authorities of the Contracting States.

Article 26. Exchange of information

1. The competent authorities of the Contracting States shall exchange such information as is necessary for carrying out the provisions of this Agreement or of the domestic laws of the Contracting States concerning taxes covered by the Agreement, insofar as the taxation thereunder is not contrary to the Agreement. The exchange of information is not restricted by article 1. Any information received by a Contracting State shall be treated as secret in the same manner as information obtained under the domestic laws of that State and shall be disclosed only to persons or authorities (including courts and administrative bodies) concerned with the assessment or collection of, the enforcement or prosecution in respect of, or the determination of appeals in relation to, the taxes which are the subject of the Agreement. Such persons or authorities shall use the information only for such purposes. They may disclose the information in public court proceedings or in judicial decisions.

2. In no case shall the provisions of paragraph 1 be construed so as to impose on a Contracting State the obligation:

(a) To carry out administrative measures at variance with the laws and administrative practice of that or of the other Contracting State;

(b) To supply information which is not obtainable under the laws or in the normal course of the administration of that or of the other Contracting State;

(c) To supply information which would disclose any trade, business, industrial, commercial or professional secret or trade process, or information, the disclosure of which would be contrary to public policy (ordre public).

Article 27. Members of diplomatic missions and consular posts

Nothing in this Agreement shall affect the fiscal privileges of members of diplomatic missions or consular posts under the general rules of international law or under the provisions of special agreements.

Article 28. Implementation

This Agreement shall not be interpreted as preventing the Contracting States from continuing to implement the tax withholding systems provided for in their domestic law. However, where the Agreement stipulates an exemption from, or a reduction of, such taxation, taxes levied in excess of the limits thus specified in the Agreement shall be reimbursed at the request of the taxpayers concerned.

Article 29. Entry into force

1. The Contracting States shall notify each other through diplomatic channels that the legal procedures for the entry into force of this Agreement have been completed. The Agreement shall enter into force on the first day of the third month following the month in which the latter notification is given, and its provisions shall have effect in both Contracting States:

(a) As regards taxes withheld at the source, on income derived on or after the first day of January in the calendar year next following that in which this Agreement enters into force; and

(b) As regards other income taxes and capital taxes, in respect of the taxes of all taxable years beginning on or after the first day of January in the calendar year next following that in which this Agreement enters into force.

2. The Agreement between the Republic of Finland and the Republic of Austria for the avoidance of double taxation with respect to taxes on income and fortune, signed at Vienna on 8 October 1963, as amended by the Protocol signed at Vienna on 21 September 1970 (hereinafter referred to as "the 1963 Agreement"), shall no longer have effect in respect of the taxes to which this Agreement refers under paragraph 1. The 1963 Agreement shall cease to have effect on the last day on which it is applicable according to the preceding provisions of this paragraph.

3. Notwithstanding paragraph 2, the following provisions shall apply instead of paragraph 1 of article 19 for a period of six years from the date on which the 1963 Agreement ceases to be in force in accordance with paragraph 2:

"Salaries, wages and other similar remuneration paid by, directly or out of funds created by, a Contracting State or a political subdivision thereof, including in Finland the parishes, or another local authority to an individual in respect of services or work shall be taxable only in that State."

Article 30. Termination

This Agreement shall remain in force until terminated by a Contracting State. Either Contracting State may, on or before the thirtieth day of June in any calendar year beginning after the expiration of a period of five years from the date of its entry into force, give written notice of termination to the other Contracting State through diplomatic channels. In such event, this Agreement shall cease to have effect:

(a) As regards taxes withheld at the source, on income derived on or after the first day of January in the calendar year next following that in which the notice of termination is given;

(b) As regards other income taxes and capital taxes, in respect of the taxes of all taxable years beginning on or after the first day of January in the calendar year next following that in which the notice of termination is given.

In witness whereof, the duly authorized plenipotentiaries of the two Contracting States have signed this Agreement.

Done at Vienna, on 26 July 2000, in duplicate in the German and Finnish languages, both texts being equally authentic.

For the Republic of Austria:

G. DEISS

For the Republic of Finland:

HILLEL SKURNIK

[TRANSLATION - TRADUCTION]

CONVENTION TENDANT À ÉVITER LA DOUBLE IMPOSITION ET À EM-
PÊCHER L'ÉVASION FISCALE EN MATIÈRE D'IMPÔTS SUR LE REV-
ENU ET SUR LA FORTUNE ENTRE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE ET
LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE

La République d'Autriche et la République de Finlande,

Désireuses de conclure une Convention tendant à éviter la double imposition et à empêcher l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune,

Sont convenues de ce qui suit :

Article premier. Personnes

La présente Convention s'applique aux personnes résidentes de l'un des États contrac-
tants ou des deux.

Article 2 . Impôts

1. La présente Convention s'applique aux impôts sur le revenu et sur la fortune levés, selon quelque mode que ce soit, pour le compte d'un État contractant ou d'une de ses collectivités locales.

2. Sont considérés comme impôts sur le revenu ou sur la fortune tous les impôts sur le revenu total, la fortune totale ou des éléments du revenu ou de la fortune, y compris les impôts sur la plus-value lors de l'aliénation de biens mobiliers ou immobiliers, les impôts sur la masse salariale des entreprises et les impôts sur la plus-value du capital.

3. Les impôts existants auxquels s'applique le présent Accord sont notamment :

a) en Autriche :

i) l'impôt sur le revenu (die Einkommensteuer)

ii) l'impôt sur les sociétés (die Körperschaftsteuer)

iii) l'impôt foncier (die Grundsteuer)

iv) l'impôt sur les exploitations agricoles ou forestières (die Abgabe von land- und forstwirtschaftlichen Betrieben)

v) la taxe sur la valeur des terrains non bâtis (die Abgabe vom Bodenwert bei un-
bebauten Grundstücken)

(ci-après dénommés l'" impôt finlandais ");

b) en Finlande :

i) l'impôt national sur le revenu (valtion tuloverot; de statliga inkomstskatterna);

ii) l'impôt sur les sociétés (yhteisöjen tulovero; inkomstskatten för samfund);

iii) l'impôt communal (kunnallisvero; kommunalskatten);

- iv) l'impôt du culte (kirkollisvero; kyrkoskatten);
 - v) l'impôt à la source sur les intérêts (korkotulon lähdevero; källskatten på ränteinkomst);
 - vi) l'impôt à la source sur le revenu des non résidents (rajoitetusti verovelvollisen lähdevero; källskatten för begränsat skattskyldig);
 - vii) l'impôt national sur la fortune (valtion varallisuusvero; den statliga förmögenhetsskatten);
- (ci-après dénommés l'“ impôt finlandais ”).

4. La présente Convention s'appliquera aussi aux impôts de nature identique ou analogue qui seront institués après sa signature et qui s'ajouteront ou se substitueront aux impôts existants. Les autorités compétentes des États contractants se notifieront les modifications appréciables de leurs législations fiscales

Article 3. Définitions générales

1. Aux fins de la présente Convention et à moins que le contexte n'exige une autre interprétation, on entend par :

- a) “ Personne ”, une personne physique, une société ou toute autre association de personnes;
- b) “ Société ”, une personne morale ou une entité considérée comme personne morale aux fins de l'impôt;
- c) “ Entreprise d'un État contractant ” et “ Entreprise de l'autre État contractant ”, respectivement, une entreprise exploitée par un résident d'un État contractant et une entreprise exploitée par un résident de l'autre État contractant;
- d) “ Ressortissants ” des personnes physiques qui possèdent la nationalité de l'un des États contractants et les personnes morales ainsi que les sociétés et autres associations de personnes constituées conformément au droit en vigueur de l'un des États contractants;
- e) “ Trafic international ”, tout transport effectué par un navire ou un aéronef exploité par une entreprise d'un État contractant, sauf si le navire ou l'aéronef n'est exploité qu'entre des points du territoire de l'autre État contractant;
- f) “ Autorité compétente ”,
- i) en Autriche, le Ministre fédéral des finances ou son représentant autorisé,
- ii) en Finlande, le ministère des finances, son représentant autorisé ou les autorités désignées comme étant compétentes par le ministère des finances;

2. Aux fins de l'application de la présente Convention par un État contractant, tout mot qui n'y est pas défini a le sens que lui attribue le droit fiscal applicable de cet État, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente.

Article 4. Résident

1. Aux fins de la présente Convention, on entend par “ résident d'un État contractant ” une personne qui, en vertu de la législation de cet État, est assujettie à l'impôt sur le ter-

ritoire de celui-ci en raison de son domicile, de sa résidence permanente, de son siège de direction ou de toute autre caractéristique analogue. Toutefois, ces mots ne s'appliquent pas aux personnes qui sont assujetties à l'impôt sur le territoire dudit État contractant uniquement pour les revenus provenant de sources ou d'éléments de fortune situés sur ce territoire.

2. Si, selon les dispositions du paragraphe 1 du présent article, une personne physique est résidente des deux États contractants, sa situation est réglée de la manière suivante :

a) Cette personne est réputée résidente seulement de l'État sur le territoire duquel elle a son foyer d'habitation permanent; si elle a un foyer d'habitation permanent sur le territoire des deux États contractants, elle est réputée résidente seulement de l'État avec lequel ses liens personnels et économiques sont les plus étroits (centre des intérêts vitaux);

b) Si l'État sur le territoire duquel cette personne a le centre de ses intérêts vitaux ne peut pas être déterminé ou si cette personne ne dispose de foyer d'habitation permanent sur le territoire d'aucun des deux États, elle est réputée résidente de l'État sur le territoire duquel elle séjourne habituellement;

c) Si cette personne séjourne habituellement sur le territoire des deux États ou si elle ne séjourne habituellement sur le territoire d'aucun d'eux, elle est réputée résider seulement sur le territoire de l'État dont elle possède la nationalité :

d) Si cette personne possède la nationalité des deux États ou ne possède la nationalité d'aucun d'eux, les autorités compétentes des États contractants règlent la question d'un commun accord.

3. Les autorités compétentes des deux États contractants s'efforcent de régler d'un commun accord le cas des personnes autres que des personnes physiques qui sont résidentes des deux États contractants au sens des dispositions du paragraphe 1 du présent article direction.

Article 5. Établissement stable

1. Aux fins de la présente Convention, on entend par « établissement stable » une installation fixe d'affaires par l'intermédiaire de laquelle une entreprise exerce tout ou partie de son activité.

2. Ces mots peuvent désigner notamment :

a) un siège de direction;

b) une succursale;

c) un bureau;

d) une usine;

e) un atelier;

f) une mine, un puits de pétrole ou de gaz, une carrière ou tout autre lieu d'extraction de ressources naturelles.

3. Un chantier de construction ou de montage ne constitue un « établissement stable » que s'il a une durée supérieure à douze mois.

4. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 à 3 du présent article, les mots “établissement stable” ne désignent pas :

a) des installations servant uniquement à l'entreposage, l'exposition ou la livraison de biens ou de marchandises appartenant à l'entreprise;

b) des biens ou marchandises de l'entreprise maintenues aux seules fins de l'entreposage, de l'exposition ou de la livraison;

c) des biens ou marchandises de l'entreprise maintenues aux seules fins d'être travaillées ou transformées par une autre entreprise;

d) une installation fixe d'affaires maintenue aux seules fins d'acheter des biens ou des marchandises ou de réunir des informations pour l'entreprise;

e) une installation fixe d'affaires maintenue aux seules fins d'exercer, pour l'entreprise, d'autres activités de caractère préparatoire ou auxiliaire;

f) une installation fixe d'affaires maintenue aux seules fins d'exercer une combinaison des activités visées aux alinéas a) à e) du présent paragraphe, à condition que la combinaison d'activités résultante de la base fixe ait un caractère préparatoire ou auxiliaire.

5. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article, si habituellement une personne-- autre qu'un agent jouissant d'un statut indépendant visé au paragraphe 6 du présent article-- agit sur le territoire d'un État contractant pour une entreprise de l'autre État contractant et y possède le pouvoir de conclure des contrats au nom de cette entreprise, ladite entreprise est considérée comme ayant un établissement stable sur le territoire de cet État pour toutes les activités que cette personne exerce, à moins que ces activités se limitent à celles qui sont énumérées au paragraphe 4 du présent article et qui, exercées dans une base fixe d'affaires, ne confèreraient pas à cette base fixe le caractère d'un établissement stable au sens dudit paragraphe.

6. Une entreprise n'est pas réputée avoir un établissement stable sur le territoire d'un État contractant du seul fait qu'elle exerce son activité sur ce territoire par l'entremise d'un courtier, d'un commissionnaire général ou de tout autre intermédiaire jouissant d'un statut indépendant, pourvu que ces personnes agissent dans le cadre de leur activité régulière.

7. Qu'une société résidente d'un État contractant contrôle ou soit contrôlée par une société qui est résidente de l'autre État contractant ou qui y exerce son activité (par l'intermédiaire ou non d'un établissement stable) ne suffit pas, en soi, à faire de l'une quelconque de ces sociétés un établissement stable de l'autre.

Article 6. Revenus immobiliers

1. Les revenus qu'un résident d'un État contractant tire de biens immobiliers (y compris les revenus d'exploitations agricoles ou forestières) situés sur le territoire de l'autre État contractant sont imposables sur ce territoire.

2. a) Sous réserve des dispositions des alinéas b) et c) du présent paragraphe, les mots “biens immobiliers” ont le sens que leur attribue le droit de l'État contractant sur le territoire duquel les biens considérés sont situés.

b) les mots “biens immobiliers” désignent en tout cas les accessoires des biens immobiliers, le cheptel mort ou vif des exploitations agricoles et forestières, les droits aux-

quels s'appliquent les dispositions du droit privé concernant la propriété foncière, l'usufruit des biens immobiliers et les droits à des paiements variables ou fixes au titre de l'exploitation ou la concession de l'exploitation de gisements minéraux, sources et autres ressources naturelles.

c) Les navires, bateaux et aéronefs ne sont pas considérés comme des biens immobiliers.

3. Les dispositions du paragraphe 1 du présent article s'appliquent aux revenus provenant de l'exploitation directe, de la location ou de l'affermage, ainsi que de toute autre forme d'exploitation de biens immobiliers.

4. Si la propriété d'actions ou d'autres parts de société confère au propriétaire de celles-ci l'usufruit de biens immobiliers de la société, les revenus de l'usufruit direct, la location ou l'affermage ainsi que toute autre forme d'utilisation de cet usufruit sont imposables sur le territoire de l'État contractant où se trouve les biens immobiliers.

5. Les dispositions des paragraphes 1 à 3 du présent article s'appliquent aux revenus provenant des biens immobiliers d'une entreprise ainsi qu'aux revenus des biens immobiliers servant à l'exercice d'une profession indépendante.

Article 7. Bénéfices des entreprises

1. Les bénéfices d'une entreprise d'un État contractant ne sont imposables que sur le territoire de cet État, à moins que l'entreprise n'exerce son activité sur le territoire de l'autre État contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé. Si l'entreprise exerce son activité d'une telle façon, ses bénéfices sont imposables sur le territoire de l'autre État, mais uniquement dans la mesure où ils sont imputables à cet établissement stable.

2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3 du présent article, si une entreprise d'un État contractant exerce son activité sur le territoire de l'autre État par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, il est imputé à cet établissement stable, sur le territoire de chaque État contractant, les bénéfices qu'il aurait pu réaliser s'il avait constitué une entreprise distincte exerçant des activités identiques ou analogues dans des conditions identiques ou analogues et traitant en toute indépendance avec l'entreprise dont elle constitue un établissement stable.

3. Pour déterminer les bénéfices d'un établissement stable, sont admises en déduction les dépenses exposées aux fins poursuivies par cet établissement stable, y compris les dépenses de direction et les frais généraux d'administration ainsi exposés, soit dans l'État où est situé cet établissement stable, soit ailleurs.

4. Aucun bénéfice n'est imputé à un établissement stable du simple fait que celui-ci a acheté des marchandises pour l'entreprise.

5. Si les bénéfices incluent des éléments de revenu traités séparément dans d'autres articles de la présente Convention, les dispositions de ces articles ne sont pas modifiées par celles du présent article.

6. Le mot " bénéfices " employé dans le présent article s'entend, entre autres, des bénéfices retirés par tout associé de sa participation à une société de personnes et, dans le

cas de l'Autriche, de sa participation à titre de commanditaire conformément au droit autrichien.

Article 8. Navigation maritime, intérieure et aérienne et conteneurs

1. Les bénéfices qu'une entreprise d'un des États contractants retire de l'exploitation de navires ou d'aéronefs en trafic international ne sont imposables que sur le territoire de cet État.

2. Les dispositions du paragraphe 1 du présent article s'appliquent aussi aux bénéfices de la participation à un pool, une exploitation en commun ou un organisme international d'exploitation.

Article 9. Entreprises associées

1. Si

a) soit une entreprise d'un État contractant participe directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise de l'autre État contractant,

b) soit les mêmes personnes participent directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise d'un État contractant et d'une entreprise de l'autre État contractant,

et si, dans l'un et l'autre cas, les deux entreprises sont, dans leurs relations commerciales ou financières, liées par des conditions convenues ou imposées qui diffèrent de celles qui seraient convenues entre des entreprises indépendantes, les bénéfices qui, sans ces conditions, auraient été réalisés par l'une des entreprises mais n'ont pu l'être à cause de ces conditions peuvent être inclus dans les bénéfices de cette entreprise et être imposés en conséquence.

2. Lorsqu'un État contractant inclut dans les bénéfices d'une de ces entreprises, et impose en conséquence, des bénéfices sur lesquels une entreprise de l'autre État a été imposée sur le territoire de celui-ci, et que les bénéfices ainsi inclus sont considérés par le premier État comme des bénéfices qui auraient été réalisés par l'entreprise du premier État si les conditions convenues entre les deux entreprises avaient été identiques à celles qui auraient été convenues entre des entreprises indépendantes, l'autre État procède à un ajustement approprié du montant de l'impôt auquel il assujetti ces bénéfices. Pour déterminer cet ajustement, il tient dûment compte des autres dispositions de la Convention et les autorités compétentes des États contractants se consultent si nécessaire.

Article 10. Dividendes

1. Les dividendes payés par une société qui est résidente d'un État contractant à un résident de l'autre État sont imposables sur le territoire de l'autre État.

2. Toutefois, ces dividendes sont aussi imposables sur le territoire de l'État contractant dont la société distributrice est résidente et selon la législation de cet État; l'impôt ainsi établi ne peut toutefois pas excéder 10 % du montant brut des dividendes.

3. Si la personne qui reçoit les dividendes est résidente est une société résidente d'un État contractant qui détient directement au moins 10% des voix de la société distributrice, les dividendes ne sont pas imposables dans l'autre État, indépendamment des dispositions du paragraphe 2 du présent article.

4. Si la société distributrice est résidente de la Finlande, les dispositions ci-après du présent paragraphe sont appliquées à la place de celles des paragraphes 2 et 3 du présent article aussi longtemps qu'une personne physique résidant en Finlande a droit à un crédit d'impôt au titre de dividendes distribués par une personne morale résidant en Finlande.

Les dividendes payés par une société résidant en Finlande à une personne physique résidant en Autriche sont exonérés de l'impôt finlandais sur les dividendes.

5. Le mot " dividendes " employé dans le présent article désigne les revenus provenant d'actions ou d'autres titres, à l'exception des créances, assortis de participation aux bénéfices, ainsi que les revenus d'autres parts sociales soumis au même régime fiscal que les revenus d'actions par la législation de l'État dont la société distributrice est résidente.

6. Les dispositions des paragraphes 1 et 4 du présent article ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des dividendes, résident d'un État contractant, exerce dans l'autre État contractant dont la société qui paie les dividendes est résidente, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que la participation génératrice des dividendes se rattache effectivement à cet établissement ou à cette base. Dans ces cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant le cas, sont applicables.

7. Lorsqu'une société qui est résidente d'un État contractant tire des bénéfices ou des revenus de l'autre État contractant, cet autre État ne peut percevoir aucun impôt sur les dividendes payés par la société, sauf si ces dividendes sont payés à un résident de cet autre État ou que la participation génératrice des dividendes se rattache effectivement à un établissement stable ou à une base fixe situé dans cet autre État, ni prélever aucun impôt au titre de l'imposition des bénéfices non distribués, même si les dividendes payés ou les bénéfices non distribués consistent en tout ou en partie en bénéfices ou revenus provenant de cet autre État.

Article 11. Intérêts

1. Les intérêts provenant d'un État contractant et payés à un résident de l'autre État contractant sont imposables sur le territoire de cet autre État.

2. Le mot " dividendes " employé dans le présent article désigne le revenu des créances de toute nature, assorties ou non de garanties hypothécaires ou d'une clause de participation aux bénéfices du débiteur, et notamment les revenus de fonds publics et d'obligations d'emprunts y compris les primes et lots attachés à ces titres. Les pénalisations pour paiement tardif ne sont pas considérées comme des intérêts au sens du présent article.

3. Les dispositions du paragraphe 1 du présent article ne s'appliquent pas si le bénéficiaire des intérêts, résident d'un État contractant, exerce dans l'autre État contractant d'où proviennent les intérêts, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une

base fixe qui y est située, et que la créance génératrice des intérêts se rattache effectivement à l'établissement stable ou à la base fixe en question. En pareil cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant le cas, sont applicables.

4. Les intérêts sont réputés provenir d'un État contractant lorsque le débiteur est cet État lui-même, ou l'une de ses collectivités locales ou une personne résidente de cet État. Toutefois, si le débiteur des intérêts, qu'il soit ou non résident d'un État contractant, a sur le territoire d'un État contractant un établissement stable, ou une base fixe, pour lesquels la dette donnant lieu au paiement des intérêts a été contractée et qui supportent la charge de ces intérêts, ceux-ci sont considérés comme provenant de l'État où l'établissement stable ou la base fixe est situé.

5. Si, en raison de relations spéciales entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou entre l'un et l'autre et des tiers, le montant des intérêts, compte tenu de la créance pour laquelle ils sont payés, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque État contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

Article 12. Redevances

1. Les redevances provenant du territoire d'un État contractant et payées à un résident de l'autre État contractant sont imposables seulement sur le territoire de cet État.

2. Ces licences sont toutefois imposables aussi dans l'État contractant dont elles proviennent conformément au droit de cet État; l'impôt ne doit cependant pas excéder 5% du montant brut de la licence.

3. Le mot "redevances" employé dans le présent article désigne les rémunérations de toute nature payées pour l'usage ou la concession de l'usage d'un droit d'auteur sur une oeuvre littéraire, artistique ou scientifique, y compris les films cinématographiques et films ou pellicules destinés à des émissions de télévision ou de radiodiffusion, une marque de fabrique ou de commerce, un dessin ou un modèle, un plan, une formule ou un procédé secret, ainsi que pour des informations ayant trait à une expérience acquise dans le domaine industriel, commercial ou scientifique.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article ne s'appliquent pas si le bénéficiaire des redevances, résident d'un État contractant, exerce sur le territoire de l'autre État d'où proviennent les redevances, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendant eau moyen d'une base fixe qui y est située, et que le droit ou le bien générateur de redevances se rattache effectivement à l'établissement stable ou à la base fixe en question. En pareil cas, les dispositions de l'article 7 ou, selon le cas, de l'article 14 de la présente Convention sont applicables.

5. Les redevances sont réputées provenir d'un État contractant si elles sont dues par l'État lui-même, une de ses collectivités locales ou un de ses résidents. Toutefois, si elles sont dues par une personne, résidente ou non d'un des États contractants, qui a dans un État contractant, un établissement stable ou une base fixe qui donne lieu à la redevance et qui

supporte la charge de ces redevances, celles-ci sont réputées provenir de l'État où se trouve cet établissement stable ou cette base fixe.

6. Si, en raison de relations spéciales entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou entre eux et des tiers, le montant des redevances, compte tenu de la prestation au titre de laquelle elles sont payées, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. En pareil cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque État contractant et compte tenu des autres dispositions du présent Accord.

Article 13. Gains en capital

1. Les gains qu'un résident d'un État contractant tire de l'aliénation de biens immobiliers visés au paragraphe 2 de l'article 6 de la présente Convention et qui sont situés sur le territoire de l'autre État sont imposables dans cet autre État.

2. Les gains qu'un résident d'un État contractant tire de l'aliénation d'actions ou d'autres parts de société au sens du paragraphe 4 de l'article 6 de la présente Convention sont imposables dans l'État contractant où se trouve les biens immobiliers de la société.

3. Les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un État contractant a sur le territoire de l'autre État, ou de biens mobiliers qui appartiennent à une base fixe dont un résident d'un État contractant dispose dans l'autre État pour exercer une profession indépendante, y compris de tels gains provenant de l'aliénation de cet établissement stable (seul ou avec l'ensemble de l'entreprise) ou de cette base fixe, sont imposables dans cet autre État.

4. Les gains qu'une entreprise d'un État contractant retire de l'aliénation de navires ou d'aéronefs exploités en trafic international ou de biens mobiliers affectés à l'exploitation de ces navires ou aéronefs ne sont imposables que dans cet État contractant.

5. Les gains provenant de l'aliénation de tout bien autre que ceux qui sont visés aux paragraphes 1 à 4 du présent article ne sont imposables que dans l'État contractant dont le cédant est résident.

Article 14. Professions indépendantes

1. Les revenus qu'une personne physique résidente d'un État contractant tire d'une profession libérale ou d'autres activités de caractère indépendant ne sont imposables que dans cet État à moins qu'elle ne dispose régulièrement d'une base fixe sur le territoire de l'autre État pour y conduire ses activités. Si elle dispose d'une telle base, les revenus peuvent être imposés dans l'autre État mais seulement pour autant qu'ils peuvent être imputés à cette base fixe.

2. Les mots « profession libérale » désignent notamment les activités indépendantes d'ordre scientifique, littéraire, artistique, éducatif ou pédagogique, ainsi que les activités indépendantes des médecins, avocats, ingénieurs, architectes, dentistes et comptables.

Article 15. Professions dépendantes

1. Sous réserve des dispositions des articles 16, 18, 19 et 20 de la présente Convention, les salaires traitements ou autres rémunérations similaires qu'un résident d'un État contractant reçoit au titre d'un emploi salarié ne sont imposables que dans cet État, à moins que l'emploi ne soit exercé sur le territoire de l'autre État contractant et, en pareil cas, les rémunérations reçues à ce titre sont imposables dans cet autre État.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 du présent article, les rémunérations qu'un résident d'un État contractant reçoit au titre d'un emploi salarié exercé sur le territoire de l'autre État ne sont imposables que dans le premier État si, à la fois :

a) le bénéficiaire séjourne sur le territoire de l'autre État pendant une période ou des périodes n'excédant pas en tout 183 jours pendant une période de douze mois,

b) la rémunération est payée par un employeur ou pour le compte d'un employeur qui n'est pas résident de l'autre État,

c) la charge des rémunérations n'est pas supportée par un établissement stable ou une base fixe que l'employeur a sur le territoire de l'autre État.

3. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article, les rémunérations d'un emploi salarié exercé à bord d'un navire ou d'un aéronef exploité en trafic international par un résident d'un État contractant sont imposables dans cet État contractant.

Article 16. Tantièmes et autres rémunérations similaires

Les tantièmes et autres rémunérations similaires qu'un résident d'un État contractant reçoit en sa qualité de membre du conseil de surveillance ou d'administration ou d'un autre organe d'une société qui est résidente de l'autre État contractant sont imposables dans cet autre État.

Article 17. Artistes du spectacle et sportifs

1. Nonobstant les dispositions des articles 7, 14 et 15 de la présente Convention, les revenus qu'un résident d'un État contractant tire de ses activités personnelles exercées sur le territoire de l'autre État en tant qu'artiste du spectacle, par exemple acteur de théâtre ou de cinéma ou artiste de radiodiffusion ou de télévision ou musicien, ou en tant que sportif, sont imposables dans cet autre État.

2. Nonobstant les dispositions des articles 7, 14 et 15 de la présente Convention, les revenus d'activités qui sont exercées par un artiste du spectacle ou un sportif personnellement et en cette qualité et sont attribués non pas à l'artiste ou au sportif lui-même mais à une autre personne, sont imposables dans l'État contractant sur le territoire duquel ces activités sont exercées.

Article 18. Pensions

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3 de l'article 19 de la présente Convention, les pensions et autres rémunérations similaires payées à un résident d'un État contractant en raison d'un emploi passé sont imposables uniquement dans cet État.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 et sous réserve de celles du paragraphe 3 de l'article 19 du présent article, les pensions et autres montants payés en raison de la législation de sécurité sociale d'un État contractant ne sont imposables que dans cet État.

Article 19. Fonction publique

1. a) Les rémunérations autres que les pensions qui sont payées par un État contractant ou une de ses collectivités locales ou une de ses subdivisions politiques à une personne physique au titre de l'exercice d'une fonction exercée pour cet État ou une de ses collectivités locales ou une de ses subdivisions politiques ne sont imposables que dans ledit État.

b) Toutefois, ces rémunérations ne sont imposables que dans l'autre État contractant si la fonction a été exercée sur le territoire de cet État dont, en outre, la personne physique est résidente et

i) soit en est ressortissante,

ii) n'en est pas devenue résidente uniquement aux fins d'exercer cette fonction.

2. Les dispositions du paragraphe 1 du présent article s'appliquent aux rémunérations payées aux membres de la représentation commerciale de l'Autriche en Finlande en raison de services fournis es qualités.

3. a) Les pensions payées par un État contractant, une de ses collectivités locales ou de ses subdivisions politiques ou à partir d'un fonds spécial de cet État, de l'une de ses collectivités locales ou de ses subdivisions politiques, à une personne physique au titre de services rendus à cet État ou à cette collectivité locale ou à cette subdivision politique sont imposables seulement dans cet État.

b) Toutefois, ces pensions sont imposables seulement dans l'autre État contractant si la personne physique est résidente ou ressortissant de cet État.

4. Les dispositions des articles 15, 16 et 18 de la présente Convention s'appliquent aux rémunérations et pensions payées au titre de services rendus dans cadre d'une activité industrielle ou commerciale d'un État contractant ou d'une de ses collectivités locales ou subdivisions politiques.

Article 20. Étudiants

1. Les montants perçus pour frais d'entretien, d'études ou de formation par des étudiants, stagiaires faisant des études commerciales, techniques, agricoles ou forestières ou apprentis qui séjournent sur le territoire d'un des États contractants aux seules fins de leurs études ou de leur formation et qui sont résidents de l'autre État ou l'étaient immédiatement

avant d'entrer sur le territoire de l'autre et qui séjournent sur celui-ci à seule fin d'y poursuivre des études ou une formation ne sont pas imposables dans le premier État s'ils proviennent de sources situées en dehors de celui-ci.

2. Les étudiants d'universités ou d'établissements d'études supérieures ou les stagiaires qui font des études commerciales, techniques, agricoles ou forestières ou les apprentis, qui sont résidents d'un des États contractants ou qui l'étaient immédiatement avant d'entrer sur le territoire de l'autre État contractant et dont le séjour ininterrompu sur le territoire du premier État n'excède pas 183 jours ne sont pas imposés dans ce premier État au titre des revenus retirés sur le territoire dudit État de l'exercice d'un travail salarié si celui-ci est exercé en rapport avec ses études, son stage ou son apprentissage et que ces revenus sont nécessaires à sa subsistance.

Article 21. Autres revenus

1. Les éléments de revenu d'un résident d'un État contractant qui ne sont pas visés par les dispositions ci-dessus de la présente Convention ne sont imposables que dans cet État.

2. Les dispositions du paragraphe 1 du présent article ne s'appliquent pas aux revenus autres que ceux qui proviennent de biens immobiliers, au sens du paragraphe 2 de l'article 6 du présent Accord, si le bénéficiaire de ces revenus, résident d'un État contractant, exerce sur le territoire de l'autre État soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que le droit ou le bien générateur des revenus se rattache effectivement à cet établissement stable ou à cette base fixe. Les dispositions, selon le cas, de l'article 7 ou de l'article 14 de la présente Convention s'appliquent en pareil cas.

Article 22. Fortune

1. La fortune constituée par des biens immobiliers au sens du paragraphe 2 de l'article 6 de la présente Convention, que le résident d'un État contractant possède sur le territoire de l'autre État est imposable dans cet autre État.

2. Les actions ou autres parts de société au sens du paragraphe 4 de l'article 6 de la présente Convention qui appartiennent à un résident d'un des États contractants sont imposables dans l'État sur le territoire duquel se trouvent les biens immobiliers appartenant à la société.

3. La fortune constituée par des biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un État contractant possède sur le territoire de l'autre État ou par des biens mobiliers appartenant à une base fixe dont un résident d'un État contractant dispose sur le territoire de l'autre État contractant pour l'exercice d'une profession indépendante est imposable dans cet autre État.

4. Les navires et les aéronefs exploités en trafic international par un résident de l'un des États contractants ainsi que les biens mobiliers affectés à l'exploitation de ces navires ou aéronefs ne sont imposable que dans cet État contractant.

5. Tous les autres éléments de fortune des résidents d'un État contractant ne sont imposables que dans cet État.

Article 23. Élimination de la double imposition

1. En Autriche, la double imposition est évitée comme suit :

a) Si un résident autrichien tire des revenus qui sont imposables en Finlande conformément aux dispositions de la présente Convention, sous réserve des dispositions de l'alinéa b), l'Autriche admet en déduction de l'impôt qu'elle perçoit un montant correspondant à l'impôt sur le revenu payé en Finlande. Le montant déductible ne doit cependant pas être supérieur à la part de l'impôt sur le revenu calculé avant déduction qui correspond aux revenus imposables en Finlande.

c) Sous réserve des dispositions pertinentes de la législation autrichienne mais nonobstant les éventuelles conditions particulières de cette législation exigeant une participation minimale, les dividendes visés à l'alinéa b) du paragraphe 2 de l'article 10 de la présente Convention et payés par une entreprise résidente de Finlande sont exonérés d'impôts en Autriche.

d) Sous réserve des dispositions du paragraphe 3 du présent article l'Autriche exonère d'impôt les éléments de fortune des résidents autrichiens qui sont imposables en Finlande en vertu de la présente Convention.

2. Sous réserve des dispositions de la législation finlandaise visant à éviter la double imposition (qui ne modifient en rien les principes généraux ci-après) la double imposition en Finlande est évitée comme suit :

a) Si un résident tire des revenus ou possède des éléments de fortune imposables en Autriche conformément aux dispositions de la présente Convention, sous réserve des dispositions de l'alinéa b) du présent paragraphe, la Finlande;

i) déduit de l'impôt finlandais sur le revenu de ce résident un montant qui correspond à l'impôt sur le revenu payé conformément à la législation autrichienne et à la présente Convention et calculé sur la même base de revenu que l'impôt finlandais;

ii) déduit de l'impôt finlandais sur la fortune de ce résident, un montant qui correspond à l'impôt sur la fortune payé conformément à la législation autrichienne et à la présente Convention et calculé sur la base de la même fortune que l'impôt finlandais.

b) Les dividendes qu'une société résidant en Autriche paye à une société résidant en Finlande qui détient directement au moins 10% des voix de la société distributrice ne sont pas pris en compte pour le calcul de l'impôt finlandais.

3. Si, conformément à une quelconque disposition de la présente Convention, les revenus qu'un résident d'un État contractant reçoit ou la fortune qu'il possède sont exempts d'impôt dans cet État, celui-ci peut, néanmoins, pour calculer le montant de l'impôt sur le reste des revenus ou de la fortune de ce résident, tenir compte des revenus ou de la fortune exemptés.

Article 24. Non-discrimination

1. Les ressortissants d'un État contractant ne sont soumis dans l'autre État à aucune imposition ou obligation liée à une imposition qui serait autre ou plus lourde que les impositions ou obligations auxquelles sont ou pourraient être assujettis les ressortissants de cet autre État qui se trouvent dans la même situation. Nonobstant les dispositions de l'article premier de la présente Convention, la présente disposition s'applique aussi aux personnes qui ne sont résidentes d'aucun des deux États contractants.

2. L'imposition d'un établissement stable qu'une entreprise d'un État contractant a dans l'autre État n'est pas dans cet autre État moins favorable que l'imposition des entreprises de cet autre État qui exercent la même activité. Les dispositions du présent article ne seront pas interprétées comme obligeant un État contractant à étendre à des résidents de l'autre le bénéfice de dégrèvements, abattements ou réductions qu'il accorde, en raison de leur situation de famille ou de leurs charges familiales, à ses propres résidents.

3. À moins que les dispositions du paragraphe 1 de l'article 9, du paragraphe 5 de l'article 11 ou du paragraphe 6 de l'article 12 de la présente Convention ne soient applicables, les intérêts, redevances et autres décaissements payés par une entreprise d'un État contractant à un résident de l'autre État sont déductibles, pour la détermination des bénéfices imposables de cette entreprise, dans les mêmes conditions que s'ils avaient été payés à un résident du premier État. De même, les dettes d'une entreprise d'un État contractant envers un résident de l'autre État sont déductibles, pour la détermination de la fortune imposable de cette entreprise, dans les mêmes conditions que si elles avaient été contractées envers un résident du premier État.

4. Les entreprises d'un État contractant dont le capital est, en totalité ou en partie, détenu ou contrôlé, directement ou indirectement, par un ou plusieurs résidents de l'autre État, ne sont soumises dans le premier État contractant à aucune imposition ou obligation s'y rapportant qui serait autre ou plus lourde que celle à laquelle sont ou pourraient être assujetties les autres entreprises analogues du premier État.

5. Indépendamment des dispositions de l'article 2 de la présente Convention, les dispositions du présent article s'appliquent à tous les impôts.

Article 25. Procédure amiable

1. Une personne qui estime que les mesures prises par un seul ou par les deux États contractants entraînent ou entraîneront pour elle une imposition non conforme aux dispositions de la présente Convention peut, indépendamment des recours prévus par le droit interne de ces États, soumettre son cas à l'autorité compétente de celui des États dont elle est résidente ou, si son cas relève du paragraphe 1 de l'article 25 de la présente Convention, à celle de l'État contractant dont elle possède la nationalité. Le cas doit être soumis dans un délai de trois ans à partir de la première notification des mesures qui entraînent une imposition non conforme aux dispositions de la présente Convention.

2. Si la réclamation lui paraît fondée et si elle n'est pas elle-même en mesure d'y apporter une solution satisfaisante, l'autorité compétente s'efforce de résoudre le cas à l'amiable avec l'autorité compétente de l'autre État contractant en vue d'éviter une imposition

non conforme à la présente Convention. Dans la mesure où les autorités compétentes conviennent d'une solution, les modalités de l'imposition et du remboursement ou de la déduction d'impôt sont celles dont elles sont convenues. L'accord amiable est appliqué quels que soient les délais prévus par le droit interne des États contractants.

3. Les autorités compétentes des États contractants s'efforcent par accord amiable de régler les difficultés ou de dissiper les doutes auxquels peuvent donner lieu l'interprétation ou l'application de la présente Convention. Elles peuvent aussi se concerter en vue d'éliminer la double imposition dans les cas non prévus par la présente Convention.

4. Les autorités compétentes des États contractants peuvent communiquer directement entre elles en vue d'un accord au sens des dispositions du présent article. Si un échange verbal d'opinions semble devoir favoriser un tel accord, il peut avoir lieu dans le cadre d'une commission composée de représentants des autorités compétentes des États contractants.

Article 26. Échange de renseignements

1. Les autorités compétentes des États contractants échangent les renseignements dont elles ont besoin pour appliquer les dispositions de la présente Convention ou les dispositions de leur droit interne qui concernent les impôts visés par la présente Convention, dans la mesure où l'imposition prévue par ce droit n'est pas contraire à la Convention. L'échange de renseignements n'est pas restreint par l'article premier de la Convention. Les renseignements reçus par un État contractant ne sont pas divulgués, de la même manière que les renseignements obtenus en application de la législation de cet État et ne sont communiqués qu'aux personnes ou autorités (y compris les tribunaux et organes administratifs) concernées par l'établissement ou le recouvrement des impôts visés par la présente Convention, ou par les exécutions, poursuites ou décisions concernant ces impôts. Ces personnes ou autorités n'utilisent ces renseignements qu'à ces fins, mais peuvent en faire état au cours de procédures publiques devant des tribunaux ou en vue de décisions de ceux-ci.

2. Les dispositions du paragraphe 1 du présent article ne peuvent en aucun cas être interprétées comme imposant à un État contractant de :

- a) prendre des mesures administratives s'écartant de sa législation et de sa pratique administrative ou de celles de l'autre État contractant,
- b) fournir des renseignements qui ne pourraient être obtenus sur la base de sa législation ou dans le cadre de sa pratique administrative normale ou de celles de l'autre État contractant,
- c) fournir des renseignements qui révéleraient un secret commercial, industriel ou professionnel ou un procédé commercial ou dont la communication serait contraire à l'ordre public.

Article 27. Membres de missions diplomatiques ou postes consulaires

Aucune disposition de la présente Convention ne porte atteinte aux privilèges fiscaux dont bénéficient les membres des missions diplomatiques ou des postes consulaires en ver-

tu soit des règles générales du droit international, soit des dispositions d'accords particuliers.

Article 28. Application

Aucune disposition de la présente Convention n'est interprétée de manière à empêcher l'un ou l'autre État contractant d'appliquer un quelconque système de prélèvement d'impôt à la source en conformité avec son droit interne. Toutefois, si la Convention prévoit une exemption ou une réduction d'impôt, la part de l'impôt ainsi retenue qui excède les limitations prévues dans la présente Convention est remboursée à la demande du contribuable fondé à bénéficier de cette mesure.

Article 29. Entrée en vigueur

1. Les Parties contractantes se notifieront par la voie diplomatique que les règles d'entrée en vigueur de la présente Convention prévues par leur droit interne sont remplies. La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du troisième mois qui suivra celui au cours duquel la deuxième notification aura été reçue et ses dispositions s'appliqueront dans les deux États contractants :

a) dans le cas des impôts retenus à la source, aux revenus perçus à compter du 1er janvier de l'année civile qui suivra immédiatement celle de l'entrée en vigueur de la Convention;

b) dans le cas des autres impôts sur le revenu et des impôts sur la fortune, aux impôts de toutes les années fiscales commençant à compter du 1er janvier de l'année civile qui suivra immédiatement celle de l'entrée en vigueur de la Convention.

2. La Convention entre la République d'Autriche et la République de Finlande tendant à éviter la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune signée à Vienne, le 8 octobre 1963, dans sa version du protocole en portant modification signé à Vienne le 21 septembre 1970 (ci-après dénommée " la Convention de 1963"), cessera de s'appliquer aux impôts auxquels s'applique la présente Convention au sens du paragraphe 1 du présent article. La Convention de 1963 cessera de produire ses effets à la date à laquelle elle cessera de s'appliquer conformément aux dispositions ci-dessus du présent article.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2 du présent article, pendant six ans à compter de la date à laquelle la Convention de 1963 cessera de produire ses effets conformément aux dispositions de ce paragraphe, les dispositions ci-après s'appliqueront à la place de celles du paragraphe 1 de l'article 19 de la présente Convention :

" Les salaires, émoluments et autres rémunérations payés par un État contractant ou une de ses collectivités locales ou, en Finlande, une de ses paroisses, ou une autre personne morale de droit public directement ou à partir d'un fonds spécialement constitué à une personne physique au titre de services rendus ou de travail fourni sont imposables seulement dans cet État. "

Article 30. Dénonciation

La présente Convention restera en vigueur indéfiniment mais, après une période de cinq ans à compter de la date de son entrée en vigueur, chacun des États contractants pourra le dénoncer par écrit à l'autre, par la voie diplomatique, le 30 juin ou avant le 30 juin de toute année civile. En pareil cas, elle cessera de s'appliquer :

a) dans le cas des impôts retenus à la source, aux revenus perçus à compter du 1er janvier de l'année civile qui suivra immédiatement l'année de la dénonciation,

b) dans le cas des autres impôts sur le revenu et des impôts sur la fortune, aux impôts de toutes les années fiscales qui commenceront à partir du 1er janvier de l'année civile suivant immédiatement celle de la dénonciation.

En foi de quoi les plénipotentiaires soussignés des deux États contractants, à ce dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

Fait à Vienne, le 26 juillet 2000, en deux exemplaires originaux, chacun en langues allemande et finnoise, les deux textes faisant également foi.

Pour la République d'Autriche :

G. DEISS

Pour la République de Finlande :

HILLEL SKURNIK

No. 37795

**Austria
and
Croatia**

Agreement between the Republic of Austria and the Republic of Croatia for the avoidance of double taxation with respect to taxes on income and on capital (with protocol). Vienna, 21 September 2000

Entry into force: *27 June 2001, in accordance with article 28*

Authentic texts: *Croatian, English and German*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Austria, 1 November 2001*

**Autriche
et
Croatie**

Accord tendant à éviter la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune entre la République d'Autriche et la République de Croatie (avec protocole). Vienne, 21 septembre 2000

Entrée en vigueur : *27 juin 2001, conformément à l'article 28*

Textes authentiques : *croate, anglais et allemand*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *Autriche, 1er novembre 2001*

[CROATIAN TEXT — TEXTE CROATE]

**UGOVOR
IZMEĐU
REPUBLIKE AUSTRIJE
|
REPUBLIKE HRVATSKE
O IZBJEGAVANJU DVOSTRUKOG OPOREZIVANJA
POREZIMA NA DOHODAK I NA IMOVINU**

Republika Austrija i Republika Hrvatska želeći sklopiti Ugovor o izbjegavanju dvostrukog oporezivanja porezima na dohodak i na imovinu

utvrdile su kako slijedi u nastavku.

Članak 1.
OSOBE NA KOJE SE PRIMJENJUJE UGOVOR

Ovaj Ugovor primjenjuje se na osobe koje su rezidenti jedne ili objiju država ugovornica

Članak 2.
POREZI NA KOJE SE PRIMJENJUJE UGOVOR

- (1) Ovaj se Ugovor primjenjuje na poreze na dohodak i imovinu, koje je uvela jedna od država ugovornica, njezine pokrajine ili njezina tijela lokalne uprave i samouprave, neovisno o načinu na koji se ubiru.
- (2) Porezima na dohodak i na imovinu smatraju se svi porezi uvedeni na ukupni dohodak, na ukupnu imovinu ili na dijelove dohotka ili imovine, uključujući poreze na dobitke od otuđenja pokretne ili nepokretne imovine te poreze na ukupne iznose plaća koje isplaćuju trgovačka društva, kao i poreze na porast imovine.
- (3) Porezi na koje se primjenjuje ovaj Ugovor su posebno:
 - a) u Austriji:
 - (i) porez na dohodak,
 - (ii) porez na dobit,
 - (iii) porez na zemlju,
 - (iv) porez na poljoprivredna i šumarska društva,
 - (v) porez na vrijednost neizgrađenih čestica.
 - b) u Hrvatskoj:
 - (i) porez na dobit,
 - (ii) porez na dohodak
- (4) Ovaj Ugovor primjenjuje se i na bitno slične poreze koji budu uvedeni nakon dana potpisivanja ovog Ugovora uz navedene poreze ili umjesto njih. Nadležna tijela država ugovornica priopćavat će jedna drugima bitne promjene u svojim poreznim zakonima.

Članak 3.
OPĆE DEFINICIJE

- (1) Za potrebe ovog Ugovora ako iz konteksta ne proizlazi drukčije:
 - a) izraz "Austrija" označava Republiku Austriju,
 - b) izraz "Hrvatska" znači državno područje Republike Hrvatske, kao i područja mora koja se nastavljaju na vanjsku granicu teritorijalnog mora, uključujući morsko dno i podzemlje, na kojima Republika Hrvatska, u skladu s međunarodnim pravom i zakonima Republike Hrvatske, vrši suverena prava i jurisdikciju;
 - c) izraz "osoba" uključuje fizičku osobu, društvo i bilo koju drugu skupinu osoba,
 - d) izraz "društvo" označava svaku pravnu osobu ili drugi organizacijski oblik koji se u svrhe opozivanja smatra pravnom osobom,
 - e) izrazi "društvo države ugovornice" i "društvo druge države ugovornice" označavaju na odgovarajući način trgovačko društvo kojim upravlja rezident države ugovornice ili trgovačko društvo kojim upravlja rezident druge države ugovornice,
 - f) izraz "međunarodni promet" označava svaki prijevoz brodom ili zrakoplovom koji obavlja društvo sa sjedištem stvame uprave u jednoj od država ugovornica, osim ako brod ili zrakoplov obavlja prijevoz samo između mjesta u drugoj državi ugovornici,

- g) izraz "nadležno tijelo" znači:
 - (i) u slučaju Austrije, saveznog ministra financija ili njegovog ovlaštenog predstavnika,
 - (ii) u slučaju Hrvatske, ministra financija ili njegovog ovlaštenog predstavnika.
 - h) izraz "državljanin" označava:
 - (i) sve fizičke osobe koje imaju državljanstvo jedne od država ugovornica,
 - (ii) svaku pravnu osobu, partnerstvo ili udruženje koji svoj status izvode iz zakona koji vrijede u jednoj od država ugovornica.
- (2) Kada ovaj Ugovor primjenjuje država ugovornica, svaki izraz koji u njemu nije definiran imat će, osim ako sadržaj ne zahtijeva drugačije, značenje koje ima prema propisima te države što se odnose na poreze na koje se primjenjuje ovaj Ugovor.

Članak 4. REZIDENT

- (1) U ovome Ugovoru izraz "rezident države ugovornice" označava svaku osobu, koja prema zakonima te države, u njoj podliježe oporezivanju na temelju svoga prebivališta, boravišta, mjesta uprave, sjedišta ili nekoga drugog obilježja sličnoga značenja, i također uključuje tu državu, njezine pokrajine ili njezina tijela lokalne uprave i samouprave. Ovaj izraz, međutim, ne obuhvaća osobu koja u toj državi podliježe oporezivanju samo s dohotkom iz izvora u toj državi ili imovinom koja se nalazi u toj državi.
- (2) Ako je, prema odredbama stavka 1., fizička osoba rezident objiju država ugovornica, onda se njezin status određuje na ovaj način:
- a) smatra se rezidentom samo one države u kojoj ima prebivalište, a ako ima prebivalište u objema državama, smatrat će se da je rezident samo one države s kojom ima uže osobne i gospodarske odnose (središte životnih interesa),
 - b) ako se ne može odrediti u kojoj državi ima središte životnih interesa ili ako ni u jednoj državi nema prebivalište, smatrat će se da je rezident samo one države u kojoj ima uobičajeno boravište,
 - c) ako osoba ima uobičajeno boravište u objema državama ili ga nema ni u jednoj od njih, smatrat će se da je rezident samo one države čiji je državljanin,
 - d) ako je osoba državljanin objiju država ili nije državljanin ni jedne od njih, nadležna tijela država ugovornica nastojat će riješiti pitanje dogovorno.
- (3) Kad je zbog odredaba stavka 1. neka osoba koja nije fizička osoba rezident objiju država ugovornica, tada će se smatrati da je rezident one države ugovornice u kojoj se nalazi njezino mjesto stvarne uprave.

Članak 5. STALNA POSLOVNA JEDINICA

- (1) Za svrhe ovog Ugovora izraz "stalna poslovna jedinica" označava stalno mjesto poslovanja preko kojega se poslovanje društva obavlja u cijelosti ili djelomično.
- (2) Izraz "stalna poslovna jedinica" posebno uključuje:
- a) mjesto uprave,
 - b) podružnicu,
 - c) ured,
 - d) tvornicu,

- e) radionicu.
 - f) rudnik, naftni ili plinski izvor, kamenolom ili drugo mjesto iskorištavanja prirodnih bogatstava.
- (3) Gradilište ili građevinski ili instalacijski projekt čini stalnu poslovnu jedinicu samo ako traje dulje od 12 mjeseci
- (4) Neovisno od prethodnih odredaba ovoga članka, pod izrazom "stalna poslovna jedinica" ne podrazumijeva se.
- a) korištenje objekata isključivo za uskladištenje, izlaganje ili isporuku dobara ili robe koji pripadaju društvu,
 - b) održavanje zaliha dobara ili robe koje pripadaju društvu isključivo u svrhu uskladištenja, izlaganja ili isporuke,
 - c) održavanje zaliha dobara ili robe koje pripadaju društvu isključivo u svrhu prerade koje obavlja drugo društvo,
 - d) održavanje stalnog mjesta poslovanja isključivo u svrhu kupnje dobara ili robe ili za prikupljanje podataka za društvo,
 - e) održavanje stalnog mjesta poslovanja isključivo u svrhu obavljanja drugih djelatnosti za društvo koja imaju pripremno ili pomoćno značenje,
 - f) održavanje stalnog mjesta poslovanja isključivo zbog kombinacije djelatnosti spomenutih u podstavcima od a) do e) pod uvjetom da cjelokupna djelatnost stalnog mjesta poslovanja, koja je posljedica te kombinacije, ima pripremno ili pomoćno značenje.
- (5) Neovisno o odredbama stavaka 1. i 2., kad osoba - koja nije zastupnik sa samostalnim statusom, na koju se odnosi stavak 6. - djeluje u ime društva te ima ovlaštenje da u jednoj državi ugovornici zaključuje ugovore u ime tog društva i to tamo uobičajeno čini, smatra se da to društvo u toj državi ima stalnu poslovnu jedinicu glede svake djelatnosti koju ta osoba obavlja za društvo, osim ako su njezine djelatnosti ograničene na djelatnosti navedene u stavku 4. koje ako bi se obavljale preko stalnog mjesta poslovanja, ne bi to stalno mjesto poslovanja činile stalnom poslovnom jedinicom prema odredbama navedenog stavka.
- (6) Ne smatra se da društvo ima stalnu poslovnu jedinicu u jednoj državi ugovornici samo zato što svoje poslovanje u toj državi obavlja preko posrednika, generalnog komisijskog zastupnika ili drugog predstavnika sa samostalnim statusom ako te osobe rade u okviru svoje redovite poslovne djelatnosti
- (7) Činjenica da društvo koje je rezident države ugovornice kontrolira ili je u većinskom vlasništvu društva koje je rezident druge države ugovornice ili koje obavlja poslovanje u toj drugoj državi (preko stalne poslovne jedinice ili na drugi način) sama po sebi ne znači da jedno društvo može postati stalna poslovna jedinica drugog društva.

Članak 6. DOHODAK OD NEKRETNINA

- (1) Dohodak koji rezident jedne države ugovornice ostvari od nekretnina (uključujući dohodak od poljoprivrede ili šumarstva), koje se nalaze u drugoj državi ugovornici, može se oporezivati u drugoj državi ugovornici.
- (2) Izraz "nekretnina" ima značenje prema propisima države ugovornice u kojoj se predmetna imovina nalazi. Taj izraz u svakome slučaju uključuje imovinu koja pripada uz nekretninu, stoku i opremu koje se koriste u poljoprivredi i šumarstvu, stvarna prava na koja se primjenjuju odredbe općih propisa o vlasništvu nad zemljom, pravo plodouživanja nekretnine te prava na isplate u promjenljivom ili utvrđenom iznosu kao naknade za

iskorištavanje ili pravo na iskorištavanje rudnih nalazišta, izvora i drugih prirodnih bogatstava. Pomorski i riječni brodovi i zrakoplovi ne smatraju se nekretninama.

- (3) Odredbe stavka 1. primjenjuju se na dohodak koji se ostvaruje od izravnog korištenja. davanja u zakup ili najam te na svaki drugi način korištenja nekretnine.
- (4) Odredbe stavaka 1. i 3. primjenjuju se i na dohodak od nekretnina društva i na dohodak od nekretnina koje se koriste za obavljanje samostalne djelatnosti.

Članak 7. DOBIT OD POSLOVANJA

- (1) Dobit od poslovanja društva jedne države ugovornice oporezuje se samo u toj državi, osim ako društvo posluje u drugoj državi ugovornici putem stalne poslovne jedinice koja se u njoj nalazi. Ako društvo posluje u drugoj državi ugovornici putem stalne poslovne jedinice, poslovna dobit društva može se oporezivati u toj drugoj državi, ali samo onoliko dobiti koliko se može pripisati toj stalnoj poslovnoj jedinici.
- (2) U skladu s odredbama stavka 3. ovoga članka, ako društvo države ugovornice posluje u drugoj državi ugovornici putem stalne poslovne jedinice koja se u njoj nalazi, onda se u svakoj državi ugovornici toj stalnoj poslovnoj jedinici pripisuje dobit koju bi mogla ostvariti kad bi bila zasebno i nezavisno društvo koje se bavi istim ili sličnim poslovanjem pod istim ili sličnim uvjetima te da je poslovala potpuno samostalno s društvom čija je stalna poslovna jedinica.
- (3) Pri utvrđivanju dobiti stalne poslovne jedinice, priznaju se kao odbitak opravdani troškovi nastali za potrebe stalne poslovne jedinice, uključujući upravne i opće administrativne troškove bilo da su učinjeni u državi u kojoj se nalazi stalna poslovna jedinica ili drugdje.
- (4) Ako je u državi ugovornici uobičajeno utvrđivati dobit stalne poslovne jedinice na temelju raspodjele ukupne dobiti društva na njene različite dijelove, stavak 2. nikako ne sprječava tu državu ugovornicu da takvom uobičajenom raspodjelom odredi oporezivu dobit. Prihvaćeni način raspodjele mora biti takav da rezultat bude u skladu s načelima sadržanim u ovom članku.
- (5) Stalnoj poslovnoj jedinici ne pripisuje se dobit ako ta stalna poslovna jedinica samo kupuje dobra ili robu za društvo.
- (6) U svrhe iz prethodnih stavaka dobit koju treba pripisati stalnoj poslovnoj jedinici određuje se na isti način svake godine, osim ako ne postoji opravdan i dovoljan razlog da se postupi drukčije.
- (7) Ako dobit uključuje i dijelove dohotka koji su na poseban način uređeni u drugim člancima ovog Ugovora, odredbe ovog članka ne utječu na odredbe tih članaka.
- (8) Izraz "dobit" kad se rabi u ovom članku uključuje dobit ostvarenu od bilo kojeg partnera od njegovog sudjelovanja u partnerstvu i u slučaju Austrije, od sudjelovanja u tihom partnerstvu (Stille Gesellschaft) koje je osnovano prema austrijskom zakonu.

Članak 8. POMORSKI, RIJEČNI I ZRAČNI TRANSPORT

- (1) Dobit od korištenja brodova ili zrakoplova u međunarodnom prometu oporezuje se samo u državi u kojoj je sjedište stvame uprave društva.

- (2) Dobit od korištenja riječnih brodova u prometu na unutarnjim plovnim putevima oporezuje se samo u državi u kojoj je sjedište stvarne uprave društva.
- (3) Ako je sjedište stvarne uprave društva koje se bavi međunarodnim prometom ili društva koje se bavi prometom na unutarnjim plovnim putevima na pomorskom ili riječnom brodu, smatra se da se nalazi u državi u kojoj je matična luka pomorskog ili riječnog broda ili ako nema matične luke, u državi ugovornici čiji je rezident korisnik pomorskog ili riječnog broda.
- (4) Odredba stavka 1. primjenjuje se na dobit od udjela u nekom poslu, zajedničkom poslovanju ili u nekoj međunarodnoj poslovnoj agenciji.

Članak 9. POVEZANA DRUŠTVA

Ako

- a) društvo države ugovornice sudjeluje izravno ili neizravno u upravi, nadzoru ili kapitalu društva druge države ugovornice, ili
- b) iste osobe sudjeluju izravno ili neizravno u upravi, nadzoru ili kapitalu društva države ugovornice i društva druge države ugovornice,

ako su u oba slučaja između ta dva društva u njihovim trgovačkim i financijskim odnosima određeni ili nametnuti uvjeti različiti od onih koji bi bili određeni između samostalnih društava, dobit koja bi bez tih uvjeta nastala za jedno od društva, ali zbog tih uvjeta nije nastala, može se uključiti u dobit tog društva i prema tome oporezivati.

Članak 10. DIVIDENDE

- (1) Dividende koje društvo rezident države ugovornice plaća rezidentu druge države ugovornice mogu se oporezivati u toj drugoj državi.
- (2) a) Međutim, takve dividende mogu se oporezivati i u državi ugovornici čiji je rezident društvo koje plaća dividende, i to prema zakonima te države, ali ako je primatelj dividendi stvarni korisnik, tada tako utvrđen porez ne smije biti veći od 15% od bruto-iznosa dividendi.
b) Ako je stvarni korisnik društvo (izuzimajući partnerstvo) koje izravno posjeduje najmanje 10% kapitala u društvu koje plaća dividende, takve dividende, koje su predmet odredaba članka 23. stavka 1. podstavka c, se oporezuju samo u državi ugovornici u kojoj je stvarni korisnik dividendi rezident.
Odredbe ovog stavka ne utječu na oporezivanje dobiti društva iz koje se plaćaju dividende.
- (3) Izraz "dividenda" upotrijebljen u ovomu članku označava dohodak od dionica, "jouissance" dionica ili "jouissance" prava, udjela u rudnicima, osnivačkih udjela ili drugih prava, koja nisu potraživanja duga, što sudjeluju u dobiti te dohodak od drugih prava u društvu koje podliježe istomu poreznomu postupku kao i dohodak od dionica prema zakonima države čiji je rezident društvo koje vrši raspodjelu.
- (4) Odredbe stavaka 1. i 2. ovoga članka ne primjenjuju se ako stvarni korisnik dividendi, koji je rezident države ugovornice, posluje u drugoj državi ugovornici čiji je je rezident društvo koje isplaćuje dividende preko stalne poslovne jedinice koja se nalazi u toj državi ili u toj drugoj državi obavlja samostalnu djelatnost iz stalnog sjedišta u toj državi, a pravo na osnovi kojega se dividende plaćaju povezano je sa stalnom poslovnom jedinicom ili stalnim sjedištem. U tom se slučaju, prema potrebi, primjenjuju odredbe članka 7. ili članka 14.

- (5) Ako društvo koje je rezident države ugovornice ostvaruje dobit ili dohodak iz druge države ugovornice, ta druga država ne može naplatiti nikakav porez na dividende koje isplaćuje to društvo, osim ako su te dividende plaćene rezidentu te druge države ili ako je posjed dionica zbog kojih se dividende isplaćuju stvarno povezan sa stalnom poslovnom jedinicom ili sa stalnim sjedištem u toj drugoj državi niti može oporezivati neraspodijeljenu dobit društva, pa čak ni onda ako se plaćene dividende ili neraspodijeljena dobit u cijelosti ili djelomično sastoje od dobiti ili dohotka nastalog u toj drugoj državi.

Članak 11. KAMATE

- (1) Kamate nastale u državi ugovornici, a isplaćene rezidentu druge države ugovornice, mogu se oporezivati u toj drugoj državi.
- (2) Međutim, takve kamate mogu se oporezivati u državi ugovornici u kojoj nastaju, i to sukladno sa zakonima te države, ali ako je stvarni korisnik kamata rezident druge države ugovornice, tada tako utvrđen porez ne smije biti veći od 5% od bruto iznosa kamata. Nadležna tijela država ugovornica će dogovorno urediti način primjene ovog ograničenja.
- (3) Izraz "kamate", za potrebe ovog članka, označava prihod od potraživanja duga svake vrste, bilo da je ili da nije osigurano zalogom i bilo da nosi ili da ne nosi pravo udjela u dobiti dužnika, a posebno prihod od vladinih vrijednosnica i prihod od obveznica i zadužnica, uključujući premije i nagrade u svezi s tim vrijednosnicama, obveznicama i zadužnicama. Zatezne kamate zbog zakašnjenja plaćanja ne smatraju se kamatama u smislu ovog članka.
- (4) Odredbe stavka 1. i 2. ne primjenjuju se ako stvarni korisnik kamata, koji je rezident države ugovornice, postuje u drugoj državi ugovornici, u kojoj su te kamate nastale, putem stalne poslovne jedinice koja se u njoj nalazi ili u toj drugoj državi obavlja samostalnu djelatnost iz stalnog sjedišta u njoj, a potraživanje duga na koje se plaćaju kamate stvarno je povezano s takvom stalnom poslovnom jedinicom ili stalnim sjedištem. U tom se slučaju, prema potrebi, primjenjuju odredbe članka 7. ili članka 14.
- (5) Smatra se da kamate nastaju u državi ugovornici kad je isplatiatelj ta država, lokalno tijelo ili rezident te države. Međutim, ako isplatiatelj kamata, bez obzira da li je rezident države ugovornice ili nije, u državi ugovornici ima stalnu poslovnu jedinicu ili stalno sjedište u vezi s kojima je dugovanje nastalo, za koje se plaćaju kamate i takve kamate snosi stalna poslovna jedinica ili stalno sjedište, tada se smatra da kamate nastaju u toj državi u kojoj se nalazi stalna poslovna jedinica ili stalno sjedište.
- (6) Ako je, zbog posebnog odnosa između isplatiatelja i stvarnog korisnika ili između njih oboje i neke druge osobe, iznos kamata, uzimajući u obzir potraživanje duga za koji se one plaćaju, veći od iznosa koji bi bio ugovoren između isplatiatelja i stvarnog korisnika da nema takva odnosa, odredbe ovog članka primjenjuju se samo na zadnje spomenuti iznos. U takvom se slučaju više plaćeni iznos oporezuje prema zakonima svake države ugovornice, uzimajući u obzir druge odredbe ovog Ugovora.

Članak 12. AUTORSKE NAKNADE

- (1) Autorske naknade nastale u državi ugovornici i čiji je vlasnik rezident druge države ugovornice oporezuju se samo u toj drugoj državi.
- (2) Izraz "autorske naknade", koji se rabi u ovom članku, označava sva plaćanja primljena kao naknade za korištenje ili za pravo korištenja bilo kojeg autorskog prava na književno,

umjetničko ili znanstveno djelo, uključujući kinematografske filmove, svakog patenta, zaštitnog znaka, nacrta ili modela, plana, tajne formule ili postupka ili za obavijesti koje se odnose na industrijsko, trgovačko ili znanstveno iskustvo.

- (3) Odredbe stavka 1. ne primjenjuju se ako stvarni korisnik autorske naknade, koji je rezident države ugovornice, postuje u drugoj državi ugovornici u kojoj nastaju autorske naknade putem stalne poslovne jedinice koja se u njoj nalazi ili u toj drugoj državi obavlja samostalnu djelatnost iz stalnog sjedišta koje se u njoj nalazi, a prava i imovina temeljem kojih se autorska prava isplaćuju stvarno su povezana s takvom stalnom poslovnom jedinicom ili stalnim sjedištem. U tom se slučaju, prema potrebi, primjenjuju odredbe članka 7. ili članka 14.
- (4) Ako je, zbog posebnog odnosa između isplatitelja i stvarnog korisnika ili između njih oboje i neke druge osobe, iznos autorskih naknada, uzimajući u obzir korištenje, pravo ili podatke za koje su one plaćene, veći od iznosa koji bi bio ugovoren između isplatitelja i stvarnog korisnika da nema takva odnosa, odredbe ovoga članka primjenjuju se samo na potonji iznos. U takvu je slučaju više plaćeni iznos oporeziv prema zakonima svake države ugovornice, uzimajući u obzir druge odredbe ovog Ugovora.

Članak 13.

DOBIT OD OTUĐENJA IMOVINE

- (1) Dobit koju rezident države ugovornice ostvari od otuđenja nekretnina navedenih u članku 6., a koje se nalaze u drugoj državi ugovornici, može se oporezivati u toj drugoj državi.
- (2) Dobit od otuđenja pokretne imovine koja čini dio poslovne imovine stalne poslovne jedinice koju društvo države ugovornice ima u drugoj državi ugovornici ili pokretne imovine koja pripada stalnom sjedištu rezidenta države ugovornice u drugoj državi ugovornici za svrhe obavljanja samostalne djelatnosti, uključujući dobit od otuđenja takve stalne poslovne jedinice (same ili zajedno sa cijelim društvom) ili takvog stalnog sjedišta, može se oporezivati u toj drugoj državi.
- (3) Dobit od otuđenja brodova ili zrakoplova koji se koriste u međunarodnom prometu, riječnih brodova koji se koriste u prometu na unutarnjim plovnim putevima ili pokretna imovina koja služi za korištenje pomorskih brodova, zrakoplova ili riječnih brodova oporezuje se samo u državi ugovornici u kojoj se nalazi sjedište stvarne uprave društva
- (4) Dobit od otuđenja imovine na koju se ne odnose stavci 1., 2. i 3. oporezuje se samo u državi ugovornici u kojoj je otuđitelj rezident.

Članak 14.

SAMOSTALNA DJELATNOST

- (1) Dohodak koji ostvari rezident države ugovornice od profesionalnih djelatnosti ili drugih samostalnih djelatnosti oporezuje se samo u toj državi, osim ako u drugoj državi ugovornici ima stalno sjedište koje mu redovito stoji na raspolaganju za obavljanje njegovih djelatnosti. Ako on ima takvo stalno sjedište, dohodak se može oporezivati u toj drugoj državi, ali samo onaj dio dohotka koji se može pripisati tom stalnom sjedištu
- (2) Izraz "profesionalne djelatnosti" uključuje posebno samostalne znanstvene, književne, umjetničke, obrazovne ili nastavne djelatnosti te samostalne djelatnosti liječnika, pravnika, inženjera, arhitekata, zubara i knjigovođa.

Članak 15.
NESAMOSTALNI RAD

- (1) U skladu s odredbama članaka 16., 18. i 19., plaće i slična primanja, koje rezident države ugovornice ostvaruje od nesamostalnog rada, oporezuju se samo u toj državi, osim kada se radi o nesamostalnom radu u drugoj državi ugovornici. Ako se radi o takvom nesamostalnom radu, primanje koje se od toga ostvaruje može se oporezivati u toj drugoj državi.
- (2) Neovisno o odredbama stavka 1., primanje koje rezident države ugovornice ostvaruje od nesamostalnog rada u drugoj državi ugovornici oporezuje se samo u prvospomenutoj državi ako:
 - a) primatelj boravi u drugoj državi u razdoblju ili razdobljima koja ukupno ne traju duže od 183 dana u dotičnoj kalendarskoj godini,
 - b) ako primanje isplati poslodavac koji nije rezident druge države ili se ona isplate u njegovo ime, i
 - c) ako primanje ne tereti stalnu poslovnu jedinicu ili stalno sjedište koja poslodavac ima u toj drugoj državi.
- (3) Neovisno o prethodnim odredbama ovoga članka, primanja ostvarena od nesamostalnog rada na brodu ili zrakoplovu koji se koriste u međunarodnom prometu ili na riječnom brodu u prometu na unutarnjim plovnim putovima, mogu se oporezivati u državi ugovornici u kojoj se nalazi sjedište stvame uprave društva.

Članak 16.
NAKNADE ČLANOVA UPRAVE

Naknade članova uprave i druga slična plaćanja koja ostvari rezident države ugovornice za rad u svojstvu člana upravnog odbora društva koje je rezident druge države ugovornice mogu se oporezivati u toj drugoj državi.

Članak 17.
UMJETNICI I ŠPORTAŠI

- (1) Neovisno o odredbama članaka 14. i 15., dohodak koji ostvari rezident države ugovornice kao izvođač, primjenice kao kazališni, filmski, radijski ili televizijski umjetnik ili glazbenik ili kao športaš od svoje osobne djelatnosti u drugoj državi ugovornici, mogu se oporezivati u toj drugoj državi.
- (2) Ako dohodak od osobne djelatnosti u svojstvu izvođača ili športaša ne pripada izvođaču ili športašu, već nekoj drugoj osobi, taj se dohodak neovisno o odredbama članaka 7., 14. i 15. može oporezivati u državi ugovornici u kojoj izvođač ili športaš obavlja svoju djelatnost.

Članak 18.
MIROVINE

Prema odredbama članka 19 stavka 2., mirovine i druga slična primanja plaćena rezidentu države ugovornice po osnovi prijašnjeg nesamostalnog rada, oporezuju se samo u toj državi.

Članak 19.
DRŽAVNA SLUŽBA

- (1) a) Plaće i slična primanja, osim mirovine, koje država ugovornica ili njen politički podređen dio ili njeno tijelo lokalne uprave i samouprave isplati nekoj fizičkoj osobi za rad u državnoj službi ili za rad u službi njene pokrajine ili njenim tijelima lokalne uprave i samouprave oporezuju se samo u toj državi.
b) Takve se plaće i slična primanja, međutim, oporezuju samo u drugoj državi ugovornici ako se ta služba obavlja u toj državi i ako je fizička osoba rezident te države koji:
 - (i) je državljanin te države, ili
 - (ii) nije postao rezident te države samo zbog obavljanja te službe.
- (2) a) Mirovine koje plaća država ugovornica ili njen politički podređen dio ili njeno tijelo lokalne uprave i samouprave ili što se iz fondova te države ili njenog politički podređenog dijela ili njenog tijela lokalne uprave i samouprave plaćaju nekoj fizičkoj osobi za službu za tu državu ili njen politički podređen dio ili njeno tijelo lokalne uprave i samouprave oporezuju se samo u toj državi.
b) Te mirovine, međutim, oporezuju se samo u drugoj državi ugovornici ako je fizička osoba rezident i državljanin te države.
- (3) Odredbe stavka 1. ovog članka primjenjivat će se na naknade isplaćene predstavništvu Austrijske Gospodarske Komore u Hrvatskoj i djelatnicima tog predstavništva Austrijske Gospodarske Komore, kao i za naknade isplaćene predstavništvu Hrvatske Gospodarske Komore u Austriji i djelatnicima tog predstavništva Hrvatske Gospodarske Komore.
- (4) Odredbe članaka 15., 16., 17. i 18. primjenjuju se na plaće i slična primanja i mirovine koje se odnose na usluge pružene u svezi s poslom što ga vodi država ugovornica ili njen politički podređen dio ili njeno tijelo lokalne uprave i samouprave.

Članak 20.
STUDENTI

Primitke koje student ili vježbenik, koji jest ili je bio neposredno prije posjeta državi ugovornici rezident druge države ugovornice i koji boravi u prvospomenutoj državi isključivo u svrhu svog obrazovanja ili obuke, prima u svrhu svog uzdržavanja, obrazovanja ili obuke, uz uvjet da ti primitci proizlaze iz izvora izvan te države, ne oporezuju se u toj državi.

Članak 21.
OSTALI DOHODAK

- (1) Dijelovi dohotka rezidenta države ugovornice, bez obzira gdje su nastali, koji nisu navedeni u prethodnim člancima ovog Ugovora, oporezuju se samo u toj državi.
- (2) Odredbe stavka 1. ne primjenjuju se na dohodak, osim na dohodak od nekretnina definiran u članku 6. stavku 2., ako primatelj takvog dohotka, koji je rezident države ugovornice, posluje u drugoj državi ugovornici putem stalne poslovne jedinice koja se u njoj nalazi ili u toj drugoj državi obavlja samostalnu djelatnost iz stalnog sjedišta koje se u njoj nalazi, a pravo ili imovina na temelju kojih se dohodak isplaćuje stvamo su povezani s takvom stalnom poslovnom jedinicom ili stalnim sjedištem. U takvom slučaju, prema potrebi, primjenjivat će se odredbe članka 7. ili članka 14.

Članak 22.
IMOVINA

- (1) Imovina koja se sastoji od nekretnina, u smislu članka 6., koju posjeduje rezident države ugovornice, a nalazi se u drugoj državi ugovornici, može se oporezivati u toj drugoj državi.
- (2) Imovina koja se sastoji od pokretnina koje čine dio poslovne imovine stalne poslovne jedinice koju društvo jedne države ugovornice ima u drugoj državi ugovornici ili pokretnina koje pripadaju stalnom sjedištu što stoji na raspolaganju rezidentu države ugovornice radi obavljanja samostalne djelatnosti u drugoj državi ugovornici, može se oporezivati u toj drugoj državi.
- (3) Brodovi i zrakoplovi koji se koriste u međunarodnom prometu i riječni brodovi koji se koriste u prometu na unutarnjim plovnim putevima te pokretnine koje služe za korištenje pomorskih i riječnih brodova i zrakoplova oporezuju se samo u državi ugovornici u kojoj se nalazi sjedište stvarne uprave društva.
- (4) Svi drugi sastavni dijelovi imovine rezidenta države ugovornice oporezuju se samo u toj državi.

Članak 23.
IZBJEGAVANJE DVOSTRUKOG OPOREZIVANJA

- (1) Ako se radi o rezidentu Austrije, dvostruko oporezivanje izbjegava se kako slijedi u nastavku:
 - a) Kad rezident Austrije ostvari dohodak ili posjeduje imovinu koji se, u skladu s odredbama ovog Ugovora, mogu oporezivati u Hrvatskoj, Austrija će u skladu sa odredbama u točkama b) do d), i stavka 3., izuzeti takav dohodak ili imovinu od poreza.
 - b) Kada rezident Austrije ostvari dijelove dohotka koji se u skladu s odredbama članka 10. stavka 2. točka a) i članka 11. stavka 2., mogu oporezivati u Hrvatskoj, Austrija će odobriti kao odbitak od poreza na dohodak tog rezidenta iznos koji je jednak porezu plaćenom u Hrvatskoj. Takav odbitak, međutim, ne smije biti veći od onoga dijela poreza koji je utvrđen prije odbitka, a koji se može pripisati onim dijelovima dohotka ostvarenim u Hrvatskoj.
 - c) Dividende spomenute u članku 10. stavku 2. točka b) i plaćene od društva rezidenta Hrvatske, društvu koje je rezident Austrije, izuzet će se od poreza u Austriji, bez obzira na promjene minimalnog udjela koji je potreban prema austrijskom zakonu.
 - d) Dohodak koji ostvari rezident Austrije, a za koji se s austrijske strane smatra da je prema ovom Ugovoru oporeziv u Hrvatskoj, može se usprkos tome oporezivati u Austriji, ako poslije vođenja postupka zajedničkog dogovaranja Hrvatska izuzme takav dohodak od oporezivanja na temelju ovog Ugovora.
- (2) Ako se radi o rezidentu Hrvatske, dvostruko oporezivanje izbjegava se kako slijedi u nastavku:

Kada rezident Hrvatske ostvari dohodak ili posjeduje imovinu koji, u skladu s odredbama ovog Ugovora, mogu biti oporezivani u Austriji, Hrvatska će odobriti:

 - a) kao odbitak od poreza na dohodak tog rezidenta iznos koji je jednak porezu na dohodak plaćen u Austriji,
 - b) kao odbitak od poreza na imovinu tog rezidenta iznos koji je jednak porezu na imovinu plaćenu u Austriji.

Takav odbitak, u oba slučaja, međutim, ne smije biti veći od onog dijela poreza na dohodak ili na imovinu koji je utvrđen prije odbitka, a koji se može, ovisno o slučaju, pripisati dohotku ili imovini koji su oporezivi u Austriji.

- (3) Kad se u skladu s bilo kojom odredbom ovog Ugovora, dohodak koji ostvari ili imovina u vlasništvu rezidenta države ugovornice izuzimaju od poreza u toj državi, ta država svejedno može, pri obračunu iznosa poreza na preostali dohodak ili imovinu takvoga rezidenta, uzeti u obračun izuzeti dohodak ili imovinu.

Članak 24. JEDNAKO POSTUPANJE

- (1) Državljeni države ugovornice u drugoj državi ugovornici ne smiju biti podvrgnuti nikakvu oporezivanju ili s tim povezanim obvezama koje su drukčije ili predstavljaju veći teret od oporezivanja i s time povezanim obvezama kojima podliježu ili mogu podlijezati državljani druge države u istim okolnostima, posebno s obzirom na boravište. Neovisno o odredbama članka 1., ova se odredba primjenjuje i na osobe koje nisu rezidenti jedne ili objiju država ugovornica.
- (2) Stalna poslovna jedinica, koju društvo države ugovornice ima u drugoj državi ugovornici, ne smije biti u toj drugoj državi oporezivana nepovoljnije nego što se oporezuju društva te druge države koja obavljaju iste djelatnosti. Ova se odredba ne može tumačiti tako da obvezuje državu ugovornicu da rezidentima druge države ugovornice, zbog građanskog statusa ili obiteljskih obveza, odobrava osobne odbitke, olakšice i sniženja pri oporezivanju koje odobrava vlastitim rezidentima.
- (3) Osim kad se primjenjuju odredbe članka 9., članka 11. stavka 6. ili članka 12. stavka 4., kamate, autorske naknade i druge isplate koje društvo države ugovornice plaća rezidentu druge države ugovornice, u svrhe utvrđivanja oporezive dobiti takva društva, odbijaju se pod istim uvjetima kao da su bile plaćene rezidentu prvospomenute države. Na sličan način, svaki dug društva države ugovornice prema rezidentu druge države ugovornice, u svrhe utvrđivanja oporezivog kapitala takvog društva, odbija se pod istim uvjetima kao da je bio ugovoren s rezidentom prvospomenute države.
- (4) Društva države ugovornice, čija je imovina u cjelosti ili djelomično u vlasništvu ili pod izravnom ili neizravnom kontrolom jednog ili više rezidenata druge države ugovornice, u prvospomenutoj državi ne podliježu nikakvu oporezivanju ili s tim povezanim obvezama koje su drukčije ili predstavljaju veći teret od oporezivanja i s time povezanim obvezama kojima podliježu ili mogu podlijezati slična društva prvospomenute države

Članak 25. POSTUPAK ZAJEDNIČKOG DOGOVARANJA

- (1) Ako jedna osoba smatra da postupci jedne ili objiju država ugovornica kao posljedicu imaju ili će imati oporezivanje koje nije u skladu s odredbama ovog Ugovora, ona može, neovisno o pravnomu lijeku predviđenom u domaćem zakonodavstvu tih država, podnijeti zahtjev nadležnom tijelu države ugovornice čiji je rezident ili, ako je njezin slučaj obuhvaćen člankom 24. stavkom 1., tijelu države ugovornice čiji je državljanin. Postupak se mora pokrenuti u roku od tri godine od saznanja za postupak koji je doveo do oporezivanja protivnog odredbama ovog Ugovora.
- (2) Ako nadležno tijelo smatra da je prigovor opravdan i ako ga samostalno ne bude moglo riješiti na zadovoljavajući način, nastojat će to učiniti u dogovoru s nadležnim tijelom druge države ugovornice, radi izbjegavanja oporezivanja koje nije u skladu s ovim Ugovorom.

Postignuti dogovor provest će se u domaćem zakonodavstvu država ugovornica, bez obzira na vremenska ograničenja.

- (3) Nadležna tijela država ugovornica nastojat će zajedničkim dogovorom riješiti sve teškoće ili nejasnoće koje se pojave pri tumačenju ili primjeni ovog Ugovora. Ta se tijela mogu dogovarati i o uklanjanju dvostrukog oporezivanja u slučajevima koji nisu predviđeni ovim Ugovorom.
- (4) Nadležna tijela država ugovornica mogu izravno međusobno izmjenjivati mišljenja radi postizanja dogovora u smislu prethodnih stavaka. Ako radi postizanja dogovora treba obaviti usmenu razmjenu mišljenja, to se može učiniti putem komisije sastavljene od zastupnika nadležnih tijela država ugovornica.

Članak 26.

RAZMJENA OBAVIJESTI

- (1) Nadležna tijela država ugovornica razmjenjuju obavijesti potrebne za provedbu odredaba ovog Ugovora ili domaćih propisa država ugovornica, koji se odnose na poreze obuhvaćene ovim Ugovorom ako je oporezivanje, prema tim propisima, u skladu s ovim Ugovorom. Razmjena obavijesti nije ograničena člankom 1. Svaka obavijest koju primi država ugovornica smatrat će se tajnom kao i obavijesti dobivene prema domaćim zakonima te države te se mogu priopćiti samo osobama ili tijelima (uključujući sudove i upravna tijela) koji se bave određivanjem ili ubiranjem, izvršenjem ili gonjenjem ili rješavanjem žalbi glede poreza obuhvaćenih ovim Ugovorom. Spomenute osobe ili tijela koristit će se ovim obavijestima samo u navedene svrhe. One mogu otkrivati te obavijesti u javnom sudskom postupku ili u sudskoj odluci.
- (2) Odredbe stavka 1. ne mogu se ni u kojem slučaju tumačiti kao da državi ugovornici nameću obvezu da:
 - a) poduzima upravne mjere suprotne zakonima ili upravnoj praksi te ili druge države ugovornice,
 - b) daje obavijesti koje se ne mogu dobiti prema propisima ili uobičajenom upravnom postupku te ili druge države ugovornice,
 - c) daje obavijesti koje bi otkrile neku trgovačku, poslovnu, industrijsku, komercijalnu ili profesionalnu tajnu ili trgovački postupak ili obavijest čije bi priopćenje bilo suprotno javnom poretku.
- (3) Način primjene ovog članka riješit će se dogovorom između Ministara financija.

Članak 27.

ČLANOVI DIPLOMATSKIH MISIJA I KONZULARNIH POSTAJA

Odredbe ovog Ugovora ne utječu na porezne povlastice članova diplomatskih misija ili konzularnih postaja predviđenih općim pravilima međunarodnog prava ili odredbama posebnih ugovora

Članak 28.

STUPANJE NA SNAGU

Ovaj Ugovor stupa na snagu 30 dana od dana primitka zadnje obavijesti, diplomatskim putem, koja ukazuje na dovršenje unutarnjih pravnih postupaka predviđenih u svakoj državi ugovornici za stupanje na snagu ovog Ugovora. Ovaj Ugovor primjenjivat će se na dohodak stečen i imovinu posjedovanu tijekom poreznih godina koje počinju na ili nakon 1. siječnja kalendarske godine koja slijedi iza godine u kojoj ovaj Ugovor stupa na snagu.

Članak 29.
OTKAZ

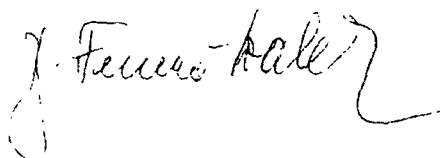
Ovaj Ugovor ostaje na snazi neograničeno vrijeme, ali svaka država ugovornica može 30. lipnja ili prije 30. lipnja svake kalendarske godine nakon isteka razdoblja od pet godina od dana njegova stupanja na snagu, diplomatskim putem dostaviti drugoj državi ugovornici pismenu obavijest o otkazu Ugovora. U tom slučaju ovaj Ugovor prestat će se primjenjivati na dohodak stečen i imovinu posjedovanu za vrijeme poreznih godina na ili nakon 1. siječnja kalendarske godine koja slijedi godinu u kojoj je dana obavijest o otkazu.

U potvrdu tome su doljepotpisani iz dvije države ugovornice, pravomoćno za to ovlašteni, potpisali ovaj Ugovor.

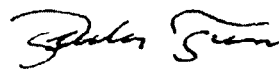
Sastavljeno u po dva istovjetna primjerka u Becau dana 21. 09. 00
i to na njemačkom, hrvatskom i engleskom jeziku, pri čemu su svi tekstovi jednako vjerodostojni.

U slučaju neslaganja u tumačenju mjerodavan je tekst na engleskom jeziku.

Za Republiku Austriju



Za Republiku Hrvatsku



PROTOKOL

Prilikom potpisivanja Ugovora između Republike Hrvatske i Republike Austrije o izbjegavanju dvostrukog oporezivanja porezima na dohodak i na imovinu, doljepotpisani su utvrdili da slijedeće odredbe čine sastavni dio navedenog Ugovora:

U pogledu članka 10. i članka 11.:

Obje strane u ovom Ugovoru utvrdile su, ako Austrija smatra da su članci 10. i 11. nepovoljniji u usporedbi s istim odredbama u Ugovoru zaključenom između Hrvatske i bilo koje druge zemlje članice Europske Unije, ugovorne strane će bez odlaganja pristupiti pregovorima o ovim odredbama s namjerom otkljananja takvih nepovoljnosti.

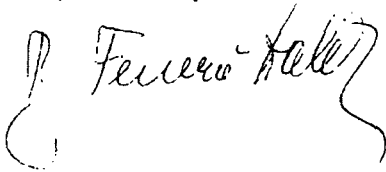
Tumačenje Ugovora

Podrazumijeva se da odredbe ovog Ugovora, koje su napravljene u skladu s odgovarajućim odredbama OECD-ovog Modela o izbjegavanju dvostrukog oporezivanja porezima na dohodak i na imovinu, općenito računajući, imaju stoga isto značenje kako je to i naznačeno u OECD-ovim komentarima na OECD Model. Navedeni komentari, kako i mogu biti izmijenjeni s vremena na vrijeme, imat će prilikom tumačenja značenja prema Bečkoj Konvenciji o pravu međunarodnih ugovora od 23. svibnja 1969. godine.

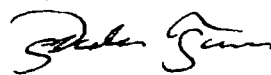
U potvrdu tome su pravomoćno za to ovlašteni potpisali ovaj Protokol

Sastavljeno u po dva istovjetna primjerka u Beču dana 21.09.00;
to na njemačkom, hrvatskom i engleskom jeziku, pri čemu su svi tekstovi jednako vjerodostojni.
U slučaju neslaganja u tumačenju mjerodavan je tekst na engleskom jeziku.

Za Republiku Austriju



Za Republiku Hrvatsku



[ENGLISH TEXT — TEXTE ANGLAIS]

AGREEMENT BETWEEN THE REPUBLIC OF AUSTRIA AND THE REPUBLIC OF CROATIA FOR THE AVOIDANCE OF DOUBLE TAXATION WITH RESPECT TO TAXES ON INCOME AND ON CAPITAL

The Republic of Austria and the Republic of Croatia, desiring to conclude an Agreement for the avoidance of double taxation with respect to taxes on income and on capital, Have agreed as follows:

Article 1. Personal scope

This Agreement shall apply to persons who are residents of one or both of the Contracting States.

Article 2. Taxes covered

1. This Agreement shall apply to taxes on income and on capital imposed on behalf of a Contracting State or of its political subdivisions or local authorities, irrespective of the manner in which they are levied.

2. There shall be regarded as taxes on income and on capital all taxes imposed on total income, on total capital, or on elements of income or of capital, including taxes on gains from the alienation of movable or immovable property, taxes on the total amounts of wages or salaries paid by enterprises as well as taxes on capital appreciation.

3. The existing taxes to which the Agreement shall apply are in particular:

(a) in Austria:

(i) the income tax (die Einkommensteuer);

(ii) the corporation tax (die Körperschaftsteuer);

(iii) the land tax (die Grundsteuer);

(iv) the tax on agricultural and forestry enterprises (die Abgabe von land- und forstwirtschaftlichen Betrieben), and

(v) the tax on the value of vacant plots (die Abgabe vom Bodenwert bei unbebauten Grundstücken);

(b) in Croatia:

(i) the profit tax, and

(ii) the income tax.

4. The Agreement shall apply also to any identical or substantially similar taxes which are imposed after the date of signature of the Agreement in addition to, or in place of, the existing taxes. The competent authorities of the Contracting States shall notify each other of any substantial changes which have been made in their respective taxation laws.

Article 3. General definitions

1. For the purposes of this Agreement, unless the context otherwise requires:

(a) the term "Austria" means the Republic of Austria;

(b) the term "Croatia" means the territory of the Republic of Croatia as well as those maritime areas adjacent to the outer limit of territorial sea, including seabed and sub-soil thereof, over which the Republic of Croatia in accordance with international law and the laws of the Republic of Croatia exercises its sovereign rights and jurisdiction;

(c) the term "person" includes an individual, a company and any other body of persons;

(d) the term "company" means any body corporate or any entity which is treated as a body corporate for tax purposes;

(e) the terms "enterprise of a Contracting State" and "enterprise of the other Contracting State" mean respectively an enterprise carried on by a resident of a Contracting State and an enterprise carried on by a resident of the other Contracting State;

(f) the term "international traffic" means any transport by a ship or aircraft operated by an enterprise which has its place of effective management in a Contracting State, except when the ship or aircraft is operated solely between places in the other Contracting State;

(g) the term "competent authority" means:

(i) in Austria: the Federal Minister of Finance or his authorised representative;

(ii) in Croatia: the Minister of Finance or his authorised representative;

(h) the term "national" means:

(i) any individual possessing the citizenship of a Contracting State;

(ii) any legal person, partnership or association deriving its status as such from the laws in force in a Contracting State.

2. As regards the application of the Agreement by a Contracting State any term not defined therein shall, unless the context otherwise requires, have the meaning which it has under the law of that State concerning the taxes to which the Agreement applies.

Article 4. Resident

1. For the purposes of this Agreement, the term "resident of a Contracting State" means any person who, under the laws of that State, is liable to tax therein by reason of his domicile, residence, place of management, place of incorporation or any other criterion of a similar nature, and also includes that State and any political subdivision or local authority thereof. This term, however, does not include any person who is liable to tax in that State in respect only of income from sources in that State or capital situated therein.

2. Where by reason of the provisions of paragraph 1 an individual is a resident of both Contracting States, then his status shall be determined as follows:

(a) he shall be deemed to be a resident only of the State in which he has a permanent home available to him; if he has a permanent home available to him in both States, he shall

be deemed to be a resident only of the State with which his personal and economic relations are closer (centre of vital interests);

(b) if the State in which he has his centre of vital interests cannot be determined, or if he has not a permanent home available to him in either State, he shall be deemed to be a resident only of the State in which he has an habitual abode;

(c) if he has an habitual abode in both States or in neither of them, he shall be deemed to be a resident only of the State of which he is a national;

(d) if he is a national of both States or of neither of them, the competent authorities of the Contracting States shall endeavour to settle the question by mutual agreement.

(3) Where by reason of the provisions of paragraph 1 a person other than an individual is a resident of both Contracting States, then it shall be deemed to be a resident of the State in which its place of effective management is situated.

Article 5. Permanent establishment

1. For the purposes of this Agreement, the term "permanent establishment" means a fixed place of business through which the business of an enterprise is wholly or partly carried on.

2. The term "permanent establishment" includes especially:

(a) a place of management;

(b) a branch;

(c) an office;

(d) a factory;

(e) a workshop, and

(f) a mine, an oil or gas well, a quarry or any other place of extraction of natural resources.

3. A building site or construction or installation project constitutes a permanent establishment only if it lasts more than twelve months.

4. Notwithstanding the preceding provisions of this Article, the term "permanent establishment" shall be deemed not to include:

(a) the use of facilities solely for the purpose of storage, display or delivery of goods or merchandise belonging to the enterprise;

(b) the maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of storage, display or delivery;

(c) the maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of processing by another enterprise;

(d) the maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of purchasing goods or merchandise or of collecting information, for the enterprise;

(e) the maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of carrying on, for the enterprise, any other activity of a preparatory or auxiliary character;

(f) the maintenance of a fixed place of business solely for any combination of activities mentioned in sub-paragraphs (a) to (e), provided that the overall activity of the fixed place of business resulting from this combination is of a preparatory or auxiliary character.

5. Notwithstanding the provisions of paragraphs 1 and 2, where a person other than an agent of an independent status to whom paragraph 6 applies -- is acting on behalf of an enterprise and has, and habitually exercises, in a Contracting State an authority to conclude contracts in the name of the enterprise, that enterprise shall be deemed to have a permanent establishment in that State in respect of any activities which that person undertakes for the enterprise, unless the activities of such person are limited to those mentioned in paragraph 4 which, if exercised through a fixed place of business, would not make this fixed place of business a permanent establishment under the provisions of that paragraph.

6. An enterprise shall not be deemed to have a permanent establishment in a Contracting State merely because it carries on business in that State through a broker, general commission agent or any other agent of an independent status, provided that such persons are acting in the ordinary course of their business.

7. The fact that a company which is a resident of a Contracting State controls or is controlled by a company which is a resident of the other Contracting State, or which carries on business in that other State (whether through a permanent establishment or otherwise), shall not of itself constitute either company a permanent establishment of the other.

Article 6. Income from immovable property

1. Income derived by a resident of a Contracting State from immovable property (including income from agriculture or forestry) situated in the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. The term "immovable property" shall have the meaning which it has under the law of the Contracting State in which the property in question is situated. The term shall in any case include property accessory to immovable property, livestock and equipment used in agriculture and forestry, rights to which the provisions of general law respecting landed property apply, usufruct of immovable property and rights to variable or fixed payments as consideration for the working of, or the right to work, mineral deposits, sources and other natural resources; ships, boats and aircraft shall not be regarded as immovable property.

3. The provisions of paragraph 1 shall apply to income derived from the direct use, letting, or use in any other form of immovable property.

4. The provisions of paragraphs 1 and 3 shall also apply to the income from immovable property of an enterprise and to income from immovable property used for the performance of independent personal services.

Article 7. Business profits

1. The profits of an enterprise of a Contracting State shall be taxable only in that State unless the enterprise carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein. If the enterprise carries on business as aforesaid, the profits

of the enterprise may be taxed in the other State but only so much of them as is attributable to that permanent establishment.

2. Subject to the provisions of paragraph 3, where an enterprise of a Contracting State carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein, there shall in each Contracting State be attributed to that permanent establishment the profits which it might be expected to make if it were a distinct and separate enterprise engaged in the same or similar activities under the same or similar conditions and dealing wholly independently with the enterprise of which it is a permanent establishment.

3. In determining the profits of a permanent establishment, there shall be allowed as deductions expenses which are incurred for the purposes of the permanent establishment, including executive and general administrative expenses so incurred, whether in the State in which the permanent establishment is situated or elsewhere.

4. Insofar as it has been customary in a Contracting State to determine the profits to be attributed to a permanent establishment on the basis of an apportionment of the total profits of the enterprise to its various parts, nothing in paragraph 2 shall preclude that Contracting State from determining the profits to be taxed by such an apportionment as may be customary; the method of apportionment adopted shall, however, be such that the result shall be in accordance with the principles contained in this Article.

5. No profits shall be attributed to a permanent establishment by reason of the mere purchase by that permanent establishment of goods or merchandise for the enterprise.

6. For the purposes of the preceding paragraphs, the profits to be attributed to the permanent establishment shall be determined by the same method year by year unless there is good and sufficient reason to the contrary.

7. Where profits include items of income which are dealt with separately in other Articles of this Agreement, then the provisions of those Articles shall not be affected by the provisions of this Article.

8. The term "profits" as used in this Article includes the profits derived by any partner from his participation in a partnership and, in the case of Austria, from a participation in a sleeping partnership (Stille Gesellschaft) created under Austrian law.

Article 8. Shipping, inland waterways transport and air transport

1. Profits from the operation of ships or aircraft in international traffic shall be taxable only in the Contracting State in which the place of effective management of the enterprise is situated.

2. Profits from the operation of boats engaged in inland waterways transport shall be taxable only in the Contracting State in which the place of effective management of the enterprise is situated.

3. If the place of effective management of a shipping enterprise or of an inland waterways transport enterprise is aboard a ship or boat, then it shall be deemed to be situated in the Contracting State in which the home harbour of the ship or boat is situated, or, if there is no such home harbour, in the Contracting State of which the operator of the ship or boat is a resident.

4. The provisions of paragraph 1 shall also apply to profits from the participation in a pool, a joint business or an international operating agency.

Article 9. Associated enterprises

Where

(a) an enterprise of a Contracting State participates directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of the other Contracting State, or

(b) the same persons participate directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of a Contracting State and an enterprise of the other Contracting State establishment or a fixed base situated in that other State, nor subject the company's undistributed profits to a tax on the company's undistributed profits, even if the dividends paid or the undistributed profits consist wholly or partly of profits or income arising in such other State.

Article 10. Dividends

1. Dividends paid by a company which is a resident of a Contracting State to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. (a) However, such dividends may also be taxed in the Contracting State of which the company paying the dividends is a resident and according to the laws of that State, but if the recipient is the beneficial owner of the dividends the tax so charged shall not exceed 15 per cent of the gross amount of the dividends.

(b) If the beneficial owner is a company (other than a partnership) which holds directly at least 10 per cent of the capital of the company paying the dividends, such dividends shall, subject to the provisions of subparagraph c of paragraph 1 of Article 23, be taxable only in the Contracting State of which the beneficial owner of the dividends is a resident.

This paragraph shall not affect the taxation of the company in respect of the profits out of which the dividends are paid.

3. The term "dividends" as used in this Article means income from shares, "jouissance" shares or "jouissance" rights, mining shares, founders' shares or other rights, not being debt-claims, participating in profits, as well as income from other corporate rights which is subjected to the same taxation treatment as income from shares by the laws of the State of which the company making the distribution is a resident.

4. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall not apply if the beneficial owner of the dividends, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State of which the company paying the dividends is a resident, through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such case the provisions of Article 7 or Article 14, as the case may be, shall apply.

5. Where a company which is a resident of a Contracting State derives profits or income from the other Contracting State, that other State may not impose any tax on the div-

dividends paid by the company, except insofar as such dividends are paid to a resident of that other State or insofar as the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with a permanent establishment or a fixed base situated in that other State, nor subject the company's undistributed profits to a tax on the company's undistributed profits, even if the dividends paid or the undistributed profits consist wholly or partly of profits or income arising in such other State.

Article 11. Interest

1. Interest arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. However, such interest may also be taxed in the Contracting State in which it arises and according to the laws of that State, but if the beneficial owner of the interest is a resident of the other Contracting State, the tax so charged shall not exceed 5 per cent of the gross amount of the interest. The competent authorities of the Contracting States shall by mutual agreement settle the mode of application of this limitation.

3. The term "interest" as used in this Article means income from debt-claims of every kind, whether or not secured by mortgage and whether or not carrying a right to participate in the debtor's profits, and in particular, income from government securities and income from bonds or debentures, including premiums and prizes attaching to such securities, bonds or debentures. Penalty charges for late payment shall not be regarded as interest for the purpose of this Article.

4. The provisions of paragraph 1 and 2 shall not apply if the beneficial owner of the interest, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State in which the interest arises, through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the debt-claim in respect of which the interest is paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such case the provisions of Article 7 or Article 14, as the case may be, shall apply.

5. Interest shall be deemed to arise in a Contracting State when the payer is a resident of that State. Where, however, the person paying the interest, whether he is a resident of a Contracting State or not, has in a Contracting State a permanent establishment or a fixed base in connection with which the indebtedness on which the interest is paid was incurred, and such interest is borne by such permanent establishment or fixed base, then such interest shall be deemed to arise in the State in which the permanent establishment or fixed base is situated.

6. Where, by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or between both of them and some other person, the amount of the interest, having regard to the debt-claim for which it is paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this Article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the laws of each Contracting State, due regard being had to the other provisions of this Agreement.

Article 12. Royalties

1. Royalties arising in a Contracting State and beneficially owned by a resident of the other Contracting State shall be taxable only in that other State.

2. The term "royalties" as used in this Article means payments of any kind received as a consideration for the use of, or the right to use, any copyright of literary, artistic or scientific work including cinematograph films, any patent, trade mark, design or model, plan, secret formula or process, or for information concerning industrial, commercial or scientific experience.

3. The provisions of paragraph 1 shall not apply if the beneficial owner of the royalties, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State in which the royalties arise, through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the right or property in respect of which the royalties are paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such case the provisions of Article 7 or Article 14, as the case may be, shall apply.

4. Where, by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or between both of them and some other person, the amount of the royalties, having regard to the use, right or information for which they are paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this Article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the laws of each Contracting State, due regard being had to the other provisions of this Agreement.

Article 13. Capital gains

1. Gains derived by a resident of a Contracting State from the alienation of immovable property referred to in Article 6 and situated in the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. Gains from the alienation of movable property forming part of the business property of a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State or of movable property pertaining to a fixed base available to a resident of a Contracting State in the other Contracting State for the purpose of performing independent personal services including such gains from the alienation of such a permanent establishment (alone or with the whole enterprise) or of such fixed base, may be taxed in that other State.

3. Gains from the alienation of ships or aircraft operated in international traffic, boats engaged in inland waterways transport or movable property pertaining to the operation of such ships, aircraft or boats, shall be taxable only in the Contracting State in which the place of effective management of the enterprise is situated.

4. Gains from the alienation of any property other than that referred to in paragraphs 1, 2 and 3, shall be taxable only in the Contracting State of which the alienator is a resident.

Article 14. Independent personal services

1. Income derived by a resident of a Contracting State in respect of professional services or other activities of an independent character shall be taxable only in that State unless he has a fixed base regularly available to him in the other Contracting State for the purpose of performing his activities. If he has such a fixed base, the income may be taxed in the other State but only so much of it as is attributable to that fixed base.

2. The term "professional services" includes especially independent scientific, literary, artistic, educational or teaching activities as well as the independent activities of physicians, lawyers, engineers, architects, dentists and accountants.

Article 15. Dependent personal services

1. Subject to the provisions of Articles 16, 18 and 19, salaries, wages and other similar remuneration derived by a resident of a Contracting State in respect of an employment shall be taxable only in that State unless the employment is exercised in the other Contracting State. If the employment is so exercised, such remuneration as is derived therefrom may be taxed in that other State.

2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, remuneration derived by a resident of a Contracting State in respect of an employment exercised in the other Contracting State shall be taxable only in the first-mentioned State if:

(a) the recipient is present in the other State for a period or periods not exceeding in the aggregate 183 days in the calendar year concerned, and

(b) the remuneration is paid by, or on behalf of, an employer who is not a resident of the other State, and

(c) the remuneration is not borne by a permanent establishment or a fixed base which the employer has in the other State.

3. Notwithstanding the preceding provisions of this Article, remuneration derived in respect of an employment exercised aboard a ship or aircraft operated in international traffic, or aboard a boat engaged in inland waterways transport, may be taxed in the Contracting State in which the place of effective management of the enterprise is situated.

Article 16. Directors' fees

Directors' fees and other similar payments derived by a resident of a Contracting State in his capacity as a member of the board of directors of a company which is a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

Article 17. Artistes and sportsmen

1. Notwithstanding the provisions of Articles 14 and 15, income derived by a resident of a Contracting State as an entertainer, such as a theatre, motion picture, radio or television artiste, or a musician, or as a sportsman, from his personal activities as such exercised in the other Contracting State, may be taxed in that other State.

2. Where income in respect of personal activities exercised by an entertainer or a sportsman in his capacity as such accrues not to the entertainer or sportsman himself but to another person, that income may, notwithstanding the provisions of Articles 7, 14 and 15, be taxed in the Contracting State in which the activities of the entertainer or sportsman are exercised.

Article 18. Pensions

Subject to the provisions of paragraph 2 of Article 19, pensions and other similar remuneration paid to a resident of a Contracting State in consideration of past employment shall be taxable only in that State.

Article 19. Government service

1. (a) Salaries, wages and other similar remuneration, other than a pension, paid by a Contracting State or a political subdivision or a local authority thereof to an individual in respect of services rendered to that State or subdivision or authority shall be taxable only in that State.

(b) However, such salaries, wages and other similar remuneration shall be taxable only in the other Contracting State if the services are rendered in that State and the individual is a resident of that State who:

(i) is a national of that State; or

(ii) did not become a resident of that State solely for the purpose of rendering the services.

2. (a) Any pension paid by, or out of funds created by, a Contracting State or a political subdivision or a local authority thereof to an individual in respect of services rendered to that State or subdivision or authority shall be taxable only in that State.

(b) However, such pension shall be taxable only in the other Contracting State if the individual is a resident of, and a national of, that State.

3. The provisions of paragraph 1 of this Article shall likewise apply in respect of remuneration paid to the Austrian Foreign Trade Commissioner in Croatia and to the members of the staff of that Austrian Foreign Trade Commissioner as well as to the Croatian Foreign Trade Commissioner in Austria and to the members of the staff of that Croatian Foreign Trade Commissioner.

4. The provisions of Articles 15, 16, 17 and 18 shall apply to salaries, wages and other similar remuneration, and to pensions, in respect of services rendered in connection with a business carried on by a Contracting State or a political subdivision or a local authority thereof.

Article 20. Students

Payments which a student or business apprentice who is or was immediately before visiting a Contracting State a resident of the other Contracting State and who is present in the first-mentioned State solely for the purpose of his education or training receives for the

purpose of his maintenance, education or training shall not be taxed in that State, provided that such payments arise from sources outside that State.

Article 21. Other income

1. Items of income of a resident of a Contracting State, wherever arising, not dealt with in the foregoing Articles of this Agreement shall be taxable only in that State.

2. The provisions of paragraph 1 shall not apply to income, other than income from immovable property as defined in paragraph 2 of Article 6, if the recipient of such income, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the right or property in respect of which the income is paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such case the provisions of Article 7 or Article 14, as the case may be, shall apply.

Article 22. Capital

1. Capital represented by immovable property referred to in Article 6, owned by a resident of a Contracting State and situated in the other Contracting State, may be taxed in that other State.

2. Capital represented by movable property forming part of the business property of a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State or by movable property pertaining to a fixed base available to a resident of a Contracting State in the other Contracting State for the purpose of performing independent personal services, may be taxed in that other State.

3. Capital represented by ships and aircraft operated in international traffic and by boats engaged in inland waterways transport, and by movable property pertaining to the operation of such ships, aircraft and boats, shall be taxable only in the Contracting State in which the place of effective management of the enterprise is situated.

4. All other elements of capital of a resident of a Contracting State shall be taxable only in that State.

Article 23. Elimination of double taxation

1. In the case of a resident of Austria, double taxation shall be avoided as follows:

(a) Where a resident of Austria derives income or owns capital which, in accordance with the provisions of this Agreement may be taxed in Croatia, Austria shall, subject to the provisions of subparagraphs b) to d) and to paragraph 3, exempt such income or capital from tax.

(b) Where a resident of Austria derives items of income which, in accordance with the provisions of subparagraph a) of paragraph 2 of Article 10 and paragraph 2 of Article 11, may be taxed in Croatia, Austria shall allow as a deduction from the tax on the income of that resident an amount equal to the tax paid in Croatia. Such deduction shall not, however,

exceed that part of the tax, as computed before the deduction is given which is attributable to such items of income derived from Croatia.

(c) Dividends covered by subparagraph b) of paragraph 2 of Article 10 and paid by a company which is a resident of Croatia to a company which is a resident of Austria shall, subject to the relevant provisions of the domestic law of Austria but irrespective of any deviating minimum holding requirements of that law, be exempt from tax in Austria.

(d) Income derived by a resident of Austria which is considered by Austria to be taxable under this Agreement in Croatia may nevertheless be taxed in Austria if, after the conduct of a mutual agreement procedure, Croatia exempts that income from tax by virtue of this Agreement.

2. In the case of a resident of Croatia double taxation shall be avoided as follows:

Where a resident of Croatia derives income or owns capital which, in accordance with the provisions of this Agreement, may be taxed in Austria, Croatia shall allow:

(a) as a deduction from the tax on the income of that resident an amount equal to the income tax paid in Austria;

(b) as a deduction from the tax on the capital of that resident an amount equal to the capital tax paid in Austria.

Such deduction in either case shall not, however, exceed that part of the income tax or capital tax, as computed before the deduction is given, which is attributable, as the case may be, to the income or the capital which may be taxed in Austria.

3. Where in accordance with any provision of the Agreement income derived or capital owned by a resident of a Contracting State is exempt from tax in that State, such State may nevertheless, in calculating the amount of tax on the remaining income or capital of such resident, take into account the exempted income or capital.

Article 24. Non-discrimination

1. Nationals of a Contracting State shall not be subjected in the other Contracting State to any taxation or any requirement connected therewith, which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which nationals of that other State in the same circumstances, in particular with respect to residence, are or may be subjected. This provision shall, notwithstanding the provisions of Article 1, also apply to persons who are not residents of one or both of the Contracting States.

2. The taxation on a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State shall not be less favourably levied in that other State than the taxation levied on enterprises of that other State carrying on the same activities. This provision shall not be construed as obliging a Contracting State to grant to residents of the other Contracting State any personal allowances, reliefs and reductions for taxation purposes on account of civil status or family responsibilities which it grants to its own residents.

3. Except where the provisions of Article 9, paragraph 6 of Article 11, or paragraph 4 of Article 12, apply, interest, royalties and other disbursements paid by an enterprise of a Contracting State to a resident of the other Contracting State shall, for the purpose of de-

termining the taxable profits of such enterprise, be deductible under the same conditions as if they had been paid to a resident of the first-mentioned State. Similarly, any debts of an enterprise of a Contracting State to a resident of the other Contracting State shall, for the purpose of determining the taxable capital of such enterprise, be deductible under the same conditions as if they had been contracted to a resident of the first-mentioned State.

4. Enterprises of a Contracting State, the capital of which is wholly or partly owned or controlled, directly or indirectly, by one or more residents of the other Contracting State, shall not be subjected in the first-mentioned State to any taxation or any requirement connected therewith which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which other similar enterprises of the first-mentioned State are or may be subjected.

Article 25. Mutual agreement procedure

1. Where a person considers that the actions of one or both of the Contracting States result or will result for him in taxation not in accordance with the provisions of this Agreement, he may, irrespective of the remedies provided by the domestic law of those States, present his case to the competent authority of the Contracting State of which he is a resident or, if his case comes under paragraph 1 of Article 24, to that of the Contracting State of which he is a national. The case must be presented within three years from the first notification of the action resulting in taxation not in accordance with the provisions of the Agreement.

2. The competent authority shall endeavour, if the objection appears to it to be justified and if it is not itself able to arrive at a satisfactory solution, to resolve the case by mutual agreement with the competent authority of the other Contracting State, with a view to the avoidance of taxation which is not in accordance with the Agreement. Any agreement reached shall be implemented notwithstanding any time limits in the domestic law of the Contracting States.

3. The competent authorities of the Contracting States shall endeavour to resolve by mutual agreement any difficulties or doubts arising as to the interpretation or application of the Agreement. They may also consult together for the elimination of double taxation in cases not provided for in the Agreement.

4. The competent authorities of the Contracting States may communicate with each other directly for the purpose of reaching an agreement in the sense of the preceding paragraphs. When it seems advisable in order to reach agreement to have an oral exchange of opinions, such exchange may take place through a Commission consisting of representatives of the competent authorities of the Contracting States.

Article 26. Exchange of information

1. The competent authorities of the Contracting States shall exchange such information as is necessary for carrying out the provisions of this Agreement or of the domestic law of the Contracting States concerning taxes covered by the Agreement insofar as the taxation thereunder is not contrary to the Agreement. The exchange of information is not restricted

by Article 1. Any information received by a Contracting State shall be treated as secret in the same manner as information obtained under the domestic laws of that State and shall be disclosed only to persons or authorities (including courts and administrative bodies) concerned with the assessment or collection of, the enforcement or prosecution in respect of, or the determination of appeals in relation to, the taxes covered by the Agreement. Such persons or authorities shall use the information only for such purposes. They may disclose the information in public court proceedings or in judicial decisions.

2. In no case shall the provisions of paragraph 1 be construed so as to impose on a Contracting State the obligation:

(a) to carry out administrative measures at variance with the laws and administrative practice of that or of the other Contracting State;

(b) to supply information which is not obtainable under the laws or in the normal course of the administration of that or of the other Contracting State;

(c) to supply information which would disclose any trade, business, industrial, commercial or professional secret or trade process, or information, the disclosure of which would be contrary to public policy (ordre public).

3. The mode of application of this Article has to be settled by an administrative arrangement between the Ministers of Finance.

Article 27. Members of diplomatic missions and consular posts

Nothing in this Agreement shall affect the fiscal privileges of members of diplomatic missions or consular posts under the general rules of international law or under the provisions of special agreements.

Article 28. Entry into force

This Agreement shall enter into force thirty days after the date of the latter notification through diplomatic channels indicating the completion of internal legal procedures determined in each Contracting State for the entry into force of this Agreement. This Agreement shall have effect in respect of income derived or capital owned during the taxable years beginning on or after the first day of January in the calendar year next following that in which this Agreement enters into force.

Article 29. Termination

This Agreement shall remain in force indefinitely but either of the Contracting States may, on or before the thirtieth day of June in any calendar year beginning after the expiration of a period of five years from the date of its entry into force, give written notice of termination to the other Contracting State through diplomatic channels. In such event, this Agreement shall cease to have effect in respect of taxes on income derived and on capital owned during the taxable years beginning on or after the first day of January in the calendar year next following that in which the notice of termination is given.

In witness whereof the Undersigned of the two Contracting States, duly authorised thereto, have signed this Agreement.

Done in duplicate in Vienna on the 21 September 2000, in the German, Croatian and English languages, each text being equally authentic. In the case of divergence of interpretation the English text shall prevail.

For the Republic of Austria:

FERRERO-WALDNER

For the Republic of Croatia:

PICULA

PROTOCOL

At the moment of signing the Agreement between the Republic of Austria and the Republic of Croatia for the avoidance of double taxation with respect to taxes on income and on capital, the undersigned have agreed that the following provisions shall form an integral part of the Agreement:

With reference to the Articles 10 and 11:

The Parties to this Agreement have agreed that if Austria considers Articles 10 and 11 to be discriminatory in comparison to the corresponding provisions in Agreements concluded between Croatia and any other Member State of the European Union, the Contracting Parties will re-negotiate without delay those provisions with the aim to remove such discrimination.

Interpretation of the Agreement

It is understood that provisions of the Agreement which are drafted according to the corresponding provisions of the OECD Model Convention on income and on capital shall generally be expected to have the same meaning as expressed in the OECD Commentaries thereon. The Commentaries -- as they may be revised from time to time -- constitute a means of interpretation in the sense of the Vienna Convention of 23 May 1969 on the Law of Treaties.

In witness whereof the Undersigned, duly authorised thereto have signed this Protocol.

Done in duplicate in Vienna on the 21 September 2000, in the German, Croatian and English languages, each text being equally authentic. In the case of divergence of interpretation the English text shall prevail.

For the Republic of Austria:
FERRERO-WALDNER

For the Republic of Croatia:
PICULA

[TRANSLATION - TRADUCTION]

CONVENTION TENDANT À ÉVITER LA DOUBLE IMPOSITION SUR LE
REVENU ET SUR LA FORTUNE ENTRE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRI-
CHE ET LA RÉPUBLIQUE DE CROATIE

La République d'Autriche et la République de Croatie, désireuses de conclure un Ac-
cord tendant à éviter la double imposition sur le revenu et sur la fortune,

Sont convenues de ce qui suit :

Article premier.

Personnes Le présent Accord s'applique aux personnes résidentes de l'un des États
contractants ou des deux.

Article 2. Impôts

1. Le présent Accord s'applique aux impôts sur le revenu et sur la fortune levés, selon
quelque mode que ce soit, pour le compte d'un Etat contractant ou d'une de ses collectivités
locales.

2. Sont considérés comme impôts sur le revenu ou sur la fortune tous les impôts sur
le revenu total, la fortune totale ou des éléments du revenu ou de la fortune, y compris les
impôts sur la plus-value lors de l'aliénation de biens mobiliers ou immobiliers, les impôts
sur la masse salariale des entreprises et les impôts sur la plus-value du capital.

3. Les impôts existants auxquels s'applique le présent Accord sont notamment :

a) en Autriche :

i) l'impôt sur le revenu (die Einkommensteuer)

ii) l'impôt sur les sociétés (die Körperschaftsteuer)

iii) l'impôt foncier (die Grundsteuer)

iv) l'impôt sur les exploitations agricoles ou forestières (die Abgabe von land- und
forstwirtschaftlichen Betrieben)

v) la taxe sur la valeur des terrains non bâtis (die Abgabe vom Bodenwert bei un-
bebauten Grundstücken)

b) en Croatie :

i) l'impôt sur les bénéfices

ii) l'impôt sur le revenu.

4. Le présent Accord s'appliquera aussi aux impôts de nature identique ou analogue
qui seront institués après sa signature et qui s'ajouteront ou se substitueront aux impôts ex-
istants. Les autorités compétentes des États contractants se notifieront les modifications ap-
préciables de leurs législations fiscales

Article 3. Définitions générales

1. Aux fins du présent Accord et à moins que le contexte n'exige une autre interprétation, on entend par :

- a) « Autriche », la République d'Autriche;
- b) « Croatie », le territoire de la République de Croatie ainsi que les étendues maritimes adjacentes à la limite extérieure de la mer territoriale, y compris le lit de la mer et son sous-sol, sur lesquelles la République de Croatie exerce des droits souverains et sa compétence conformément au droit international et à la législation croate;
- c) « Personne », une personne physique, une société ou toute autre association de personnes;
- d) « Société », une personne morale ou une entité considérée comme personne morale aux fins de l'impôt;
- e) « Entreprise d'un Etat contractant » et « Entreprise de l'autre Etat contractant », respectivement, une entreprise exploitée par un résident d'un Etat contractant et une entreprise exploitée par un résident de l'autre Etat contractant;
- f) « Trafic international », tout transport effectué par un navire ou un aéronef exploité par une entreprise dont le siège de direction effective est situé sur le territoire d'un Etat contractant, sauf si le navire ou l'aéronef n'est exploité qu'entre des points du territoire de l'autre Etat contractant;
- g) « Autorité compétente »,
 - i) en Autriche, le Ministre fédéral des finances ou son représentant autorisé,
 - ii) en Croatie, le Ministre des finances ou son représentant autorisé;
- h) « Ressortissant »,
 - i) toute personne physique possédant la nationalité d'un Etat contractant,
 - ii) toute personne morale, société ou association de personnes constituée au droit applicable d'un des États contractants.

2. Aux fins de l'application du présent Accord par un Etat contractant, tout mot qui n'y est pas défini a le sens que lui attribue le droit fiscal applicable de cet Etat, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente.

Article 4. Résident

1. Aux fins du présent Accord, on entend par « résident d'un Etat contractant » une personne qui, en vertu de la législation de cet Etat, est assujettie à l'impôt sur le territoire de celui-ci en raison de son domicile, de sa résidence permanente, de son siège de direction ou de toute autre caractéristique analogue et inclut aussi ledit Etat et ses subdivisions politiques ou ses autorités locales. Toutefois, ces mots ne s'appliquent pas aux personnes qui sont assujetties à l'impôt sur le territoire dudit Etat contractant uniquement pour les revenus provenant de sources ou d'éléments de fortune situés sur ce territoire.

2. Si, selon les dispositions du paragraphe 1 du présent article, une personne physique est résidente des deux États contractants, sa situation est réglée de la manière suivante :

a) Cette personne est réputée résidente seulement de l'Etat sur le territoire duquel elle a son foyer d'habitation permanent; si elle a un foyer d'habitation permanent sur le territoire des deux États contractants, elle est réputée résidente seulement de l'Etat avec lequel ses liens personnels et économiques sont les plus étroits (centre des intérêts vitaux);

b) Si l'Etat sur le territoire duquel cette personne a le centre de ses intérêts vitaux ne peut pas être déterminé ou si cette personne ne dispose de foyer d'habitation permanent sur le territoire d'aucun des deux États, elle est réputée résidente de l'Etat sur le territoire duquel elle séjourne habituellement;

c) Si cette personne séjourne habituellement sur le territoire des deux États ou si elle ne séjourne habituellement sur le territoire d'aucun d'eux, elle est réputée résider seulement sur le territoire de l'Etat dont elle possède la nationalité;

d) Si cette personne possède la nationalité des deux États ou ne possède la nationalité d'aucun d'eux, les autorités compétentes des États contractants règlent la question d'un commun accord.

3. Une personne autre qu'une personne physique qui est résidente des deux États contractants au sens des dispositions du paragraphe 1 du présent article est réputée résider sur le territoire de l'Etat sur le territoire duquel son siège de direction effective est situé.

Article 5. Etablissement stable

1. Aux fins du présent Accord, on entend par « établissement stable » une installation fixe d'affaires par l'intermédiaire de laquelle une entreprise exerce tout ou partie de son activité.

2. Ces mots peuvent désigner notamment :

a) un siège de direction;

b) une succursale;

c) un bureau;

d) une usine;

e) un atelier;

f) une mine, un puits de pétrole ou de gaz, une carrière ou tout autre lieu d'extraction de ressources naturelles.

3. Un chantier de construction ou de montage ne constitue un « établissement stable » que s'il a une durée supérieure à douze mois.

4. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 à 3 du présent article, les mots « établissement stable » ne désignent pas :

a) des installations servant uniquement à l'entreposage, l'exposition ou la livraison de biens ou de marchandises appartenant à l'entreprise;

b) des biens ou marchandises de l'entreprise maintenues aux seules fins de l'entreposage, de l'exposition ou de la livraison;

c) des biens ou marchandises de l'entreprise maintenues aux seules fins d'être travaillées ou transformées par une autre entreprise;

d) une installation fixe d'affaires maintenue aux seules fins d'acheter des biens ou des marchandises ou de réunir des informations pour l'entreprise;

e) une installation fixe d'affaires maintenue aux seules fins d'exercer, pour l'entreprise, d'autres activités de caractère préparatoire ou auxiliaire;

f) une installation fixe d'affaires maintenue aux seules fins d'exercer une combinaison des activités visées aux alinéas a) à e) du présent paragraphe, à condition que la combinaison d'activités résultante de la base fixe ait un caractère préparatoire ou auxiliaire.

5. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article, si habituellement une personne autre qu'un agent jouissant d'un statut indépendant visé au paragraphe 6 du présent article agit sur le territoire d'un Etat contractant pour une entreprise de l'autre Etat contractant et y possède le pouvoir de conclure des contrats au nom de cette entreprise, ladite entreprise est considérée comme ayant un établissement stable sur le territoire de cet Etat pour toutes les activités que cette personne exerce, à moins que ces activités se limitent à celles qui sont énumérées au paragraphe 4 du présent article et qui, exercées dans une base fixe d'affaires, ne confèreraient pas à cette base fixe le caractère d'un établissement stable au sens dudit paragraphe.

6. Une entreprise n'est pas réputée avoir un établissement stable sur le territoire d'un Etat contractant du seul fait qu'elle exerce son activité sur ce territoire par l'entremise d'un courtier, d'un commissionnaire général ou de tout autre intermédiaire jouissant d'un statut indépendant, pourvu que ces personnes agissent dans le cadre de leur activité régulière.

7. Qu'une société résidente d'un Etat contractant contrôle ou soit contrôlée par une société qui est résidente de l'autre Etat contractant ou qui y exerce son activité (par l'intermédiaire ou non d'un établissement stable) ne suffit pas, en soi, à faire de l'une quelconque de ces sociétés un établissement stable de l'autre.

Article 6. Revenus immobiliers

1. Les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire de biens immobiliers (y compris les revenus d'exploitations agricoles ou forestières) situés sur le territoire de l'autre Etat contractant sont imposables sur ce territoire.

2. Les mots « biens immobiliers » ont le sens que leur attribue le droit de l'Etat contractant sur le territoire duquel les biens considérés sont situés. Ils désignent en tout cas les accessoires, le cheptel mort ou vif des exploitations agricoles et forestières, les droits auxquels s'appliquent les dispositions du droit privé concernant la propriété foncière, l'usufruit des biens immobiliers et les droits à des paiements variables ou fixes au titre de l'exploitation ou la concession de l'exploitation de gisements minéraux, sources et autres ressources naturelles; les navires, bateaux et aéronefs ne sont pas considérés comme des biens immobiliers.

3. Les dispositions du paragraphe 1 du présent article s'appliquent aux revenus provenant de l'exploitation directe, de la location ou de l'affermage, ainsi que de toute autre forme d'exploitation de biens immobiliers.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 3 du présent article s'appliquent aux revenus provenant des biens immobiliers d'une entreprise ainsi qu'aux revenus des biens immobiliers servant à l'exercice d'une profession indépendante.

Article 7. Bénéfices des entreprises

1. Les bénéfices d'une entreprise d'un Etat contractant ne sont imposables que sur le territoire de cet Etat, à moins que l'entreprise n'exerce son activité sur le territoire de l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé. Si l'entreprise exerce son activité d'une telle façon, ses bénéfices sont imposables sur le territoire de l'autre Etat, mais uniquement dans la mesure où ils sont imputables à cet établissement stable.

2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3 du présent article, si une entreprise d'un Etat contractant exerce son activité sur le territoire de l'autre Etat par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, il est imputé à cet établissement stable, sur le territoire de chaque Etat contractant, les bénéfices qu'il aurait pu réaliser s'il avait constitué une entreprise distincte exerçant des activités identiques ou analogues dans des conditions identiques ou analogues et traitant en toute indépendance avec l'entreprise dont elle constitue un établissement stable.

3. Pour déterminer les bénéfices d'un établissement stable, sont admises en déduction les dépenses exposées aux fins poursuivies par cet établissement stable, y compris les dépenses de direction et les frais généraux d'administration ainsi exposés, soit dans l'Etat où est situé cet établissement stable, soit ailleurs.

4. S'il est d'usage, sur le territoire d'un Etat contractant, de déterminer les bénéfices imputables à un établissement stable sur la base d'une répartition de l'ensemble des bénéfices de l'entreprise entre les diverses parties de celle-ci, aucune disposition du paragraphe 2 du présent article n'empêche cet Etat de déterminer les bénéfices imposables selon la répartition en usage; la méthode de répartition adoptée doit cependant être telle que le résultat obtenu soit conforme aux principes énoncés dans le présent article.

5. Aucun bénéfice n'est imputé à un établissement stable du simple fait que celui-ci a acheté des marchandises pour l'entreprise.

6. Aux fins de l'application des dispositions des paragraphes 1 à 5 du présent article, les bénéfices à imputer à l'établissement stable sont déterminés chaque année selon la même méthode à moins qu'il n'existe des motifs suffisants de procéder autrement.

7. Si les bénéfices incluent des éléments de revenu traités séparément dans d'autres articles du présent Accord, les dispositions de ces articles ne sont pas modifiées par celles du présent article.

8. Le mot « bénéfices » employé dans le présent article s'entend, entre autres, des bénéfices retirés par tout associé de sa participation à une société de personnes et, dans le cas de l'Autriche, de sa participation à titre de commanditaire conformément au droit autrichien.

Article 8. Navigation maritime, intérieure et aérienne et conteneurs

1. Les bénéfices de l'exploitation de navires ou d'aéronefs en trafic international ne sont imposables que sur le territoire de l'Etat contractant où est situé le siège de direction effective de l'entreprise.

2. Les bénéfices de l'exploitation de bateaux de la navigation intérieure ne sont imposables que sur le territoire de l'Etat contractant où est situé le siège de direction effective de l'entreprise.

3. Si le siège de direction effective d'une entreprise de navigation maritime ou intérieure est à bord d'un navire ou d'un bateau, il est réputé situé sur le territoire de l'Etat contractant où se trouve le port d'attache du navire ou du bateau ou, à défaut de port d'attache, sur le territoire de l'Etat contractant dont l'exploitant du navire ou du bateau est résident.

4. Les dispositions du paragraphe 1 du présent article s'appliquent aussi aux bénéfices de la participation à un pool, une exploitation en commun ou un organisme international d'exploitation.

Article 9. Entreprises associées

Si

a) soit une entreprise d'un Etat contractant participe directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise de l'autre Etat contractant,

b) soit les mêmes personnes participent directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise d'un Etat contractant et d'une entreprise de l'autre Etat contractant, et si, dans l'un et l'autre cas, les deux entreprises sont, dans leurs relations commerciales ou financières, liées par des conditions convenues ou imposées qui diffèrent de celles qui seraient convenues entre des entreprises indépendantes, les bénéfices qui, sans ces conditions, auraient été réalisés par l'une des entreprises mais n'ont pu l'être à cause de ces conditions peuvent être inclus dans les bénéfices de cette entreprise et être imposés en conséquence.

Article 10. Dividendes

1. Les dividendes payés par une société qui est résidente d'un Etat contractant à un résident de l'autre Etat sont imposables sur le territoire de l'autre Etat.

2. a) Toutefois, ces dividendes sont aussi imposables sur le territoire de l'Etat contractant dont la société distributrice est résidente et selon la législation de cet Etat; mais si la personne qui reçoit les dividendes en est le bénéficiaire effectif, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 15% du montant brut des dividendes.

b) Si le propriétaire d'une société qui en est le bénéficiaire (autre qu'un associé) détient directement au moins 10 % du capital de la société distributrice, les dividendes sont imposables uniquement sur le territoire de l'Etat contractant dont est résident le propriétaire qui est le bénéficiaire des dividendes, sous réserve des dispositions du sous paragraphe 1c) de l'article 23 du présent Accord.

Les dispositions du présent paragraphe n'ont pas d'incidence sur l'imposition de la société au titre des bénéfices qui servent au paiement des dividendes.

3. Le mot « dividendes » employé dans le présent article désigne les revenus provenant d'actions, actions ou bons de jouissance, parts de mine, parts de fondateur ou autres parts bénéficiaires, à l'exception des créances, ainsi que les revenus d'autres parts sociales soumis au même régime fiscal que les revenus d'actions par la législation de l'Etat dont la société distributrice est résidente.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des dividendes, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant dont la société qui paie les dividendes est résidente, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que la participation génératrice des dividendes se rattache effectivement à cet établissement ou à cette base. Dans ces cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant le cas, sont applicables.

5. Lorsqu'une société qui est résidente d'un Etat contractant tire des bénéfices ou des revenus de l'autre Etat contractant, cet autre Etat ne peut percevoir aucun impôt sur les dividendes payés par la société, sauf si ces dividendes sont payés à un résident de cet autre Etat ou que la participation génératrice des dividendes se rattache effectivement à un établissement stable ou à une base fixe situé dans cet autre Etat, ni prélever aucun impôt au titre de l'imposition des bénéfices non distribués, même si les dividendes payés ou les bénéfices non distribués consistent en tout ou en partie en bénéfices ou revenus provenant de cet autre Etat.

Article 11. Intérêts

1. Les intérêts provenant d'un Etat contractant et payés à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables sur le territoire de cet autre Etat.

2. Toutefois, ces intérêts peuvent aussi être imposés sur le territoire de l'Etat contractant dont ils sont originaires conformément à la législation de cet Etat, mais si le bénéficiaire de ces intérêts est résident de l'autre Etat contractant, l'impôt ainsi levé ne peut excéder 5 % du montant brut de l'intérêt. Les autorités compétentes des États contractants conviennent des modalités d'application de cette limite.

3. Le mot « intérêts » employé dans le présent article désigne le revenu des créances de toute nature, assorties ou non de garanties hypothécaires ou d'une clause de participation aux bénéfices du débiteur, et notamment les revenus de fonds publics et d'obligations d'emprunts y compris les primes et lots attachés à ces titres. Les pénalisations pour paiement tardif ne sont pas considérées comme des intérêts au sens du présent article.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article ne s'appliquent pas si le bénéficiaire effectif des intérêts, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant d'où proviennent les intérêts, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que la créance génératrice des intérêts se rattache effectivement à l'établissement stable ou à la base fixe en question. En pareil cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant le cas, sont applicables.

5. Les intérêts sont réputés provenir d'un Etat contractant lorsque le débiteur réside sur le territoire de cet Etat. Toutefois, si le débiteur des intérêts, qu'il soit ou non résident d'un Etat contractant, a sur le territoire d'un Etat contractant un établissement stable, ou une base fixe, pour lesquels la dette donnant lieu au paiement des intérêts a été contractée et qui supportent la charge de ces intérêts, ceux-ci sont considérés comme provenant de l'Etat où l'établissement stable ou la base fixe est situé.

6. Si, en raison de relations spéciales entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou entre l'un et l'autre et des tiers, le montant des intérêts, compte tenu de la créance pour laquelle ils sont payés, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque Etat contractant et compte tenu des autres dispositions du présent Accord.

Article 12. Redevances

1. Les redevances provenant du territoire d'un Etat contractant et payées à un résident de l'autre Etat contractant, qui en est le bénéficiaire, sont imposables seulement sur le territoire de cet Etat.

2. Le mot « redevances » employé dans le présent article désigne les rémunérations de toute nature payées pour l'usage ou la concession de l'usage d'un droit d'auteur sur une uvre littéraire, artistique ou scientifique, y compris les films cinématographiques, une marque de fabrique ou de commerce, un dessin ou un modèle, un plan, une formule ou un procédé secret, ainsi que pour des informations ayant trait à une expérience acquise dans le domaine industriel, commercial ou scientifique.

3. Les dispositions du paragraphe 1 du présent article ne s'appliquent pas si le bénéficiaire effectif des redevances, résident d'un Etat contractant, exerce sur le territoire de l'autre Etat d'où proviennent les redevances, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que le droit ou le bien générateur de redevances se rattache effectivement à l'établissement stable ou à la base fixe en question. En pareil cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14 du présent Accord, selon le cas, sont applicables.

4. Si, en raison de relations spéciales entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou entre eux et des tiers, le montant des redevances, compte tenu de la prestation au titre de laquelle elles sont payées, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. En pareil cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque Etat contractant et compte tenu des autres dispositions du présent Accord.

Article 13. Gains en capital

1. Les gains qu'un résident d'un Etat contractant tire de l'aliénation de biens immobiliers visés à l'article 6 du présent Accord et qui sont situés sur le territoire de l'autre Etat sont imposables dans cet autre Etat.

2. Les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a sur le territoire de l'autre Etat, ou de biens mobiliers qui appartiennent à une base fixe dont un résident d'un Etat contractant dispose dans l'autre Etat pour exercer une profession indépendante, y compris de tels gains provenant de l'aliénation de cet établissement stable (seul ou avec l'ensemble de l'entreprise) ou de cette base fixe, sont imposables dans cet autre Etat.

3. Les gains provenant de l'aliénation de navires ou d'aéronefs exploités en trafic international, de bateaux servant à la navigation intérieure ou de biens mobiliers affectés à l'exploitation de ces navires, aéronefs ou bateaux, ne sont imposables que dans l'Etat contractant où est situé le siège de direction effective de l'entreprise.

4. Les gains provenant de l'aliénation de tout bien autre que ceux qui sont visés aux paragraphes 1 à 3 du présent article ne sont imposables que dans l'Etat contractant dont le cédant est résident.

Article 14. Professions indépendantes

1. Les revenus qu'une personne physique résidente d'un Etat contractant tire d'une profession libérale ou d'autres activités de caractère indépendant ne sont imposables que dans cet Etat à moins qu'elle ne dispose régulièrement d'une base fixe sur le territoire de l'autre Etat pour y conduire ses activités. Si elle dispose d'une telle base, les revenus peuvent être imposés dans l'autre Etat mais seulement pour autant qu'ils peuvent être imputés à cette base fixe.

2. Les mots « profession libérale » désignent notamment les activités indépendantes d'ordre scientifique, littéraire, artistique, éducatif ou pédagogique, ainsi que les activités indépendantes des médecins, avocats, ingénieurs, architectes, dentistes et comptables.

Article 15. Professions dépendantes

1. Sous réserve des dispositions des articles 16, 18 et 19 du présent Accord, les salaires, traitements ou autres rémunérations similaires qu'un résident d'un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'emploi ne soit exercé sur le territoire de l'autre Etat contractant et, en pareil cas, les rémunérations reçues à ce titre sont imposables dans cet autre Etat.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 du présent article, les rémunérations qu'un résident d'un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié exercé sur le territoire de l'autre Etat ne sont imposables que dans le premier Etat si, à la fois :

a) le bénéficiaire séjourne sur le territoire de l'autre Etat pendant une période ou des périodes n'excédant pas en tout 183 jours au cours de l'année civile considérée,

b) la rémunération est payée par un employeur ou pour le compte d'un employeur qui n'est pas résident de l'autre Etat,

c) la charge des rémunérations n'est pas supportée par un établissement stable ou une base fixe que l'employeur a sur le territoire de l'autre Etat.

3. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article, les rémunérations d'un emploi salarié exercé à bord d'un navire ou d'un aéronef exploité en trafic international ou d'un navire de la navigation intérieure sont imposables dans l'Etat contractant sur le territoire duquel est situé le siège de direction effective de l'entreprise.

Article 16. Tantièmes et autres rémunérations similaires

Les tantièmes et autres rémunérations similaires qu'un résident d'un Etat contractant reçoit en sa qualité de membre du conseil de surveillance ou d'administration d'une société qui est résidente de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

Article 17. Artistes du spectacle et sportifs

1. Nonobstant les dispositions des articles 14 et 15 du présent Accord, les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire de ses activités personnelles exercées sur le territoire de l'autre Etat en tant qu'artiste du spectacle, par exemple acteur de théâtre ou de cinéma ou artiste de radiodiffusion ou de télévision ou musicien, ou en tant que sportif, sont imposables dans cet autre Etat.

2. Nonobstant les dispositions des articles 7, 14 et 15 du présent Accord, les revenus d'activités qui sont exercées par un artiste du spectacle ou un sportif personnellement et en cette qualité et sont attribués non pas à l'artiste ou au sportif lui-même mais à une autre personne, sont imposables dans l'Etat contractant sur le territoire duquel ces activités sont exercées.

Article 18. Pensions

Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 de l'article 19 du présent Accord, les pensions et autres rémunérations similaires payées à un résident d'un Etat contractant en raison d'un emploi passé sont imposables uniquement dans cet Etat.

Article 19. Fonction publique

1. a) Les rémunérations qui ne sont pas des pensions et qui sont payées par un Etat contractant ou une de ses collectivités locales à une personne physique au titre de l'exercice d'une fonction publique pour cet Etat ou une de ses collectivités locales ne sont imposables que dans ledit Etat.

b) Toutefois, ces rémunérations ne sont imposables que dans l'autre Etat contractant si la fonction a été exercée sur le territoire de cet Etat dont, en outre, la personne physique est résidente et

i) soit est ressortissante,

ii) n'en est pas devenue résidente uniquement aux fins d'exercer cette fonction.

2. a) Les pensions payées par un Etat contractant ou l'une de ses collectivités locales, soit directement, soit par prélèvement sur des fonds qu'ils ont constitués, à une personne physique au titre de services rendus à cet Etat ou à cette collectivité locale sont imposables seulement dans cet Etat.

b) Toutefois, ces pensions sont imposables seulement dans l'autre Etat contractant si la personne physique est résidente ou ressortissant de cet Etat.

3. Les dispositions du paragraphe 1 du présent article s'appliquent de même aux rémunérations payées à l'attaché commercial de l'Autriche en Croatie et aux membres de la mission commerciale de l'Autriche en Croatie ainsi qu'à l'attaché commercial de la Croatie en Autriche et aux membres de la mission commerciale de la Croatie en Autriche.

4. Les dispositions des articles 15, 16, 17 et 18 du présent Accord s'appliquent aux traitements, salaires et autres rémunérations et pensions payées au titre de services rendus dans cadre d'une activité industrielle ou commerciale exercée par un Etat contractant ou l'une de ses collectivités locales.

Article 20. Étudiants

Les montants versés pour frais d'entretien, d'études ou de formation à des étudiants, stagiaires ou apprentis qui sont résidents d'un Etat contractant ou qui l'étaient immédiatement avant de se rendre sur le territoire de l'autre Etat et qui séjournent sur celui-ci à seule fin d'y poursuivre des études ou une formation ne sont pas imposables dans cet Etat à condition de provenir de sources situées en dehors de celui-ci.

Article 21. Autres revenus

1. Les éléments de revenu d'un résident d'un Etat contractant qui ne sont pas visés par les dispositions ci-dessus du présent Accord ne sont imposables que dans cet Etat.

2. Les dispositions du paragraphe 1 du présent article ne s'appliquent pas aux revenus autres que ceux qui proviennent de biens immobiliers, au sens du paragraphe 2 de l'article 6 du présent Accord, si le bénéficiaire de ces revenus, résident d'un Etat contractant, exerce sur le territoire de l'autre Etat soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que le droit ou le bien générateur des revenus se rattache effectivement à cet établissement stable ou à cette base fixe. Les dispositions, selon le cas, de l'article 7 ou de l'article 14 du présent Accord s'appliquent en pareil cas.

Article 22. Fortune

1. La fortune constituée par des biens immobiliers au sens de l'article 6 du présent Accord, que le résident d'un Etat contractant possède sur le territoire de l'autre Etat est imposable dans cet autre Etat.

2. La fortune constituée par des biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant possède sur le territoire de l'autre

Etat ou par des biens mobiliers appartenant à une base fixe dont un résident d'un Etat contractant dispose sur le territoire de l'autre Etat contractant pour l'exercice d'une profession indépendante est imposable dans cet autre Etat.

3. Les navires et les aéronefs exploités en trafic international ainsi que les embarcations de la batellerie intérieure et les biens mobiliers affectés à l'exploitation de ces navires, embarcations ou aéronefs ne sont imposables que dans l'Etat contractant sur le territoire duquel se trouve le siège de direction effective de l'entreprise.

4. Tous les autres éléments de fortune des résidents d'un Etat contractant ne sont imposables que dans cet Etat.

Article 23. Elimination de la double imposition

1. La double imposition des résidents autrichiens est évitée comme suit :

a) Sous réserve des dispositions des alinéas b) à d) du présent paragraphe ainsi que du paragraphe 3 du présent article, l'Autriche exonère d'impôt les éléments de revenu ou de fortune de ses résidents qui sont imposables en Croatie.

b) Si un résident autrichien tire des éléments de revenu imposables en Croatie conformément aux dispositions de l'alinéa a) du paragraphe 2 de l'article 10 et du paragraphe 2 de l'article 11 du présent Accord, l'Autriche l'autorise à déduire de son impôt sur le revenu un montant égal à l'impôt qu'il paye en Croatie. Cette déduction n'excède pas toutefois cette part de l'impôt calculée avant la déduction qui correspond aux éléments de revenu provenant de Croatie.

c) Sous réserve des dispositions pertinentes de la législation autrichienne mais nonobstant les éventuelles conditions particulières de cette législation exigeant une participation minimale, les dividendes visés à l'alinéa b) du paragraphe 2 de l'article 10 du présent Accord et payés par une entreprise résidente de Croatie à une entreprise résidente d'Autriche sont exonérés d'impôts en Autriche.

d) Les revenus des résidents autrichiens que l'Autriche considère comme tels et qui sont imposables en Croatie en vertu du présent Accord sont néanmoins imposables en Autriche si, après en avoir convenu avec l'Autriche, la Croatie les exonère de l'impôt en vertu du présent Accord.

2. La double imposition des résidents croates est évitée comme suit :

Dans le cas des éléments de revenu ou de fortune des résidents croates qui, conformément aux dispositions du présent Accord, sont imposables en Autriche, la Croatie accorde :

a) pour l'impôt qu'elle recouvre sur les revenus de ces résidents, une déduction d'un montant égal à l'impôt sur le revenu payé en Autriche;

b) pour l'impôt qu'elle recouvre sur la fortune de ce résident, une déduction égale à l'impôt sur la fortune payé en Autriche.

Dans l'un et l'autre cas, cette déduction ne peut excéder la fraction de l'impôt sur le revenu ou de l'impôt sur la fortune, calculé avant déduction, qui correspond selon le cas aux revenus ou à la fortune imposables en Autriche.

3. Si, conformément à une quelconque disposition du présent Accord, les revenus qu'un résident d'un Etat contractant reçoit ou la fortune qu'il possède sont exempts d'impôt dans cet Etat, celui-ci peut, néanmoins, pour calculer le montant de l'impôt sur le reste des revenus ou de la fortune de ce résident, tenir compte des revenus ou de la fortune exempts.

Article 24. Non-discrimination

1. Les ressortissants d'un Etat contractant ne sont soumis dans l'autre Etat à aucune imposition ou obligation liée à une imposition qui serait autre ou plus lourde que les impositions ou obligations auxquelles sont ou pourraient être assujettis les ressortissants de cet autre Etat qui se trouvent dans la même situation, particulièrement en ce qui concerne la résidence. Nonobstant les dispositions de l'article premier du présent Accord, la présente disposition s'applique aussi aux personnes qui ne sont résidentes d'aucun des deux États contractants.

2. L'imposition d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat n'est pas dans cet autre Etat moins favorable que l'imposition des entreprises de cet autre Etat qui exercent la même activité. Les dispositions du présent article ne seront pas interprétées comme obligeant un Etat contractant à étendre à des résidents de l'autre le bénéfice de dégrèvements, abattements ou réductions qu'il accorde, en raison de leur situation de famille ou de leurs charges familiales, à ses propres résidents.

3. A moins que les dispositions de l'article 9, du paragraphe 6 de l'article 11 ou du paragraphe 4 de l'article 12 du présent Accord ne soient applicables, les intérêts, redevances et autres décaissements payés par une entreprise d'un Etat contractant à un résident de l'autre Etat sont déductibles, pour la détermination des bénéfices imposables de cette entreprise, dans les mêmes conditions que s'ils avaient été payés à un résident du premier Etat. De même, les dettes d'une entreprise d'un Etat contractant envers un résident de l'autre Etat sont déductibles, pour la détermination de la fortune imposable de cette entreprise, dans les mêmes conditions que si elles avaient été contractées envers un résident du premier Etat.

4. Les entreprises d'un Etat contractant dont le capital est, en totalité ou en partie, détenu ou contrôlé, directement ou indirectement, par un ou plusieurs résidents de l'autre Etat, ne sont soumises dans le premier Etat contractant à aucune imposition ou obligation s'y rapportant qui serait autre ou plus lourde que celle à laquelle sont ou pourraient être assujetties les autres entreprises analogues du premier Etat.

Article 25. Procédure amiable

1. Une personne qui estime que les mesures prises par un seul ou par les deux États contractants entraînent ou entraîneront pour elle une imposition non conforme aux dispositions du présent Accord peut, indépendamment des recours prévus par le droit interne de ces États, soumettre son cas à l'autorité compétente de celui des États dont elle est résidente ou, si son cas relève du paragraphe 1 de l'article 24 du présent Accord, à celle de l'Etat contractant dont elle possède la nationalité. Le cas doit être soumis dans un délai de trois ans à partir de la première notification des mesures qui entraînent une imposition non conforme aux dispositions de l'Accord.

2. Si la réclamation lui paraît fondée et si elle n'est pas elle-même en mesure d'y apporter une solution satisfaisante, l'autorité compétente s'efforce de résoudre le cas à l'amiable avec l'autorité compétente de l'autre Etat contractant en vue d'éviter une imposition non conforme au présent Accord. L'accord amiable est appliqué quels que soient les délais prévus par le droit interne des États contractants.

3. Les autorités compétentes des États contractants s'efforcent par accord amiable de régler les difficultés ou de dissiper les doutes auxquels peuvent donner lieu l'interprétation ou l'application du présent Accord. Elles peuvent aussi se concerter en vue d'éliminer la double imposition dans les cas non prévus par le présent Accord.

4. Les autorités compétentes des États contractants peuvent communiquer directement entre elles en vue d'un accord au sens des dispositions du présent article. Si un échange verbal d'opinions semble devoir favoriser un tel accord, il peut avoir lieu dans le cadre d'une commission composée de représentants des autorités compétentes des États contractants.

Article 26. Echange de renseignements

1. Les autorités compétentes des États contractants échangent les renseignements dont elles ont besoin pour appliquer les dispositions du présent Accord ou les dispositions de leur droit interne qui concernent les impôts visés par le présent Accord, dans la mesure où l'imposition prévue par ce droit n'est pas contraire à l'Accord. L'échange des renseignements n'est pas restreint par l'article premier de l'Accord. Les renseignements reçus par un Etat contractant ne sont pas divulgués, de la même manière que les renseignements obtenus en application de la législation de cet Etat et ne sont communiqués qu'aux personnes ou autorités (y compris les tribunaux et organes administratifs) concernées par l'établissement ou le recouvrement des impôts visés par le présent Accord, ou par les exécutions, poursuites ou décisions concernant ces impôts. Ces personnes ou autorités n'utilisent ces renseignements qu'à ces fins, mais peuvent en faire état au cours de procédures publiques devant des tribunaux ou en vue de décisions de ceux-ci.

2. Les dispositions du paragraphe 1 du présent article ne peuvent en aucun cas être interprétées comme imposant à un Etat contractant de :

a) prendre des mesures administratives s'écartant de sa législation et de sa pratique administrative ou de celles de l'autre Etat contractant,

b) fournir des renseignements qui ne pourraient être obtenus sur la base de sa législation ou dans le cadre de sa pratique administrative normale ou de celles de l'autre Etat contractant,

c) fournir des renseignements qui révéleraient un secret commercial, industriel ou professionnel ou un procédé commercial ou dont la communication serait contraire à l'ordre public.

3. Les modalités d'application du présent article seront réglées par arrangement administratif entre les ministères des finances.

Article 27. Membres de missions diplomatiques ou postes consulaires

Aucune disposition du présent Accord ne porte atteinte aux privilèges fiscaux dont bénéficient les membres des missions diplomatiques ou des postes consulaires en vertu soit des règles générales du droit international, soit des dispositions d'accords particuliers.

Article 28. Entrée en vigueur

Le présent Accord entrera en vigueur 30 jours après la date de savoir qu'ont été remplies les règles de droit interne auxquelles chacun des États contractants subordonne cette entrée en vigueur. Le présent Accord s'appliquera aux revenus obtenus ou à la fortune possédée au cours de l'année fiscale commençant le premier janvier de l'année civile qui suivra l'année d'entrée en vigueur du présent Accord et aux cours des années suivantes.

Article 29. Dénonciation

Le présent Accord restera en vigueur indéfiniment mais après une période de cinq ans à compter de l'entrée en vigueur, chacun des États contractants pourra le dénoncer par écrit à l'autre, par la voie diplomatique, le 30 juin ou avant le 30 juin de toute année civile. En pareil cas, il cessera de produire ses effets sur les impôts sur le revenu ou la fortune se rapportant à l'année fiscale commençant le premier janvier de l'année civile qui suivra l'année de dénonciation.

En foi de quoi les plénipotentiaires soussignés des deux États contractants, à ce dûment autorisés, ont signé le présent Accord.

Fait à Vienne, le 21 septembre 2000, en deux exemplaires, chacun en langues allemande, croate et anglaise, les trois textes faisant également foi. En cas de divergence d'interprétation, c'est le texte anglais qui l'emporte.

Pour la République d'Autriche :

FERRERO-WALDNER

Pour la République de Croatie :

PICULA

PROTOCOLE

Lors de la signature de l'Accord tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune entre la République d'Autriche et la République de Croatie, les plénipotentiaires soussignés sont convenus que les dispositions ci-après font partie intégrante de l'Accord :

Au sujet des articles 10 et 11 :

Les Parties à l'Accord sont convenues que si l'Autriche considère que les articles 10 et 11 de l'Accord sont discriminatoires par rapport aux dispositions correspondantes d'accords conclus entre la Croatie et tout autre Etat membre de l'Union européenne, les Parties contractantes les renégocieront sans retard afin de supprimer ces discriminations.

Interprétation de l'Accord :

Il est entendu que les dispositions de l'Accord qui sont libellées sur le modèle des dispositions correspondantes de la Convention type de l'OCDE sur le revenu et la fortune sont généralement réputées avoir le même sens que celui qui est exprimé dans les Commentaires de l'OCDE relatifs à cette convention-type. Les Commentaires -- et les révisions auxquelles ils peuvent donner lieu de temps à autre -- constituent un moyen d'interprétation au sens de la Convention de Vienne du 23 mai 1969 sur le droit des traités.

En foi de quoi les plénipotentiaires soussignés, à ce dûment autorisés, ont signé le présent Protocole.

Fait à Vienne, le 21 septembre 2000, en double exemplaire, chacun en langues allemande, croate et anglaise, les trois textes faisant également foi. En cas de divergence d'interprétation, c'est le texte anglais qui l'emporte.

Pour la République d'Autriche :

FERRERO-WALDNER

Pour la République de Croatie :

PICULA

[GERMAN TEXT - TEXTE ALLEMAND]

ABKOMMEN

ZWISCHEN DER REPUBLIK ÖSTERREICH UND DER REPUBLIK KROATIEN ZUR VERMEIDUNG DER DOPPELBESTEUERUNG AUF DEM GEBIETE DER STEUERN VOM EINKOMMEN UND VOM VERMÖGEN

Die Republik Österreich und die Republik Kroatien, von dem Wunsche geleitet, ein Abkommen zur Vermeidung der Doppelbesteuerung auf dem Gebiete der Steuern vom Einkommen und vom Vermögen abzuschließen,

haben folgendes vereinbart:

Artikel 1

PERSÖNLICHER GELTUNGSBEREICH

Dieses Abkommen gilt für Personen, die in einem Vertragsstaat oder in beiden Vertragsstaaten ansässig sind.

Artikel 2

UNTER DAS ABKOMMEN FALLENDE STEUERN

(1) Dieses Abkommen gilt, ohne Rücksicht auf die Art der Erhebung, für Steuern vom Einkommen und vom Vermögen, die für Rechnung eines Vertragsstaats oder seiner Gebietskörperschaften erhoben werden.

(2) Als Steuern vom Einkommen und vom Vermögen gelten alle Steuern, die vom Gesamteinkommen, vom Gesamtvermögen oder von Teilen des Einkommens oder des Vermögens erhoben werden, einschließlich der Steuern vom Gewinn aus der Veräußerung beweglichen oder unbeweglichen Vermögens, der Lohnsummensteuern sowie der Steuern vom Vermögenszuwachs.

(3) Zu den bestehenden Steuern, für die das Abkommen gilt, gehören insbesondere

a) in Österreich:

(i) die Einkommensteuer;

(ii) die Körperschaftsteuer;

(iii) die Grundsteuer;

(iv) die Abgabe von land- und forstwirtschaftlichen Betrieben und

(v) die Abgabe vom Bodenwert bei unbebauten Grundstücken;

b) in Kroatien:

(i) die Gewinnsteuer und

(ii) die Einkommensteuer.

(4) Das Abkommen gilt auch für alle Steuern gleicher oder im wesentlichen ähnlicher Art, die nach der Unterzeichnung des Abkommens neben den bestehenden Steuern oder an deren Stelle erhoben werden. Die zuständigen Behörden der Vertragsstaaten teilen einander die in ihren Steuergesetzen eingetretenen wesentlichen Änderungen mit.

Artikel 3

ALLGEMEINE BEGRIFFSBESTIMMUNGEN

(1) Im Sinne dieses Abkommens, wenn der Zusammenhang nichts anderes erfordert,

a) bedeutet der Ausdruck „Österreich“ die Republik Österreich;

b) bedeutet der Ausdruck „Kroatien“ das Staatsgebiet der Republik Kroatien sowie die Meeresgebiete, einschließlich des Meeresgrundes und des Meeresuntergrundes, die sich an die äußeren Grenzen der Hoheitsgewässer anschließen, in denen die Republik Kroatien in Übereinstimmung mit dem Völkerrecht und dem Recht der Republik Kroatien Hoheitsrechte und Jurisdiktion ausübt;

c) umfaßt der Ausdruck „Person“ natürliche Personen, Gesellschaften und alle anderen Personenvereinigungen;

d) bedeutet der Ausdruck „Gesellschaft“ juristische Personen oder Rechtsträger, die für die Besteuerung wie juristische Personen behandelt werden;

e) bedeuten die Ausdrücke „Unternehmen eines Vertragsstaats“ und „Unternehmen des anderen Vertragsstaats“, je nachdem, ein Unternehmen, das von einer in einem Vertragsstaat ansässigen Person betrieben wird, oder ein Unternehmen, das von einer im anderen Vertragsstaat ansässigen Person betrieben wird;

f) bedeutet der Ausdruck „internationaler Verkehr“ jede Beförderung mit einem Seeschiff oder Luftfahrzeug, das von einem Unternehmen mit tatsächlicher Geschäftsleitung in einem Vertragsstaat betrieben wird, es sei denn, das Seeschiff oder Luftfahrzeug wird ausschließlich zwischen Orten im anderen Vertragsstaat betrieben;

- g) bedeutet der Ausdruck „zuständige Behörde“
 - i) in Österreich: den Bundesminister für Finanzen oder dessen bevollmächtigten Vertreter;
 - ii) in Kroatien: den Finanzminister oder dessen bevollmächtigten Vertreter.
- h) bedeutet der Ausdruck „Staatsangehöriger“
 - i) jede natürliche Person, die die Staatsbürgerschaft eines Vertragsstaats besitzt;
 - ii) jede juristische Person, Personengesellschaft und andere Personenvereinigung, die nach dem in einem Vertragsstaat geltenden Recht errichtet worden ist.

(2) Bei der Anwendung des Abkommens durch einen Vertragsstaat hat, wenn der Zusammenhang nichts anderes erfordert, jeder im Abkommen nicht definierte Ausdruck die Bedeutung, die ihm nach dem Recht dieses Staates über die Steuern zukommt, für die das Abkommen gilt.

Artikel 4

ANSÄSSIGE PERSON

(1) Im Sinne dieses Abkommens bedeutet der Ausdruck „eine in einem Vertragsstaat ansässige Person“ eine Person, die nach dem Recht dieses Staates dort auf Grund ihres Wohnsitzes, ihres ständigen Aufenthalts, des Ortes ihrer Geschäftsleitung, des Ortes ihrer Errichtung oder eines anderen ähnlichen Merkmals steuerpflichtig ist, und umfasst auch diesen Staat und seine Gebietskörperschaften. Der Ausdruck umfasst jedoch nicht eine Person, die in diesem Staat nur mit Einkünften aus Quellen in diesem Staat oder mit in diesem Staat gelegenen Vermögen steuerpflichtig ist.

(2) Ist nach Absatz 1 eine natürliche Person in beiden Vertragsstaaten ansässig, so gilt folgendes:

- a) Die Person gilt als nur in dem Staat ansässig, in dem sie über eine ständige Wohnstätte verfügt; verfügt sie in beiden Staaten über eine ständige Wohnstätte, so gilt sie als nur in dem Staat ansässig, zu dem sie die engeren persönlichen und wirtschaftlichen Beziehungen hat (Mittelpunkt der Lebensinteressen);
- b) kann nicht bestimmt werden, in welchem Staat die Person den Mittelpunkt ihrer Lebensinteressen hat, oder verfügt sie in keinem der Staaten über eine ständige Wohnstätte, so gilt sie als nur in dem Staat ansässig, in dem sie ihren gewöhnlichen Aufenthalt hat;
- c) hat die Person ihren gewöhnlichen Aufenthalt in beiden Staaten oder in keinem der Staaten, so gilt sie als nur in dem Staat ansässig, dessen Staatsangehöriger sie ist;
- d) ist die Person Staatsangehöriger beider Staaten oder keines der Staaten, so werden sich die zuständigen Behörden der Vertragsstaaten bemühen, die Frage in gegenseitigem Einvernehmen zu regeln.

(3) Ist nach Absatz 1 eine andere als eine natürliche Person in beiden Vertragsstaaten ansässig, so gilt sie als in dem Staat ansässig, in dem sich der Ort ihrer tatsächlichen Geschäftsleitung befindet.

Artikel 5

BETRIEBSTÄTTE

(1) Im Sinne dieses Abkommens bedeutet der Ausdruck „Betriebsstätte“ eine feste Geschäftseinrichtung, durch die die Tätigkeit eines Unternehmens ganz oder teilweise ausgeübt wird.

(2) Der Ausdruck „Betriebsstätte“ umfasst insbesondere:

- a) einen Ort der Leitung,
- b) eine Zweigniederlassung,
- c) eine Geschäftsstelle,
- d) eine Fabrikationsstätte,
- e) eine Werkstätte und
- f) ein Bergwerk, ein Öl- oder Gasvorkommen, einen Steinbruch oder eine andere Stätte der Ausbeutung von Bodenschätzen.

(3) Eine Bauausführung oder Montage ist nur dann eine Betriebsstätte, wenn ihre Dauer zwölf Monate überschreitet.

(4) Ungeachtet der vorstehenden Bestimmungen dieses Artikels gelten nicht als Betriebsstätten:

- a) Einrichtungen, die ausschließlich zur Lagerung, Ausstellung oder Auslieferung von Gütern oder Waren des Unternehmens benutzt werden;
- b) Bestände von Gütern oder Waren des Unternehmens, die ausschließlich zur Lagerung, Ausstellung oder Auslieferung unterhalten werden;
- c) Bestände von Gütern oder Waren des Unternehmens, die ausschließlich zu dem Zweck unterhalten werden, durch ein anderes Unternehmen bearbeitet oder verarbeitet zu werden;
- d) eine feste Geschäftseinrichtung, die ausschließlich zu dem Zweck unterhalten wird, für das Unternehmen Güter oder Waren einzukaufen oder Informationen zu beschaffen;

e) eine feste Geschäftseinrichtung, die ausschließlich zu dem Zweck unterhalten wird, für das Unternehmen andere Tätigkeiten auszuüben, die vorbereitender Art sind oder eine Hilfstätigkeit darstellen;

f) eine feste Geschäftseinrichtung, die ausschließlich zu dem Zweck unterhalten wird, mehrere der unter lit. a) bis e) genannten Tätigkeiten auszuüben, vorausgesetzt, daß die sich daraus ergebende Gesamttätigkeit der festen Geschäftseinrichtung vorbereitender Art ist oder eine Hilfstätigkeit darstellt.

(5) Ist eine Person – mit Ausnahme eines unabhängigen Vertreters im Sinne des Absatzes 6 – für ein Unternehmen tätig und besitzt sie in einem Vertragsstaat die Vollmacht, im Namen des Unternehmens Verträge abzuschließen, und übt sie die Vollmacht dort gewöhnlich aus, so wird das Unternehmen ungeachtet der Absätze 1 und 2 so behandelt, als habe es in diesem Staat für alle von der Person für das Unternehmen ausgeübten Tätigkeiten eine Betriebsstätte, es sei denn, diese Tätigkeiten beschränken sich auf die in Absatz 4 genannten Tätigkeiten, die, würden sie durch eine feste Geschäftseinrichtung ausgeübt, diese Einrichtung nach dem genannten Absatz nicht zu einer Betriebsstätte machen.

(6) Ein Unternehmen wird nicht schon deshalb so behandelt, als habe es eine Betriebsstätte in einem Vertragsstaat, weil es dort seine Tätigkeit durch einen Makler, Kommissionär oder einen anderen unabhängigen Vertreter ausübt, sofern diese Personen im Rahmen ihrer ordentlichen Geschäftstätigkeit handeln.

(7) Allein dadurch, daß eine in einem Vertragsstaat ansässige Gesellschaft eine Gesellschaft beherrscht oder von einer Gesellschaft beherrscht wird, die im anderen Vertragsstaat ansässig ist oder dort (entweder durch eine Betriebsstätte oder auf andere Weise) ihre Tätigkeit ausübt, wird keine der beiden Gesellschaften zur Betriebsstätte der anderen.

Artikel 6

EINKÜNFTE AUS UNBEWEGLICHEM VERMÖGEN

(1) Einkünfte, die eine in einem Vertragsstaat ansässige Person aus unbeweglichem Vermögen (einschließlich der Einkünfte aus land- und forstwirtschaftlichen Betrieben) bezieht, das im anderen Vertragsstaat liegt, dürfen im anderen Staat besteuert werden.

(2) Der Ausdruck „unbewegliches Vermögen“ hat die Bedeutung, die ihm nach dem Recht des Vertragsstaats zukommt, in dem das Vermögen liegt. Der Ausdruck umfaßt in jedem Fall das Zubehör zum unbeweglichen Vermögen, das lebende und tote Inventar land- und forstwirtschaftlicher Betriebe, die Rechte, für die die Vorschriften des Privatrechts über Grundstücke gelten, Nutzungsrechte an unbeweglichem Vermögen sowie Rechte auf veränderliche oder feste Vergütungen für die Ausbeutung oder das Recht auf Ausbeutung von Mineralvorkommen, Quellen und anderen Bodenschätzen. Schiffe und Luftfahrzeuge gelten nicht als unbewegliches Vermögen.

(3) Absatz 1 gilt für Einkünfte aus der unmittelbaren Nutzung, der Vermietung oder Verpachtung sowie jeder anderen Art der Nutzung unbeweglichen Vermögens.

(4) Die Absätze 1 und 3 gelten auch für Einkünfte aus unbeweglichem Vermögen eines Unternehmens und für Einkünfte aus unbeweglichem Vermögen, das der Ausübung einer selbständigen Arbeit dient.

Artikel 7

UNTERNEHMENSGEWINNE

(1) Gewinne eines Unternehmens eines Vertragsstaats dürfen nur in diesem Staat besteuert werden, es sei denn, das Unternehmen übt seine Tätigkeit im anderen Vertragsstaat durch eine dort gelegene Betriebsstätte aus. Übt das Unternehmen seine Tätigkeit auf diese Weise aus, so dürfen die Gewinne des Unternehmens im anderen Staat besteuert werden, jedoch nur insoweit, als sie dieser Betriebsstätte zugerechnet werden können.

(2) Übt ein Unternehmen eines Vertragsstaats seine Tätigkeit im anderen Vertragsstaat durch eine dort gelegene Betriebsstätte aus, so werden vorbehaltlich des Absatzes 3 in jedem Vertragsstaat dieser Betriebsstätte die Gewinne zugerechnet, die sie hätte erzielen können, wenn sie eine gleiche oder ähnliche Tätigkeit unter gleichen oder ähnlichen Bedingungen als selbständiges Unternehmen ausgeübt hätte und im Verkehr mit dem Unternehmen, dessen Betriebsstätte sie ist, völlig unabhängig gewesen wäre.

(3) Bei der Ermittlung der Gewinne einer Betriebsstätte werden die für diese Betriebsstätte entstandenen Aufwendungen, einschließlich der Geschäftsführungs- und allgemeinen Verwaltungskosten, zum Abzug zugelassen, gleichgültig, ob sie in dem Staat, in dem die Betriebsstätte liegt, oder anderswo entstanden sind.

(4) Soweit es in einem Vertragsstaat üblich ist, die einer Betriebsstätte zuzurechnenden Gewinne durch Aufteilung der Gesamtgewinne des Unternehmens auf seine einzelnen Teile zu ermitteln, schließt Absatz 2 nicht aus, daß dieser Vertragsstaat die zu steuernden Gewinne nach der üblichen Aufteilung ermittelt; die gewählte Gewinnaufteilung muß jedoch derart sein, daß das Ergebnis mit den Grundsätzen dieses Artikels übereinstimmt.

(5) Auf Grund des bloßen Einkaufs von Gütern oder Waren für das Unternehmen wird einer Betriebsstätte kein Gewinn zugerechnet.

(6) Bei der Anwendung der vorstehenden Absätze sind die der Betriebsstätte zuzurechnenden Gewinne jedes Jahr auf dieselbe Art zu ermitteln, es sei denn, daß ausreichende Gründe dafür bestehen, anders zu verfahren.

(7) Gehören zu den Gewinnen Einkünfte, die in anderen Artikeln dieses Abkommens behandelt werden, so werden die Bestimmungen jener Artikel durch die Bestimmungen dieses Artikels nicht berührt.

(8) Der in diesem Artikel verwendete Ausdruck „Gewinne“ umfaßt auch Gewinne eines Gesellschafters aus seiner Beteiligung an einer Personengesellschaft und im Fall Österreichs auch aus der Beteiligung an einer stillen Gesellschaft des österreichischen Rechts.

Artikel 8

SEESCHIFFFAHRT, BINNENSCHIFFFAHRT UND LUFTFAHRT

(1) Gewinne aus dem Betrieb von Seeschiffen oder Luftfahrzeugen im internationalen Verkehr dürfen nur in dem Vertragsstaat besteuert werden, in dem sich der Ort der tatsächlichen Geschäftsleitung des Unternehmens befindet.

(2) Gewinne aus dem Betrieb von Schiffen, die der Binnenschifffahrt dienen, dürfen nur in dem Vertragsstaat besteuert werden, in dem sich der Ort der tatsächlichen Geschäftsleitung des Unternehmens befindet.

(3) Befindet sich der Ort der tatsächlichen Geschäftsleitung eines Unternehmens der See- oder Binnenschifffahrt an Bord eines Schiffes, so gilt er als in dem Vertragsstaat gelegen, in dem der Heimathafen des Schiffes liegt, oder, wenn kein Heimathafen vorhanden ist, in dem Vertragsstaat, in dem die Person ansässig ist, die das Schiff betreibt.

(4) Absatz 1 gilt auch für Gewinne aus der Beteiligung an einem Pool, einer Betriebsgemeinschaft oder einer internationalen Betriebsstelle.

Artikel 9

VERBUNDENE UNTERNEHMEN

Wenn

- a) ein Unternehmen eines Vertragsstaats unmittelbar oder mittelbar an der Geschäftsleitung, der Kontrolle oder dem Kapital eines Unternehmens des anderen Vertragsstaats beteiligt ist oder
- b) dieselben Personen unmittelbar oder mittelbar an der Geschäftsleitung, der Kontrolle oder dem Kapital eines Unternehmens eines Vertragsstaats und eines Unternehmens des anderen Vertragsstaats beteiligt sind und in diesen Fällen die beiden Unternehmen in ihren kaufmännischen oder finanziellen Beziehungen an vereinbarte oder auferlegte Bedingungen gebunden sind, die von denen abweichen, die unabhängige Unternehmen miteinander vereinbaren würden, so dürfen die Gewinne, die eines der Unternehmen ohne diese Bedingungen erzielt hätte, wegen dieser Bedingungen aber nicht erzielt hat, den Gewinnen dieses Unternehmens zugerechnet und entsprechend besteuert werden.

Artikel 10

DIVIDENDEN

(1) Dividenden, die eine in einem Vertragsstaat ansässige Gesellschaft an eine im anderen Vertragsstaat ansässige Person zahlt, dürfen im anderen Staat besteuert werden.

(2) a) Diese Dividenden dürfen jedoch auch in dem Vertragsstaat, in dem die die Dividenden zahlende Gesellschaft ansässig ist, nach dem Recht dieses Staates besteuert werden; die Steuer darf aber, wenn der Empfänger der Dividenden der Nutzungsberechtigte ist, 15 vom Hundert des Bruttobetrag der Dividenden nicht übersteigen.

b) Ist der Nutzungsberechtigte eine Gesellschaft (jedoch keine Personengesellschaft), die unmittelbar über mindestens 10 vom Hundert des Kapitals der die Dividenden zahlenden Gesellschaft verfügt, dürfen diese Dividenden, vorbehaltlich des Artikels 23 Absatz 1 lit c), nur in dem Vertragsstaat besteuert werden, in dem der Nutzungsberechtigte ansässig ist.

Dieser Absatz berührt nicht die Besteuerung der Gesellschaft in bezug auf die Gewinne, aus denen die Dividenden gezahlt werden.

(3) Der in diesem Artikel verwendete Ausdruck „Dividenden“ bedeutet Einkünfte aus Aktien, Genusssaktien oder Genussscheinen, Kuxen, Gründeranteilen oder anderen Rechten – ausgenommen Forderungen – mit Gewinnbeteiligung sowie aus sonstigen Gesellschaftsanteilen stammende Einkünfte, die nach dem Recht des

Staates, in dem die ausschüttende Gesellschaft ansässig ist, den Einkünften aus Aktien steuerlich gleichgestellt sind.

(4) Die Absätze 1 und 2 sind nicht anzuwenden, wenn der in einem Vertragsstaat ansässige Nutzungsberechtigte im anderen Vertragsstaat, in dem die die Dividenden zahlende Gesellschaft ansässig ist, eine gewerbliche Tätigkeit durch eine dort gelegene Betriebsstätte oder eine selbständige Arbeit durch eine dort gelegene feste Einrichtung ausübt und die Beteiligung, für die die Dividenden gezahlt werden, tatsächlich zu dieser Betriebsstätte oder festen Einrichtung gehört. In diesem Fall ist Artikel 7 beziehungsweise Artikel 14 anzuwenden.

(5) Bezieht eine in einem Vertragsstaat ansässige Gesellschaft Gewinne oder Einkünfte aus dem anderen Vertragsstaat, so darf dieser andere Staat weder die von der Gesellschaft gezahlten Dividenden besteuern, es sei denn, daß diese Dividenden an eine im anderen Staat ansässige Person gezahlt werden oder daß die Beteiligung, für die die Dividenden gezahlt werden, tatsächlich zu einer im anderen Staat gelegenen Betriebsstätte oder festen Einrichtung gehört, noch Gewinne der Gesellschaft einer Steuer für nicht ausgeschüttete Gewinne unterwerfen, selbst wenn die gezahlten Dividenden oder die nicht ausgeschütteten Gewinne ganz oder teilweise aus im anderen Staat erzielten Gewinnen oder Einkünften bestehen.

Artikel 11

ZINSEN

(1) Zinsen, die aus einem Vertragsstaat stammen und an eine im anderen Vertragsstaat ansässige Person gezahlt werden, dürfen im anderen Staat besteuert werden.

(2) Diese Zinsen dürfen jedoch auch in dem Vertragsstaat, aus dem sie stammen, nach dem Recht dieses Staates besteuert werden; die Steuer darf aber, wenn der Nutzungsberechtigte der Zinsen eine im anderen Vertragsstaat ansässige Person ist, 5 vom Hundert des Bruttobetrag der Zinsen nicht übersteigen. Die zuständigen Behörden regeln im gegenseitigen Einvernehmen, wie diese Begrenzungsbestimmung durchzuführen ist.

(3) Der in diesem Artikel verwendete Ausdruck „Zinsen“ bedeutet Einkünfte aus Forderungen jeder Art, auch wenn die Forderungen durch Pfandrechte an Grundstücken gesichert oder mit einer Beteiligung am Gewinn des Schuldners ausgestattet sind, und insbesondere Einkünfte aus öffentlichen Anleihen und aus Obligationen einschließlich der damit verbundenen Aufgelder und der Gewinne aus Losanleihen. Zuschläge für verspätete Zahlung gelten nicht als Zinsen im Sinne dieses Artikels.

(4) Die Absätze 1 und 2 sind nicht anzuwenden, wenn der in einem Vertragsstaat ansässige Nutzungsberechtigte im anderen Vertragsstaat, aus dem die Zinsen stammen, eine gewerbliche Tätigkeit durch eine dort gelegene Betriebsstätte oder eine selbständige Arbeit durch eine dort gelegene feste Einrichtung ausübt und die Forderung, für die die Zinsen gezahlt werden, tatsächlich zu dieser Betriebsstätte oder festen Einrichtung gehört. In diesem Fall ist Artikel 7 beziehungsweise Artikel 14 anzuwenden.

(5) Zinsen gelten dann als aus einem Vertragsstaat stammend, wenn der Schuldner eine in diesem Staat ansässige Person ist. Hat aber der Schuldner der Zinsen, ohne Rücksicht darauf, ob er in einem Vertragsstaat ansässig ist oder nicht, in einem Vertragsstaat eine Betriebsstätte oder eine feste Einrichtung und ist die Schuld, für die die Zinsen gezahlt werden, für Zwecke der Betriebsstätte oder der festen Einrichtung eingegangen worden und trägt die Betriebsstätte oder die feste Einrichtung die Zinsen, so gelten die Zinsen als aus dem Staat stammend, in dem die Betriebsstätte oder die feste Einrichtung liegt.

(6) Bestehen zwischen dem Schuldner und dem Nutzungsberechtigten oder zwischen jedem von ihnen und einem Dritten besondere Beziehungen und übersteigen deshalb die Zinsen, gemessen an der zugrundeliegenden Forderung, den Betrag, den Schuldner und Nutzungsberechtigter ohne diese Beziehungen vereinbart hätten, so wird dieser Artikel nur auf den letzteren Betrag angewendet. In diesem Fall kann der übersteigende Betrag nach dem Recht eines jeden Vertragsstaats und unter Berücksichtigung der anderen Bestimmungen dieses Abkommens besteuert werden.

Artikel 12

LIZENZGEBÜHREN

(1) Lizenzgebühren, die aus einem Vertragsstaat stammen und an eine im anderen Vertragsstaat ansässige Person gezahlt werden, dürfen, wenn diese Person der Nutzungsberechtigte ist, nur im anderen Staat besteuert werden.

(2) Der in diesem Artikel verwendete Ausdruck „Lizenzgebühren“ bedeutet Vergütungen jeder Art, die für die Benutzung oder für das Recht auf Benutzung von Urheberrechten an literarischen, künstlerischen oder wissenschaftlichen Werken, einschließlich kinematographischer Filme, von Patenten, Marken, Mustern oder

Modellen, Plänen, geheimen Formeln oder Verfahren oder für die Mitteilung gewerblicher, kaufmännischer oder wissenschaftlicher Erfahrungen gezahlt werden.

(3) Absatz 1 ist nicht anzuwenden, wenn der in einem Vertragsstaat ansässige Nutzungsberechtigte im anderen Vertragsstaat, aus dem die Lizenzgebühren stammen, eine gewerbliche Tätigkeit durch eine dort gelegene Betriebsstätte oder eine selbständige Arbeit durch eine dort gelegene feste Einrichtung ausübt und die Rechte oder Vermögenswerte, für die die Lizenzgebühren gezahlt werden, tatsächlich zu dieser Betriebsstätte oder festen Einrichtung gehören. In diesem Fall ist Artikel 7 beziehungsweise Artikel 14 anzuwenden.

(4) Bestehen zwischen dem Schuldner und dem Nutzungsberechtigten oder zwischen jedem von ihnen und einem Dritten besondere Beziehungen und übersteigen deshalb die Lizenzgebühren, gemessen an der zugrundeliegenden Leistung, den Betrag, den Schuldner und Nutzungsberechtigter ohne diese Beziehungen vereinbart hätten, so wird dieser Artikel nur auf den letzteren Betrag angewendet. In diesem Fall kann der übersteigende Betrag nach dem Recht eines jeden Vertragsstaats und unter Berücksichtigung der anderen Bestimmungen dieses Abkommens besteuert werden.

Artikel 13

GEWINNE AUS DER VERÄUSSERUNG VON VERMÖGEN

(1) Gewinne, die eine in einem Vertragsstaat ansässige Person aus der Veräußerung unbeweglichen Vermögens im Sinne des Artikels 6 bezieht, das im anderen Vertragsstaat liegt, dürfen im anderen Staat besteuert werden.

(2) Gewinne aus der Veräußerung beweglichen Vermögens, das Betriebsvermögen einer Betriebsstätte ist, die ein Unternehmen eines Vertragsstaats im anderen Vertragsstaat hat, oder das zu einer festen Einrichtung gehört, die einer in einem Vertragsstaat ansässigen Person für die Ausübung einer selbständigen Arbeit im anderen Vertragsstaat zur Verfügung steht, einschließlich derartiger Gewinne, die bei der Veräußerung einer solchen Betriebsstätte (allein oder mit dem übrigen Unternehmen) oder einer solchen festen Einrichtung erzielt werden, dürfen im anderen Staat besteuert werden.

(3) Gewinne aus der Veräußerung von Seeschiffen oder Luftfahrzeugen, die im internationalen Verkehr betrieben werden, von Schiffen, die der Binnenschifffahrt dienen, und von beweglichem Vermögen, das dem Betrieb dieser Schiffe oder Luftfahrzeuge dient, dürfen nur in dem Vertragsstaat besteuert werden, in dem sich der Ort der tatsächlichen Geschäftsleitung des Unternehmens befindet.

(4) Gewinne aus der Veräußerung des in den Absätzen 1, 2 und 3 nicht genannten Vermögens dürfen nur in dem Vertragsstaat besteuert werden, in dem der Veräußerer ansässig ist.

Artikel 14

SELBSTÄNDIGE ARBEIT

(1) Einkünfte, die eine in einem Vertragsstaat ansässige Person aus einem freien Beruf oder aus sonstiger selbständiger Tätigkeit bezieht, dürfen nur in diesem Staat besteuert werden, es sei denn, daß der Person im anderen Vertragsstaat für die Ausübung ihrer Tätigkeit gewöhnlich eine feste Einrichtung zur Verfügung steht. Steht ihr eine solche feste Einrichtung zur Verfügung, so dürfen die Einkünfte im anderen Staat besteuert werden, jedoch nur insoweit, als sie dieser festen Einrichtung zugerechnet werden können.

(2) Der Ausdruck „freier Beruf“ umfaßt insbesondere die selbständig ausgeübte wissenschaftliche, literarische, künstlerische, erzieherische oder unterrichtende Tätigkeit sowie die selbständige Tätigkeit der Ärzte, Rechtsanwälte, Ingenieure, Architekten, Zahnärzte und Buchsachverständigen.

Artikel 15

UNSELBSTÄNDIGE ARBEIT

(1) Vorbehaltlich der Artikel 16, 18 und 19 dürfen Gehälter, Löhne und ähnliche Vergütungen, die eine in einem Vertragsstaat ansässige Person aus unselbständiger Arbeit bezieht, nur in diesem Staat besteuert werden, es sei denn, die Arbeit wird im anderen Vertragsstaat ausgeübt. Wird die Arbeit dort ausgeübt, so dürfen die dafür bezogenen Vergütungen im anderen Staat besteuert werden.

(2) Ungeachtet des Absatzes 1 dürfen Vergütungen, die eine in einem Vertragsstaat ansässige Person für eine im anderen Vertragsstaat ausgeübte unselbständige Arbeit bezieht, nur im erstgenannten Staat besteuert werden, wenn

- a) der Empfänger sich im betreffenden Kalenderjahr im anderen Staat insgesamt nicht länger als 183 Tage aufhält und

- b) die Vergütungen von einem Arbeitgeber oder für einen Arbeitgeber gezahlt werden, der nicht im anderen Staat ansässig ist, und
- c) die Vergütungen nicht von einer Betriebsstätte oder einer festen Einrichtung getragen werden, die der Arbeitgeber im anderen Staat hat.

(3) Ungeachtet der vorstehenden Bestimmungen dieses Artikels dürfen Vergütungen für unselbständige Arbeit, die an Bord eines Seeschiffes oder Luftfahrzeuges, das im internationalen Verkehr betrieben wird, oder an Bord eines Schiffes, das der Binnenschifffahrt dient, ausgeübt wird, in dem Vertragsstaat besteuert werden, in dem sich der Ort der tatsächlichen Geschäftsleitung des Unternehmens befindet.

Artikel 16

AUFSICHTSRATS- UND VERWALTUNGSRATSVERGÜTUNGEN

Aufsichtsrats- oder Verwaltungsratsvergütungen und ähnliche Zahlungen, die eine in einem Vertragsstaat ansässige Person in ihrer Eigenschaft als Mitglied des Aufsichts- oder Verwaltungsrats einer Gesellschaft bezieht, die im anderen Vertragsstaat ansässig ist, dürfen im anderen Staat besteuert werden.

Artikel 17

KÜNSTLER UND SPORTLER

(1) Ungeachtet der Artikel 14 und 15 dürfen Einkünfte, die eine in einem Vertragsstaat ansässige Person als Künstler, wie Bühnen-, Film-, Rundfunk- und Fernsehkünstler sowie Musiker, oder als Sportler aus ihrer im anderen Vertragsstaat persönlich ausgeübten Tätigkeit bezieht, im anderen Staat besteuert werden.

(2) Fließen Einkünfte aus einer von einem Künstler oder Sportler in dieser Eigenschaft persönlich ausgeübten Tätigkeit nicht dem Künstler oder Sportler selbst, sondern einer anderen Person zu, so dürfen diese Einkünfte ungeachtet der Artikel 7, 14 und 15 in dem Vertragsstaat besteuert werden, in dem der Künstler oder Sportler seine Tätigkeit ausübt.

Artikel 18

RUHEGEHÄLTER

Vorbehaltlich des Artikels 19 Absatz 2 dürfen Ruhegehälter und ähnliche Vergütungen, die einer in einem Vertragsstaat ansässigen Person für frühere unselbständige Arbeit gezahlt werden, nur in diesem Staat besteuert werden.

Artikel 19

ÖFFENTLICHER DIENST

- (1) a) Gehälter, Löhne und ähnliche Vergütungen, ausgenommen Ruhegehälter, die von einem Vertragsstaat oder einer seiner Gebietskörperschaften an eine natürliche Person für die diesem Staat oder der Gebietskörperschaft geleisteten Dienste gezahlt werden, dürfen nur in diesem Staat besteuert werden.
- b) Diese Gehälter, Löhne und ähnlichen Vergütungen dürfen jedoch nur im anderen Vertragsstaat besteuert werden, wenn die Dienste in diesem Staat geleistet werden und die natürliche Person in diesem Staat ansässig ist und
 - (i) ein Staatsangehöriger dieses Staates ist oder
 - (ii) nicht ausschließlich deshalb in diesem Staat ansässig geworden ist, um die Dienste zu leisten.
- (2) a) Ruhegehälter, die von einem Vertragsstaat oder einer seiner Gebietskörperschaften oder aus einem von diesem Staat oder der Gebietskörperschaft errichteten Sondervermögen an eine natürliche Person für die diesem Staat oder der Gebietskörperschaft geleisteten Dienste gezahlt werden, dürfen nur in diesem Staat besteuert werden.
- b) Diese Ruhegehälter dürfen jedoch nur im anderen Vertragsstaat besteuert werden, wenn die natürliche Person in diesem Staat ansässig ist und ein Staatsangehöriger dieses Staates ist.
- (3) Absatz 1 gilt auch für Vergütungen, die dem österreichischen Handelsdelegierten in Kroatien und den Mitgliedern dieser österreichischen Außenhandelsstelle ebenso wie für Vergütungen, die dem kroatischen Handelsdelegierten in Österreich sowie den Mitgliedern dieser kroatischen Außenhandelsstelle gezahlt werden.
- (4) Auf Gehälter, Löhne und ähnliche Vergütungen und Ruhegehälter für Dienstleistungen, die im Zusammenhang mit einer gewerblichen Tätigkeit eines Vertragsstaats oder einer seiner Gebietskörperschaften erbracht werden, sind die Artikel 15, 16, 17 und 18 anzuwenden.

Artikel 20

STUDENTEN

Zahlungen, die ein Student, Praktikant oder Lehrling, der sich in einem Vertragsstaat ausschließlich zum Studium oder zur Ausbildung aufhält und der im anderen Vertragsstaat ansässig ist oder dort unmittelbar vor der Einreise in den erstgenannten Staat ansässig war, für seinen Unterhalt, sein Studium oder seine Ausbildung erhält, dürfen im erstgenannten Staat nicht besteuert werden, sofern diese Zahlungen aus Quellen außerhalb dieses Staates stammen.

Artikel 21

ANDERE EINKÜNFTE

(1) Einkünfte einer in einem Vertragsstaat ansässigen Person, die in den vorstehenden Artikeln nicht behandelt wurden, dürfen ohne Rücksicht auf ihre Herkunft nur in diesem Staat besteuert werden.

(2) Absatz 1 ist auf andere Einkünfte als solche aus unbeweglichem Vermögen im Sinne des Artikels 6 Absatz 2 nicht anzuwenden, wenn der in einem Vertragsstaat ansässige Empfänger im anderen Vertragsstaat eine gewerbliche Tätigkeit durch eine dort gelegene Betriebsstätte oder eine selbständige Arbeit durch eine dort gelegene feste Einrichtung ausübt und die Rechte oder Vermögenswerte, für die die Einkünfte gezahlt werden, tatsächlich zu dieser Betriebsstätte oder festen Einrichtung gehören. In diesem Fall ist Artikel 7 beziehungsweise Artikel 14 anzuwenden.

Artikel 22

VERMÖGEN

(1) Unbewegliches Vermögen im Sinne des Artikels 6, das einer in einem Vertragsstaat ansässigen Person gehört und im anderen Vertragsstaat liegt, darf im anderen Staat besteuert werden.

(2) Bewegliches Vermögen, das Betriebsvermögen einer Betriebsstätte ist, die ein Unternehmen eines Vertragsstaats im anderen Vertragsstaat hat, oder das zu einer festen Einrichtung gehört, die einer in einem Vertragsstaat ansässigen Person für die Ausübung einer selbständigen Arbeit im anderen Vertragsstaat zur Verfügung steht, darf im anderen Staat besteuert werden.

(3) Seeschiffe und Luftfahrzeuge, die im internationalen Verkehr betrieben werden, und Schiffe, die der Binnenschifffahrt dienen, sowie bewegliches Vermögen, das dem Betrieb dieser Schiffe oder Luftfahrzeuge dient, dürfen nur in dem Vertragsstaat besteuert werden, in dem sich der Ort der tatsächlichen Geschäftsleitung des Unternehmens befindet.

(4) Alle anderen Vermögensteile einer in einem Vertragsstaat ansässigen Person dürfen nur in diesem Staat besteuert werden.

Artikel 23

VERMEIDUNG DER DOPPELBESTEUERUNG

(1) Bei einer in Österreich ansässigen Person wird die Doppelbesteuerung wie folgt vermieden:

- a) Bezieht eine in Österreich ansässige Person Einkünfte oder hat sie Vermögen und dürfen diese Einkünfte oder dieses Vermögen nach diesem Abkommen in Kroatien besteuert werden, so nimmt Österreich vorbehaltlich der lit. b) bis d) und des Absatzes 3 diese Einkünfte oder dieses Vermögen von der Besteuerung aus.
- b) Bezieht eine in Österreich ansässige Person Einkünfte, die nach Artikel 10 Absatz 2 lit. a) und Artikel 11 Absatz 2 in Kroatien besteuert werden dürfen, so rechnet Österreich auf die vom Einkommen dieser Person zu erhebende Steuer den Betrag an, der der in Kroatien gezahlten Steuer entspricht. Der anzurechnende Betrag darf jedoch den Teil der vor der Anrechnung ermittelten Steuer nicht übersteigen, der auf die aus Kroatien bezogenen Einkünfte entfällt.
- c) Dividenden im Sinne des Artikels 10 Absatz 2 lit. b), die von einer in Kroatien ansässigen Gesellschaft an eine in Österreich ansässige Gesellschaft gezahlt werden, sind vorbehaltlich der entsprechenden Bestimmungen des österreichischen Rechts, aber ungeachtet allfälliger nach diesem Recht abweichender Mindestbeteiligungserfordernisse, in Österreich von der Besteuerung ausgenommen.
- d) Einkünfte, die eine in Österreich ansässige Person bezieht und die in Österreich als Einkünfte betrachtet werden, die auf Grund dieses Abkommens in Kroatien zu besteuern sind, dürfen dessen ungeachtet in Österreich besteuert werden, wenn Kroatien diese Einkünfte nach Durchführung eines Verständigungsverfahrens auf Grund dieses Abkommens von der Steuer befreit.

(2) Bei einer in Kroatien ansässigen Person wird die Doppelbesteuerung wie folgt vermieden:

Bezieht eine in Kroatien ansässige Person Einkünfte oder hat sie Vermögen und dürfen diese Einkünfte oder dieses Vermögen nach diesem Abkommen in Österreich besteuert werden, so rechnet Kroatien

- a) auf die vom Einkommen dieser Person zu erhebende Steuer den Betrag an, der der in Österreich gezahlten Steuer vom Einkommen entspricht;
- b) auf die vom Vermögen dieser Person zu erhebende Steuer den Betrag an, der der in Österreich gezahlten Steuer vom Vermögen entspricht.

Der anzurechnende Betrag darf jedoch in beiden Fällen den Teil der vor der Anrechnung ermittelten Steuer vom Einkommen oder vom Vermögen nicht übersteigen, der auf die Einkünfte, die in Österreich besteuert werden dürfen oder auf das Vermögen, das in Österreich besteuert werden darf, entfällt.

(3) Einkünfte oder Vermögen einer in einem Vertragsstaat ansässigen Person, die nach dem Abkommen von der Besteuerung in diesem Staat auszunehmen sind, dürfen gleichwohl in diesem Staat bei der Festsetzung der Steuer für das übrige Einkommen oder Vermögen der Person einbezogen werden.

Artikel 24

GLEICHBEHANDLUNG

(1) Staatsangehörige eines Vertragsstaats dürfen im anderen Vertragsstaat keiner Besteuerung oder damit zusammenhängenden Verpflichtung unterworfen werden, die anders oder belastender ist als die Besteuerung und die damit zusammenhängenden Verpflichtungen, denen Staatsangehörige des anderen Staates unter gleichen Verhältnissen, insbesondere hinsichtlich der Ansässigkeit, unterworfen sind oder unterworfen werden können. Diese Bestimmung gilt ungeachtet des Artikels I auch für Personen, die in keinem Vertragsstaat ansässig sind.

(2) Die Besteuerung einer Betriebsstätte, die ein Unternehmen eines Vertragsstaats im anderen Vertragsstaat hat, darf im anderen Staat nicht ungünstiger sein als die Besteuerung von Unternehmen des anderen Staates, die die gleiche Tätigkeit ausüben. Diese Bestimmung ist nicht so auszulegen, als verpflichte sie einen Vertragsstaat, den im anderen Vertragsstaat ansässigen Personen Steuerfreibeträge,

-vergünstigungen und -ermäßigungen auf Grund des Personenstandes oder der Familienlasten zu gewähren, die er seinen ansässigen Personen gewährt.

(3) Sofern nicht Artikel 9, Artikel 11 Absatz 6 oder Artikel 12 Absatz 4 anzuwenden ist, sind Zinsen, Lizenzgebühren und andere Entgelte, die ein Unternehmen eines Vertragsstaats an eine im anderen Vertragsstaat ansässige Person zahlt, bei der Ermittlung der steuerpflichtigen Gewinne dieses Unternehmens unter den gleichen Bedingungen wie Zahlungen an eine im erstgenannten Staat ansässige Person zum Abzug zuzulassen. Dementsprechend sind Schulden, die ein Unternehmen eines Vertragsstaats gegenüber einer im anderen Vertragsstaat ansässigen Person hat, bei der Ermittlung des steuerpflichtigen Vermögens dieses Unternehmens unter den gleichen Bedingungen wie Schulden gegenüber einer im erstgenannten Staat ansässigen Person zum Abzug zuzulassen.

(4) Unternehmen eines Vertragsstaats, deren Kapital ganz oder teilweise unmittelbar oder mittelbar einer im anderen Vertragsstaat ansässigen Person oder mehreren solchen Personen gehört oder ihrer Kontrolle unterliegt, dürfen im erstgenannten Staat keiner Besteuerung oder damit zusammenhängenden Verpflichtung unterworfen werden, die anders oder belastender ist als die Besteuerung und die damit zusammenhängenden Verpflichtungen, denen andere ähnliche Unternehmen des erstgenannten Staates unterworfen sind oder unterworfen werden können.

Artikel 25

VERSTÄNDIGUNGSVERFAHREN

(1) Ist eine Person der Auffassung, daß Maßnahmen eines Vertragsstaats oder beider Vertragsstaaten für sie zu einer Besteuerung führen oder führen werden, die diesem Abkommen nicht entspricht, so kann sie unbeschadet der nach dem innerstaatlichen Recht dieser Staaten vorgesehenen Rechtsmittel ihren Fall der zuständigen Behörde des Vertragsstaats, in dem sie ansässig ist, oder, sofern ihr Fall von Artikel 24 Absatz 1 erfaßt wird, der zuständigen Behörde des Vertragsstaats unterbreiten, dessen Staatsangehöriger sie ist. Der Fall muß innerhalb von drei Jahren nach der ersten Mitteilung der Maßnahme unterbreitet werden, die zu einer dem Abkommen nicht entsprechenden Besteuerung führt.

(2) Hält die zuständige Behörde die Einwendung für begründet und ist sie selbst nicht in der Lage, eine befriedigende Lösung herbeizuführen, so wird sie sich bemühen, den Fall durch Verständigung mit der zuständigen Behörde des anderen Vertragsstaats so zu regeln, daß eine dem Abkommen nicht entsprechende Besteuerung vermieden wird. Die Verständigungsregelung ist ungeachtet der Fristen des innerstaatlichen Rechts der Vertragsstaaten durchzuführen.

(3) Die zuständigen Behörden der Vertragsstaaten werden sich bemühen, Schwierigkeiten oder Zweifel, die bei der Auslegung oder Anwendung des Abkommens entstehen, in gegenseitigem Einvernehmen zu beseitigen. Sie können auch gemeinsam darüber beraten, wie eine Doppelbesteuerung in Fällen vermieden werden kann, die im Abkommen nicht behandelt sind.

(4) Die zuständigen Behörden der Vertragsstaaten können zur Herbeiführung einer Einigung im Sinne der vorstehenden Absätze unmittelbar miteinander verkehren. Erscheint ein mündlicher Meinungsaustausch für die Herbeiführung der Einigung zweckmäßig, so kann ein solcher Meinungsaustausch in einer Kommission durchgeführt werden, die aus Vertretern der zuständigen Behörden der Vertragsstaaten besteht.

Artikel 26

INFORMATIONSAUSTAUSCH

(1) Die zuständigen Behörden der Vertragsstaaten tauschen die Informationen aus, die zur Durchführung dieses Abkommens oder des innerstaatlichen Rechts der Vertragsstaaten betreffend die unter das Abkommen fallenden Steuern erforderlich sind, soweit die diesem Recht entsprechende Besteuerung nicht dem Abkommen widerspricht. Der Informationsaustausch ist durch Artikel I nicht eingeschränkt. Alle Informationen, die ein Vertragsstaat erhalten hat, sind ebenso geheimzuhalten wie die auf Grund des innerstaatlichen Rechts dieses Staates beschafften Informationen und dürfen nur den Personen oder Behörden (einschließlich der Gerichte und der Verwaltungsbehörden) zugänglich gemacht werden, die mit der Veranlagung oder Erhebung, der Vollstreckung oder Strafverfolgung oder mit der Entscheidung von Rechtsmitteln hinsichtlich der unter das Abkommen fallenden Steuern befaßt sind. Diese Personen oder Behörden dürfen die Informationen nur für diese Zwecke verwenden. Sie dürfen die Informationen in einem öffentlichen Gerichtsverfahren oder in einer Gerichtsentscheidung offenlegen.

- (2) Absatz I ist nicht so auszulegen, als verpflichte er einen Vertragsstaat,
- a) Verwaltungsmaßnahmen durchzuführen, die von den Gesetzen und der Verwaltungspraxis dieses oder des anderen Vertragsstaats abweichen;
 - b) Informationen zu erteilen, die nach den Gesetzen oder im üblichen Verwaltungsverfahren dieses oder des anderen Vertragsstaats nicht beschafft werden können;
 - c) Informationen zu erteilen, die ein Handels-, Industrie-, Gewerbe- oder Berufsgeheimnis oder ein Geschäftsverfahren preisgeben würden oder deren Erteilung dem Ordre public widerspräche.
- (3) Die Anwendung dieses Artikels bleibt einem Verwaltungsabereinkommen zwischen den Finanzministern vorbehalten.

Artikel 27

MITGLIEDER DIPLOMATISCHER MISSIONEN UND KONSULARISCHER VERTRETUNGEN

Dieses Abkommen berührt nicht die steuerlichen Vorrechte, die den Mitgliedern diplomatischer Missionen und konsularischer Vertretungen nach den allgemeinen Regeln des Völkerrechts oder auf Grund besonderer Übereinkünfte zustehen

Artikel 28

INKRAFTTRETEN

Dieses Abkommen tritt dreißig Tage nach dem Tag in Kraft, an dem auf diplomatischem Wege die spätere Mitteilung darüber erfolgt, daß die in jedem Vertragsstaat vorgesehenen innerstaatlichen Verfahren für das Inkrafttreten des Abkommens abgeschlossen sind. Das Abkommen findet auf Einkünfte, die in Steuerjahren bezogen werden, oder auf Vermögen, das in Steuerjahren besessen wird, die am oder nach dem ersten Jänner des Kalenderjahres beginnen, das jenem Jahr folgt, in dem das Abkommen in Kraft getreten ist.

Artikel 29

KÜNDIGUNG

Dieses Abkommen bleibt auf unbestimmte Zeit in Kraft, jedoch kann jeder der Vertragsstaaten das Abkommen am oder vor dem 30. Juni eines jeden Kalenderjahres nach Ablauf von fünf Jahren ab Inkrafttreten gegenüber dem anderen Vertragsstaat auf diplomatischem Weg schriftlich kündigen. In diesem Fall ist das Abkommen nicht mehr anzuwenden auf Einkünfte, die in Steuerjahren bezogen werden, und auf Vermögen, das in Steuerjahren besessen wird, die am oder nach dem 1. Jänner des Kalenderjahres beginnen, das dem Jahr der Kündigung folgt.

PROTOKOLL

Im Zeitpunkt der Unterzeichnung des Abkommens zwischen der Republik Österreich und der Republik Kroatien zur Vermeidung der Doppelbesteuerung auf dem Gebiete der Steuern vom Einkommen und vom Vermögen sind die Gefertigten übereingekommen, daß die folgenden Bestimmungen einen integrierenden Bestandteil dieses Abkommens bilden:

Zu den Artikeln 10 und 11:

Für den Fall, daß Österreich der Auffassung ist, daß die Artikel 10 und 11 im Vergleich mit den entsprechenden Bestimmungen in einem Abkommen zwischen Kroatien und einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union diskriminierend sind, haben die Vertragspartner dieses Abkommens vereinbart, daß sie unverzüglich die Verhandlungen über diese Bestimmungen mit dem Ziel wiederaufnehmen werden, diese Diskriminierung zu beseitigen.

Auslegung des Abkommens:

Es gilt als vereinbart, daß den Abkommensbestimmungen, die nach den entsprechenden Bestimmungen des OECD-Musterabkommens auf dem Gebiete der Steuern vom Einkommen und vom Vermögen abgefaßt sind, allgemein dieselbe Bedeutung zukommt, die in den OECD-Kommentaren dazu dargelegt wird. Die Kommentare - die von Zeit zu Zeit überarbeitet werden können - stellen eine Auslegungshilfe im Sinne des Wiener Übereinkommens über das Recht der Verträge *) vom 23. Mai 1969 dar.

ZU URKUND DESSEN haben die hiezu gehörig Bevollmächtigten dieses Protokoll unterzeichnet. GESCHEHEN zu Wien, am 21. September 2000, in zwei Urschriften, jede in deutscher, kroatischer und englischer Sprache, wobei jeder Text gleichermaßen authentisch ist. Im Zweifel ist der englische Text maßgebend.

Für die Republik Österreich:
Ferrero-Waldner

Für die Republik Kroatien:
Picula

No. 37796

**Austria
and
Cuba**

Convention between the Republic of Austria and the Republic of Cuba concerning the mutual execution of judicial decisions in criminal matters. Vienna, 14 October 1999

Entry into force: *16 October 2001, in accordance with article 24*

Authentic texts: *German and Spanish*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Austria, 1 November 2001*

**Autriche
et
Cuba**

Convention entre la République d'Autriche et la République de Cuba relative à l'exécution mutuelle des décisions judiciaires en matière pénale. Vienne, 14 octobre 1999

Entrée en vigueur : *16 octobre 2001, conformément à l'article 24*

Textes authentiques : *allemand et espagnol*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *Autriche, 1er novembre 2001*

[GERMAN TEXT — TEXTE ALLEMAND]

VERTRAG

zwischen der Republik Österreich und der Republik Kuba über die wechselseitige Vollziehung gerichtlicher Entscheidungen in Strafsachen

Die Republik Österreich und die Republik Kuba, die im weiteren Vertragsparteien genannt werden, haben in der Absicht, die Zusammenarbeit in strafrechtlichen Angelegenheiten zu verbessern, und die soziale Wiedereingliederung von zu Freiheitsentziehung verurteilten Personen durch Strafverbüßung in deren Heimatstaat zu erleichtern,

folgende Vereinbarung getroffen:

Artikel 1

(1) Die Vertragsparteien verpflichten sich, auf Ersuchen unter den in diesem Vertrag festgesetzten Bedingungen Staatsbürger einer Vertragspartei, über die von einem Gericht des anderen Staates nach rechtskräftigem Urteil eine Freiheitsstrafe verhängt worden ist, zur Vollziehung in den Heimatstaat zu überstellen.

(2) Mit Freiheitsentziehung verbundene Maßnahmen, die nach den Strafgesetzen durch eine gerichtliche Entscheidung neben oder anstelle einer Strafe ausgesprochen werden, werden nach diesem Vertrag Freiheitsstrafen gleichgestellt. Ist die Dauer einer noch zu vollziehenden Maßnahme unbestimmt, so ist von dem gesetzlich zulässigen Höchstmaß auszugehen.

(3) Als Staatsbürger einer Vertragspartei ist eine Person anzusehen, welche nach der Rechtsordnung dieses Staates dessen Staatsbürgerschaft besitzt und in diesem ständigen Wohnsitz hat.

Artikel 2

(1) Ersuchen nach Art. 1 Abs. 1 werden von dem Staat gestellt, in dem die gerichtliche Entscheidung ergangen ist (Urteilsstaat) oder von dem Staat, in dem die gerichtliche Entscheidung vollzogen werden soll (Vollstreckungsstaat).

(2) Der Verurteilte, sein gesetzlicher Vertreter, sein Ehegatte, seine Verwandten in gerader Linie und seine Geschwister können bei jeder der Vertragsparteien ein Vorgehen nach Abs. 1 anregen. Der Urteilsstaat wird den Verurteilten über diese Möglichkeit belehren.

Artikel 3

Der Schriftverkehr nach diesem Vertrag erfolgt zwischen den Justizministerien. Der diplomatische Weg wird dadurch nicht ausgeschlossen.

Artikel 4

Die Ersuchen, Mitteilungen und beigelegten Unterlagen werden in der Sprache des Urteilsstaates übermittelt; eine Legalisierung ist nicht erforderlich.

Artikel 5

Die Überstellung wird nur bewilligt, wenn die der Entscheidung zugrundeliegende Handlung nach dem Recht beider Vertragsparteien gerichtlich strafbar ist.

Artikel 6

(1) In Abgaben-, Steuer-, Zoll-, Monopol- und Devisenstrafsachen und in Strafsachen wegen der Verletzung von Vorschriften über die Warenbewirtschaftung oder über den Außenhandel wird die Vollziehung der gerichtlichen Entscheidung übernommen, wenn die der Verurteilung zugrundeliegende Handlung auch nach einer vergleichbaren gesetzlichen Strafbestimmung des Vollstreckungsstaates gerichtlich strafbar wäre.

(2) Die Überstellung darf nicht ausschließlich mit der Begründung abgelehnt werden, daß das Recht des Vollstreckungsstaates keine Abgaben-, Steuer-, Zoll-, Monopol- oder Devisenvorschriften oder keine Vorschriften über die Warenbewirtschaftung oder über den Außenhandel derselben Art wie das Recht des Urteilsstaates enthält.

Artikel 7

Die Überstellung wird nicht bewilligt, wenn die der Entscheidung zugrundeliegende Handlung nach dem Recht einer der Vertragsparteien eine strafbare Handlung politischen Charakters ist, bei der unter Berücksichtigung aller Umstände des Einzelfalles, insbesondere der Art der Begehung, der angewendeten oder vorgesehenen Mittel oder der Schwere der eingetretenen oder möglichen Folgen, nicht der kriminelle Charakter überwiegt.

Artikel 8

Die Überstellung wird nicht bewilligt, wenn die der Entscheidung zugrundeliegende Handlung ausschließlich militärischer Art ist.

Artikel 9

Die Überstellung kann abgelehnt werden, wenn

- a) die Vollstreckbarkeit der Freiheitsstrafe nach dem Recht einer der Vertragsparteien verjährt oder die Vollziehung aus anderen Gründen unzulässig ist;
- b) der Verurteilte im Vollstreckungsstaat wegen derselben Handlung durch rechtskräftige Entscheidung verurteilt oder freigesprochen oder das Verfahren aus anderen als verfahrensrechtlichen Gründen endgültig eingestellt worden ist;
- c) die Entscheidung von einem Ausnahmegericht, das nur zeitweilig eingesetzt war, getroffen worden ist;
- d) sie nach Ansicht des Vollstreckungsstaates seine öffentliche Ordnung oder Grundsätze seiner Rechtsordnung gefährden würde;
- e) der Verurteilte oder sein gesetzlicher Vertreter die Zustimmung verweigert;
- f) sich der Verurteilte im Urteilsstaat in Haft befindet und am Tag des Einlangens des Ersuchens eine Freiheitsstrafe, die kürzer als ein Jahr ist, zu vollziehen ist. Zur Beurteilung dieser Voraussetzung werden mehrere Freiheitsstrafen oder ihre zu vollziehenden Reste zusammengerechnet;
- g) der Verurteilte im Urteilsstaat seinen Wohnsitz oder gewöhnlichen Aufenthalt hat;
- h) wenn über den Verurteilten die Todesstrafe verhängt worden ist, es sei denn, diese ist in eine Freiheitsstrafe umgewandelt worden.

Artikel 10

(1) Ersuchen nach diesem Vertrag werden schriftlich gestellt.

(2) Dem Ersuchen sind anzuschließen:

- a) eine Ausfertigung oder beglaubigte Abschrift des rechtskräftigen und vollstreckbaren Urteils sowie allfällige Rechtsmittelentscheidungen;
- b) eine Abschrift der angewendeten gesetzlichen Bestimmungen sowie jener über die bedingte Entlassung;
- c) Angaben zu der Person des Verurteilten, zu seiner Staatsangehörigkeit, seinem Wohnsitz oder gewöhnlichen Aufenthalt;
- d) eine Bestätigung über den vollzogenen Teil der Freiheitsstrafe oder die anzurechnenden Haftzeiten;
- e) weitere Unterlagen und Angaben, die für die Beurteilung des Ersuchens von Bedeutung sein können.

Artikel 11

Hält der Vollstreckungsstaat die ihm übermittelten Unterlagen und Angaben nicht für ausreichend, so ersucht er um die notwendigen Ergänzungen. Er kann für deren Einlangen eine angemessene Frist bestimmen; diese kann auf Ersuchen verlängert werden.

Mangels einer Ergänzung wird über das Ersuchen auf Grund der vorhandenen Unterlagen und Angaben entschieden.

Artikel 12

Die Vertragsparteien verständigen einander so bald wie möglich, ob und inwieweit dem Ersuchen stattgegeben wird. Jede vollständige oder teilweise Ablehnung ist zu begründen.

Artikel 13

(1) Wird die Überstellung bewilligt, so setzt das Gericht des Vollstreckungsstaates die Freiheitsstrafe in der gleichen Art und Dauer fest, wie sie im Urteilsstaat verhängt worden ist. Ist diese jedoch nach Art oder Dauer mit den Rechtsvorschriften des Vollstreckungsstaates nicht vereinbar, so wird er sie an die nach seinem Recht für eine strafbare Handlung derselben Art vorgesehene Strafe anpassen. Sie muß ihrer Art und Dauer nach soweit wie möglich der Strafe entsprechen, die durch die zu vollziehende Entscheidung verhängt worden ist. In diesem Fall ist der Vollstreckungsstaat an die Tatsachenfeststellungen gebunden, die der im Urteilsstaat getroffenen Entscheidung zugrundeliegen.

(2) Durch die Vollziehung im Vollstreckungsstaat darf der Verurteilte in der Gesamtauswirkung nicht ungünstiger gestellt werden als im Fall der weiteren Vollziehung im Urteilsstaat.

(3) Die Vollziehung einschließlich der bedingten Entlassung richtet sich nach dem Recht des Vollstreckungsstaates. Für den Verurteilten günstigere Rechtsvorschriften des Urteilsstaates betreffend die bedingte Entlassung werden jedoch angewendet, sofern die Grundsätze der Rechtsordnung des Vollstreckungsstaates dem nicht entgegenstehen.

(4) Die im Urteilsstaat in Haft zugebrachte Zeit wird in die im Vollstreckungsstaat zu verbüßende Freiheitsstrafe eingerechnet.

(5) Im Falle einer nachträglichen Aufhebung oder Abänderung der gerichtlichen Entscheidung (Art. 16 Abs. 3) setzt das Gericht des Vollstreckungsstaates erforderlichenfalls neuerlich die zu vollziehende Freiheitsstrafe fest.

Artikel 14

Liegen der Verurteilung mehrere strafbare Handlungen zugrunde, kann die Vollziehung aber nur wegen des auf einzelne dieser Handlungen entfallenden Teiles der Freiheitsstrafe erfolgen, so wird das Gericht des Vollstreckungsstaates im Rahmen des Verfahrens nach Art. 13 Abs. 1 den zu vollziehenden Teil bestimmen, der auf diese Handlung entfällt.

Artikel 15

(1) Ist dem Ersuchen um Überstellung stattgegeben worden, so wird der Urteilsstaat den Verurteilten so bald wie möglich in den Vollstreckungsstaat überstellen.

(2) Entzieht sich der Verurteilte der Vollziehung im Vollstreckungsstaat, so erlangt der Urteilsstaat das Recht auf Vollziehung der Entscheidung wieder.

(3) Das Recht des Urteilsstaates auf Vollziehung erlischt endgültig, wenn der Verurteilte die Strafe verbüßt hat oder sie ihm endgültig nachgesehen worden ist.

(4) Ist im Vollstreckungsstaat gegen den Verurteilten wegen der dem Ersuchen um Überstellung zugrundeliegenden Handlung ein Strafverfahren anhängig und ist dem Ersuchen stattgegeben worden, so stellt dieser Staat das Strafverfahren vorläufig ein. Er erlangt das Recht zur Verfolgung wieder, wenn sich der Verurteilte der Vollziehung entzieht. Der Vollstreckungsstaat stellt das Strafverfahren endgültig ein, wenn die Strafe vollzogen oder ihre Vollziehung endgültig nachgesehen worden ist.

Artikel 16

(1) Der Verurteilte kommt in den vollen Genuß der Amnestien, die vom Urteilsstaat oder vom Vollstreckungsstaat erlassen werden.

(2) Gnadenmaßnahmen zugunsten des Verurteilten können vom Vollstreckungsstaat ergriffen werden. Hiedurch wird das Recht des Urteilsstaates, dem Vollstreckungsstaat solche Gnadenmaßnahmen zu empfehlen, nicht ausgeschlossen. Auf diese Empfehlung wird im Vollstreckungsstaat bei der Entscheidung über einen Gnadenweis Bedacht genommen werden. Unberührt bleibt auch das Recht des Urteilsstaates, Gnadenmaßnahmen mit Wirksamkeit für seinen Rechtsbereich zu ergreifen.

(3) Für eine Aufhebung oder Abänderung der gerichtlichen Entscheidungen, deren Vollziehung übernommen wurde, ist ausschließlich der Urteilsstaat zuständig.

Artikel 17

(1) Die Vertragsparteien verständigen einander so bald wie möglich von allen Umständen, die auf die Vollziehung Einfluß haben könnten und übermitteln einander Ausfertigungen oder beglaubigte Abschriften der ergangenen Entscheidungen.

(2) Der Urteilsstaat verständigt den Vollstreckungsstaat insbesondere von einer ergangenen Amnestie oder von einer Aufhebung oder Abänderung der gerichtlichen Entscheidung, deren Vollziehung übernommen wurde.

(3) Der Vollstreckungsstaat verständigt den Urteilsstaat, wenn sich der Verurteilte dem Strafvollzug entzieht, sowie von der Entlassung aus dem Vollzug der Strafe.

Artikel 18

(1) Ist dem Ersuchen um Überstellung stattgegeben worden, stellen die Vertragsparteien das Einvernehmen über Ort, Zeit und Art der Übergabe her.

(2) Der Urteilsstaat kann die Übergabe des Verurteilten aufschieben, um ein Strafverfahren wegen einer anderen strafbaren Handlung durchzuführen oder eine wegen einer anderen strafbaren Handlung ausgesprochene Freiheitsstrafe zu vollziehen.

Artikel 19

Die in Anwendung dieses Vertrages entstandenen Kosten werden vom Vollstreckungsstaat getragen, ausgenommen die Kosten, die ausschließlich im Hoheitsgebiet des Urteilsstaat entstehen.

Artikel 20

(1) Auf Ersuchen einer Vertragspartei wird die Durchbeförderung eines Verurteilten, der nicht Angehöriger der anderen Vertragspartei ist, durch deren Hoheitsgebiet in einen dritten Staat oder aus einem dritten Staat zur Vollziehung einer Freiheitsstrafe bewilligt. Die ersuchte Vertragspartei kann die Durchbeförderung ablehnen, wenn sie nach diesem Vertrag die Überstellung ablehnen könnte.

(2) Die Kosten der Durchbeförderung, die dem ersuchten Staat entstehen, werden vom ersuchenden Staat ersetzt.

Artikel 21

Von den Vertragsparteien übernommene Verpflichtungen aus bestehenden mehrseitigen Übereinkommen werden durch diesen Vertrag nicht berührt.

Artikel 22

Dieser Vertrag findet auch auf gerichtliche Entscheidungen Anwendung, die vor seinem Inkrafttreten ergangen sind.

Artikel 23

Dieser Vertrag bedarf der Ratifikation. Die Ratifikationsurkunden werden in Havanna ausgetauscht.

Artikel 24

(1) Dieser Vertrag tritt 90 Tage nach dem Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft.

(2) Dieser Vertrag bleibt auf unbestimmte Zeit in Kraft, sofern nicht eine der Vertragsparteien den Vertrag auf diplomatischem Weg kündigt; in diesem Fall tritt der Vertrag ein Jahr nach Einlangen der Kündigung außer Kraft.

GESCHEHEN zu Wien am 14. Oktober 1999 in zwei Urschriften in deutscher und spanischer Sprache, wobei beide Texte gleichermaßen authentisch sind.

Für die Republik Österreich:

B. Ferrero-Waldner m. p.

Für die Republik Kuba:

Luis Garcia Peraza m. p.

[SPANISH TEXT — TEXTE ESPAGNOL]

CONVENIO

entre la República de Austria y la República de Cuba acerca de la ejecución recíproca de sentencias penales

La República de Austria y la República de Cuba, denominadas en lo sucesivo "Las Partes Contratantes",

Con el objetivo de perfeccionar la colaboración en materia penal y de facilitar la reinserción social de las personas sancionadas a privación de libertad, mediante el cumplimiento de la sanción en sus respectivos países de origen, conciertan el siguiente Convenio:

Artículo 1

(1) Ambas Partes Contratantes se comprometen, si así les fuera solicitado, a facilitar que bajo las condiciones estipuladas por este Convenio aquellos ciudadanos de uno de los Estados Contratantes que hayan sido condenados por sentencia firme a una sanción de libertad por un tribunal de la otra Parte, sean trasladados a su país de origen con vistas a la ejecución de ésta.

(2) Las medidas sustitutivas de privación de libertad dictadas por un tribunal junto con o en lugar de una Sanción, en virtud de la Ley penal, serán consideradas, a los efectos de este Convenio, como sanciones de privación de libertad. Si no estuviera determinado aún el tiempo de duración de la medida a ejecutar, se partirá de la pena máxima permitida por la Ley para el caso.

(3) Por ciudadano de una Parte Contratante se entenderá toda persona que, de conformidad con el ordenamiento jurídico de su Estado, posea la nacionalidad de ese Estado y resida permanentemente en éste.

Artículo 2

(1) Las solicitudes de conformidad con el Artículo 1, Acápito (1), serán presentadas tanto por el Estado en que se dictó la sentencia (Estado Sentenciador) como por el Estado en que deberá ejecutarse la sanción (Estado Ejecutor).

(2) El sancionado, su representante legal, su cónyuge, sus parientes por línea directa y sus hermanos podrán solicitar, de conformidad con el Acápito (1), este procedimiento ante cualquiera de las Partes Contratantes. El Estado Sentenciador instruirá al sancionado sobre dicha posibilidad.

Artículo 3

Todo el intercambio de correspondencia que se origine en virtud del presente Convenio, se realizará a través de los respectivos Ministerios de Justicia, sin que ello excluya la vía diplomática.

Artículo 4

Las Partes remitirán las solicitudes, notas y documentos anexos, en el idioma del país del Estado Sentenciador y no requerirán legalización.

Artículo 5

El traslado será admitido únicamente si el hecho en el cual se fundamenta la decisión es sancionable penalmente, de conformidad con la legislación de ambas Partes Contratantes.

Artículo 6

(1) En materia de delitos tributarios, fiscales, aduanales, de monopolio o de divisas, y en casos de violación de las normas sobre control de mercancías o comercio exterior, se asumirá la ejecución de la decisión judicial si el hecho en el cual se fundamenta la sentencia es punible también en virtud de disposiciones penales similares en el Estado Ejecutor.

(2) El traslado no podrá rehusarse, utilizando como único argumento que la legislación del Estado Ejecutor no contempla disposiciones tributarias, fiscales, aduanales, de monopolio o de normas sobre control de mercancías o comercio exterior del mismo tipo, de la forma en que las recoge la legislación del Estado Sentenciador.

Artículo 7

El traslado no será admitido si, de conformidad con la legislación nacional de una de las Partes Contratantes, el hecho objeto de la decisión fuese un hecho sancionable de índole política, en el cual, considerando todas las circunstancias del caso en particular, especialmente en cuanto a la forma en que se haya cometido y los medios que se utilizaron o previeron o la gravedad de las consecuencias derivadas o posibles, no existiese predominio del carácter penal.

Artículo 8

El traslado no se admitirá cuando el hecho objeto de la decisión sea de carácter estrictamente militar.

Artículo 9

El traslado podrá rehusarse si:

- a) La ejecución de la sanción de privación de libertad ha prescrito de conformidad con el derecho de una de las Partes Contratantes o si la ejecución fuera improcedente por otros motivos.
- b) El sancionado hubiera sido condenado por sentencia firme o absuelto en el Estado Ejecutor por el mismo delito o si la causa estuviese sobreesida definitivamente por motivos distintos a los procesales.
- c) La decisión hubiera sido tomada por un tribunal de excepción instalado en forma interina.
- d) En opinión del Estado Ejecutor pudiera poner en peligro el orden público o los principios del régimen legal de éste.
- e) El sancionado o su representante legal rehusara dar su consentimiento.
- f) En el momento de presentarse la solicitud, el sancionado se encontrara en prisión en el Estado Sentenciador, cumpliendo una sanción de privación de libertad menor de un año. Para determinar esta condición se sumarán todas las sanciones de privación de libertad o la parte de las mismas pendiente de ejecutar.
- g) El sancionado tuviese su domicilio o residencia habitual en el Estado Sentenciador.
- h) El sancionado fue condenado a pena de muerte, a menos que ésta haya sido conmutada por la privación de libertad.

Artículo 10

- (1) Las solicitudes, de conformidad con este Convenio se presentarán por escrito.
- (2) Las solicitudes deben ir acompañadas de:
 - a) Una copia o transcripción certificada de la sentencia firme, así como eventuales decisiones de recurso.
 - b) Una copia de las disposiciones legales aplicadas, así como de aquellas sobre la libertad condicional.
 - c) Datos personales del sancionado, sobre su nacionalidad, su domicilio o residencia habitual.
 - d) Una certificación sobre la parte ya ejecutada de la sanción de privación de libertad o los períodos de prisión por imputar.
 - e) Otros documentos o datos que puedan tener relevancia para juzgar la solicitud.

Artículo 11

Si el Estado Ejecutor no considerara suficientes los documentos y datos presentados, pedirá los complementarios necesarios. Para cuya presentación fijará un plazo razonable que podrá prorrogarse a solicitud.

Si no se aportaran los complementarios, se juzgará la solicitud sobre la base de los documentos y datos disponibles.

Artículo 12

Las Partes Contratantes se informarán mutuamente, a la mayor brevedad, acerca de la admisión o no de la solicitud. Cualquier negativa, ya sea total o parcial, deberá ser fundamentada.

Artículo 13

(1) Si el traslado es admitido, el tribunal del Estado Ejecutor fijará la sanción de privación de libertad en la misma forma y con la misma duración prevista en el Estado Sentenciador. No obstante, si la forma y duración de la sanción no fuera compatible con las disposiciones legales del Estado Ejecutor, éste las ajustará a lo previsto en su legislación para un hecho punible del mismo tipo. Esta sanción deberá corresponder en la mayor medida posible, en su forma y duración, a la sanción impuesta por decisión judicial por ejecutarse. En este caso, el Estado Ejecutor se regirá por la constatación de hechos en que se basó la decisión que se dictó en el Estado Sentenciador.

(2) La ejecución en el Estado Ejecutor no debe repercutir sobre la situación del procesado de modo que ésta resulte más desfavorable para él de lo que hubiera tenido lugar en el Estado Sentenciador.

(3) La ejecución, inclusive la libertad condicional, se regirá según la legislación vigente en el Estado Ejecutor. No obstante, se aplicarán las disposiciones del Estado Sentenciador más favorables al

sancionado en cuanto a la libertad condicional, en la medida en que los principios del régimen jurídico del Estado Ejecutor no se opongan a ello.

(4) El tiempo pasado en prisión en el Estado Sentenciador se tomará en cuenta para el cómputo de la pena de privación de libertad por cumplir en el Estado Ejecutor.

(5) En el caso de la anulación o modificación posterior de la decisión judicial (Artículo 16, Acápites 3), el tribunal de Estado Ejecutor determinará nuevamente, en caso necesario, la sanción de privación de libertad a ejecutar.

Artículo 14

Si la sanción se fundamenta en la comisión de varios delitos, pero la ejecución sólo se puede realizar para una parte de la sanción de privación de libertad correspondiente a algunos de estos delitos, el tribunal del Estado Ejecutor determinará, dentro del marco del procedimiento, según el Artículo 13, Acápites (1), la parte por ejecutar que corresponde a este delito.

Artículo 15

(1) Si la solicitud de traslado ha sido aceptada, el Estado Sentenciador trasladará al sancionado a la mayor brevedad al Estado Ejecutor.

(2) Si el sancionado se sustrajese del cumplimiento de la sanción en el Estado Ejecutor, el Estado Sentenciador recuperará el derecho de ejecución.

(3) El derecho de ejecución del Estado Sentenciador prescribe por completo al haber cumplido el sancionado la pena o haberse perdonado ésta definitivamente.

(4) Cuando en el Estado Ejecutor está pendiente un proceso penal contra el sancionado por el hecho objeto del traslado cuya admisión se solicita, y una vez que la misma sea admitida, este Estado sobreseirá provisionalmente el proceso penal. Recuperará su derecho a la prosecución si el procesado se sustrae a la ejecución. El Estado Ejecutor sobreseirá definitivamente la causa penal si la sanción ha sido extinguida o su ejecución definitivamente perdonada.

Artículo 16

(1) El sancionado tendrá pleno derecho a disfrutar de la amnistía decretada bien por el Estado Ejecutor o el Estado Sancionador.

(2) El Estado Ejecutor podrá tomar medidas de gracia a favor del Sancionado. Esto no menoscabará el derecho del Estado Sentenciador a hacer recomendaciones al Estado Ejecutor en cuanto a tales medidas. Al decidir sobre las medidas de gracia, el Estado Ejecutor tomará en cuenta las recomendaciones del Estado Sentenciador. Igualmente quedará intacto el derecho del Estado Sentenciador a tomar medidas de gracia con efecto sobre su esfera jurídica.

(3) La anulación o modificación de las decisiones judiciales, cuyo traslado se haya admitido, es de incumbencia exclusiva del Estado Sentenciador.

Artículo 17

(1) Las Partes Contratantes se informarán mutuamente, a la mayor brevedad, acerca de cualquier circunstancia que pudiera incidir en la ejecución y se harán llegar copias o transcripciones certificadas de las decisiones adoptadas.

(2) El Estado Sentenciador informará al Estado Ejecutor especialmente acerca de cualquier amnistía decretada o sobre anulación o modificación de la decisión judicial cuya ejecución se haya admitido.

(3) El Estado Ejecutor informará al Estado Sentenciador si el sancionado se sustrajese al cumplimiento de la sanción, así como sobre la liberación de la ejecución de la pena.

Artículo 18

(1) Si fue admitida la solicitud de traslado, las Partes Contratantes llegarán a un acuerdo sobre el lugar, la fecha y la forma de entrega.

(2) El Estado Sentenciador podrá demorar la entrega del sancionado a fin de efectuar un proceso penal por otro hecho punible o para ejecutar una sanción de privación de libertad dictada a raíz de otro hecho punible.

Artículo 19

Los costos que ocasione la aplicación de este Convenio correrán por cuenta del Estado Ejecutor, con excepción de aquellos que se originasen exclusivamente en la jurisdicción del Estado Sentenciador.

Artículo 20

(1) A petición de una de las Partes Contratantes se autorizará el tránsito por su territorio de un sancionado que no sea ciudadano del Estado de la otra Parte Contratante, hacia o desde un tercer país, para la ejecución de una sanción de privación de libertad. La solicitud podrá ser rechazada por la otra Parte Contratante si, de conformidad con el presente Convenio, pudiera no admitir el traslado.

(2) Los costos en que incurra el Estado Receptor de una solicitud de esta índole por este tránsito, serán asumidos por el Estado solicitante.

Artículo 21

El presente Convenio no afectará los compromisos contraídos con anterioridad por otros acuerdos multilaterales suscritos por las Partes Contratantes.

Artículo 22

Este Convenio será aplicable también a decisiones judiciales adoptadas con anterioridad a la entrada en vigor del presente Convenio.

Artículo 23

El presente Convenio está sujeto a ratificación. Los instrumentos de ratificación serán intercambiados en La Habana.

Artículo 24

(1) El presente Convenio entrará en vigor 90 días después de haberse intercambiado los instrumentos de ratificación.

(2) El presente Convenio tendrá vigencia por tiempo indefinido, salvo que fuese denunciado por alguna de las Partes Contratantes por vía diplomática; lo que se hará efectivo un año después de recibirse la solicitud de denuncia.

Dado en Viena, el día catorce de octubre de mil novecientos noventa y nueve, en dos ejemplares en idiomas alemán y español, siendo ambos textos igualmente auténticos.

Por la República de Austria:

B. Ferrero-Waldner m. p.

Por la República de Cuba:

Luis García Peraza m. p.

[TRANSLATION - TRADUCTION]

CONVENTION BETWEEN THE REPUBLIC OF AUSTRIA AND THE REPUBLIC OF CUBA CONCERNING THE MUTUAL EXECUTION OF JUDICIAL DECISIONS IN CRIMINAL MATTERS

The Republic of Austria and the Republic of Cuba, hereinafter referred to as "the Contracting Parties",

Intending to improve cooperation in criminal matters and to facilitate the social reintegration of persons who have been sentenced to imprisonment by allowing them to serve their sentence in their State of origin, have agreed as follows:

Article 1

1. The Contracting Parties undertake, on request and subject to the conditions laid down in this Convention, to transfer citizens of either Contracting Party who have been sentenced to imprisonment by a court of the other State in accordance with an enforceable judgement, to their State of origin for the purpose of serving their sentence.

2. Alternatives to imprisonment which, in accordance with the penal laws, have been ordered by a court in addition to or in lieu of a penalty shall be equated with imprisonment pursuant to this Convention. If the duration of a measure that has yet to be executed is indeterminate, the maximum legally permissible sentence must be assumed.

3. A person who, in accordance with the legal system of a Contracting Party, possesses the nationality of that State and resides permanently therein shall be deemed to be a citizen of that State.

Article 2

1. The requests referred to in article 1, paragraph 1, shall be submitted either by the State in which the judicial decision has been issued (sentencing State), or by the State in which the decision is to be executed (enforcing State).

2. The convicted person, his or her legal representative, spouse, relatives by lineal descent and siblings may propose the action referred to in paragraph 1 to either Contracting Party. The sentencing State shall advise the convicted person of this possibility.

Article 3

Correspondence arising from this Convention shall be exchanged between the Ministries of Justice. The use of the diplomatic channel shall not be excluded.

Article 4

Requests, information and enclosed supporting documents shall be transmitted in the language of the sentencing State. No authentication shall be required.

Article 5

Transfer shall be authorized only if the act giving rise to the decision is a crime under the laws of both Contracting Parties.

Article 6

1. In criminal matters concerning levies, taxes, custom duties, monopolies and foreign exchange and in criminal matters concerned with the infringement of provisions on the rationing of goods or foreign trade, the judicial decision shall be enforced by the other State if the act giving rise to the conviction is also punishable under similar penal provisions of the enforcing State.

2. The transfer may not be rejected solely on the grounds that the law of the enforcing State does not contain any provisions governing levies, taxes, customs duties, monopolies or foreign exchange or any provisions on the rationing of goods or foreign trade which are identical to those of the law of the sentencing State.

Article 7

The transfer shall not be authorized if the act giving rise to the decision is, under the law of one of the Contracting Parties, a political offence which is not predominantly of a criminal nature, taking into account all the circumstances of the individual case, particularly the manner in which the offence was committed, the means used or planned, or the gravity of the consequences which have or could have occurred.

Article 8

The transfer shall not be authorized if the act giving rise to the decision is exclusively of a military nature.

Article 9

The transfer may be refused if:

(a) The enforceability of the custodial sentence is barred by the law of one of the Contracting Parties or execution of the sentence is impermissible for other reasons;

(b) The convicted person has been convicted or acquitted of the same act in the enforcing State in accordance with an enforceable decision, or proceedings have been abandoned definitively for other than procedural reasons;

(c) The decision has been taken by a special, temporary tribunal;

(d) In the opinion of the enforcing State, its public order, or the foundations of its legal system would be placed in jeopardy;

(e) The convicted person, or his or her legal representative, refuses consent;

(f) The convicted person is in detention in the sentencing State and, on the date on which the request is received, a custodial sentence of less than one year remains to be

served. In order to determine whether this condition has been met, several custodial sentences, or the portions remaining to be served, shall be added together;

(g) The convicted person has his or her permanent or habitual residence in the sentencing State;

(h) The death sentence has been passed on the convicted person, unless this has been commuted to a custodial sentence.

Article 10

1. Requests pursuant to this Convention shall be made in writing.

2. The following shall be enclosed with the request:

(a) An official or authenticated copy of the final and enforceable judgement, as well as any decisions upon appeal;

(b) A copy of the legal provisions applied and any provisions concerning conditional release;

(c) Personal data regarding the convicted person and the details of his or her nationality and permanent or habitual residence;

(d) Confirmation of that part of the custodial sentence which has already been served, or of the duration of any time spent in prison which should be taken into account;

(e) Any other supporting documents and particulars, which might be of relevance when considering the request.

Article 11

If the enforcing State considers the documents and data forwarded to it to be insufficient, it shall request the necessary supplementary information. It may specify an appropriate deadline for receipt which may be extended on request.

If no supplementary information is received, a decision on the request may be taken on the basis of existing supporting documents and data.

Article 12

The Contracting Parties shall notify each other, as soon as possible, whether and to what extent the request will be granted. The reasons for every complete or partial refusal must be stated.

Article 13

1. If the transfer is authorized, the court of the enforcing State shall set the same type and length of custodial sentence as that passed in the sentencing State. If, however, the type and length of this custodial sentence is incompatible with the legal provisions of the enforcing State, the latter shall adjust it to match the penalty laid down by the law of its country for a punishable act of the same nature. The type and length of the penalty must, as far as

possible, match the penalty imposed by the judicial decision which is to be enforced. In this case, the enforcing State shall be bound by the findings as to the facts forming the basis of the decision taken in the sentencing State.

2. The overall effect of serving the sentence in the enforcing State may not place the convicted person in a less favourable position than he or she would be in by continuing to serve the sentence in the sentencing State.

3. Execution of the sentence, including conditional release, shall comply with the law of the enforcing State. If, however, the legal provisions governing conditional release in the sentencing State are more favourable to the convicted person, those provisions shall apply, provided that they do not conflict with the principles of the legal system of the enforcing State.

4. Time spent in prison in the sentencing State shall count towards the custodial sentence to be served in the enforcing State.

5. If the judicial decision is subsequently set aside or revised (art. 16, para. 3), the court of the enforcing State shall, if necessary, again determine the custodial sentence to be served.

Article 14

If the conviction results from several criminal acts, but if a custodial sentence can be served only in respect of that part of the prison sentence related to some of these acts, the court of the enforcing State shall determine the part of the sentence that is to be served in respect of the individual acts within the framework of the procedure referred to in article 13, paragraph 1.

Article 15

1. If the request for a transfer has been granted, the sentencing State shall transfer the convicted person as soon as possible to the enforcing State.

2. If the convicted person evades execution of the sentence in the enforcing State, the sentencing State shall again become entitled to enforce the decision.

3. The right of the sentencing State to execute the decision shall expire definitively when the convicted person has served his or her sentence, or when the sentence has been definitively remitted.

4. If criminal proceedings are pending in the enforcing State against the convicted person on account of the act forming the basis of the request for a transfer, and if the request has been granted, that State shall suspend the criminal proceedings. It shall again become entitled to prosecute the convicted person if he or she evades execution of the sentence. The enforcing State shall abandon criminal proceedings definitively when the sentence has been completed or definitively remitted.

Article 16

1. The convicted person shall be entitled to the full enjoyment of amnesties granted by either the sentencing State or the enforcing State.

2. The enforcing State may pardon the convicted person. The sentencing State shall not be debarred from recommending such clemency measures to the enforcing State on that account. This recommendation shall be taken into consideration in the enforcing State when a decision is reached on granting pardon. The right of the sentencing State to grant measures of clemency effective in the area under its jurisdiction shall likewise remain unaffected.

3. The sentencing State shall have sole jurisdiction over setting aside or revising judicial decisions which are being executed in the enforcing State.

Article 17

1. The Contracting Parties shall notify each other as soon as possible of all circumstances which might influence enforcement of the sentence and shall send each other official or authenticated copies of the decisions issued.

2. The sentencing State shall inform the enforcing State in particular of an amnesty or of the setting aside or revision of a decision which is being executed in the enforcing State.

3. The enforcing State shall inform the sentencing State if the convicted person evades the enforcement of sentence and if he or she has been released from execution of the sentence.

Article 18

1. If the request to transfer the convicted person has been granted, the Contracting Parties shall agree on the place, time and manner of the handover.

2. The sentencing State may postpone the handing over of the convicted person in order to conduct criminal proceedings on account of another criminal act or in order to enforce a custodial sentence ordered on account of another criminal act.

Article 19

Costs relating to the application of this Convention shall be borne by the enforcing State, apart from such costs as are incurred solely in the territory of the sentencing State.

Article 20

1. At the request of either Contracting Party, the transit of a convicted person who is not a national of the other Contracting Party through its territory to or from a third State in order to serve a custodial sentence shall be permitted. The Contracting Party to which the

request is submitted may refuse transit if, pursuant to this Convention, it could refuse the transfer of a convicted person.

2. The transit costs incurred by the requested State shall be reimbursed by the requesting State.

Article 21

This Convention shall not affect the obligations of the Contracting Parties under existing multilateral agreements.

Article 22

This treaty shall also apply to judicial decisions issued before it entered into force.

Article 23

This Convention shall be ratified. The instruments of ratification shall be exchanged at Havana.

Article 24

1. This Convention shall enter into force 90 days after the exchange of the instruments of ratification.

2. This Convention shall remain in force for an indefinite period, unless one of the Contracting Parties denounces it through the diplomatic channel, in which case it shall cease to have effect one year after receipt of the denunciation.

Done at Vienna on 14 October 1999, in two original copies in the German and Spanish languages, both texts being equally authentic.

For the Republic of Austria:

B. FERRERO-WALDNER

For the Republic of Cuba:

LUIS GARCÍA PERAZA

[TRANSLATION - TRADUCTION]

CONVENTION ENTRE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE ET LA RÉPUBLIQUE DE CUBA RELATIVE À L'EXÉCUTION MUTUELLE DES DÉCISIONS JUDICIAIRES EN MATIÈRE PÉNALE

La République d'Autriche et la République de Cuba, ci-après dénommées les “ Parties contractantes ”,

Animées du désir de renforcer leur coopération en matière pénale et de faciliter la réinsertion sociale des personnes condamnées à une peine privative de liberté en leur permettant d'exécuter la sentence dans leurs pays d'origine respectifs, sont convenues de la Convention ci-dessous :

Article premier

1) Les Parties contractantes s'engagent, si elles en reçoivent la demande, à faciliter, dans les conditions prévues par la présente Convention, le transfèrement dans leur pays d'origine pour y purger leur peine des citoyens de l'un des Etats contractants qui auront été condamnés par un jugement définitif d'un tribunal de l'autre Partie à une peine privative de liberté.

2) Les mesures de substitution à une peine privative de liberté décidées par un tribunal qui accompagneront ou remplaceront ladite peine, conformément à la législation pénale, seront considérées, aux fins de la présente Convention, comme des peines privatives de liberté. Si la durée de la mesure en cause n'est pas encore fixée, elle sera déterminée sur la base de la peine maximale autorisée par la loi pour l'infraction commise.

3) Par citoyen d'une Partie contractante, on entendra tout individu qui, conformément à l'ordre juridique de son Etat, possède la nationalité de cet Etat et y réside en permanence.

Article 2

1) Les demandes formulées en vertu du paragraphe 1 de l'article premier seront présentées soit par l'Etat où le jugement aura été prononcé (Etat du jugement) soit par l'Etat où la peine devra être purgée (Etat d'exécution).

2) Le condamné, son représentant légal, son conjoint, ses parents en ligne directe et ses frères et sœurs pourront demander, conformément au paragraphe 1, l'application de cette procédure auprès de l'une ou l'autre des Parties. L'Etat du jugement informera le condamné de la faculté qui lui est offerte.

Article 3

Tout échange de correspondance né de l'application de la présente Convention se fera par l'intermédiaire des Ministères de la justice concernés, sans que la voie diplomatique soit pour autant exclue.

Article 4

Les Parties adresseront les demandes, notes et pièces jointes dans la langue de l'Etat du jugement et les documents transmis n'auront pas besoin d'être certifiés conformes.

Article 5

Le transfèrement ne pourra être approuvé qui si le fait servant de base à la décision est passible de sanction pénale en vertu de la législation des deux Parties contractantes.

Article 6

1) S'agissant des délits en matière fiscale (impôts et autres taxes), douanière, de monopole ou de devises et en cas de violation des prescriptions applicables au contrôle des marchandises ou au commerce international, la décision judiciaire sera exécutoire si le fait sur lequel la sentence repose est également passible de sanction pénale en vertu de la législation pénale des deux Parties contractantes.

2) Le transfèrement ne pourra pas être refusé pour le seul motif que la législation de l'Etat d'exécution ne comporte pas de dispositions du même type en matière fiscale (impôts et autres taxes), douanière, de monopole ou de devises et en cas de violation des prescriptions applicables au contrôle des marchandises ou au commerce international, se présentant dans la même forme qu'elles revêtent dans la législation de l'Etat du jugement.

Article 7

Le transfèrement ne sera pas approuvé si, selon la législation nationale de l'une des Parties contractantes, le fait visé par la décision est une infraction politique ne comportant pas, étant donné les circonstances de l'affaire considérée, spécialement les modalités d'exécution et les moyens utilisés ou la gravité des conséquences effectives ou éventuelles, un caractère à prédominance criminelle.

Article 8

Le transfèrement ne sera pas approuvé si le fait visé dans la décision est de nature strictement militaire.

Article 9

Le transfèrement pourra être refusé si :

a) L'exécution de la peine privative de liberté est prescrite au regard du droit de l'une des Parties contractantes ou si elle est impossible pour d'autres motifs.

b) Le condamné a été condamné par un jugement définitif ou acquitté dans l'Etat d'exécution pour la même infraction ou si le procès s'est soldé par un non-lieu pour des raisons non procédurales.

- c) La décision a été prise par une juridiction d'exception constituée temporairement.
- d) L'Etat d'exécution estime que l'ordre public ou les bases de l'ordre légal du pays risquent d'être mis en péril.
- e) Le condamné ou son représentant légal refuse de donner son consentement.
- f) Au moment où la demande est présentée, le condamné est détenu dans une prison de l'Etat du jugement et y purge une peine privative de liberté de moins d'un an. Pour déterminer si cette condition est remplie, seront additionnées toutes les peines privatives de liberté ou les fractions de celles restant à purger.
- g) Le condamné est domicilié ou réside habituellement dans l'Etat du jugement.
- h) Le condamné a été condamné à la peine de mort, à moins que celle-ci ait été commuée en une peine privative de liberté.

Article 10

- 1) Les demandes formulées en vertu de la présente Convention seront présentées par écrit.
- 2) Les demandes seront accompagnées des pièces ci-dessous :
 - a) Une copie ou une transcription certifiée de la sentence définitive ainsi que des décisions concernant les recours éventuels.
 - b) Une copie des dispositions légales applicables ainsi que de celles régissant la liberté conditionnelle.
 - c) Les renseignements individuels sur le condamné concernant sa nationalité, son domicile ou sa résidence habituelle.
 - d) Un certificat indiquant la fraction de la peine privative de liberté déjà exécutée ou les périodes d'emprisonnement à imputer.
 - e) Tous autres documents ou renseignements pertinents pouvant servir à l'examen de la demande.

Article 11

Si l'Etat d'exécution estime que les pièces et les renseignements présentés ne sont pas suffisants, il demandera les informations complémentaires nécessaires, pour la desquelles il fixera un délai raisonnable, qui pourra être prorogé sur demande.

Si lesdites informations supplémentaires ne sont pas fournies, la demande sera examinée sur la base des pièces et des renseignements disponibles.

Article 12

Les Parties contractantes s'informeront mutuellement, dans les plus brefs délais, de la suite, positive ou négative, donnée à la demande. Toute décision, totalement ou partiellement négative, devra être motivée.

Article 13

1) Si le transfèrement est approuvé, le tribunal de l'Etat d'exécution prononcera une peine privative de liberté de même nature et de même durée que celle qui aura été décidée dans l'Etat du jugement. Toutefois, si la nature et la durée de la peine ne sont pas compatibles avec les dispositions légales de l'Etat d'exécution, celui-ci les modifiera pour qu'elles soient conformes à ce qui sera prévu par sa législation pour une infraction du même type. Cette peine devra dans toute la mesure du possible être analogue, quant à sa nature et à sa durée, à celle infligée par décision judiciaire en vue de son exécution. En pareil cas, l'Etat d'exécution se fondera sur les faits avérés qui auront servi de base à la décision prise dans l'Etat du jugement.

2) L'exécution de la peine dans l'Etat d'exécution ne devra pas avoir, sur la situation du condamné, des effets plus durs qu'elle n'en aurait eu dans l'Etat du jugement.

3) L'exécution de la peine, y compris le régime de la liberté conditionnelle, sera régie par la législation en vigueur dans l'Etat d'exécution. Toutefois, le condamné mis en liberté conditionnelle bénéficiera des dispositions les plus favorables de l'Etat du jugement dans la mesure où les principes du régime juridique de l'Etat d'exécution ne s'y opposeront pas.

4) La durée de la période d'emprisonnement dans l'Etat du jugement sera prise en compte aux fins du calcul de la durée de la peine privative de liberté à purger dans l'Etat d'exécution.

5) En cas d'annulation ou de modification survenue ultérieurement à la décision judiciaire (paragraphe 3 de l'article 16), le tribunal de l'Etat d'exécution déterminera à nouveau, si besoin est, la peine privative de liberté à purger.

Article 14

Si la peine sanctionne la perpétration de plusieurs infractions mais si l'exécution n'est possible que pour une fraction de la peine privative de liberté correspondant à certaines de ses infractions, le tribunal de l'Etat d'exécution fixera, dans le cadre de la procédure définie au paragraphe 1 de l'article 13, la fraction de la peine à purger au titre de ces infractions.

Article 15

1) Si la demande de transfèrement a été acceptée, l'Etat du jugement transférera le condamné dans les plus brefs délais vers l'Etat d'exécution.

2) Si le condamné se soustrait à l'exécution de sa peine dans l'Etat d'exécution, l'Etat du jugement aura de nouveau le droit de lui faire purger sa peine.

3) Le droit de l'Etat du jugement de faire purger la peine s'éteindra complètement lorsque le condamné aura exécuté la sentence ou lorsqu'il aura bénéficié d'une mesure de grâce définitive.

4) Si un individu condamné est poursuivi au pénal dans l'Etat d'exécution pour le fait au titre duquel son transfèrement a été demandé et si la demande a été acceptée, l'Etat en question suspendra les poursuites pénales. Il aura le droit de les reprendre si le transféré se

soustrait à l'exécution de sa peine. L'Etat d'exécution mettra définitivement fin à l'action pénale si la peine est éteinte ou si elle a fait l'objet d'une mesure de grâce.

Article 16

1) Le condamné bénéficiera pleinement de l'amnistie décidée soit par l'Etat d'exécution soit par l'Etat du jugement.

2) L'Etat d'exécution pourra prendre des mesures de grâce en faveur du condamné. Cette faculté s'exercera sans préjudice du droit de l'Etat du jugement de faire des recommandations à l'Etat d'exécution au sujet de ces mesures. Lorsqu'il prendra des décisions concernant les mesures de grâce, l'Etat d'exécution tiendra compte des recommandations de l'Etat du jugement. En outre, rien ne portera atteinte au droit de l'Etat du jugement d'adopter des mesures de grâce produisant leurs effets sur le territoire relevant de sa juridiction.

3) L'annulation ou la modification des décisions judiciaires dont l'exécution a été transférée relèvera de la compétence exclusive de l'Etat du jugement.

Article 17

1) Les Parties contractantes s'informeront mutuellement, dans les plus brefs délais, de tout événement pouvant avoir une incidence sur l'exécution de la peine et se transmettront des copies ou des transcriptions certifiées des décisions adoptées.

2) L'Etat du jugement informera l'Etat d'exécution en particulier de toute mesure d'amnistie adoptée ou de toute annulation ou modification de la décision judiciaire dont l'exécution aura été transférée.

3) L'Etat d'exécution préviendra l'Etat du jugement si le condamné se soustrait à l'exécution de sa peine et l'informerá de toute mesure le libérant de l'obligation de purger sa peine.

Article 18

1) Si la demande de transfèrement est acceptée, les Parties contractantes décideront, d'un commun accord, du lieu, de la date et des modalités de la remise.

2) L'Etat du jugement pourra surseoir à la remise du condamné en vue de poursuites pénales du chef d'un autre fait punissable ou de l'exécution d'une peine privative de liberté prononcée en raison d'un autre fait punissable.

Article 19

Les frais occasionnés par l'application de la présente Convention seront à la charge de l'Etat d'exécution, à l'exception de ceux encourus exclusivement sur le territoire de l'Etat du jugement.

Article 20

1) Sur demande de l'une des Parties contractantes, l'autre autorisera la transit par son territoire, à destination ou en provenance d'un pays tiers, d'un condamné qui n'est pas citoyen de l'Etat représenté par la première Partie contractante en vue de l'exécution d'une peine privative de liberté. La demande pourra être rejetée par l'autre Partie contractante si le transfèrement ne peut être autorisé en vertu de la présente Convention.

2) Les frais encourus par l'Etat qui recevra une demande de transit de cette nature seront pris en charge par l'Etat requérant.

Article 21

La présente Convention sera sans effet sur les engagements contractés antérieurement dans le cadre d'accords multilatéraux conclus par les Parties contractantes.

Article 22

La présente Convention sera également applicable aux décisions judiciaires prises avant son entrée en vigueur.

Article 23

La présente Convention est soumise à ratification. Les instruments de ratification seront échangés à La Havane.

Article 24

1) La présente Convention entrera en vigueur 90 jours après l'échange des instruments de ratification.

2) La présente Convention demeurera en vigueur pendant une période indéfinie mais elle pourra être dénoncée par l'une des Parties contractantes par la voie diplomatique, la dénonciation prenant effet un an après réception de la notification correspondante.

Fait à Vienne, le 14 octobre 1999, en deux exemplaires en langues allemande et espagnole, les deux textes faisant également foi.

Pour la République d'Autriche :

B. FERRERO-WALDNER

Pour la République de Cuba :

LUIS GARCÍA PERAZA

No. 37797

**Austria
and
Azerbaijan**

Air Transport Agreement between the Austrian Federal Government and the Government of the Republic of Azerbaijan (with annex). Vienna, 4 July 2000

Entry into force: *1 March 2001, in accordance with article 19*

Authentic texts: *Azerbaijani, English and German*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Austria, 1 November 2001*

**Autriche
et
Azerbaïdjan**

Accord relatif au transport aérien entre le Gouvernement fédéral d'Autriche et le Gouvernement de la République azerbaïdjanaise (avec annexe). Vienne, 4 juillet 2000

Entrée en vigueur : *1er mars 2001, conformément à l'article 19*

Textes authentiques : *azerbaïdjanais, anglais et allemand*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *Autriche, 1er novembre 2001*

[AZERBAIJANI TEXT — TEXTE AZERBAÏDJANAIS]

AVSTRIYA RESPUBLİKASI HÖKUMƏTİ İLƏ
AZƏRBAYCAN RESPUBLİKASI HÖKUMƏTİ
ARASINDA
HAVA DAŞIMALARI HAQQINDA
SAZİŞ

Bundan sonra bu Sazişdə "Razılığa gələn Tərəflər" adlandırılacaq Avstriya Respublikası Hökuməti və Azərbaycan Respublikası Hökuməti,

1944-cü il dekabrın 7-də Çikaqoda imzalamaq üçün açılmış Beynəlxalq Mülki Aviasiya haqqında Konvensiyanın iştirakçıları olaraq,

Onların müvafiq əraziləri arasında və bütüdlərindən kənarında müəyyən edilmiş marşrutlar üzrə hava əlaqəsini yaratmaq məqsədilə, yuxarıda qeyd olunan Konvensiyaya əlavə olaraq, Saziş bağlamaq arzusunda olaraq,

aşağıdakılar barəsində razılığa gəlmişlər:

MADDƏ 1

Tə'riflər

Bu Sazişin məqsədləri üçün kontekstdə başqa mə'nə nəzərdə tutulmadığı halda:

a) "Razılığa gələn Tərəf" termini bir tərəfdən Azərbaycan Respublikası Hökuməti, digər tərəfdən Avstriya Respublikası Hökuməti deməkdir.

b) "Konvensiya" termini 1944-cü il dekabrın 7-də Çikaqo şəhərində imzalamaq üçün açılmış Beynəlxalq Mülki Aviasiya haqqında Konvensiyanı ifadə edir və ona bu Konvensiyanın 90-cı Maddəsinə əsasən qəbul edilmiş hər hansı Əlavə, həmçinin Konvensiyanın 90 və 94-cü Maddələrinə əsasən Əlavəyə və ya Konvensiyaya edilmiş istənilən düzəlişlər hər iki Razılığa gələn Tərəf üçün qüvvədə olduğu vaxtdan aiddir;

c) "aviasiya bəkimyyəət orqanları" termini Azərbaycan Respublikası Hökuməti tərəfində "Azərbaycan Hava Yolları" Dövlət Mülki Aviasiya Konserninin Baş direktoru, Avstriya Respublikası Hökuməti tərəfində isə Nəqliyyat, Yeniləşdirmə və Texnologiyalar Naziri və ya hər iki halda, qeyd edilən orqanlar tərəfindən yerinə yetirilən funksiyaları həyata keçirmək üçün vəkil edilmiş orqan deməkdir;

d) "ərazi" termini bu Sazişdə dövlətə münasibətdə həmin dövlətin suverenliyi altında olan quru və sahilyanı suları bildirir;

e) "hava əlaqəsi" termini ictimai sərnişin, poçt və ya yük daşımaları məqsədilə hava gəmiləri ilə yerinə yetirilən istənilən müntəzəm hava əlaqəsi deməkdir;

f) "beynəlxalq hava əlaqəsi" termini birdən çox dövlətin ərazisi üzərindəki hava məkanında yerinə yetirilən hava əlaqəsi deməkdir;

g) "aviasiya şirkəti" termini beynəlxalq hava əlaqəsini təklif edən və ya onu həyata keçirən istənilən hava nəqliyyatı müəssisəsi deməkdir;

h) "tə'yin edilmiş aviasiya şirkəti" termini bu Sazişin 3-cü maddəsinə uyğun olaraq tə'yin və səlahiyyətəndirilmiş aviasiya şirkəti deməkdir;

i) "qeyri-kommersiya məqsədləri ilə dayanacaq" termini sərnişinlərin mindirilməsi və ya düşürülməsi, poçt və ya yükün vurulması və boşaldılması istisna edilməklə, istənilən məqsədlə cüzi deməkdir;

j) "tutum" termini:

(I) hava gəmisiyə şamil edilərkən marşrut boyu və ya onun bir hissəsində həmin hava gəmisi ilə daşınan yükün məbləği nəzərdə tutulur;

(II) hava daşımalarına şamil edilərkən həmin xətdə istismar olunan hava gəmisinin tutumu ilə müəyyən müddət ərzində marşrut boyu və ya marşrutun bir hissəsində yerinə yetirilən uçuşların sayının hasilini ifadə edir.

MADDƏ 2

Hava daşımaları zamanı verilən hüquqlar

1) Hər bir Razılığa gələn Tərəf digər Razılığa gələn Tərəfə müntəzəm beynəlxalq hava daşımalarını yerinə yetirmək məqsədilə aşağıdakı hüquqları verir:

a) ərazisi üzərindən yerə eumədən uçub keçmək hüququ;

b) qeyri-kommersiya məqsədləri ilə onların ərazisində enmək hüququ.

2) Hər bir Razılığa gələn Tərəf bu Sazişə Əlavədə müəyyən edilmiş marşrutlar üzrə beynəlxalq hava daşımalarını yerinə yetirmək məqsədilə bu Sazişdə nəzərdə tutulmuş hüquqları digər Razılığa gələn Tərəfə verir. Belə daşımalar və marşrutlar gələcəkdə müvafiq olaraq "razılaşdırılmış xidmətlər" və "müəyyən olunmuş marşrutlar" adlandırılacaqdır. Müəyyən olunmuş marşrutlar üzrə razılaşdırılmış xidmətləri yerinə yetirərkən hər bir Razılığa gələn Tərəfin təyin etdiyi aviasiya şirkəti (şirkətləri) bu Maddənin 1-ci bəndində göstərilən hüquqlardan əlavə digər Razılığa gələn Tərəfin ərazisində, bu Sazişə əlavə edilmiş marşrut cədvəli ilə müəyyən olunmuş məntəqələrdə sərnişinlərin minməsi və düşməsi, poçt daxil olmaqla yükün yüklənməsi və boşaldılması məqsədi ilə yerə enmək hüququndan istifadə edəcəklər.

3) Bu Sazişin 2-ci bəndində qeyd edilənlərin heç biri bir Razılığa gələn Tərəfin aviasiya şirkətinə (şirkətlərinə) digər Razılığa gələn Tərəfin ərazisində sərnişinləri və poçt daxil olmaqla yükü icarə şərtləri ilə və ya muzzla təmin digər Razılığa gələn Tərəfin ərazisində digər məntəqəyə daşımaq hüququ vermir.

MADDƏ 3
Zəruri səlahiyyətlər

1) Hər bir Razılığa gələn Tərəf müəyyən olunmuş marşrutlar üzrə razılaşdırılmış xidmətləri bəyata keçirmək məqsədilə digər Razılığa gələn Tərəfə yazılı surətdə bildirərək bir və ya bir neçə aviasiya şirkətini tə'yin etmək hüququna malik olacaqdır.

2) Razılığa gələn digər Tərəfin aviasiya hakimiyyət orqanların belə bildirişi aldıqdan sonra bu Maddənin 4-cü və 5-ci bəndlərinin müddəalarına uyğun olaraq tə'yin edilmiş hər bir aviasiya şirkətinə dərhal müvafiq istisnar səlahiyyəti verəcəkdir.

3) Hər bir Razılığa gələn Tərəf digər Razılığa gələn Tərəfə yazılı surətdə bildirərək hər hansı bir aviasiya şirkətini ləğv etmək və digərini tə'yin etmək hüququna malik olacaqdır.

4) Razılığa gələn Tərəflərdən biri digər Razılığa gələn Tərəfin tə'yin etdiyi aviasiya şirkətindən Konvensiyanın müddəalarına uyğun olaraq beynəlxalq hava daşımalarını yerinə yetirərkən həmin Razılığa gələn Tərəfin normal halda məqsədəuyğun şəkildə tətbiq etdiyi, qanun və qaydalarla müəyyən edilmiş şərtləri yerinə yetirməyə qadir olduğunu sübut etməyi tələb edə bilər.

5) Hər bir Razılığa gələn Tərəf tə'yin edilmiş aviasiya şirkəti üzərində üstünlük sahibliyinin və həqiqi nəzarətin bu aviasiya şirkətini tə'yin etmiş Razılığa gələn Tərəfə və ya onun vətəndaşlarına məxsus olduğunu sübut edə bilmədiyi hər hansı halda bu Maddənin 2-ci bəndində göstərilmiş uçuşlara icazə verməkdən imtina etmək və ya tə'yin edilmiş aviasiya şirkətindən bu Sazişin 2-ci Maddəsində göstərilmiş hüquqlardan istifadə zamanı zəruri saydığı şərtlərin yerinə yetirilməsini tələb etmək hüququna malik olacaqdır.

6) Bu qayda ilə tə'yin və vəkil edilmiş aviasiya şirkəti bu Sazişin 11-ci Maddəsinin müddəalarına uyğun olaraq müəyyən edilmiş tariflərin qüvvəyə minməsi və bu Sazişin 5-ci Maddəsinin müddəalarına uyğun olaraq bu daşımalara münasibətdə razılıq əldə edilməsi şərtlə, istənilən anda həmin xidmətləri yerinə yetirməyə başlaya bilər.

MADDƏ 4

İstismar səlahiyyətlərinin təxirə salınması və ləğv edilməsi

1) Hər bir Razılığa gələn Tərəf digər Razılığa gələn Tərəfin təyin etdiyi aviasiya şirkətinə (şirkətlərinə) bu Sazişin 2-ci Maddəsində qeyd edilən hüquqlardan istifadəni dayandırmaq, yaxud verilən istismar səlahiyyətlərini ləğv etmək və ya bu hüquqlardan istifadə zamanı zəruri sayə biləcəyi şərtlərin yerinə yetirilməsini tələb etmək hüququna malik olacaqdır:

a) aviasiya şirkəti (şirkətləri) üzərində üstünlük sahibliyinin və ya həqiqi nəzarətin bu aviasiya şirkətini (şirkətlərini) təyin etmiş Razılığa gələn Tərəfə və ya onun vətəndaşlarına məxsus olduğuna əmin olmadıqda, və ya

b) bu aviasiya şirkəti (şirkətləri) bəmin hüquqları vermiş Razılığa gələn Tərəfin qanun və qaydalarına riayət etmədikdə, və ya

c) aviasiya şirkəti (şirkətləri) bu Sazişdə nəzərdə tutulmuş şərtləri hər hansı başqa şəkildə yerinə yetirmədikdə.

2) Əgər icazənin dərhal ləğv edilməsi, hüquqların dayandırılması və ya bu Maddənin 1-ci bəndində göstərilmiş şərtlərin yerinə yetirilməsi üçün tələb qanun və qaydaların sonrakı pozuntularının qarşısını almaq üçün zəruri deyildirsə, o zaman bu bənddə göstərilmiş hüquqdan yalnız digər Razılığa gələn Tərəflə məsləhətləşmələrdən sonra istifadə ediləcəkdir. Bu halda məsləhətləşmələr Razılığa gələn Tərəflərdən hər birinin məsləhətləşmə üçün müraciət etdiyi tarixdən altmış (60) gün ərzində başlanacaqdır.

MADDƏ 5
Tutum qaydaları

Razılaşdırılmış, qrafik üzrə hava daşımalığının tutumu aşağıdakı şərtlərə uyğun olmalıdır:

1) Razılığa gələn Tərəflərdən hər birinin təyin etdiyi aviasiya şirkətinə (şirkətlərinə) müəyyən edilmiş marşrutlar üzrə razılaşdırılmış daşımaları yerinə yetirmək üçün ədalətli və bərabər imkanlar verilməlidir.

2) Hər bir Razılığa gələn Tərəfin aviasiya şirkəti (şirkətləri) razılaşdırılmış daşımaları həyata keçirərkən eyni marşrutu və ya onun bir hissəsini istismar edən Razılığa gələn digər Tərəfin aviasiya şirkətini (şirkətlərini) daşımalarına zərər vurmamaq üçün onun (onların) maraqlarını nəzərə almalıdır.

3) Razılığa gələn Tərəflərin təyin etdiyi aviasiya şirkəti (şirkətləri) tərəfindən yerinə yetirilən razılaşdırılmış xidmətlər müəyyən edilmiş marşrutlar üzrə daşımalara olan ictimai tələbatla uyğun olmalıdır və hər bir aviasiya şirkətinin (şirkətlərinin) ilkin vəzifəsi aviasiya şirkətini (şirkətlərini) təyin etmiş Razılığa gələn Tərəfin və son təyinat ölkəsinin əraziləri arasında sərnişinlərin, yükün və poçtun daşınması üçün mövcud və məntiqə uyğun gözlənilən tələbatla cavab verən tutum təmin etməkdir.

4) Aviasiya şirkətini (şirkətlərini) təyin etməyən Dövlətlərin ərazisindən keçən müəyyən edilmiş marşrutlar üzrə məntəqələrdə yüklənən və boşaldılan sərnişin, yük və poçt daşımaları haqqında əsasnamələr əsas prinsipə uyğun gəlməlidir. Bu prinsipə əsasən tutum aşağıdakılardan asılı olacaqdır:

a) yola düşmə və təyinat məntəqələri olan ölkələr arasında daşımalara olan tələbatdan;

b) aviasiya şirkətinin (şirkətlərinin) keçdiyi regionun məxsus olduğu dövlətlərin aviasiya şirkətinin (şirkətlərinin) yerinə yetirdiyi yerli və regional xidmətləri nəzərə aldıqdan sonra regionun daşımalara olan tələbatından; və

c) tranzit daşımalara olan tələbatdan.

5) Razılaşdırılmış xidmətlərin cədvəlləri təsdiq edilmək üçün onların tətbiq edilməsini nəzərdə tutan tarixdən ən azı otuz (30) gün əvvəl Razılığa gələn hər iki Tərəfin aviasiya hakimiyyət orqanlarına təqdim olunmalıdır. Xüsusi hallarda həmin müddət göstərilən hakimiyyət orqanlarını razılığı ilə qısaldıla bilər.

6) Bu maddənin müddəalarına əsasən bir mövsüm üçün təyin edilmiş cədvəllər bu maddənin müddəalarına uyğun olaraq yeni cədvəllər təyin edilənə qədər gələn mövsümlər üçün qüvvədə qalırlar.

MADDƏ 6

Şəhadətnamə və lisenziyaların tanınması

1) Razılaşdırılmış xidmətləri həyata keçirmək məqsədilə Razılığa gələn Tərəflərdən birinin verdiyi, yaxud e'tibarlı saydığı və qüvvədə olan hava gəmisinin uçuş üçün yararlı olması haqqında şəhadətnəmələri, səlahiyyət vəsiqələrini və lisenziyaları Razılığa gələn digər Razılığa gələn Tərəf e'tibarlı hesab edəcəkdir.

2) Bununla belə, hər bir Razılığa gələn Tərəf öz ərazisi üzərindən uçuşlar yerinə yetirmək üçün digər dövlətin öz vətəndaşlarına verdiyi və ya e'tibarlı hesab etdiyi səlahiyyət vəsiqələrini və lisenziyaları tanıtmamaq hüququnu saxlayır.

MADDƏ 7

Gömrük rüsumları və digər yığımlardan azad edilmə

1) Razılığa gələn Tərəflərdən hər birinin tə'yin etdiyi aviasiya şirkətinin (şirkətlərinin) beynəlxalq hava daşımalarını yerinə yetirən hava gəmisi, habelə adi gəmi avadanlığı, yanacaq və sürtkü materialları ehtiyatı, gəmi ehtiyatları (o cümlədən ərzaq, içkilər və bütün mə'mulatları) digər Razılığa gələn Tərəfin ərazisinə gətirildikdə, həmin avadanlıq və ehtiyatlar geriye qaytarılana qədər hava gəmisində qalmaq şərtilə bütün gömrük rüsumlarından, yoxlama haqqlarından, digər yığımlardan və ya vergilərdən azad ediləcəkdir.

2) Xidmət müqabilində yığımlar istisna olunmaqla, aşağıdakı əşyalar həmin rüsum və vergilərdən azad ediləcəkdir:

a) Razılığa gələn Tərəflərdən birinin ərazisində həmin Razılığa gələn Tərəfin hakimiyyət orqanlarının tə'yin etdiyi limit çərçivəsində gəmiyə götürülmüş və digər Razılığa gələn Tərəfin müəyyən edilmiş marşrut üzrə uçuş yerinə yetirən hava gəmisində istifadə üçün nəzərdə tutulmuş gəmi ehtiyatları;

b) Razılığa gələn Tərəflərdən birinin tə'yin etdiyi aviasiya şirkətinin (şirkətlərinin) müəyyən edilmiş marşrut üzrə uçuş yerinə yetirən hava gəmisini tə'mir etmək və ya texniki xidmət göstərmək məqsədilə digər Razılığa gələn Tərəfin ərazisinə gətirilən ehtiyat hissələri;

c) Razılığa gələn Tərəflərdən birinin ərazisində gəmiyə götürülən və digər Razılığa gələn Tərəfin tə'yin etdiyi aviasiya şirkətinin (şirkətlərinin) müəyyən edilmiş marşrut üzrə uçuş yerinə yetirən hava gəmisi üçün nəzərdə tutulan yanacaq və sürtkü materialları, gəmiyə götürüldüyü ərazi üzərindən keçən marşrutun bir hissəsində istifadə üçün nəzərdə tutulduğu hallarda belə rüsum və vergilərdən azad edilir.

Yuxarıda qeyd edilən (a), (b) və (c) bəndlərində göstərilən materialların gömrük orqanlarının müşahidəsi və nəzarəti altında saxlanması tələb oluna bilər.

3) Razılığa gələn Tərəflərdən birinin hava gəmisində olan adi avadanlıq, habelə material və ehtiyatlar yalnız digər Razılığa Gələn Tərəfin gömrük orqanlarının razılığı ilə həmin Tərəfin ərazisində boşaldıla bilər. Bu halda onlar geri qaytarılana kimi və ya gömrük qaydalarına uyğun olaraq istifadə olunana qədər qeyd edilən orqanlar tərəfindən nəzarət altına alınır.

MADDƏ 8
Vergilərin tutulması

1) Razılığa gələn Tərəfin müəssisəsinin hava gəmisinin beynəlxalq nəqliyyat əməliyyatlarından əldə edilən mənfəəti yalnız həmin Dövlətdə vergiyə cəlb olunaçaqdır.

2) Razılığa gələn Tərəfin müəssisəsinin beynəlxalq nəqliyyat əməliyyatında iştirak edən hava gəmisini və belə hava gəmisinin istifadəsi ilə əlaqədar olan daşınan əmlakla təmsil edilən kapital yalnız həmin Dövlətdə vergiyə cəlb olunaçaqdır.

3) Əgər Razılığa gələn Tərəflər arasında mənfəətə və kapitalla görə iqiqat vergiqoymanın aradan qaldırılmasına dair xüsusi Saziş mövcuddursa, bu Sazişin müddəaları üstünlük təşkil edəcəkdir.

MADDƏ 9

Birbaşa tranzit əlaqə

1) Zorakılıq, hava quldurluğu və kontrabanda yolu ilə narkotik vasitələrin daşınmasına qarşı təhlükəsizlik tədbirləri istisna olmaqla, hər bir Razılığa gələn Tərəfin ərazisi üzərindən birbaşa tranzitlə gedən və bu məqsədlə ayrılmış hava limanının ərazisini tərk etməyən səmişinlər, baqaj, yük və poçt yalnız sadələşdirilmiş nəzarətdən keçirilir.

2) Birbaşa tranzitlə daşınan baqaj, yük və poçt gömrük rüsumlarından və bu qəbildən olan digər vergilərdən azad edilir.

MADDƏ 10
Aviasiya təhlükəsizliyi

1) Razılığa gələn Tərəflər beynəlxalq hüquqdan irəli gələn hüquq və öhdəliklərinə uyğun olaraq, mülki aviasiyanın təhlükəsizliyini qanunsuz müdaxilə tədbirlərindən müdafiə etmək barəsində bir-birlərinə münasibətdə götürdükləri öhdəlikləri təsdiq edirlər. Razılığa gələn Tərəflər beynəlxalq hüquq üzrə hüquq və öhdəliklərinin ümumi tətbiqini məhdudlaşdırmayaraq, 1963-cü il sentyabrın 14-də Tokioda imzalanmış "Hava gəmilərində törədilən cinayətlər və bə'zi başqa hərəkətlər haqqında Konvensiyanı", 1970-ci il dekabrın 16-da Haaqada imzalanmış "Hava gəmilərinin qanunsuz ələ keçirilməsinə qarşı mübarizə haqqında Konvensiyanı", 1971-ci il sentyabrın 23-də Mourealda imzalanan "Mülki aviasiyanın təhlükəsizliyinə qarşı yönəldilən qanunsuz hərəkətlərlə mübarizə haqqında Konvensiyanı" və 1988-ci il fevralın 24-də Mourealda imzalanmış "Beynəlxalq mülki aviasiya hava limanlarında qanunsuz zorakılıq hərəkətlərinə qarşı mübarizə haqqında Protokolu" və ya hər iki Tərəfin qoşula biləcəyi aviasiya təhlükəsizliyi haqqında konvensiyaların müddəalarına uyğun fəaliyyət göstərirlər.

2) Razılığa gələn Tərəflər mülki hava gəmilərinin qanunsuz ələ keçirilməsinin və həmin hava gəmilərinin, onların sənişlərinin və hey'ətlərinin, hava limanlarının və aeronaviqasiya vasitələrinin təhlükəsizliyinə qarşı yönəldilən başqa qanunsuz hərəkətlərin, habelə mülki aviasiyanın təhlükəsizliyi üçün qorxu törədən hər hansı başqa hərəkətin qarşısını almaq üçün bir-birlərinə lazımı kömək göstərirlər.

3) Razılığa gələn Tərəflər qarşılıqlı münasibətlərdə Beynəlxalq Mülki Aviasiya Təşkilatı tərəfindən müəyyən edilmiş və "Beynəlxalq Mülki Aviasiya haqqında Konvensiyaya Əlavələrdə" əksini tapmış aviasiya təhlükəsizliyinə dair müddəalara, bu təhlükəsizliyə dair müddəaların Razılığa gələn Tərəflərə aid olduğu dərəcədə, riayət edirlər; onlar qeydiyyatdan keçirilmiş hava gəmilərinin istismarçılarının və ya əsas fəaliyyət yeri və daimi yeri onların ərazisində olan hava gəmiləri istismarçılarının, eyni zamanda onların öz ərazisindəki hava limanlarının istismarçılarının aviasiya təhlükəsizliyi üzrə belə müddəalara müvafiq surətdə fəaliyyət göstərmələrini tələb edəcəklər.

4) Hər bir Rəzilığa gələn Tərəf digər Rəzilığa gələn Tərəfin bu Maddənin 3-cü bəndində göstərilən və həmin Tərəfin ərazisinə gəlmək, oradan getmək və orada olmaq üçün nəzərdə tutduğu aviasiya təhlükəsizliyi müddəalarına və tələblərinə əməl olunmasını hava gəmilərinin bu cür istismarçılarından tələb edə bilər. Hər bir Rəzilığa gələn Tərəf öz ərazisi daxilində hava gəmilərinin mübahisəsi və sənədlərin, hey'ətin, əl yükünün, baqajın, yükün və gəmi ehtiyatlarının yükləmədən qabaq və ya yükvurma zamanı yoxlanması üçün lazımı tədbirlərin görülməsini tə'min edəcəkdir. Hər bir Rəzilığa gələn Tərəf konkret təhlükə ilə əlaqədar xüsusi təhlükəsizlik tədbirləri görülməsi barədə digər Rəzilığa gələn Tərəfin xahişini də xeyirxallıqla qəbul edir.

5) Mülki hava gəmilərinin qanunsuz ələ keçirilməsi və ya hava gəmilərinin, onların sənədlərinin və hey'ətinin, hava limanlarının və ya aeronaviqasiya vasitələrinin təhlükəsizliyinə qarşı yönəldilən başqa qanunsuz hərəkətlərlə bağlı münaqişə baş verdikdə və ya təhlükə yarandıqda, Rəzilığa gələn Tərəflər belə münaqişəni və ya təhlükəni tez və təhlükəsiz aradan qaldırmaq məqsədilə əlaqə saxlayaraq və müvafiq tədbirlər görərək bir-birlərinə kömək göstərirlər.

6) Əgər Rəzilığa gələn Tərəllərdən biri bu maddənin müddəalarından kənar çıxarsa, digər Rəzilığa gələn Tərəfin aviasiya hakimiyyət orqanları həmin Rəzilığa gələn Tərəfin aviasiya hakimiyyət orqanları ilə tə'cili məsləhətləşmələrin keçirilməsini tələb edə bilərlər.

MADDƏ 11 Nəqliyyat tarifləri

1) Razılığa gələn Tərəflərdən birinin aviasiya şirkəti (şirkətləri) tərəfindən digər Razılığa gələn Tərəfin ərazisinə və ya ərazisindən daşımalar üçün tətbiq edilən tariflər bütün müvafiq amillər, o cümlədən istismar xərcləri, məntiqə uyğun mənfəət, sür'ət və rahatlıq kimi xidmətlərin xüsusiyyətləri üzərə alınmaqla, müvafiq səviyyədə tə'yin edilmişdir.

2) Bu Maddənin 1-ci bəndində göstərilmiş tariflər hər iki Razılığa gələn Tərəfin tə'yin etdiyi aviasiya şirkətləri arasında razılaşdırılacaqdır.

3) 2-ci bəndə uyğun razılıq, imkan daxilində, Beynəlxalq Hava Nəqliyyatı Assosiasiyasının tarif mexanizmlərinin tətbiq edilməsi yolu ilə əldə edilə bilər.

4) Bu yolla razılaşdırılmış tariflər təsdiq edilmək üçün uzaqda tutulmuş qüvvəyə minmə tarixinə ən azı otuz (30) gün qalmış hər iki Razılığa gələn Tərəfin aviasiya hakimiyyət orqanlarına təqdim ediləcəkdir; xüsusi hallarda bu müddət qeyd edilən hakimiyyət orqanları arasında əldə olunan razılığa əsasən qısaldıla bilər.

5) Əgər tə'yin edilmiş aviasiya şirkəti (şirkətləri) hər hansı tariflə razılaşmırsa və ya hər hansı digər səbəblərdən bu Maddənin 2-ci bəndinə uyğun olaraq tarif müəyyən edilə bilmərsə, yaxud bu Maddənin 4-cü bəndində göstərilədiyi kimi otuz (30) günlük müddətin birinci on beş (15) günü ərzində bir Razılığa gələn Tərəfin aviasiya hakimiyyət orqanları digər Razılığa gələn Tərəfin aviasiya hakimiyyət orqanlarına bu Maddənin 2-ci bəndinin müddəaları ilə razılaşdırılmış hər hansı tariflə razılaşmadıqları barədə xəbərdar edərlərsə, Razılığa gələn Tərəflərin aviasiya hakimiyyət orqanları tariflər bərsində razılıq əldə etməyə çalışacaqlar.

6) Əgər aviasiya hakimiyyət orqanları bu Maddənin 4-cü bəndinə uyğun olaraq təqdim edilmiş hər hansı tarifin təsdiq edilməsi və ya bu Maddənin 5-ci bəndinə uyğun olaraq hər hansı tarifin müəyyən edilməsində razılığa gələ bilmərlərsə, bu halda Razılığa gələn Tərəflər tariflər bərsində razılaşmağa çalışacaqlar.

7) Hər iki Rəzılığa gələn Tərəfin aviasiya bəkimiiyyət orqanları tarifi təsdiq etməyincə, heç bir tarif qüvvəyə minə bilməz.

8) Bu Maddənin müddəalarına uyğun olaraq təsdiq edilmiş tariflər bu Maddənin müddəalarına uyğun olaraq yeni tariflər təsdiq edilənə qədər qüvvədə qalır.

MADDƏ 12

Təmiz gəlirin köçürülməsi

1) Hər bir Razılığa gələn Tərəf digər Razılığa gələn Tərəfin təyin etdiyi aviasiya şirkətinə (şirkətlərinə) onun ərazisində yerinə yetirdiyi sərnişin, baqaj, yük və poçt daşımalardan əldə olunan artıq pul mədaxilini sərbəst dönerli valyutada köçürmə günü üçün müəyyən edilmiş rəsmi məzənnə ilə öz ölkəsinin ərazisində sərbəst köçürmək hüququ verir. Köçürmələr müraciət təqdim edildiyi gündən sonra on (10) bank günü müddətində, lakin bu müddətdən gec olmayaraq, heç bir məhdudiyyətlər və vergilər qoyulmadan təxirə salınmadan həyata keçirilir.

2) Əgər Razılığa gələn Tərəflər arasında ödəmələr haqqında xüsusi razılaşma mövcuddursa, ödəmələr həmin razılaşmanın müddəalarına uyğun olaraq həyata keçirilir.

MADDƏ 13

Nümayəndəlik, biletlerin satışı və satış həcminin artımına kömək

1) Hər bir Razılığa gələn Tərəfin təyin etdiyi aviasiya şirkəti (şirkətləri) müəyyən edilmiş marşrutlar üzrə razılaşdırılmış xidmətləri yerinə yetirmək üçün texniki və kommersiya hey'ətlərini digər Razılığa gələn Tərəfin qanun və qaydalarına əsasən işə qəbul etmək, gözləmək və yaşayış yeri vermək, habelə digər Razılığa gələn Tərəfin ərazisində ofislər təsis və istifadə etmək üçün bərabər imkanlara malikdir.

2) Hər bir Razılığa gələn Tərəfin təyin etdiyi aviasiya şirkəti (şirkətləri) daşımalar üzrə bütün növ sənədləri buraxmaq və sərbəst dövrəli valyutada satmaq, habelə digər Razılığa gələn Tərəfin ərazisində öz aviasiya müəssisəsini reklam etmək və satış həcmi üçün artırılmasına kömək etmək üçün bərabər imkanlara malik olacaqdır.

MADDƏ 14

Statistik göstəricilərin təqdim edilməsi

1) Bir Razılığa gələn Tərəfin aviasiya hakimiyyət orqanları digər Razılığa gələn Tərəfin aviasiya hakimiyyət orqanlarına onların xahişi ilə dövrü və ya digər statistik göstəriciləri təqdim edəcəkdir.

2) Bu göstəricilərə razılaşdırılmış xidmətlərə əsasən həmin aviasiya şirkətinin (şirkətlərinin) həyata keçirdiyi daşımaların həcmi müəyyən etmək üçün zəruri olan bütün mə'lumat, habelə uçuş və tə'yinat məntəqələri haqqında mə'lumat aid ediləcəkdir.

MADDƏ 15
Məsləhətləşmələr və dəyişikliklər

1) Bu Sazişin və ona Əlavənin müddəalarının yerinə yetirilməsini və müvafiq qaydada uyğunluğunu təmin etmək sahəsində sıx əməkdaşlıq məqsədilə Razılığa gələn Tərəflərin aviasiya hakimiyyət orqanları arasında vaxtaşırı olaraq məsləhətləşmələr keçirilə bilər.

2) Əgər Razılığa gələn Tərəflərdən biri bu Sazişin müddəalarında hər hansı dəyişiklik etmək arzusunda olarsa, digər Razılığa gələn Tərəflə məsləhətləşmə keçirməyi xahiş edə bilər. Əgər Razılığa gələn Tərəflərin aviasiya hakimiyyət orqanları belə məsləhətləşmələrin (aviasiya hakimiyyət orqanları arasında müzakirələr yolu ilə həyata keçirilə bilər) müddətinin uzadılması barədə razılığa gəlməzlərsə, o zaman məsləhətləşmələr onların keçirilməsi barədə tələbnamənin verildiyi gündən altmış (60) gün ərzində başlanılmalıdır. Bu qayda ilə qəbul edilmiş dəyişiklikləri hər bir Razılığa gələn Tərəf konstitusiya prosedurlarına uyğun şəkildə təsdiqləməlidir.

3) Bu Sazişə Əlavədə edilən dəyişikliklər Razılığa gələn Tərəflərin müvafiq təşkilatları arasında razılaşdırılmalıdır.

MADDƏ 16
Mübahisələrin həlli

1) Razılığa gələn Tərəflər arasında bu Sazişin təfsiri və ya tətbiqi ilə əlaqədar mübahisəli məsələ meydana çıxarsa, Razılığa gələn Tərəflər bu mübahisəli məsələni ilk növbədə danışıqlar vasitəsilə həll etməyə çalışacaqlar.

2) Əgər Razılığa gələn Tərəflər mübahisəli məsələni danışıqlar yolu ilə həll edə bilməzlərsə, məsləhət üçün hər hansı şəxsə və ya orqana müraciət edə bilərlər; əgər bu yolla razılıq əldə olunmasa, mübahisəli məsələ Razılığa gələn Tərəflərdən birinin xahişi ilə Arbitraj Məhkəməsinə təqdim ediləcək. Bu məhkəmə üç münsifdən ibarətdir, hər bir Razılığa gələn Tərəf bir münsif tə'yin edir, üçüncüsü isə iki belə tə'yin edilmiş münsif tərəfindən tə'yin edilir. Hər bir Razılığa gələn Tərəf bir Razılığa gələn Tərəfin digər Razılığa gələn Tərəfdən diplomatik kanallarla mübahisəli məsələnin müzakirəsini Arbitraj Məhkəməsi yolu ilə həll etmək haqqında bildiriş aldığı tarixdən sonrakı altmış (60) gün müddətində münsif tə'yin edir, üçüncü münsif isə sonrakı altmış (60) gün müddətində tə'yin edilir. Əgər hər hansı Razılığa gələn Tərəf qeyd edilən müddətdə münsif tə'yin edə bilməyə və ya üçüncü münsif göstərilən müddətdə tə'yin edilməyə, hər hansı Razılığa gələn Tərəf zəruriyyətə əsaslanaraq münsif və ya münsiflər tə'yin edilməsi haqqında xahişlə Beynəlxalq Mülki Aviasiya Təşkilatı Şurasının Prezidentinə müraciət edə bilər. İstənilən halda üçüncü münsif üçüncü dövlətin vətəndaşı olmalı və məhkəmə sədri vəzifəsini yerinə yetirməlidir.

3) Razılığa gələn Tərəflər bu Maddənin 2-ci bəndinə uyğun olaraq qəbul edilən hər hansı qərarlara yerinə yetirməyi öhdələrinə götürürlər.

4) Əgər Razılığa gələn Tərəflərdən biri bu Maddənin 2-ci bəndinə uyğun olaraq qəbul edilən qərarla razılaşmasa, digər Razılığa gələn Tərəf bu Sazişə əsasən birinci Razılığa gələn Tərəfə verilən hər hansı hüquq və güzəştləri məhdudlaşdırmaq, tə'xirə salmaq və ya ləğv etmək hüququna malikdir.

5) Hər bir Razılığa gələn Tərəf öz münsifinin məhkəmədə iştirakı ilə əlaqədar bütün xərclərini ödəməyi öhdəsinə götürür; üçüncü münsifin iştirak haqqı, habelə Arbitraj Məhkəməsinin fəaliyyəti ilə əlaqədar digər xərclər Razılığa gələn Tərəflər arasında bərabər bölünməlidir.

MADDƏ 17
Qüvvədən düşmə

1) Hər bir Razılığa gələn Tərəf istənilən vaxt bu Sazişi ləğv etmək qərarı barədə digər Razılığa gələn Tərəfə diplomatik kanallarla bildiriş göndərə bilər; ləğv etmə haqqında belə bildiriş eyni zamanda Beynəlxalq Mülki Aviasiya Təşkilatı Şurasına və BMT-nin Katibliyinə təqdim ediləcəkdir.

2) Bu halda Saziş o biri Razılığa gələn Tərəfin bildirişi aldığı gündən 12 (on iki) ay sonra ləğv edilir. Həmin müddət qurtaranadək Sazişin ləğv olunması haqqında bildiriş ikitərəfli razılıq əsasında geri alınmadıqda Saziş qüvvədə qalır. Əgər Razılığa gələn digər Tərəf bildiriş aldığıni təsdiq etməzsə, bildiriş Beynəlxalq Mülki Aviasiya Təşkilatı tərəfindən alındıqdan 14 (on dörd) gün sonra alınmış hesab edilir.

MADDƏ 18
Qeyd olunma

Bu Saziş və hər hansı dəyişikliklər Beynəlxalq Mülki Aviasiya Təşkilatının Şurasında qeyd olunacaqdır.

MADDƏ 19
Qüvvəyə minmə

Bu Saziş Razılığa gələn Tərəflər bir birini diplomatik notalar vasitəsilə bütün zəruri konstitusiyə tədbirlərinin yerinə yetirilməsi haqqında xəbərdar etdiyi gündən sonrakı ikinci ayın birinci günündən qüvvəyə minir.

Bunun təsdiqi olaraq, öz müvafiq Hökumətləri tərəfindən lazımı qaydada müvəkkil edilmiş aşağıdakı nümayəndələr bu Sazişi imzalamışlar.

Vyanna şəhərində 2000-ci ilin iyul ayının 4-də hər biri alman, Azərbaycan və ingilis dillərində olmaqla iki əsl nüsxədə imzalanmışdır, bütün matnələr eyni qüvvəyə malikdir.

Fikir ayrılığı meydana çıxdıqda ingilis dilindəki matnə əsas götürülməkdir.

Avstriya Respublikası
Hökuməti adından
Dr. Benita Ferrero-Waldner

Azərbaycan Respublikası
Hökuməti adından
Vilayət Quliyev

Ə L A V Ə

A) Avstriya Respublikası Hökuməti tərəfindən təyin edilmiş aviasiya şirkəti (şirkətləri) hər iki istiqamətdə aşağıda göstərilən marşrutlar üzrə müntəzəm hava daşımalarını yerinə yetirmək hüququna malik olacaqdır:

Yoladüşmə məntəqələri	Tə'yinat məntəqələri
Avstriyadakı məntəqələr	Azərbaycandakı məntəqələr

B) Azərbaycan Respublikası Hökuməti tərəfindən təyin edilmiş aviasiya şirkəti (şirkətləri) hər iki istiqamətdə aşağıda göstərilən marşrutlar üzrə müntəzəm hava daşımalarını yerinə yetirmək hüququna malik olacaqdır:

Yoladüşmə məntəqələri	Tə'yinat məntəqələri
Azərbaycandakı məntəqələr	Avstriyadakı məntəqələr

C) Razılığa gələn hər bir Tərəfin təyin etdiyi aviasiya şirkəti (şirkətləri) hər hansı aralıq məntəqələrə və onlardan kənarında yerləşən məntəqələrə hava sərbəstliyinin beşinci dərəcə kommersiya hüquqlarını həyata keçirmədən xidmət göstərə bilər.

Hava sərbəstliyinin beşinci dərəcə hüquqlarının vaxtaşırı həyata keçirilməsi Razılığa gələn iki Tərəfin aviasiya hakimiyyət orqanları arasında razılaşdırıla bilər.

[ENGLISH TEXT — TEXTE ANGLAIS]

AIR TRANSPORT AGREEMENT BETWEEN THE AUSTRIAN FEDERAL GOVERNMENT AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF AZERBAIJAN

The Austrian Federal Government and the Government of the Republic of Azerbaijan Hereinafter called in this Agreement the Contracting Parties.

Being Parties to the Convention on International Civil Aviation, opened for signature at Chicago on the seventh of December, 1944.

Desiring to conclude an Agreement, supplementary to the said Convention, for the purpose of establishing scheduled air services between and beyond their respective territories, Have agreed as follows:

Article I. Definitions

For the purpose of this Agreement, unless the context otherwise requires:

(a) The term "Contracting Party" means the Austrian Federal Government on the one hand and the Government of the Republic of Azerbaijan on the other;

(b) The term "the Convention" means the Convention on International Civil Aviation, opened for signature at Chicago, on the seventh day of December, 1944, and includes any Annex adopted under Article 90 of that Convention and any amendment of the Annex or Convention under Articles 90 and 94 thereof insofar as these have become effective for both Contracting Parties;

(c) The term "aeronautical authorities" means, in the case of the Austrian Federal Government the Federal Minister for Transport, Innovation and Technology and, in the case of the Government of the Republic of Azerbaijan the General Director of the State Concern of Civil Aviation "Azerbaijan Hava Yollari", or, in both cases, any other authority legally empowered to perform the functions exercised now by the said authorities;

(d) The term "territory" in relation to a state means the land areas and waters adjacent thereto under the sovereignty of that State;

(e) The term "air service" means any scheduled air service performed by aircraft for the public transport of passengers, mail or cargo;

(f) The term "international air service" means an air service which passes through the air space over the territory of more than one State;

(g) The term "airline" means any air transport enterprise offering or operating an international air service;

(h) The term "designated airline" means an airline which has been designated and authorized in accordance with Article 3 of the present Agreement;

(i) The term "stop for non-traffic purpose" means a landing for any purpose other than taking on or discharging passengers, cargo or mail;

(j) The term "capacity" means:

(i) In relation to an aircraft, the payload of that aircraft available on a route or section of a route;

(ii) In relation to a specified air service, the capacity of the aircraft used on such service, multiplied by the frequency operated by such aircraft over a given period on a route or a section of a route.

Article 2. Traffic rights

(1) Each Contracting Party grants to the other Contracting Party the following rights in respect of its scheduled international air services:

(a) the right to fly across its territory without landing;

(b) the right to make stops in its territory for non-traffic purposes.

(2) Each Contracting Party grants to the other Contracting Party the rights specified in this Agreement for the purpose of establishing scheduled international air services on the routes specified in the Annex. Such services and routes are hereafter called "the agreed services" and "the specified routes" respectively. While operating an agreed service on a specified route, the airline(s) designated by each Contracting Party shall enjoy, in addition to the rights specified in paragraph 1 of this Article, the right to make stops in the territory of the other Contracting Party at the points specified for that route in the schedule for the purpose of taking on board and discharging passengers and cargo including mail.

(3) Nothing in paragraph 2 of this Article shall be deemed to confer on the airline(s) of one Contracting Party the privilege of taking on board, in the territory of the other Contracting Party, passengers and cargo including mail carried for hire or reward and destined for another point in the territory of that other Contracting Party.

Article 3. Necessary authorizations

(1) Each Contracting Party shall have the right to designate in writing to the other Contracting Party one airline or several airlines for the purpose of operating the agreed services on the specified routes.

(2) On receipt of such designation, the aeronautical authorities of the other Contracting Party shall, subject to the provisions of paragraphs 4 and 5 of this Article, without delay grant to a designated airline the appropriate operating authorizations.

(3) Each Contracting Party shall have the right, by written notification to the other Contracting Party, to withdraw the designation of any such airline and to designate another one.

(4) An airline designated by either Contracting Party may be required to satisfy the other Contracting Party that it is qualified to fulfil the conditions prescribed by the laws and regulations normally and reasonably applied by this Contracting Party to the operation of international air services in conformity with the provisions of the Convention.

(5) Each Contracting Party shall have the right to refuse to grant the operating authorizations referred to in paragraph 2 of this Article, or to impose such conditions as it may

deem necessary on the exercise by a designated airline of the rights specified in Article 2 of the present Agreement, in any case where the said Contracting Party is not satisfied that substantial ownership and effective control of that airline are vested in the Contracting Party designated the airline or in its nationals.

(6) When an airline has been so designated and authorized, it may at any time begin to operate the agreed services, provided that a tariff, established in accordance with the provisions of Article 11 of the present Agreement, is in force and an agreement in accordance with the provisions of Article 5 of the present Agreement has been reached in respect of that service.

Article 4. Suspension and revocation

(1) Each Contracting Party shall have the right to suspend the exercise of the rights specified in Article 2 of the present Agreement by the airline(s) designated by the other Contracting Party, or to revoke the operating authorization, or to impose such conditions as it may deem necessary on the exercise of these rights:

(a) in any case where it is not satisfied that substantial ownership and effective control of said airline(s) are vested in the Contracting Party designating the airline(s) or in its nationals, or

(b) in the case of failure by said airline(s) to comply with the laws or regulations of the Contracting Party granting these rights, or

(c) in case the airline(s) otherwise fail(s) to operate in accordance with the conditions prescribed under the present Agreement.

(2) Unless immediate suspension, revocation or imposition of the conditions mentioned in paragraph 1 of this Article is essential to prevent further infringements of laws or regulations, such right shall be exercised only after consultations with the other Contracting Party. In such a case consultations shall begin within a period of sixty (60) days from the date of request made by either Contracting Party for consultations.

Article 5. Capacity regulations

The capacity to be operated on the agreed scheduled air services shall be subject to the following conditions:

(1) There shall be fair and equal opportunity for the designated airline(s) of both Contracting Parties to operate the agreed services on the specified routes.

(2) In operating the agreed services, the airline(s) of each Contracting Party shall take into account the interests of the airline(s) of the other Contracting Party so as not to affect unduly the services which the latter provide(s) on the whole or part of the same routes.

(3) The agreed services provided by the designated airline(s) of the Contracting Parties shall bear close relationship to the requirements of the public for transportation on the specified routes and shall have as their primary objective the provision of capacity adequate to carry the current and reasonably anticipated requirements for the carriage of passengers,

cargo and mail between the territory of the Contracting Party designating the airline(s) and the countries of ultimate destination of the traffic.

(4) Provisions for the carriage of passengers, cargo and mail both taken up and put down at points on the specified routes in the territories of States other than that designating the airline(s), shall be made in accordance with the general principle that capacity shall be related to:

- (a) traffic requirements between the country of origin and the countries of destination;
- (b) traffic requirements of the area through which the airline(s) pass(es), after taking account of local and regional services established by airlines of the States comprising the area; and
- (c) the requirements of through-airline operations.

(5) The schedules of the agreed services shall be submitted for approval to the aeronautical authorities of both Contracting Parties at least thirty (30) days before the proposed date of their introduction. In special cases, this time limit may be reduced subject to the consent of the said authorities.

(6) The schedules established for one season in accordance with the provisions of this Article shall remain in force for corresponding seasons until new schedules have been established in accordance with the provisions of this Article.

Article 6. Recognition of certificates and licences

(1) Certificates of airworthiness, certificates of competency and licences issued or rendered valid by one Contracting Party, and still in force, shall be recognized as valid by the other Contracting Party for the purpose of operating the agreed services.

(2) Each Contracting Party reserves the right, however, to refuse to recognize, for the purpose of flights above its own territory, certificates of competency and licences granted to its own nationals or rendered valid by another State.

Article 7. Exemption from customs and other duties

(1) Aircraft operated on international services by the airline(s) designated by each Contracting Party, as well as their regular equipment, supplies of fuel and lubricants and the aircraft stores (including food, beverages and tobacco) on board such aircraft shall be exempt from all customs duties, inspection fees and other duties or taxes on arriving in the territory of the other Contracting Party, provided such equipment and supplies remain on board the aircraft up to such time as they are re-exported.

(2) There shall also be exempt from the same duties and taxes with the exception of charges corresponding to the service performed:

(a) aircraft stores taken on board in the territory of either Contracting Party, within limits fixed by the authorities of said Contracting Party, and for use on board the aircraft engaged on a specified route of the other Contracting Party;

(b) spare parts entered into the territory of either Contracting Party for the maintenance or repair of aircraft used on a specified route by the designated airline(s) of the other Contracting Party;

(c) fuel and lubricants destined to supply aircraft operated on a specified route by the designated airline(s) of the other Contracting Party, even if these supplies are to be used on the part of the journey performed over the territory of the Contracting Party in which they are taken on board.

Materials referred to in sub-paragraphs (a), (b) and (c) above may be required to be kept under customs supervision or control.

(3) The regular airborne equipment, as well as the materials and supplies retained on board the aircraft of either Contracting Party may be unloaded in the territory of the other Contracting Party only with the approval of the customs authorities of that Contracting Party. In such case, they may be placed under the supervision of said authorities up to such time as they are re-exported or otherwise disposed of in accordance with customs regulations.

Article 8. Taxation

(1) Profits of an enterprise of a Contracting State from the operation of aircraft in international traffic shall be taxable only in that State.

(2) Capital represented by aircraft operated in international traffic and by movable property pertaining to the operation of such aircraft by an enterprise of a Contracting State shall be taxable only in that State.

(3) Where a special Agreement for the avoidance of double taxation with respect to taxes on income and on capital exists between the Contracting Parties, the provisions of the latter shall prevail.

Article 9. Direct transit traffic

(1) Passengers, baggage, cargo and mail in direct transit across the territory of either Contracting Party and not leaving the area of the airport reserved for such purpose shall, except in respect of security measures against violence, air piracy and smuggling of narcotic drugs, be subject to no more than a simplified control.

(2) Baggage, cargo and mail in direct transit shall be exempt from customs duties and other similar taxes.

Article 10. Aviation security

(1) Consistent with their rights and obligations under international law, the Contracting Parties reaffirm their obligation to each other to protect the security of civil aviation against acts of unlawful interference. Without limiting the generality of their rights and obligations under international law the Contracting Parties shall, in particular, act in conformity with the provisions of the Convention on Offences and Certain Other Acts Committed on Board Aircraft signed at Tokyo on 14 September 1963, the Convention for the Suppression of Un-

lawful Seizure of Aircraft signed at The Hague on 16 December 1970, the Convention for the Suppression of Unlawful Acts against the Safety of Civil Aviation signed at Montreal on 23 September 1971 and the Protocol for the Suppression of Unlawful Acts of Violence at Airports Serving International Civil Aviation signed at Montreal on 24 February 1988 or of any other Aviation Security Conventions to which the two parties may adhere.

(2) The Contracting Parties shall provide upon request all necessary assistance to each other to prevent acts of unlawful seizure of civil aircraft and other unlawful acts against the safety of such aircraft, their passengers and crew, airports and air navigation facilities, and any other threat to the security of civil aviation.

(3) The Contracting Parties shall, in their mutual relations, act in conformity with the aviation security provisions established by the International Civil Aviation Organization and designated as Annexes to the Convention on International Civil Aviation to the extent that such security provisions are applicable to the Contracting Parties; they shall require that operators of aircraft of their registry or operators of aircraft who have their principal place of business or permanent residence in their territory and the operators of airports in their territory act in conformity with such aviation security provisions.

(4) Each Contracting Party agrees that such operators of aircraft shall be required to observe the aviation security provisions referred to in paragraph 3 above required by the other Contracting Party for entry into, departure from, or while within the territory of that other Contracting Party. Each Contracting Party shall ensure that adequate measures are effectively applied within its territory to protect the aircraft and to inspect passengers, crew, carry-on items, baggage, cargo and aircraft stores prior to and during boarding or loading. Each Contracting Party shall also give sympathetic consideration to any request from the other Contracting Party for reasonable special security measures to meet a particular threat.

(5) When an incident or threat of an incident of unlawful seizure of civil aircraft or other unlawful acts against the safety of such aircraft, their passengers and crew, airports or air navigation facilities occurs, the Contracting Parties shall assist each other by facilitating communications and other appropriate measures intended to terminate rapidly and safely such incident or threat thereof.

(6) Should a Contracting Party depart from the aviation security provisions of this Article, the aeronautical authorities of the other Contracting Party may request immediate consultations with the aeronautical authorities of that Party.

Article 11. Transport tariffs

(1) The tariffs to be charged by the airline(s) of one Contracting Party for the carriage to or from the territory of the other Contracting Party shall be established at reasonable levels, due regard being paid to all relevant factors including cost of operation, reasonable profit and characteristics of service, such as standards of speed and accommodation.

(2) The tariffs referred to in paragraph 1 of this Article shall be agreed upon by the designated airlines of both Contracting Parties.

(3) Agreements according to paragraph 2 above may, if possible, be reached through the rate-fixing machinery of the International Air Transport Association.

(4) The tariffs so agreed upon shall be submitted for approval to the aeronautical authorities of the Contracting Parties at least thirty (30) days before the proposed date of their introduction; in special cases this time limit may be reduced, subject to the consent of the said authorities.

(5) If the designated airlines cannot agree on any of these tariffs, or if for some other reasons a tariff cannot be fixed in accordance with paragraph 2 of this Article, or if during the first fifteen (15) days of the thirty (30) days period referred to in paragraph 4 of this Article, the aeronautical authorities of one Contracting Party give the aeronautical authorities of the other Contracting Party notice of their dissatisfaction with any tariff agreed upon in accordance with the provisions of paragraph 2 of this Article, the aeronautical authorities of the Contracting Parties shall endeavour to agree upon the tariffs.

(6) If the aeronautical authorities cannot agree on the approval of any tariff submitted to them under paragraph 4 above or on the determination of any tariff under paragraph 5, the Contracting Parties shall endeavour to agree upon the tariffs.

(7) No tariff shall come into force unless the aeronautical authorities of either Contracting Party have approved of it.

(8) The tariffs established in accordance with the provisions of this Article shall remain in force until new tariffs have been established in accordance with the provisions of this Article.

Article 12. Transfer of net revenues

(1) Each Contracting Party grants to the designated airline(s) of the other Contracting Party the right of free transfer of the excess of receipts over expenditure, earned on its territory in connection with the carriage of passengers, baggage, mail and freight by the designated airline(s) of the other Contracting Party, in a freely convertible currency at the official rate of exchange on the day the transfer is made. Transfers shall be effected immediately, at the latest within ten (10) banking days after the date of request, without any limits and taxes.

(2) Where a special payment agreement exists between the Contracting Parties, payments shall be effected in accordance with the provisions of that agreement.

Article 13. Representation; ticketing and sales promotion

(1) The designated airline(s) of each Contracting Party shall have an equal opportunity to employ, bring and accommodate, subject to the laws and regulations of the other Contracting Party, the technical and commercial personnel for the performance of the agreed services on the specified routes and to establish and operate offices in the territory of the other Contracting Party.

(2) The designated airline(s) of each Contracting Party shall further have an equal opportunity to issue and sell against convertible currency all kinds of documents of carriage and to advertise and promote sales in the territory of the other Contracting Party.

Article 14. Provision of statistics

(1) The aeronautical authorities of one Contracting Party shall supply to the aeronautical authorities of the other Contracting Party at their request periodic or other statements of statistics.

(2) Such statements shall include all information required to determine the amount of traffic carried by the airline(s) on the agreed services and the origin and destination of such traffic.

Article 15. Consultations and modifications

(1) In a spirit of close co-operation, the aeronautical authorities of the Contracting Parties shall consult each other from time to time with a view to ensuring the implementation of, and satisfactory compliance with, the provisions of the present Agreement and the Annex thereto.

(2) If either of the Contracting Parties considers it desirable to modify any provision of the present Agreement, it may request consultations with the other Contracting Party. Such consultations (which may be prepared by discussions between the aeronautical authorities), shall begin within a period of sixty (60) days of the date of request, unless both Contracting Parties agree to an extension of this period. Modifications so agreed upon shall be approved by each Contracting Party in accordance with its constitutional procedures.

(3) Modifications to the Annex shall be agreed upon between the appropriate authorities of the Contracting Parties.

Article 16. Settlement of disputes

(1) If any dispute arises between the Contracting Parties relating to the interpretation or application of the present Agreement, the Contracting Parties shall in the first place endeavour to settle it by negotiations.

(2) If the Contracting Parties fail to reach a settlement by negotiations, they may agree to refer the dispute for decision to some person or body; if they do not so agree, the dispute shall, at the request of either Contracting Party, be submitted for decision to a tribunal of three arbitrators, one to be nominated by each Contracting Party and the third to be appointed by the two so nominated. Each of the Contracting Parties shall nominate an arbitrator within a period of sixty (60) days from the date of receipt by either Contracting Party from the other of a notice through diplomatic channels requesting arbitration of the dispute and the third arbitrator shall be appointed within a further period of sixty (60) days. If either of the Contracting Parties fails to nominate an arbitrator within the period specified, or if the third arbitrator is not appointed within the period specified, the President of the Council of the International Civil Aviation Organization may be requested by either Contracting Party to appoint an arbitrator or arbitrators as the case requires. In any case, the third arbitrator shall be a national of a third State and shall act as president of the arbitral body.

(3) The Contracting Parties undertake to comply with any decisions taken under paragraph 2 of this Article.

(4) If and for so long as either Contracting Party fails to comply with a decision taken under paragraph 2 of this Article, the other Contracting Party may limit, suspend or revoke any rights or privileges which it has granted by virtue of this Agreement to the Contracting Party in default.

(5) Each Contracting Party shall bear the expenses and remuneration necessary for its arbitrator; the fee for the third arbitrator and the expenses necessary for this one as well as those due to the activity of the arbitration shall be equally shared by the Contracting Parties.

Article 17. Termination

(1) Either Contracting Party may at any time give written notice through diplomatic channels to the other Contracting Party of its decision to terminate the present Agreement; such notice shall be simultaneously communicated to the Council of the International Civil Aviation Organization and the Secretariat of the United Nations.

(2) In such case the Agreement shall terminate twelve (12) months after the date of receipt of the notice by the other Contracting Party, unless the notice to terminate is withdrawn by agreement before the expiry of this period. In the absence of acknowledgement of receipt by the other Contracting Party, notice shall be deemed to have been received fourteen (14) days after the receipt of the notice by the International Civil Aviation Organization.

Article 18. Registration

This Agreement and all amendments thereto shall be registered with the Council of the International Civil Aviation Organization.

Article 19. Entry into force

This Agreement shall enter into force on the first day of the second month, following the date on which the two Contracting Parties have notified each other in an exchange of diplomatic notes that the requirements for its entry into force under their respective constitutional procedures have been fulfilled.

In witness whereof the undersigned Plenipotentiaries, being duly authorized thereto by their respective Governments, have signed the present Agreement.

Done in duplicate at Vienna this 4th day of July 2000 in the German, Azerbaijani and English languages, each version being equally authentic.

In case of dispute the English version shall prevail.

For the Austrian Federal Government:

DR. BENITA FERRERO-WALDNER

For the Government of the Republic of Azerbaijan:

VILAYET QULIYEV

ANNEX

A. The airline(s) designated by the Austrian Federal Government shall be entitled to operate scheduled air services in both directions on routes specified hereafter:

Points of departure:

Points in Austria

Points of arrival:

Points in Azerbaijan

B. The airline(s) designated by the Government of the Azerbaijan Republic shall be entitled to operate scheduled air services in both directions on routes specified hereafter:

Points of departure:

Points in Azerbaijan

Points of arrival:

Points in Austria

C. Any intermediate points and points beyond may be served by the designated airline(s) of each Contracting Party without exercising Fifth Freedom traffic rights.

The eventual exercise of Fifth Freedom traffic rights may be agreed upon by the aeronautical authorities of the two Contracting Parties.

**LUFTVERKEHRSABKOMMEN
ZWISCHEN DER ÖSTERREICHISCHEN BUNDESREGIERUNG UND DER
REGIERUNG DER REPUBLIK ASERBAIDCHAN**

Die Österreichische Bundesregierung und die Regierung der Republik Aserbaidschan

In diesem Abkommen in der Folge die Vertragsparteien genannt,

Als Vertragsparteien des am 7. Dezember 1944 in Chicago zur Unterzeichnung aufgelegten Abkommens über die Internationale Zivilluftfahrt,

Vom Wunsche geleitet, in Ergänzung des genannten Abkommens ein Abkommen zum Zwecke der Einrichtung eines planmäßigen Flugverkehrs zwischen ihren Hoheitsgebieten und darüber hinaus abzuschließen,

Haben folgendes vereinbart:

Artikel I

Begriffsbestimmungen

Im Rahmen dieses Abkommens, sofern nicht der Zusammenhang etwas anderes erfordert:

- a) Bedeutet der Ausdruck „Vertragspartei“ die Österreichische Bundesregierung auf der einen Seite und die Regierung der Republik Aserbaidschan auf der anderen Seite;
- b) bedeutet der Ausdruck „die Konvention“ das am 7. Dezember 1944 in Chicago zur Unterzeichnung aufgelegte Abkommen über die Internationale Zivilluftfahrt und schließt jeden gemäß Artikel 90 dieser Konvention angenommenen Anhang sowie jede Abänderung des Anhangs oder der Konvention gemäß deren Artikel 90 und 94 ein, sofern diese für beide Vertragsparteien in Kraft getreten sind;
- c) bedeutet der Ausdruck „Luftfahrtbehörden“ im Falle der Österreichischen Bundesregierung den Bundesminister für Verkehr, Innovation und Technologie und im Falle der Republik Aserbaidschan den Generaldirektor des Staatsunternehmens für Zivilluftfahrt „Aserbaidschan Hava Yolları“ oder in beiden Fällen jede andere Behörde, die zur Wahrnehmung der gegenwärtig von den genannten Behörden ausgeübten Funktionen gesetzlich befugt ist;
- d) bedeutet der Ausdruck „Hoheitsgebiet“ in bezug auf einen Staat die Landgebiete und daran angrenzenden Küstengewässer, die unter der Staatshoheit dieses Staates stehen;
- e) bedeutet der Ausdruck „Fluglinie“ jede planmäßige Luftverkehrsverbindung, die mit Luftfahrzeugen zur öffentlichen Beförderung von Fluggästen, Post oder Fracht betrieben wird;
- f) bedeutet der Ausdruck „internationale Fluglinie“ eine Fluglinie, die den Luftraum über dem Hoheitsgebiet von mehr als einem Staat durchquert;
- g) bedeutet der Ausdruck „Fluglinienunternehmen“ jedes Luftverkehrsunternehmen, das eine internationale Fluglinie anbietet oder betreibt;
- h) bedeutet der Ausdruck „namhaft gemachtes Fluglinienunternehmen“ ein Fluglinienunternehmen, das in Übereinstimmung mit Artikel 3 des vorliegenden Abkommens namhaft gemacht und zugelassen worden ist;
- i) bedeutet der Ausdruck „nichtgewerbliche Landung“ eine Landung zu jedem anderen Zweck als zum Aufnehmen oder Absetzen von Fluggästen, Fracht oder Post;
- j) bedeutet der Ausdruck „Beförderungskapazität“:
 - i) in bezug auf ein Luftfahrzeug, die auf einer Flugstrecke oder einem Flugstreckenabschnitt zur Verfügung stehende Nutzlast dieses Luftfahrzeuges;
 - ii) in bezug auf eine festgelegte Fluglinie, die Beförderungskapazität der auf dieser Fluglinie eingesetzten Luftfahrzeuge, multipliziert mit der von diesen Luftfahrzeugen innerhalb eines gegebenen Zeitraumes auf einer Flugstrecke oder einem Flugstreckenabschnitt betriebenen Frequenz.

Artikel 2

Verkehrsrechte

(1) Jede Vertragspartei gewährt der anderen Vertragspartei hinsichtlich ihrer planmäßigen internationalen Fluglinien die folgenden Rechte:

- a) das Recht, ihr Hoheitsgebiet ohne Landung zu überfliegen;
- b) das Recht, in ihrem Hoheitsgebiet Landungen zu nichtgewerblichen Zwecken durchzuführen.

(2) Jede Vertragspartei gewährt der anderen Vertragspartei zum Zwecke der Einrichtung planmäßiger internationaler Fluglinien auf den im Anhang festgelegten Flugstrecken die in diesem Abkommen angeführten Rechte. Diese Fluglinien und Flugstrecken werden in der Folge „die vereinbarten Fluglinien“ bzw. „die festgelegten Flugstrecken“ genannt. Beim Betrieb einer vereinbarten Fluglinie auf einer festgelegten Flugstrecke genießt das bzw. genießen die von jeder Vertragspartei namhaft gemachte(n) Fluglinienunternehmen zusätzlich zu den in Absatz 1 dieses Artikels genannten Rechten, das Recht, auf den für diese Flugstrecke im Flugstreckenplan festgelegten Punkten Landungen im Hoheitsgebiet der anderen Vertragspartei durchzuführen, um Fluggäste und Fracht, einschließlich Post, aufzunehmen und abzusetzen.

(3) Keine Bestimmung in Absatz 2 dieses Artikels ist dahingehend auszulegen, daß dem bzw. den Fluglinienunternehmen einer Vertragspartei das Vorrecht eingeräumt wird, im Hoheitsgebiet der anderen Vertragspartei Fluggäste und Fracht, einschließlich Post, die für einen anderen Punkt im Hoheitsgebiet dieser anderen Vertragspartei bestimmt sind, zur entgeltlichen Beförderung aufzunehmen.

Artikel 3

Erforderliche Bewilligungen

(1) Jede Vertragspartei hat das Recht, der anderen Vertragspartei schriftlich ein oder mehrere Fluglinienunternehmen für den Betrieb der vereinbarten Fluglinien auf den festgelegten Flugstrecken namhaft zu machen.

(2) Bei Erhalt einer solchen Namhaftmachung erteilen die Luftfahrtbehörden der anderen Vertragspartei, vorbehaltlich der Bestimmungen der Absätze 4 und 5 dieses Artikels, einem namhaft gemachten Fluglinienunternehmen unverzüglich die entsprechenden Betriebsbewilligungen.

(3) Jede Vertragspartei hat das Recht, durch schriftliche Benachrichtigung der anderen Vertragspartei, die Namhaftmachung eines solchen Fluglinienunternehmens zurückzuziehen und ein anderes namhaft zu machen.

(4) Von einem seitens einer der Vertragsparteien namhaft gemachten Fluglinienunternehmen kann verlangt werden, der anderen Vertragspartei den Nachweis zu erbringen, daß es in der Lage ist, die durch die Gesetze und Vorschriften vorgeschriebenen Bedingungen zu erfüllen, die von dieser Vertragspartei in Übereinstimmung mit den Bestimmungen der Konvention üblicher- und billigerweise auf den Betrieb internationaler Fluglinien angewendet werden.

(5) Jede Vertragspartei hat das Recht, die Erteilung der in Absatz 2 dieses Artikels genannten Betriebsbewilligungen zu verweigern, oder für die Ausübung der in Artikel 2 des vorliegenden Abkommens angeführten Rechte durch ein namhaft gemachtes Fluglinienunternehmen die von ihr für erforderlich erachteten Bedingungen in jedem Fall aufzuerlegen, in dem die genannte Vertragspartei nicht überzeugt ist, daß die Eigentumsmehrheit und die tatsächliche Kontrolle dieses Fluglinienunternehmens bei der Vertragspartei, die es namhaft gemacht hat, oder bei ihren Staatsangehörigen liegen.

(6) Ist ein Fluglinienunternehmen auf diese Weise namhaft gemacht und zugelassen worden, so kann es jederzeit den Betrieb der vereinbarten Fluglinien aufnehmen, vorausgesetzt, daß ein gemäß den Bestimmungen von Artikel 11 des vorliegenden Abkommens erstellter Tarif in Kraft ist und eine Vereinbarung gemäß den Bestimmungen von Artikel 5 des vorliegenden Abkommens in bezug auf diese Fluglinie getroffen wurde.

Artikel 4

Aussetzung und Widerruf

(1) Jede Vertragspartei hat das Recht, die Ausübung der in Artikel 2 des vorliegenden Abkommens festgelegten Rechte durch das bzw. die von der anderen Vertragspartei namhaft gemachte(n) Fluglinien-

unternehmen auszusetzen, oder die Betriebsbewilligung zu widerrufen, oder für die Ausübung dieser Rechte die von ihr für erforderlich erachteten Bedingungen aufzuerlegen:

- a) in jedem Fall, in dem sie nicht überzeugt ist, daß die Eigentumsmehrheit und die tatsächliche Kontrolle dieses bzw. dieser Fluglinienunternehmen(s) bei der Vertragspartei, die das bzw. die Fluglinienunternehmen namhaft gemacht hat, oder bei ihren Staatsangehörigen liegen, oder
- b) falls diese(s) Fluglinienunternehmen es unterläßt bzw. unterlassen, die Gesetze oder Vorschriften der Vertragspartei zu befolgen, die diese Rechte gewährt, oder
- c) falls das bzw. die Fluglinienunternehmen es in anderer Weise unterläßt bzw. unterlassen, den Betrieb gemäß den im vorliegenden Abkommen vorgeschriebenen Bedingungen durchzuführen.

(2) Dieses Recht wird nur nach Beratungen mit der anderen Vertragspartei ausgeübt, es sei denn, daß sofortige(r) Aussetzung, Widerruf oder Auferlegung der in Absatz 1 dieses Artikels genannten Bedingungen unbedingt erforderlich ist, um weitere Verstöße gegen Gesetze oder Vorschriften zu verhindern. In diesem Fall beginnen die Beratungen innerhalb von sechzig (60) Tagen ab dem Zeitpunkt, zu dem eine der beiden Vertragsparteien um Beratungen ersucht hat.

Artikel 5

Kapazitätsvorschriften

Die auf den vereinbarten planmäßigen Fluglinien bereitgestellte Kapazität unterliegt folgenden Bedingungen:

(1) Dem bzw. den namhaft gemachten Fluglinienunternehmen beider Vertragsparteien ist in gerechter und gleicher Weise Gelegenheit zum Betrieb der vereinbarten Fluglinien auf den festgelegten Flugstrecken zu geben.

(2) Beim Betrieb der vereinbarten Fluglinien hat das bzw. haben die Fluglinienunternehmen jeder Vertragspartei die Interessen des bzw. der Fluglinienunternehmen(s) der anderen Vertragspartei zu berücksichtigen, um nicht die von letzterem bzw. letzteren auf den gleichen Flugstrecken oder einem Teil derselben betriebenen Fluglinien ungebührlich zu beeinträchtigen.

(3) Die vereinbarten Fluglinien, die von dem bzw. den namhaft gemachten Fluglinienunternehmen der Vertragsparteien betrieben werden, haben in enger Beziehung zur Verkehrsnachfrage der Öffentlichkeit auf den festgelegten Flugstrecken zu stehen; vorrangiges Ziel hat die Bereitstellung einer Kapazität zu sein, die die bestehende und vernünftigerweise vorhersehbare Nachfrage für die Beförderung von Fluggästen, Fracht und Post zwischen dem Hoheitsgebiet der das bzw. die Fluglinienunternehmen namhaft machenden Vertragspartei und den Zielländern des Verkehrs deckt.

(4) Das Beförderungsangebot für Fluggäste, Fracht und Post, die an Punkten auf den festgelegten Flugstrecken im Hoheitsgebiet anderer Staaten als desjenigen, der das bzw. die Flugunternehmen namhaft gemacht hat, aufgenommen oder abgesetzt werden, hat im Einklang mit dem allgemeinen Grundsatz zu erfolgen, daß die Beförderungskapazität entsprechen soll:

- a) der Verkehrsnachfrage zwischen dem Ausgangsland und den Bestimmungsländern;
- b) der Verkehrsnachfrage in dem Gebiet, welches von dem bzw. den Fluglinienunternehmen durchquert wird, wobei lokale und regionale Fluglinien, die von den Fluglinienunternehmen der Staaten, die dieses Gebiet umfassen, eingerichtet wurden, zu berücksichtigen sind; und
- c) den Erfordernissen des Durchgangsverkehrs.

(5) Die Flugpläne der vereinbarten Fluglinien sind den Luftfahrtbehörden beider Vertragsparteien mindestens dreißig (30) Tage vor dem für ihre Einführung vorgeschlagenen Zeitpunkt zur Genehmigung vorzulegen. In besonderen Fällen kann diese Frist, vorbehaltlich der Zustimmung der genannten Behörden, herabgesetzt werden.

(6) Die gemäß den Bestimmungen dieses Artikels für eine Flugplanperiode erstellten Flugpläne bleiben für entsprechende Flugplanperioden in Kraft, bis neue Flugpläne gemäß den Bestimmungen dieses Artikels erstellt worden sind.

Artikel 6

Anerkennung von Zeugnissen und Ausweisen

(1) Lufttüchtigkeitszeugnisse, Befähigungszeugnisse und Ausweise, die von einer Vertragspartei ausgestellt oder für gültig erklärt wurden und noch gültig sind, werden von der anderen Vertragspartei für den Betrieb der vereinbarten Fluglinien als gültig anerkannt.

(2) Jede Vertragspartei behält sich jedoch das Recht vor, für Flüge über ihr eigenes Hoheitsgebiet die Anerkennung von Befähigungszeugnissen und Ausweisen zu verweigern, die für ihre eigenen Staatsangehörigen von einem anderen Staat ausgestellt oder für gültig erklärt worden sind.

Artikel 7

Befreiung von Zöllen und anderen Abgaben

(1) Die von dem bzw. den durch die Vertragsparteien namhaft gemachten Fluglinienunternehmen auf internationalen Fluglinien betriebenen Luftfahrzeuge sowie deren übliche Ausrüstung, Treib- und Schmierstoffvorräte sowie Bordvorräte (einschließlich Nahrungsmittel, Getränke und Tabak), die sich an Bord dieser Luftfahrzeuge befinden, sind bei der Ankunft im Hoheitsgebiet der anderen Vertragspartei von allen Zöllen, Inspektionsgebühren und sonstigen Abgaben oder Steuern befreit, vorausgesetzt, daß diese Ausrüstungsgegenstände und Vorräte bis zu ihrer Wiederausfuhr an Bord des Luftfahrzeuges verbleiben.

(2) Weiters sind von diesen Abgaben und Steuern, mit Ausnahme der für erbrachte Dienstleistungen zu entrichtenden Entgelte, befreit:

- a) Bordvorräte innerhalb der von den Behörden der jeweils betroffenen Vertragspartei festgesetzten Grenzen, die im Hoheitsgebiet einer der Vertragsparteien an Bord genommen werden und zur Verwendung an Bord der auf einer festgelegten Flugstrecke der anderen Vertragspartei eingesetzten Luftfahrzeuge bestimmt sind;
- b) Ersatzteile, die in das Hoheitsgebiet einer der Vertragsparteien zum Zwecke der Wartung oder Instandsetzung von Luftfahrzeugen eingeführt werden, die von dem bzw. den namhaft gemachten Fluglinienunternehmen der anderen Vertragspartei auf einer festgelegten Flugstrecke eingesetzt werden.
- c) Treib- und Schmierstoffe, die zur Versorgung von Luftfahrzeugen bestimmt sind, die von dem bzw. den namhaft gemachten Fluglinienunternehmen der anderen Vertragspartei auf einer festgelegten Flugstrecke betrieben werden, selbst wenn diese Vorräte während des Fluges über dem Hoheitsgebiet der Vertragspartei, in dem sie an Bord genommen wurden, verwendet werden sollen.

Es kann verlangt werden, daß die in den obigen Absätzen a, b und c genannten Gegenstände unter Zollaufsicht oder Zollkontrolle bleiben.

(3) Die übliche Bordausrüstung sowie die Gegenstände und Vorräte, die sich an Bord der Luftfahrzeuge einer der Vertragsparteien befinden, dürfen im Hoheitsgebiet der anderen Vertragspartei nur mit Genehmigung der Zollbehörden dieser Vertragspartei entladen werden. In diesem Fall können sie bis zu ihrer Wiederausfuhr oder anderweitigen Verfügung im Einklang mit den Zollvorschriften unter die Aufsicht der genannten Behörden gestellt werden.

Artikel 8

Besteuerung

(1) Gewinne eines Fluglinienunternehmens einer Vertragspartei aus dem Betrieb von Luftfahrzeugen im internationalen Verkehr unterliegen nur in diesem Staat der Besteuerung.

(2) Kapital in Form der von einem Fluglinienunternehmen eines Vertragsstaates im internationalen Verkehr eingesetzten Luftfahrzeuge sowie des mit dem Betrieb solcher Luftfahrzeuge zusammenhängenden beweglichen Vermögens unterliegt nur in diesem Staat der Besteuerung.

(3) Besteht ein besonderes Abkommen zur Vermeidung von Doppelbesteuerung hinsichtlich der Einkommens- und Kapitalsteuer zwischen den Vertragsparteien, so gelten dessen Bestimmungen.

Artikel 9

Direkter Transitverkehr

(1) Fluggäste, Gepäck, Fracht und Post im direkten Transitverkehr durch das Hoheitsgebiet einer der Vertragsparteien, die den für diesen Zweck vorgesehenen Bereich des Flughafens nicht verlassen, unterliegen nur einer vereinfachten Kontrolle, ausgenommen im Hinblick auf Sicherheitsmaßnahmen gegen Gewalttaten, Luftpiraterie und Drogenschmuggel.

(2) Gepäck, Fracht und Post im direkten Transitverkehr sind von Zollgebühren und anderen ähnlichen Steuern befreit.

Artikel 10

Sicherheit der Zivilluftfahrt

(1) Im Einklang mit ihren völkerrechtlichen Rechten und Pflichten bekräftigen die Vertragsparteien ihre gegenseitige Verpflichtung, die Sicherheit der Zivilluftfahrt vor widerrechtlichen Eingriffen zu schützen. Ohne Beschränkung ihrer allgemeinen völkerrechtlichen Rechte und Pflichten handeln die Vertragsparteien insbesondere in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des am 14. September 1963 in Tokio unterzeichneten Abkommens über strafbare und bestimmte andere an Bord von Luftfahrzeugen begangene Handlungen, des am 16. Dezember 1970 in Den Haag unterzeichneten Übereinkommens zur Bekämpfung der widerrechtlichen Inbesitznahme von Luftfahrzeugen, des am 23. September 1971 in Montreal unterzeichneten Übereinkommens zur Bekämpfung widerrechtlicher Handlungen gegen die Sicherheit der Zivilluftfahrt, des am 24. Februar 1988 in Montreal unterzeichneten Protokolls zur Bekämpfung widerrechtlicher gewalttätiger Handlungen auf Flughäfen, die der internationalen Zivilluftfahrt dienen, oder jedes anderen Übereinkommens über die Sicherheit der Luftfahrt, welchem die beiden Parteien angehören.

(2) Die Vertragsparteien gewähren einander auf Ersuchen jede notwendige Hilfe, um Handlungen der widerrechtlichen Inbesitznahme von Zivilluftfahrzeugen und sonstige widerrechtliche Handlungen gegen die Sicherheit solcher Luftfahrzeuge, deren Fluggäste und Besatzungsmitglieder, von Flughäfen und Luftfahrteinrichtungen sowie jede sonstige Bedrohung der Sicherheit der Zivilluftfahrt zu verhindern.

(3) Die Vertragsparteien handeln in ihren gegenseitigen Beziehungen in Übereinstimmung mit den von der Internationalen Zivilluftfahrtorganisation festgelegten und als Anhänge zum Abkommen über die Internationale Zivilluftfahrt bezeichneten Sicherheitsbestimmungen für die Luftfahrt, sofern solche Sicherheitsbestimmungen auf die Vertragsparteien anwendbar sind; sie werden die Betreiber von bei ihnen eingetragenen Luftfahrzeugen oder die Betreiber von Luftfahrzeugen, die den Hauptgeschäftssitz oder ständigen Wohnsitz in ihrem Hoheitsgebiet haben, sowie die Betreiber von Flughäfen in ihrem Hoheitsgebiet dazu anhalten, daß sie in Übereinstimmung mit diesen Sicherheitsbestimmungen für die Luftfahrt handeln.

(4) Beide Vertragsparteien kommen überein, daß diese Betreiber von Luftfahrzeugen dazu angehalten sind, die von der anderen Vertragspartei geforderten, in Absatz 3 dieses Artikels genannten Sicherheitsbestimmungen für die Luftfahrt für die Einreise in das, die Ausreise aus dem und das Verweilen in dem Gebiet dieser anderen Vertragspartei zu befolgen. Beide Vertragsparteien tragen dafür Sorge, daß in ihrem Hoheitsgebiet geeignete Maßnahmen tatsächlich angewendet werden, um das Luftfahrzeug zu schützen und die Fluggäste, die Besatzungsmitglieder, die von ihnen mitgeführten Gegenstände, das Gepäck, die Fracht und die Bordvorräte sowohl vor dem Einsteigen und Beladen als auch währenddessen einer Kontrolle zu unterziehen. Jede der Vertragsparteien hat weiters jedwedes Ersuchen der anderen Vertragspartei zur Ergreifung angemessener Sondermaßnahmen zum Schutz vor einer konkreten Bedrohung wohlwollend zu behandeln.

(5) Kommt es zu einem Vorfall widerrechtlicher Inbesitznahme eines Zivilluftfahrzeuges oder sonstiger widerrechtlicher Handlungen gegen die Sicherheit eines solchen Luftfahrzeuges, seiner Fluggäste und Besatzungsmitglieder, von Flughäfen oder Luftfahrteinrichtungen, oder droht ein derartiger Vorfall, so gewähren die Vertragsparteien einander Hilfe durch erleichterten Informationsfluß und sonstige geeignete Maßnahmen zur schnellen und sicheren Beendigung eines derartigen Vorfalles oder der Gefahr eines solchen.

(6) Sollte eine Vertragspartei von den in diesem Artikel genannten Sicherheitsbestimmungen für die Luftfahrt abweichen, so können die Luftfahrtbehörden der anderen Vertragspartei um sofortige Beratungen mit den Luftfahrtbehörden dieser Partei ersuchen.

Artikel 11

Beförderungstarife

(1) Die von dem bzw. den Fluglinienunternehmen der einen Vertragspartei für die Beförderung in das oder aus dem Hoheitsgebiet der anderen Vertragspartei einzuhebenden Tarife sind unter gebührender Berücksichtigung aller maßgeblichen Faktoren, einschließlich der Betriebskosten, eines angemessenen Gewinnes und Charakteristika der Beförderung, wie Geschwindigkeit und Bequemlichkeit, in angemessener Höhe zu erstellen.

(2) Die in Absatz 1 dieses Artikels genannten Tarife sind von den namhaft gemachten Fluglinienunternehmen der beiden Vertragsparteien zu vereinbaren.

(3) Vereinbarungen gemäß Absatz 2 können, wenn möglich, durch das Tariffestsetzungsverfahren des Internationalen Luftverkehrsverbandes getroffen werden.

(4) Die so vereinbarten Tarife sind den Luftfahrtbehörden der Vertragsparteien mindestens dreißig (30) Tage vor dem für ihre Einführung vorgeschlagenen Zeitpunkt zur Genehmigung vorzulegen; in besonderen Fällen kann diese Frist, vorbehaltlich der Zustimmung der genannten Behörden, herabgesetzt werden.

(5) Können sich die namhaft gemachten Fluglinienunternehmen nicht auf diese Tarife einigen, oder kann aus irgendwelchen anderen Gründen ein Tarif nicht gemäß Absatz 2 dieses Artikels festgelegt werden, oder geben innerhalb der ersten fünfzehn (15) Tage der in Absatz 4 dieses Artikels genannten Frist von dreißig (30) Tagen die Luftfahrtbehörden der einen Vertragspartei den Luftfahrtbehörden der anderen Vertragspartei gegenüber ihrer Unzufriedenheit mit irgendeinem gemäß den Bestimmungen von Absatz 2 dieses Artikels vereinbarten Tarif Ausdruck, so werden sich die Luftfahrtbehörden der beiden Vertragsparteien bemühen, eine Einigung über die Tarife zu erzielen.

(6) Können sich die Luftfahrtbehörden nicht über die Genehmigung eines ihnen gemäß Absatz 4 dieses Artikels vorgelegten Tarifes oder über die Festlegung eines Tarifes gemäß Absatz 5 einigen, werden sich die Vertragsparteien bemühen, eine Einigung über die Tarife zu erzielen.

(7) Kein Tarif tritt in Kraft, wenn ihn nicht die Luftfahrtbehörden beider Vertragsparteien genehmigt haben.

(8) Die gemäß den Bestimmungen dieses Artikels erstellten Tarife bleiben in Kraft, bis neue Tarife gemäß den Bestimmungen dieses Artikels erstellt worden sind.

Artikel 12

Überweisung von Reinerträgen

(1) Jede Vertragspartei gewährt dem bzw. den namhaft gemachten Fluglinienunternehmen der anderen Vertragspartei das Recht, den in ihrem Hoheitsgebiet in Verbindung mit der Beförderung von Fluggästen, Gepäck, Post und Fracht durch das bzw. die namhaft gemachte(n) Fluglinienunternehmen der anderen Vertragspartei erzielten Überschuß der Einnahmen über die Ausgaben in einer frei konvertierbaren Währung zum offiziellen Wechselkurs des Tages, an dem die Überweisung vorgenommen wird, frei zu überweisen. Überweisungen sind unverzüglich, spätestens jedoch innerhalb von zehn (10) Tagen ab dem Zeitpunkt des Ersuchens, ohne jegliche Begrenzung und Besteuerung durchzuführen.

(2) Besteht zwischen den Vertragsparteien ein besonderes Zahlungsabkommen, so werden die Zahlungen gemäß den Bestimmungen dieses Abkommens vorgenommen.

Artikel 13

Vertretung, Ausstellung von Beförderungsdokumenten und Verkaufsförderung

(1) Das bzw. die namhaft gemachte(n) Fluglinienunternehmen jeder Vertragspartei erhalten, vorbehaltlich der Gesetze und Vorschriften der anderen Vertragspartei, in gleichem Maße Gelegenheit, das für den Betrieb der vereinbarten Fluglinien auf den festgelegten Flugstrecken notwendige technische und kaufmännische Personal einzustellen, mitzubringen und unterzubringen und im Hoheitsgebiet der anderen Vertragspartei Büros zu errichten und zu betreiben.

(2) Das bzw. die namhaft gemachte(n) Fluglinienunternehmen jeder Vertragspartei erhalten weiters in gleichem Maße Gelegenheit, im Hoheitsgebiet der anderen Vertragspartei alle Arten von Beförderungsdokumenten zu erstellen und zu betreiben.

dokumenten auszustellen und gegen konvertible Währung zu verkaufen, sowie Werbung und Verkaufsförderung zu betreiben.

Artikel 14

Beistellung von Statistiken

(1) Die Luftfahrtbehörden der einen Vertragspartei liefern den Luftfahrtbehörden der anderen Vertragspartei über deren Ersuchen periodische oder sonstige statistische Unterlagen.

(2) Diese Unterlagen haben alle Angaben zu umfassen, die zur Bestimmung des von dem bzw. den Fluglinienunternehmen auf den vereinbarten Fluglinien beförderten Verkehrsaufkommens sowie seiner Herkunft und Bestimmung erforderlich sind.

Artikel 15

Beratungen und Abänderungen

(1) Im Geiste enger Zusammenarbeit werden sich die Luftfahrtbehörden der Vertragsparteien von Zeit zu Zeit beraten, um die Durchführung und zufriedenstellende Einhaltung der Bestimmungen des vorliegenden Abkommens und seines Anhangs sicherzustellen.

(2) Wenn eine der Vertragsparteien es für wünschenswert hält, irgendeine Bestimmung des vorliegenden Abkommens zu ändern, so kann sie um Beratungen mit der anderen Vertragspartei ersuchen. Diese Beratungen (die durch Gespräche zwischen den Luftfahrtbehörden vorbereitet werden können) haben innerhalb eines Zeitraumes von sechzig (60) Tagen ab dem Zeitpunkt des Ersuchens zu beginnen, sofern nicht beide Vertragsparteien eine Verlängerung dieses Zeitraumes vereinbaren. Auf diese Weise vereinbarte Änderungen sind von jeder Vertragspartei im Einklang mit ihren verfassungsrechtlichen Verfahren zu genehmigen.

(3) Änderungen des Anhangs sind zwischen den zuständigen Behörden der Vertragsparteien zu vereinbaren.

Artikel 16

Beilegung von Meinungsverschiedenheiten

(1) Bei einer Meinungsverschiedenheit zwischen den Vertragsparteien über die Auslegung oder Anwendung des vorliegenden Abkommens werden sich die Vertragsparteien zunächst bemühen, diese auf dem Verhandlungswege beizulegen.

(2) Kommen die Vertragsparteien auf dem Verhandlungswege zu keiner Einigung, können sie vereinbaren, die Meinungsverschiedenheit einer Person oder einem Gremium zur Entscheidung vorzulegen; vereinbaren sie dies nicht, wird die Meinungsverschiedenheit auf Ersuchen einer der beiden Vertragsparteien einem Gericht von drei Schiedsrichtern zur Entscheidung vorgelegt, wobei jeweils einer von jeder Vertragspartei namhaft gemacht und der dritte Schiedsrichter von den beiden so namhaft gemachten Schiedsrichtern bestellt wird. Jede der Vertragsparteien hat innerhalb eines Zeitraumes von sechzig (60) Tagen ab dem Zeitpunkt, zu dem eine der Vertragsparteien auf diplomatischem Wege vom Ersuchen der anderen Vertragspartei auf schiedsgerichtliche Behandlung der Meinungsverschiedenheit Kenntnis erhalten hat, einen Schiedsrichter namhaft zu machen; der dritte Schiedsrichter ist innerhalb eines Zeitraumes von weiteren sechzig (60) Tagen zu bestellen. Wenn eine der Vertragsparteien es verabsäumt, innerhalb des festgelegten Zeitraumes einen Schiedsrichter namhaft zu machen, oder wenn der dritte Schiedsrichter nicht innerhalb des festgelegten Zeitraumes bestellt wird, kann der Präsident des Rates der Internationalen Zivilluftfahrtorganisation von jeder der Vertragsparteien ersucht werden, je nachdem es der Fall erfordert, einen oder mehrere Schiedsrichter zu ernennen. Der dritte Schiedsrichter muß auf jeden Fall ein Staatsangehöriger eines Drittstaates sein und den Vorsitz des Schiedsgerichtes führen.

(3) Die Vertragsparteien verpflichten sich, jede gemäß Absatz 2 dieses Artikels getroffene Entscheidung zu befolgen.

(4) Verabsäumt es eine der Vertragsparteien, eine gemäß Absatz 2 dieses Artikels getroffene Entscheidung zu befolgen, so kann die andere Vertragspartei so lange alle Rechte oder Vorrechte, die sie der säumigen Vertragspartei auf Grund dieses Abkommens gewährt hat, einschränken, aussetzen oder widerrufen.

(5) Jede Vertragspartei trägt die für ihren Schiedsrichter erforderlichen Kosten und Honorare; das Honorar für den dritten Schiedsrichter sowie die für diesen erforderlichen Ausgaben wie auch die für die schiedsgerichtliche Tätigkeit anfallenden Kosten sind von den Vertragsparteien zu gleichen Teilen zu tragen.

Artikel 17

Beendigung

(1) Jede der Vertragsparteien kann der anderen Vertragspartei jederzeit schriftlich auf diplomatischem Wege ihren Entschluß bekanntgeben, das vorliegende Abkommen zu kündigen; eine solche Benachrichtigung ist gleichzeitig dem Rat der Internationalen Zivilluftfahrtorganisation und dem Sekretariat der Vereinten Nationen zur Kenntnis zu bringen.

(2) In einem solchen Fall tritt das Abkommen zwölf (12) Monate nach dem Zeitpunkt des Eintreffens der Kündigung bei der anderen Vertragspartei außer Kraft, sofern die Kündigung nicht vor Ablauf dieses Zeitraumes einvernehmlich zurückgezogen wird. Wenn keine Empfangsbestätigung durch die andere Vertragspartei erfolgt, gilt die Kündigung als vierzehn (14) Tage nach ihrem Empfang durch die Internationale Zivilluftfahrtorganisation eingegangen.

Artikel 18

Registrierung

Dieses Abkommen und jede Abänderung davon sind beim Rat der Internationalen Zivilluftfahrtorganisation und beim Sekretariat der Vereinten Nationen zu registrieren.

Artikel 19

Inkrafttreten

Dieses Abkommen tritt am ersten Tag des zweiten Monats nach dem Zeitpunkt in Kraft, zu dem die beiden Vertragsparteien einander in einem diplomatischen Notenwechsel bekanntgegeben haben, daß die Erfordernisse für sein Inkrafttreten nach ihren jeweiligen verfassungsrechtlichen Verfahren erfüllt worden sind.

ZU URKUND DESSEN haben die von ihren jeweiligen Regierungen dazu gehörig befugten unterfertigten Bevollmächtigten das vorliegende Abkommen unterzeichnet.

GESCHEHEN zu Wien am 4. Juli 2000 in zweifacher Ausfertigung in deutscher, aserbaidschanischer und englischer Sprache, wobei jeder Wortlaut gleichermaßen authentisch ist.

Bei unterschiedlicher Auslegung ist der englische Text maßgeblich.

Für die Österreichische Bundesregierung:

Dr. Benita Ferrero-Waldner

Für die Regierung der Republik Aserbaidschan:

Vilayət Quliyev

ANHANG

- A. Das bzw. die von der Österreichischen Bundesregierung namhaft gemachte(n) Fluglinienunternehmen ist bzw. sind berechtigt, auf den im folgenden festgelegten Flugstrecken planmäßige Fluglinien in beiden Richtungen zu betreiben:

Abflugpunkte:	Ankunftspunkte:
Punkte in Österreich	Punkte in Aserbaidtschan

- B. Das bzw. die von der Regierung der aserbaidtschanischen Republik namhaft gemachte(n) Fluglinienunternehmen ist bzw. sind berechtigt, auf den im folgenden festgelegten Flugstrecken planmäßige Fluglinien in beiden Richtungen zu betreiben:

Abflugpunkte:	Ankunftspunkte:
Punkte in Aserbaidtschan	Punkte in Österreich

- C. Alle Zwischenpunkte und Punkte darüber hinaus können von dem bzw. den namhaft gemachten Fluglinienunternehmen jeder Vertragspartei ohne Ausübung von Verkehrsrechten der fünften Luftfreiheit angeflogen werden.

Die allfällige Ausübung von Verkehrsrechten der fünften Luftfreiheit kann von den Luftfahrtbehörden der beiden Vertragsparteien vereinbart werden.

[TRANSLATION - TRADUCTION]

ACCORD RELATIF AU TRANSPORT AÉRIEN ENTRE LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL D'AUTRICHE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE D'AZERBAÏDJAN

Le Gouvernement fédéral d'Autriche et le Gouvernement de la République d'Azerbaïdjan, ci- près dénommés dans le présent Accord "les Parties contractantes ";

Etant parties à la Convention relative à l'aviation internationale, ouverte à la signature à Chicago le 7 décembre 1944 ;

Désireux de conclure un Accord complémentaire à ladite Convention en vue de créer des services aériens réguliers entre leurs territoires respectifs et au-delà ;

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier. Définitions

Aux fins du présent Accord et sauf indication contraire du contexte :

a) L'expression " Partie contractante " désigne le Gouvernement fédéral d'Autriche, d'une part, et le Gouvernement de la République d'Azerbaïdjan, d'autre part;

b) Le terme " Convention " désigne la Convention relative à l'aviation civile internationale, ouverte à la signature à Chicago le 7 décembre 1944, ainsi que toute annexe adoptée conformément à l'article 90 de ladite Convention et tout amendement apporté à l'annexe ou à la Convention conformément aux articles 90 à 94 de celle-ci, dans la mesure où ces annexes et amendements sont entrés en vigueur pour les deux Parties contractantes;

c) L'expression " autorités aéronautiques " s'entend, dans le cas du Gouvernement fédéral d'Autriche, du Ministre fédéral des transports, de l'innovation et de la technologie et dans le cas du Gouvernement de la République d'Azerbaïdjan, du Directeur général de l'aviation civile ou, dans les deux cas, de toute autorité légalement habilitée à remplir les fonctions actuellement exercées par lesdites autorités ;

d) Le terme " territoire " s'entend, pour chaque Etat, des zones terrestres et des eaux territoriales y adjacentes sur lesquelles s'étend la souveraineté de cet Etat;

e) L'expression " service aérien " désigne tout service aérien régulier effectué par des aéronefs pour le transport public des passagers, du courrier ou du fret;

f) L'expression " service aérien international " désigne un service aérien passant à travers l'espace aérien au-dessus du territoire de plus d'un Etat ;

g) Le terme " entreprise " désigne toute entreprise de transport aérien offrant ou exploitant un service aérien international;

h) L'expression " entreprise désignée " s'entend d'une entreprise de transport aérien désignée et autorisée conformément aux dispositions de l'article 3 du présent Accord ;

i) L'expression " escale non commerciale " désigne un atterrissage à toute autre fin que celle d'embarquer ou de débarquer des passagers, du fret et du courrier;

j) Le terme " capacité " s'entend :

i) Appliqué à un aéronef, de la charge payante dont cet aéronef dispose sur une route ou un tronçon de route;

ii) Appliqué à un service aérien spécifié, de la capacité des aéronefs affectés à ce service, multipliée par la fréquence des vols effectués par ces aéronefs durant une période donnée sur une route ou sur un tronçon de route.

Article 2. Droits de trafic

1. Chaque Partie contractante accorde à l'autre Partie contractante les droits ci-après en ce qui concerne ses services aériens internationaux réguliers ;

a) Le droit de survoler son territoire sans atterrissage ;

b) Le droit d'effectuer sur son territoire des escales non commerciales.

2. Chaque Partie contractante accorde à l'autre Partie contractante les droits spécifiés au présent Accord en vue de l'établissement de services aériens internationaux réguliers sur les routes spécifiées en annexe. De tels services et routes sont respectivement dénommés ci-après les services agréés " et les " routes spécifiées ". Dans le cadre de l'exploitation d'un service agréé sur une route spécifiée, l'entreprise de transport aérien désignée (les entreprises de transport aérien désignées) par chaque Partie contractante bénéficiera (bénéficieront), en plus des droits spécifiés au paragraphe 1 du présent article, du droit de faire des escales sur le territoire de l'autre Partie contractante aux points spécifiés pour cette route dans le programme d'exploitation dans le but d'embarquer ou de débarquer des passagers et du fret, y compris du courrier.

3. Aucune disposition du paragraphe 2 du présent article ne confère à entreprise (aux entreprises) de transport aérien d'une Partie contractante le privilège d'embarquer contre rémunération sur le territoire de l'autre Partie contractante des passagers et du fret y compris du courrier, à destination d'un autre point du territoire de cette autre Partie contractante.

Article 3. Autorisations nécessaires

1. Chaque Partie contractante a le droit de désigner par écrit à l'autre Partie contractante une entreprise de transport aérien (ou plusieurs entreprises de transport aérien) chargée(s) d'exploiter les services agréés sur les routes spécifiées.

2. Sur réception de cette désignation, les autorités aéronautiques de l'autre Partie contractante accordent sans délai à une entreprise de transport aérien désignée, sous réserve des dispositions des paragraphes 4 et 5 du présent article, les autorisations d'exploitation appropriées.

3. Chaque Partie contractante a le droit, par notification écrite adressée à l'autre Partie contractante, d'annuler la désignation d'une telle entreprise de transport aérien et d'en désigner une autre.

4. Une entreprise de transport aérien désignée par l'une ou l'autre des Parties contractantes peut être requise de fournir à l'autre Partie contractante la preuve qu'elle est en mesure de remplir les conditions prescrites par les lois et règlements normalement et rai-

sonnablement appliqués par cette Partie contractante à l'exploitation des services aériens internationaux, conformément aux dispositions de Convention.

5. Chaque Partie contractante a le droit de refuser les autorisations d'exploitation mentionnées au paragraphe 2 du présent article, ou de soumettre aux conditions qu'elle juge nécessaires l'exercice, par une entreprise de transport aérien désignée, des droits stipulés à l'article 2 du présent Accord, lorsque ladite Partie contractante n'a pas eu la preuve qu'une part substantielle de la propriété et contrôle effectif de cette entreprise sont entre les mains de la Partie contractante qui l'a désignée ou de ressortissants de cette Partie.

6. Une entreprise de transport aérien désignée et agréée de cette manière peut commencer à tout moment l'exploitation des services agréés, à condition qu'un tarif fixé conformément aux dispositions de l'article 11 du présent Accord soit en vigueur et qu'un accord ait été conclu au sujet de ces services, conformément aux dispositions de l'article 5 du présent Accord.

Article 4. Suspension et annulation

1. Chaque Partie contractante aura le droit de suspendre l'exercice des droits visés à l'article 2 du présent Accord de l'entreprise désignée (les entreprises désignées) de l'autre Partie contractante ou d'annuler une autorisation d'exploitation ou encore de soumettre l'exercice de ces droits aux conditions qu'elle pourra juger nécessaires :

a) Si elle n'a pas la preuve qu'une part importante de la propriété et le contre effectif de cette entreprise ou de ces entreprises sont entre les mains de la Partie contractante qui l'a désignée (ou les a désignées) ou de ressortissants de cette Partie,

b) Si ladite entreprise (ou lesdites entreprises) ne respecte(nt) pas les règlements de la Partie contractante qui a accordé ces droits; ou encore

c) Si l'entreprise (ou les entreprises) ne conforme(nt) pas à d'autres égards son (leur) exploitation aux conditions prescrites par le présent Accord.

2. Sauf s'il est nécessaire de procéder immédiatement au retrait de l'autorisation ou à la suspension des droits ou d'imposer les conditions visées au paragraphe du présent article pour empêcher que les lois ou réglementations continuent d'être enfreintes, lesdits droits ne seront exercés qu'après consultations avec l'autre Partie contractante. Les consultations commenceront dans les soixante (60) jours à compter de la date de la demande formulée à cet effet par l'une ou l'autre des Parties contractantes.

Article 5. Réglementation de la capacité

La capacité à assurer l'exploitation sur les services aériens réguliers agréés sera soumise aux conditions suivantes :

1. L'entreprise de transport désignée (ou les entreprises de transport désignées) de chaque Partie contractante exploite(nt) dans des conditions d'équité et d'égalité agréées sur les routes spécifiées.

2. L'entreprise de transport (ou les entreprises de transport) de chaque Partie contractante doit (ou doivent), en exploitant les services agréés, prendre en considération les in-

térêts, de l'entreprise (des entreprises) de l'autre Partie contractante de manière à ne pas porter indûment préjudice aux services que cette dernière assure (ou que ces dernières assurent) sur tout ou partie des mêmes routes.

3. Les services agréés assurés par l'entreprise désignée (ou les entreprises désignées) des Parties contractantes seront en relation étroite avec les besoins de transport du public sur les routes spécifiées et auront pour objectif primordial la mise en œuvre d'une capacité suffisante pour répondre aux besoins normaux et raisonnablement prévisibles du transport des passagers, du fret et du courrier entre le territoire de la Partie contractante ayant désigné l'entreprise (ou les entreprises) et les pays de destination finale du trafic.

4. Les dispositions relatives au transport de passagers, du fret et du courrier embarqués et débarqués à des points situés sur les routes spécifiées dans les territoires des Etats autres que celui qui aura désigné l'entreprise (les entreprises) tiendront compte du principe général selon lequel cette capacité devra être liée:

(a) Aux besoins de transport entre le pays d'origine et les pays de destination ;

(b) Aux besoins de transport de la région par laquelle l'entreprise passe (ou les entreprises passent), en prenant en considération les services locaux et régionaux établis par les entreprises des Etats constituant cette région; et

(c) Aux besoins d'un trafic aérien de transit.

5. Les horaires de vols des services agréés sont soumis pour approbation aux autorités aéronautiques des deux Parties contractantes au plus tard trente (30) jours avant la date proposée pour leur entrée en vigueur. Dans certains cas, ce délai peut être réduit avec le consentement desdites autorités.

6. Les horaires de vol établis pour une saison conformément aux dispositions du présent article resteront en vigueur pour les saisons correspondantes jusqu'à ce que de nouveaux horaires de vol soient établis sur la base des dispositions du présent article.

Article 6. Reconnaissance des certificats et licences

1. Les certificats de navigabilité, les brevets d'aptitude et les licences délivrés ou reconnus valables par l'une des Parties contractantes et qui sont toujours valides, sont reconnus valables par l'autre Partie contractante en vue de l'exploitation des services agréés.

2. Chaque Partie contractante se réserve toutefois le droit, pour des vols au-dessus de son territoire, de refuser de reconnaître les brevets d'aptitude et les licences délivrés à ses ressortissants ou reconnus valables par un autre Etat.

Article 7. Exemption des droits de douane et autres droits

1. Les aéronefs utilisés en service international par l'entreprise de transport aérien désignée (ou les entreprises de transport aérien désignées) de l'une des Parties contractantes ainsi que leur équipement habituel, les réserves de carburant et lubrifiants et les provisions de bord (notamment les denrées alimentaires, les boissons et le tabac) sont exonérés de tout droit de douane, frais d'inspection et autres droits et taxes à l'arrivée sur le territoire de l'au-

tre Partie, à condition que cet équipement et ces approvisionnements restent à bord jusqu'à ce qu'ils soient réexportés.

2. Sont également exonérés de ces droits et taxes, à l'exception des redevances à acquitter en cas de prestation de service :

a) Les provisions de bord embarquées sur le territoire de l'une ou l'autre des Parties contractantes, dans les limites fixées par les autorités de ladite Partie contractante, et destinées à la consommation à bord de l'aéronef assurant la liaison sur une route spécifiée de l'autre Partie contractante;

b) Les pièces de rechange importées sur le territoire de l'une ou l'autre des Parties contractantes pour l'entretien ou la réparation des aéronefs exploités sur une route spécifiée, par l'entreprise de transport aérien désignée (ou les entreprises de transport aérien désignées) de l'autre Partie contractante ;

c) Les carburants et lubrifiants servant de réserve aux aéronefs exploités sur une route spécifiée par l'entreprise de transport aérien désignée (ou les entreprises de transport aérien désignées) de l'autre Partie contractante, même s'ils sont utilisés sur la partie du trajet effectué au-dessus du territoire de l'autre Partie contractante où ils ont été embarqués.

Les fournitures visées aux alinéas a, b et c du présent article pourront être placés sous la surveillance ou le contrôle des douanes.

3. L'équipement de bord normal, ainsi que les matériels et les fournitures conservés à bords des aéronefs de l'une ou l'autre des Parties contractantes ne pourront être déchargés sur le territoire de l'autre Partie contractante qu'avec le consentement des autorités douanières de cette Partie contractante. En pareil cas, ils pourront être placés sous la surveillance desdites autorités jusqu'à ce qu'ils soient réexportés ou utilisés d'autre façon conformément à la réglementation douanière.

Article 8. Taxation

1. Les profits résultant de l'exploitation d'un aéronef exploité en trafic international ne seront assujettis à l'impôt que dans le territoire de la Partie contractante où se trouve le siège de la direction effective de l'entreprise.

2. Le capital représenté par l'aéronef exploité en trafic international et par les biens meubles en rapport avec l'exploitation d'un tel aéronef ne seront imposables que sur le territoire de la Partie contractante où se trouve le siège de la direction effective de l'entreprise.

3. S'il existe entre les Parties contractantes un accord spécial visant à éviter la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur le capital, les dispositions de cet accord seront applicables.

Article 9. Transit direct

1. Les passagers, les bagages, le fret et le courrier en transit direct sur le territoire de l'une ou l'autre des Parties contractantes et demeurant dans une zone de l'aéroport réservée à cette fin ne seront soumis qu'à un contrôle simplifié, sauf s'il s'agit de mesures de sécurité contre la violence, la piraterie aérienne et la contrebande de stupéfiants.

2. Les bagages, le fret et le courrier en transit direct seront exonérés de droits de douanes et autres taxes similaires.

Article 10. Sécurité aérienne

1. Conformément à leurs droits et à leurs obligations en vertu du droit international, les Parties contractantes réaffirment leur obligation mutuelle de protéger la sécurité de l'aviation civile contre des actes d'intervention illégale. Sans qu'il en résulte une limitation de leurs droits et obligations de caractère en vertu du droit international, les Parties contractantes agiront notamment conformément aux dispositions de la Convention relative aux infractions et à certains autres actes survenant à bord des aéronefs, signée à Tokyo le 14 septembre 1963, de la Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs, signée à La Haye le 16 décembre 1970, de la Convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile, signée à Montréal le 23 septembre 1971 et le Protocole pour la répression des actes illicites de violence dans les aéroports servant à l'aviation civile internationale signé à Montréal le 24 février 1988 ou de toutes autres conventions relatives à la sécurité aérienne auxquelles les deux Parties adhéreront.

2. Chaque Partie contractante prêtera à l'autre, sur sa demande, toute l'assistance nécessaire pour prévenir des actes de capture illicite d'aéronefs civils et autres actes illicites portant atteinte à la sécurité desdits aéronefs, de leurs passagers équipages, des aéroports et des installations de navigation aérienne, ainsi que tout autre menace contre la sécurité aérienne.

3. Dans leurs relations mutuelles, les Parties contractantes agiront en conformité avec les dispositions en matière de sécurité aérienne établies par l'Organisation de l'aviation civile internationale qui figurent en annexe à la Convention relative à l'aviation civile internationale, dans la mesure où de telles dispositions de sécurité sont applicables aux Parties contractantes; elles imposeront aux exploitants d'aéronefs immatriculés par leurs autorités aéronautiques ou aux exploitants d'aéronefs ayant leur siège principal d'activité ou leur résidence permanente sur leur territoire ainsi qu'aux exploitants d'aéroports situés sur leur territoire, de se conformer aux dispositions relatives à la sécurité aérienne.

4. Chacune des Parties contractantes est d'accord pour qu'il puisse être demandé à de tels exploitants d'aéronefs de se conformer aux dispositions en matière de sécurité aérienne mentionnées au paragraphe 3 ci-dessus et imposées par l'autre Partie contractante pour l'entrée ou la sortie du territoire de cette autre Partie contractante ou le séjour sur ledit territoire. Chaque Partie contractante fera en sorte que des mesures appropriées soient effectivement prises sur son territoire pour protection de l'aéronef et l'inspection des passagers, de l'équipage, des objets personnels transportés, des bagages, du fret et des approvisionnements de bord avant et pendant l'embarquement ou le chargement. Chaque Partie contractante considérera également avec bienveillance toute demande que lui ferait l'autre Partie contractante de prendre des mesures spéciales de sécurité raisonnables pour faire face à une menace particulière.

5. En cas d'incident ou de menace d'un incident de capture illicite d'aéronef civil ou de tout autre acte illicite à l'encontre de la sécurité de tels aéronefs, de leurs passagers et équipages, des aéroports ou des installations de navigation aérienne, les Parties contractantes se prêteront mutuellement assistance en facilitant les communications et en prenant les autres

mesures appropriées destinées à mettre fin rapidement et sans danger audit incident ou à ladite menace.

6. Si une Partie contractante dérogeait aux dispositions en matière de sécurité aérienne prévues dans le présent article, les autorités aéronautiques de l'autre Partie contractante pourront demander à engager immédiatement des consultations avant les autorités aéronautiques de cette Partie.

Article 11. Tarifs des transports

1. Les tarifs que l'entreprise (ou les entreprises) qu'une Partie contractante appliquera (ou appliqueront) pour le transport vers le territoire ou à partir du territoire de l'autre Partie contractante seront fixés à des niveaux raisonnables, compte tenu de tous les facteurs pertinents, y compris les frais d'exploitation, une marge bénéfique raisonnable et les caractéristiques du service, telles que les normes de vitesse et la configuration.

2. Les tarifs visés au paragraphe 1 du présent article seront fixés d'un commun accord par les entreprises désignées des deux Parties contractantes.

3. Des accords conformes aux dispositions du paragraphe 2 ci-dessus pourront, si possible, être conclus en utilisant le mécanisme de fixation des tarifs de l'Association de transport aérien international.

4. Les tarifs ainsi convenus seront soumis à l'agrément des autorités aéronautiques des Parties contractantes trente (30) jours au moins avant la date projetée de leur mise en vigueur; dans des cas particuliers, ce délai pourra être réduit avec consentement desdites autorités.

5. Si les entreprises désignées ne parviennent pas à s'entendre sur l'un quelconque de ces tarifs, ou si pour toute autre raison il n'est pas possible de fixer tant conformément aux dispositions du paragraphe 2 du présent article, ou encore si, durant les quinze (15) premiers jours de la période de trente (30) jours mentionnée au paragraphe 3 du présent article, les autorités aéronautiques de l'une des Parties contractantes signifient à celles de l'autre Partie contractante leur opposition à quelconque des tarifs concertés conformément aux dispositions du paragraphe 2 du présent article, les autorités aéronautiques des Parties contractantes s'emploient à conclure un accord sur les tarifs.

6. Si les autorités aéronautiques ne peuvent s'entendre sur l'approbation d'aucun des tarifs qui leur sont présentés conformément au paragraphe 4 ci-dessus sur la fixation d'un tarif conformément au paragraphe 5, les Parties contractantes s'efforceront de trouver un accord sur les tarifs.

7. Aucun tarif n'entrera en vigueur sans l'approbation préalable des autorités aéronautiques des deux Parties contractantes.

8. Les tarifs fixés conformément aux dispositions du présent article entreront en vigueur jusqu'à ce que de nouveaux tarifs soient fixés conformément aux dispositions du présent article.

Article 12. Transfert des excédents des recettes

1. Chaque Partie contractante accorde à l'entreprise désignée (ou aux entreprises désignées) de l'autre Partie contractante le droit de transférer gratuitement l'excédent des recettes sur les dépenses réalisés sur son territoire grâce au transport de passagers, de bagages, de courrier et de fret effectué par l'entreprise désignée (les entreprises désignées) de l'autre Partie contractante, en une devise librement convertible au taux de change officiel du jour ou le transfert est effectué. Les transferts seront effectués immédiatement, au plus tard dans les dix (10) jours après la date de la demande.

2. Si le système de paiement entre les Parties contractantes est régi par accord particulier, les paiements seront effectués conformément aux dispositions de cet accord.

Article 13. Représentation de l'entreprise et ventes

1. L'entreprise désignée (les entreprises désignées) de chaque Partie contractante aura (auront) une égale faculté d'embaucher, sous réserve des lois et réglementations de l'autre Partie contractante, le personnel technique et commercial nécessaire pour assurer les services convenus sur les routes spécifiées et pour ouvrir et gérer des agences sur le territoire de l'autre Partie contractante.

2. L'entreprise désignée (les entreprises désignées) de chaque Partie contractante aura (auront) en outre la possibilité, dans des conditions d'égalité, de délivrer tous titres de transport ainsi que de faire de la publicité et de promouvoir les ventes sur le territoire de l'autre Partie contractante.

Article 14. Communication de statistiques

1. Les autorités aéronautiques de chaque Partie contractante fourniront aux autorités aéronautiques de l'autre Partie contractante, sur leur demande, des statistiques, périodiques ou autres.

2. Ces états contiendront toutes les informations nécessaires pour permettre de déterminer le volume du trafic transporté par l'entreprise désignée (les ont prises désignées) dans l'exploitation des services convenus, ainsi que l'origine et la destination de ce trafic.

Article 15. Consultations et modifications

1. Les autorités aéronautiques des Parties contractantes se consultent temps à autre dans un esprit d'étroite coopération en vue d'assurer la mise en œuvre des dispositions du présent Accord et de son annexe et le respect satisfaisant de ces dispositions.

2. Si l'une ou l'autre des Parties contractantes estime souhaitable la modification de toute disposition du présent Accord, il lui sera loisible de demander que ces consultations aient lieu avec l'autre Partie contractante. De telles consultations pourront être préparées au moyen de discussions entre les autorités aéronautiques et débiteront dans un délai de soixante (60) jours suivant la date de la demande à cet effet, à moins que les deux Parties contractantes ne soient d'accord pour prolonger cette période. Les modifications ainsi

convenues seront approuvées par chaque Partie contractante conformément à leurs procédures constitutionnelles.

3. Les modifications à l'annexe sont convenues entre les autorités compétentes des Parties contractantes.

Article 16. Règlement des différends

1. Si un différend s'élève entre les Parties contractantes concernant l'interprétation ou l'application du présent Accord, elles s'efforceront en premier lieu de le régler par voie de négociation.

2. Si les Parties contractantes ne parviennent pas à un règlement par voie de négociation, elles pourront convenir de soumettre leur différend pour décision à une personne ou un organisme de leur choix. Si elles ne parviennent pas à un accord à cet effet, le différend sera soumis pour décision, à la demande de l'une ou l'autre des Parties contractantes, à un tribunal composé de trois arbitres; dont un désigné par chacune des Parties contractantes et le troisième par les deux premiers. Chacune des Parties contractantes désignera son arbitre dans un délai de soixante (60) jours à compter de la date de réception par l'une des Parties contractantes d'une note diplomatique de l'autre Partie demandant que le différend soit soumis à l'arbitrage, et le tiers arbitre sera désigné dans un nouveau délai de soixante (60) jours. Si l'une ou l'autre des Parties contractantes ne désigne pas son arbitre dans le délai indiqué ou si le tiers arbitre n'est pas désigné dans le délai spécifié, il peut être demandé par l'une ou l'autre des Parties contractantes au Président du Conseil de l'Organisation de l'aviation civile internationale de désigner un ou plusieurs arbitres selon le cas. En tout état de cause, le troisième arbitre est un ressortissant d'un Etat tiers et assurera la présidence du tribunal arbitral.

3. Les Parties contractantes s'engagent à se conformer à toute décision rendue en application du paragraphe 2 du présent article.

4. Si l'une des Parties contractantes néglige de se conformer à une décision rendue aux termes du paragraphe 2 du présent article, l'autre Partie contractante peut, tant que dure cette situation, limiter, suspendre ou révoquer tous droits ou privilèges accordés en vertu du présent Accord à la Partie contractante en défaut.

5. Chacune des Parties contractantes supportera les frais et la rémunération de son arbitre; les honoraires du tiers arbitre et les frais exposés pour lui, ainsi que les dépenses résultant des procédures d'arbitrage, seront partagés par moitié entre les Parties contractantes.

Article 17. Dénonciation

1. Chacune des Parties contractantes pourra à tout moment notifier par écrit et par la voie diplomatique à l'autre Partie contractante sa décision de mettre fin au présent Accord; cette notification sera communiquée en même temps au Conseil de l'Organisation de l'aviation civile internationale et au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

2. En pareil cas, le présent Accord prendra fin douze (12) mois après la date à laquelle l'autre Partie contractante aura reçu la notification, à moins que celle-ci ne soit retirée d'un commun accord avant l'expiration de ce délai. En l'absence d'accusé de réception de la part

de l'autre Partie contractante, la notification sera réputée lui être parvenue quatorze (14) jours après la date de sa réception par l'Organisation de l'aviation civile internationale.

Article 18. Enregistrement

Le présent Accord et tous ses amendements éventuels seront enregistrés auprès du Conseil de l'Organisation de l'aviation civile internationale et du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

Article 19. Entrée en vigueur

Le présent Accord entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la date à laquelle les deux Parties contractantes se seront notifiées par échange de notes diplomatiques que les conditions nécessaires à son entrée en vigueur conformément à leurs procédures constitutionnelles respectives ont été remplies.

En foi de quoi les plénipotentiaires soussignés, à ce dûment habilités par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

Fait en double exemplaire à Vienne le 4 juillet 2000 en allemand, azerbaïdjan et anglais ; les trois langues faisant foi. En cas de différence d'interprétation le texte anglais prévaudra

Pour le Gouvernement fédéral d'Autriche :

BENITA FERRERO-WALDNER

Pour le Gouvernement de la République d'Azerbaïdjan :

VILAYET QULIYEV

ANNEXE

A. La ou les entreprises désignées par le Gouvernement fédéral d'Autriche auront le droit d'exploiter des services aériens réguliers dans les deux sens sur les routes spécifiées ci-dessous:

Points de départ	Points d'arrivée
Points en Autriche	Points en Azerbaïdjan

B. La ou les entreprises désignées par le Gouvernement d'Azerbaïdjan auront le droit d'exploiter des services aériens réguliers dans les deux sens sur les routes spécifiées ci-dessous :

Points de départ	Points d'arrivée
Points en Autriche	Points en Azerbaïdjan

C. La ou les entreprises désignées par chacune des Parties contractantes pourront desservir des points intermédiaires et des points situés au-delà sans exercer de droits de trafic de cinquième liberté

L'exercice éventuel des droits de cinquième liberté pourra être autorisé par accord entre les autorités aéronautiques des deux Parties contractantes.

No. 37798

**Germany
and
Poland**

Agreement between the Federal Ministry for the Environment, Nature Conservation and Nuclear Safety of the Federal Republic of Germany and the Minister of the Environment of the Republic of Poland concerning the joint implementation of environmental protection pilot projects in the Republic of Poland with the aim of reducing cross-border environmental pollution. Frankfurt on the Oder, 18 June 2001

Entry into force: *18 June 2001 by signature, in accordance with article 5*

Authentic texts: *German and Polish*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Germany, 1 November 2001*

**Allemagne
et
Pologne**

Accord entre le Ministère fédéral de l'environnement, de la protection de la nature et de la sûreté des réacteurs de la République fédérale d'Allemagne et le Ministre de l'environnement de la République de Pologne concernant la mise en oeuvre en République de Pologne de projets pilotes communs pour la protection de l'environnement dans le but de réduire la pollution environnementale transfrontière. Francfort-sur-l'Oder, 18 juin 2001

Entrée en vigueur : *18 juin 2001 par signature, conformément à l'article 5*

Textes authentiques : *allemand et polonais*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *Allemagne, 1er novembre 2001*

[GERMAN TEXT — TEXTE ALLEMAND]

Abkommen

zwischen

dem Bundesministerium für Umwelt, Naturschutz und Reaktorsicherheit

der Bundesrepublik Deutschland

und

dem Minister für Umwelt

der Republik Polen

über

die Durchführung von gemeinsamen Umweltschutzpilotprojekten

in der Republik Polen

mit dem Ziel der Reduzierung von grenzüberschreitenden Umweltbelastungen

Das Bundesministerium
für Umwelt, Naturschutz und Reaktorsicherheit
der Bundesrepublik Deutschland
und
der Minister für Umwelt
der Republik Polen -

im Rahmen der Zusammenarbeit im Klima der bestehenden freundschaftlichen Beziehungen zwischen der Bundesrepublik Deutschland und der Republik Polen,

im Bestreben, die freundschaftlichen Beziehungen durch weitere Zusammenarbeit auf dem Gebiet des Umweltschutzes zu festigen und zu vertiefen,

angesichts des Vertrages zwischen der Bundesrepublik Deutschland und der Republik Polen vom 19. Mai 1992 über die Zusammenarbeit auf dem Gebiet der Wasserwirtschaft an den Grenzgewässern und des Abkommens zwischen der Regierung der Bundesrepublik Deutschland und der Regierung der Republik Polen vom 7. April 1994 über die Zusammenarbeit auf dem Gebiet des Umweltschutzes,

in Anerkennung der gemeinsamen Verantwortung für den Umweltschutz und die natürlichen Lebensbedingungen in Europa,

mit dem Ziel, zur Verminderung der Umweltbelastungen in der Bundesrepublik Deutschland und in der Republik Polen beizutragen –

sind wie folgt übereingekommen:

Artikel 1

Dieses Abkommen regelt die Zusammenarbeit zwischen dem Bundesministerium für Umwelt, Naturschutz und Reaktorsicherheit der Bundesrepublik Deutschland und dem Minister für Umwelt der Republik Polen bei der Realisierung gemeinsamer Umweltschutzpilotprojekte auf dem Gebiet der Republik Polen zur Reduzierung von grenzüberschreitenden Umweltbelastungen. Es ist vorgesehen, dass „Szprotawa - Spółka Wodno-Ściekowa z o.o.“, Spółka z ograniczoną odpowiedzialnością (Szprotawa – Wasser- und Abwassergesellschaft mbH) mit Sitz in Szprotawa das Projekt „Rekonstruktion der kommunalen Abwasserentsorgung Szprotawa“, sowie Miejskie Przedsiębiorstwo Komunikacyjne we Wrocławiu Sp. z o.o. (Städtisches Verkehrsunternehmen in Breslau GmbH) mit Sitz in Breslau das Projekt „Modernisierung von zwei Straßenbahnlinien in der Stadt Wrocław (Breslau) zur Reduzierung von Luftschadstoff- und Lärmemissionen“ durchführen. Hierzu werden die genannten polnischen Unternehmen (im folgenden Fördernehmer genannt) die einzelnen Maßnahmen zur Umsetzung dieser Pilotprojekte jeweils mit der Deutschen Ausgleichsbank abstimmen. Die Pilotprojekte erhalten Modellcharakter, und bei ihrer Realisierung werden die besten Techniken und Technologien eingesetzt.

Artikel 2

(1) Zur Unterstützung der gemeinsamen Pilotprojekte wird das Bundesministerium für Umwelt, Naturschutz und Reaktorsicherheit der Bundesrepublik Deutschland über die Deutsche Ausgleichsbank und die Deutsche Ausgleichsbank selbst den Fördernehmern Zuschüsse zur Umsetzung der in Artikel 1 genannten Projekte bis zur Höhe von 15 421 000 € (in Worten: Fünfzehn Millionen vierhunderteinundzwanzigtausend Euro) gewähren. Darüber hinaus stellt das Bundesministerium für Umwelt, Naturschutz und Reaktorsicherheit der Bundesrepublik Deutschland die Finanzierung

für die in der Bundesrepublik Deutschland durchzuführenden Fortbildungsprogramme zur Umsetzung der Pilotprojekte bis zur Höhe von 350 000 € (in Worten: dreihundertfünfzigtausend Euro) sicher.

(2) Ferner wird die Deutsche Ausgleichsbank zur Finanzierung der in Artikel 1 genannten Pilotprojekte zweckgebundene Darlehen bis zu einer Gesamthöhe von 31 564 590 € (in Worten: Einunddreißig Millionen fünfhundertvierundsechzigtausendfünfhundertneunzig Euro) zur Verfügung stellen.

(3) Zur Festlegung der Höhe und der Bedingungen für die zweckgebundenen Darlehen und Zuschüsse schließen die Deutsche Ausgleichsbank und die Fördernehmer Förderverträge, die vor dem Inkrafttreten der Zustimmung des Bundesministeriums für Umwelt, Naturschutz und Reaktorsicherheit der Bundesrepublik Deutschland bedürfen.

Artikel 3

(1) Lieferungen und Leistungen zur Realisierung der in Artikel 1 genannten Projekte, die im Wertumfang der nach Artikel 2 Absatz 1 bereitzustellenden Zuschüsse finanziert werden, werden entsprechend der Gesetzgebung der Republik Polen von Zöllen, Steuern und Gebühren, die den Steuern gleichgestellt sind, befreit.

(2) Lieferungen und Leistungen zur Realisierung der in Artikel 1 genannten Projekte werden im internationalen Wettbewerb ohne Inlandsbevorzugung vergeben.

Artikel 4

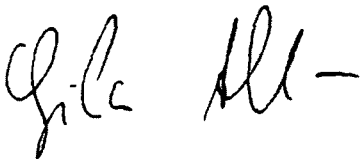
Die Prüfungsrechte des Bundesministeriums für Umwelt, Naturschutz und Reaktorsicherheit der Bundesrepublik Deutschland, der Deutschen Ausgleichsbank sowie des Bundesrechnungshofes der Bundesrepublik Deutschland hinsichtlich der Verwendung der Mittel nach Artikel 2 bei den Fördernehmern werden in den Förderverträgen nach Artikel 2 Absatz 3 vereinbart.

Artikel 5

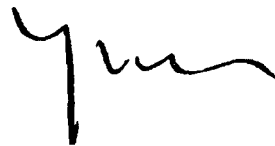
Dieses Abkommen tritt am Tag seiner Unterzeichnung in Kraft.

Geschehen zu Frankfurt/Oder am 18. Juni 2001 in zwei Exemplaren, jedes in deutscher und in polnischer Sprache, wobei beide Texte gleichermaßen verbindlich sind.

Für das Bundesministerium für Umwelt,
Naturschutz und Reaktorsicherheit
der Bundesrepublik Deutschland



Für den Minister für Umwelt
der Republik Polen



[POLISH TEXT — TEXTE POLONAIS]

Porozumienie

między

Federalnym Ministerstwem Środowiska, Ochrony Przyrody

i Bezpieczeństwa Reaktorów Republiki Federalnej Niemiec

a

Ministrem Środowiska

Rzeczypospolitej Polskiej

w sprawie

realizacji wspólnych projektów pilotażowych

w dziedzinie ochrony środowiska w Rzeczypospolitej Polskiej

w celu zmniejszenia transgranicznych zanieczyszczeń środowiska

Federalne Ministerstwo
Środowiska, Ochrony Przyrody i Bezpieczeństwa Reaktorów
Republiki Federalnej Niemiec

i

Minister Środowiska
Rzeczypospolitej Polskiej

współpracując w klimacie istniejących przyjaznych stosunków między Republiką
Federalną Niemiec a Rzeczpospolitą Polską,

dążąc do utrwalania i pogłębiania przyjaznych stosunków poprzez dalszą współpracę
w dziedzinie ochrony środowiska,

w związku z Umową między Republiką Federalną Niemiec a Rzeczpospolitą Polską
o współpracy w dziedzinie gospodarki wodnej na wodach granicznych z dnia 19
maja 1992 roku oraz Umową między Rządem Republiki Federalnej Niemiec a
Rządem Rzeczypospolitej Polskiej o współpracy w dziedzinie ochrony środowiska z
dnia 7 kwietnia 1994 roku,

uznając wspólną odpowiedzialność za ochronę środowiska i naturalne warunki życia
w Europie,

stawiając sobie za cel zmniejszenie zanieczyszczeń środowiska w Republice
Federalnej Niemiec i Rzeczypospolitej Polskiej -

uzgodnili, co następuje:

Artykuł 1

Niniejsze Porozumienie reguluje współpracę między Federalnym Ministerstwem Środowiska, Ochrony Przyrody i Bezpieczeństwa Reaktorów Republiki Federalnej Niemiec a Ministrem Środowiska Rzeczypospolitej Polskiej w zakresie realizacji wspólnych projektów pilotażowych w dziedzinie ochrony środowiska na terytorium Rzeczypospolitej Polskiej mających na celu zmniejszenie transgranicznych zanieczyszczeń środowiska. Przewiduje się, że „Szprotawa-Spółka Wodno-Ściekowa z o.o.”, Spółka z ograniczoną odpowiedzialnością z siedzibą w Szprotawie zrealizuje projekt „Rekonstrukcja komunalnego odprowadzania ścieków w Szprotawie” oraz Miejskie Przedsiębiorstwo Komunikacyjne we Wrocławiu Sp. z o.o. z siedzibą we Wrocławiu zrealizuje projekt „Modernizacja dwóch linii tramwajowych we Wrocławiu w celu zmniejszenia emisji zanieczyszczeń powietrza i hałasu”. W tym celu wymienione polskie przedsiębiorstwa (zwane dalej Beneficjentami) uzgodnią każdorazowo poszczególne działania w celu realizacji tych projektów pilotażowych z bankiem Deutsche Ausgleichsbank. Projekty pilotażowe będą miały charakter modelowy, a przy ich realizacji zastosowane zostaną najlepsze techniki i technologie.

Artykuł 2

(1) W celu wsparcia wspólnych projektów pilotażowych Federalne Ministerstwo Środowiska, Ochrony Przyrody i Bezpieczeństwa Reaktorów Republiki Federalnej Niemiec poprzez Deutsche Ausgleichsbank oraz Deutsche Ausgleichsbank przyznają Beneficjentom dotacje na realizację projektów, o których mowa w art. 1, w wysokości do 15 421 000 € (słownie: piętnaście milionów czterysta dwadzieścia jeden tysięcy euro). Dodatkowo, Federalne Ministerstwo Środowiska, Ochrony Przyrody i Bezpieczeństwa Reaktorów Republiki Federalnej Niemiec zapewnia sfinansowanie programów szkoleniowych realizowanych w Republice Federalnej

Niemiec w zakresie realizacji projektów pilotażowych do wysokości 350 000 € (słownie: trzysta pięćdziesiąt tysięcy euro).

(2) Ponadto, w celu sfinansowania projektów pilotażowych, o których mowa w art. 1, Deutsche Ausgleichsbank udzieli pożyczek celowych o łącznej wysokości do 31 564 590 € (słownie: trzydzieści jeden milionów pięćset sześćdziesiąt cztery tysiące pięćset dziewięćdziesiąt euro).

(3) W celu ustalenia wysokości i warunków pożyczek celowych i dotacji, Deutsche Ausgleichsbank i Beneficjenci zawrą umowy o dofinansowanie, które przed wejściem w życie będą wymagały zgody Federalnego Ministerstwa Środowiska, Ochrony Przyrody i Bezpieczeństwa Reaktorów Republiki Federalnej Niemiec.

Artykuł 3

(1) Dostawy i usługi związane z realizacją projektów, o których mowa w art. 1, finansowane w zakresie wartości udzielanych dotacji, o których mowa w art. 2 ust. zostaną zwolnione z cła, podatków i opłat zrównanych z podatkami, zgodnie z prawem Rzeczypospolitej Polskiej.

(2) Na dostawy i usługi w zakresie realizacji projektów, o których mowa w art. 1, organizowane będą przetargi międzynarodowe bez stosowania preferencji krajowych.

Artykuł 4

Uprawnienia do przeprowadzenia kontroli u Beneficjentów w zakresie wykorzystania środków, o których mowa w art. 2, przez Federalne Ministerstwo Środowiska, Ochrony Przyrody i Bezpieczeństwa Reaktorów Republiki Federalnej Niemiec, Deutsche Ausgleichsbank oraz Federalną Izbę Rozrachunkową Republiki Federalnej Niemiec uregulowane będą w umowach o dofinansowanie, o których mowa w art. 2 ust. 3.

Artykuł 5

Niniejsze Porozumienie wchodzi w życie z dniem jego podpisania.

Sporządzono we Frankfurcie nad Odrą dnia 18 czerwca 2001 roku w dwóch egzemplarzach, każdy w językach polskim i niemieckim, przy czym oba teksty mają jednakową moc.

Za Federalne Ministerstwo
Środowiska, Ochrony Przyrody
i Bezpieczeństwa Reaktorów
Republiki Federalnej Niemiec



Za Ministra Środowiska
Rzeczypospolitej Polskiej



[TRANSLATION - TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE FEDERAL MINISTRY FOR THE ENVIRONMENT, NATURE CONSERVATION AND NUCLEAR SAFETY OF THE FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY AND THE MINISTER FOR THE ENVIRONMENT OF THE REPUBLIC OF POLAND CONCERNING THE JOINT IMPLEMENTATION OF ENVIRONMENTAL PROTECTION PILOT PROJECTS IN THE REPUBLIC OF POLAND WITH THE AIM OF REDUCING CROSS-BORDER ENVIRONMENTAL POLLUTION

The Federal Ministry for the Environment, Nature Conservation and Nuclear Safety of the Federal Republic of Germany and the Minister for the Environment of the Republic of Poland,

Within the framework of cooperation and in the climate of friendly relations prevailing between the Federal Republic of Germany and the Republic of Poland,

Endeavouring to strengthen and deepen their friendly relations through further cooperation in the field of environmental protection,

Taking into account the Treaty between the Federal Republic of Germany and the Republic of Poland concerning Cooperation in the Field of Boundary Water Management, of 19 May 1992, and the Agreement between the Government of the Federal Republic of Germany and the Government of the Republic of Poland concerning Cooperation in the Field of Environmental Protection of 7 April 1994,

Recognizing their common responsibility for environmental protection and the natural environment in Europe,

Aiming to contribute to the reduction of pollution in the Federal Republic of Germany and the Republic of Poland,

Have agreed as follows:

Article 1

This Agreement governs cooperation between the Federal Ministry for the Environment, Nature Conservation and Nuclear Safety of the Federal Republic of Germany and the Minister for the Environment of the Republic of Poland in the joint execution of environmental protection pilot projects in the territory of the Republic of Poland for the reduction of cross-border environmental pollution. It is envisaged that Szprotawa-Spółka Wodno-Sciekowa z.o.o. (Szprotawa Water and Sewage Company Ltd.), headquartered in Szprotawa, will execute the project "Reconstruction of the Szprotawa municipal sewage disposal system", and that Miejskie Przedsiębiorstwo Komunikacyjne we Wrocławiu Sp. z.o.o. (Wrocław Municipal Transportation Company Ltd.), headquartered in Wrocław, will execute the project "Modernization of two tram lines in the city of Wrocław with a view to reducing air and noise pollution". To this end, the aforementioned Polish enterprises (hereinafter referred to as "aid recipients") shall determine the specific measures for the implementation of these pilot projects in agreement with the Deutsche Ausgleichsbank. The

pilot projects shall serve as models, and the best methods and technologies shall be used in executing them.

Article 2

(1) In support of the joint pilot projects, the Federal Ministry for the Environment, Nature Conservation and Nuclear Safety of the Federal Republic of Germany, through the Deutsche Ausgleichsbank, and the Deutsche Ausgleichsbank itself shall provide the aid recipients with grants of up to €15,421,000 (in words: fifteen million four hundred twenty-one thousand euros) for the implementation of the projects referred to in article 1. Also, the Federal Ministry for the Environment, Nature Conservation and Nuclear Safety of the Federal Republic of Germany shall provide financing of up to €350,000 (in words: three hundred fifty thousand euros) for training programmes to be conducted in the Federal Republic of Germany with a view to the implementation of the pilot projects.

(2) In addition, the Deutsche Ausgleichsbank shall make available for the financing of the pilot projects referred to in article 1 earmarked loans up to a total amount of €31,564,590 (in words: thirty-one million five hundred sixty-four thousand five hundred ninety euros).

(3) In order to fix the amount and conditions of the earmarked loans and grants, the Deutsche Ausgleichsbank and the aid recipients shall conclude aid agreements, which, before entering into force, must be approved by the Federal Ministry for the Environment, Nature Conservation and Nuclear Safety of the Federal Republic of Germany.

Article 3

(1) Deliveries of goods and services intended for the execution of the projects referred to in article 1 and financed up to the amount of the grants to be provided pursuant to article 2, paragraph 1, shall be exempt from customs duties, taxes and fees comparable to taxes, in accordance with the legislation of the Republic of Poland.

(2) Deliveries of goods and services intended for the execution of the projects referred to in article 1 shall be procured in the competitive international market without domestic preferences.

Article 4

(1) The rights of the Federal Ministry for the Environment, Nature Conservation and Nuclear Safety of the Federal Republic of Germany, the Deutsche Ausgleichsbank and the Federal Audit Office of the Federal Republic of Germany to audit the use of the funds referred to in article 2 by the aid recipients shall be specified in the aid agreements referred to in article 2, paragraph 3.

Article 5

This Agreement shall enter into force on the date of its signature.

Done at Frankfurt/Oder on 18 June 2001 in two copies, each in the German and Polish languages, both texts being equally authentic.

For the Federal Ministry for the Environment, Nature Conservation and Nuclear Safety of
the Federal Republic of Germany:

GILA ALTMANN

For the Minister for the Environment of the Republic of Poland:

JANUSZ RADZIEJOWSKI

[TRANSLATION - TRADUCTION]

ACCORD ENTRE LE MINISTÈRE FÉDÉRAL DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DE LA SÛRETÉ DES RÉACTEURS DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE ET LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE CONCERNANT LA MISE EN OEUVRE EN RÉPUBLIQUE DE POLOGNE DE PROJETS PILOTES COMMUNS POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT DANS LE BUT DE RÉDUIRE LA POLLUTION ENVIRONNEMENTALE TRANS-FRONTIÈRE

Le Ministère fédéral de l'environnement, de la protection de la nature et de la sûreté des réacteurs de la République fédérale d'Allemagne et le Ministre de l'environnement de la République de Pologne,

Dans le cadre de la coopération dans le climat des relations amicales actuelles entre la République fédérale d'Allemagne et la République de Pologne,

Soucieux de renforcer et d'approfondir les relations amicales par la poursuite de la coopération dans le domaine de la protection de l'environnement,

Considérant le Traité de coopération concernant l'administration des eaux frontalières du 19 mai 1992 entre la République fédérale d'Allemagne et la République de Pologne et l'Accord de coopération dans le domaine de la protection de l'environnement du 7 avril 1994 entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et le Gouvernement de la République de Pologne,

Reconnaissant leur responsabilité commune dans le domaine de la protection de l'environnement et des conditions de vie naturelle en Europe,

Ayant pour but de contribuer à réduire la pollution en République fédérale d'Allemagne et en République de Pologne,

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier

Le présent Accord règle la coopération entre le Ministère fédéral de l'environnement, de la protection de la nature et de la sûreté des réacteurs de la République fédérale d'Allemagne et le Ministre de l'environnement de la République de Pologne dans la mise en uvre, sur le territoire de la République de Pologne, de projets pilotes communs de protection de l'environnement visant à réduire la pollution trans-frontière. Il est prévu que « Szprotawa-Spolka Wodno-Sciekowa z.o.o; », Spolka z ograniczona odpowiedzialnoscia (Szprotawa-Wasser-und Abwassergesellschaft mbH) (Société des eaux et de l'épuration de Szprotawa), dont le siège est à Szprotawa, mettra en uvre le projet « Reconstruction des égouts communaux de Szprotawa » et que Miejskie Przedsiębiorstwo Komunikacyjne we Wrocławiu Sp.z.o.o.(Städtisches Verkehrsunternehmen in Breslau GmbH) (Entreprise des transports communaux de Breslau) dont le siège est à Breslau, fera de même avec le projet « Modernisation de deux lignes de tramway dans la ville de Wrocław (Breslau) en vue de la réduction

des émissions atmosphériques et des nuisances sonores ». À cette fin, les entreprises polonaises susnommées (ci-après dénommées « bénéficiaires ») conviendront des diverses mesures d'exécution de ces projets pilotes avec la Deutsche Ausgleichsbank. Les projets pilotes constituent des modèles et les techniques et technologies les meilleures seront employées pour leur mise en œuvre.

Article 2

1. Pour appuyer les projets pilotes conjoints, le Ministère fédéral de l'environnement, de la protection de la nature et de la sûreté des réacteurs de la République fédérale d'Allemagne, par l'intermédiaire de la Deutsche Ausgleichsbank, et la Deutsche Ausgleichsbank elle-même accorderont aux bénéficiaires des crédits à hauteur de 15 421 000 euros (en lettres, quinze millions quatre cent vingt-et-un mille euros) pour l'exécution des projets visés à l'article premier du présent Accord. En outre, le Ministère assure à hauteur de 350 000 euros (en lettres, trois cent cinquante mille euros) le financement de programmes de formation qui auront lieu en République fédérale d'Allemagne en vue de l'exécution des projets pilotes.

2. De plus, la Deutsche Ausgleichsbank fournira, pour les projets pilotes visés à l'article premier du présent Accord, des prêts liés à concurrence d'un montant total de 31 564 590 euros (en lettres, trente et un millions cinq cent soixante quatre mille cinq cent quatre-vingt-dix euros)

3. Afin de déterminer le montant total et le condition des prêts liés et des subventions, la Deutsche Ausgleichsbank et les bénéficiaires concluront des arrangements dont l'entrée en vigueur sera subordonnée à l'approbation du Ministère fédéral de l'environnement, de la protection de la nature et de la sûreté des réacteurs de la République fédérale d'Allemagne.

Article 3

1. Les biens et services fournis en vue de la réalisation des projets visés à l'article premier du présent Accord et financés dans les limites des financements prévus au paragraphe 1 de l'article 2 du présent Accord seront exonérés de droits de douane, d'impôts et de taxes assimilés à des impôts conformément à la législation de la République de Pologne;

2. Les fournitures de biens et de services destinés à la mise en œuvre des projets visés à l'article premier du présent Accord feront l'objet d'appels d'offres internationaux sans préférence pour les fournisseurs nationaux.

Article 4

Le droit de surveiller l'emploi des financements visés à l'article 2 du présent Accord par les bénéficiaires qui incombe au Ministère de l'environnement, de la protection de la nature et de la sûreté des réacteurs de la République fédérale d'Allemagne, à la Deutsche Ausgleichsbank ainsi qu'à la Bundesrechnungshof (Cour des comptes) de la République fédérale d'Allemagne sera défini d'un commun accord dans les arrangements visés au paragraphe 3 de l'article 2 du présent Accord.

Article 5

Le présent Accord entrera en vigueur à la date de sa signature.

Fait à Francfort sur Oder le 18 juin 2001, en deux exemplaires originaux, chacun en langues allemande et polonaise, les deux textes faisant également foi.

Pour le Ministère fédéral de l'environnement, de la protection de la nature et de la sûreté
des réacteurs de la République fédérale d'Allemagne :

GILA ALTMANN

Pour le Ministre de l'environnement de la République de Pologne :

JANUSZ RADZIEJOWSKI

No. 37799

**Germany
and
Malawi**

Arrangement between the Government of the Federal Republic of Germany and the Government of the Republic of Malawi concerning technical cooperation in the project "Promotion of Horticulture". Lilongwe, 28 August 2000 and 16 October 2000

Entry into force: *16 October 2000, in accordance with its provisions*

Authentic texts: *English and German*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Germany, 23 November 2001*

Not published herein in accordance with article 12(2) of the General Assembly regulations to give effect to Article 102 of the Charter of the United Nations, as amended.

**Allemagne
et
Malawi**

Arrangement entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et le Gouvernement de la République du Malawi relatif à la coopération technique pour le projet "Promotion de l'horticulture". Lilongwe, 28 août 2000 et 16 octobre 2000

Entrée en vigueur : *16 octobre 2000, conformément à ses dispositions*

Textes authentiques : *anglais et allemand*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *Allemagne, 23 novembre 2001*

Non publié ici conformément au paragraphe 2 de l'article 12 du règlement de l'Assemblée générale destiné à mettre en application l'Article 102 de la Charte des Nations Unies, tel qu'amendé.

No. 37800

**Germany
and
Egypt**

Agreement between the Government of the Federal Republic of Germany and the Government of the Arab Republic of Egypt on their mutual shipping relations (with annex). Alexandria, 5 November 1998

Entry into force: *22 November 2000, in accordance with article 16*

Authentic texts: *Arabic, English and German*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Germany, 23 November 2001*

**Allemagne
et
Égypte**

Accord entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et le Gouvernement de la République arabe d'Égypte concernant leurs relations maritimes mutuelles (avec annexe). Alexandrie, 5 novembre 1998

Entrée en vigueur : *22 novembre 2000, conformément à l'article 16*

Textes authentiques : *arabe, anglais et allemand*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *Allemagne, 23 novembre 2001*

ملحق
الاتفاق بين
حكومة جمهورية ألمانيا الاتحادية
و حكومة جمهورية مصر العربية
بشأن علاقاتهما الملاحية المشتركة
الموقع بتاريخ الخامس من نوفمبر ١٩٩٨
وثائق سفر المضاء الطاقم
دخول و محبور و اقامة المضاء طاقم السفينة

وفقا للمادتين الحادية عشر و الثانية عشر من هذا الاتفاق، يعترف كل من
الطرفين المتعاقدين بوثائق سفر البحارة التي يصدرها أى منهما بعد دخول هذا
الاتفاق فى حيز التنفيذ وإعادة السماح لأى شخص يحمل هذه الوثائق بالدخول
الى أراضيه دون أية اجراءات اضافية شريطة استيفاء الشروط الدولية للإعتراف
بجواز سفر البحارة .

- أ - بناء السفن .
ب - اصلاح السفن .

٢ - يشجع الطرفان المتعاقدان بعضهما على استخدام المعاهد التدريبيه فى كل منهما و كذلك أية تسهيلات تدريبيه فى مؤسسات و معاهد الملاحة البحرية و تشغيل الموانى .

مادة (١٦)

سريان الإتفاق

يسرى هذا الإتفاق من تاريخ قيام كل حكومة بإخطار الأخرى بإتمام الإجراءات القانونية المسبقة للامرة لسريان الإتفاق . و يعتبر آخر يوم لتسلم الإخطار هو ميعاد سريان الإتفاق .

مادة (١٧)

مدة الإتفاق و تاريخ انتهائه

- ١ - يبرم هذا الإتفاق لفترة زمنية غير محددة .
٢ - يجوز الإسحاب من هذا الإتفاق عن طريق إرسال إخطار مسبق من قبل أى من الطرفين المتعاقدين فى غضون سنة أشهر .

تم فى *Alexandria* يوم *5 November 1998*
حدر من نسختين باللغة الألمانية و العربية و الإنجليزية، و للنسختين نفس الحجية .

و يعد بالنص باللغة الإنجليزية فى حالة الإختلاف حول تفسير النصين باللغتين الألمانية و العربية .

عن حكومة

جمهورية مصر العربية



عن حكومة

جمهورية ألمانيا الاتحادية



٣ - لا يوجد بالفقرة (٢) أعلاه ما يحول دون تطبيق القوانين و الأحكام القانونية الأخرى الخاصة بالطرفين المتعاقدين فيما يتعلق بالتخزين المؤقت للبضائع .

مادة (١٤)

اللجنة البحرية المخترجة و الإستشارات

١ - لغرض ضمان الإستخدام الأمثل لهذا الإتفاق تشكل لجنة بحرية مشتركة من الإدارات الملاحية و الخبراء المرشحين من الطرفين المتعاقدين .

٢ - تقوم هذه اللجنة بالنظر فى جميع المسائل ذات الإهتمامات المشتركة لكل من الطرفين المتعاقدين خاصة المشكلات المتعلقة بالآتى :

أ - المشاركة فى نقل جميع البضائع لصالح تجارتهما البحرية المشتركة .

ب- أنشطة شركات الملاحة الخاصة بأى من الطرفين المتعاقدين و سفنهما العاملة فى التجارة البحرية بينهما خاصة المشكلات المتعلقة بالأنشطة الناتجة عن تطبيق اتفاق مدونة السلوك للمؤتمرات الملاحية .

ج- مراعاة جميع الشروط المتعلقة بالتداول السليم للتجارة البحرية لشركات الملاحة الخاصة بكل من الطرفين المتعاقدين .

د- التسوية السلمية للنزاعات بما فيها النزاعات الناتجة عن تفسير هذا الإتفاق .

٣ - يتعهد الطرفان المتعاقدان بمراعاة مبدأ المنفعة المتبادلة و المعاملة غير التمييزية لشركات الملاحة الخاصة بالطرفين المتعاقدين و سفنهما .

٤ - تجتمع اللجنة البحرية المشتركة بناء على طلب أحد الطرفين المتعاقدين فى ميعاد لا يتعدى الثلاثة أشهر من بدء تقديم هذا الطلب . تقوم اللجنة بإبلاغ وزارة النقل بجمهورية ألمانيا الإتحادية وقطاع النقل البحرى فى وزارة النقل و المواصلات بجمهورية مصر العربية بنتائج أعمالها .

مادة (١٥)

التعاون الفنى

١ - يقوم الطرفان المتعاقدان بتشجيع ملاك السفن و المؤسسات العاملة فى التجارة البحرية فى كل من الدولتين لبحث و تطوير جميع أشكال التعاون و خاصة فى المجالات التالية :

- ٢ - يسمح لأى فرد من أفراد طاقم السفينة بحمل وثيقة السفر الواردة بالمادة (١١) من هذا الإتفاق، بعد الحصول على تصريح إقامة قبل الدخول (فيزا)، بالسفر عبر إقليم الطرف المتعاقد الآخر و ذلك من أجل الصعود على ظهر سفينته أو أى سفينة أخرى لغرض العودة للوطن أو لأى سبب آخر مقبول لدى السلطات المختصة للطرف المتعاقد الآخر و يتم إصدار تصريح الإقامة (فيزا) دون إبطاء، إذا أمكن .
- ٣ - تسمح السلطات المختصة لأى من الطرفين المتعاقدين لأى فرد طاقم السفينة الذى تم نقله الى مستشفى واقعة بإقليم أحد الطرفين المتعاقدين بالبقاء طالما لزم الأمر حتى يتم علاجه .
- ٤ - يحتفظ كل من الطرفين المتعاقدين بالحق فى رفض دخول الأشخاص غير المرغوب فيهم الى إقليمه حتى لو كان هؤلاء الأشخاص يحملون وثائق سفر وفقا للمادة (١١) من هذا الإتفاق .
- ٥ - يحق لأفراد البعثات الدبلوماسية و لممثلى القنصليات و للريان و كذا أفراد طاقم أحد الطرفين المتعاقدين الإتصال أو الإلتقاء ببعضهم البعض و ذلك وفقا للقوانين الخاصة بذلك و غيرها من الأحكام القانونية السارية بدولة الإقامة .
- ٦ - لن تؤثر الأحكام المذكورة أعلاه على لوائح الطرفين المتعاقدين الخاصة بدخول الأجانب و إقامتهم و مغادرتهم . لمزيد من التفاصيل يمكن الرجوع الى ملحق الإتفاقية الذى يشكل جزءا لا يتجزأ منها .

مادة (١٣)

الحوادث البحرية

- ١ - إذا تحطمت سفينة أحد الطرفين المتعاقدين أو تعرضت للحوارية أو جنحت أو تعرضت لمأزق بالمياه الإقليمية للطرف المتعاقد الآخر لأى سبب من الأسباب، تقوم سلطات ذلك الطرف بمنح الریان و أفراد طاقم السفينة و الركاب و كذا السفينة و ما تحمله من بضائع نفس المساعدة و الحماية التى تتلقاها السفن التى ترفع علمها . يتم التحقيق فى الحوادث المشار إليها فى الجملة السابقة من قبل السلطات التى يرشحها كل من الطرفين المتعاقدين تجاه الطرف المتعاقد الآخر إذا كان ذلك يعود بالنفع على الصالح العام، وفى جميع الحالات إذا غرقت سفينة أو تركت مهجورة أو إذا ما قتل شخص فى هذا الحادث تقوم السلطات التى تم ترشيحها بإرسال نتائج التحقيقات الى سلطات الطرف المتعاقد الآخر فى أسرع وقت ممكن .
- ٢ - يمتنع كل من الطرفين المتعاقدين، فى حالة وقوع حادثة للسفينة أو تعرضها للحوارية عن فرض رسوم أو ضرائب أو أى رسوم أخرى على البضائع و المعدات و المواد و المؤن و غيرها من الملحقات إلا إذا كانت هذه البضائع تم استخدامها أو استهلاكها فى إقليم الطرف المتعاقد الآخر .

مادة (٩)

تبصير الملاحة البحرية

يتخذ الطرفان المتعاقدان جميع الإجراءات اللازمة فى إطار قوانينهما و اللوائح الخاصة بموانئهما لتيسير النقل البحرى و تشجيعه و لمنع الإمتداد غير الضرورى لفترات رسو السفينة و الإسراع بالتخليص الجمركى و الإجراءات الرسمية الأخرى التى يجب مراعاتها فى الموانىء، و تبسيطها إذا أمكن، بالإضافة الى العمل على تيسير استخدام التجهيزات القائمة لاستقبال النفايات .

مادة (١٠)

الإمتراض المتبادل بشهاداته العمولة

و الوثائق الأخرى

يعترف كل من الطرفين المتعاقدين بوثائق السفينة التى أصدرها و اعترف بها الطرف المتعاقد الآخر وفقا للاتفاقيات الدولية المعنية بهذا الأمر .

مادة (١١)

وثائق سفر طاقم السفينة (أعضاء الطاقم)

١ - يقوم كل من الطرفين المتعاقدين بالإعتراف بوثائق السفر التى أصدرتها السلطات المختصة للطرف المتعاقد الآخر و يمنح حامل هذه الوثائق الحقوق المنصوص عليها فى مادة (١٢) من هذا الإتفاق .

٢ - تكون وثيقة السفر بالنسبة لجمهورية ألمانيا الإتحادية هى جواز السفر أو جواز السفر البحرى . و بالنسبة لجمهورية مصر العربية هى جواز السفر البحرى أو جواز السفر .

٣ - تكون وثيقة السفر بالنسبة الى أفراد الطاقم من البلدان التى تمثل طرفا ثاتشا و الذين يعملون على ظهر السفن التابعة لأحد الطرفين المتعاقدين هى تلك الوثيقة الصادرة من السلطات المختصة بتلك البلدان شريطة أن تتوفر بهذه الوثيقة المتطلبات الوطنية المعمول بها فى الطرف المتعاقد المعنى للإعتراف بالوثيقة كجواز سفر أو ما يقوم مقامه .

مادة (١٢)

دخول و عبور و إقامة أعضاء طاقم السفينة

١ - يسمح أى من الطرفين المتعاقدين لأعضاء طاقم سفينة الطرف المتعاقد الآخر ممن يحملون وثيقة من وثائق السفر الواردة بالمادة (١١) من هذا الإتفاق بالنزول الى الشاطئ و البقاء فى مدينة الميناء أثناء فترة رسو السفينة دون طلب تصريح إقامة قبل الدخول (فيزا) وفقا للقوانين الخاصة بذلك و غيرها من الأحكام السارية . و فى هذه الحالات :

- * يتطلب الأمر الحصول على تصريح بالنزول الى البر بجمهورية ألمانيا الإتحادية
- * يتطلب الأمر الحصول على تصريح بالنزول الى البر بجمهورية مصر العربية

مادة (٧)

المبالاته التي لا يشملها نطاق تنفيذ الإتفاق

لا يؤثر هذا الإتفاق على الأحكام القانونية السارية لدى أى من الطرفين المتعاقدين فيما يتعلق بالتالى :

- أ - التمتع بمزايا العلم الوطنى فيما يتعلق بالملاحة الساحلية و القطر والإرشاد والخدمات الأخرى التى يقتصر القيام بها على شركات الملاحة الوطنية فى أحد الطرفين أو على شركات أخرى و مواطنيها و مع ذلك فقيام إحدى السفن التابعة لأحد الطرفين المتعاقدين بالإبحار فيما بين موانئ الطرف المتعاقد الآخر بغرض تفريغ بضائع و إنزال ركاب نقلوا من دولة ثالثة أو بغرض شحن بضائع أو أخذ ركاب الى دولة ثالثة لا يعتبر ملاحة ساحلية .
- ب - الإلتزام باصطحاب مرشد على ظهر السفينة .
- ج - السفن التى تؤدى خدمات عامة .
- د - الأنشطة الواقعة فى إطار البحث البحرى .
- هـ- التمتع بميزة القيام بمسح هيدروغرافى فى المياه الإقليمية للطرف المتعاقد .
- و- قناة السويس .

مادة (٨)

الإمتثال للأحكام القانونية السارية فى

أراض الطرفين المتعاقدين الأخر

- ١ - تخضع سفن أى من الطرفين المتعاقدين و كذلك طاقمها وركابها و بضائعها للأحكام القانونية السارية فى إقليم الطرف المتعاقد الآخر .
- ٢ - تخضع سفن الشركة أو الشركات الملاحية التابعة لأى من الطرفين المتعاقدين لقوانين الطرف الأخير و أحكامه القانونية المطبقة على السفن المستخدمة فى الملاحة الدولية من حيث تشغيل و إدارة تلك السفن و دخولها أو مغادرتها لإقليمه و ذلك عند تواجدها فى إقليم الطرف المتعاقد الآخر .
- ٣ - يخضع ركاب و طاقم السفينة و شاحنو البضائع الى القوانين و الأحكام القانونية الأخرى السارية فى إقليم أى من الطرفين المتعاقدين فيما يتعلق بدخول و إقامة و مغادرة الركاب و أعضاء طاقم السفينة أو استيراد و تصدير و تخزين البضائع كما يخضعون على وجه الخصوص للأحكام المتعلقة بالنزول الى البر و الهجرة و الجمارك و الضرائب و الحجر الصحى .

٢ - تقوم شركات الملاحة الأعضاء في المؤتمرات الملاحية المعنية و المشاركة في التجارة الثنائية بتسوية أية مسألة قد تنشأ نتيجة لتطبيق اتفاقية مدونة السلوك للمؤتمرات الملاحية .

٣ - يتمسك كل من الطرفين المتعاقدين بالتصديق على كل الإتفاقيات الدولية المعنية و المتعلقة بسلامة الملاحة و ظروف المعيشة و العمل للبحارة و حماية البيئة البحرية .

مادة (٤)

المعاملة غير التمييزية لسفن الملاحة

يتمتع أى من الطرفين المتعاقدين عن اتخاذ أى إجراء تمييزى فى الملاحة البحرية الدولية قد ينجم عنه أية أضرار بمصالح الملاحة الخاصة بالطرف المتعاقد الآخر أو قد يؤثر سلبيا على حرية الإختيار للشركات الملاحية على عكس الأصول المرعية فى حرية المنافسة .

مادة (٥)

اللوائح الخاصة بالموانى و المياه الإقليمية

١ - يمنح أى من الطرفين المتعاقدين، بشرط المعاملة بالمثل، سفن الطرف المتعاقد الآخر نفس المعاملة التى تتلقاها سفنه العاملة فى الملاحة البحرية الدولية فى موانئه و مياهه الإقليمية أو فى مياه أخرى واقعة فى منطقة ولايته، فيما يتعلق بدخول الموانى و البقاء بها و مغادرتها، و استخدام مرافق الموانى و نقل البضائع و الركاب و كذلك فيما يتعلق باستخدامات و التسهيلات الأخرى .

٢ - تشمل المعاملة بالمثل المشار إليها فى الفقرة (١) أعلاه أيضا حق الشركة الملاحية التابعة لأى من الطرفين المتعاقدين فى ممارسة أعمال الوكالة وفقا للقوانين المعمول بها فى إقليم الطرف المتعاقد الآخر .

مادة (٦)

حرية تحويل الأموال غير المنظورة

يمنح أى من الطرفين المتعاقدين شركات الملاحة التابعة للطرف المتعاقد الآخر الحق فى استخدام أية إيصالات يتلقاها نظير خدمات ملاحية قدمها فى إقليم الطرف المتعاقد الأول لصالح مدفوعات متعلقة بالملاحة أو تحويل هذه الإيصالات الى الخارج على هيئة نقود قابلة للتحويل . و يتم هذا التحويل على أساس السعر الرسمى للصرف السارى وفى خلال الفترة المتعارف عليها .

٣ - " شركة ملاحية تابعة للطرف المتعاقد " هي شركة نقل تقوم بتسيير سفن بحرية، يكون مقرها إقليم هذا الطرف المتعاقد والمعترف بها وفقا للأحكام القانونية الخاصة بهذا الطرف المتعاقد بأنها " شركة ملاحية "

٤ - " عضو طاقم السفينة " هو الربان أو أى شخص يقوم بأداء واجبات و خدمات على متن السفينة أثناء الرحلة و يكون اسمه مدرجا فى قائمة الطاقم .

مادة (٢)

حرية الملاحة

١ - يتعاون الطرفان المتعاقدان على إزالة جميع العقبات التى قد تعوق سير الملاحة بين الطرفين، ويمتنعان عن اتخاذ أى إجراء يمكن أن يحد من اشتراك شركات الملاحة الخاصة بالطرفين فى نقل البضائع المتبادلة فى إطار تجارتهما الثنائية وفى المرور البحرى بين أى من الدولتين و دولة ثالثة .

٢ - تتمتع سفن الطرفين المتعاقدين بكل التسهيلات المتاحة فى النقل البحرى بين بلديهما . و لسفن أى من الطرفين المتعاقدين الحق فى الإبحار بين مواتنهما المفتوحة أمام التجارة الدولية البحرية و ذلك بغرض نقل البضائع أو الركاب .

٣ - يوصى الطرفان المتعاقدان شركات الملاحة التابعة لهما بالإتفاق على مستوى تجارى خاص بالتعاون فى النقل البحرى . و يتم مناقشة أية مسائل قد تنشأ عن ذلك فى اللجنة البحرية المشتركة المشكلة وفقاً للمادة (١٤).

٤ - تتمتع السفن المستأجرة من قبل شركات الملاحة لأى من الطرفين المتعاقدين بنفس المزايا التى تحصل عليها كما لو كانت ترفع علم أحد الطرفين المتعاقدين .

مادة (٣)

الإلتزامات الدولية

١ - لا يؤثر الإتفاق الحالى على أى التزام ينشأ عن أى اتفاقيات دولية أخرى قد أبرمها أحد الطرفين المتعاقدين و خاصة الإلتزامات التى تستوجبها اتفاقية ٦ إبريل ١٩٧٤ المعنية بمدونة السلوك للمؤتمرات الملاحية، و بصفة خاصة أى التزام ينشأ عن عضوية جمهورية ألمانيا الإتحادية فى الإتحاد الأوروبى .

حكومة
جمهورية ألمانيا الاتحادية
و حكومة
جمهورية مصر العربية

رغبة منهما فى دعم التطوير المتناسق للعلاقات الملاحية بين
جمهورية ألمانيا الاتحادية و جمهورية مصر العربية، المرتكزة على المصالح
المتبادلة للدولتين و على حرية التجارة الخارجية،

رغبة منهما فى تشجيع التعاون الدولى فى هذا المجال على
أفضل وجه ممكن،

إدراكا منهما بضرورة أن يصاحب تبادل البضائع بين بلديهما
تبادلا فعالا للخدمات،

فقد اتفقتا على ما يلى :

مادة (١)
التعريفات

فى مفهوم هذا الإتفاق يقصد بعبارة :

١- " السلطات الملاحية المختصة " -
أ - فى جمهورية ألمانيا الاتحادية، الوزارة الاتحادية للنقل و أجهزتها المعاونة
ب - فى جمهورية مصر العربية، قطاع النقل البحرى فى وزارة النقل
و المواصلات

٢- " سفينة الطرف المتعاقد " -
هى أية سفينة ترفع علم هذا الطرف المتعاقد وفقا للأحكام القانونية لهذا
الطرف والمدرجة بسجلاته . و لا يشمل هذا المصطلح السفن الحربية و سفن
الصيد. و لغرض تطبيق المسواد (٢) و (٥) و (٨) و (٩) و (١٠) و (١٢)
و (١٣) و (١٤) و (١٥) من هذا الإتفاق، فإن أية سفينة ترفع علم دولة ثالثة
و تستخدمها إحدى شركات الملاحة التابعة لأى من الطرفين المتعاقدين تعتبر
و كأنها سفينة أحد الطرفين المتعاقدين .

اتفاق

بين

حكومة

جمهورية ألمانيا الاتحادية

و

حكومة

جمهورية مصر العربية

بشأن

علاقتهما الملاحة المشتركة

[ENGLISH TEXT — TEXTE ANGLAIS]

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY AND THE GOVERNMENT OF THE ARAB REPUBLIC OF EGYPT ON THEIR MUTUAL SHIPPING RELATIONS

The Government of the Federal Republic of Germany and the Government of the Arab Republic of Egypt,

Desirous of promoting the harmonious development of the shipping relations between the Federal Republic of Germany and the Arab Republic of Egypt, which is founded upon the reciprocal interests of these two countries and upon the freedom of foreign trade,

Desirous of encouraging, as best as possible, international co-operation in this field,

Aware that the exchange of goods between their two countries should be accompanied by an effective exchange of services,

Have agreed as follows:

Article I. Definitions

For the purpose of the present Agreement the term

1. "Competent Shipping Authority" means

a) in the Federal Republic of Germany, the Federal Ministry of Transport and its subsidiary bodies,

b) in the Arab Republic of Egypt, the Maritime Transport Sector in the Ministry of Transport and Communications;

2. "Vessel of a Contracting Party" means any vessel which, in accordance with the legal provisions of the said Contracting Party, flies its flag and which, in accordance with its laws, is entered in a register. This term does not include warships and fishing vessels. For the purpose of Articles 2, 5, 8, 9, 10, 12, 13, 14 and 15 any vessel flying the flag of a third state and employed by a shipping company of one of the Contracting Parties shall also be deemed a "vessel of a Contracting Party";

3. "Shipping company of a Contracting Party" means a transport company employing sea-going ships which has its domicile in the territory of this Contracting Party and which in accordance with the legal provisions of this Contracting Party is recognized as "shipping company";

4. "Member of the crew" means the master and any person who during the voyage has to perform duties or services on board the vessel and whose name is listed in the vessel's muster roll.

Article 2. Freedom of Traffic

(1) The Contracting Parties shall co-operate so as to eliminate all obstacles which might impede the development of navigation between the two Contracting Parties and shall refrain from taking any measures which might limit the participation of the shipping companies of the two Contracting Parties in the transport of cargo exchanged within the framework of their bilateral trade, as well as in the maritime traffic between either of their countries and third countries.

(2) The vessels of the Contracting Parties shall enjoy all available facilities in the maritime transport between their countries. They shall be entitled to sail to those ports of both Contracting Parties that are open to international seaborne trade for the purpose of transporting cargo or passengers.

(3) The Contracting Parties shall recommend to their shipping companies to agree on a commercial level about co-operation in maritime transport. Any questions that may arise herefrom shall be discussed in the Joint Maritime Committee established pursuant to Article 14.

(4) The vessels chartered by shipping companies of either Contracting Party shall enjoy the same benefits as they would if they were flying the flag of one of the Contracting Parties.

Article 3. International Commitments

(1) The present Agreement shall not affect any commitment arising out of other international agreements that may have been concluded by either of the Contracting Parties, above all those arising out of the Convention of 6 April, 1974, on a Code of Conduct for Liner Conferences, and in particular any commitment arising out of the membership of the Federal Republic of Germany in the European Union.

(2) Questions that may arise from the implementation of the Convention on a Code of Conduct for Liner Conferences shall be settled by the shipping companies participating in the bilateral traffic which are members of the liner conference concerned.

(3) Both Contracting Parties are determined to ratify all pertinent international conventions relating to the safety of navigation, the living and working conditions of seafarers, and the protection of the marine environment.

Article 4. Nondiscrimination of the Shipping Company

Either Contracting Party shall refrain from any discriminatory action in international maritime traffic that might inflict any disadvantage upon the shipping interests of the other Contracting Party or that might, contrary to the principles of free competition, adversely affect the free choice of the shipping company.

Article 5. Regulations Concerning Ports and Territorial Waters

(1) Either Contracting Party shall, on condition of reciprocity, grant the vessels of the other Contracting Party the same treatment in its ports, territorial waters and other waters under its jurisdiction as it grants its own vessels operating in international maritime traffic regarding access to the ports, during their stay in the ports and when leaving them, in the use of the port facilities for goods and passengers transport as well as regarding services and other facilities.

(2) The reciprocity referred to in paragraph (1) above also covers the right of the shipping companies of either Contracting Party to exercise the activities of an agency in accordance with the laws in force in the territory of the other Contracting Party.

Article 6. Unrestricted Transfer of Invisibles

Either Contracting Party shall grant the shipping companies of the other Contracting Party the right either to use any receipts from shipping services realized in the territory of the first Contracting Party towards shipping-related payments or to transfer such receipts abroad in convertible currency. Any such transfer is to be effected on the basis of the official rate of exchange within the usual period of time.

Article 7. Areas Excluded from the Scope of Application of the Agreement

The present Agreement shall not affect the legal provisions in force of either Contracting Party concerning

- a) the privilege of the national flag relating to national coastal navigation, salvage, towage, pilot and other services which are reserved to the Contracting Party's own national shipping companies or other companies and to its citizens; the sailing of a vessel of one Contracting Party between ports of the other Contracting Party for the purpose of unloading cargo and disembarking passengers taken on in a third country or loading goods or embarking passengers to be taken to a third country shall not be deemed to be coastal navigation, however;
- b) the obligation to take a pilot on board;
- c) vessels performing public service functions;
- d) the activities within the framework of marine research;
- e) the privilege of hydrographic survey in the Contracting Party's own territorial waters;
- f) the Suez Canal.

Article 8. Compliance with the Legal Provisions of the other Contracting Party in its Territory

(1) The vessels of either Contracting Party as well as the members of their crew, their passengers and cargoes shall be subject to the legal provisions in force in the territory of the other Contracting Party.

(2) The vessels of the shipping company or companies of either Contracting Party shall be subject - while in the territory of the other Contracting Party - to the latter's laws and other legal provisions relating to the entry into and departure from its territory of the vessels employed in international maritime traffic and to the operation and command of such vessels.

(3) The passengers, members of the crew and consignors of cargo shall comply with the laws and other legal provisions in force in the territory of either Contracting Party with respect to entry, stay and departure of passengers and members of the crew or import, export and storage of cargoes, especially with the provisions concerning shore leave, immigration, customs, taxes and quarantine.

Article 9. Facilitation of Maritime Traffic

Within the framework of their laws and port regulations, the Contracting Parties shall take all necessary measures in order to facilitate and promote sea transport, to prevent unnecessary extension of lay times and expedite and simplify, if possible, the clearing of customs and other formalities to be observed in the ports as well as to facilitate the utilization of the existing disposal installations.

Article 10. Reciprocal Recognition of Tonnage Certificates and other Ship's Documents

The ship's documents which have been issued and recognized by one Contracting Party in accordance with the pertinent international agreements and which are carried on board a vessel of this Contracting Party shall also be recognized by the other Contracting Party.

Article 11. Travel Documents of the Members of the Crew

(1) Either Contracting Party shall recognize the travel documents issued by the competent authorities of the other Contracting Party and shall grant the holders of such documents the rights provided for in Article 12 of the present Agreement.

(2) The travel documents shall be for the Federal Republic of Germany the passport or the seaman's book and for the Arab Republic of Egypt the seaman's book or passport.

(3) For members of the crew of third countries working on board vessels of either Contracting Party, the travel documents are those issued by the competent third country authorities, provided they meet the national requirements of the Contracting Party concerned for the recognition as passport or passport substitute.

Article 12. Entry, Transit and Stay of the members of the Crew

(1) Either Contracting Party shall allow the members of the crew of the vessel of one Contracting Party who are holders of one of the travel documents specified in Article 11 of the present Agreement to go ashore and to stay in the sea-port town during the lay time of the vessel in a port of the other Contracting Party without requiring permission to stay prior to entry (visa) in accordance with the pertinent laws and other provisions in force. In these cases

- a shore leave pass shall be required in the Federal Republic of Germany,
- a shore leave pass shall be required in the Arab Republic of Egypt.

(2) Any member of the crew holding a travel document specified in Article 11 of the present Agreement shall be permitted, after having been granted permission to stay prior to entry (visa), to travel through the territory of the other Contracting Party in order to go on board his ship or any other ship for the purpose of travelling home or for any other reason acceptable to the competent authorities of the other Contracting Party. Such permission to stay prior to entry (visa) shall be issued without delay, if possible.

(3) The competent authorities of either Contracting Party shall permit any member of the crew who is taken to a hospital in the territory of the Contracting Party concerned to stay as long as necessary for in-patient treatment.

(4) Both Contracting Parties shall reserve the right to refuse undesirable persons entry into their respective territory, even if these persons hold a travel document specified in Article 11 of the present Agreement.

(5) The staff of the diplomatic missions and consular representations of one Contracting Party and the master as well as the other members of the crew of a vessel of this Contracting Party shall be entitled, in compliance with the pertinent laws and other legal provisions in force in the country of stay, to contact one another or to meet.

(6) Without prejudice to the above provisions, the Contracting Parties' regulations concerning the entry, stay and departure of foreigners shall remain unaffected.

Further details may be gathered from the Annex to this Agreement, which forms a constituent part thereof.

Article 13. Incidents at Sea

(1) If a vessel of one Contracting Party is shipwrecked, suffers average, runs aground or gets into distress for some other reason in the territorial waters of the other Contracting Party, the authorities of this other Contracting Party shall grant the master, the other members of the crew and the passengers as well as the vessel and her cargo the same assistance and protection as would be granted to the vessels flying its own flag. The incidents referred to in the first sentence above shall be investigated by the authorities to be denominated by each Contracting Party vis-a-vis the other Contracting Party if it benefits the public interest, in any event, however, if a vessel has sunk or was abandoned or if a person was killed in such incident. The authorities to be denominated shall transmit the results of the investigation as quickly as possible to the authorities of the other Contracting Party.

(2) Either Contracting Party shall, in the event of a vessel having had an accident or having suffered average, refrain from levying import duties, taxes or any other charges on cargo, equipment, materials, provisions and other appurtenances unless these articles are used or consumed in the territory of this Contracting Party.

(3) Nothing in paragraph (2) above shall preclude the application of the laws and other legal provisions of the Contracting Parties in respect of the temporary warehousing of goods.

Article 14. Joint Maritime Committee and Consultations

(1) For the purpose of ensuring the effective application of the present Agreement, a Joint Maritime Committee shall be established consisting of representatives of the shipping administrations and the experts as denominated by the Contracting Parties.

(2) This Committee shall consider all questions of common interest to both Contracting Parties, in particular problems related to

a) the participation in the transport of all cargo for the benefit of their mutual maritime trade;

b) the activities of the shipping companies and vessels of either Contracting Party that are engaged in maritime trade between the Contracting Parties and in particular problems related to the activities resulting from the application of the Convention on a Code of Conduct for Liner Conferences;

c) the observance of all conditions relevant to the correct handling of maritime trade by the shipping companies of either Contracting Party;

d) the amicable settlement of disputes including those arising out of the interpretation of the present Agreement.

(3) The Contracting Parties undertake to observe the principles of mutual advantage and of nondiscriminatory treatment of the shipping companies and vessels of either Contracting Party.

(4) The Joint Maritime Committee shall meet at the request of one of the Contracting Parties not later than three months after the date such request has been brought forward. This Committee shall report the results of its work to both, the Federal Ministry of Transport in the Federal Republic of Germany and the Maritime Transport Sector in the Ministry of Transport and Communications in the Arabic Republic of Egypt.

Article 15. Technical Co-operation

(1) Both Contracting Parties shall encourage the shipowners and institutions in either country connected with maritime traffic to seek and develop all forms of co-operation possible, particularly in the following fields:

a) ship construction;

b) ship repair.

(2) The Contracting Parties shall encourage each other to utilize the training institutions as well as any other training facilities in the enterprises and institutions of maritime traffic and harbour operations.

Article 16. Entry into Force

The present Agreement shall enter into force on the day both Governments have informed each other of the fact that the necessary legal procedures for the entry into force of

the present Agreement have been completed. The day the last of these two notices is received shall be deemed the day of entry into force.

Article 17. Duration and Termination

(1) This Agreement shall be concluded for an unlimited period.

(2) This Agreement may be denounced by notification by either Contracting Party, subject to six months' previous notice.

Done at Alexandria on November 5, 1998 in duplicate in the German, Arabic and English languages, all three texts being authentic. In case of divergent interpretations of the German and Arabic texts, the English text shall prevail.

For the Government of the Federal Republic of Germany :

PETER DINGENS

For the Government of the Arab Republic of Egypt :

REAR-ADMIRAL MAGDI ABDEL-HADI

ANNEX TO THE AGREEMENT OF NOVEMBER 5, 1998 BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY AND THE GOVERNMENT OF THE ARAB REPUBLIC OF EGYPT ON THEIR MUTUAL SHIPPING RELATIONS

Travel Document of Members of the Crew

Entry, Transit and Stay of Members of the Crew

In accordance with Articles 11 and 12 of this Agreement, each Contracting Party shall recognize the travel documents of the seafarers issued after the entry into force of this Agreement and introduced by either Contracting Party, and re-admit to its territory, without further formalities, any person holding that travel document provided the international requirements for recognition as a seaman's book are fulfilled.

[GERMAN TEXT — TEXTE ALLEMAND]

Abkommen

zwischen

der Regierung der Bundesrepublik Deutschland

und

der Regierung der Arabischen Republik Ägypten

über

ihre gegenseitigen Seeschiffahrtsbeziehungen

Die Regierung der Bundesrepublik Deutschland
und
die Regierung der Arabischen Republik Ägypten -

in dem Wunsch, die harmonische Entwicklung der Seeschiffsbeziehungen zwischen der Bundesrepublik Deutschland und der Arabischen Republik Ägypten, die sich auf das beiderseitige Interesse dieser Länder und die Freiheit des Außenhandels gründen, zu fördern,

in dem Wunsch, die internationale Zusammenarbeit auf diesem Gebiet soweit wie möglich zu verstärken.

in der Erkenntnis, daß der bilaterale Warenaustausch von einem wirksamen Dienstleistungsaustausch begleitet werden soll -

sind wie folgt übereingekommen:

Artikel I
Begriffsbestimmungen

In diesem Abkommen bezeichnen

- I. der Ausdruck „zuständige Seeschiffsbehörde“
 - a) in der Bundesrepublik Deutschland das Bundesministerium für Verkehr und die ihm nachgeordneten Behörden.

b) in der Arabischen Republik Ägypten die Abteilung Seeverkehr im

Ministerium für Verkehr und Kommunikation:

2. der Ausdruck „Schiff einer Vertragspartei“ jedes Schiff, das nach den Rechtsvorschriften dieser Vertragspartei ihre Flagge führt und gemäß ihren Gesetzen in ein Register eingetragen ist. Dieser Ausdruck umfaßt nicht Kriegsschiffe und Fischereifahrzeuge. Im Hinblick auf die Anwendung der Artikel 2, 5, 8, 9, 10, 12, 13, 14 und 15 gilt als „Schiff einer Vertragspartei“ auch jedes Schiff unter der Flagge eines dritten Staates, das von einem Seeschiffsverkehrsunternehmen einer der Vertragsparteien eingesetzt wird;
3. der Ausdruck „Seeschiffsverkehrsunternehmen einer Vertragspartei“ ein Seeschiffe einsetzendes Beförderungsunternehmen, das seinen Sitz im Hoheitsgebiet dieser Vertragspartei hat und von ihr nach Maßgabe ihrer Rechtsvorschriften als „Seeschiffsverkehrsunternehmen“ anerkannt ist;
4. der Ausdruck „Besatzungsmitglied“ den Kapitän und jede weitere Person, die während der Reise Aufgaben oder Dienste an Bord wahrzunehmen hat und deren Name in der Musterrolle des Schiffes aufgeführt ist.

Artikel 2

Freiheit des Verkehrs

(1) Die Vertragsparteien arbeiten zusammen, um alle Hindernisse auszuräumen, welche die Entwicklung der Seeschifffahrt zwischen den beiden Vertragsparteien behindern könnten, und enthalten sich jeglicher Maßnahmen, welche die Beteiligung der Seeschiffsverkehrsunternehmen der beiden Vertragsparteien an der Beförderung der im Rahmen ihres bilateralen Handels ausgetauschten Güter sowie am Seeverkehr zwischen ihrem jeweiligen Land und Drittländern einschränken könnten.

(2) Die Schiffe der Vertragsparteien genießen alle verfügbaren Erleichterungen im Seeverkehr zwischen ihren Ländern. Sie sind berechtigt, zu den dem internationalen Seebandel geöffneten Häfen der beiden Vertragsparteien zu fahren, um Fahrgäste und Güter zu befördern.

(3) Die Vertragsparteien empfehlen ihren Seeschiffsunternehmen, sich über die Zusammenarbeit im Seeverkehr auf kaufmännischer Ebene zu verständigen. Alle Fragen, die sich hieraus ergeben, werden in dem nach Artikel 14 gebildeten Gemischten Seeschiffsausschuß beraten.

(4) Die von Seeschiffsunternehmen der Vertragsparteien befrachteten Schiffe genießen dieselben Vergünstigungen, wie wenn sie die Flagge einer Vertragspartei führten.

Artikel 3

Internationale Verpflichtungen

(1) Dieses Abkommen läßt die Verpflichtungen aus anderen internationalen Übereinkünften, die eine der Vertragsparteien geschlossen hat, vor allem dem Übereinkommen vom 6. April 1974 über einen Verhaltenskodex für Linienkonferenzen, und insbesondere die Verpflichtungen, die sich aus der Mitgliedschaft der Bundesrepublik Deutschland in der Europäischen Union ergeben, unberührt.

(2) Fragen, die sich aus der Durchführung des Übereinkommens über einen Verhaltenskodex für Linienkonferenzen ergeben, werden durch die am bilateralen Verkehr beteiligten Seeschiffsunternehmen, die der betreffenden Linienkonferenz angehören, geregelt.

(3) Beide Vertragsparteien sind entschlossen, alle einschlägigen internationalen Übereinkünfte über die Sicherheit der Seeschifffahrt, die Lebens- und Arbeitsbedingungen der Seeleute und den Schutz der Meeresumwelt zu ratifizieren.

Artikel 4

Nichtdiskriminierung des Seeschiffahrtsunternehmens

Jede Vertragspartei unterläßt im internationalen Seeverkehr diskriminierende Handlungen jeder Art, die zu einer Benachteiligung der Seeschiffahrtsinteressen der anderen Vertragspartei führen oder entgegen den Grundsätzen des freien Wettbewerbs die freie Wahl des Seeschiffahrtsunternehmens beeinträchtigen könnten.

Artikel 5

Regelungen betreffend die Häfen und Hoheitsgewässer

(1) Jede Vertragspartei gewährt unter der Voraussetzung der Gegenseitigkeit in ihren Häfen, Hoheitsgewässern und anderen ihrer Hoheitsgewalt unterstehenden Gewässern den Schiffen der anderen Vertragspartei die gleiche Behandlung wie ihren eigenen im internationalen Seeverkehr eingesetzten Schiffen hinsichtlich des Zugangs zu den Häfen, während des Aufenthalts in den Häfen und beim Verlassen der Häfen, bei der Benutzung der Hafeneinrichtungen für die Beförderung von Gütern und Fahrgästen sowie hinsichtlich der Dienstleistungen und sonstigen Einrichtungen.

(2) Die in Absatz 1 erwähnte Gegenseitigkeit erstreckt sich auch auf das Recht der Seeschiffahrtsunternehmen einer Vertragspartei zur Ausübung von Agenturtätigkeiten entsprechend den Gesetzen, die im Hoheitsgebiet der anderen Vertragspartei gelten.

Artikel 6

Freier Transfer von Einnahmen aus Dienstleistungen

Jede Vertragspartei gewährt den Seeschiffsunternehmen der anderen Vertragspartei das Recht, im Hoheitsgebiet der erstgenannten Vertragspartei erzielte Einnahmen aus Dienstleistungen der Seeschifffahrt für Zahlungen im Zusammenhang mit der Seeschifffahrt zu verwenden oder in frei konvertierbarer Währung ins Ausland zu transferieren. Der Transfer soll auf der Grundlage des amtlichen Wechselkurses und innerhalb der üblichen Frist vorgenommen werden.

Artikel 7

Vom Anwendungsbereich des Abkommens
ausgeschlossene Bereiche

Dieses Abkommen berührt nicht die geltenden Rechtsvorschriften der Vertragsparteien über

- a) das Vorrecht der eigenen Flagge für die nationale Küstenschifffahrt sowie Bergungs-, Bugsier-, Lots- und andere Dienste, die den eigenen nationalen Seeschiffs- oder sonstigen Unternehmen sowie Staatsangehörigen vorbehalten sind; es handelt sich jedoch nicht um Küstenschifffahrt, wenn ein Schiff einer Vertragspartei zwischen Häfen der anderen Vertragspartei fährt, um in einem Drittland aufgenommene Güter zu löschen und Fahrgäste auszuschiffen oder Güter und Fahrgäste zur Beförderung in ein Drittland an Bord zu nehmen;
- b) die Lotsenannahmepflicht;
- c) Schiffe, die Aufgaben des öffentlichen Dienstes wahrnehmen;

- d) die Tätigkeiten im Rahmen der Meeresforschung;
- e) das Vorrecht der Seevermessung in den eigenen Hoheitsgewässern;
- f) den Suez-Kanal.

Artikel 8

Beachtung der Rechtsvorschriften der anderen Vertragspartei in deren Hoheitsgebiet

- (1) Die Schiffe jeder Vertragspartei sowie ihre Besatzungsmitglieder, Fahrgäste und Ladungen unterliegen den im Hoheitsgebiet der anderen Vertragspartei geltenden Rechtsvorschriften.
- (2) Die Schiffe des oder der Seeschiffahrtsunternehmen jeder Vertragspartei unterliegen, solange sie sich im Hoheitsgebiet der anderen Vertragspartei befinden, deren Gesetzen und sonstigen Rechtsvorschriften über das Ein- und Auslaufen der im internationalen Seeverkehr eingesetzten Schiffe in ihr oder aus ihrem Hoheitsgebiet sowie über den Betrieb und die Führung solcher Schiffe.
- (3) Fahrgäste, Besatzungsmitglieder und Versender von Gütern müssen die im Hoheitsgebiet jeder Vertragspartei geltenden Gesetze und sonstigen Rechtsvorschriften über die Einreise, den Aufenthalt und die Ausreise der Fahrgäste und Besatzungsmitglieder sowie die Einfuhr, die Ausfuhr und die Lagerung von Gütern, insbesondere die Vorschriften über Landgang, Einwanderung, Zoll, Steuern und Quarantäne, einhalten.

Artikel 9

Erleichterung des Seeverkehrs

Die Vertragsparteien ergreifen im Rahmen ihrer Gesetze und Hafenordnungen alle erforderlichen Maßnahmen, um die Beförderung auf dem Seeweg zu erleichtern und zu fördern, unnötige Verlängerungen der Liegezeiten zu vermeiden und die Erledigung der Zoll- und sonstigen in den Häfen zu beachtenden Förmlichkeiten nach Möglichkeit zu beschleunigen und zu vereinfachen sowie den Gebrauch vorhandener Entsorgungseinrichtungen zu erleichtern.

Artikel 10

Gegenseitige Anerkennung von Meßbriefen und sonstigen
Schiffspapieren

Die von einer Vertragspartei entsprechend den einschlägigen internationalen Übereinkünften ausgestellten und anerkannten und an Bord eines Schiffes dieser Vertragspartei mitgeführten Schiffspapiere werden auch von der anderen Vertragspartei anerkannt .

Artikel 11

Reisedokumente der Besatzungsmitglieder

(1) Jede Vertragspartei erkennt die von den zuständigen Behörden der anderen Vertragspartei ausgestellten Reisedokumente an und gewährt den Inhabern dieser Dokumente die in Artikel 12 genannten Rechte.

(2) Die Reisedokumente sind für die Bundesrepublik Deutschland der Reisepaß oder das Seefahrtbuch und für die Arabische Republik Ägypten das Seefahrtbuch oder der Reisepaß.

(3) Für Besatzungsmitglieder aus Drittländern, die an Bord von Schiffen einer Vertragspartei arbeiten, gelten als Reisedokumente die von den zuständigen Behörden der Drittländer ausgestellten Dokumente, sofern sie den innerstaatlichen Vorschriften der betreffenden Vertragspartei für die Anerkennung als Paß oder Paßersatzpapier genügen.

Artikel 12

Einreise, Durchreise und Aufenthalt von Besatzungsmitgliedern

(1) Jede Vertragspartei gestattet den Besatzungsmitgliedern eines Schiffes einer Vertragspartei, die Inhaber eines der in Artikel 11 genannten Reisedokumente sind, während der Liegezeit des Schiffes in einem Hafen der anderen Vertragspartei ohne Aufenthaltsgenehmigung vor der Einreise (Visum) in Übereinstimmung mit den geltenden einschlägigen Gesetzen und sonstigen Vorschriften an Land zu gehen und sich im Gebiet des Hafenorts aufzuhalten. Erforderlich ist in diesen Fällen

- in der Bundesrepublik Deutschland ein Landgangsausweis.
- in der Arabischen Republik Ägypten ein Landgangsausweis.

(2) Jedes Besatzungsmitglied, das Inhaber eines der in Artikel 11 genannten Reisedokumente ist, darf nach Erteilung einer Aufenthaltsgenehmigung vor der Einreise (Visum) durch das Hoheitsgebiet der anderen Vertragspartei durchreisen, um sich zum Zweck seiner Heimschaffung oder aus einem anderen von den zuständigen Behörden der anderen Vertragspartei anerkannten Grund auf sein Schiff oder auf ein anderes Schiff zu begeben. Die betreffende Aufenthaltsgenehmigung vor der Einreise (Visum) ist in möglichst kurzer Zeit zu erteilen.

(3) Die zuständigen Behörden jeder Vertragspartei gestatten jedem Besatzungsmitglied, das im Hoheitsgebiet einer der Vertragsparteien in ein Krankenhaus eingeliefert wird, den für die stationäre Behandlung erforderlichen Aufenthalt.

(4) Beide Vertragsparteien behalten sich das Recht vor, Personen, die unerwünscht sind, die Einreise in ihr Hoheitsgebiet zu verweigern, auch wenn diese Personen Inhaber eines der in Artikel 11 genannten Reisedokumente sind.

(5) Die Bediensteten der diplomatischen Missionen und der konsularischen Vertretungen einer Vertragspartei sowie der Kapitän und die übrigen Besatzungsmitglieder der Schiffe dieser Vertragspartei sind berechtigt, unter Beachtung der im Aufenthaltsland geltenden einschlägigen Gesetze und sonstigen Rechtsvorschriften miteinander in Verbindung zu treten und zusammenzutreffen.

(6) Unbeschadet der vorstehenden Bestimmungen bleiben die Regelungen der Vertragsparteien betreffend die Einreise, den Aufenthalt und die Ausreise von Ausländern unberührt.

Weitere Einzelheiten ergeben sich aus der Anlage zu diesem Abkommen, die Bestandteil des Abkommens ist.

Artikel 13

Vorkommnisse auf See

(1) Wenn ein Schiff einer Vertragspartei in den Hoheitsgewässern der anderen Vertragspartei einen Schiffbruch oder eine Havarie erleidet, auf Grund läuft oder aus sonstigen Gründen in Seenot gerät, gewähren die Behörden dieser anderen Vertragspartei dem Kapitän, den übrigen Besatzungsmitgliedern, den Fahrgästen sowie dem Schiff und seiner Ladung den gleichen Schutz und Beistand wie Schiffen unter eigener Flagge. Die in Satz 1 genannten

Vorkommnisse werden von den von jeder Vertragspartei gegenüber der anderen Vertragspartei zu bezeichnenden Behörden untersucht, wenn ein öffentliches Interesse vorliegt, auf jeden Fall aber dann, wenn bei einem solchen Vorkommnis ein Fahrzeug gesunken oder aufgegeben worden ist oder jemand den Tod erlitten hat. Die Untersuchungsergebnisse werden von den zu bezeichnenden Behörden den Behörden der anderen Vertragspartei so schnell wie möglich übermittelt.

(2) Jede Vertragspartei sieht, falls ein Schiff einen Unfall oder eine Havarie erlitten hat, von der Erhebung von Einfuhrzöllen, Steuern und sonstigen Abgaben, denen Ladung, Ausrüstung, Materialien, Vorräte und anderes Schiffszubehör unterliegen, ab, sofern diese Gegenstände im Hoheitsgebiet dieser Vertragspartei weder gebraucht noch verbraucht werden.

(3) Absatz 2 schließt die Anwendung der Gesetze und sonstigen Rechtsvorschriften der Vertragsparteien betreffend die vorübergehende Lagerung von Gütern nicht aus.

Artikel 14

Gemischter Seeschiffahrtsausschuß und Konsultationen

(1) Um die wirksame Anwendung dieses Abkommens zu gewährleisten, wird ein Gemischter Seeschiffahrtsausschuß gebildet, der aus den Vertretern der Seeschiffsverwaltungen und den von den Vertragsparteien benannten Sachverständigen besteht.

(2) Dieser Ausschuß behandelt alle Fragen von gemeinsamem Interesse für beide Vertragsparteien, insbesondere Fragen im Zusammenhang mit

- a) der Beteiligung am gesamten Ladungstransport zum Nutzen ihres gegenseitigen Seeverkehrs:

- b) den Tätigkeiten der Seeschiffsverkehrsunternehmen und der Schiffe der Vertragsparteien, die im Seeverkehr zwischen den Vertragsparteien beschäftigt sind, und insbesondere im Zusammenhang mit den Tätigkeiten, die sich aus der Anwendung des Übereinkommens über einen Verhaltenskodex für Linienkonferenzen ergeben;
- c) der Beachtung sämtlicher Bedingungen für die ordnungsgemäße Abwicklung des Seeverkehrs durch die Seeschiffsverkehrsunternehmen jeder Vertragspartei;
- d) der gütlichen Beilegung von Streitigkeiten einschließlich derer, die aus der Auslegung dieses Abkommens entstehen.

(3) Die Vertragsparteien verpflichten sich, die Grundsätze des beiderseitigen Vorteils und der nichtdiskriminierenden Behandlung der Seeschiffsverkehrsunternehmen und Schiffe beider Vertragsparteien zu beachten.

(4) Der Gemischte Seeschiffsverkehrsausschuß tritt auf Antrag einer der Vertragsparteien spätestens drei Monate nach Stellung dieses Antrags zusammen. Dieser Ausschuß berichtet dem Bundesministerium für Verkehr der Bundesrepublik Deutschland und der Abteilung Seeverkehr im Ministerium für Verkehr und Kommunikation der Arabischen Republik Ägypten über die Ergebnisse seiner Arbeit.

Artikel 15

Technische Zusammenarbeit

(1) Beide Vertragsparteien ermutigen die Reeder und die mit dem Seeverkehr verbundenen Institutionen beider Länder, sich um alle nur möglichen Formen der Zusammenarbeit, insbesondere auf folgenden Gebieten, zu bemühen und sie zu entwickeln:

- a) Schiffbau:

b) Schiffsreparatur.

(2) Die Vertragsparteien ermutigen einander, die Ausbildungsinstitutionen sowie alle anderen Ausbildungseinrichtungen in den Unternehmen und Institutionen des Seeverkehrs und des Hafensbetriebs zu nutzen.

Artikel 16

Inkrafttreten

Dieses Abkommen tritt an dem Tag in Kraft, an dem beide Regierungen einander mitgeteilt haben, daß die erforderlichen rechtlichen Verfahren für das Inkrafttreten des Abkommens abgeschlossen sind. Als Tag des Inkrafttretens wird der Tag des Eingangs der letzten Mitteilung angesehen.

Artikel 17

Geltungsdauer, Kündigung

(1) Dieses Abkommen wird auf unbestimmte Zeit geschlossen.

(2) Dieses Abkommen kann von jeder Vertragspartei unter Einhaltung einer Frist von sechs Monaten durch Notifikation gekündigt werden.

Geschehen zu *Alexandria* am *5. November 1998*

in zwei Urschriften, jede in deutscher, arabischer und englischer Sprache, wobei jeder Wortlaut verbindlich ist. Bei unterschiedlicher Auslegung des deutschen und des arabischen Wortlauts ist der englische Wortlaut maßgebend.

Für die Regierung der
Bundesrepublik Deutschland

Peter Dingemans

Für die Regierung der
Arabischen Republik Ägypten

C.A.

Anlage
zum
Abkommen vom *5. November 1998*
zwischen
der Regierung der Bundesrepublik Deutschland
und
der Regierung der Arabischen Republik Ägypten
über
ihre gegenseitigen Seeschiffahrtsbeziehungen

Reisedokument der Besatzungsmitglieder
Einreise, Durchreise und Aufenthalt von Besatzungsmitgliedern

In Übereinstimmung mit den Artikeln 11 und 12 erkennt jede Vertragspartei die Reisedokumente der Seeleute, die nach Inkrafttreten dieses Abkommens ausgestellt und von einer der Vertragsparteien eingeführt werden, an und nimmt jede Person, die über ein solches Reisedokument verfügt, ohne weitere Formalitäten zur Einreise in ihr Hoheitsgebiet zurück; dies gilt unter der Voraussetzung, daß die internationalen Anforderungen an die Anerkennung als Seefahrtbuch erfüllt sind.

[TRANSLATION - TRADUCTION]

ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE
D'ALLEMAGNE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE
ARABE D'ÉGYPTE CONCERNANT LEURS RELATIONS MARITIMES
MUTUELLES

Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et le Gouvernement de la République arabe d'Égypte,

Désireux de promouvoir le développement harmonieux du transport maritime entre la République fédérale d'Allemagne et la République arabe d'Égypte sur la base des intérêts

mutuels des deux pays et de la liberté du commerce extérieur,

Désireux d'encourager dans toute la mesure possible la coopération internationale dans ce

domaine,

Conscients de ce que l'échange de marchandises entre les deux pays doit aller de pair avec un échange efficace de services,

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier. Définitions

Aux fins du présent Accord, l'expression :

« Autorité maritime compétente » désigne :

a) En République fédérale d'Allemagne, le Ministère fédéral des transports et ses organes subsidiaires ;

b) En République arabe d'Égypte, le Secteur du transport maritime du Ministère des transports et des communications ;

2. « Navire d'une Partie contractante » désigne tout navire qui, conformément aux dispositions juridiques de ladite Partie contractante, bat son pavillon et qui, conformément à ses lois, est inscrit au registre maritime. Ladite expression n'inclut ni les navires de guerre, ni les bâtiments de pêche. Aux fins des dispositions des articles 2, 5, 8, 9, 10, 12, 13, 14 et 15, tout navire battant le pavillon d'un État tiers mais affrété par une compagnie de transport maritime de l'une des Parties contractantes est également considéré comme un « navire d'une Partie contractante » ;

3. « Compagnie de transport maritime d'une Partie contractante » désigne toute compagnie de transport utilisant des navires de transport maritime et ayant son siège sur le territoire de ladite Partie contractante et qui, conformément à la législation de cette dernière, est considérée comme une « compagnie de transport maritime » ;

4. « Membre d'équipage » désigne le capitaine et toute personne devant s'acquitter

d'attributions ou fournir des services à bord du navire et dont le nom figure sur le rôle de l'équipage.

Article 2. Liberté de trafic

1. Les Parties contractantes coopèrent en vue d'éliminer tous les obstacles pouvant entraver le développement de la navigation entre elles et s'abstiennent d'adopter toute mesure pouvant limiter la participation des compagnies de transport maritime des deux Parties contractantes au transport des marchandises échangées dans le cadre de leur commerce bilatéral ainsi qu'au trafic maritime entre leurs pays et les pays tiers.

2. Les navires des Parties contractantes ont accès à toutes les installations de transport maritime entre leurs pays. Ils ont le droit de naviguer à destination des ports des deux Parties contractantes qui sont ouverts au commerce maritime international afin de transporter des marchandises ou des passagers.

3. Les Parties contractantes recommandent à leurs compagnies de transport maritime de convenir au niveau commercial de la coopération dans le cadre du transport maritime. Toute question qui découle du présent Accord sera examinée au sein du Comité mixte de la navigation maritime établi conformément à l'article 14.4. Les navires affrétés par des compagnies de transport maritime de l'une ou l'autre Partie contractante jouissent des mêmes avantages que s'ils battaient le pavillon de l'une des Parties contractantes.

Article 3. Engagements internationaux

1. Le présent Accord n'affecte pas les obligations découlant d'autres accords internationaux que les Parties contractantes pourraient avoir conclus, principalement la Convention relative à un code de conduite des conférences maritimes, en date du 6 avril 1974, ni en particulier les obligations qui découlent pour la République fédérale d'Allemagne de son appartenance à l'Union européenne.

2. Les questions pouvant découler de la mise en œuvre de la Convention relative à un code de conduite des conférences maritimes sont réglées par les compagnies de transport maritime qui participent au trafic bilatéral et font partie de la conférence concernée.

3. Les Parties contractantes sont résolues à ratifier toutes les conventions internationales pertinentes relatives à la sécurité de la navigation, aux conditions de vie et de travail des gens de mer et à la protection du milieu marin.

Article 4. Non-discrimination des compagnies de transport maritime

Chaque Partie contractante évite, dans le domaine du transport maritime international, toute action discriminatoire qui pourrait nuire aux intérêts de l'autre Partie contractante en matière de transport maritime ou pourrait entraver le libre choix des compagnies de transport maritime au regard des principes de libre concurrence.

Article 5. Réglementations relatives aux ports et aux eaux territoriales

1. Chacune des Parties contractantes accorde, sur la base de la réciprocité, aux navires de l'autre Partie contractante dans ses ports, eaux territoriales et autres eaux relevant de sa juridiction, le même traitement que celui qu'elle accorde à ses propres navires opérant en trafic maritime international, en ce qui concerne l'accès aux ports, le séjour dans les ports et la sortie des ports, l'utilisation des installations portuaires aux fins de transport de marchandises et de passagers ainsi que l'accès aux services et autres installations.

2. La réciprocité visée au paragraphe 1 emporte également le droit des compagnies de transport maritime de l'une ou l'autre Partie contractante d'opérer en qualité d'agence conformément aux lois en vigueur sur le territoire de l'autre Partie contractante.

Article 6. Liberté de transferts invisibles

Chacune des Parties contractantes accorde aux compagnies de transport maritime de l'autre Partie contractante le droit soit d'utiliser les recettes perçues au titre des services de transport maritime rendus sur le territoire de la première Partie contractante pour procéder à des paiements liés au transport maritime soit de transférer lesdites recettes à l'étranger en monnaie convertible. Les transferts sont effectués sur la base du taux de change officiel et dans les délais habituels.

Article 7. Domaines exclus du champ d'application de l'Accord

Le présent Accord n'affecte pas les dispositions juridiques en vigueur sur le territoire de l'une ou l'autre Partie contractante touchant :

a) Le privilège du pavillon national en ce qui concerne les services de cabotage national, de sauvetage, de remorquage, de pilotage et autres services réservés aux compagnies de transport maritime ou autres entreprises nationales de la Partie contractante intéressée et à ses ressortissants, étant entendu toutefois que ne sont pas considérés comme cabotage les déplacements qu'effectue un navire d'une Partie contractante entre les ports de l'autre Partie contractante en vue de décharger des marchandises ou de débarquer des passagers embarqués dans un pays tiers ou de charger des marchandises ou d'embarquer des passagers pour le transport vers un pays tiers ;

b) L'obligation d'accepter un pilote à bord ;

c) Les navires qui exécutent des tâches de service public ;

d) Les activités de recherche en mer ;

e) Le privilège des études hydrographiques dans les propres eaux territoriales nationales de la Partie contractante ;

f) Le Canal de Suez.

Article 8. Observation des dispositions juridiques de l'autre Partie contractante sur son territoire

1. Les navires de chacune des Parties contractantes et leurs équipages, passagers et

chargements sont soumis, sur le territoire de l'autre Partie contractante, aux dispositions juridiques en vigueur de cette dernière.

2. Les navires de la compagnie ou des compagnies de transport maritime de chacune des Parties contractantes sont soumis, lorsqu'ils se trouvent sur le territoire de l'autre Partie contractante, à la législation et autres dispositions juridiques de celle-ci en matière d'entrée sur son territoire, de séjour et de sortie de son territoire des navires affectés au transport maritime international, ainsi que l'exploitation et la conduite de ces navires.

3. Les passagers, membres d'équipage et expéditeurs de marchandises doivent respecter la législation et autres prescriptions en vigueur sur le territoire de chacune des Parties contractantes en matière d'entrée, de séjour et de sortie des passagers et des membres d'équipage ainsi que de l'importation, de l'exportation et de l'entreposage des marchandises, et notamment les dispositions concernant la descente à terre, l'immigration, la douane, les taxes et la quarantaine.

Article 9. Facilitation du trafic maritime

Dans le cadre de leurs lois et règlements portuaires, les Parties contractantes prennent toutes les mesures nécessaires pour faciliter et promouvoir le transport maritime, empêcher toute prolongation inutile du séjour dans les ports, accélérer et simplifier, dans toute la mesure du possible, les formalités de dédouanement et autres formalités devant être accomplies dans les ports et faciliter l'utilisation des installations d'évacuation existantes.

Article 10. Reconnaissance mutuelle des certificats de jauge et autres documents de bord

Les documents de bord établis et reconnus par l'une des Parties contractantes conformément aux accords internationaux pertinents et qui se trouvent à bord d'un navire de cette Partie contractante sont également reconnus par l'autre Partie contractante.

Article 11. Documents de voyage des membres d'équipage

1. Chacune des Parties contractantes reconnaît les documents de voyage établis par ses autorités compétentes de l'autre Partie contractante et accorde aux détenteurs desdits documents les droits stipulés à l'article 12 du présent Accord.

2. Les documents de voyage sont, pour la République fédérale d'Allemagne, le passeport ou le livret de marin et, pour la République arabe d'Égypte, le livret de marin ou le passeport.

3. S'agissant des membres d'équipage de pays tiers travaillant à bord de navires de l'une ou l'autre Partie contractante, les documents de voyage sont les titres établis par les autorités compétentes du pays tiers, sous réserve qu'ils remplissent les conditions nationales imposées par la Partie contractante intéressée pour pouvoir être reconnus comme passeports ou titres en tenant lieu.

Article 12. Entrée, transit et séjour des membres d'équipage

1. Chacune des Parties contractantes autorise les membres d'équipage d'un navire de l'autre Partie contractante détenteurs de l'un des documents de voyage visés à l'article 11 du présent Accord à débarquer et à séjourner dans la ville portuaire pendant le temps de relâche du navire sans devoir obtenir une autorisation de séjour avant l'entrée (visa) conformément aux lois pertinentes et autres dispositions en vigueur. Sont requises en pareil cas :

En République fédérale d'Allemagne, une autorisation de descente à terre ;

En République arabe d'Égypte, une autorisation de descente à terre.

2. Tout membre d'équipage détenteur de l'un des documents de voyage visés à l'article 11 du présent Accord peut, après délivrance d'une autorisation de séjour préalable à l'entrée (visa) traverser le territoire de l'autre Partie contractante pour se rendre à bord de son navire ou de tout autre navire en vue de rentrer chez lui ou pour toute autre raison jugée acceptable par les autorités compétentes de l'autre Partie contractante. Ladite autorisation de séjour préalable à l'entrée (visa) est accordée, si possible, dans les moindres délais.

3. Les autorités compétentes des Parties contractantes autorisent tout membre d'équipage hospitalisé sur le territoire de l'une de la Partie contractante intéressée à séjourner aussi longtemps que nécessaire pour recevoir un traitement dans l'établissement hospitalier.

4. Les deux Parties contractantes se réservent le droit de refuser l'entrée sur leur territoire des personnes indésirables, même si elles sont en possession de l'un des documents de voyage visés à l'article 11 du présent Accord.

5. Le personnel des missions diplomatiques et des représentations consulaires d'une Partie contractante ainsi que le capitaine et les autres membres d'équipage des navires de cette Partie contractante sont autorisés à entrer en relation et à se rencontrer, à condition de respecter les lois et autres prescriptions en vigueur dans le pays hôte.

6. Sans préjudice des dispositions qui précèdent, le présent Accord n'affecte aucunement la législation des Parties contractantes relative à l'entrée, au séjour et à la sortie des étrangers.

D'autres détails figurent à l'Annexe du présent Accord, qui fait partie intégrante du présent Accord.

Article 13. Incidents en mer

1. Si un navire d'une Partie contractante fait naufrage, subit une avarie, s'échoue ou est en détresse pour toute autre raison dans les eaux territoriales de l'autre Partie contractante, les autorités de cette dernière accordent au capitaine, aux membres d'équipage et aux passagers, ainsi qu'au navire et à sa cargaison, la même assistance et la même protection qu'aux navires battant son propre pavillon. Les incidents visés dans la première phrase font l'objet d'une enquête par les autorités que chaque Partie contractante aura notifiées à l'autre, lorsqu'il y a un intérêt public en jeu et, étant entendu toutefois qu'il est ouvert une en-

quête dans tous les cas si le navire a coulé ou a été abandonné ou si l'incident a fait des morts. Les autorités désignées

communiquent les résultats de l'enquête dans les plus brefs délais possibles aux autorités de l'autre Partie contractante.

2. Lorsqu'un navire a subi un accident ou une avarie, les Parties contractantes renoncent à percevoir des droits d'importation, des taxes ou autres charges sur les cargaisons, l'équipement, les matériels, les provisions et autres articles du navire à moins que lesdits articles ne soient utilisés ou consommés sur leur territoire.

3. Le paragraphe 2 ci-dessus n'exclut pas l'application des lois et autres prescriptions des Parties contractantes relatives à l'entreposage provisoire des marchandises.

Article 14. Comité mixte de navigation maritime et consultations

1. Pour assurer l'application efficace du présent Accord, il est constitué un Comité mixte de navigation maritime composé des représentants des services de transport maritime et des experts désignés par les Parties contractantes.

2. Ce Comité traite de toutes les questions d'intérêt commun aux deux Parties contractantes, et notamment celles qui se rapportent :

a) à la participation au transport de marchandises de toute nature au profit de leur commerce maritime mutuel ;

b) aux activités des compagnies de transport maritime et des navires des Parties contractantes qui assurent le commerce maritime entre les Parties contractantes, et notamment les questions liées à l'application de la Convention relative à un code de conduite des conférences maritimes ;

c) au respect par les compagnies de transport maritime de chaque Partie contractante de toutes les conditions nécessaires au bon déroulement du commerce maritime ;

d) au règlement amiable des différends, y compris ceux qui se rapportent à l'interprétation du présent Accord.

3. Les Parties contractantes s'engagent à respecter le principe de l'avantage réciproque et du traitement non discriminatoire des compagnies de transport maritime et des navires de chacune des Parties contractantes.

4. Le Comité mixte de navigation maritime se réunit sur la demande de l'une ou l'autre Partie contractante trois mois au plus tard après la présentation de cette demande. Le Comité mixte rend compte des résultats de ses travaux au Ministère fédéral des transports en République fédérale d'Allemagne et au Secteur de transport maritime du Ministère des transports et des communications en République arabe d'Égypte.

Article 15. Coopération technique

1. Les Parties contractantes encouragent les armateurs et les institutions de leurs deux pays qui s'occupent du trafic maritime à instaurer et développer toutes les formes de coopération possibles, spécialement dans les domaines suivants :

a) construction navale ;

b) réparations navales.

2. Les Parties contractantes s'encouragent mutuellement à utiliser les institutions de formation et toutes autres installations de formation des entreprises et institutions de trafic maritime et des opérations portuaires.

Article 16. Entrée en vigueur

Le Présent Accord entrera en vigueur à la date à laquelle les deux Gouvernements se seront notifié l'accomplissement des formalités juridiques requises pour son entrée en vigueur. La date de réception de la dernière de ces deux notifications sera considérée comme date d'entrée en vigueur.

Article 17. Durée de validité et dénonciation

1. Le présent Accord est conclu pour une durée indéterminée.

2. Chacune des Parties contractantes peut dénoncer le présent Accord par notification, avec un préavis de six mois.

Fait à Alexandrie le 5 novembre 1998 en double exemplaire en langues allemande, arabe et anglaise, les trois textes faisant également foi. En cas de divergence d'interprétation des textes allemand et arabe, le texte anglais prévaudra.

Pour le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne :

PETER DINGENS

Pour le Gouvernement de la République arabe d'Égypte :

LE CONTRE-AMIRAL MAGDI ABDEL-HADI

ANNEXE À L'ACCORD DU 5 NOVEMBRE 1998 ENTRE LE GOUVERNEMENT DE
LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE ET LE GOUVERNEMENT DE LA
RÉPUBLIQUE ARABE D'ÉGYPTÉ CONCERNANT LEURS RELATIONS MARITI-
MES MUTUELLES

Documents de voyage des membres d'équipage

Entrée, transit et séjour des membres d'équipage

Conformément aux articles 11 et 12 du présent Accord, chacune des Parties contractantes reconnaît les documents de voyage des gens de mer délivrés après l'entrée en vigueur du présent Accord et introduits par l'une ou l'autre Partie contractante, et réadmet sur son territoire, sans autres formalités, toute personne en possession dudit document de voyage, à condition de satisfaire aux prescriptions internationales nécessaires pour être reconnu comme livret des gens de mer.